



# Chambre des Députés

LUXEMBOURG

Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale

## Adhésion de la Serbie à l'UE et politique européenne commune



M. Vuk Drašković, Ministre des Affaires étrangères de la Serbie, et M. Charles Goerens lors d'une conférence de presse

**«D'après la loi des dominos, la région dans son ensemble pourrait basculer dans une spirale dangereuse.» Avec ces mots M. Vuk Drašković, Ministre des Affaires étrangères de la Serbie, a appuyé sa mise en garde contre le fait que des puissants de ce monde pourraient proclamer sur le territoire de la Serbie un nouvel État albanais dans les Balkans, c'est-à-dire un nouveau Kosovo.**

**Les Serbes du monde entier, et non seulement en Serbie, perçoivent une telle décision comme une humiliation nationale et des forces politiques rétrogrades prendraient probablement le pouvoir à Belgrade. Pour celles-ci, l'UE, les Etats-Unis et l'OTAN sont des ennemis. Le ministre a par ailleurs précisé que suite à une telle décision, la Serbie remettrait en cause sa demande d'adhésion à l'Union européenne.**

Bien que la capture du général Ratko Mladić soit une condition indispensable pour les négociations sur l'adhésion de la Serbie à l'UE, M. Charles Goerens, Président honoraire de l'Assemblée et corapporteur pour la Serbie de la Commission de suivi de l'Assemblée du Conseil de l'Europe, a déclaré lors d'une conférence de presse commune avec M. Drašković avoir été frappé au cours d'une récente visite à Belgrade par le refus des jeunes Serbes de servir d'otages à la capture de Mladić.

À la première partie de la 52<sup>e</sup> session de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale qui a eu lieu à Paris du 19 au 21 juin 2006, le Luxembourg a été représenté par le Président de la délégation luxembourgeoise, M. Marcel Glesener, et M. Charles Goerens, membres effectifs, ainsi que par M. Norbert Haupert, membre suppléant, Mmes Lydie Err et

Anne Brasseur ainsi que M. Jean Huss s'étant excusés.

Les principaux thèmes ayant figuré à l'ordre du jour de la susdite session ont été

- les nouveaux défis d'une politique européenne étrangère, de sécurité et de défense commune - réponse au rapport annuel du Conseil,
- les relations entre l'Assemblée de l'UEO et le Parlement européen,
- les aspects de la PESD - réponse au rapport annuel du Conseil,
- l'opinion publique et la mission Althea: un an après,
- la sécurité et la stabilité dans la région méditerranéenne,
- les forces européennes en Afghanistan: leçons à tirer,
- les régimes de pensions dans les organisations coordonnées,
- projet de budget de l'Assemblée pour 2006 - avis du Conseil,
- la recherche en matière de sécurité en Europe - réponse au rapport annuel du Conseil,
- le déploiement d'armements dans l'espace,
- le rôle de la Force de gendarmerie européenne et
- la non-prolifération des armes de destruction massive.

En outre l'assistance a pu suivre au cours de la première séance, les interventions de M. Jean-Pierre Masseret, Président de l'Assemblée, de M. Karel De Gucht, Ministre des Affaires étrangères de la Belgique, Président entrant du Conseil de l'UEO, et de M. Seppo Kääriänen, Ministre de la défense de la Finlande, représentant la présidence entrante de l'UE.

Au cours de la deuxième séance M. Vuk Drašković, Ministre des Affaires étrangères de la Serbie, a prononcé un discours et répondu aux questions des parlementaires.

À l'ordre du jour des troisième et quatrième séances ont figuré les discours de Mme Dora Bakoyanni, Ministre des Affaires étrangères de la Grèce, de M. Hikmet Çetin, Haut représentant civil de l'OTAN en Afghanistan, ainsi que de M. Hendrik Daems, Président de la Commission des relations extérieures de la Chambre des représentants belge, représentant le Président de la Chambre.

Au cours des quatre séances de cette première partie de sa 52<sup>e</sup> session, l'Assemblée a adopté deux directives et dix recommandations au Conseil.



(de gauche à droite) M. Norbert Haupert, M. Luc Van den Brande, Vice-Président du Groupe fédéré des démocrates chrétiens et des démocrates européens, et M. Marcel Glesener

Lycée Technique Ettelbrück

## 10.000 Unterschriften für bessere Arbeitsbedingungen



Ende Juni überreichten Professoren, Schüler und Vertreter der Elternvereinigung des Ettelbrücker „Lycée Technique“ eine Petitionsliste mit knapp 10.000 Unterschriften an den Präsidenten der Abgeordnetenkammer Lucien Weiler. In ihren Erklärungen wiesen die Vertreter auf die unhaltbare Situation im „Lycée Technique“ Ettelbrück (LTEtt) hin. Das Lyzeum platze aus allen Nähten.

Seit Jahren seien die Zustände unhaltbar, aber jetzt würde die Situation immer dramatischer, erklärte Lehrervertreter Laurent Hilger dem Kammerpräsidenten Lucien Weiler. Das Gebäude sei ursprünglich beim Bau für 1.000 Schüler geplant worden, es würden aber mittlerweile doppelt so viele unterrichtet. Es ständen nicht genug Klassensäle zur Verfügung, die Sportinfrastrukturen seien für knapp 2.000 Schüler nicht ausreichend, die Ateliers seien zu klein und noch dazu bestünden erhebliche Sicherheitsmängel. Deshalb könnten auch nicht alle Ausbildungsgänge angeboten werden. Und in der Schulkantine könnten nur 105

Schüler zur selben Zeit verpflegt werden. Gefordert wird ein neues unabhängiges technisches Lyzeum in der Nordstadt.

Um auf die katastrophalen Zustände im LTEtt hinzuweisen, überreichten Professoren, Schüler und Vertreter der Elternvereinigung eine Petitionsliste an den Kammerpräsidenten mit der Bitte um Hilfe. Lucien Weiler hatte ein offenes Ohr für die Sorgen der Ettelbrücker. Er wies darauf hin, dass eine Petition mit 10.000 Unterschriften eher selten in Luxemburg sei. Der Kammerpräsident und die Abgeordneten seien sich des Problems und der Situation im Ettelbrücker Lyzeum bewusst. Ein Neubau sei wohl beschlossen, aber der Erwerb des passenden Geländes sei bekanntlich problematisch.

Der Kammerpräsident leitete die Liste mit den 10.000 Unterschriften sofort an den Petitionsausschuss weiter, mit der Bitte, sich des Problems anzunehmen und ihn über die weiteren Schritte zu informieren. Die Mitglieder des Ausschusses werden sich im September vor Ort ein Bild von der Situation machen.

## Remise de décorations



À l'occasion de la Fête nationale, M. le Premier Ministre Jean-Claude Juncker a remis les distinctions honorifiques suivantes à un membre et à deux fonctionnaires de la Chambre des Députés:

- Commandeur de l'Ordre de Mérite:  
M. François Bausch, Député (à gauche).
- M. Martin Bisenius, conseiller au Greffe de la Chambre des Députés (2<sup>e</sup> de droite).
- Médaille en Bronze de l'Ordre de la Couronne de Chêne:  
M. Marc Baulesch, huissier principal au Greffe de la Chambre des Députés (à droite).

# NOUVELLES LOIS

## 5206 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit

Le projet de loi 5206 a pour objet de modifier et de compléter la loi-cadre de 1976 relative à la lutte contre le bruit en transposant en droit national les principes directeurs de la directive 2002/49/CE relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement. Les modalités et autres conditions techniques nécessaires à la mise en œuvre pratique des mesures projetées font l'objet d'un projet de règlement grand-ducal.

Le bruit ambiant a plusieurs effets sur l'être humain et il est perçu subjectivement. La nocivité du bruit est fonction de sa fréquence, de sa durée, de sa répétition et de son intensité. Le fait qu'une personne ressentie ou non des effets dépend considérablement de la sensibilité individuelle du bruit; il existe toutefois des seuils à ne pas dépasser sans exposer l'organisme humain à des conséquences dangereuses. L'effet le plus important du point de vue du nombre de personnes touchées est la gêne. Il existe en outre un certain nombre d'effets médicaux graves comme l'hypertension artérielle, le stress, les crises cardiaques et les dommages auditifs, qui concernent une plus faible proportion de la population. Il est évident que les personnes qui se plaignent d'être gênées par le bruit connaissent une détérioration de leur qualité de vie.

La directive 2002/49/CE relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement vise à éviter, prévenir ou réduire en priorité les effets nuisibles de l'exposition au bruit. Elle s'applique au bruit dans l'environnement auquel sont exposés les êtres humains dans les espaces bâties, les parcs publics ou d'autres lieux calmes d'une agglomération, les zones calmes en rase campagne, à proximité des écoles, aux abords des hôpitaux ainsi que dans d'autres bâtiments et zones sensibles au bruit. Elle ne s'applique pas au bruit produit par la personne exposée elle-même, au bruit résultant des activités domestiques, aux bruits de voisinage, au bruit perçu sur les lieux de travail ou à l'intérieur des moyens de transport, ni au bruit résultant d'activités militaires dans les zones militaires. La directive vise également à fournir une base pour mettre au point des mesures communautaires destinées à réduire les émissions sonores provenant des principales sources, en particulier les véhicules et les infrastructures routières et ferroviaires, les aéronefs, les matériels extérieurs et industriels et les engins mobiles.

Dépôt par  
M. Charles Goerens,  
Ministre de l'Environnement,  
le 08.09.2003  
Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission de l'Environnement  
(Président: M. Roger Negri):  
24.04.2006 Désignation d'un rapporteur  
24.04.2006 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État  
08.05.2006 Examen du projet de loi  
Adoption d'une série d'amendements

29.06.2006	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
04.07.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:  
11.07.2006

aux empreintes génétiques ne peut se faire que si cela s'avère nécessaire dans un cadre bien précis, à savoir une enquête pénale.

### 2. Le prélèvement de cellules humaines peut s'effectuer sous contrainte physique

Les profils d'ADN peuvent provenir de personnes qui ont consenti au prélèvement ou de personnes pour lesquelles le prélèvement a été exercé sous la contrainte physique.

Comme le font remarquer à juste titre les auteurs du projet de loi en discussion, le prélèvement de cellules humaines sous la contrainte physique constitue un élément délicat du projet de loi sous rubrique, alors qu'il a trait à l'intégrité physique humaine.

Certes, il résulte de textes internationaux en vigueur que le droit à l'intégrité physique n'est pas un droit absolu. Des atteintes à ce droit sont admises dès lors qu'elles sont proportionnées par rapport à la finalité recherchée.

Le prélèvement de cellules humaines sous la contrainte physique n'est possible, d'après le projet de loi sous rubrique, que si la personne concernée paraît présenter un lien direct avec la réalisation des faits en cause et que si les faits emportent une peine criminelle ou correctionnelle dont le maximum est égal ou supérieur à deux ans d'emprisonnement. Il s'ensuit que le prélèvement de cellules humaines ne peut être imposé pour des infractions mineures.

L'atteinte à l'intégrité physique que constitue la contrainte peut être acceptée après pondération des intérêts de la société et des victimes dans le cadre de l'élucidation de certains délits graves. Le prélèvement sous contrainte physique apparaît dans cette hypothèse comme un mal tolérable au regard de la recherche de la vérité. A noter que la contrainte physique est exclue pour la prise de sang. Dans cette hypothèse le prélèvement de cellules humaines nécessaire à l'établissement d'un profil d'ADN se fera par le biais de l'une des deux autres techniques admises: le frottis buccal ou la collecte de bulbes pileux.

À noter encore que seuls des magistrats peuvent ordonner qu'un prélèvement puisse être effectué sous la contrainte. Il s'agit plus précisément du procureur d'État ou du juge d'instruction.

À noter enfin que le prélèvement sous contrainte peut être effectué sur des personnes autres que le suspect direct c'est-à-dire sur des personnes qui ne sont pas, ou pas encore, considérées comme suspectes, mais qui sont néanmoins impliquées dans la genèse des faits, comme par exemple la victime ou une personne qui se trouvait sur les lieux du crime peu avant l'acte commis.

S'il est important de circonscrire le champ d'application du projet de loi sous rubrique et de déterminer précisément les personnes auxquelles un prélèvement sous contrainte peut être imposé, il ne faut pas oublier la finalité première du texte en discussion, à savoir rechercher la vérité. Il peut dès lors être important que de nombreuses personnes puissent subir un prélèvement. Un champ d'application trop étroit n'aurait pas permis d'atteindre cet objectif.

Par ailleurs, en ne limitant pas les analyses d'ADN aux seules personnes présentant d'ores et déjà des indices graves de culpabilité, on évite que cette technique ne soit réduite à un instrument servant à fournir des éléments à charge, en vue de corroborer les preuves déjà existantes.

### 3. Deux genres de traitements des données à caractère personnel relatives aux empreintes génétiques: le traitement ADN criminalistique et le traitement ADN condamnés.

Le projet de loi sous examen prévoit deux genres de traitements des données à caractère personnel relatives aux empreintes génétiques, à savoir, d'une part, le traitement ADN criminalistique qui concerne les profils d'ADN établis et traités dans le cadre des enquêtes préliminaires et des instructions préparatoires en cours, et, d'autre part, le traitement ADN condamnés qui concerne les empreintes génétiques de personnes ayant été condamnées à une peine d'emprisonnement ou une peine plus lourde. Chaque genre de traitement répond à un régime légal qui lui est propre.

À noter que par traitement ADN, on entend l'insertion dans un fichier de profils ADN, ainsi que leur modification, consultation, comparaison et communication aux fins d'identification.

Les traitements d'ADN sont effectués sous la responsabilité du procureur général d'État, qui peut toutefois déléguer l'exercice de ces attributions à un magistrat du parquet général.

Les données des traitements d'ADN tant criminalistique que condamnés peuvent être communiquées non seulement aux autorités nationales compétentes, mais également aux experts dans l'intérêt des missions qui leur sont confiées et aux officiers de police judiciaire agissant sur instruction du procureur d'État ou du juge d'instruction dans le cadre d'une enquête pénale. La communication de telles données est également autorisée à d'autres États, organisations ou institutions internationales, en application de dispositions de droit international. Les autorités luxembourgeoises peuvent également consulter des données d'ADN gérées par d'autres États ou des organismes internationaux. De telles possibilités sont nécessaires, si on souhaite optimiser la coopération internationale en matière de lutte contre la criminalité transfrontalière et le terrorisme internationale. Il échoit de souligner que la consultation par le Luxembourg de données gérées par des États étrangers ou des institutions internationales doit s'effectuer dans le respect des dispositions du texte sous rubrique.

17.05.2006	Examen d'un projet de rapport
31.05.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:  
28.06.2006

## 5356 - Projet de loi relatif aux procédures d'identification par empreintes génétiques en matière pénale et portant modification du Code d'instruction criminelle

### 1. Objet du projet de loi sous rubrique

Le projet de loi sous rubrique vise à conférer une base légale adéquate à l'établissement de profils d'ADN et le traitement des données y relatives, conformément aux principes relatifs au traitement de données à caractère personnel. Ce faisant, il renforce les moyens de lutte contre la criminalité y compris contre la criminalité transfrontalière et le terrorisme international.

Le projet de loi sous rubrique s'inscrit dans un contexte européen et international marqué par la volonté de réglementer l'utilisation des analyses ADN et de promouvoir l'échange des résultats de ces analyses afin d'intensifier la coopération transfrontalière en matière pénale. Le projet de loi 5514, actuellement devant la Chambre des Députés et qui porte, entre autres, approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Autriche relativement à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, constitue un exemple patent de cette volonté. Les instruments juridiques européens et internationaux ayant pour but de mener une politique commune en matière criminelle et ayant trait à l'utilisation des profils d'ADN comme moyen de preuve sont nombreux. On peut encore citer:

- une Recommandation du Conseil de l'Europe du 10 février 1992 sur l'utilisation de l'ADN dans le cadre de la justice pénale, ou encore
- deux Résolutions du Conseil de l'Union européenne du 9 juin 1997 respectivement du 25 juin 2001 relatives à l'échange des résultats des analyses d'ADN.

L'urgence de légiférer en la matière apparaît dès lors clairement d'autant plus que le Luxembourg est un des seuls États membres de l'Union européenne à ne pas disposer d'un cadre juridique propre aux procédures d'identification au moyen de l'ADN en matière pénale.

### 2. Les principaux aspects du projet de loi sous rubrique

#### 1. Finalité du recours aux empreintes génétiques: l'identification d'une personne dans le cadre d'une enquête pénale

Le projet de loi entend régler le recours aux empreintes génétiques en vue de l'identification d'une personne, dans le cadre des enquêtes préliminaires et des instructions préparatoires en matière pénale. L'article 1<sup>er</sup> du projet de loi sous rubrique définit clairement et de manière positive l'objet du texte en discussion. La finalité de l'analyse d'ADN est ainsi clairement circonscrite. Ainsi convient-il de délimiter le champ d'application du projet de loi sous rubrique. Le recours

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 16.06.2004

Rapportrice: Mme Christine Doerner

#### Travaux de la Commission juridique

(Président: M. Patrick Santer):

18.01.2006	Désignation d'un rapporteur Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
25.01.2006	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
22.03.2006	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
10.05.2006	Examen du 2 <sup>e</sup> avis complémentaire du Conseil d'État

Le projet de loi sous rubrique vise la ratification par le Luxembourg du Traité d'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie, relativement à l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne. Les dispositions du Traité d'adhésion renvoient à un Protocole, qui régit les conditions et modalités d'adhésion au cas où la Constitution européenne serait en vigueur à la date de l'adhésion. Le Traité d'adhésion se réfère par ailleurs à un Acte d'adhésion, qui régit les conditions d'adhésion et les adaptations à apporter aux différents Traité sur lesquels l'Union est fondée au cas où la Constitution européenne ne serait pas en vigueur lors de l'adhésion des deux pays. Le Traité comprend aussi un Acte final prenant acte de l'ensemble des textes établis et adoptés par la Conférence intergouvernementale.

L'adhésion implique l'acceptation intégrale de l'acquis communautaire, tout en accordant aux pays candidats des exceptions sous la forme de mesures transitoires afin qu'ils puissent adapter progressivement leurs politiques internes et leurs infrastructures. Des périodes de transition sont aussi prévues pour les membres actuels. En effet, bien que les dispositions relatives au marché intérieur et aux quatre libertés de circulation (marchandises, personnes, services et capitaux) s'appliquent dès leur adhésion, les États membres actuels introduiront des mesures nationales qui réglementent l'accès des ressortissants bulgares et roumains à leur marché du travail, qui seront valables pendant deux années suivant la date d'adhésion. D'autres dispositions transitoires sont prévues dans les domaines de la libre prestation de services et des capitaux, de la politique de concurrence,

rence, de l'agriculture, de la politique des transports, de la fiscalité, de la politique sociale et de l'emploi, de l'énergie, des télécommunications et des technologies de l'information, ainsi que de l'environnement.

De plus, le Traité comprend des clauses de sauvegarde qui peuvent être invoquées par les deux parties. De cette manière, l'Union peut, d'une part, se prémunir de tous risques d'éventuels manquements aux engagements de reprise de l'accord communautaire par les pays entrants. D'autre part, la Bulgarie et la Roumanie peuvent se prémunir en cas de risques de déséquilibres graves de leurs économies.

Le Traité comprend quatre clauses de sauvegarde. La première concerne les dispositions économiques générales. Elle autorise de prendre des mesures de sauvegarde permettant le rééquilibrage et l'adaptation d'un secteur concerné à l'économie du marché intérieur. La deuxième clause relative au marché intérieur permet de sanctionner le non-respect des engagements pris à l'égard de toutes les politiques sectorielles concernant les activités économiques. La troisième clause de sauvegarde relève de la justice et des affaires intérieures (JAI), un volet qui prévoit la reconnaissance mutuelle en matière de droit pénal et civil. Finalement, une clause de sauvegarde prévoit le report de l'adhésion. Ainsi, au cas où des doutes sérieux sur la capacité de la Bulgarie ou de la Roumanie à remplir les conditions d'adhésion dans n'importe quel domaine subsistent, le Conseil peut décider, à l'unanimité, le report de l'adhésion d'une année. Dans le cas particulier de la Roumanie, la clause de sauvegarde prévoit que pour certains domaines de la justice et des affaires intérieures, le Conseil peut, à la majorité qualifiée, décider du report de l'adhésion. La recommandation de la Commission au Conseil européen quant à l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie en 2007 ou en 2008 aurait dû être publiée en mai 2006. Mais la Commission a décidé de reporter la publication de la recommandation au mois d'octobre 2006.

L'exposé des motifs du projet de loi sous rubrique souligne l'importance du Luxembourg dans le processus d'adhésion des nouveaux États membres en général et de la Bulgarie et de la Roumanie en particulier. Mis à part le fait que le Traité d'adhésion a été signé sous la

Présidence luxembourgeoise, c'est aussi le Luxembourg qui s'est engagé, tout au long de la procédure de négociation, à garantir des perspectives d'intégration réalistes, tout en plafonnant les fonds mis à disposition par l'Union dans le cadre de l'adhésion des pays candidats. Ensuite, le Luxembourg a également soigné ses relations bilatérales avec les pays candidats et a financé des projets dans les domaines de l'assistance économique et technique, de la formation ainsi que de l'aide humanitaire en faveur de la Bulgarie et de la Roumanie.

Notons finalement que la ville de Sibiu, située en Transylvanie, a obtenu le statut de ville européenne de la culture 2007 en partenariat et avec l'appui du Luxembourg. Sibiu a en effet été fondée au XII<sup>e</sup> siècle par les Siebenbürger Sachsen, qui seraient originaires de l'actuel territoire du Grand-Duché de Luxembourg. Leurs descendants parlent une langue qui se rapproche du francique mosellan tel qu'il est pratiqué dans la région entre la Moselle et le Rhin. C'est donc grâce à ces liens culturels et historiques que le Luxembourg entretient des relations particulières avec la Roumanie en général et avec la ville de Sibiu en particulier.

Afin de mieux comprendre les enjeux de ce nouvel élargissement, il est nécessaire de se pencher sur les rapports de monitorage de la Roumanie et de la Bulgarie rédigés par la Commission en octobre 2005 et en mai 2006 et d'analyser les progrès accomplis et les lacunes qui restent encore à combler.

Dans son rapport de 2006 sur la Roumanie, la Commission relève encore un grand nombre de domaines dans lesquels les efforts doivent être intensifiés, mais qui ne suscitent plus de préoccupations graves. En revanche, elle énumère quatre secteurs gravement préoccupants qui nécessitent d'engager une action immédiate:

- agrément d'organismes payeurs entièrement opérationnels pour gérer les paiements directs effectués aux exploitants et aux opérateurs au titre de la politique agricole commune, mise à profit des progrès réalisés (chapitre 7 de l'accord)
- établissement d'un système intégré de gestion et de contrôle (SIGC) adéquat dans l'agriculture, mise à profit des progrès réalisés (chapitre 7 de l'accord)

- mise en place d'installations d'équarrissage et de traitement conformément à l'accord sur l'EST et les sous-produits animaux (chapitre 7 de l'accord)

- dans l'administration fiscale, systèmes informatiques pouvant fonctionner en interopérabilité avec ceux du reste de l'Union pour permettre une perception correcte de la TVA dans le marché intérieur de l'UE (chapitre 10 de l'accord)

Le rapport de 2006 sur la Bulgarie énumère les progrès accomplis depuis 2005 et cite un grand nombre de domaines dans lesquels la Bulgarie doit maintenir le rythme actuel de ses avancées. De plus, le rapport retient six secteurs gravement préoccupants qui nécessitent d'engager une action immédiate:

- établissement d'un système intégré de gestion et de contrôle (SIGC) adéquat dans l'agriculture (chapitre 7 de l'accord)

- mise en place d'installations d'équarrissage et de traitement conformément à l'accord sur l'EST et les sous-produits animaux (chapitre 7 de l'accord)

- preuves plus concrètes de résultats en matière d'investigation et de poursuite des réseaux de criminalité organisée (chapitre 24 de l'accord)

- mise en œuvre plus efficace et plus rationnelle d'une législation contre la fraude et la corruption (chapitre 24 de l'accord)

- renforcement de l'application des dispositions contre le blanchiment de capitaux (chapitre 24 de l'accord)

- consolidation du contrôle financier en vue de l'utilisation future des fonds structurels et de cohésion (chapitre 28 de l'accord)

Dépôt par  
M. Jean Asselborn, Ministre  
des Affaires étrangères et de  
l'Immigration, le 15.11.2005  
Rapporteur: Mme Lydie Err

Travaux de la Commission  
des Affaires étrangères et  
européennes, de la Défense,  
de la Coopération et de  
l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

12.12.2005	Désignation d'un rapporteur  Présentation du projet de loi
27.04.2006	Examen de l'avis du Conseil d'État
19.06.2006	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:  
29.06.2006

- la directive 2001/13/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2001 modifiant la directive 95/18/CE du Conseil concernant les licences des entreprises ferroviaires

- la directive 2001/14/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2001 concernant la répartition des capacités d'infrastructures ferroviaires et la certification en matière de sécurité.

D'une manière générale, il s'agit de compléter la transposition du droit ferroviaire communautaire en droit luxembourgeois, essentiellement par la désignation de l'organisme indépendant compétent pour la répartition des sillons, de déterminer les redevances, d'organiser le contrôle de l'organisme indépendant et de prévoir des recours en cas de non délivrance ou de retrait des licences et autorisations requises. De surcroît, le projet de loi souligne qu'une cellule intitulée «accès réseau» est créée au sein de la Communauté des Transports (CDT), qui se verra attribuer les fonctions «essentielles». Cette cellule comprendra des missions au niveau de la répartition des sillons et de la tarification de l'infrastructure.

## 5529 - Projet de loi modifiant

a) la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

b) la loi du 28 mars 1997 1<sup>o</sup> approuvant le protocole additionnel du 28 janvier 1997 portant modification de la Convention belgo-franco-luxembourgeoise relative à l'exploitation des chemins de fer du Grand-Duché, signée à Luxembourg, le 17 avril 1946; 2<sup>o</sup> approuvant les statuts modifiés de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois (CFL); 3<sup>o</sup> concernant les interventions financières et la surveillance de l'Etat à l'égard des CFL et 4<sup>o</sup> portant modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

c) la loi du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation

d) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics

Dépôt par M. Lucien Lux,  
Ministre des Transports,  
le 13.01.2006

Rapporteur:  
M. Roland Schreiner

Travaux de la Commission  
des Transports

(Président:  
M. Roland Schreiner):

22.06.2006 Désignation  
d'un rapporteur  
  
Présentation du  
projet de loi

Examen de  
l'avis du Conseil  
d'État

06.07.2006 Présentation et  
adoption d'un  
projet de  
rapport

Vote en séance publique:  
11.07.2006

d'Chamber online op  
[www.chd.lu](http://www.chd.lu)  
mat de Rubriken



Chambre  
des Députés  
LUXEMBOURG

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

**Ordre du jour**

1. 5356 - Projet de loi relatif aux procédures d'identification par empreintes génétiques en matière pénale et portant modification du Code d'instruction criminelle

(Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Amendements - Votes et dispense du second vote constitutionnel - Motions - Votes)

2. Heure d'actualité demandée par le groupe CSV au sujet des pratiques commerciales de la Coditel (suite)

(Motion)

3. Interpellation de Monsieur Niki Bettendorf au sujet du phénomène de la drogue au Luxembourg

(Discussion générale)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden et Mars Di Bartolomeo, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

**M. le Président.** - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Dat ass de Moment net méiglech, well se net hei ass. Dofir komme mer direkt zu eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten, der Diskussioun vum Projet de loi 5356 iwwert de genetesch Fangerofdock. D'Riedezaït ass nom Modell 2 festgeluecht. Bis elo sinn ageschriwwen: den Här Santer, d'Madame Flesch, den Här Bodry an den Här Braz. Als Éisichten huet elo d'Wuert de Rapporteur vun désem Projet de loi, déi honorabel Madame Christine Doerner. Madame Doerner, Dir hutt d'Wuert.

**1. 5356 - Projet de loi relatif aux procédures d'identification par empreintes génétiques en matière pénale et portant modification du Code d'instruction criminelle**

Rapport de la Commission juridique

**Mme Christine Doerner** (CSV), rapportrice. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Faszinatioun vum ADN am Strofprozess ze verstoen, muss ee wëssen, dass et schwierig ass, sech op enger Platz opzehalen ouni verräteresch mikroskopesch Kierperzellen zréckzelosen, wéi zum Beispill en Hoer, en Hautschuppen oder Spaut op enger Zigarettekipp, wat wahrscheinlich méi onwahrscheinlich gëtt an der Zukunft.

All dës biologesch Spure fënnt d'Police mi oft wéi Fangerofdréck. Et ass eng relativ al Iddi de Mensch op Grond vu senge Kierpercharakteristike kriminaltechnesch ze identifizéieren. Mir denken do un de gudden ale Fangerofdock. Mä och de genetesch Fangerofdock, d'Empreinte génétique, berout op Kennzeichen, déi zwar net mam bloussen An ze erkennen sinn, mä awer déi sech am Désoxyribonucléique-Acidé befannten, ofgekierzt DNA, op Franséisch ADN.

Wéi den Numm et seet, ass dëst e komplexe Molekül, dee Mini-Satelliten enthält, déi bei all Mensch aneschters sinn, a sech an engem individuell charakteristeschen Zuelcode ausdrécken. An dëst Identifizierungsmuster lësst sech späicherchen. D'DNA-Analysen zielen haut weltwäit zu de Standardinstrumenter vun de Geriichter a vun der Polizei.

Dës Beweistechnik ass méi genau a méi rapid wéi onsécher Zeien-aussoen an engem Indizieprozess. Mä, fir dass e Riichter dës Beweismittele ka gebrauchen, musse se einwandfräi a vun héijer Qualitéit sinn. Dofir verlaangt dëse Projet, dass Profiler némme kennen

opgestallt gi vun engem agréierter Expert oder engem Laboratoire, dee gewësse Konditiounen vun Experienc a Qualifikatioun erfëllt.

Esou laang Lëtzebuerg nach kee spezialiséierten Institut médico-légal huet, designéiert de Procureur d'Etat respektiv de Juge d'instruction en auslänneschen Expert. Eng Contre-expertise ass émmer méiglech. Ech wëll hei drun erënneren, dass an der zweeter Phas vum Bau vum Laboratoire national de la Santé zu Diddeleng och d'Schafung vun engem ADN-Laboratoire virgesinn ass.

Mä och eis Police huet bei dése Moossnamen eng wichteg Roll ze spiller, well déi héich sensitiv DNA-Spuren erlaben net némme e Verdächtegen ze iwwerféieren, mä och en Onschéllagen ze entlaaschten. A sengem wäertvollen Avis weist de Procureur général d'Etat op dee verantwortungsvollen Ëmgang mat désem Beweismittel hin. D'Missioun vun eiser Police judiciaire kritt an désem Projet eng praktikabel konkret Base légale.

De Monopol vun der Strofjustiz läit an den Hänn vum Stat. Et ass de Stat als Vertrieder vun der Gemeinschaft, deen net némme Rechter mä och Flichten huet, fir all gesetzlech Moossnamen ze huelen, déi néideg si fir d'Strofrecht duerchsetzen.

Mä déi staatlech Erméttlungs-moosname sinn awer net onbeschrankt. Et ass genau esou wichteg dem Beschëllegete sái Fräheets- a Perséinlechkeetsrecht ze respektéieren, wéi dem Verletzte sain Usproch op Ausgläich, dem Opfer sái Schutz an och der Geellschaft hiren Interessi op öffentlech Sécherheet. An et ass an désem Spannungsverhältnis vu Kollektiv- an Individualinteressen, wou mir müssen e politesch a juristesche fairen Équilibre fannen.

An et si just dës Iwwerleeungen, déi dése Projet geprägt henn. Si zie sech wéi e roude Fuedem duerch déi sämtlech Artikelen. Den Artikel 1 definéiert notamment d'Finalitéit vun der DNA-Analys, an dat op de judicieu Avis vum Conseil d'Etat hin. Ech wëll hei bemerken an ervirsträichen, dass déi juristesche Kommissiou den austéierlech Bemerkunge vum Statsrot gréisstendeels Rechnung gedroen huet an den Text esou émägnert huet, wéi de Statsrot dat a sengem Avis suggérert hat.

Beim typeschen Oflaf vun DNA-Moosname ginn an engem éischte Schrott deem Beträffene Kierperzelle prélevéiert, entweder duerch e Mondofstréch oder awer eng Kollekt vun Hoer, wou d'Wuerzel muss derbäi sinn, well do ass námlech Zellkär dran, deen esou eng Analyse erméiglecht, oder awer duerch eng Blutprüf. Well eng Blutprüf émmer als en invasiven Agréff ugesinn ass, kann déi némme vun engem Dokter en présence vun engem Officier de police judiciaire praktizéiert ginn.

D'Prélèvementer können entweder fräwilleg oder énner Zwang duerchgefouert ginn. Eng Blutprüf kann ni, wéi mer wëssen, énner Zwang ausgefouert ginn. Wat elo déi betrafte Persoun ubetréfft, déi huet d'Recht op Informatioun. Den Accord zum Prélèvement muss schrifftlech gi sinn.

DNA-Analysen énner Zwang ausgefouert kéint als en Agréff an d'perséinlech Fräheit ugesi ginn. Et geet awer aus den internationaen Texter ervir, dass d'Recht op kierperlech Intégritéit keen absolut Recht ass. Ausnahme sinn erlaabt, wa se proportionéiert zum Zil sinn. Wat awer net heescht, dass een égal wat kéint maachen.

Dofir kommen nom virleindenden Text némme Zwangs-DNA-Analysen a Fro, wann dräi Konditiounen erfëllt sinn: Fir d'alléréisch muss et e Lien direct ginn zwéischen dem Delikt an der beträffener Persoun. Zweetens muss deen Délit mat engem Prisong bestrooft ginn, wou de Maximum bei mindestens zwee Joer läit, an et muss och schonn am Dossier en DNA-Profil virleien; dat Ganzt nom Artikel 48-3 Paragraph 3 vum neie Gesetz. Wann elo déi mënschlech Zelle fonnt gi sinn oder prélevéiert gi sinn, da gëtt e Proces-verbal dresséiert, wat ganz wichteg ass, éischtens emol fir eng Contre-expertise ze erméiglen, an och fir d'Droits de la défense en général. Well mir wëssen, dass émmer eng Voie de recours op ass géint esou Moossnamen.

Elo kenne mer eis d'Fro stellen, wat iwwerhaapt elo esou en DNA-Profil, esou eng Analys enthält. Eng DNA-Analys enthält manner Informationen wéi e Casier judiciaire. Si bezitt sech némme op den net co-déierten Abschnitt...

(Coups de cloche de la Présidence)

...vun der lerfsubstanz; den „stummen“ Abschnitt, wéi déi Däitsch dat nennen. Hei ginn op kee Fall Perséinlechkeetsprofiler, keng Charakteristiken, och keng even-tuell Krankheeten opgestallt. Et ass némme en alphanumeresche Code. Dái eenzeg Informatiounen, déi kéinte registréiert ginn, sinn déi, ob et sech hei ém eng Fra oder e Mann handelt. A méi ass et net. Zoustänneg fir dës Prélèvementer ze ordonnéiere ass némme de Procureur d'Etat oder awer de Juge d'instruction.

Esou en DNA-Profil ass awer némme vun Interessi am Verglach mat enger anderer Spur. Dofir muss net némme de Verdächtegen e Prélèvement dulden, mä och aner Leit, wéi zum Beispill d'Affer respektiv eng drëtt Persoun, déi sech eventuell um Tatort opgehalen huet. Am Laboratoire ginn dës Kierperzellen énnersicht an d'Resultater ginn an engem genetesch Code ausgedréckt.

Et gi keng zwee Mënschen op dëser Welt, déi deeselwechte Code henn, mat Ausnahm vun eeneeigen Zwillingen. An et ass dës Eenzegaartegkeet, mat enger Wahrscheinlechkeet vun 1:20.000.000.000, déi et erlaabt verschidden Échantillon vun DNA mateneen ze vergläichen, fir eraus-zefane wiem se gehéieren. D'Probabilitéit hänkt selbstverständlech och vun der Zuel vun de Marqueuren of, mat där dës Analys gemaach gëtt. An hei weisen ech dorop hin, dass sech déi ADN-Marqueuren am Projet vum Gouvernement op déi europäesch an international Standarde baséiert henn.

Et muss ee wëssen, dass eis Lëtzebuerg Geriichter scho laang mat déser Technik schaffen. Dat wëllt soen, bis elo sinn och DNA-Analyse gemaach ginn, mä wa se bis gebraucht waren am Prozess,

si se an den Dossier klasséiert ginn.

D'DNA-Profiler sinn awer némme effizient, esou gutt an der nationale wéi internationaler Opklärung vu Verbriechen, wa se an enger Datebank elektronesch gespeichert duerfe ginn. Firwat? Well en DNA-Fichier erméiglecht e schnellen automatesche Verglach vun DNA-Profiler, an erlaabt esou en Zesummenhang mat verschidde Delikter hierzestellen.

Mir wëssen all, dass mat enger Datebank d'Grondrechter an och d'Privatliewe beréiert ginn. Dofir gëtt an dësem Text dem Problem Dateschutz a villen Hisiichte Rechnung gedroen. De Procureur général d'Etat an de Conseil d'Etat henn dése Projet dateschutzrechtlech positiv bewäert. Och d'Commission nationale pour la protection des données begréisst de klore Positionnement vun dësem Gesetz par rapport zum Dateschutzgesetz vun 2002.

De Regierungstext observéiert déi wesentlech Elementer vun den europäeschen Dateschutznormen, vun de Recommandatiounen vum Europarot, de strofrechtele Prinzip vun der Unschuldsvermutung, der Présomption d'innocence, awer och vun der Gefor vun der Selbstbelaaschtung. Punktgenau beschreift dësen Text den Traitement vun esou engem Fichier.

De Procureur général huet d'Verantwortung, wat déi adequat Handhabung vun den DNA-Données ueget. Och wann d'Commission pour la protection des données dése Choix kritiséiert, schéngt et opportun, dass de Procureur général mat esou enger Responsabilitéit ze befaassen ass.

Well et ass jo och hien, deen d'Verantwortung iwwert de Casier judiciaire huet, an en ass gewiint mat vertraulechen Informatiounen émzegogen.

Ausserdeem énnerläit d'Gestioun vun den DNA-Données enger Kontroll, dat wëllt soen, de Beträffene kann d'Nullitéit vun enger Moosnam invokéieren. Dësen Artikel 12 riicht sech nom Oppositionsrecht vum Dateschutz. D'Konsultatioun an de Verglach tésschen zwee Profiler si streng encadréiert.

Zum Zougréff berechtegt si just de Procureur an den Untersuchungsrichter am Kader vun enger Erméttlung. Dat heescht, den Zougréff ass zweckbonnen an och konform zum Verhältnismäissegekeetsprinzip. Do derniewent henn och den Expert an d'Police judiciaire en Zougang zum DNA-Fichier, mä énnert der Responsabilitéit selbstverständlich vum Magistrat. Vernetzunge mat aneren Datebanke gëtt et net.

Den Text gesät och en Informationssystem vun der beträffener Persoun vir. Dat wëllt soen, wann hire Profil mat deem vun enger anderer Persoun verglach géif ginn, da soll si ebenfalls d'Resultater vermittellet kréieren.

D'DNA-Profiler können némme während enger gewësser Dauer gespeichert ginn, an dat am Fichier; dat wëllt soe konservéiert ginn an dësem Fichier. Et kann een net éiweg domadder schaffen. Bei Fräisproch a Verjährung ass de Profil aus dem Informationssystem ze löschen. D'Rehabilitatioun bréngt net ipso facto eng Läschung, well den Delikt net mat der Rehabilitatioun verschwénn. Selbstverständlich ass d'Vertraulichkeet an dësem Text verankert.

Mä mir kommen awer elo zu der Fro, wellech DNA-Profiler an dësem Fichier gespeichert kenne ginn. De Législateur hat hei de Choix: Entweder all Profiler ouni Ausnahm vu klengen, métteren a grousse Verbriechen opzehuelen, dat heescht och Bagatell-Delikter. England an d'Schwäiz henn dëse System, an zwar an der Hoffnung, dass hir Datebanken e Maximum

un Treffer, deene sou genannten „Hits“, generéiere kenne.

Mä eis Regierung war der Mee-nung, net mat Kanounen op Spatzen ze schéissen, an huet sech fir déi restriktiv Variant entschloss. Dat heescht, némme Profiler vun enger limitierter Grupp vu Verdächtigen a Verurtelete kommen an de Fichier. Dat wëllt soen, d'Datebank duerf némme fir d'Opklärung vu besonnesch schwéiere Strofdate genotzt ginn. Dés Léisung, wéi mer feststellen, hëlt a Kaf, dass Täter, déi manner schwéier Delikter begaangen hunn, bei engem spéidere schwéiere Verbriechen net unhand vun enger Spur identifizéiert kenne ginn.

Déi nächst Fro, déi mer stellen, ass: Zu wellechem Moment ginn dës Profiler gespeichert? Hei musse mer énnerscheiden zwéischen dem Traitement criminalistique, deen all DNA-Profiler betréfft, déi am Kader vun enger Erméttlung oder Instruction préparatoire erstallt goufen, an dem Traitement ADN condamnés, deen de Profil vu Leit betréfft, déi wéinst engem schwéiere Verbriechen zu enger Prisongsstrof condamnéiert gi sinn, wéi zum Beispill Attentat à la pudeur, Prostitution, Incendie criminel, Meurtre, Assassinat. An dësem Deliktskatalog ass och d'In-fraction de vol et d'extorsion opge-fouert. Mir schwätzten awer hei net vu Vol à l'étagé, mä vu schwéieren, geféierlechen Abréch, op deen eng Mindeststrof Prisong vun zwee Joer steet.

Fir dësen Deliktskatalog ze justifi-zéieren, muss ee sech nach eng Kéier den Zweck vun engem DNA-Fichier virun Ae féieren. De Senn ass hei déi schnell an zouverlässig Identifizéierung vu Verbriecher, déi réckfällig kíente ginn. De Kritär läit beim Wahrscheinlechkeetsgrad vun enger Strofallogekeet. D'Kriminologen henn erausfonnt, dass d'Carrière vun engem Verbriecher net an enger Branche ver-leeft, mä oft diversifiéiert ass. Dat heescht, dass et méiglech ass, dass e geféierlechen Abriecher och emol am Milieu vun der Prostitutioun kíent matmaachen.

Ech wëll och bemerken, dass de Seuil de la peine net an all Land d'nämlech ass. Ech huelen ee Beispill: Wann a Lëtzebuerg op enger Delikt eng Prisongsstrof vun zwee Joer ass, huet dat nämlech Delikt eng Prisongsstrof an der Belsch vu fénnef Joer. Et ass also völleg onkonsequent, wann ee ver-laagt eppes géint d'Verbriecher ze énnertuelen, an dann hand-kehru eng effizient Verwendung vun enger DNA-Datebank blokkéiere wëllt. Et muss ee sech entscheiden, wat méi wichteg ass. Well et duerf een net vergiessen, dass dëse Fichier net némme bei der Opklärung vun neie Verbriechen hellef, et ass och eng Chance liicht an ongeléiste ver-zwickte Fäll ze bréngen.

Dést Gesetz, wann et haut gestëmmt gëtt, trëtt den 31. Oktober künfteg a Kraaft. D'Computeren an d'Programmer sinn instal-léiert a prett fir ze fonctionnéieren. Lëtzebuerg huet e performante Logiciel an héich spezialiséiert Informatiker bei der Police judiciaire, fir dëse Fichier ze bedéngen. Mir kennen och nach ervirhiewen, dass déi éischt Tester, déi gemaach gi sinn, positiv verlaaf sinn.

Wichteg ass och nach ze énnertuelen, dass dëse Logicielsprogramm net eleng op Lëtzebuerg isoléiert ass, mä e wäert och eng wichteg Roll spille bei der justiziel-ler a polizeilecher Zesummenar-becht am Kader vun der Convention de Prüm, dat ass e Projet de loi, deen am November 2005 dé-posiert ginn ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu mer erlaabt dësen technesch Projet a kuerze Wierder ze résuméieren. Fir den Detail verweisen ech op de schrifftleche

Rapport vun der Commission juridique, awer och op déi verschidden exzellent parlamentaresch Dokumenter. Ech si sécher, dass an eisem Zäitalter vun Informatik d'DNA-Struktur eng wichteg Roll als Beweismittel an eiser Strofprozedur wäert spille.

Am Verglach mat eisen europäischen Noperen huet Lëtzebuerg dëse System ganz sënnvoll ausgeschafft, an zwar am Gläichgewicht mat de mënschleche Grondrechte vu Fräiheit a Privatsphär, mä awer och déi aner Sät, mat den Ziler vun der Justiz an dem öffentlechen Interessi an enger demokratescher Gesellschaft.

Ech bidden lech am Numm vun der Kommissioune dëse Projet ze stëmmen. Ech ginn och den Accord vu menger Fraktioune.

Ier mer elo ofschléissen, wollt ech nach eng Motioun ofginn, déi vu mir énnerschriwwen ass, an déi seet: «invite le Gouvernement à faire, dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur du projet de loi (...), le point sur la législation relative au recours aux empreintes génétiques (...).»

#### Motion 1

*La Chambre des Députés,*  
constatant:

- que le projet de loi 5356 relatif aux procédures d'identification des empreintes génétiques en matière pénale et portant modification du Code d'instruction criminelle renforce les moyens de lutte contre la criminalité, y compris la criminalité transfrontalière et le terrorisme international, en conférant une base légale à l'établissement de profils d'ADN et au traitement des données y afférentes;

- que la technique d'analyse génétique constitue un moyen d'identification particulièrement utile et efficace dans le cadre d'une enquête pénale;

- que, bien que fascinant, ce mode d'identification suscite des inquiétudes, alors qu'il met en cause des droits fondamentaux;

- qu'il est dès lors impératif d'encastrer ce nouveau moyen d'identification;

- que le projet de loi 5356 submentionné opte pour une approche modérée entourant le régime mis en place de garanties appropriées de nature à apaiser les craintes et les appréhensions pouvant exister en la matière;

- que, toutefois, le principe de précaution doit présider dans une matière aussi sensible que celle des empreintes génétiques;

- que, par ailleurs, le mode d'identification par empreintes génétiques, bien qu'il ait fait ses preuves à l'étranger depuis plusieurs années, demeure une technique relativement récente, sujette à modifications ou améliorations constantes nécessitant une adaptation de son cadre légal;

invite le Gouvernement

- à faire, dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur du projet de loi 5356 submentionné, le point sur la législation relative au recours aux empreintes génétiques en matière pénale aux fins de l'adapter aux nouvelles évolutions scientifiques, voire de l'entourer de nouvelles garanties destinées à renforcer l'équilibre entre l'objectif légitime de recherche de la vérité et le respect des droits fondamentaux de l'homme.

(s.) Christine Doerner, Alex Bodry, Félix Braz, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Klein, Patrick Santer.

Ech soen lech Merci.

**Plusieurs voix.** - Très bien!

**M. le Président.** - Merci, Madame Doerner. Dann huet als éischt Riedner den honorablen Här Patrick Santer d'Wuert. Här Santer!

**Discussion générale**

**M. Patrick Santer (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, well meng Fraktionskollegin, d'Madame Christine Doerner, de Projet de loi iwwert d'Emprintes génétiques am Detail an hirem schréftlechen an an hirem mëndleche Rapport - fir déi ech ir Merci soen - virbruecht huet, wëll ech net nach eng Kéier, sief et némme versichen, all d'Detailer vum Projet de loi ze erklären. Ech wëll mech némmer op e puer generell Considérationen beschränken, fir duerno op verschidde Kritikpunkten, déi zu dësem Projet de loi gemaach goufen, anzegoen.

D'Prouf iwwert den ADN- oder den DNA-Profil ass en Élément de preuve wéi d'Fangerofdréck, d'Foussspuren, déi faktuell Emstänn oder d'Zeienaussoen. D'Justizautoritée mussen an der Instruktioun vun enger Affaire pénales wéi och an hirem Uerteel duerno op all déi Beweismaterialer Rück-sicht huelen a se a Betracht zéien. Och wann d'Fiabilitéit vun engem DNA-Profil méi grouss ka si wéi zum Beispill eng Zeienausso, bleibt awer, datt den DNA-Profil keng iwwergeuernd Stell soll kreien. Et ass keng Superprouf-Méiglechkeet.

Zweetens wier et falsch ze men-gen, datt en DNA-Profil némmer do wier, fir déi beschéllegt Persoun mat enger Strofdot a Verbindung ze bréngen. Och d'Affer kann en DNA-Profil geholl kreien, wann dat fir d'Instruktoun vun der Affär vun Notzen ass. Duerch en ADN- oder DNA-Profil kann och eng zu Onrecht beschéllegt Persoun entlaascht ginn, also beweisen, datt se náischt mat der Affár ze dinn huet.

Wéi bei der Analys vu Fangerofdréck oder vun der Tatwaff gesäit ee beim Opstelle vun engem DNA-Profil d'Aarbecht vun der Justiz duerch déi wéssenschaftlech Erkenntnisser, duerch d'Fortschrëtt an der Wéssenschaft gestäipt, souzesoen d'Wéssenschaft am Déngscht vun der Justiz an am Déngscht vun der Wourecht.

Véiert a lescht Bemerkung zu-gläch: Et ass net esou, datt elo wéi wëll an onkontrolléiert ADN-Prouf-material gesicht an analysiert gëtt. De Projet de loi setzt e Kader wou genee beschriwwen a festge-luecht gëtt, wien DNA-Profiler er-stelle kann, wien Zougréff op déi DNA-Profiler kritt duerch déi zwou Datebanken, déi mer elo virgesinn hunn, an d'Netanhale vun deene Bestëmmunge féiert zur Nullitéit vun deem Deel vun der Prozedur wou DNA-Profiler virkommen. Wann een also net wëllt, datt en Deel vun der Enquête, vun der Instruktioun, vläicht souguer de we-sentlechsten Deel, einfach esou annuléiert gëtt, well d'Prozedur net respektéiert ginn ass, da muss een akribesch déi Bestëmmunge vum Code d'Instruction criminelle, dat heescht vun dësem Projet de loi, anhalen.

Här President, d'Madame Doerner huet et elo grad gesot: An der Commission juridique gouf am Detail iwwert déi verschidde Kritikpunkten, déi zu dësem Projet de loi gemaach goufen, geschwät a sech mat deene verschidde Propose kritesch an an engem konstruktive Geesch beschäftegt. Aus deenen Diskussiounen koum et zum Text, dee mer haut hei wäerten ofstëmmen. U Kritikpunkten zum Projet de loi huet et natierlech net gefeelt, an déi goufen och am schréftlechen an am mëndleche Rapport festgehalten. Ech wéilt just op e puer Punkten zréckkommen.

Éischt Kritikpunkt ass de Prélèvement sous contrainte vun engem DNA-Profil. De Projet de loi gesäit vir, datt a verschidene Fäll eng Persoun kann obligéiert ginn, fir hiren DNA-Ofdrock de Justizautoritéiten ze ginn. Et gëtt net a Fro gestallt, datt et Situations gëtt, an deenen eng Persoun muss forcéiert ginn, fir hiren DNA-Profil ofzeginn. Ech wéilt just nach énnerr-sträichen, datt esou e Prélèvement

sous contrainte, sief et vun engem DNA-Profil oder vu Blutt oder soss Beweismaterial biologescher Hier-kunft, net géint déi europäesch Mënscherechtskonvention ver-stéisst, an d'Cour européenne des droits de l'Homme huet dat schonn an engem Uerteel 1996 festgehal-en.

Wat kritiséiert gouf ass, datt déi Fäll, wou esou en ADN-Profil oder DNA-Profil énner Droch kann opgestallt ginn, ze wäit geograff sinn. Et ass esou, datt deen «établissement d'un profil d'ADN sous contrainte», wéi dat am neien Artikel 48-5 vum Code d'Instruction criminelle steet, a Fäll kann opgestallt ginn, wou d'Mindeststrof zwee Joer Prisong bedréit. A Frankräich an an der Belsch sinn déi Seuilé méi héich. Et ass awer a mengen Aen ze einfach, fir a gewéssen Deeler vun der Procédure pénales op d'Législatiounen vun anere Länner ze verweisen, ouni déi ganz Strofgesetzgebung vun deene Länner ze berücksichtegen.

A Frankräich hu se eng aner Approche wéi déi vum Projet de loi. A Frankräich, wann ee refuséiert, sain DNA-Profil opstellen ze loossen, da kritt een automatesch eng Strof vun engem Joer Prisong a 15.000 Euro Amende, wann et sech ém en Délit handelt, dat Due-belt, also zwee Joer Prisong an 30.000 Euro Amende, wann et sech ém e Crime handelt. Wann nach Manœuvres frauduleuses derbäikommen, da geet een op dräi Joer Prisong a 45.000 Euro Amende. An déi Strof, Prisongsstrof an Amende, cumuléiert sech, déi gëtt dobäigezu wat déi eigent-lech Strof ueget.

Zu Lëtzebuerg ka keng Strof deem-jéinegen operluecht ginn, dee sain DNA-Profil verweigert opstellen ze loossen, mä hie gëtt forcéiert dat ze maachen am Intérêt natierlech vun der Enquête. Wann een elo mengt, déi Regelung iwwert de Prélèvement sous contrainte wier ze rigouréis oder net rigouréis ge-nuch, da muss een déi Fäll berück-sichtegen, déi net a Fro géife kom-men, wann een de Seuil vun haut zwee Joer op fënnef Joer géing eropsetzen.

Wann een dëse Seuil op fënnef Joer festleet, kéint een a folgende Fäll - ech ginn e puer Beispiller - keen ADN-Profil énner Contrainte opstellen: Homicide involontaire, versichte Brandstéftung, Organisation criminelle, Prostitution, Traite des êtres humains, Coups et bles-sures à un enfant, Coups et bles-sures avec pré-méditation ayant entraîné une incapacité de travail ou une maladie. Dat sinn némmer e puer Beispiller. An deene Fäll: Kann ee bestreiden, datt et senn-voll, wann net noutwendeg ass fir eng Persoun, de vermeintlechen Täter oder seng Komplizen, ze zwéngen, hiren DNA-Profil de Jus-tizautoritéiten ze ginn? Dat ka kee bestreiden.

De Seuil vun zwee Joer ass och net aus der Loft geograff. Et ass deesel-wechte Seuil, deen et dem Untersuchungsrichter erlaabt, géint e vermeintlechen Täter e Mandat de dépôt auszeliwweren, also dee vermeintlechen Täter op direktem Wee an Untersuchungshaft op Schraasseg ze féieren. Et sief nach derbäi bemierkt, datt deen Délai, déi Mindesthéststrof vun zwee Joer fir de Mandat de dépôt, fir d'Untersuchungshaft, 1973 age-fouert gouf a sätdeem ni a Fro ge-stallt ginn ass.

Pour la petite histoire: Déi deemo-leg Regierung - et war eng CSV-DP-Regierung an et war keen CSV-Minister - hat am initiale Projet de loi N° 1549 déi Mindesthéststrof fir e Mandat de dépôt, also d'Untersuchungshaft, op sechs Méint festgeluecht. Wat wier geschitt, wann deen heitege Justizminister dat proposéiert hätt, sief et némme

fir e Prélèvement d'un profil d'ADN sous contrainte?

**Mme Colette Flesch (DP).** - Datswelcht wéi dat wat deemois geschitt ass, si wår erofgesat ginn.

**(Hilarité)**

**M. Patrick Santer (CSV).** - De Seuil ass op zwee Joer erofgesat ginn an et ass déiselwelcht Mindesthéststrof wéi beim Prélèvement sous contrainte. Also ass et dach verständlech an novollzéibar, datt eng Persoun, déi an Untersuchungshaft ka gesat ginn, also hi-er Fräiheit kann op d'mannst zäit-weileg entzu ginn, net ka forcéiert ginn, fir hiren DNA-Profil hierze-ginn. An d'Madame Doerner huet et jo gesot: Dat geet net, dat därf een net iwwer Blutanalys maachen; do gëtt e Stäbchen an de Mond während zwou Sekonne gestach oder dat eent oder dat anert Hoer geholl, wann een der nach huet, fir déi Prélèvements sous contrainte ze maachen.

Et soll een also net bei deem Prélèvement sous contrainte vun engem ADN-Profil en ongerefchäerdegegen oder disproportionéierten Agréff an déi perséinlech Fräiheit brandmar-ken.

Fir emol e rezent Beispill aus dem Ausland ze huelen, an dat, toutes circonstances restant égales à elles-mêmes, op Lëtzebuerg unze-wenden: D'lescht Woch, den 21. Juni 2006, ass a Frankräich e Mann festgeholle ginn, dee beschéllegt gëtt virun 19 Joer - 1987 - e man-nerjähregt Meedche vergewaltegt an émbruecht ze hunn. 2004 gouf dëse Mann - an ech zitéieren d'Zeitung - «pour une banale affaire de bagarre sur un parking» festgeholle. Sain ADN-Profil gouf ihm geholl an esou konnte de Lien mat der Verge-walteung, déi 19 Joer virdru statt-fonnt huet, hiergestallt ginn. Mat engem Mindesthéststrof fir de Prélèvement sous contrainte vu fënnef oder zéng Joer hätt een, wann dëse Fall natierlech sech zu Lëtzebuerg zougedroen hätt, dës Persoun net können zwéngen, sain DNA-Profil ofzeginn.

Wie fält also énner esou en DNA-Profil sous contrainte? Et sinn déi Leit, déi «paraissent avoir un lien direct avec la réalisation des faits en cause». Hei hu mir de belschen Text wuertwierlech iwverholl, well de belschen Text keng direkt oder indirekt Referenzen op aner Strof-doten oder aner Dispositiounen aus dem Code pénal mécht.

Ass dësen Text, deen an der Belsch sät 1999 appliziert gëtt, ze wäit gaang, oder ass en ze large oder ze vag? Wéi ech scho gesot hunn, sinn net némmer de vermeintlechen Täter respектив seng Komplize viséiert. Et ass also émsou méi schwéier, fir en Text vir-zeléeën, dee flexibel genuch ass, fir de faktesche Gegebenheete vun engem Instruktioun vun enger Strof-dot Rechnung ze droen. Et ass jo och net déi éischté Kéier, an aus hoergenee deeneselwelchten Ur-saachen, datt am Code pénal - ech verweiseen hei op d'Definitioun vun der Escroquerie oder dem Abus de confiance - oder souguer an der Procédure pénales méi breit ge-faasste Konzepter benotzt ginn.

En Untersuchungsrichter kann no eisem Code de procédure d'instruction criminelle eng Perquisitioun maachen «dans tous les lieux où peuvent se trouver des objets dont la découverte serait utile à la manifestation de la volonté». Dat kéint och vläicht vag kléngent, huet awer ni zu Problemer gefouert.

Dee Prélèvement sous contrainte, deen opgezwungenen ADN-Profil ass eng noutwendeg Regelung, déi am Projet de loi net hätt dierfe feelen, an déi, esou wéi se elo fest-geschriwwen ass, sech proportionéiert an de Kader vun enger effi-kasser Enquête areit.

Här President, et gëtt zwou Date-banken, wou ADN-Profiler kenne gespeichert sinn: Déi, wou ADN-Profiler während enger Enquête

gesammelt ginn - den ADN crimi-nalistique - an déi, wou den ADN-Profiler vu condamnéierte Persoune gespeichert ginn - ADN condamnés. Och bei dése lescht-genannten Datebanke gouf et Kritiken an och heiansdo e Mëss-verståndnis, wat och op déi kom-pliziéiert technesch Natur vum Projet de loi zréckzeféieren ass.

Mëssverständnis a Kritik gouf et bei der Dauer, während därl ADN-Profiler an der ADN-condamné Datebank gespeichert kenne bleiwen. Si bleiwen zéng Joer nom Doud vun därl condamnéierte Persoun an der Datebank. Zéng Joer schéngt laang; dat ass awer d'Ver-jährungsfrist beim Crime. Engem Condamnéierte sain ADN-Profil ka benotzt ginn an aneren Affären, déi nach net ofgeschloss sinn a wou de Condamnéierte Kompliz, Mattä-ter oder esouguer Affer ka sinn.

Mir kennen och, Här President, hei de belsche Modell iwverhuelen. Wa mir dat géife maachen, da géife mir hoergenee deeselwelchten Text unhuellen, well et ass de belsche System, dee mer hei geholl hunn.

An Dänemark hu se en Délai vun zwee Joer festgehalen. Et gëtt och vläicht op déser Welt e Land, dat nach méi e kuerzen Délai huet, oder dat keng Datebank huet. Dat ass awer kee Grond fir „cherry picking“ ze maachen: Ech huele just an deene Législatiounen, wat mir gefält, ouni de globale Kader vun de jeeweilege Strofgesetzer oder -procedere matanzebauen.

«Une justice pénale qui doit aboutir à une sanction a aussi pour objectif la prévention de la récidive.» - esou steet an engem Rapport vun der Commission Delmas-Marty. D'Madame Delmas-Marty huet d'Chaire vum Droit pénal am Collège de France. An um Rapport hunn Affekoten, Riichter a Beamten a Frankräich matgeschafft.

Do gesäit ee wierklech, wéi déi duebel Zilsetzung vum Strofrecht ass. Et geet net némmer dorëms, fir ee ze bestrofen, déi géint d'Ge-setz verstooss huet - dat och -, mä et vergësst een och, datt d'Strofge-setz och la prévention de la récidive als Objektiv huet, an dat ass grad an deenen zwee Fäll, deenen zwee Bestanddeeler vun dësen Datebanken - ADN criminalistique an ADN condamnés - ze beuechten.

Här President, d'Kommissioune huet och iwwert déi zu Lëtzebuerg an och vläicht an anere Länner net ge-leefeg Situations vun der Rehabili-tatioun geschwatt. Wat geschitt, wann e Condamnéierte rehabilitéiert gëtt? Logesch, e géift be-truecht wéi wann en ni condamnéiert gi wier. Folgerichteg gëtt sain Profil, sain DNA-Profil aus der Datebank ADN condamnés erausge-holl.

Mä wa sain ADN-Profil och an der ADN-criminalistique-Datebank sech eremfénnt, dann huet d'Rehabilitatioun iwverhapt keng Konsequenz. Zum Beispill eng Persoun gëtt condamnéiert, well se eng aner émbruecht huet. Hiren ADN-Profil gëtt geholl a geet während der Enquête an d'Datebank ADN criminalistique. Se gëtt condamnéiert, da geet dee Profil an d'Datebank ADN condamnés. Elo sëtz déi Persoun lievenslänglich zu Schraasseg.

Zwee Joer duerno gëtt eng nei Affär géint dës Persoun vun der Justiz ugefaangen, an hiren ADN-Profil gëtt erém eng Kéier gebraucht. Dat heesch, an déser Situations huet déi Persoun hiren ADN-Profil souwuel an der Datebank ADN criminalistique wéi och an der Datebank ADN condamnés. Wa se elo fir déi éischt Affär, fir déi se condamnéiert gouf, rehabilitéiert gëtt, da verschwént hiren ADN-Profil aus der Datebank ADN condamnés. Si bleift awer, well déi zwee Affär nach net ofgeschloss ass, an der Datebank ADN criminalistique. Dorriwwer soll ee sech net opreegen. Dat ass e logesch

Räsonnement vun enger logescher Situatioun, déi kloer am Projet de loi festgehale gëtt.

Här President, wie kënnnt dann alles an déi ADN-condamnés-Datebank? D'Madame Doerner huet et jo gesot: Dat sinn all déi, déi condamnéiert goufen, ob déi Strof mat oder ouni Sursis gesprach gouf. Dass eng Prisongsstrof mat Sursis a Fro kënnnt, ass e puer mol an der Kommissioune diskutéiert ginn. Fir op dat Beispill vu virdrun zréckkommen, wou e Mann, dee wéinst enger «banale affaire de bagarre sur un parking» mat enger Vergewaltegung 19 Joer virdrun a Verbindung bruecht ginn ass: Fir eng «banale affaire de bagarre sur un parking» - ob dat op engem Parking stattfënnt oder net -, wann déi Persoun nach kee Casier huet, riskéiert se Prisong mat Sursis ze kréien.

Et muss een am A behalen, datt de Sursis just eppes mat der Exekutioun vun der Strof ze dinn huet, mä näisch mat der Strof u sech. Eng Persoun, déi eng Prisongsstrof mat Sursis krut, bleift eng Persoun, déi bestrooft ginn ass. An, se geet zwar net an de Prisong, well d'Stros, d'Prisongsstrof net exekutéiert gëtt, mä si ass awer do. An hei gëtt et e fundamentalen Ênner-scheed mat der Suspension du prononcé, déi och énnér verschidde Bedingungen natierlech ka gesprach ginn. Wann e Riichter eng Suspension du prononcé sprécht, da gëtt de Prononcé vun der Strof net gesprach, déi Persoun kritt keng Strof. De Prozess bleibt awer nach bestoen; et gëtt net condamnéiert. Et kann een also net d'Ophuelen oder d'Netophuele vun ADN-Profiler an enger Datebank vun Ausfierungsbestëmmunge vun enger Strof ofhänke loosken. Et ass d'Stros oder d'Netstros, d'Prisongsstrof oder den Acquittement, deen ausschlaggebend sinn.

Här President, et geet net némmer duer, fir ee Gesetz ze stëmmen. Dat Gesetz muss och agehale respektiv ausgefouert ginn. Dofir ass d'A-Kraaf-Triede vum Gesetz op den 31. Oktober 2006 gesat ginn, fir datt zu deem Zäitpunkt déi néide informatesch Infrastruktur steet an déi néide Informationen un d'Police an d'Justizautoritéite konnte gi ginn.

Déi informatesch Infrastruktur gëtt elo net opgestallt. D'Aarbechte si schonn amgaangen. An hei gouf op Experten zréckgegraff, déi och déi éisträchesch Datebanken an déi vun Interpol opgericthunn. Well et awer eng nei Technologie ass, hu mer och an der Kommissioune de Prinzip vun enger Motioun ugeholl - an déi Motioun huet d'Madame Doerner virdrun déposiert -, wou 18 Méint nom A-Kraaf-Triede vum Gesetz d'Efficacité vum Mechanismus vun de Prozedure vum Projet, vum Gesetz erëm soll iwverpréift ginn.

Doriwwer eraus muss een nach ervirhiewen, datt d'Aarbechte schonn amgaange sinn, fir am Kader vum Laboratoire national de la Santé e spezifesch ADN-Labo zu Létzebuerg opzerichten, an doriwwer eraus zu Létzebuerg en Institut médico-légal opzerichten. An, ech mengen, mir wäerten an der Kommissioune des Weideren nach op deen Deel vun der Enquête pénales zréckkommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi, dee mam Kierzel «Projet de loi ADN» kann émschriwwen ginn, ass en équilibrierten Text, deen all Garantien zum Datenschutz bitt. Fir elo en Iwweraachungsstat unzeprangeen, ass net némmer eng Begréffsverwiesslung, mä och falsch: En Iwweraachungsstat ass d'Negatioun vum Rechtsstat. Et ass d'Negatioun, wou an engem Stat d'Règle de droit dem Bierger Rechter a Flichte gëtt, déi viru Geriicht aklobar sinn. An engem Iwweraachungsstat gëtt onkontrolléiert, a jenseits allem gesetzleche Kader, jiddfereen iwverwaachung.

An dësem Projet de loi sti kloer Regeln dra wéi, wou, vu wiem, wéi

laang ADN-Profiler kënnen erstallt a gehale ginn, a wien dorop Zougréff huet respektiv ka kréien. Den ADN-Profil ass do, fir der Justiz ze hëllefen, a kann némme vu Justizautoritéite consultéiert ginn. D'ADN-Profiler, wéi déi aner Beweismaterialer, befanne sech am Dossier pénal a këinne vum Geriicht kontradiktoresch diskutéiert ginn. Wann d'Prozedur net agehale gouf, gëtt eng Nullitéit ausgesprach.

Mir fannen eis also ganz wäit ewech vun engem Iwweraachungsstat. Wa mir wëllen der Justiz hëllefen, an hir déi néide zäitgeméiss Moyené ginn, fir grad d'Règle de droit kënnen anzehallen, an déi ze bestrofen, déi dogéint verstoossen hinn, da befanne mer eis an engem Rechtsstat. Beweismaterial sammelen an engem geregelte Kader, sief dat ADN-Profiler oder Fangerofdréck, fir datt eng vu Riechtere gefouert a kontrolleert Enquête oder Instruktioun weiderkënnnt, ass en noutwendige Bestanddeel vun der Verbichensbekämpfung, och wann dat Beweismaterial duerno gehale gëtt. Aus all deene Grënn wäert d'CSV-Fraktioun fir dése Projet de loi stëmmen.

Ech soen lech Merci.

#### Plusieurs voix.- Très bien.

**M. le Président**.- Merci, Här Santer. Déi nächst Riednerin ass déi honorabel Madame Colette Flesch. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert!

**Mme Colette Flesch** (DP).- Merci, Här President. Hei hu mir e komplizierte Projet virun ons leien. Engersäits kompliziéiert um wëssenschaftleche Plang, aneresäits kompliziéiert um juristesche Plang. Mam wëssenschaftlechen Deel wëll ech mech hei net ofginn. Et schéngt mir scho schwéier genuch, sech ze erénnern, dass ADN Acide désoxyribonucléique heesche wëllt. Ech muss all Kéiers erëm op mäi Blat kucken, fir mech ze erénnern, wéi et ass.

Um juristesche Plang ass et e komplizierte Projet, well et drëm geet de Moyenen, déi de Stat sech gëtt, fir géint d'Kriminalitéit virzegoen, eng juristesche Base ze ginn, dass also ADN-Profiler kënnen etabléiert ginn, mä och fir dofir ze suergen, dass déi individuell Fräiheiten net iwverméisseg a Fro gestallt ginn.

Ech wëll also hei ganz besonnesch énnersträichen, dass engersäits déi Regelen, vun deene mer haut hei schwätzen, am Kader vun enger Enquête pénales spiller. Et ass elo net hei eppes „Big Brother is watching you“ op alle Gebidder. Mer sinn hei am Kader vun enger Enquête pénales.

Zweetens, mengen ech, musse mer festhalen, dass déi gréissste Virsicht gebueden ass, wat d'Konstitutioun vu Fichiere vu getesteschen Empreinte betréfft, well déi par nature Risike beinhalten, d'fundamental Rechter an d'Fräiheete vun de Persounen an d'Intégrité physique vun de Persounen a Fro stellen ze kënnen.

Dat gesot als Virbemerkung, wëll ech dem Rapporteur, der Madame Doerner, Merci soe fir hiren ausfierlechen a minutiose Rapport, wou se am Detail all d'Elementer vun deem Projet analyséiert huet, an dat souwuel an hirem schrifteleche wéi an hirem mëndleche Rapport. Ech wëll also net op déi Froen zréckkommen, déi si scho behandelt huet, mä némmer op déi Froen agoen, déi ons schéngent an der Approche net esou uepaakt ginn ze sinn, wéi mir ons et gewénscht hinn, an op déi Froen, wou mer echt Problemer hinn a wou mer wäerten Amendemente maachen.

Ech wäert an e puer Minute soen, datt ech net glécklech si mam Toun vun dësem Rapport, mä ech wëll awer och hei ganz kloer soen, dass dat kengeswees d'Qualitéit vum Rapport vun der Madame Doerner

a Fro stellt. Si konnt jo némmer dat erémginn, wat an der Kommissioune gesot an décidéiert ginn ass.

E puer allgemeng Considératiounen, Här President: Am Laf vun de leschte Jore sinn a bal alle Mitgliedslänner vun der EU Gesetzer fir d'Identification par empreintes génétiques an d'Constitutioun vu Fichieren ugeholl ginn. An dat ganz besonnesch an onsen Nopeschlänner: Frankräich, Däitschland, Belsch. Mir sinn eent vun deenen eenzege Länner, wou mer dat nach net hunn.

Or, wéi d'Madame Doerner et gesot huet, och an onsem Land ginn heiansdo ADN-Prouwe ugeholl. Mä dat sinn Approaché cas par cas, an et besteet - bis elo - kee Fichier an deem Zesummenhang. A wat mer méi grave schéngt, et besteet och kee juristesche Kader dofir. Et ass also richtig, dass mer hei légitérieren. Mir sinn absolut domat d'accord, dass mer déi Base juridique schafen, fir de Prélevement, den Traitement an de Stockage vun deenen Donnéeën am Domaine pénal festzehalen.

Ech géing gären, Här President, fénnef liminaire Observatiounen maachen:

D'Kärstéck vun dësem Projet an onsen Aen ass eng Dispositioun, déi sech zum Schluss vum Projet verstopppt. Am Artikel 17, Artikel 48-3, Paragraph 1, leschte Saz vum Code d'Instruction criminelle: Némmer deen Deel, deen non codant ass vum ADN, ka prélevéiert ginn am Kader vun der Administration de la preuve. Déi Partie non codante ass, wéi de Rapporteur et gesot huet, eenzegaarteg bei jiddferengem vun ons, mat Ausnahm vun den eeneeëgen Zwillingen, an erméiglecht, wann d'Analys korrekt gemaach ass, eng Identifikatioun vun der Persoun, ouni awer, dass eppes zur Rass, zum Sex, zur Gréisst oder zum Gesondheetszoustand vum Eenzelnen ausgesot gëtt.

D'Partie codante am Géigendeel, déi seet zu deene Punkten eppes aus. Dofir ass et an onsen Aen enorm wichtig a richtig, dass de Projet de loi ganz kloer seet: Et geet hei némme Rieds vun der Partie non codante. Et geet also drëm, wéi de Conseil d'Etat et énnersträcht, de Profil an net de Code génétique vun enger Persoun ze etabléieren.

Eng Bemerkung nach, Här President, zum Verglach, deen de Rapporteur op Sait 4 vun hirem Bericht mécht, zwéschent dem Resultat vun der Analys ADN an dem Matricule vun der Sécurité sociale: Här President, dat schéngt mer enorm geféierlech an de très mauvaises augures. Mir wéssen alleguer, datt d'Bestëmmunge vum Gesetz vum 30. Mäerz 1979 organisant l'identification numérique des personnes schlecht, wann iwverhaapt, applézient ginn, inklusiv vum Stat a sengen eegene Verwaltungen.

Op eng rezent parlamentaresch Ufro huet de Minister des Communications mir den 12. Juni 2006 geäntwert, an ech zitiéieren: «Des évolutions récentes montrent (...) que l'utilisation fréquente du numéro d'identité national dans les procédures et usages administratifs vient de diluer la ligne de démarcation entre usages licites et non licites dudit numéro telle qu'elle avait été tracée par la loi de 1979. La généralisation de l'emploi du numéro d'identité national en pratique mérite aujourd'hui une réflexion profonde sur les conditions d'utilisation du numéro d'identité et du répertoire général des personnes ainsi que sur les garanties susceptibles de satisfaire aux exigences de protection des données de la personne concernée.»

Här President, ech géing also en dréngenden Appel un de Justizmi-

nister an un de Procureur général riichten, sech net vun der Praxis beim Matricule ze inspiréieren, mä au contraire duerfir ze suergen, dass d'Magistrats, d'Polizei an d'Experté mat der néidege Rigueur duerfir suergen, dass d'Confidentialitéitsbestëmmunge vun dësem Gesetz respektéiert ginn.

Zweet Bemerkung, Här President: D'ADN-Analys fonctionnéiert, wéi de Rapporteur et gesot huet, à charge et à décharge. Si kann dozou déngen, de Schéllegen ze iwwerfeieren, si kann dozou déngen, den Onschéllegen ze disculpéieren. Dat däerf een ni aus den Ae verléieren.

Drëtt Bemerkung: D'ADN-Donnéen, an dat huet de Rapporteur och énnerstrach, kënnen némmer op Uerder vun engem Magistrat etabléiert an traitéiert ginn.

Véiertens, an dat och huet de Rapporteur gesot, sinn d'Empreintes génétiques een Elément de preuve énner aneren. Et ass keen absolute Beweis. De Riichter muss émmer den Ensembel vu Beweiser, déi zur Verfügung stinn, a Considératioun zéien.

Féierteens: Et ass vun essenzieller Wichtigkeit, dass um legalen an um praktesche Plang déi néide Moossname ugeholl ginn, fir d'Fiabilitéit vum Resultat vun den Analysen ze garantéieren a fir d'Confidentialitéit vun den Datebanken ze garantéieren. Ech hinn duerno nach d'Geleéenheit dorop zréckkommen.

Wéi scho gesot, hu mir bei dësem Projet a bei der Aart a Weis wéi d'Majoritéit en ugaangen ass en ongut Gefill. Et stelle sech hei fundamental Froe philosophescher a gesellschaftspolitischer Natur: Respekt vun de Mënscherechter, vun de Fräiheiten an individuelle Rechter, vun der physescher Intégritéit vun de Mënschen a vun der Proportionalitéit. Wéi wäit gi mer? Wat ass zoumutbar? Wat ass proportionéiert? Wou läit den Équilibre téschent engersäits dem legitimen Zil, Infraktiounen nozegoen an ze répriméieren, an aneresäits dem Respekt vun de Grondfräiheiten vun deene Persounen, déi esou eng Recherche betréfft?

D'Majoritéit ass déi Froen ugaangen an enger technokratescher, bürokratescher a formaljuristischer Aart a Weis. Si huet sech mat Instruktiounen beschäftegt, Hiweißen op dësen oder deen Artikel vum Code d'Instruction criminelle, ouni sech vill mat de grondszéliche Problemer vu Mënscherechter an Dateschutz auserneen ze setzen. Dat tréfft zou fir den Exposé des motifs vum Justizminister a fir de Bericht vun der Kommissioune, dee mir net matgestëmmt hinn a wou mer ons absténiert hinn. Beim Justizminister a bei der CSV, Här President, do wonnert dat mech net, déi Approche. Bei der LSAP, do wonnert et mech dach e bësse méi. Mä soit.

Ech ginn lech e Beispill fir dat wat ech elo hei gesot hinn. Wa mir als DP an der Kommissioune net insistéiert hätten, expressément an der virleschter Sëtzung, hätt d'Kommissioune sech emol net mam Avis vun der Commission nationale pour la Protection des Données beschäftigt.

**Une voix**.- Dir hätt et jo kënnen éischter soen.

**Mme Colette Flesch** (DP).- Ech hätt natierlech et kënnen éischter soen, mä Dir hätt et kënnen iwwerhaapt soen. Dir hutt et net gesot.

#### (Interruption diverses)

Här President, e Wuert hei zum Wunsch vun der Commission nationale pour la Protection des Données,...

**Une voix**.- Très bien!

**Mme Colette Flesch** (DP).- ...als onofhänge Kontrollinstanz vum Procureur général d'Etat ze fonctionnéieren. Mat der Regierung, mam Conseil d'Etat a mat der Commission juridique si mir als DP och der Meenung, dass dat net ka sinn. D'Commission nationale pour la Protection des Données kann net de Procureur général d'Etat am Kader vun enger Procédure pénales kontrolléieren. Mir sinn hei bei dësem Projet am Kader vun enger Procédure pénales, an de Prinzip vun der Gewaltentrennung léiss net zou, dass de Procureur général d'Etat der Opsicht vun enger administrativer Kommissioune vun der Regierung énnerworft gëtt. Den Artikel 8 vum Gesetz vun 2002 iwwert d'Protection des données gesäßt iwwregens Spezialgesetzer fir den Datenschutz am penale Beräich vir, wat mat dësem Gesetz fir den ADN geschitt.

Dat gesot, Här President, menge mir awer, dass verschidde Mis-en-gardë vun der Commission nationale pour la Protection des Données zu Recht gemaach goufen a mir begréissen et, dass déi Kommissioune, dass de Procureur général d'Etat an de Statsrot sech, entgéint der Commission juridique, ausféierlech mat de Froe vu Mënscherechter a vun individuelle Fräiheiten ausernee gesat hinn.

Wa mer elo op déi eenzel Artikle kommen, Här President, dann halen ech fir d'éischte fest, dass mer begréissen, dass d'Commission juridique dach Amendement vum Procureur général d'Etat a vum Statsrot ugeholl huet. Esou zum Beispill bei den Artikelen 1; 4 Paragraph 4; 7 Paragraph 1; 14 Paragraph 2; 48-3 (1) vum Code d'Instruction criminelle; 48-4 (1) vum deemselwechte Code; 48-5 (3) vum deemselwechte Code; 48-6 (1) a (4) vum deemselwechte Code.

#### (Interruption)

Bei deene Froen, Här President,...

#### (Interruption)

...si mir der Meenung, dass d'Bürokratie an d'Minutie wichtig sinn, well iwwert dee Wee ass de Cadre juridique vun dësem Gesetz méi prezis émrass ginn an et si verschidde Aspekte vum Respekt vu Mënscherechter a Grondfräiheiten a Considératioun gezu ginn. Duerfir begréisse mer dat. Et bleibt trotzdem an deem Projet, Här President, déi eng oder déi ander Dispositioun, déi ons mëssfält oder mat däer mer net kënnen d'accord sinn.

Deé éischte Froekomplex ass d'Dauer vun der Konservatioun vun den Donnéeën. Déi Fro ass schonn ugesprach gi vum Här Santer. Ech spricke se an engem anere Senn un. De Profil ADN vun enger Persoun, déi rehabilitéiert gëtt, bleibt am Traitement ADN criminalistique laut dësem Projet bälbehalen. Dat steet am Artikel 7.

Ons Fraktioun ass der Meenung, dass d'Rehabilitatioun en Instrument vu Resocialisatioun ass, «qui fait cesser», wann ech et däerf esou soen, an den Termé vum Artikel 657 du Code d'Instruction criminelle, «tous les effets de la condamnation». An, als Prouf dozou, gesäßt deen Artikel 657 expressément vir, dass déi Condamnation no enger Rehabilitatioun net ka mentionnéiert ginn an den Exträté vum Casier judiciaire. Duerfir si mir der Meenung, dass esou eng Condamnation net hir Plaz huet am ADN condamnés, wou se net ass, mä och net am ADN criminalistique.

Am selwechte Senn, Här President, si mir der Meenung, dass den Dé-lai vun zéng Joer iwwert de Retrait vum Traitement ADN criminalistique ou condamnés, dat heescht Artikel 7 oder 10 vum Gesetz, vun enger verstuerwener Persoun ze laang ass. D'Législatione vun anere Mitgliedstate vun der Unioun gesinn do vili méi kuerz Dé-lai vir. Den Här Santer huet schonn drop higewisen, dass an Dänemark en

Délai vun zwee Joer besteet. Mir proposéieren deen Délai op fénnef Joer ze reduzéieren.

A schliesslech, Här President, huet de Conseil d'Etat a sengem Avis vum 23. Dezember 2005 proposéiert, déi Derogatiounen zu dem Prinzip, déi am Paragraph 1 vum Artikel 7 virgesi sinn, op eng eenzeg Hypothees ze reduzéieren, d'Hypothees vum Punkt 2 vum Artikel 7. Mir proposéieren, Här President, deen Text vum Conseil d'Etat ze iwwerhueelen.

Compte tenu vun deene verschidene Propositioone bréngt mer en Amendment an zu den Articlele 7 an 10.

Beim Artikel 7, Här President, ginn dräi verschidde Problemen ugeschwatt. Am Artikel 7 (1) énner 1. geet et ém d'Rehabilitatioun. Am Artikel 7 (1) énner 3. geet et ém den Délai vu fénnef Joer, an am Artikel 7, Paragraph 2 geet et ém d'Propositioun vum Conseil d'Etat. Mir géingen also froen, Här President, an Applikatioun vun dem Artikel 43 vun onsem eegene Reglement, dass mer par division géinge beim Vote vun dësem Amendement virgoen.

Deen zweeten Amendment, deen den Artikel 10 betréfft, beschäftegt sech némme mam Délai vun zéng respectiv fénnef Joer nom Doud vun enger Persoun.

Ech déposéieren déi zwee Amendementen op Ärem Büro. Et sinn de Moment zwou Ênnerschréften drop, déi vun onsem Fraktionschef, dem Henri Grethen, a meng. Wann aner Leit se wëllen énnerschreiwen, si se wëllkomm. Wann net, da wäert ons Fraktioune déi zousätzlech Ênnerschréfte leeschten.

#### **Amendment 1**

*Art. 7 (1) Un profil d'ADN ayant pu être attribué à une personne déterminée ainsi que les informations y relatives peuvent faire l'objet du traitement ADN criminalistique jusqu'au jour où:*

*1. la personne à laquelle il se rapporte a été réhabilitée ou acquittée, par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée, pour les faits ayant donné lieu à l'établissement de son profil ADN, ou*

*2. les faits ayant donné lieu à l'établissement du profil d'ADN en cause sont prescrits, ou*

*3. un délai de cinq ans s'est écoulé après le décès de cette personne.*

*(2) Dans l'hypothèse visée au point 2. du paragraphe précédent, les informations peuvent néanmoins être maintenus au traitement criminalistique si le profil d'ADN en cause a fait l'objet d'une comparaison positive en relation avec les faits d'une enquête préliminaire ou d'une instruction préparatoire qui justifient cette dérogation.*

*(3) En cas de condamnation, coulée en force de chose jugée, d'une personne à une peine d'emprisonnement ou à une peine plus lourde, les données relatives au profil d'ADN de cette personne font l'objet du traitement ADN condamnés visé à la section II.*

*(4) Le profil d'ADN qui n'a pas pu être attribué à une personne déterminée ne peut plus faire l'objet d'un traitement ADN criminalistique 30 ans après son établissement.*

*(5) Tout traitement des données faisant l'objet du traitement ADN criminalistique autre que l'insertion, la consultation, la comparaison ou l'ajout d'une des informations visées à l'article 13 doit faire l'objet d'une autorisation du procureur général d'Etat ou du magistrat délégué par lui à cette fin.*

(s.) Colette Flesch, Henri Grethen.

#### **Amendment 2**

*Art. 10 Un profil d'ADN, ainsi que les données personnelles y afférentes, ne peuvent plus faire l'objet du traitement ADN condamnés cinq ans après le décès de la per-*

*sonne à laquelle ces informations se rapportent.*

(s.) Colette Flesch, Henri Grethen.

Den zweete Punkt, deen ech ugoue wollt - an deen ass och schonn ugesprach ginn -, dat ass de Prélèvement vu mënschlechen Zelle sous contrainte physique. Énnert dem Artikel 17, Artikel 48-5, Paragraph 3 vum Code d'Instruction criminelle ass virgesi sinn, dass dee Prélèvement énner Contrainte némme méiglech ass, wann déi Persoun, déi concernéiert ass - et ass scho gesot ginn - «paraît présenter un lien direct avec la réalisation des faits en cause et si ces faits emportent une peine criminelle ou une peine correctionnelle dont le maximum est égal ou supérieur à deux ans d'emprisonnement».

Mir wëssen, dass déi Bestëmmung vum belsche Recht iwwerholl ginn ass, an dass se do säit 1999 a Kraaft ass. Mir sinn net der Meebung, dass d'belsh Justiz émmer en absolut Beispill soll sinn, wéi ons Justiz fonctionnéiere soll. Déi lescht Événementer weise jo éischter op d'Schwäche vun där Justiz hin, mä bref: Mir froen ons, ob mat där Definitioun net ons judiciaire Autoritéiten an Zukunft awer kéinte Schwierigkeiten kreien.

Anerersäits, Här President, huet ons Fraktioun Schwierigkeiten dee Seuil vun zwee Joer ze akzeptéieren. De Minister schreift am Exposé des motifs, dass d'Lëtzebuerger Regierung sech inspiréiert huet um belsche Législateur, deen, ech zitéieren, déiselwecht Solutioun ugeholl huet, fir op de Problem vum Prélèvement sous contrainte physique ze äntwertern am Gesetz vum 22. Mäerz 1999.

Dat stëmmt fir de System vum Seuil en tant que tel. Et stëmmt awer net fir d'Héicht vum Seuil. Well, wéi den Här Santer et scho gesot huet, ass an der Belsch de Seuil fénnef Joer an a Frankräich ass en zéng Joer. Mir proposéieren also, Här President, dass mer sollen dee Seuil vu fénnef Joer an den Artikel 48-5, Paragraph 3 aschreiven.

#### **Amendment 3**

*Art. 48-5. (3) En l'absence d'accord de la personne concernée, le prélèvement peut être exercé sous la contrainte physique si cette personne paraît présenter un lien direct avec la réalisation des faits en cause et si ces faits emportent une peine criminelle ou correctionnelle dont le maximum est égal ou supérieur à cinq ans d'emprisonnement. La contrainte physique est exclue pour la prise de sang. Le refus de la personne concernée de se soumettre au prélèvement de cellules humaines sera consigné au procès-verbal visé à l'article 48-8.*

(s.) Colette Flesch, Henri Grethen.

**M. le Président**.- Merci.

**Mme Colette Flesch (DP)**.- Aus deeneselwechten Ursache proposéiere mer, dass mer de Seuil am Artikel 48-9, Punkt 3 vum Code d'Instruction criminelle op deeselwechten Niveau setzen.

#### **Amendment 5**

*Art. 48-9. 3. L'article 40 du Code d'Instruction criminelle est complété par une 2<sup>e</sup> phrase rédigée comme suit:*

*«Toutefois, le prélèvement de celles humaines sous contrainte physique aux fins de l'établissement d'un profil ADN ne peut être effectué que si les faits emportent une peine criminelle ou une peine correctionnelle dont le maximum est égal ou supérieur à cinq ans d'emprisonnement.»*

(s.) Colette Flesch, Henri Grethen.

**M. le Président**.- Merci.

**Mme Colette Flesch (DP)**.- Dëiselwecht Bemerkunge gëlle fir d'Ënnerschréft, wéi bei den Amendementen virdrun.

Dann e Punkt iwwert d'Coups et blessures volontaires: Den Artikel 48-7, Paragraph 1 vum Code d'Instruction criminelle gesät vir, dass obligatoresch eng Empreinte génétique geholl gëtt vu Persounen, déi condamnéiert sinn à une peine d'emprisonnement ou à une peine plus lourde, fir eng Serie vun Infraktiounen, déi limitatif virgesi sinn. Bei deenen Infraktiounen sinn énner anerem: Attentats sur la persounne du Grand-Duc, complots viant la sécurité de l'Etat, terrorisme, torture, enlèvement de mineurs, viol, traite des êtres humains, et j'en passe.

Mä énner Punkt 9 vun deem Artikel 48-7, Paragraph 1 stinn och d'Coups et blessures volontaires. Or, d'Coups et blessures volontaires sinn, laut dem Artikel 398 vum Code pénal, frappéiert vun aacht Deeg bis sechs Méint Prisong. Jiddferee vun ons, dee schonn d'Geleeënheet hat Polizei-rapporten ze liesen no enger Kläpperei, déi entstanen ass no engem laange wuelarroséierte Owend, dee weess wéi séier et do kann zu enger generaliséierter Kläpperei kommen, déi net ouni Folge bleift, a wou een duerno net méi richteg weess, wien dann ugefaangen huet a wien den Auteur ass vun dësen oder deene Coups et blessures.

An et kann ee sech och virstellen, an et weess een aus Erfahrung, dass de Riichter kann an esou engem Fall higoen an als Warnung déi éischt Peine, déi am Artikel 398 virgesi ass, dat heescht acht Deeg Prisong mat Sursis, ze décidéiere fir all déi, déi concernéiert sinn. Dat ass eng Warnung, fir drop hinzeweisen, dass dat awer ganz seriö ass, an dass een an Zukunft net méi soll an esou Gewunnechte verfallen.

Här President, mir wëssen och, dass am Droit pénal eng Condamnatioun mat Sursis eng Condamnatioun ass, an dass de Sursis némmen de Strofvollzuch...

#### **Coups de cloche de la Présidence**

...concernéiert. Mir mengen awer, dass an däi Hypothees, déi ech elo just beschriwwen hunn, d'Eta-bléiere vun engem ADN-Profil énner Contrainte physique total dis-proportionéiert ass mat deem, wat sech zougedroen huet a wat de Riichter erreeche wëllt.

Mir bréngen also och en Amendment an zum Artikel 48-7. (1) vum Artikel 17, wou mer proposéieren, dass et sech soll ém eng Peine d'emprisonnement ferme handelen.

#### **Amendment 4**

Art. 17.

*Art. 48-7. (1) Il sera procédé, au besoin sous contrainte physique, à un prélèvement de cellules humaines aux fins d'établissement d'un profil d'ADN sur chaque personne qui a été condamnée par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée à une peine d'emprisonnement ferme ou à une peine plus lourde pour:*

*1. les infractions d'attentats et de complots visant la personne du Grand-Duc, la famille grand-ducale, la forme du Gouvernement ainsi que la sûreté extérieure et intérieure du Grand-Duché de Luxembourg, prévues aux articles 101 à 133 du Code pénal;*

*2. les infractions de terrorisme prévues aux articles 135-1 à 135-6 du Code pénal;*

*3. les infractions de torture prévues aux articles 260-1 à 260-4 du Code pénal;*

*4. les infractions d'association de malfaiteurs et de participation à une organisation criminelle prévues aux articles 322 à 325 du Code pénal;*

*5. les infractions d'enlèvement de mineurs prévues aux articles 364 à 371-1 du Code pénal;*

*6. les infractions d'attentat à la puissance et de viol prévues aux articles 372 à 378 du Code pénal;*

*7. les infractions relatives à la prostitution, à l'exploitation et à la traite des êtres humains prévues aux articles 379 et 379bis du Code pénal;*

*8. l'infraction sexuelle en relation avec des mineurs prévue à l'article 384 du Code pénal;*

*9. les infractions de meurtre, assassinat, parricide, infanticide, empoisonnement, homicide volontaire non qualifié de meurtre, et de coups et blessures volontaires prévues aux articles 393 à 409 du Code pénal;*

*10. les infractions d'attentat à la liberté individuelle prévues aux articles 434 à 438 du Code pénal;*

*11. l'infraction de prise d'otages prévue à l'article 442-1 du Code pénal;*

*12. les infractions de vol et d'extorsion prévues aux articles 467 à 476 du Code pénal;*

*13. les infractions relatives aux incendies volontaires prévues aux articles 510 à 520 du Code pénal;*

*14. les infractions prévues par la loi du 8 août 1985 portant répression du génocide.*

(s.) Colette Flesch, Henri Grethen.

Dann, Här President, lescht Be-mierkungen zur Mise en œuvre vum Gesetz. Souwuel de Procureur général d'Etat wéi de Conseil d'Etat hunn an hire respektiven Avisen ganz laang insistéiert, dass et absolut noutwendeg ass all d'Moosnamen ze huelen, fir derfir ze suergen, dass bei de Prélèvementer vun ADN eng optimal Qualitéit appliziéiert gëtt, dass d'Fiabilitéit vum Resultat vun den Analysé garantéiert gëtt, well och do kann nach eppes schif goen, dass d'Conservatioun an d'Preserva-tioun vun de Prélèvementer muss an enger optimaler Form assuréiert ginn, an dass d'Constitutioun an d'Utilisation vun den informa-tesche Fichieren no deene Regele sollen assuréiert ginn, wéi dat valabel ass bei esou engem delikaten Domän.

Si hunn hir Préoccupatiounen ganz kloer an deem Zesummenhang zum Ausdruck bruecht. De Procureur général d'Etat, deen dat schonn a sengem Avis zu dësem Gesetz gemaach hat, ass op déi ganz Problematik zréckkomm an deem Avis, deen ons am Bericht vun dem Justizministère viru kuerzem zugeschéckt ginn ass, iwwert d'Aktivitéiten 2004-2005. An deem Avis vum 14. Februar 2006, huet de Procureur général expre-séiert nach op déi hei Problematik higewisen, a seng Suerg zum Ausdruck bruecht, dass senger Meenung no d'Virbedingungen, fir dass dat kéint uerdentlech gemaach ginn, net gi sinn.

Hautdësdays hu mir zu Lëtzebuerg kee Laboratoire, deen esou Analyse maache kann, a mir schécken d'ADN-Profiler an d'Ausland. Ob elo déi éisträichesch oder déi amerikanesch Method ugewart gëtt, dat kann de Minister ons jo da soen. Hie kann ons och soen, u wat fir Laboratoire geduecht gëtt. A mir hunn och am Gesetz Konditiounen virgesi, déi déi Laboratoire erfléile mussen. Dat ass net mäi Souci. Also d'Analysen en tant que telle ass net un éischter Stell mäi Souci.

Mä nach sinn do aner Froen, déi sech stellen; an de Conseil d'Etat huet och am Detail drop higewisen. Mir können net op Dauer drop verzichten déi Analysen selwer hei zu Lëtzebuerg maachen ze können. Well et ass evident, dass déi do Analysen sollen, können a müssen heiansdo prioritar gemaach sinn. An d'Prioritéit kenne mir némme garantéieren, wa mir selwer de Laboratoire hunn, deen amstand ass et ze maachen. Also, d'Fro ass ge-

stallt - an den Här Santer, mengen ech, huet se och gestallt : Wéi ass et mat engem Service oder engem Institut médico-légal zu Lëtzeburg?

De Procureur général d'Etat freet oder seet: Et ass egal, ob en an de Laboratoire national de la Santé eraként oder net, mä mir müssen esou en Institut henn. Ech wär dankbar, wann d'Regierung ons géing soen, wéi wäit hir Reflexiou-nen an deem Domän gedihe sinn, wat d'Solutioun ass, déi se préco-niséiert, a wéini do eng Décisioun fält, fir dass effektiv eppes geschitt.

Mä indépendamment vun der Fro vum Laboratoire, stelle sech direkt Problemer: Wat geschitt, wann d'Analys emol gemaach ass? Huet d'Regierung dat qualifizéiert Personal fir d'Prélèvementer virzehuelen? Wou si se? Wou ass dat Personal? Wat sinn hir Qualifikatiounen? Huet d'Regierung dat qualifizéiert Personal fir den Transport an d'Conservatioun an d'Preserva-tioun vun de Prélèvementer ze as-suréieren? Wéini, wou a wéi wëllt d'Regierung déi informatesche Fichieren installéieren, déi deen Traitem-ent ADN criminalistique a condamnés traitéieren? Wa mer déi Avisen, déi zwee Rapporté vum Procureur général d'Etat liesen, hu mer an deem Beräich, Här President, déi allergréissste Befierctungen. Mir hätten also gären, dass de Minister ons do kloer Antwerte bréngt, prezis a mat allen Detailer.

A mir déposéieren eng Motiou-hei, fir als - wéi soll ech soen - «pense-bête» ze déngen. Si huet och zwou Ênnerschréften, mä mir können dräi weiderer liwweren. An dat ass fir d'Regierung op déi Pro-blémer hinzuweisen, déi ech elo grad erwähnt hunn, a fir d'Regierung ze froen, bei de Budgets-de-batten iwwert de Budget 2008 der Chamber Rapport iwwert déi Froen ze maachen.

#### **Motion 2**

*La Chambre des Députés,*

- considérant le projet de loi relatif aux procédures d'identification par empreintes génétiques en matière pénale et portant modification du Code d'Instruction criminelle;

- considérant les avis du Procureur général d'Etat des 14 janvier 2005 et 14 février 2006;

- considérant l'avis du Conseil d'Etat du 23 décembre 2005;

invite le Gouvernement

- à se prononcer de façon claire et définitive au sujet de la création d'un Institut de Médecine légale;

- à veiller à assurer la qualité des pr

zen. Mir wäerten déi Motioun matstëmmen, well si geet grond-sätzlech an dee Senn, deen an onser eegener Motioun och beinhalt ass. Ech hat nach keng Geleeënheet, d'Motioun ze gesinn, sou dass ech net weess, wat d'Considéranté soen, an dass ech net weess, ob mer ganz happy domat sinn, mä ech kann awer scho soen, dass mir déi Motioun am Prinzip wäerte matstëmmen.

Mir halen awer fest, dass déi Affär do mat deene Motiounen schéngt zur Lieblingslëgislatiounstechnik vum Minister Frieden ze ginn. Et gëtt en Text vun engem Gesetz vir-geluecht, vun deem jiddferee weess, och d'Majoritéit, dass et net dat Gielt vum Ee ass, mä d'Majoritéit muss e stëmmen. Da gëtt fir d'Zukunft eng Motioun ugeholl, wou gesot gëtt, mir besserem no. Esou geschitt beim Quellesteier-Gesetz, esou geschitt beim O.P.A.-Gesetz an esou geschitt elo bei dësem Gesetz.

Här President, fir e kommerzielle Slogan ze émschreien: Et ass eng Method, mä net déi bescht.

**Plusieurs voix.** - Très bien!

**M. le Président.** - Merci, Madame Flesch. Den nächste Riedner ass den honorablen Här Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

**M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Gesetzesprojet ass den Ausdruck vun engem politesche Wëllen. Politische Wëllen, fir déi öffentlech Sécherheet ze stäärken a fir déi wëssenschaftlech a juristesches Instrumenter, déi de Stat zur Verfügung huet bei der Opklärung vun Delikter a Verbriechen, ze verbessern. DNA-Tester gëtt et schonn haut an et wäert der och sécher an nach méi héijer Zuel muer ginn, net némme hei zu Lëtzeburg, mä iwwerall. Et ass nämlech e wichteg Element bei der Beweisfierung, besonnesch bei gréissere strofrechtechen Enquêtes.

Et ass duerfir net vu Muttwëll an et ass dréngend, dass sech Lëtzebuerg an deem heite Beräich en hieb- a stéchfeste juristesche Kader gëtt, fir esou DNA-Analysé kënnen duerchféieren ze loessen an hir Donnéeën och énnere bestëmme Bedéngunge kënnen ze stockéieren an an Zukunft och anzeseten. Et ass eigentlech erstaunlech, dass dat elo eréischt geschitt. Mä et geet net duer, émmer erém hei a Riede bei aneren Debatte vu Bekämpfung vun der Kriminalitéit ze schwätzen an ze lamentéieren, dass eis Opklärungsquot net héich genuch wär. Mir musse konsequent ginn an dann och bereet sinn, eis hei déi Instrumenter ze ginn, fir dass mer déi Opklärungsquot méi héich kënnen kreien.

Et ass wouer: Zu Lëtzeburg wéi an deene meeschten anere Länner läit, wann een déi offiziell Statistike kuckt, d'Opklärungsquot vun de Strofdote bei 35, emol 40%, mat grouße Variatioun jee no deenen eenzelne Kategorïe vu Strofdoten. Dat geet natierlich bei Coups et blessures involontaires bis bal op 100% an dat läit awer oft bei Déifställ, besonnesch och bei Abréch, alt emol némme bei 10 oder 20%. Mir sinn eis, mengen ech, allegueren eens, dass dat net duergeet, dass do emol muss geschafft ginn, an dass mer déi doten Opklärungsquot müssen eropsetzen, och bei deene méi delikaten a méi komplexe Strofdoten, an duerfir brauche mer zum Deel och nei Instrumenter, nei Regelen, déi lescht wëssenschaftlech Erkenntnisser, fir dat dote kënnen ze erreechen.

Et ass wichteg, dass mer iwwer genügend Polizeipersonal verfügen, et ass wichteg, dass d'Geriichtspersonal a genügendem Mooss zur Verfügung steet, an dës Regierung huet sech jo och dozou bekannt, fir do leider Efforten ze machen. Mä parallel dozou musse mer och eng Moderniséie-

rung vun eisen Enquête-Methoden hei zu Lëtzeburg duerchféieren. Dëse Projet de loi ass sécherlech ee Méttel, fir dat doten Zil ze erreichen.

An all deene Beräicher gëllt et natierlech fir eng Wäertofweiung ze maachen. Op därfenger Säit d'Recht op Sécherheet, d'Sécherheet vun der eegener Persoun, d'Sécherheet vun de Gidder, an op därfenger Säit d'Recht op de Respekt vum Privatliewen an aner individuellen Fräiheiten, déi mer allegueren, mengen ech, hei am Haus gläich héich umoissen.

Dat ass och probéiert ginn an deem heiten Text ze maachen, a mir sinn der Meenung als sozialistesches Fraktioune, dass déi Ofweiung hei, wat émmer e ganz prekären Équilibre ass, à première vue gelongen ass, an dass also virun allem de Prinzip vun der Verhältnisméissagekeet, deen e wesentleche Prinzip ass am Strofrecht, hei Respekt fënnt, och zumools no deene Verbesserungen um Text, déi opgrond vun Iwwerhuele vu Propositione vum Conseil d'Etat an och Virschléi, déi de Procureur général d'Etat gemaach huet, an deen heiten Text agefloss sinn.

Ech wëll, wéi aner Virriedner och, hei net an den Detail vun deem heiten Text agoen, ech mengen, d'Madame Rapporteur huet dat ganz gutt an ausféierlech gemaach an hirem schrifftlechen a mëndleche Rapport, sou dass mer eis dat, mengen ech, hei kënnen erspueren. Mir sollten och eng politesche Diskussion an dëser Chamber zu deem heiten Text féieren. Mir sinn also der Meenung, dass hei en Équilibre an deem Text besteet. Am Text. D'Praxis ass jo och nach eppes anescht, ech kommen herno nach eng Kéier drop zréck. Mä am Text besteht en Équilibre téschent deem noutwendegen Agréff an d'Privatsphär vum Eenzelnen, dee bei DNA-Tester net auszeschléissen ass, an op därfenger Säit awer der Optimierung vun der Opklärungsarbecht bei Delikten a Verbriechen.

D'Informatioun an d'Recht vum Eenzelne ginn op - an eisen Aen - korrekt Aart a Weis berücksichtegt. A mir sinn net hei an de Schreckensvisione vun engem George Orwell, wéi d'Demokratesch Partei dat an engem Pressekonferenz duergestallt huet. Ech stelle fest, dass den Toun hei an der Chamber e bësse méi gemässt ass, wéi wann...

#### (Interruption)

...d'Demokratesch Partei sech eleng an engem Pressekonferenz iwwerlooss ass, mä ech kommen nach eng Kéier méi speziell an am Detail dann op d'Haltung vun der Demokratescher Partei zu deem dote Projet, vu sengem Ursprung un, gären zréck.

Mir sinn der Meenung, dass an deem heiten Text d'DNA-Tester, déi do virgesi sinn, genügend strikt reglementiert sinn, well mir halen och op eng strikt a kloer Reglementierung vun dem Ganzen. Reglementiert wat d'Zilsetzung ugeet - déi DNA-Tester si jo kee Selbstwäert, mä si müssen e konkret Zil verfollegen, an némme da kënnen se vu Magistraten ordonnéiert ginn, also e ganz wesentleche Punkt.

Zweetens si mer der Meenung, dass déi Prozeduren, déi an deem heiten Text festgehale sinn, déi praktesch Ausféierung korrekt regelen an och d'Informatiounsrechter vun dem Eenzelnen, besonnesch wann et sech ém net fräiwëllech DNA-Tester handelt, uerdentlech heiranner geregt sinn. Mir sinn och der Meenung, dass déi Dispositiounen am Text, wat d'Verwäertung vun de Resultater ugeet an deene Banques de données, och grosso modo deem entspriechen, wat haut zu engem modernen demokratesche Rechtsstat gekiért.

Deen Appel, deen ech awer wëllt am Numm vun eiser Fraktioune hei

och lancéieren, riicht sech un déi Leit, déi herno mat der praktescher Uwendung vun deem heiten Text wäerten ze doen hunn - d'Magistraten also an eischter Linn, déi deen Text müssen applizéieren, an déi dëst Instrument vun der Erhiewung vun engem DNA-Profil müssen an eisen A mat Amooss a mat Fangerspätzgefill asetzen, an émmer erém dem Prinzip vun der Verhältnisméissagekeet also och an der praktescher Uwendung vun deem heiten Text musse Rechnung droen, net also mat Kanounen op Spatze schéissen, mä wierklech dat Instrument vun den DNA-Tester némme asetzen, wann et wierklech fir d'Manifestatioun vun der Wourecht an engem penaler Affär wichtig ass -, fir dat Instrument hei anzeseten.

A mir hinn eigentlech och Vertrauen an eis Magistraten, déi vum Parquet, d'Untersuchungsrichter,

dass si dat heiten à bon escient maachen, an dass se hei dat Gesetz esou mat dem néidege wéi gesot Differenzierungsgefill asetzen, wéi dat an därfenger Matière, därfenger Matière hei och sécherlech néideg ass.

Mat deem heite Gesetzestext gëtt sech also Lëtzeburg eng zolidd gesetzlech Grondlag, fir eischtens emol d'DNA-Tester och zwangsméissag a gewëssen Hypotheese kënnen duerchfélle.

Dat ass awer och schonn haut méiglech; an d'Madame Flesch ass an hirer Interpretatioun net drop agaangen. Si huet sech wéineg Suergen dorriwer gemaach, wéi dann haut d'Situatioun ass, wéi dann haut d'Rechter vun deem Eenzelne sinn, wien dann haut eigentlech no de bestoenden Texter vum Code d'Instruction criminelle engem DNA-Test kann énnerworff ginn. Ech hunn den Androck, dass haut manner Garantien do sinn, haut an der Praxis, wéi dat mat deem heiten Text wäert an Zukunft de Fall sinn, esou dass dat heiten eng Verbesserung ass fir den Eenzelne vu senger jétzeger Situatioun.

Duerfir kann ech eigentlech déi Reaktioun vun der Demokratescher Partei besonnesch op deem dote Punkt net verstoen. Mä et geet och hei - an dat ass eng Neierung, eng absolut Neierung par rapport zu haut - ém d'Uleeë vun DNA-Databanken an zwee verschidde Fäll: am Kader vun Enquêtes, ier et also zu engem Condamnation kënn, an da schlussendlech fir gewëssen Condamnéiter, déi och an engem Datebank gefouert ginn. Dëse Projet regelt da besonnesch och d'Notzunge vun deen Datebanken, déi ganz strikt némme kënnen agesat ginn, an dat och op Unuerdnung an énnert der Kontroll vu Magistraten an énnert der Kontroll och vum Procureur général d'Etat.

An der juristescher Kommissioun hate mir fénnet Sitzungen zu deem heite Projet, an hinn eng ganz Partie vu Suggestiounen vum Statsrot iwwerholl, deen e positiven Avis zu deem heiten Text ofginn huet. Mir hinn eis och beschäftegt mam Avis vun der nationaler Kommissioun fir den Dateschutz.

Wat een zu deem Avis muss soen, do fält eppes op. Et schéngt, dass d'Approche, de Point de vue vun der Dateschutzkommissioun e speziellen ass. Hiren Angle de vue zu deem heiten Text ass eigentlech bal ausschliesslech dee gewiescht, fir ze kucken, awéiwäit deen heiten Text konform ass zu de Prinzipien aus deem allgemengen Dateschutzgesetz vun 2002. Dat ass hire Point de vue gewiescht.

Elo gesäßt awer am Artikel 8 dat allgemengt Gesetz iwwert den Dateschutz speziell Gesetzer vir, déi op hir Aart a Weis a spezifische Beräicher a besonnesch och am juristesche Beräich kenne Spezial-

regele virgesinn. Dat ass genau dat, wat hei passéiert. Hei ginn an deem spezifische Beräich vun de penalen Instruktionioun DNA-Tester a Banques de données virgesinn, an et gëtt geregelt, wéi dat Ganzt ze fonctionnéieren huet.

Wat natierlech an deem heite Beräich spezifisch ass, dat ass, dass mer hei voll a ganz an engem Instruction pénale dra sinn, dass also hei u sech déi Regelen ze gëllen hinn, déi am Allgemengen den Zougang zu engem Instruktionsdossier regelen. Hei kann net dérogéiert ginn. Hei muss de Secret de l'instruction eng gewëssen Mooss respektéiert bleiben, wéi dat bei all anere Moyens de preuve respektéiert muss ginn, déi bei Enquêtes zu Dag trieden, esou dass hei also eng Adaptatioun muss gemaach gi vun deen eenzelne Bestëmmungen aus deem allgemengen Datenschutzgesetz, an déi müssen dann eben transposéiert ginn op eng pragmatische Beräich, deen eben elo mat den DNA-Tester a -Profiler ze dinn huet.

Et muss een awer och soen, dass deen heiten Text dem Eenzelnen eng Rei vu Méiglechkeiten gëtt. Deene Leit, déi Tester maache ginn, gëtt erkläert, firwat dass deen Test ass; et gëtt Protokoll gefouert.

Et si Méiglechkeiten do viru Geriicht, eigentlech d'Nullitéit vun deen Akten do och unzefroen. Also, et sinn eng ganz Rëtsch awer vu Bestëmmungen heidran, déi schonn, mengen ech, en zolitte Sockel vu Garantien deem Eenzelne ginn, sou dass mer hei net a Big-Brother-Auswuchs géife falen, wéi eenzel Leit dat schéngt ze fäert.

#### (Interruption)

Et ass wouer, dass dat heite Gesetz de Champ d'application fir d'DNA-Tester breit spreect. Dat ass ganz kloer. Mä dat ass, mengen ech, keng Absicht fir déi ee sech muss schummen. Wann ee wëllt e wierksamt Instrument bei der Opklärung vu Verbriechen an Delikter hinn, ass et evident, dass een do scho muss dann awer kënnen iwwert DNA-Profiler verfügen an engem ugemiessener Zuel, fir och kënnen déi néidege Kontrollen duerchfélle. Dat schéngt eis eng Selbstverständlichkeit ze sinn, soss gëtt et jo de l'art pour l'art. Wann ee keng Donnéeën huet, da brauche mer och eigentlech keng DNA-Banken ze erstellen. Do muss ee wëssen, wat ee gären hätt.

Et kann een natierlech eng grouss Debatt hei am Parlament froen iwwert d'Sécherheet zu Lëtzeburg, an dann all Kéiers, wann et drëm geet, d'Instrumenter ze verbesseren, fir déi Sécherheet hei ze erreichen, einfach Nee soen oder soen: Mir enthalten eis zu deem dote Punkt. Dat ass natierlech eng Haltung, déi ee kann anhuelen. Dat mécht d'Demokratesch Partei. Mir fannen, dass dat keng logesch politesche Haltung ass.

Ech muss och soen - do sinn ech och e bëssen enttäuscht vun der Haltung hei vun der demokratescher Fraktioune, dass mer jo awer, et ass wouer, op hir Demande - si ass jo e bësse spéit komm, mä si war do - déi eenzel Punkten nach eng Kéier am Detail duerchgaange sinn, wat am Avis vun der Dateschutzkommissioun stoung, an op all Fro sinn Äntwerpte komm vum Regierungsvertreter, Äntwerpte, déi a priori plausibel geschéngt hinn a vun deen d'Demokratesch Partei och an deene Kommissiounssätzungen net gesot huet, dat wär net gutt an déi Äntwerpte wäre falsch.

Se hu just gefrot, datt een déi Äntwerpte dann am Rapport vun der Kommissioun och nach eng Kéier misst nidderschreiwen, wat mer selbstverständlich och gäre geamaach hinn als Kommissioun.

Ech wëll op ee Punkt zréckkommen, dee jo och a Form vun engem Amendment hei presentéiert ginn

ass, fir ze soen, de Champ d'application ass ze large, wat besonnesch déi onfräiwëlle Erstellung vun DNA-Profiler ugeet, well een do einfach vun därf Prisonsstrof vun zwee Joer ausgeet, an dass an anere Länner dat anesch wär.

Eischtens weess jiddereen, dee sech mat Strofrecht ofgëtt, datt d'Strofmooss verschidden ass vu Land zu Land, an dass et eischter drëm geet, fir gewëss Strofdote mat an de Champ d'application vun deem heiten Text eranzekréien. D'Fransouse sinn op deen dote Wee gaangen; si hu probéiert déi Strofdoten ze definéieren, bei deene kënnen onfräiwëlle DNA-Tester am Kader vun engem Instrument pénale duerchgezu ginn, mä si hinn andauernd erém missen hir eegen Texter ofänneren, well émmer erém nei Strofdoten an déi Lëschmat bâkomm sinn. Dat ass e Wee op deen d'Regierung a mir, als Kommissioun, eigentlech och net wollte matgoen.

Dofir ass probéiert ginn, eben de Sockel esou festzeleeën, dass een déi Strofdoten dran huet, déi engem wichteg schéngt a bei deene et och e Senn mécht, déi dote Moyens de preuve anzeseten, fir zu der Wourecht ze kommen.

Wann een op de Wee geet vun der Demokratescher Partei, fir dee Seuil do op fénnet Joer eropzesetten, da soen ech lech awer - mir kéintelo elo gär de Code pénal d'uerchhuelen -, dass mer eng ganz Rëtsch vun Infraktioune hei net méi an de Champ d'application erakréie géife vun deen heiten Tester, vun deen awer, wann ee se eenzel kuckt, jiddereen heibanne géif soen, déi missten eigentlech awer och kënnen énnert de Champ d'application vun deem heiten Text falen.

Besonnesch ass ee Beispill och an der Kommissioun genannt gi vum Vertrieber vun der Regierung: d'Tentative de vol avec violence. Do sinn ech der Meenung, dass bei esou engem Dossier e Magistrat misst kënnen op DNA-Tester zréckgräffen. D'Demokratesch Partei ass net därf Meenung, well si seet: Mir setzen de Seuil esou héich, déi dote Saache falen net drénnner.

Mir sinn der Meenung, dass et émmer delikat ass, e Seuil festzeleeën, dat ass ganz kloer. Mä mat der Rücksichtnahm, dass eis Magistrate wëssen, deen heiten Text mat der néideger Suergfalt unzewenden net iwwert d'Zil erauszeschéissen, dofir menge mer, dass eigentlech déi Definitioun vu Champ d'application korrekt ass, dass een op jidde Fall jusqu'à preuve du contraire sécherlech mat deem heiten Text liewe kann.

D'Demokratesch Partei huet deem heiten Text eng grouss Importenz ginn. Dass eng Partei zu engem spezifische Projet de loi eng eege Pressekongress mécht, dat ass, mengen ech, bis elo nach ni virkomm an der parlamentarescher Geschicht, datt eng Partei, déi mat responsabel um Text ass, eng Pressekongress mécht fir hir eegenen Text ze kritiséieren. Well wat net gesot ginn ass op der Pressekongress vun der Demokratescher Partei, wat bis elo heibannen nach kee gesot huet, dat hei ass en Text vun der viregster Regierung. Dat hei ass en Text, deen am Abrëll 2004 d'Autorisation kritt huet vum Grand-Duc, fir hei kënnen an der Chamber vum Justizminister déposéiert ze ginn.

**Plusieurs voix.** - Aha!

**M. Alex Bodry (LSAP).** - An ech géif elo gären héieren, de Justizminister wäert eis elo erzielen, wat fir eng grouss Diskussioune am Regierungsrot waren, wéi d'DP-Ministeren der Rei no protestéiert hu géint deen heiten Text, deen hinnen ze wäit géif goen, deen ze technokratesch wär, deen net genuch de Fräiheete géif Rechnung droen.

Den Här Grethen, den Här Wagner, d'Madame Polfer - Juristin -, wou ware si wéi deen heiten Text ausgeschafft ginn ass, wann dat heiten esou e schlechten Text ass?

Et ass net seriö vun enger Demokratescher Partei fir esou ze maachen, wéi wann dés Majoritéit hei Feeler gemaach hätt. Well deen Text hei, an enger méi schlechter Versioun - well si hu selwer gesot, den Text ass besser ginn entretemps -, huet den Aval kritt vun hire Ministeren an hire Statssekretären an der viregter Regierung. Dat do ass de Geck gemaach mat der Opinion publique, wann een esou eppes verheemlecht.

Dir hätt hei missen de Courage hu fir ze soen, an der Pressekonferenz oder spéitstens hei, dass Dir lech géiert hutt sengerzäit, dass Är Regierungsmembere falsch louche wéi se den Accord ginn hunn zu deem heite schlechten Text, wann ech lech wéll hei zitiéieren.

Ech mengen also, dass mer eis hei näisch däerfe virmaachen. An ech widderhuelen dat wat ech virdrun am Numm vu menger Partei gesot hunn, zur Sécherheet: Mir däerfen op kengem A blann sinn, weder deem op der Preventiou wéi nach deem op der Repressioun. Mir brauche bïdes.

Mir brauchen awer och de Courage, nei Methoden ze akzeptéieren an och eng Glâichheet vun de Waffen, géif ech soen, hierzestellen. Op däer enger Sait eng Kriminalitéit, déi émmer méi komplex, deelweis émmer méi brutal an émmer méi schwierig ze bekämpfe gëtt, an op däer anerer Sait déi Riichter, Magistraten, Parquet, Polizei, déi deelweis nach mat Methode musse schaffe vu virun zéng, 20 Joer.

Mir mussen de Courage hunn do Schrëtter ze maachen, émmer erém d'Wärter ofweien, déi ze respektéiere sinn. Mir däerfen eis awer net verschléisse virun deenen dote Saachen a mussen och, menge ech, an deem dote selwechte Sénn d'accord si mat deem heiten Text, wat keen idealen Text ass, mä deen eiser Meenung no awer de Kritären entsprécht vun engem moderne Recht. Duerfir wâerte mir mat Jo stëmmen.

Merci.

**Plusieurs voix.** - Très bien.

**M. le Président.** - Merci, Här Bodry. Den nächste Riedner ass den honorablen Här Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

**M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Ech wéll direkt aganks eiser Rapportrice, der Madame Doerner, Merci soe fir hire Rapport, dee mëndleche wéi och dee schrifftlechen, an awer och deene Beamten, déi eis an der Kommissioune a méi wéi enger Sëtzung zur Sait stoungen an déi eis wierklech ganz vill Opklärung konnte ginn an ouni deenen hir Presenz et net esou liicht gewiescht wär, deen Text ze diskutéieren, dee mer haut virleien hunn.

**(M. Jos Scheuer prend la Présidence)**

An de leschte Jore sinn eng ganz Rei vu Gesetzer énnert dem Afloss vum internationalen Terrorismus verabschiet ginn, besonnesch zénter dem 11. September 2001. Mir hunn oft genuch drop higewisen, dass et bedenklech ass, wat deelweis do op den Dësch komm ass, well oft hannert engem Virwand vum internationalen Terrorismus Gesetzer legitiméiert ginn, déi nach virun zéng Joer op méi grosse Widerstand getraff wiegen.

Och dëst Gesetz beriffet sech a sengem Exposé des motifs - net némmen, awer och - op Terrorismusbekämpfung. Mir fannen dat e bësse bedauerlech, well et eigentlech e Gesetz ass, wat déi Legitimatioun do net bräicht, am Géigendeel. Duerch déi probéiert Legitimatioun stellt een d'Gesetz an e

Liicht, wou et eiser Meenung no net higéhéiert.

Well dat wat mer haut diskutéieren, d'Empreinte génétique, ass eigentlech en Element vun der Police scientifique, wat et scho relativ laang gëtt an anere Länner, wat wesentlech méi al ass wéi bei-spillsweis den 11. September 2001 a wat eigentlech an deene Länner ronderëm lues mä sécher zu enger Normaliséierung fonnt huet an der aldeeglecher Aarbecht vum Justizapparat.

Och hei zu Lëtzebuerg gëtt et scho relativ laang ADN-Tester, ADN-Profiler. Laut eisen Informatioune scho bal zéng Joer laang, zénter 1997 ongeférer. An och wann et der net vill gëtt, déi gemaach ginn - et gëtt geschat, dass et der pro Joer sechs oder siwe wâerte sinn, déi «bon an, mal an» realiséiert ginn -, esou ass et esou, datt mer wuel fir déi ADN-Tester eng Base légale hunn am Code d'Instruction civile, wou ganz einfach dee ganz gene-relle Passus vun den «toutes sortes de prélevements» vun de Magistrate ka benotzt ginn, mä eng Base légale ass nach laang kee Cadre légal. An dee Cadre légal, deen hu mer net. An dee Cadre légal, dee welle mer jo ebe mat dësem Gesetz hei schafen an domat gëtt Lëtzebuerg eent vun de leschte Länner an der Europäescher Union, wat sech e legale Kader gëtt, wéi déi ADN-Tester stattzfammen hunn.

Et huet allerdéngs och seng Vir-deeler, wann ee verschidde Saache méi spéit mécht wéi anerer. Well et huet ee besonnesch als klengt Land net onbedéngt schrecklech vill däer Fäll, wou ee kann esou eng Gesetzgebung am Alldag, an der Praxis kontrolléieren. A wann ee kuckt, wat am Ausland geschitt ass, notammt an deene méi grosse Länner, do si virun enger Rei Joren - 15 bis 20 Joer deelweis - déi Gesetzgebung gemaach ginn, déi wierklech nach extrem méfiant och ware par rapport zu der Technologie an déi awer a ganz kuerzen Ofstänn modifizéiert gi sinn. Den Här Bodry huet et virdrun och schonn erwähnt. Do sinn a ganz rapiden Ofstänn Modifikatiounen gemaach ginn an de Gesetzgebungen, déi eigentlech begleet hunn, dass de Justizapparat émmer méi Aisance an émmer méi Certitude an der Aarbecht mat deem Instrument kritt huet.

Dat huet et erlaabt d'Gesetzgebungen au fur et à mesure ze verbesseren. An doduerch, dass mir als klengt Land mat wéineg Fäll, mat wéineg Erfahrungen haut kunnen op aner Gesetzgebungen zréckgräifen, déi wierklech ivver Joren ausgeräift sinn, erlaabt dat eis eng Gesetzgebung ze maachen, déi net an de Phantasmé lieft, déi net an de sécuritaire Phantasmé lieft, déi net an de Phantasmé vu Big Brother lieft, mä eng Gesetzgebung ze maachen, déi op relativ gesécheren Erkenntnisser ka prezis juristesche Instrumenter ausschaffen an eise Leit an eiser Magistratur en Instrument an de Grapp ginn, wat en Équilibre huet, deen och an der Meenung vun de Gréngs e gelongenen Equilibre ass, och wann een eng gewësse Précaution nach soll behalen. Dofir fanne mir et och eigentlech gutt, dass déi Précaution hei op den Dësch geluecht gëtt a Form vun enger Motioun, fir an engem Joer nach eng Kéier driwwer ze schwätzen. Mir énnerstëtzen déi.

Ech ginn der Madame Flesch gäre Recht, wa si seet, et däerf net ze vill oft de Fall sinn. Et kënnt regelmëssig vir. An dësem prezise Fall hei, wou mer fir d'éischté Kéier eng Gesetzgebung zu Lëtzebuerg maachen an dëser Matière, wou mer also Neiland betrieben an der Gesetzgebung, fannen ech dat awer eng Précaution, déi net onbedéngt brauch d'usage ze sinn, mä awer eng Précaution, déi sënnvoll ass. Et wär erstaunlech, wa mer et net esou géinge maachen, wa mer géinge soen an dë-

ser - an dat hu mer jo alleguerte gesot - dach sensibler Matière, wou mer fir d'éischté Kéier eng Gesetzgebung maachen, géinge mer eis géint de Gedanke verwieren, schonn eventuell an zwielef Méint nach eng Kéier selbstkritesch mat eisem eegenen Text émzegoen. An dofir hu mir déi Motioun och mat énnerschriwwen a mat déposeiert.

De Bilan och, deen aus dem Ausland kënnt, ass deen, datt de Réckgréff op d'Empreinte génétique e ganz wäertvollt Instrument ginn ass, e ganz wäertvollt Instrument an der aldeeglecher Aarbecht vun der Magistratur, fir kënnen déi richteg Leit ze inculpéieren, an awer och, an dat méi wéi aner Bewâismëttel, fir Leit kënnen ze disculpéieren.

Och dat soll een énnersträichen, well och dat ass de Fall bei der Empreinte génétique. Si huet méi wéi aner Bewâismëttel d'Capacitéit fir Leit ze disculpéieren, vlâicht souguer nach méi wéi fir d'Leit ze inculpéieren.

Dofir, och aus Siicht vun deem Point de vue do, soll een net mat Phantasmen un dat Instrument eruoen, mä mat gesécherte räsonnable Argumenter, déi een eigentlech haut zu Lëtzebuerg alleguer misst kennen, opgrond vun den Erfahrungen, déi hei am Land, awer besonnesch a ganz vill am Ausland gesammelt gi sinn.

Allerdéngs ass och dës Method mat Virsicht ze considérerien aus zwee Grénn. An och déi soll een énnersträichen.

Den éischté Grond ass, dass d'Empreinte génétique keng Wonnerwaff ass, dee berühmten absolute Bewâis, deen émmer erhofft gëtt. Wann een an engem pénaal Kontext e Beschéllegte viru sech huet, an dee soll eventuell condamnéiert ginn, da wünscht all Riichter sech, dass en den absolute Bewâis do leien huet. An Dir wésst alleguer, dass am Pénaal net emol den Aveu en absolute Bewâis ass. Och dat heiten ass keen absolute Bewâis. Och d'Empreinte génétique ass keng Wonnerwaff, au point dass se kéint aner Elementer vu judiciairer Technik ignoréieren.

Och, well ee weess, dass Manipulation kënne geschéien. Et kann een och - d'Madame Doerner huet virdru vun der Zigarettekipp geschwät - eng Zigarettekipp vun engem aus engem Åschebecher hueilen an op déi richteg Plaz leeë goen, wann een engem schlecht wéllt. Da fénnt een deem seng Empreinte génétique op der Plaz vun der Dot op enger Zigarettekipp. Do muss awer déi Zigarettekipp net vun däer Persoun och dohinner ge-luecht gi sinn.

Dofir muss een oppassen. Wann een dësem Bewâismëttel de Charakter wéllt gi vun enger praktesch infallibler Preuve, da leeft een natierlech Gefor, dass een am Fall vun enger subtiler Manipulatioun riicht an d'Mauer rennt. An dat tréfft dann déi Persoun, déi dann zu Onrecht beschéllegt gëtt.

#### (Interruption)

Dofir muss een émmer énnersträichen, dass och de Bewâis iwwert d'Empreinte génétique némnen een Element vun der Bewâisféierung ka sinn, an dass dat Element nach émmer mat allen aneren Elementer, déi an engem Dossier sinn, muss kënne glâichzäiteg considéréiert ginn, wéi d'Témoignagen, wéi aner Éléments d'appreciation, déi de Riichter zur Verfügung huet, well soss kann dës Technik an dës Method och zu falsche Resultater féieren. An dat, mengen ech, ass awer och eng Attitud, déi an der Magistratur gewosst ass, an déi och do appliziert wâert ginn.

Deen zweete Grond, firwat dës Method mat Virsicht muss considéréiert ginn - wat awer net heescht, dat

dass ee se dofir net soll uwennen, net soll gebrauchen - ass deen, dass natierlech och d'Grondrechter beträff si vun dëser Method. An zwar zwee Grondrechter:

Engersäits d'Intégrité physique. Jiddfere vun eis huet d'Recht drop, vu kengem, och net vum Stat, a senger Intégrité physique belaangt ze ginn. Dat ass ee Prinzip.

An dat Zweet ass natierlech och dat vun den Données personnelles, vu dass hei jo eng Empreinte génétique mat engem Numm, le cas échéant, wann dat avéréiert, och kann, muss a soll versi ginn. Domat kritt se de Charakter vun enger Donnée personnelle.

Dat sinn zwee Prinzipien an eiser Gesellschaft, déi wichteg sinn. Mä selbstverständlichkeit sinn déi zwee Prinzipien och mat aneren Intérêts, nämlech dem allgemengen Interêt vun der Gesellschaft, an och mat de Rechter vun aneren op een Nenner ze bréngen. An déi Rechter vun der Gesellschaft sinn zum Beispill d'Opklärung vu Verbrechen oder d'Rechter vun den Affer ze wëssen, wien dee Verbriecher war, deen hir Rechter blesséiere wollt. Am Équilibre vun deen Elementer muss hei an dësem Gesetz probéiert ginn Äntwerten op déi Froen ze fannen.

Et geet also haut ém wierklech Prinzipielles mat dësem Gesetz, wat mer hei maachen. Dat ass déi Zort Froen, wou ee muss Faarf bekennen, wou ee muss soen, ob een, jo oder neen, averstanen ass mat deen, wat an der Substanz vun dësem Gesetz proposéiert gëtt; eng Fro vun der Qualitéit, wou mir als Gréng eis selwer eng Enthalung net erlaben.

Dést Gesetz féiert am Lëtzebuerger Recht zwou Saachen an: Eischent d'Fäll an d'Aart a Weis wéi genetesch Profiler kënne gemaach ginn. An zweetens, zwou Datebanken: Eng éischt fir lafend Enquêteen an eng zweet mat de genetesch Profiler vun enger Rei Persounen, déi condamnéiert gi sinn.

Dat ass dat, wat hei an der Substanz zur Debatt steet. An zu dësen zwou Saache muss een eng kloer Äntwert ginn: Ass een, jo oder neen, der Meenung, dass zu Lëtzebuerg d'Empreinte génétique am Beräich vun der Justiz soll agefouert ginn? An ass een, jo oder neen, dofir, dass d'Notzung vun der Empreinte génétique métteels zwou Datebanke soll facilitéiert ginn?

Wann een, wéi déi Gréng, dës zwou Froen mat Jo beantwert, da sinn awer nach net d'Froen all beantwert. Well eng Rei vu wesentleche Froen sinn awer gestallt. Mir stellen eis der als gréng Fraktiou néng. Néng Froen, déi hei substantiell sinn:

Déi éischt Fro ass: Wat ass d'Bedeutung an d'Bewâiskraaf vun den Empreintes génétiques?

Déi zweet: Wéi ee genetesch Material gëtt prélevéiert?

Déi drëtt: Zu wéi engem Zweck?

Déi véiert: Vu wiem?

Déi fënneft: Op wéi eng Aart a Weis?

Déi sechst: Wéi steet et mam Datenschutz? Dat heescht: Wien huet Zugang zu den Informatiouneen?

Wéi laang bleiwen déi Donnéeën do dran?

Wat sinn déi Informatiouneen a ginn déi Informatiouneen un déi betriffe Leit weidergereech?

An néngtens: Kann ee sech zur Wier setzen? A wa jo, wéi?

Dat sinn déi néng Froen, déi sech eiser Meenung no stellen. Mir hunn och Äntwerten op déi Froen, wéi mir eis se géinge virstellen. A fir eis ass et dann natierlech relevant ze verglächichen: Wat ass d'Äntwert, déi d'Gesetz liwwert? Ass dat déi Äntwert, déi mir eis virstellen oder ass

dat se net? An dovunner muss een an der Substanz ofhängeg maachen, wéi ee sech zu dëser Gesetzgebung do stellt.

D'Bedeitung an d'Bewâiskraaf vun Empreintes génétiques, dorop sinn ech schonn agaangen. Et ass keng Wonnerwaff, an et ass och an dësem Gesetz net virgesinn, dass et eng Wonnerwaff ass.

Et gëtt en Element vun Police scientifique, wat an anere Länner ausgeräift ass a wat och elo zu Lëtzebuerg e Cadre légal kritt. Mä et gëtt net dee wéssenschaftleche Bewâis, deen all aner Consideratione géing écartéieren. Dat ass déi Äntwert, déi mir eis wënschen. Dat ass déi Äntwert, déi d'Gesetz gëtt. Esou gëtt déi Fro do am Gesetz beantwert.

Déi zweet Fro ass: Wéi ee genetesch Material gëtt prélevéiert? Et gëtt jo zwou Zorte genetesch Material. Et gëtt den Elément codant, de Codifiant, an et gëtt den Élement non codant. Den Non-codant ass de grëssten Deel vun der Molekül: 80 bis 90%. Dee klenge Deel ass de Codifiant. Dee mécht 10 bis 20% vun der Molekül aus.

Deen Deel, deen hei prélevéiert gëtt, ass deen, dee keng Réckschlëss erlaabt iwwert - komm mir nennen dat elo emol esou - d'Natur vun der Persoun. Deen Deel, dee prélevéiert gëtt, ass ausschliesslech deen, deen et erlaabt d'Identitéit vun der Persoun festzstellen, erauszfannen: Ass dëse Blutfleck ee vun däer doter Persoun, jo oder neen? Dat gëtt heimat erlaabt. Et gëtt net erlaabt d'Molécule codifiante ze énnerischen, an erauszfannen: Wat huet dee fir gesondheetlech Tendenzen? Wéi grouss ass en? Ass et e Wäissen? Ass et e Bringen? An esou weider. Et ass esou, wéi mir eis déi Fro beantwert virstellen. Mir wëllen, dass just dee Volet non codifiant däerf prélevéiert ginn. D'Gesetz beantwert déi Fro och esou. Hei gëtt némmen de Volet non codifiant prélevéiert.

Zu wéi engem Zweck gëtt dat gemaach? Ass dat breet gefächert? Ass dat méi oder manner prezis? Oder ass et ganz prezis age-schränkt? Mir wënschen eis als Gréng, dass et ganz prezis age-schränkt ass, wou et däerf benotzt ginn am Kader vun den Enquêteen. D'Gesetz beantwert déi Fro esou a seet: Et ass némmen am Fall vu pénales Enquêteen, wou dat heite kann agesat ginn, an nach net bei en allegueren. An et ass prezis délimitiert a wéi engem Kader, dass déi Prélèvementer kënne gemaach ginn. All déi aner si verbueden.

Véiert Fro: Vu wiem dierfen d'Prélèvementer gemaach ginn? Vu ville Leit? Vu ville verschidde Leit? Vu Leit, déi net all d'Garantié bidden? Déi net Gewähr bidden? Mir géingen eis wënschen, dass hei exklusiv énnert der Kontroll vun der Magistratur, vun de Procureuren a vun de Juges d'instruction dat heiten dierf prélevéiert ginn, dass sämtlech Virgäng all eenzel müssen autoriséert an ordonnéiert gi vun engem Juge d'instruction oder vum Procureur, an net op Eegeninitiativ vun der Police! Net op Eegeninitiativ vun aneren! D'Fro, déi d'Gesetz beantwert, ass genau esou beantwert. Et ass ausschliesslech, an ouni eng Ausnahm, de Juge ins-tructeur an de Procureur, déi müssen an däerfen ordonnéieren, wann dat gemaach gëtt. Keen aneren, ouni Ausnahm.

Déi fënneft Fro: Op wéi eng Aart a Weis geschitt dat? Dat geschitt am Wesentlechen op fräiwölleger Basis. Et kann awer och énner Contrainte geschéien.

Déi Contrainte physique, déi mer hei beschreiven, ass dat nei zu Lëtzebuerg? Neen, et ass net nei. Mir wënschen eis natierlech, dass déi Fäll vun der Contrainte méiglechst geréng sinn.

</div

rigueur Contrainte physique am ei-gentleche Senn vum Wuert stattfénn, ass dat vun der Prise de sang. Dëst Gesetz seet: D'Prise de sang klamere mer aus. Wann d'Contrainte physique, also d'Netfräiwëllekeet, spilt, da gëtt et iw-wert de Spaut oder d'Wuerzel vun engem Hoer gemaach.

Domat gi mer an dësem spezi-fesche Gesetz ènnert den Droit commun. Wann een alkoholisierter Auto fiert, dann ass haut schonn d'Contrainte physique mat dran. Dat geschitt iwwer eng Prise de sang. Fir esou Fäll erlabe mer also d'Prise de sang. Fir dëst spezi-fesch Gesetz, wat jo verschidde Kolleegen heibannen esou vill Angscht mécht, gi mer ènnert den Droit commun bei der Contrainte physique.

Sechst Fro: Wéi steet et mam Date-schutz? Wien huet Zougang zu deenen Informatiouen? Mir wünschen eis: ganz, ganz wéineg Leit. Nëmmen déi Leit, déi ènnert der Kontroll vum Procureur oder vum Juge d'instruction schaffen am Kader vun deem enk ofgestachene pénalë Kontext an deem dat däerf stattfannen. D'Gesetz seet genau dat do. Nëmmen déi Leit däerfen dat maachen. Nëmmen déi Leit, déi am Kader vun deenen Enquête schaffen, keen aneren huet Zougang dozou. Keen aneren! Dat ass ganz prezis formuléiert.

Déi siwent Fro: Wéi laang bleiwen déi Donnéeën do? Si bleiwen esou laang do wéi se fir d'Enquête ge-brucht ginn. Dat ass dee wesent-leche Punkt. A wann een náischt méi mat der Enquête ze dinn huet, ass een och net méi an deenen Datebanke mat dran. Dat ass eigent-lech de wesentleche Punkt. Och dat beantwert d'Gesetz esou. Herno, wa mer iwwert d'Amende-menter schwätzten, wäert ech och nach eng Kéier dorobber reagéieren, zu den Délaient, déi d'DP pro-poséiert. Mä dat Wesentlechst ass dat do, an dat ass esou beantwert! Ass dat anert gradesou wesent-lech wéi dat hei? Mir mengen net.

Aachtens: Ginn déi Leit, déi beträff sinn, informéiert? Hunn déi Infor-matiounschrechter? D'Äntwert ass fir eis, dass mer der Meenung sinn, si mussen Informatiounschrechter kréien, méi nach wéi bei aneren Elementer vun der Enquête, wou mer alleguerete wéissen, dass d'Infor-matioun vun de Leit ganz, ganz schlecht ass, woumat sech jo och d'Commission juridique scho be-faasst huet, well mer wëllen och op deem dote Punkt Verbesserungen erbäiféieren.

D'Gesetz beantwert dës Fro esou wéi mer eis wahrscheinlich alle-guerete virstellen, dass et an Zu-kunft och mat aneren Elementer vun den Enquête sollt sinn. Hei kritt de Betroffenen d'Informatioun mat virgeschriftenen Délaient, déi némme mat enger bestëmmter Prozedur, déi virgeschriften ass, kenne verlängert ginn. Hei ass also, contrairement zu deem wat Standard ass bei pénales Enquête, d'Informatioun vun de Leit, déi beträff sinn duerch d'Prélèvementer, garantéiert op eng prezis Aart a Weis, wéi se bei soss kengem anere Bewäismëttel an dëser Ma-tière applizéiert gëtt. Och dat ass Fakt.

Néngt a lescht Fro: Kann ee sech dergéint wieren, wa Prélèvementer gemaach ginn? Mir wünschen eis als Gréng, dass ee sech an allen Etappe vun engem Prélèvement, vun der Décisioun bis zur Aart a Weis wéi et gemaach gëtt, bis zum Aschreiwen an der Datebank an esou weider, kann dergéint wieren. Wat seet d'Gesetz?

D'Gesetz, wat mer haut solle stëm-men, seet genau dat doten. Seet genau dat doten! Et kann ee sech an dëser Matière erën eng Kéier ouni Ausnahm géint all eenzelt Element vum Prélèvement an och vum Traitement wieren, ausser eent: Wann ee bis condamnéiert ass, kenne een an d'Datebank Traitement ADN condamnés. Dogéint kann ee sech dann net méi wieren.

Mä bei allem wat virun der Condamnatioun läit, do kann ee sech géint all eenzelt Schratt wie-ren, an all eenzelt Schratt vum Prélèvement a vum Traitement ris-kéiert eng Nullitéit. Och dat gëtt et am pénales Beräich soss néierens, an där Absolutheet wéi hei, datt wierklech all eenzelt Element kann eng Nullitéit kréien, dat hu mer soss néierens. Dat sinn also wäit-gehend Garantië fir d'Leit fir sech géint e Prélèvement, wat net rech-tens wier quant au fond oder quant à la forme, ze wieren.

Opgrond vun all deenen doten Ele-menter si fir eis déi wesentlech Froen - an dat sinn der schonn eng ganz Partie gewiescht - zefridde stellend, souguer méi wéi zefridde stellend an der Substanz vun dësem Gesetz beantwert.

Et sinn awer nach eng Rei Kritiken opgeworf ginn. Zum Beispill ass sech dru gestéiert ginn, dass breet ka gestreet ginn am Kader vun en-ger Enquête. Dat Beispill wat ém-mer nees kenne: Wann enzwousch - komm mir huelen emol un an en-ger méi klenger Lokalitéit - e Viol wär - dat gesäßt ee jo regelméissig beispillsweis a Frankräich -, da muss d'ganz Duerf an den Em-preintes génétiques passéieren. Och dat gëtt mat dësem Gesetz méiglech. Dat gëtt mat dësem Ge-setz méiglech! An et gëtt sech dru gestéiert, dass een esou breet kéint streeën an esou vill Leit kéint an d'Empreintes génétiques schécken, a vordergrënnege kann een dat jo och emotional novollzéien.

Wann een awer no de Gefiller och erém eng Kéier de Kapp aschalt a räsonnéiert, da fénnt een awer och gutt Argumenter do derfir. Géinge mer et námlech émgedréint maachen - dat ass émmer dat beschte Beispill, wann ee seet, da komm mir denken emol eng Kéier émge-dréint -, also wa mer et émgedréint géinge maachen, mir géinge soen, net «qui paraissent avoir un lien», wann dat ze breet ass, mä mir géingen et ganz enk schreiwen a ganz enk formuléieren, mir géinge soen net «qui paraissent avoir un lien avec l'enquête», mä déi Leit, déi scho ganz substanziell Ver-dachtsgementer op sech leien hunn, déi sech also schonn um Rand vun der Présomption d'innocence bewegen, dass mer do just nach d'Empreintes génétiques wëllen applizéieren. Wat géing dat heeschen?

Dat géing heeschen, dass dat Instru-ment, wat méi nach Bewäiskrafft huet fir ze disculpéiere wéi fir ze inculpéieren, just nach géing als ultime Waff à charge kenne benotzt gi bei deene Leit, wou schonn d'Présomption d'innocence virum Uerteel praktesch ewechgeholl wär. Dat ass awer dann definitiv net dat woufir mir Gréng wëllen, dass Emprintes génétiques kenne gemaach ginn.

Wann een also net wëllt, dass dës héichprobant, wéissenschaftlech Method némme à charge ka be-notzt ginn a soll benotzt ginn, da muss een domat averstane sinn, datt se och ka méi fréi an der Enquête méi breet agesat a méi breet benotzt a méi breet gestreet ginn, fir déi aller-, allermeeschten a vläicht all vun deene Leit, déi do-duerch passéieren, definitiv ze dis-culpéieren an och ènnert der Ru-meur an dem On-dit ganz oft en definitive Schlussstréch ze zéien. A wann ee sech also dorunner stéiert, dann ass een net fir dat wat ech elo als Lescht beschriwen hunn. Och do ass et Jo oder Neen, schwaarz oder wäiss, an der-tëschent gëtt et an dëser Matière némme ganz wéineg Spillraum.

Et ass sech och dru gestéiert ginn, zu Recht, dass mer keen Institut médico-légal hunn, an ech menge mir sinn alleguereten dofir, dass dat séier zu Lézebuerg geschafé gëtt. D'Regierung huet jo och schonn ugekënnegt, dat soll am Kontext vum Laboratoire national de la Santé geschélen. Mä och do soe mer: Soulalang mer dat net hunn, mécht dat dëst Gesetz net falsch.

Mir praktizéieren zénter zéng Joer däit heite Saachen, ouni dat. Aner Länner mat vill méi Erfahrung prakti-zéieren dat och. A mir schécken eis Prélèvementer bei déi, déi et scho kenne, an eist Gesetz er-laabt jo och et entweder hei ze maachen oder am Ausland. An na-tierlech gëtt et besser, well méi séier, well méi bëlle, wa mer eegenen Know-how am Land hunn, mä de Fait, dass mer deen Know-how nach net hunn, mécht d'Dispositioun vum Gesetz net falsch. Och dat soll een net vermë-schen. Dat gehéiert net vermësch.

Den Avis vun der Commission na-tionale de la Protection des Don-nées, do huet d'Madame Flesch virdu gesot, deen hätte mer net studiéiert, eréischt ganz zum Schluss op Wunsch vun der DP. Er-laabt mer, Madame Flesch, dass ech lech widderspriechen. Mir hunn den Avis an der Kommissioun selbstverständliche diskutéiert. Zu engem Zäitpunkt wou Dir an der Kommissioun net konnt present sinn. Mä mir hunn e selbst-verständliche diskutéiert. Mir hunn en eng zweete Kéier, zum Schluss, nach eng Kéier diskutéiert, an do sinn déiselwecht Froen, déi mir och scho gestallt haten, deelweis och nach eng Kéier vun lech gestallt ginn, an Dir krit déiselwecht Änt-werte wéi dat wat déi aner kritt hunn. An dat war an der Kommissioun zur allgemenger Zefridde-heet beantwert.

Do huet sech náischt gemuckst. Do huet sech náischt geréiert bei deenen Äntwerten, déi op d'Fro komm sinn. Et ass falsch ze be-hapten, dat wär eréischt op d'Dräige vun der DP ganz zum Schluss diskutéiert ginn. Dat stëmmt faktesch net.

#### **Une voix.** - Très bien.

**M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - D'Commission nationale huet an hi-rem Avis och am Wesentlechen eng Fro soulevéiert. Net déi ob d'Dateschutzgesetz hei gëllt. Mä selbstverständliche gëllt d'Dateschutzgesetz hei. Selbstverständ-liche sinn d'Gerichter domadder befaasst, wann ee sech am Kader vun dësem Gesetz net un d'Dateschutzgesetz vun 2002 wëllt halen. Et gëllt bien entendu. Deen Artikel 8, dee seet: Fir spezifesch Matière maache mer spezial Gesetzer. Et ass dat wat mer haut maachen.

An dass d'Commission Nationale de la Protection des Données net kann d'Autorité sinn, déi déi judiciaire Benutzung vun Datebanke kontrolléiert, do si mer eis jo eens, an domadder hu mer zu 90% d'Substanz vum Avis vun der CNPD vidéiert.

#### **(Interruption)**

Dat ass awer esou.

A wann d'DP - den Här Bodry ass jo schonn op eng zimlech verständliche Aart a Weis drop agaangen, wéi séier een d'Duerstellinge ka variéieren -, wann d'DP, wat mir eis géinge wënschen, esou vill Wäert elo nees géing leeën op d'Biergerrechter, dann hätte mir eis als Gréng gewënscht, dass mer beispillsweis wou mer hei de Paquet Télécom diskutéiert hunn, mat der Vorratsdatespeiche-rung, wou d'Donnéë vu sämt-lichen Handykommunikatiounen iwwer eng laang Zäit - a wann et dem Här Frieden an aneren no-gaange wier nach méi laang Zäit - kenne gespeichert ginn, vu jiddfer Bierger, du hu mir Gréng dat hei-bannen diskutéiert. Mir hunn dat hei opgeworf!

D'DP huet awer do net mat der Wimper gezuckt an ouni Murren dem Här Frieden seng Proposi-tioun ugehol, dass sämtliche Handysdonnéeën kenne gespeichert ginn, och wäit iwwert den Déla-eras, deen nouwendeg ass fir

eng Facturioun ze maachen. An dat ass wierklech eng Fro, déi we-sentlech ass, vu Biergerrechter.

Hei schwätze mer vu pénales En-quêteen an némme vu pénales En-quêteen. An der Matière vum Paquet Télécom hu mer vu wierklech we-sentleche Biergerrechter ge-schwät. Do huet d'DP net eng Kéier mat der Wimper gezuckt. Au contraire, ech war an der Kommissioun bal ugegranzt gi vun Ärem Fraktionschef, well ech mer er-laabt hunn, dat ze soulevéieren. Hien huet mer direkt gesot: Ah, wann déi Gréng also do dergéint sinn, da sidd Der och dergéint, dass mer dat Attentat - et war grad eent, mengen ech, an der Türke geschitt - kenne opklären. Dat war den Niveau op deem op déi dote seriö, eeschthaft Fro op Grond vum Artikel 8 vun der Menscherechtskonvention vun der DP reagéiert ginn ass.

Dofir mengen ech, wann een all Elementer vun dësem Text considéreret, dann huet een, wéi émmer wann een eng nei Gesetzgebung anzwousch aféiert, e bëssen en ongutt Gefill. Mä mir soen awer, beim Gefill däerf et net stoe bleiwen. Wann een e Gefill huet, da muss een d'Gefill vum Bauch bis an de Kapp kréien, an et muss een driwwer räsonnéieren. An da stellt ee sech Froen an da muss ee sech Äntwerte ginn. A wann ee seng Äntwerten huet, da kann ee soen, mir stëmme mat Jo oder mat Neen. A mir stëmmen an dësem Fall mat Jo.

**M. le Président.** - Merci, Här Braz. Den nächste Riedner ass den Här Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

**M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer och fir d'éischt der Madame Rapportrice, der Madame Doerner, Merci ze soen, a se och ze félicitéiere fir hire ménleche souwéi schréf-liche Bericht, déi mer et an deene puer Minuten, déi mer zur Verfü-gung stinn, erlaben, fir op e puer essenziell Saachen an onsen Aen anzegoen am Kader vun dësem Projet de loi.

Zénter 1985 ginn ADN-Prélèvementer gemaach. Hir Noutwendeg-keit gëtt net méi contestéiert. Si sinn e wichteg an unerkannt Méttel, fir Onschëlleger fräize-spriechen vun engem Verdacht, a fir Schëlleger ze fannen. Ech wéll némme drop hiweisen, datt an Amerika 68 Leit, déi zum Doud condamnéiert waren oder fir lie-wensläglech am Prisong waren, iwwer ADN-Preuvé konnten discur-piéiert ginn a fräigelooss ginn.

ADN-Prélèvementer sinn awer och némme ee Méttel an enger En-quête. ADN-Prélèvementer si kee Bewäis an enger Enquête, mä si sinn en Indiz fir d'Enquêteuren. Eng Persoun, déi bei enger ADN-Analys negativ kontrolléiert gëtt, kann awer nach Kompliz sinn an engem Crime, oder si kann am Kader vun der Hehlerei och nach be-laangt ginn.

ADN-Fichiere sinn náischt anes-chters wéi e Fichier vu Fangerofdréck a kenne gradesou domat verglach ginn. An awer bréngt den ADN-Fi-chier verschidde kontrovers Dis-kussiounen erbäi, haapsächlech well vill Leit do u genetesch Mani-pulatiounen denken an Angscht hu-virun all deem, wat u Genetik kenne gebraucht ginn, wat hir Intimsphär ugeet. An dofir ass et och wichteg, datt hei ervigestrach gëtt, datt den ADN, deen hei am Pénael gebraucht gëtt, net de kompletten ADN ass, mä némme den ADN non codant, deen dozou déngt, fir d'Identitéit vun enger Persoun an enger krimineller Affär festzeéen.

An England sinn et e puer lertümer ginn, vun deenen och vill geschwät ginn ass, mä wann een do gesinn huet, datt déi lertümer komm sinn an engem Fall, wou némme sechs Segmenter analyséiert gi waren, do gëtt et eng Chance op 37 Milliou-

nen, datt en lertum geschitt. Déi ablecklech Tendenze leien éisch-ter, fir zéng Segmente als normal unzegescht, an doduerjer sinn déi Possibilitéit fir Erreuren op en ab-solute Minimum zréckgeschrauvt.

Da gesäßt een och, datt heiansdo lertümer geschéie bei den Tran-scripcione vun Nimm. Mä dat ass eppes, wat mer och elo scho kenne bei Laboratoiren, bei ganz einfachen Analysen, déi mer maachen, wou dat och heiansdo virkënnt. An dofir muss een och do Mesuré virgesinn.

Da gesäßt een och, datt et ganz wichteg ass, datt een op der Zeen, wou e Crime geschitt ass, déi néideg Mesuren hält, fir datt dat rich-teg a fachgerecht gemaach gëtt.

An dat ass ee vun deenen Elemen-ter, op déi ech herno nach wäert méi am Detail agoen, well et abso-lut wichteg ass, datt e puer Saachen am Kader vun den ADN-Prélèvementer garantéiert ginn. Dat sinn dräi Konditiounen:

Eischens, d'Rapiditéit; a Frankräich an an anere Länner sinn et 24 Stonnen. Well mir kee Labo hunn, well mer dat mussen an d'Ausland ginn, verginn elo Wochen. A wa Leit an de Prisong gesat ginn, well se suspekt sinn an enger Affär an dann dauert et 14 Deeg oder dräi Wochen, bis datt d'ADN-Analysé weisen, datt se net concernéiert sinn, dann ass dat e Problem, well dat kann - an ech kennen e Fall - zu engem Divorce an zu engem Li-cenciement feieren. Dofir ass et wichteg, datt een also do rapid déi Analysé maache kann.

Dann ass d'Qualitéit vun den Échantilloné wichtig, an och d'Sé-cherheit vun de Resultater. D'Zeen vum Crime muss gutt organiséiert sinn, an dat bedeut, datt e Coor-dinateur vun den Investigations tech-niques muss genannt ginn, datt spezifesch Formatiounen musse gemaach gi fir déi Leit an der Police, déi d'Enquête maachen, mä awer och fir Magistraten, déi con-cernéiert sinn.

D'Zil ass d'Träçabilitéit vun de Prélèvementer. Et schéngt mer absolut wichteg ze sinn, wann een dat heite Gesetz applizéiere wëllt, datt ee grad ewéi an England e ganz preziëst Handbuch huet, wéi déi Prélèvementer solle gemaach ginn, fir datt een lertümer esou wäit wéi méiglech kann ausschléissen. Dat ass ee vun deene Problemer, déi och onbedéngt vun der Regierung mussen ugepaakt ginn.

Deen zweeten Deel, deen och wichteg ass, dat ass, datt mer La-boratoiren hunn, déi déi Analysé maachen, déi deenen Normen ISO 9200 oder fir d'Laboratoiren 17025 entspriechen, wou een also sécher ka sinn, datt dat, wat do gemaach gëtt, och deenen Normen ent-sprücht.

Dofir wier et gutt, en attendant datt mer hei Agrémenter ginn, datt awer och eng Léscht vun deene La-boen, déi zu Lézebuerg gebraucht ginn, datt déi wa méiglech, wann dat némme iergendwéi méiglech ass, als Experts judiciaires kíinte figuréieren, och am Kader, wann et drëm geet, fir eventuell eng Contre-expertise ze maachen.

Deen anere Punkt, dee wichtig ass an der Exekutioun vum Gesetz, ass d'Schafe vun engem „forensic ins-titute“. Dat gëtt hei bei ons nach émmer Institut médico-légal ge-nannt, mä ech mengen «médico-légal» geet méi an dat Mede-zinesch eran; hei geet et drëm, fir en „forensic institute“ ze maachen, en Institut de police scientifique. An do muss ech soen, datt mer zu Lézebuerg en Expert am Laboratoire hunn, dee weltwäit unerkannt ass, den Dokter Wennig, deen Do-zent ass op der Harvard Universitéit, sou dass also all Donnéeë gi sinn, datt een zu Lézebuerg mat enger kompetenter Persoun un der Spëtzt esou en Institut schafe kíint.

Dat ass eng vun deene Basissaachen, déi ganz rapid realiséiert kenne ginn, an déi Investissemen-

ter fir esou en Institut ze schafen, déi sinn och hei ginn, an de Käschtepunkt ass och net iwwerméisseg.

En anere Punkt, deen och an der Exekutioun wäert zum Droe kommen, ass, datt een op EU-Niveau och verschidden Harmoniséierunge muss duerchzéien. Ech hoffen och, datt d'Regierung higeet an net bei deenen ADN-Analysen an deenen Dépenses do op eng Kéier budgetär Enkpäss schaft, an duerfir müssen och eng etlech Suen zur Verfügung stoen a Crédits non limitatifs virgesi sinn.

Wat déi Punkten ugeet, déi an der Diskussiou waren, sou sinn déi relativ Kloer. Deen ee Punkt sinn d'Prélèvementer ouni Zoustëmmung. D'Gesetz gesäit dat vir. Ech mengen, et ass eng gutt Saach. Et inspiriert sech och un de Gesetzgebungen aus: Däitschland, Holland, Norwegen, Schweden a Frankräich. D'Garantié sinn och ginn iwwert d'Contre-expertise.

An et gesäit een dann an deene Länner, wou et keng obligatoresch Prélèvementer ouni Zoustëmmung gëtt, datt et do op déloyal Manière geschitt. Dat heesch, datt een der Persoun Kaffi offréiert oder Waasser oder se eng Zigarett fémme léiss, an dann deen Ablack Prélèvementer mécht. Dofir ass et also op jiddfer Fall wichtig, datt mer op dee Wee do gaange sinn an allequerten déi Garantien, déi normalerweis bei esou Froen an Interventione virgesi sinn, duerch d'Gesetz virgesinn.

Dann ass och wichtig ervirzesträichen, datt déi zwee Fichieren, déi gemaach ginn, énnert der Kontroll si vu Magistraten an net vun engem Commission des données nominatives. Fichieren a Matière pénale däerfen net énnert der Kontroll si vun zivile Persounen. Dat schéngt mer inadmissibel ze sinn.

Anere Punkt an der Diskussiou ass, ob ee soll d'Klappereien, d'Coups et blessures volontaires, mat virgesinn. Mir soe jo, well ganz oft Coups et blessures volontaires een Indiz sinn, fir Persounen, déi gewalttägig sinn. An déi fénnent herno och bei vill méi grouse Crimén a Mordfall erém.

An dat Beispill, wat a Frankräich elo kierzlech geschitt ass, wou zu Avignon eng Persoun, déi wéinst enger Klapperei op engem Parking eng ADN-Analys gemaach kritt huet, a wou een dann herno erausfondt huet, datt déiselwecht Persoun eng 19 Joer virdrun e jonkt Meedche vu 16 Joer violéiert an erwiergt hat, beweist wéi wichtig et ass, datt an dësem Gesetz och dës Dispositioun steet.

Ech wéll och drop hiweisen, datt an England all Crimes ou délits, déi mat enger Prisonsstrof beluecht sinn, och zu Prélèvementer obligatorescher Natur kënne féieren, an a Frankräich ass et d'Destruktioun. Also, do gesäit een, datt mer hei op jiddfer Fall op deem Niveau den europäesche Standarden entspreechen.

Et gëtt natierlech villes, wat elo nach wäert an der Praxis zur Debatte kommen. Ech hoffen, Här Minister, datt Der déi Motioun, déi ech och mat énnerschriwwen hunn, vun de Majoritéitsparteien, bien entendu wäert unhuellen.

Ech hu mer och erlaabt am Numm vun der ADR déi Motioun vun der DP mat ze énnerschreiwen, well mer mengen, datt et wichtig ass, datt hei soll an der Chamber och en Akzent gesat ginn op en Institut médico-légal, wéi et hei genannt gëtt, mä méi richteg en Institut de police scientifique.

Dat gesot, an an deene puer Minuten, déi mer zur Verfügung stinn, wéll ech just den Accord vun der ADR zu dësem Projet bréngen.

**M. le Président**.- Merci, Här Henckes. D'Regierung huet d'Wuert.

**M. Luc Frieden**, Ministre de la Justice.- Här President, Dir Dam-

men an Dir Hären, ech stelle mat Satisfaktioun fest, datt déi iwwergrouss Majoritéit vun dësem Parlement, mat der Ausnahm, wéi gesot, vun der Demokratescher Partei, vun der demokratescher Fraktion, hei säi staarke Wëllen ausgedréckt huet, fir mat dësem Instrument vun enger klarer Regelung vun den DNA-Datebanken, d'Opdeckung vu Strofdoten ze verbesseren. Mir hunn zu Lëtzebuerg och haut - an dat hunn eng Rei vun de Riedner hei gesot - schonn DNA-Analysen, mä mir hu keng Gesetzgebung, fir déi ze stockéieren, fir déi ofzegläiche mat aneren DNA-Preuven, déi mer ophuelen.

Duerfir mengen ech, ass dat hei e Gesetz, wat eis an der Kriminalitéitsbekämpfung, bei der Opdeckung vu Strofdoten helleft. Et ass e Gesetz, wat awer och d'Rechts-sécherheet ronderém déi DNA-Analysé besser mécht.

An duerfir wéll ech och der Rapportrice vun dësem Projet de loi, der honorabler Madame Doerner, Merci soe fir déi vill a gutt Aarbecht, déi se an dësem Kontext geleescht huet, grad ewéi de Kollegae aus der juristescher Kommission.

Ech ginn zou, als Auteur vun deem Projet de loi, datt d'Technike ronderém déi DNA- oder ADN-Analysen äusserst kompliziéiert sinn. Mä wesentlech ass, an ech hunn dat och a ville Gespréicher mat auslännesche Kollege gemierkt, datt et zu der Panoplie vun den effikassen Instrumenter vun der Opdeckung vu Verbriechen, Morden, Sexualverbriechen an anere schlëmmen Strofdote gehéiert, datt een eng kloer Gesetzgebung iwwert DNA-Analysen huet. A wa mir kucken, wat an den Nopeschlänner, déi schonn zénter enger Rei Joren esou Banque-de-donnéen hunn, konnte Strofdoten opgedeckt ginn, dann, mengen ech, ass et gutt, datt mer hei och esou e Gesetz zu Lëtzebuerg maachen.

Ech mengen, et ass gutt fir d'Opklärung. Et ass och gutt fir d'Verhënnérung vu Strofdoten, besonnesch bei deenen, déi Widderhuelungstäter sinn. Well wa Persounen, ech denken hei och besonnesch erém eng Kéier un d'Sexualverbriecher, schonn eng Kéier eng Strodot gemaach hunn, a si wéssen, datt hir Donnéeen an enger Datebank stockéiert sinn, a se domadder vill méi liicht kënne bei enger zweeter Strodot iwwerféiert ginn, dann ass dat och e preventiiv Element, well se vill manner séier nach eng Kéier esou eng schrecklech Strodot beginn.

DNA huet och dee groussen Avantage, datt et eng ganz héich Zouverlässigkeit gëtt vun deem Resultat vun deenen Analysen; wat positiv ass, engersäts fir d'Iwwerféierung vun den Täter an annersäts awer och fir d'Entlaaschtung vu Leit, déi an enger Enquête sinn an déi awer náischt mat enger Strodot ze doen hunn.

An duerfir mengen ech, datt mat dësem Gesetz contrairement zu deem, wat d'DP hei an och op enger Pressekonferenz behaapt huet, absolut keng fundamental Mënschrechter a keng Fräheitsbedürfnisse vun der Gesellschaft a Klammere gesat ginn, mä am Géigendeel, datt mer hei e klore Mëttelwee fonnt hunn, baséierend op de Gesetzer vun eisen Nopeschlänner. Dat hei ass kee Gesetz, wat ech erfonnt hunn. Mir hunn eis inspiréiert un den Nopeschlänner, déi Erfahrung domadder hunn: un der Belsch, u Frankräich, un England - wat iwwregens vill méi wält geet -, un Dänemark, wat zum Deel méi wält geet, fir hei och an Zukunft sécherzestellen, datt mir bei Strofdoten am Intérêt vun den Affer vu Strofdoten zu enger besserer Opklärung kommen.

Et ass kloer, datt wann hei den ADN non codant gespeichert gëtt, wou mer also net de genetische Code vun de Leit speichern, datt dat geschitt énnert der Kontroll vun

engem Magistrat. Alles dat - an ech ginn net nach eng Kéier op all déi juristesche Sécherheeten an, déi mir agebaut hunn -, fir sécherzestellen, datt hei net egal wat gemaach gëtt, mä datt mer eis hei, ech soen et nach eng Kéier, en effikasst Instrument vun der Kriminalitéitsbekämpfung ginn.

Dat ass konsequent an däi Politik, déi mer viru Joren ugefaangen hunn. Dat ass en ligne mat deenen anere Gesetzer, déi mer hei gemaach hunn. An ech sinn och duerfir frau, datt dëst Gesetz souwuel vun der CSV-DP-Regierung wéi vun der CSV-LSAP-Regierung eestëmmeg approuvéiert ginn ass. Well et ass selbstverständliche, datt dee Projet de loi net an d'Chamber komm wär, wann eng vun de Koalitionsparteie sech bei dësem Projet de loi net positiv dierfir ausgedréckt hätt.

Et ass net némmen national wichteg, et ass och international wichteg, datt mer dat Gesetz hei kreien. Well ech hunn och virun enger Zäit e Projet de loi an dëser Chamber déposéiert, de sou genannte Vertrag vu Prüm - eng Zort Schengen II oder III, wéi en och nach genannt gëtt -, wou mer och mat enger Rei vun eisen Nopeschlänner déi DNA-Datebanke wölle matenee verbannen. Well et ass ganz kloer, datt wann e Stroftäter op Tréier geet, einfach fir sech enger Enquête zu entzéien, da muss een och sécherstellen, datt d'Police vun hei énnert der Kontroll vun der Justiz mat den Autoritéite vun zum Beispill Däitschland - ee Beispill - ka kucken, ob iwwer eng gewësse Persoun net verschidden Donnéeen an enger Banque de données iwwert DNA-Analysen dra sinn.

An duerfir hoffen ech och, datt mer nach am Laf vun dësem Joer deen Accord vu Prüm kënnen hei an der Chamber approuvéieren, well mer dann och eng net némmen national Dimensioun bei den DNA-Analysen hunn, mä eng europäesch Dimensioun. Mir wäerten dat heite seriö maachen, no deene wëssenschaftlechen Erfahrungen, déi mer haut hunn; déi selbstverständliche émmer erém ze iwwerkucke sinn.

**(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)**

Ech géing och soen, datt ech et net als en negative Punkt ugesinn, datt mer haut déi Analysen an auslännesche Laboratoire maache loosen. Éischtens si mer a wölle mer Europäer sinn. Duerfir stéiert et mech net, wann een op Stroossbuerg oder op Metz eng Analyse maache geet. Dat ass och eng Garantie fir de Seriö vun deenen Analysen, déi gemaach ginn.

Trotzdem kann ech lech soen, an ech soen dat och hei a Presenz vum Här Gesondheetsminister, datt mer an der Regierung décideert henn e Laboratoire oder eng Sektioun fir d'Médecine légale an der zweeter Phas vum nationale Geondheetslaboratoire zu Diddeleng ze maachen.

D'Regierung ass sech dorriwwer eens, déi Planunge sinn amgaangen, an dat kënnt also an dee Laboratoire national de Santé an der zweeter Phas mat dran. Dorriwwer ass sech d'Regierung eens. Dofir brauche mer och keng Motioun, déi eis dozou encouragéiert. Mir haten dat vläicht net matgedeelt, well mir kënnten net alles matdeelen. Mir maachen och net fir alles eng Pressekonferenz.

À propos zu däi Pressekonferenz vun de Kollege vun der Demokratescher Partei wollt ech lech soen, datt aus Respekt virum Parlament ech net deen Dag duerno eng Pressekonferenz gemaach hunn, fir déi Punkten ze widderleeën, déi do gesot gi sinn an déi, wéi gesot, a Kontradiktoun si mat villem wat mer gemeinsam bei dësem Projet,

wéi mer en déposéiert hunn, gesot hunn. Ech géing awer proposéieren, datt mer, wann de System bis besteet, emol eng Kéier ganz praktesch, och mat Députéierten, mat der Press, kenne kucke goen, wéi dann déi Analysé gemaach ginn. Déi gi vun Officiers de police judiciaire gemaach, déi ginn transportéiert vun der Police. Dat gëtt also alles op eng professionell Aart a Weis gemaach.

Haut, wéi gesot, gi se an auslännesche Laboratoire examinéiert. Dat décideert den Untersuchungsrichter. Et kann ee schonn emol eng Kéier, fir datt d'Leit och konkret wëssen, wat an a wéi engen Hypotheses dat gemaach gëtt, dat och praktesch virstellen, well ech mengen et ass schonn eppes, wat d'Bierger ugeet. Et ass, wéi gesot, e wichteg Instrument, an ech wéll och nach eng Kéier drop hiweisen, datt mer hei en ligne leie mat deem wat och aner Länner an Europa gemaach hunn, déi ganz positiv Erfahrungen domat gemaach hunn.

Ech weisen d'Chamber zum Beispill drop hin - ech weess net ob d'Kommissiou dat Dokument hat -, datt et eng ganz interessant Analyse comparative gëtt vum Januar 2006 vum franséische Senat, déi eng fënnef, sechs Gesetzgebungen niewenteneen analyséiert, an do gesäit een, datt eise Projet sech areit an eng räsonnable Approche, mä awer eng déterminéiert Approche fir d'Opklärung vu Strofdoten ze maachen.

Ech respektéieren, datt Leit zu deem Projet hei aner Meenungen hunn. Ech akzeptéieren net, datt hei affirméiert gëtt, datt duerch dëse Projet d'Grondfräiheete géinge méi kleng ginn. D'Grondfräiheete ginn heimaddet a ken-gem Mooss a Fro gestallt, well et énnert der Kontroll vun der Justiz mat klore Regele geschitt. Am Géigendeel ginn d'Fräiheete méi grouss, well et gëtt keng Fräiheit ouni Sécherheet, a wa mer d'Opklärungsquot net weider nach eropkréien, da kenne mer och net vun eise Grondfräiheete profitéieren. Duerfir soen ech all deene Merci, déi hir breet Zoustëmmung an dësem Parlament de Mëtten ausgedréckt hinn.

Op déi Amendementé ginn ech net eenzel an. Ech soe just, datt, wa mer dat géingen esou maache wéi dat an deenen Amendementé vun de Kollege vun der DP-Fraktion proposéiert ginn ass, da géinge mer dëst Gesetz substanziel ofschwächet a mir géingen et oneffikass maachen. Eng ganz Rei vu Strofdoten - an e puer Kollegen hunn dat och virdrun hei gesot - géingen iwwerhaapt net méi drénner falen. Dann hätt d'Gesetz quasi kee Sén. Duerfir géing ech d'Chamber aus der Regierungssicht hier bidden, dës Amendementen ofzelehn.

D'Motioun, wou mer opgefuerdert ginn ze soen ob mer en Institut de médecine légale maachen, hunn ech beäntwert. Datt mer dat mat däi néideger Rigueur scientifique maachen, cela va de soi. Duerfir mengen ech och, datt déi Motioun net bräicht d'Zoustëmmung vum Parlament ze fannen. Par contre fannen ech et guer net anormal, datt d'Parlament zur Regierung seet: Kommt emol no engem Joer zréck an da sot Der wat Ar Erfahrungen domat sinn. Dat ass keng nei Method vum Réglage, dat ass, mengen ech, einfach eng intelligent Approche fir ze kucken, ob déi Gesetzer, déi ee proposéiert, duerch d'Erfahrung, déi ee mat hinne gewönnt, net kennen nogebessert ginn.

Ech mengen et wier iwwerhieflech ze soen, wann ee mat engem Gesetz an d'Chamber kënnt: Hei ass et, dat ass fir déi nächst 20 Joer gutt. Ech mengen, datt ee soll bescheide si wann een Texter mécht. Mir hunn dat Gesetz hei gemaach, inspiréiert un auslänneschen Texter. Ech mengen, datt et e gudden Text ass, en effikassen Text ass, mä ech fannen et eng gutt Iddi, an

duerfir sinn ech och d'accord mat der Motioun 1, déi hei déposéiert ginn ass, fir datt mer géingen an engem Joer - vläicht ass ee Joer ze fréi, vläicht muss een e bësse méi laang waarden -, mä ech sinn awer domadder d'accord ze kucke mat der Justiz, mat der Police, wéi wäit si mer komm, wat sinn eis Erfahrungen, an dann, wann dat nouwendeg ass, ze verbessernen. Doriwwer fanne mer jo dann och dee Moment, huellen ech un, gradsou e grousse Konsensus wéi deen, dee mer haut fonnt hunn.

Nach eng Kéier: Ech si fru, datt mer dëst Gesetz stëmmen. Et ass héich Zäit fir et ze stëmmen, well mir kréien eng besser Kriminalitéitsbekämpfung an eng besser Opdeckung vun der Kriminalitéit zu Lëtzebuerg.

Merci.

**Plusieurs voix**.- Très bien.

**M. le Président**.- Merci, Här Minister.

**Mme Colette Flesch (DP)**.- Här President!

**M. le Président**.- D'Madame Flesch huet d'Wuert nach eng Kéier gefrot.

**Mme Colette Flesch (DP)**.- Ech froen d'Wuert en application vum Artikel 35 (8).

**M. le Président**.- Dann hutt Dir d'Wuert, Madame Flesch.

**Mme Colette Flesch (DP)**.- Här President, l'éif Kolleggen, ech hunn d'Parole après ministre gefrot, well ech gemengt hunn et wär awer wichtig drop hinzeweisen, dass et net esou ass, dass mir net der Meenung wären, dass hei muss e Gesetz gestëmmt ginn. Et däerf ons awer sécher dach erlaabt sinn ze soen, dass mer op verschidde Punkte mat deem Gesetz net d'accord sinn.

Ech weess genee, Här President, dass den Arrêté grand-ducal de dépot am Abrëll 2004 énnerschrifwe ginn ass, an dass den Dépot am Mee 2004 effectuéiert ginn ass, mä jiddferengem Députéierte stéet et fräi ze versichen en Text ze verbessernen, deen esou ofzeännere wéi hien oder si mengt, dass e kéint verbessert ginn. Dat hinn ech bei dësem Projet gemaach. Ech hu mech ganz engagéiert. Ech war net an der Regierung an ech war net an der Chamber, ech hinn net un deene Virgespréicher deelgeholl, a kenger Form, an ech hu meng Fraktioune kennen iwwerzeegen, dass mä Point de vue dee richtege war, an ech si menger Fraktioune dankbar, dass se mech do suivéiert huet.

Et ass net onüblech, dass, wann e Projet emol déposéiert ass, een dann nach kann Ännernungen dru virhuelen. Also ech verwiere mech dergéint, dass ee mer sollt soen, dass een dat net hätt däerfe maachen. An ech verwiere mech och dergéint, dass ee seet, et wär kee staarke Wëllen op Säite vun der DP do, fir an deem Domän ze légiféréieren. Mir sinn déi Éischt, déi mengen, dass do misst légiféréiert ginn, mä mir wölle verschidde Saachen net aus den Ae verléieren.

Ech déposéieren, Här President, déi Amendementen a Motiounen, déi mer agerecht hinn, mat elo fënnef Énnerschriften, well dat jo virdrun net de Fall war, an ech géing gären, wann Der erlaabt, och vun deene puer Minutte Gebrauch maachen, fir zu der Motioun 1 eppes ze soen.

Ech hat virdru gesot, mir géingen déi Motioun matdroen, mä ech hätt d'Considéranten nach net gesinn. Entre-temps hu mer d'Dokument kritt, an ech muss lech soen, Här President, dass mer mam Considérant fënnef net kennen d'accord sinn, dee seet: «que le projet de loi subventionné opte pour une approche modérée entourant le régime mis en place de garanties appropriées de nature à apaiser les

crointes et les appréhensions pouvant exister en la matière». Onser Meuning no sinn d'Garantien net appropriéiert. Wann do géing stoen «certaines garanties», da kéinte mer nach souquer mat op de Wee goen, mä d'«garanties appropriées», déi sinn an onsem Sénn net ginn. Wann also dee Considerant bestoe bleibt, kenne mer dës Motiou net mat ofstëmmen.

Mir froen, Här President, bien entendu de Vote zu onsen Amendementen an zu onser Motiou par voie électronique.

**M. le Président.**- Très bien. Gutt. Ier mer dann iwwert de Projet de loi können ofstëmmen, befaasse mer eis elo fir d'éischt mat deene fénnef Amendementen, déi d'Madame Colette Flesch déposiert huet. Déi Amandementen sinn énnerschriwwen der Madame Flesch an den Häre Grethen, Bettendorf, Mersch an Helminger.

#### Amendment 1

Mir stëmme fir d'éischt iwwert den Amendment 1 betreffend den Artikel 7 of. Voilà, de Vote électro-nique.

**Mme Colette Flesch (DP).**- Ech hat d'Division gefrot.

**M. le Président.**- Gelift?

**Mme Colette Flesch (DP).**- Ech hat beim Amendment 1 d'Division gefrot, well déi eenzel Deeler vum Amendment am Fong ganz verschidde Considératioune beinhalten.

Dat eent ass - ech hunn elo den Amendment net énner den Aend'Rehabilitatioun, dat anert ass den Délai vu fénnef Joer, an am zweete Paragraph ass et en Text vum Conseil d'Etat. Dat sinn alles dräi verschidde Saachen, déi zwar an deemselwechten Artikel 7 sinn, mä ech mengen et kéinte verschidde Leit vläicht mat der Rehabilitation net d'accord sinn, mä awer mam Délai vu fénnef Joer d'accord sinn. Dofir mengen ech wär et richtege, wann ee géing iwwert de Paragraph 1, iwwert de Paragraph 3 oder iwwert de Punkt 1 an de Punkt 3 vum Paragraph 1 an iwwert de Paragraph 2 separat ofstëmmen.

**M. le Président.**- Ech hat geduecht, Madame Flesch, wat den Artikel 7 ubelaangt, hutt Dir eng Partie Modifikatiounen um Text proposiert an Dir frot, d'Chamber soll ofstëmmen, ob den Artikel 7, esou wéi Dir en an amendéierter Form presentéiert, ob d'Chamber mat dår amendéierter Form vum Artikel 7 d'accord ass, jo oder neen. Ech mengen esou kënnt ee virgoen.

Et si jo hei eng ganz Rei Saachen an deem Artikel mat deenen Dir och d'accord sidd.

**Mme Colette Flesch (DP).**- Jo.

**M. le Président.**- Dir hätt just gären op eenzelne Punkten eng Modifikatioun, en Amendement. Dofir mengen ech wär et normal wann ech géif d'Chamber froen, ob se d'accord ass mat dår Proposition, déi Dir hei maacht fir den Artikel 7, ob d'Chamber déi Proposition, déi Dir maacht, unhélt, jo oder neen. Doriwwer stëmme mer of. Nach eng Kéier d'Madame Flesch.

**Mme Colette Flesch (DP).**- Artikel 43: «La division est de droit», wa se gefrot ass. Mir froe se.

**M. le Président.**- Gutt. Dat wéll dann heeschen, dass mer beim Artikel 7 iwwert d'Punkten 1 an 3 ofstëmmen...

#### (Interruption)

De Punkt 1 fir d'éischt.

**Mme Colette Flesch (DP).**- De Punkt (1) 1., an dann den 3.

**M. le Président.**- De Punkt

(1) 1., dann de Punkt (1) 3., an dann de Punkt Artikel 7 (2), Alinea, première phrase.

#### (Hilarité)

**Mme Colette Flesch (DP).**- Neen, neen. Dat ass den Alinea 2.

**M. le Président.**- Dann de ganzen Alinea. Très bien.

#### Amendment 1 (art. 7 (1) 1.)

Also, wat den Amendment 1 ubelaangt, freeet d'Madame Flesch, dass mer iwwer all eenzel Modifikatioun, déi si an deem Artikel proposiert par voie d'amendment, ofstëmmen. Mir stëmmen also elo of. Kolleginnen a Kolleegen, fir datt dat kloer ass, iwwert den Artikel 7 Punkt (1) 1. Et geet ém déi zwee Wieder «réhabilitée ou», ob mer déi unhuelen, jo oder neen. De Vote fänkt un.

#### Vote

**Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).**- Ee Moment!

#### (Hilarité)

**M. le Président.**- War et net kloer, iwwer wat mer ofstëmmen?

**Une voix.**- Dach, et ass just e bësse vill.

**Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).**- D'Procuratioun ass net färdeg.

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Eis Maschinne si méi lues wéi Är.

**M. le Président.**- Da kucke mer elo, ob mer se allegueren hunn.

Ech kann lech soen, dass den Amendment - ech kann elo net vun Amendemente schwätzen -, ech kann némme soen, dass d'Modifikatioun, déi d'Madame Flesch gefrot huet nom Artikel 7 Punkt (1) 1., «réhabilitée ou», dass déi verworff ass mat 49 Nee-Stëmmen, bei 10 Jo-Stëmmen.

**Ont voté oui:** MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Claude Meisch), Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner.

**Ont voté non:** Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Martine Stein-Mergen), Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Paul-Henri Meyers), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

**MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;**

**MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;**

**MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koopp et Robert Mehlen;**

**M. Aly Jaerling.**

#### Amendment 1 (art. 7 (1) 3.)

Da stëmme mer of iwwert d'Modifikatioun am Artikel 7, Punkt (1) 3., wou et geet ém «cinq», fénnef Joer oder net fénnef Joer. Mir stëmmen elo iwwer fénnef Joer oder net fénnef Joer of. De Vote fänkt un.

#### Vote

Och déi Modifikatioun ass vun der Chamber verworf mat 50 Nee-Stëmmen, bei 10 Jo-Stëmmen.

**Ont voté oui:** MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Niki Bettendorf), Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner.

**Ont voté non:** Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Martine Stein-Mergen), Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

**Ont voté non:** Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Martine Stein-Mergen), Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

**MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;**

**MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;**

**MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koopp et Robert Mehlen;**

**M. Aly Jaerling.**

#### Amendment 1 (art. 7 (2))

Da stëmme mer of an deemselwechten Amendment iwwert den Artikel 7 Punkt (2). De Vote fänkt un.

#### Vote

Och déi Modifikatioun ass ofgelehnt mat 50 Nee-Stëmmen, bei 10 Jo-Stëmmen.

**Ont voté oui:** MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Charles Goerens), Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner.

**Ont voté non:** Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Nancy Arendt), Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Paul-Henri Meyers), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

**Ont voté non:** Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Marcel Glesener), Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Paul-Henri Meyers), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

**Ont voté non:** Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Marcel Glesener), Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Paul-Henri Meyers), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

**MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;**

**MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;**

**MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koopp et Robert Mehlen;**

**M. Aly Jaerling.**

#### (Négation)

Jo, gutt.

#### Amendment 2

Da komme mer zum Amendment 2.

#### Vote

Den Amendment 2 ass ofgelehnt mat 50 Nee-Stëmmen, bei 10 Jo-Stëmmen.

**Ont voté oui:** MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Niki Bettendorf), Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner.

**Ont voté non:** Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Martine Stein-Mergen), Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

**Ont voté non:** Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Martine Stein-Mergen), Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

**MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;**

**MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;**

**MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koopp et Robert Mehlen;**

**M. Aly Jaerling.**

#### Amendment 4

Den Amendment 4 geet iwwert den Artikel 48-7. (1).

#### Vote

Den Amendment 4 ass verworf mat 50 Nee-Stëmmen, bei 10 Jo-Stëmmen.

**Ont voté oui:** MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Niki Bettendorf), Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner.

**Ont voté non:** Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Martine Stein-Mergen), Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

**MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;**

**MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;**

**MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koopp et Robert Mehlen;**

Da stëmme mer elo iwwert de gesamte Projet de loi of. De Vote fänkt un.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

De Projet de loi ass ugeholl mat 50 Jo-Stëmmen, bei 10 Abstentiounen.

*Ont voté oui:* Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Martine Stein-Mergen), Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kae, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Paul-Henri Meyers), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydia Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koopp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

*Se sont abstenus:* MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Henri Grethen), Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Gett d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Dann ass et esou décidiert.

Mir stëmmen elo of iwwert d'Motiounen.

**Motion 1**

Fir d'éischt d'Motioun 1, agereecht vun der Madame Doerner. Eng Motioun, déi vun der Regierung ugehol ginn ass.

Këne mer par main levée iwwert déi Motioun ofstëmmen?

**(Assentiment)**

**Vote**

Wien d'accord ass mat d'r Motioun, ass gebieden d'Hand an d'Lucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

D'Motioun 1 ass mat ganz grousser Majoritéit ugehol.

**Motion 2**

Mir kommen zur Motioun 2.

Ass de Vote électronique verlaagt?

**(Assentiment)**

Gutt. De Vote fänkt un.

**Vote**

D'Motioun 2 ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmmen, bei 22 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui:* MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Henri Grethen), Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss (par

Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koopp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

*Ont voté non:* Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Martine Stein-Mergen), Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kae, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Paul-Henri Meyers), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydia Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

**2. Heure d'actualité demandée par le groupe CSV au sujet des pratiques commerciales de la Coditel (suite)**

Mir kommen zum Vote vun der Motioun, déi den honorablen Här Henckes géschter während der Aktualitésstonn iwwert d'Coditel déposéiert huet. Dés Motioun dréit nach némmen eng Énnerschrëft.

**M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Här President, ech wollt proposéieren, en vue vun den Deklaratiounen, déi den Här Minister géschter gemaach huet, datt hie weilt am zweete Semester vun désem Joer, dat heescht vum 1. Juli un, dem ILR an deem Senn d'Aarbecht ginn, fir ze kucken, ob déi ganz Coditel an d'Câblo-opérateuren, ob déi énnert d'Législatiou falen, a wéi dat soll ausgeluecht ginn, fir déi Motioun einfach an d'Kommissioun ze verweisen an dann ze kucken, wéi deen Dossier an der Praxis evoluéiere wäert.

**M. le Président.**- Ass d'Chamber d'accord mat der Propositioun vum Här Henckes, fir déi Motioun an d'Kommissioun ze verweisen?

**(Interruption)**

Här Bausch.

**M. François Bausch (DÉGRÉNG).**- Vun der Form hier géing ech awer proposéieren, datt mer eis en conformité mam Reglement géinge setzen, well am Moment ass déi Motioun do guer net valabel, well se keng fénnef Énnerschrëften huet. Mir sinn awer bereet als gréng Fraktioun, fir datt se kann zur Sprooch kommen, dann dem Här Henckes déi Motioun...

**Plusieurs voix.**- Ooohhh!

**Une voix.**- Dat géing jo schéin ausgesinn, wann Dir déi fénnef Énnerschrëfte géift ginn.

**M. le Président.**- Jo dann, fir da ganz Kloer an däitlech ze sinn, wéiss ech elo gären, vu wiem déi Motioun énnerschriften ass. Déi Här Gibéryen, Mehlen, Koopp a Jaerling.

**Une voix.**- Ma dann hu se jo fénnef Énnerschrëften.

**M. le Président.**- Gutt, dann ass et déi fréier ADR-Fraktioun, déi déi Motioun hei énnerschriften huet. Ass d'Chamber d'accord, fir déi Motioun an d'Kommissioun ze verweisen?

**(Assentiment)**

Voilà. D'accord.

Dir Dammen an Dir Hären, da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, zur Interpellatioun vum honorablen Här Niki Bettendorf iwwert d'Drogeproblematisch hei zu Lëtzebuerg. D'Riedezaït ass nom Modell 2 festgelaucht. Bis elo sinn ageschriwwen: d'Madame Stein, den Här Angel an d'Madame Loschetter. Wien nach wéllt Stellung huelen, ass gebiede sech anzeschreiwen.

**(Interruptions)**

Den Här Mehlen an den Här Jaerling. Voilà, elo huet den Interpellant d'Wuert, den honorablen Här Niki Bettendorf.

**3. Interpellation de Monsieur Niki Bettendorf au sujet du phénomène de la drogue au Luxembourg**

**M. Niki Bettendorf (DP), interpellateur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hinn déi Interpellatioun iwwert d'Drogepolitik Mëtt Januar vun désem Joer ugefrot, well ech der Meenung sinn, datt am Ablack d'Drogeproblematisch keen oder héchstens en zweetrangege Sujet an der politischer Debatt hei zu Lëtzebuerg ass.

**(M. Laurent Mosar prend la Présidence)**

Am Februar 2005, also virun engem Joer, hate mer hei an der Chamber en Débat d'actualité op Initiativ vum Kolleg Angel zu désem Thema. Jidderee queesch duerch d'Parteien huet op d'Wichtegkeet vun engem effikasser Drogopolitik higewisen, an datt wäert och haut net vill anescht sinn. Ech hoffen awer, dass d'Interpellatioun derzou báidroe wäert, datt et net bei de Sonndesriede bleibt. Mir brauchen eng resolut Drogopolitik, déi d'Aen net virun der Realitéit zoudréckt.

Ech wéll hei drun erënneren, datt zum Beispill énnert dem viregte Gesondheetsminister a fénnef Joer de Budget fir deen Domän ém 360% geklommen ass. Dat fält énnert déser Regierung bei wäitem méi knapps aus.

**Une voix.**- Wie war dat dann?

**M. Niki Bettendorf (DP), interpellateur.**- An der Zwëschenzäit sinn d'Dauwen erém an der Stad gelant. Et sinn der awer och e puer zu Mamer an zu Bartreng hänke bliwwen. Idem ass et esou mat der Prostitutioun. Idem ass et esou mat der Drogenzeen.

Ech bëssen datselwecht versiche mer och ebe mat der Drogenzeen ze maachen. Mir wéissen awer och, dass dat keng Lösung ass. Esou huet d'Drogenzeen sech an der Stad vum Aldringen an de Park verlagert. A wann d'Dealere vun do fortgejot ginn, dann entsteet geschwénn eben en neien Treffpunkt.

Eng Drogopolitik, déi wierklich efikass si wéllt, muss op engem Gesamtkonzept baséieren a ka sech net eleng op Repressioun limitiéieren. Repressioun eleng entsprécht enger Sisyphusaarbecht, mat d'r een et net färdeg bréngt d'Situatioun an de Gréff ze kréien.

D'Situatioun hei am Land ass alles anescht wéi berouegend. Ech ginn lech fir Lëtzebuerg zwou Zuelen:

1999 goufen zu Lëtzebuerg 92.000 Sprétzen un Drogéierter verdeelt. 2004 goufen zu Lëtzebuerg schonn enregistréiert 340.000 Sprétze verdeelt. 340.000 Seringüé mat deene sech e Schoss gesat gouf.

Hu mer wierklich alles am Gréff? Setzt eis Gesellschaft sech wierklich mat der gréisser Determinatioun an, fir dem Drogopolitik bázekommen? Ass eis Politik op der Héicht, oder muss net och si sech konstant a Fro stellen? Wou wäre mer drun ouni den onermiddlechen Asaz vun ONGen, deenen ech hei op déser Platz häerzlechst félicitiere wéll fir hiren héijen Engagement?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hinn net eleng lokal Problemer, net eleng national Problemer. Duerfir lount et sech fir iwwert d'Grenzen eraus, mindestens europawäit, ze kucken. Weltwäit sinn et 200 Milliounen Mënschen, dat si 5% vun der Weltpopulatioun, zwësche 15 a 64 Joer, déi an de leschten zwielef Méint mindestens eemol Droge geholl hinn. Géischter stoung ganz grouss am „Tageblatt“: „jährlich mindestens mehr als 20.000 Drogentote in der Europäischen Union“. 8.000 Leit eleng stierwen all Dag an der Europäischer Unioun un engen Iwwerdosis.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hinn net eleng lokal Problemer, net eleng national Problemer. Duerfir lount et sech fir iwwert d'Grenzen eraus, mindestens europawäit, ze kucken. Weltwäit sinn et 200 Milliounen Mënschen, dat si 5% vun der Weltpopulatioun, zwësche 15 a 64 Joer, déi an de leschten zwielef Méint mindestens eemol Droge geholl hinn. Géischter stoung ganz grouss am „Tageblatt“: „jährlich mindestens mehr als 20.000 Drogentote in der Europäischen Union“. 8.000 Leit eleng stierwen all Dag an der Europäischer Unioun un engen Iwwerdosis.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hinn net eleng lokal Problemer, net eleng national Problemer. Duerfir lount et sech fir iwwert d'Grenzen eraus, mindestens europawäit, ze kucken. Weltwäit sinn et 200 Milliounen Mënschen, dat si 5% vun der Weltpopulatioun, zwësche 15 a 64 Joer, déi an de leschten zwielef Méint mindestens eemol Droge geholl hinn. Géischter stoung ganz grouss am „Tageblatt“: „jährlich mindestens mehr als 20.000 Drogentote in der Europäischen Union“. 8.000 Leit eleng stierwen all Dag an der Europäischer Unioun un engen Iwwerdosis.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hinn net eleng lokal Problemer, net eleng national Problemer. Duerfir lount et sech fir iwwert d'Grenzen eraus, mindestens europawäit, ze kucken. Weltwäit sinn et 200 Milliounen Mënschen, dat si 5% vun der Weltpopulatioun, zwësche 15 a 64 Joer, déi an de leschten zwielef Méint mindestens eemol Droge geholl hinn. Géischter stoung ganz grouss am „Tageblatt“: „jährlich mindestens mehr als 20.000 Drogentote in der Europäischen Union“. 8.000 Leit eleng stierwen all Dag an der Europäischer Unioun un engen Iwwerdosis.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hinn net eleng lokal Problemer, net eleng national Problemer. Duerfir lount et sech fir iwwert d'Grenzen eraus, mindestens europawäit, ze kucken. Weltwäit sinn et 200 Milliounen Mënschen, dat si 5% vun der Weltpopulatioun, zwësche 15 a 64 Joer, déi an de leschten zwielef Méint mindestens eemol Droge geholl hinn. Géischter stoung ganz grouss am „Tageblatt“: „jährlich mindestens mehr als 20.000 Drogentote in der Europäischen Union“. 8.000 Leit eleng stierwen all Dag an der Europäischer Unioun un engen Iwwerdosis.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hinn net eleng lokal Problemer, net eleng national Problemer. Duerfir lount et sech fir iwwert d'Grenzen eraus, mindestens europawäit, ze kucken. Weltwäit sinn et 200 Milliounen Mënschen, dat si 5% vun der Weltpopulatioun, zwësche 15 a 64 Joer, déi an de leschten zwielef Méint mindestens eemol Droge geholl hinn. Géischter stoung ganz grouss am „Tageblatt“: „jährlich mindestens mehr als 20.000 Drogentote in der Europäischen Union“. 8.000 Leit eleng stierwen all Dag an der Europäischer Unioun un engen Iwwerdosis.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hinn net eleng lokal Problemer, net eleng national Problemer. Duerfir lount et sech fir iwwert d'Grenzen eraus, mindestens europawäit, ze kucken. Weltwäit sinn et 200 Milliounen Mënschen, dat si 5% vun der Weltpopulatioun, zwësche 15 a 64 Joer, déi an de leschten zwielef Méint mindestens eemol Droge geholl hinn. Géischter stoung ganz grouss am „Tageblatt“: „jährlich mindestens mehr als 20.000 Drogentote in der Europäischen Union“. 8.000 Leit eleng stierwen all Dag an der Europäischer Unioun un engen Iwwerdosis.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hinn net eleng lokal Problemer, net eleng national Problemer. Duerfir lount et sech fir iwwert d'Grenzen eraus, mindestens europawäit, ze kucken. Weltwäit sinn et 200 Milliounen Mënschen, dat si 5% vun der Weltpopulatioun, zwësche 15 a 64 Joer, déi an de leschten zwielef Méint mindestens eemol Droge geholl hinn. Géischter stoung ganz grouss am „Tageblatt“: „jährlich mindestens mehr als 20.000 Drogentote in der Europäischen Union“. 8.000 Leit eleng stierwen all Dag an der Europäischer Unioun un engen Iwwerdosis.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hinn net eleng lokal Problemer, net eleng national Problemer. Duerfir lount et sech fir iwwert d'Grenzen eraus, mindestens europawäit, ze kucken. Weltwäit sinn et 200 Milliounen Mënschen, dat si 5% vun der Weltpopulatioun, zwësche 15 a 64 Joer, déi an de leschten zwielef Méint mindestens eemol Droge geholl hinn. Géischter stoung ganz grouss am „Tageblatt“: „jährlich mindestens mehr als 20.000 Drogentote in der Europäischen Union“. 8.000 Leit eleng stierwen all Dag an der Europäischer Unioun un engen Iwwerdosis.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hinn net eleng lokal Problemer, net eleng national Problemer. Duerfir lount et sech fir iwwert d'Grenzen eraus, mindestens europawäit, ze kucken. Weltwäit sinn et 200 Milliounen Mënschen, dat si 5% vun der Weltpopulatioun, zwësche 15 a 64 Joer, déi an de leschten zwielef Méint mindestens eemol Droge geholl hinn. Géischter stoung ganz grouss am „Tageblatt“: „jährlich mindestens mehr als 20.000 Drogentote in der Europäischen Union“. 8.000 Leit eleng stierwen all Dag an der Europäischer Unioun un engen Iwwerdosis.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hinn net eleng lokal Problemer, net eleng national Problemer

**M. Niki Bettendorf (DP), interpellateur.**- Also wann d'Madame Mutsch krank ass, dann ass se vu menger Säit aus selbstverständlēch entschlēllegt.

Et gëtt eng europäesch Beobachtungsstell fir Drogen an Drogensucht, déi an hirem Joresbericht 2005 de Stand vun der Problematik an Europa duerleert. Interessant fir Lëtzebuerg ass, datt - jo, dat hunn ech elo grad scho virgelies, also dat brauch ech elo net nach eng Kéier ze widderhuelen.

Op alle Fall ass et schued feststellen, datt sät 2004, sät déi nei Regierung zu Lëtzebuerg d'Soen huet, eis Santéskommission nach net eng Kéier iwver illegal Droge geschwatt respектив diskutéiert huet. Vun 2004 bis haut nach net eng Kéier! Sougwer de Lëtzebuerger Rapport Relis war nach net op engem Ordre du jour. Eng Drogekommission gëtt et sät 2004 net méi. Déi gouf an d'Santéskommission integréiert, wat ka Senn maachen, mä da muss dës Santéskommission awer och d'Aufgabe vun der Drogekommission iwverhuelen. Datselwecht gëllt och fir Bioethikspros.

Ech presentéiere keng Motioun, fir d'Spezialdrogekommission erém anazeféieren, mä déi Responsabel musse sech awer hirer Aufgabe bewosst sinn an déi Aufgabe vun der Spezialdrogekommission iwverhuelen.

Här President, erlaabt mer eng Parenthèse zu menger Interpellation. Am Allgemenge maachen ech mer Suergen, echt Suergen iwwert de Fonctionnement vun eiser Chamber. Mir sinn e klenkt Parlament mat 60 Deputéierten. Mir hunn déiselwecht Aarbecht wéi an engem ganz groussen Parlament, genausou vill Gesetzer ze stëmmen, genausou vill europäesch Direktiven an nationaal Recht émzesetzen. Mir hu méi Déplacementer a méi Visiteuren an eisem Parlament. Mir hunn also als Parlementarier proportionell vill méi Aarbecht, an dat mat manner Assistente wéi an engem groussen Parlament. Dobäi ass eis Aarbecht op en hallwen Job gesetzlech fixéiert: 20 Stonne Congé politique fir deen, deen nach muss schaffe goen.

Gott sei Dank hu mer heibannen némme super Fraen a super Männer an dësem héijen Haus. Ech war kee vun deenen an ech hu misse feststellen, datt et fir en Deputéierten aus der Majoritéit, deen och nach President vun zwou, dräi Kommissionen ass an dobäi nach vlächt Buergermeeschter vun enger Gemeng, an nach aner zousätzliche Fonctionen am Land huet, onméiglech ass, seng Aarbecht hei am Parlament uerdentlech ze maachen. Wéi gesot, ech hunn et net färdeg bruecht, an dofir hunn ech och d'Gemeng opginn, an dat war bestëmmt net einfach fir mech, dat huet mer Leed gedoen. Anerer heibanne gëinge vlächt och gutt drun dinn, eng Kéier dorriwwer nozedenken. Parenthèse zou.

**M. Robert Mehlen (ADR).**- Den Här Gibéryen hat dat och gemaach, Här Bettendorf.

**M. Niki Bettendorf (DP), interpellateur.**- Ech kommen zréck op de Rapport vun der EBDD, op e puer Punkten, déi mer wichteg schéngéen. Et gëtt grouss Énnerscheeder téschent de Mitgliedsstaaten, well d'Problemer vun engem Land net onbedéngt déiselwecht si wéi déi vun deem aneren, oder well d'Problemer vu Stat zu Stat anescht behandelt ginn, nom Subsidiaritätsprinzip.

Et ass awer och gewosst, datt, wa soll Notze gezu ginn aus enger europäischer Drogopolitik, da muss gemeinsam gehandelt ginn, well, an ech zitéieren hei de Marcel Reimann, dee schreift: „Drogekonsum beaflosst d'Gesondheet an d'Entwicklung, d'Kriminalitéit, déi perséinlech, mä och déi international Sécherheet a weltwáitem Mooss-

stab.“ Hie seet weider: „Zwar ass eise Bericht virun allem op d'Situatioun Europa ausgeriicht, mä mir musse wéissen, datt mer et mat engem Problem vu globaler Dimension ze dinn hunn.“

Här President, mir hunn als Land Lëtzebuerg international Konventionen énnerschriwwen. D'Europäesch Unioun huet eng Drogestrategie, an och mir hunn en nationalen Aktiounsplang. Et ass an eisen Aen nouwendeg, datt mer och déi Moossname mat eisen Nopte kenne vergläichen a feststellen, wat déi eenzel Aktiounen bréngen. Dofir ass et schued, datt a ganz ville Statistiken, déi am EBDD-Rapport stinn, Lëtzebuerg net dra virkënnt. Hei e puer Beispiller:

Cannabis-Konsum bei 15-, 16-jährige Schüller: 28 Männer sinn opgezielt, Lëtzebuerg feelt, Malta ass derbäi. Datselwecht gëllt fir déi 15- bis 24-Jähreg. Datselwecht wat d'Donnéen iwver Amphetaminen an Ecstasy ubelaangt. Datselwecht fir Kokain. Ech mengen, eis politesch Responsabel géinge gutt drun dinn, sech heiréms ze bekémmeren.

Här President, d'Zuele sinn net alles, mä et schéngt mir awer wichteg d'Situatioun zu erfaassen, fir se besser iwwerblécken ze können an esou eng Gesamtstrategie ausschaffen ze können, well esou eng Gesamtstrategie an eisen Aen, déi baséiert op véier Pfeiler. Déi véier Pfeiler, déi sinn - an ech mengen dat ass och europawält bekannt -: 1. d'Preventioun, 2. d'Therapie, 3. d'Risikoreduktioun, 4. d'Kontroll an d'Repression.

Et kënnt een nach e fénnefte Punkt derbäisetzen, an zwar d'Entwicklungshélléf an deene Männer wou d'Drogen ugebaut ginn, well dat fir vill Leit déi eenzeg Iwwerliewenschance ass. Heizou ziele Männer wéi Afghanistan, Birma, Laos oder Kolumbien. Hei muss een deenen eng ekonomesch Alternativ können ubidden, fir sech aus dem Drogenubau zréckzezéien. An deem Kontext fléisse Suen aus dem Lëtzebuerger Fonds de lutte contre le trafic des stupéfiants fir Projeten an eise Pays cibles, mä och Männer wéi Peru, Tunesien, Libanon, Cap-Vert, Laos, China, Vietnam, Bolivien a Mexiko profitéieren dovun.

Ech muss lech soen, datt ech e Beispill erlieft hunn, wou d'Europäesch Unioun 80 Milliouen Dollar a Marokko geschéckt huet, fir dass a Marokko d'Haschplantage verbrannt gi sinn. Déi hunn dat och gemaach, mä mir hu mat de Marokkaner keen Handel bedriwwen, hinnen hueren net ofkaat. Wat ass de Baueran dohanen iwwreg bliwwen? Si hunn erém Hanf ugeplanzt. Si si 14 km vun der spuenescher Grenz ewech, an haut komme se erém mat hire Wueren an Europa eran. Dat ass eben e schlecht Beispill wéi et net soll gemaach ginn. Suen eleng ginn op dësem Punkt net duer.

Zum éischte Punkt, Preventioun. Do ass téshent enger primärer an enger secondairer Preventioun ze énnerscheeden. Déi primär ass geduecht fir ze intervenéieren, ze informéieren, opzéklären, ier et zum Drogekonsum kënnt. Bei der secondairer Preventioun geet et méi ém den Dépistage précoce, d'Fréierkennung vu Problemfäll.

Och ouni zouverlässeg Zuelematerial wéesse mer, datt et émmer méi fréi am Alter zu engem éischten Akontaktkomme mat Drogé kënnt, sief et duerch Virwétz oder einfach fir ze maache wéi déi aner. Dofir ass eis Jugend awer net méi schlecht wéi mir et waren. Och mir ware virwétzeg.

Ech hunn e Bouf kannt, deen doheem sengem Papp Zigarette geklaut huet a mat de Kéi op d'weed gaangen ass, wou e Bauerekniecht war, deen dem Papp seng Zigarette gefémmt huet, an de Bouf, dee krut e Stéck Rick aus der Heck geschnidden, wou e Lach dra war, an deen huet dat misse fëmmen. Mä, wéi gesot, dat war de Virwétz

vun de Bouwe vun deemoools, an haut ass et net vill anescht.

**M. Jean-Pierre Koepp (ADR).**- War dat am Éislek?

**M. Niki Bettendorf (DP), interpellateur.**- Dat ka gewiescht sinn, Här Koepp, Dir wësst wou de Rick steet.

Haut geet et awer effektiv méi wäit. Effektiv ass et haut näischt Aussergewéinleches, Schüller op Septième sétzen ze hunn, déi schonns Erfahrung mat illegalen Drogé geamaach hunn, vun deene legalen, Tubak an Alkohol, net ze schwätzen. D'Dealeren zécken net fir bewosst bei d'Schoulen ze goen, fir do hir Drogen de Kanner unzebidien.

Et ass kloer, datt deemno eng primär Preventioun, déi eréischt am Secondaire ufánkt, et net bréngt. Et muss schonns am Pri-maire ugesat ginn, wou eng éierlech Opklärungsaarbecht muss geleescht ginn. Ech soe bewosst, eng éierlech Opklärungsaarbecht, well eis Kanner si jo net op de Kapp gefall. Et ass gewosst, datt en niddregen Astigsalter, do wou d'Gehir nach net färdeg développéiert ass, de Risiko vun enger psychescher Dépendance erhéicht. Dofir ass et wichtig, méiglechst fréi unzesetzen, ier et risquéir fir deen een oder deen anere schonns ze spéilt ze sinn.

Wat déi schoulbaséiert Preventioun betréfft, esou musse mer hei iwver eis Grenzen eraus kucken. An émmer méi Männer ginn esou Preventiounspogrammer agefouert, zum Beispill an Dänemark den éischte Liewenskompetenzprogramm.

D'Preventioun an de Schoule setzt natierlech gutt forméiert Schoulmeeschteren a Proffe virus. Si müssen am Kader vu Fortbildung informéiert ginn, wéi Schüller mat Drogoproblemer fréi ze erkennen sinn. Unzéeche kenne sinn: Verhaleinsstéierungen, Hyperaktivitéit, Oprimersamkeetsdéfizit, Angschätzouständ, Stémmungsstéierungen, Perséinlechkeetsstéierungen, té-schémeneschlech Kommunikatiounsstéierungen an esou weider. Mä et geet net duer de Problem ze erkennen, den Enseignant muss richteg forméiert ginn an och wéesse wéi gehollef ka ginn.

Ech weess, mir hunn hei zu Lëtzebuerg e Programme de prévention en milieu scolaire. Mä dése Programm ass net fir all Schoule bindend. Am Relis-Rapport steet: «Chaque école intéressée crée des groupes de prévention avec les différents partenaires scolaires.» «Chaque école intéressée!»

Här President, kenne mir haut der Schoul de Choix nach loosse wat se mécht oder wat se net mécht? D'Schoul kann net alles, si kann net all gesellschaftech Roll iwwerhuelen. Ech mengen awer, dat hei misst fir all Schoul eng Obligation ginn. Dat ass dat mannst wat mer hei kenne verlaangen. D'Educatiounministesch hat an enger Antwerp den 20. Abréll 2006 op eng Question parlementaire vu men-gem Fraktionskolleg Xavier Bettel geäntwert, et géif eng Etud „health behaviour in school-aged children“ vun der OMS bei de Schüler téshent eelef a 17 Joer duerchgefouert ginn. Leien do haut scho Resultater vir?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech denken awer och un d'Responsabilitéit vun de Gemen-gen. Zénter 1996 gëtt et communautär Programmer, déi als Haaptzil hunn, an ech zitéieren: «de cibler les activités de prévention sur toute la population et sur les situations de la vie quotidienne». Mir hunn heibanne vill Gemengemammen a Gemengepappen. Hinne wéll ech soen, datt hei eis Ge-men-ge musse mat agebonne ginn.

Bis haut si just 17 Lëtzebuerger Gemengen am Projekt engagéiert. Ech froen dofir d'Regierung, ob och den Innenminister am GLD, am Groupe Interministériel Drogues, dran ass, an ob et net géif Senn maachen, d'Gemengen ze obligéieren, fir u Preventiounspogrammer deelzehuelen. Ech weess, dat hei ass en déckti Geschütz, mä mir sinn all concernéiert, all d'Bierger am Land. D'Gemeng ass déi Zell am nootste beim Bierger, an dofir ass hir Mataarbecht absolut nouwendeg.

Här President, zum Punkt zwee, der Therapie. D'Preventioun ass vun enormer Wichtigkeit, mä mir wéissen, datt et leider domadder net duergeet. Et si schonns émmer an et wäerten och an der Zukunft émmer Leit ginn, déi Drogé probéieren, se regelméisseg huelen an duerno dovunner ofhängen ginn.

Wéi scho gesot, riskiéiere mer émmer méi jond Drogenofhängeger ze kréien. D'autant plus festgestalt gëtt, datt d'Präisser vun den Drogen, wéi zum Beispill beim Kokain, drastesch gefall sinn, wat se ebe fir émmer méi Jonker, déi esou Drogé mat hirem Täschegeleid kenne bezuelen, zougänglech mécht, och wann dat vlächt d'Beschafungskriminalitéit erofsetzt. Et sinn och heibanne vill Bopen a Bomaen, déi Täschegeleid ginn. Dat ass eng ganz gutt Saach, dat soll een och maachen, mä ech mengen och, d'Bomaen an d'Bopen hunn eng Responsabilitéit ze wéissen an opzepassen, wat mam Täschegeleid geschitt.

#### (Interruptions diverses)

Déi niddreg Präisser sinn engersäits duerch déi enorm héich Quantitéiten, déi um Maart sinn, ze erklären, mä si loossen awer och drop schléissen, datt d'Qualitéit sech verschlechtert huet, wat d'Geféierlechkeet vun esou Produkter nach erhéicht.

Zur Therapie gehéiert eng ganz Panoplie vu Prise-en-chargé wéi psychologesch Betreuung, Substitutionstherapien, déi dem jeeweilegen Drogékumon ugepasst sinn. D'Therapie ass keng einfach Saach, besonnesch wann ee mat engem ze dinn huet, dee vun e puer Zorten Drogen ofhängig ass, wat jo och émmer méi a méi oft de Fall gëtt.

Eng erfolgräich Therapie ass déi, déi et färdeg bréngt, en Toxicomanen erém autonom ze maachen, déi engem Ménsch seng eege Krafft erëmgétt. Et geet och dréms, Ursachefuerschung ze maachen, an duerno ass och eng psychologesch Betreuung ubruecht.

Wat zu Lëtzebuerg absolut mangelhaft ass, dat ass, datt et hei net genuch Therapieplätze gëtt. Ge-wéiss, munchmol ass et ubruecht fir e Kranken an d'Ausland ze schécken. Dat ass awer nach laang net émmer déi beschte Lösung, zu-mools wann et hei am Land nach e familiären Halt gëtt. Giwenech a Schraasseg si keng Therapiepla-zen. Et gëtt net genuch Plaze wou en Drogenofhängende kann op Entzuch gesat ginn. Konkret heescht dat, datt esou eng Person ganz oft gesot kritt, si misst dräi bis véier - wann net nach vill méi laang - Wochen, een, zwee Méint waarde bis se erém eng Plaz fräi hätten!

Ech énnerbreeden dofir hei eng Motioun, fir datt hei am Land méi Therapieplätze geschafe ginn. Et ass net vill a menger Motioun. Ech froe just d'Regierung «à prendre des mesures afin d'élargir l'offre thérapeutique destinée aux toxicomanes». Ech mengen dat ass dat mannst wat mer missten hei am Land färdeg bréngen, Plazen ze schafen, wou deenen Toxicomanen kënnt gehollef ginn.

#### Motion 3

##### La Chambre des Députés,

- considérant que la politique en matière de drogues repose sur quatre piliers, à savoir la prévention, la thérapie, la réduction des risques et la répression;

- considérant que des efforts supplémentaires devraient être entrepris notamment dans le domaine de la thérapie;

- considérant que l'offre thérapeutique est actuellement insuffisante au Luxembourg;

invite le Gouvernement

- à prendre des mesures afin d'élargir l'offre thérapeutique destinée aux toxicomanes.

(s.) Niki Bettendorf, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch, Carlo Wagner.

Nieft de klasseschen Therapiezentre gëtt et och alternativ Modelle, wéi zum Beispill an Dänemark, wou op Bauerhaff Drogésüchteger en total anere Kader gebuede kréien, do schaffen an hinne gehollef gëtt, vun hirer Sucht ewechkommen. Ech hu mer och soe gelooss, datt et op enger Platz hei am Land, do uewen am Éislek, eng Platz gëtt, e Bauerhaff oder iergendwéi e Klooschter, Schwesteren, déi een oder zwee Drogésüchteger eranhuelen an déi betreien, an déi maachen dat ganz bestëmmt ganz gutt. Mä dat ass d'Ausnahm, a mir hunn einfach net genuch därf Plazen.

Mat der Therapie eleng ass et och net gedoen. Et muss och nach e Suivi hannendru kommen. Et muss drop geuecht ginn, datt en Exdrogesüchtegen net erém direkt marginaliséiert gëtt an dann erém an de Circuit zréckkënnt. Eng Réinsertion an d'Liewen an an d'Aarbechtswelt muss ugepeilt ginn.

Här President, zu Punkt dräi, d'Risikoreduktioun. Énner Risikoreduktioun versteet een d'Beméiungen, déi drop erausgi fir deenen Toxicomanen, déi nach voll am Circuit sinn, déi de Wëllen oder d'Krafft nach net henn eng Therapie an Ugréff ze huelen, ze erlaben énner verbesserte gesondheetlechen an hygiénische Konditiounen fir Drogen ze consomméieren. Hei denkt een un éischter Stell un d'Verdéele vu propbere Sprétsen, fir d'Ustechungsgefor vu Krankheete wéi Aids oder Hépatite énnert den Toxicomanen ze reduzéieren. Et geet dréms dem Drogenofhängegen d'Méiglechkeet ze ginn, seng Suchtperiod énnner bessere Konditiounen ze lieuen.

Op den Terrainë sinn eng ganz Rei ONGen, déi eng ganz aktiv an eng immens Aarbecht geleescht henn an haut och nach leeschten. Mam Schafe vun der „Fixerstuff“ si mer an deem Beräich och op öffentlechem Niveau weiderkomm.

Dozou e puer Froen un den Här Minister. Wou kommen d'Benotzer vun der Spezialdrogekommission op Saarbrécken esou eng Stoff kucken a goufe gewuer, datt déi sou genannte Clienté vu ganz wäit hierkommen. Och deemoools hei aus Lëtzebuerg. Dofir d'Fro: Wéi ass et mat der Fixerstuff hei zu Lëtzebuerg? Vu wou kommen do déi jee-weileg Leit?

Ass de Minister net gewëllt fir even-tuell oder sécher ze dezentraliséieren? Ech denken un de Süden an un den Norden, wou et déiselwecht Problemer gëtt wéi an a ronderém d'Stad. Oder soll d'Stad Lëtzebuerg mat dése Problemer eleng gelooss ginn?

Och un d'Presidentin vun der Santéskommission géif ech de Wonsch riichten, déi Lëtzebuerger Stuff mat der Kommission eng Kéier kucken ze goen.

Ech hu virdru vun der Qualitéit vun den Drogen geschwatt. An der Fixerstuff bréngt jiddferee seng Portioun selwer mat. Meng Fro: Kann een hei och déi Qualitéit vun deem Stoff iwwerpriéwen? Well mer jo wéissen, dass ganz vill Leit, oft wa se schlechte Stoff kréien, dorënner kënnen zu Gronn goen. Dofir meng Fro: Ass et net méiglech, fir dat och an der Fixerstuff ze kontrolléieren?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zu Punkt 4, Kontroll/Repres-

sioun. Wann an der Zäit sech d'Drogepolitik haapsächlech op d'Repressioun limitéiert huet, esou ass dat haut net méi de Fall. Drogenhängkeet ass eng Krankheet. Et gétt als e perséinlecht Schicksal emfondt. Et däerf keng Hexejuegd méi op déi Süchteg gemaach ginn.

Dat heescht awer net, datt keng Kontrollen a keng Repressioun méi däerfe gemaach ginn. Den Dealere muss de Kampf ugesot sinn, an déi mussen d'Repressioun ze spire kréien. D'Repressioun ziilt op den Trafic, op d'Dealeren an op den Transit. Hei ass et d'Police an d'Justiz, déi intervenéieren, mä och d'Douane, déi dem Finanzminister énnersteet, mécht eng gutt Aarbecht.

Well jo hei zu Lëtzebuerg wéineg Drogen ubeaut oder soss cheimesch hiergestallt ginn, mussen déi Drogen, déi hei um Marché ubeude ginn, jo op iergendeng Manéier an eist Land importéiert ginn. Dofir ass et noutwendeg op déi wichteg Roll vun der Douane an deem Domän hinzuweisen.

D'Douane schafft enk mat der Police zesummen, leesch eng excellent Aarbecht, ass awer an hirem Wirkungsberäich, an hire Kompetenze limitéiert. Hir Effektiver, also hir Méiglechkeeten, hire Wirkungsberäich sinn iwwert d'Gesetz vun 1973, wat 2001 - ech war deemoos och dobäi - iwerschafft gouf, ganz beschränkt. Et feele bei der Douane Leit, déi zum Beispill Officiers de police judiciaire sinn.

D'Douane ass an hirer Aarbecht limitéiert op de flagrant délit. D'Agente kënnen och nach nom flagrant délit eng Postenquête maachen, sinn awer net befugt fir eng Enquête préliminaire ze maachen.

Fir eng besser Aarbecht kënne mer hei den Hiewel usetzen, an ech proposéieren hei eng Motioun fir d'Gesetz émzeännernen iwwert d'Douane, wou se némmen däerfen zéng Officiers de police judiciaire hunn. Zéng Stéck.

Firwat ass dat am Gesetz deemoos limitéiert ginn? Wie fäert hei wien? Ass et net den Här Minister, dee wësse muss, wéi vill Leit hie brauch fir eng gutt Aarbecht ze maachen? Hei si Suen ze verdénge fir de Fonds national de lutte contre le trafic des stupéfiants.

Ech mengen also, wann et noutwendeg ass, dass d'Gesetz muss geännert ginn, dann ass et relativ einfach fir hei en Amendement eranzebréngen, fir dat Gesetz awer schnellstens ofzeännernen. Dofir meng Proposition an enger Motioun.

#### Motion 1

##### La Chambre des Députés,

- considérant l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 27 avril 2001 modifiant la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie et qui fixe à dix le nombre d'agents de l'Administration des Douanes et Accises autorisés, en cas de flagrant délit, à constater les infractions des articles 7, 8, 9 et 10 alinéa 2 de la loi du 19 février 1973;

- considérant que le même article stipule que même en dehors du cas de flagrant délit, ces agents de l'Administration des Douanes et Accises pourront être chargés par le Procureur d'Etat ou le juge d'instruction de tous devoirs utiles pour compléter les enquêtes par eux commencées dans le cadre de l'alinéa précédent;

- considérant la limitation à dix du nombre d'agents de l'Administration des Douanes et Accises ayant qualité d'Officier de Police Judiciaire (OPJ) comme trop restrictive;

- considérant que le Ministre de la Justice devrait fixer selon les besoins le nombre d'agents de l'Administration des Douanes et Accises ayant qualité d'officier de police judiciaire;

- considérant que les agents de l'Administration des Douanes et Accises ayant qualité d'officier de police judiciaire ne peuvent faire d'enquête préliminaire; invite le Gouvernement

- à élaborer un projet de loi modifiant dans le sens de ces considérations la loi du 27 avril 2001 modifiant la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie.

(s.) Niki Bettendorf, Xavier Bettel, Henri Grethen, Paul Helminger, Carlo Wagner.

Ech sinn och der Meenung, dass d'Douane an Drogefäll en direkten Accès op den Drogefichier vun der Police misst kréien. D'Douane misst och kënnen am Virfeld enquéteieren, net némmen am flagrant délit an duerno. Ass keen OPJ, keen Officier de Police Judiciaire derbäi, da mussen d'Agenten, wa se eng Infraktioun feststellen, d'Police ruffen, fir dass d'Police deen Ament ka verbaliséieren. Ech mengen, esou kann et net weiddergoen. Dat ass op alle Fall kee richteg Geschaffs.

Här President, mir däerfen net zouloessen, datt Lëtzebuerg - an dat ass en Ueies wat ech hunn a wat mer um Hä Herz läit - zu enger internationaler Dréischeif vum Drogentrafic gétt. D'Gefor ass awer ganz grouss. Eise Flughafen, de Findel, ass de fénneftgréissten aus Europa, wat de Fret aérien betreift. Déi Wuere mussen énnersicht ginn. 95% vun deem Fret, deen um Findel ukönnt, ginn a Camioné gelueden an ausserhalb vu Lëtzebuerg transportéiert. Mir haten an hunn den Numm, datt zu Lëtzebuerg Suen, och Drogues, wäissgewäsch ginn. Wa mer náischt énnherhuelen, kréie mer och den Numm, datt iwwer Lëtzebuerg Droke selwer an Europa erageschleist ginn. Mir mussen eis dofir d'Moyené ginn, Mënschen a Material, fir déi Fracht seriö ze kontrolléieren.

Mir hu Problemer. Wann den Douanier eng Palett Blumme fir an Holland auserneen hält, da brauch dat Zäit, an déi Blumme si wieleg wa se an Holland ukommen. Dat kann een awer mat engem Scanner maachen, wou een direkt déi ganz Palett kann énnersichen. Zu Amsterdam-Schiphol hu se zwee esou Scanneren. An der Belsch hu se dräi mobil Scanneren op der Strooss am Asaz, mat deenen ee ganz Camionen op verbuede Fracht hin énnersiche kann, och op illegal Awanderer zum Beispill.

Dofir proposéieren ech eng zweet Motioun, oder eng aner Motioun, fir effektiv esou Scanneren, mobiler an och fixer, fir de Findel unzeschaffen, fir eise Leit d'Méiglechkeet ze ginn déi Fracht, déi ukönnt an déi an Europa weidergeleet gétt, och effikass énnersichen ze kënnen.

#### Motion 2

##### La Chambre des Députés,

considérant

- l'ampleur du trafic de stupéfiants par voie aérienne;

- le fait que le Luxembourg dispose du 5<sup>e</sup> plus important aéroport de fret en Europe;

- le règlement (CE) n°2320/2002 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2002 relatif à l'instauration de règles communes dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile;

- le règlement grand-ducal du 12 novembre 2005 portant désignation des agents habilités et fixant les conditions de reconnaissance des expéditeurs connus en matière de contrôles de sûreté aérienne;

- la nécessité de contrôles efficaces des marchandises transitant par l'aéroport de Luxembourg;

- que les vérifications et fouilles physiques s'avèrent fastidieuses;

- l'existence de moyens techniques performants comme des scanners

permettant un contrôle rapide et efficace de cargaisons complètes;

- l'ampleur du trafic de stupéfiants par voie terrestre;

- l'ampleur du trafic de poids lourds transitant par le Luxembourg;

- la nécessité de contrôles efficaces des marchandises transitant par les routes luxembourgeoises;

- l'existence de scanners mobiles permettant de contrôler sur les routes et à tout moment les marchandises des poids lourds;

invite le Gouvernement

- à mettre à la disposition de l'Administration des Douanes et Accises ces moyens techniques.

(s.) Niki Bettendorf, Xavier Bettel, Henri Grethen, Paul Helminger, Carlo Wagner.

Ech sinn och der Meenung, dass d'Douane an Drogefäll en direkten Accès op den Drogefichier vun der Police misst kréien. D'Douane misst och kënnen am Virfeld enquéteieren, net némmen am flagrant délit an duerno. Ass keen OPJ, keen Officier de Police Judiciaire derbäi, da mussen d'Agenten, wa se eng Infraktioun feststellen, d'Police ruffen, fir dass d'Police deen Ament ka verbaliséieren. Ech mengen, esou kann et net weiddergoen. Dat ass op alle Fall kee richteg Geschaffs.

Här President, mir däerfen net zouloessen, datt Lëtzebuerg - an dat ass en Ueies wat ech hunn a wat mer um Hä Herz läit - zu enger internationaler Dréischeif vum Drogentrafic gétt. D'Gefor ass awer ganz grouss. Eise Flughafen, de Findel, ass de fénneftgréissten aus Europa, wat de Fret aérien betreift. Déi Wuere mussen énnersicht ginn. 95% vun deem Fret, deen um Findel ukönnt, ginn a Camioné gelueden an ausserhalb vu Lëtzebuerg transportéiert. Mir haten an hunn den Numm, datt zu Lëtzebuerg Suen, och Drogues, wäissgewäsch ginn. Wa mer náischt énnherhuelen, kréie mer och den Numm, datt iwwer Lëtzebuerg Droke selwer an Europa erageschleist ginn. Mir mussen eis dofir d'Moyené ginn, Mënschen a Material, fir déi Fracht seriö ze kontrolléieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dés Interpellatioun huet mech och dozou gefouert iwwert déi ministeriell Kompetenzen nozendenken.

Mir wéissen, dass de Gesondheetsminister de Koordinator muss si fir déi ganz Drogeproblematik énnern een Hutt ze kréien. Dat ass keng einfach Saach. Mir hunn et mat villem Acteuren ze dinn: mat der Santé, der Justice, der Education, der Famill, den Affaires étrangères, dem Finanzminister an esou weider an esou weider.

Et ass och kloer, datt de Kampf géint d'Drogen all Ministere mat hire Ministère concerneert an datt et eng beschtméiglech Koordinatioun muss ginn.

Zénter 1999 huet de Santésministère d'Kompetenz vun der Koordinatioun vun den Aktiounen fir eng Reduktionsplan vun der Demande a vun de Risiken a Schied. An dem Ministère gouf eng Cellule de coordination geschap, énnert der Responsabilité vun engem nationale Koordinator.

Wat d'Reduktionsplan vun der Drogenoffer an déi international Affären ubelaangt, do sinn de Justizministère an d'Affaires étrangères zoustänneg. Hei an dësen Domänen huet den nationale Koordinator keng Kompetenzen; esou ass et am Relis-Rapport ze liesen.

Ech froe mech, a besser, ech froen d'Regierung, wat schonns énnersholl gouf fir de Quantum um Drogen ze reduzieren, deen aus Holland an eist Land geschleist gétt. Holland ass bekannt als gréisst Émisschlagsplatz an Europa, wat zum Beispill de Cannabisträfic ubelaangt. Huet eisen Ausseminister schonns dës Problematik mat sengem hollännesche Kolleg iwwerhaapt eng Kéier ugeschnidden?

Ech hinn zwar haut an der Zeitung gelies, dass eisen Ausseminister zu Moskau ass, wou an der Zeitung steet: «Les drogues au menu de Jean Asselborn»; wou dann elo zu Moskau iwwert de Wee vun den Drogé geschwatt gëtt, déi aus Afghanistan kommen, fir do Schleissen anzubauen, dass dat net méi kann esou weiderfueren.

Am Ablack gétt et an Holland e Gezesprojekt, dee virgesät fir legal Hanf unzeplanzen. Holland gétt dofir vun Europa un de Pranger gestallt. An et wär ze begrissen, wann Holland mat Europa géing un engem Strang zéien. Do kënnnt eis Regierung, den Ausseministère zum Beispill, eng gutt Vermëttlermission iwwerhuelen.

Ech weess och, dass et bei eis hei zu Lëtzebuerg och nach de GID gétt, de Groupe Interministériel Drogues, énnert der Présidence, mengen ech, vum Här Santésmi-nister. Ech froe mech, ob déi ganz Struktur, wéi se opgebaut ass, effikass fonctionnéiert. Ech géif gäre vum Minister a President vum GID wéssen, wéi oft dése GID vun 2004 u bis haut zesummekomm ass, wéi oft hien dése GID presidéiert huet.

Ech hoffe jo net, dass et do esou geet wéi an der Santésmi-nistère, wou d'Drogeproblematik vum Ordre du jour verschwonnen ass. D'Drogeproblematik ass esou wichteg, dass all kompetente Minister dat a sengem Beräich zur Chefsaach sollt maachen, an dat net eleng seuge Mataarbechter sollt iwwerloessen. Ech mengen dofir, dass d'Ministère selwer sech mindestens eemol d'Joer sollten zesummesetzen, fir sech déser Problematik unzehuelen an d'Regierungspolitik ze iwwerpréiwen.

Et ass Kloer, dass och op europäeschem Niveau eng gemeinsam koordinéiert Drogepolitik muss gefouert ginn. Holland mécht sech keng Frénn, wann och elo nach soll den Ubau vun Hanf legaliséiert ginn. Paräis a Berlin, déi sinn am gaang ganz staark ze reagéieren. Meng Fro: Wat hu mir als Lëtzebuerg Land do bis elo énnersholl?

Här President, en anert Kapitel vu menger Interventioun muss ech dem Cannabiskonsum widmen, an dat aus e puer Ursachen:

Éischtens, Cannabis ass bei wäitem déi meescht konsuméiert Drog, net deier an ass iwwerall bei de Schoulens ze kréien.

Zweetens, Cannabis ass laang als harmlos duergestallt ginn, och hei an der Chamber, an dat queesch duerch de Gaart a queesch duerch d'Parteien.

Dréttens, haut ass bewisen, dass Cannabis virun allem bei de ganz jonke Leit irreparabel Schied am Gehir hannerlosse kann. Virun allem jonk Leit, wou d'Gehir nach net ganz développéiert ass, si ganz vulnérabel a gi schnell dépendant.

Véiertens, ganz kuerz: den „medical use“ vu Cannabis. Dir Dammen an Dir Hären, schonns 1860 huet en Här Bandekair oder Bandecaire...

**M. le Président.** - Här Bettendorf, entschéllegt, mä Dir hutt Är Zäit schonn ém e puer Minuten dépasséiert.

**M. Niki Bettendorf (DP), interpellateur.** - Här President, ech wéll lech soen, dass ech och am Numm vu menger Partei schwätzzen, also kënnnt déi Zäit vu menger Partei derbäi.

**M. le Président.** - Très bien.

**M. Niki Bettendorf (DP), interpellateur.** - Esou kënnnt Der mech roueg haut hei gewäerde loessen.

**(Hilarité)**

Ech hinn elo grad vum Här Bandecaire geschwatt. Hien huet gesot: Wat et lech gétt mat enger Hand, hält et mat däri anerer ewech. Et gétt lech Krafft an et hält lech d'Méiglechkeet fir d'Krafft ze gebrauchen.

D'Fro, déi ee sech natierlech stellt, ass déi: Firwat ass Cannabis esou laang als harmlos ugesi ginn? Hei kann een eng Analogie zum Tubak gesinn, als Zeeche vun individueler Fräiheit, Wuelstand, Stäerk, engem gehuewenen an individuelle Liewensstil.

Cannabis huet eng laang Geschicht. En ass scho bekannt vu 1400 viru Jesus Christus un. Et ass eng vun deenen éischte Planzen, déi net wéinst dem lessen ugeplanzt ginn ass. Si besteht aus 66 Komponenten. Si ass uelechhaltig, huet Résine an de berühmten THC - an dat ass fir mech wichteg, an all Deputéierte muss dat wéssen -, den THC, deen och synthetesch kann hiergestallt ginn, an

deen och haut synthetesch hiergestallt gétt. An hei ass de groussen Énnerscheed, an ech bidden lech allegueren, dat vun haut un ze verhalen, dass haut de Cannabis ugebaude gétt bis 25% méi staark wéi fréier. 25% méi konzentréiert! An dofir ass de Cannabis an der neier Versioun och keng Drogue douce méi, wéi dat an der Vergaangenheit war.

Ech war op engem Symposium a Schweden, an do ware weltwäit Experten, déi dorriwer referéiert hunn. Déi waren unisono der Meenung, dass haut Cannabis an där neier Versioun keng Drogue douce méi ass. Doduerjer musse mer eis däri Problematik och méi geziilt unhuellen, wéi dat an der Vergaangenheit de Fall war.

Ech weess, dass sech och haut nach émmer déiselwecht Fro stellt, wéi: Géif zum Beispill e Legalisierung vum Verkauf vum Cannabis - déi, wa se géif antrieben, misst jo awer europawäit géllen, esou eng Legalisierung - dann net e besondere Contrôle vun der Qualitéit an der Zesummersetzung mat sech bréngen. Dat ass déi éwig Fro, op déi ech och keng Ántwert hunn. Ech hinn einfach keng Méiglechkeet, fir dorobber ze äntworten. Ech weess just wat haut d'Gefor sinn, deenen eis Kanner ausgesat sinn, wa se mat däri neier Drog a Kontakt kommen.

Am Fong geholl ass et mat den Drogé wéi mat der Prostitutioun; och déi Situatioun, déi mer gëschter hei beschriwwen hunn. Et ass richteg, dass ganz vill Mënsche sech prostituéieren, fir kënnen u Geld erunzekommen, fir sech hir Drogesucht kënnen ze bezuelen. Dofir däerfe mer och hei d'Aen net zoumaachen. Dat maache mer menger Meenung no vill ze vill of d'Aen zou, an dat däerf et wierlech net ginn.

Gëschter hate mer Rieds hei, Här Minister, iwwert den „Luxbazar“. Ech selwer, ech kennen den „Luxbazar“. Ech hat dëslescht eng Annonce dran opginn, fir en ale Kleiderschaf ze verkafen.

**(Hilarité)**

Et huet kee sech gemellt. Ech hinn awer e Kolleeg Deputéierten heibannen, deem sain Numm war iertümlécherweis drakomm. Dee kr

mat sengem Liewen, wat hie wéllt, esou ass dat op der Strooss awer angescht, wou ee senge Matménshen hiert Liewen op d'Spill setzt. Kuckt hei, dat erénnert mech elo erém un eis Tubaksdiskussion. Do hunn ech dat do och héieren.

Eisen heitegen Transportminister wéllt den zougeloosse Alkoholspigel vun 0,8% op 0,5% erofsetzen. Ech kann him némme soen, dass Drogen um Steier vill méi schlémm sinn, wéi d'Differenz vun 0,8 op 0,5%. Ee Glas Wain mat Drogen a Medikamenter kann esou schlémm sinn, wéi 15 aner Gleser. Natierlech, dat ass de Kick, dat ass den explosive Cocktail.

De viregten Transportminister Henri Grethen huet meng Proposition de loi 5164 an engem Projet de loi iwwerholl. Dëse Projet de loi gouf énnert der neier Regierung vum Conseil d'Etat aviséiert. An deem Projet steet dann och dran, fir vun 0,8 op 0,5 erofzegoen. An ech géif hoffen a mer wünschen, datt dat Gesetz géif endlech an d'Chamber komme fir hei gestémmt ze ginn. Well et ass nouwendeg, datt eis Police mat deem Material ausgestatt gétt, fir et hinnen ze erméiglichen d'Fueren énnert Drogen- an Alkoholafloss nozeweisen. Bei Alkoholafloss hu mer déi Apparate schonn, mä wat d'Drogen ueblaangt, do leeft nach émmer náisch, an et ass schued, datt mer och hei erém eng Kéier sollen déi Lescht an Europa sinn, déi reagéiert hunn.

Kuerz wéll ech nach d'Situatioun am Prisong eng Kéier uschneiden. Déi ass schons hei am Kader vun engen Heure d'actualité ugeschwat gi vu mengem Fraktionskolleg Xavier Bettel. E Prisong ganz ouni Drogen ass sécherlech eng Utopie. Et kann awer och net sinn, datt am Prisong den Drogentrafic floréiert. Ass et normal, datt e Súchtegen an e Prisong gestach gétt an do un all méiglech Droge kénnt? Misst net eng speziell Struktur geschafe gi fir kriminell Drogenofhängere? An engem Prisong fénnt een émmer eng gewësse Proporzioun vun Ofhängegen, dat ass iwwerall de Fall a keng Ausnahmsituatioun hei zu Létzebuerg. Dat erkläert sech schons eleng duerch d'Beschafungskriminalitéit, déi d'Drogéiert op déi schif Bunn bréngt, déi dann oft am Prisong endegt.

Mä wéi kann een déi Situatioun am Prisong an de Gréff kréien? Hei muss fir d'alléréischt emol eng effikass Kontroll gemaach ginn. Ech weess, mir hu schons mam Justizminister iwwer eng Brigade cannine geschwatt am Prisong. Do gouf argumentéiert, en Hond, dee kénnt do net ze laang sichen no Drogen, a wann e krank wier, da kénnt e guer net méi schaffen. En Drogendetektor gétt et zwar am Prisong, mä dee schéngt net performant ze sinn oder net ze fonctionnéieren, oder et weess an scheidend kee wéi e fonctionnéiert.

Mir können net einfach nokucken, datt Leit, déi net drogeschüchteg si wa se an de Prisong kommen, do Drogen en masse ugebuede kréien an dann zu engem Toxicoginn. Dann hu mer schlecht geschafft wa mer et zoulouessen, datt am Prisong Leit, déi clean waren, zu Ofhängge ginn. Vergiesse mer net, datt zu Schraasseg och nach Mannerjähreger am Prisong sinn.

Den Här Deputéierte Santer sot am Januar hei op der Tribün, d'Prisongsproblematik, an notamment d'Drogeproblematik am Prisong misst an der Commission juridique énnert d'Lupp geholl ginn. Dat wär eng Affaire à suivre. Ech froe mech wéi ee Suivi des Affärs dann an deene fénnef Méint kritt huet?

Den Här Minister Frieden huet am Kader vun der Heure d'actualité hei gemengt, et géif extreem vill Kontrollen am Prisong gemaach ginn. Drogen am Prisong wär eng ze komplex Thematik fir an e puer Minuten driwwer ze schwätzen, an dofir géif hie sech zur Dispositioun halen, entweder hei virum Plenum

oder an der Kommissioun oder op engen Visite zu Schraasseg oder op engen Pressekonferenz. Wat ass da konkret um Terrain geschitt fir d'Situatioun tant soit peu an de Gréff ze kréien? Ech wéll net soen, datt am Prisong an deem Beräich absolut náisch geschitt, mä d'Realitéit weist awer leider, datt déi Beméiungen net duerginn.

D'Ausdeele vu propere Sprétsen am Prisong gouf och, wéi et schéngt, agestallt. Vlächt kann eis honorabel Deputéierten, d'Madame Stein-Mergen, déi jo oft an de Prisong geet, eis soen, ob Sprétsen nach émmer do verdeelt ginn oder net.

Här President,...

**Mme Martine Stein-Mer- gen** (CSV).- Jo, Här Bettendorf.

**Plusieurs voix**.- Jo.

**M. Niki Bettendorf** (DP), interpellateur.- Gi se erém verdeelt?

**Une voix**.- Jo, nach émmer.

**Mme Martine Stein-Mer- gen** (CSV).- Nach émmer!

**Plusieurs voix**.- Nach émmer.

**M. Niki Bettendorf** (DP), interpellateur.- Neen, dat war age- stattl ginn.

**Plusieurs voix**.- Neen, neen.

**M. Niki Bettendorf** (DP), interpellateur.- Dat hu mer d'leschte Kéier hei gesot kritt, datt dat age- stattl gi wier aus verschiddenen Ur- saachen.

#### (Interruptions diverses)

Da wier ech vrou, wann dat erém esou wier.

#### (Interruptions diverses)

**M. le Président**.- Den Här Bettendorf huet ganz eleng d'Wuert.

**M. Niki Bettendorf** (DP), interpellateur.- Oh, net méi laang, net méi laang, Här President, well ech fánken un hei ze lamentéieren an dat bréngt et net. Ech kénnt nach laang esou weiderfueren, mä dat bréngt eis net weider, absolut net. Dat Eenzegzt wat eppes bréngt, Här Minister, dat ass de feste politesche Wéllen, de Stéier mat den Haren unzepaken, an dee Wéllen, dee vermëssen ech.

#### (Interruptions diverses)

Ech weess, datt all Deputéierten heibanne mat mir averstanen ass, datt mer alles énnherlech müsssen, fir eng gesond, eng staark, eng intelligent Jugend eropzeerzéilen, eng Jugend, déi d'Relève muss huele vun deene Leit, déi eist Land zu deem gemaach hu wat et haut ass. Mir wéssse wat mer wéllen, dat ass schons emol ganz wichteg. Da feelt nach just, datt mer eis och d'Moyene ginn an eis och d'Zäit huelen, fir déi Ziler ze erreechen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix**.- Très bien!

**M. le Président**.- Ech soen dem Här Bettendorf Merci. Als éischt Riedner ass d'Madame Stein-Mergen agedroen. Madame Stein, Dir hutt d'Wuert.

#### Discussion générale

**Mme Martine Stein-Mer- gen** (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, beim Rundumschlag vum Här Bettendorf hat ech zwar heiansdo d'Gefill wéi wann hien net déi lescht Versioun vum Relis-Rapport gelies hätt, well vun deene Saachen, déi hien ugeschwat huet, sinn der och eng ganz Rei méttlerweil realiséiert.

D'Thema Drogéiert haut natierlech zum Alldag vun ons alleguerten, net némme vun den Drogéschütegen an hire Familljen. Et gétt ee meeschtens onfräiwelleg

domat konfrontéiert, sief et, dass een an engem dáschteren Eck iwwer engem seng Féiss fält, dee grad extra gutt drop ass an net méi reagéiert, oder een awer eng gebrauchte Sprétz a sengem Virgärtche fénnt.

Mir müssen eis virun Aen halen, datt ongefíer 200 Millioune Menschen illegal Rauschmittelen op der Welt consomméieren, zéng bis 14 Millioune dovunner déi haart Drogen, Kokain, Opium an Heroin, dat ass jo en Derivat vum Opium. D'CSV-Fraktioun begréisst dofir d'Initiativ vun der Europäischer Kommissioun, déi e Méinden e Gréngbuch iwwert d'Drogesucht an der EU virgeluecht huet, an d'Commissairé fir Sécherheet, Ge- sondheet an Aussebezieungen hu beschloss, de Kampf géint dése Fléau net opzeginn, och wann et schwierig ass, eng homogen gemeinsam Politik ze féieren, well d'Memberstater zum Deel ganz énnerschiddlech Législatiounen hunn. Den Här Bettendorf ass jo scho laang op d'Situatioun vun Holland agaangen.

Mir stinn am europäische Verglach net esou ganz gutt do. Mir hu proportionell méi problematesch Konsumen, dat sinn déi, déi och nach krank sinn, déi Polytoxicomanes sinn. Mir hu méi Hépatite, mir hu méi jonk Éischtkonsommateuren. Dat sinn d'Zifferen, déi mer relativ verlässlech wéssen.

Dobái hänkt et awer sécher net un de finanzielle Moyener, well dése Budget an deene leschte Jore vervielfacht ginn ass. Mä - an dat hat ech hei schonn d'lescht Joer gesot - mir sollten net émmer némme méi Geld an onse Kampf géint Drogen investéieren, mä och émmer méi hannerfroen, ob dës Méttelen effikass genotzt sinn. Wéi sinn ons Resultater?

Onse Gesondheetsminister huet viru bal genau engem Joer den neie Strategie- an Aktiounsplang 2005 bis 2009 virgestallt. D'Aarbechtsweis bei ons ass modern a pluridisciplinär: D'Acteuren aus der Justiz, der Santé, der Police an der Douane zéien zesummen un engem Strang, fir op deenen dräi Saile vun der Gesamtstrategie ze wierken. Déi véier Sailen, déi den Här Bettendorf virgestallt huet, déi stinn, esou wéi hie se gesot huet, Wuert fir Wuert am Aktiounsprogramm dran: Preventioun, Reduzierung vun der Offer, Reduzierung vun de Risike vun den Ofhängegen an eng besser Ofsécherung vun hirem sozialen Ëmfeld.

Den Aktiounsplang gesäßt 43 Aktiounen vir, déi bis 2009 solle realiséiert ginn. Ech wéll se hei net eenzel nennen, et ass scho spéit. Ech hu se awer e bësse gruppéiert: Véier vun deenen 43 si fir d'primär Preventioun virgesinn; sechs handele vun der Betreibung an dem Traitement vun den Drogéschütegen; fénnef Aktiounen sollen héllefen, déi Betreffend erém an d'Gesellschaft an an d'Aarbechtswelt ze intégréieren; fénnef Aktiounen solle probéieren, d'Risiken an de Schued ze reduzéieren. Net ze vergiessen nach d'Recherche, d'Evaluatioun an d'Informatioun, d'Erfsetze vun der Offer vun Drogen an d'Koordinatioun an déi international Bezéiungen. De Plang leet dës Kéier e besonnesche Wäert op Offerte vun der Énnérbréngung a vum Logement, Moosnamen also vun der Réinsertion socioprofessionnelle.

Hate mer dat lescht Joer monéiert, datt d'Fixerstuff nach net realiséiert wier, esou kénne mer dat dëst Joer als positive Punkt erausstráichen. De 4. Juli 2005 huet dësen zwar nach provisoresschen „Drogenkonsumraum“, wéi e mat sengem richegen Numm heescht, seng Dieren opgemaach. Well et drëm geet, den IV-Konsumenten eng sécher, propper Plaz ze gi fir sech hire

Schoss ze setzen, gétt et an der Fixerstuff héich Hygien- a Sécherheitsstandarden, souwisou paramedezinesch a medezinesch Hélf, wann da gebraucht oder gefrot.

Et gétt awer och streng Regelen. Esou dierfen an der Fixerstuff zum Beispill keng Droege verkäft oder a grosse Quantitéite gelagert ginn. Des Weidere gi Männerjähreger an Éischtkonsumenten aus der Fixerstuff ausgeschloss fir datt si net ze vill vun deenen alen Huesé léiere kénnen. Och déi, déi manifestement zou si wéi eng Gaardendier, wéi dat am Milieu heescht, an déi kee Schoss méi brauchen, déi därfen och net eran.

Vum Juli 2005 bis de Mee 2006 hunn 200 Leit e Contrat d'utilisation mat der Fixerstuff énnerschriwwen. Ouni esou e Kontrakt kénnt och keen eran.

Dëse Punkt wéll ech ganz besonesch erausstráichen, well ech d'lescht Joer e Mann zitéiert hat, déen an der Zeen schafft, an dee fonnt hat, mir missten ons Opfaassing vun der Prise en charge à bas seuil iwwerdenken, well et ouni Regelen a Kontrakter fir deen eenzelnen Toxicog net géing virugoen. Esou e Kontrakt müssen iwwregens och d'Toxicomanen énnerschreiwen, déi op eng Sevrageplaz an e Spidol geholl ginn.

Zréck zur Fixerstuff. Wéinst der grousser Nofro ass de Raum méttlerweil méi laang op. D'Alterskategorie vun de 25- bis 34-Jährege ass iwwregens déi, déi am heegesten an der Fixerstuff erémzefannen ass. Méi Chiffere waren hei riwwer nach net gewuer ze ginn, mä de Gesondheetsminister wäert ons vlächt herno an Avant-première vun der Pressekonferenz d'nächst Woch méi Informatione kénne ginn.

**(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)**

D'Fixerstuff ass awer net némme eng sénovoll Ariichtung fir déi Drogéschüteg. Si solt och eng Entlaaschtung fir d'Leit aus deene beträffene Quartieren aus der Stad bréngen, déi net méi musse fäerten an hiren Entréeën a Couloiren iwwer Sprétsen oder Drogéiterer ze falen. An dësem Zesummenhang wier et dann och interessant e Bilan iwwert den Impakt vun der Fixerstuff op d'Strummerei an op d'Sprézepresenz op der Voie publique ze kréien, ob se och dësen Objektiv wierklich erreich huet; vlächt an Zesummenaarbecht mat der Gemeng Létzebuerg.

Säit dem leschte Joer gétt et awer eng ganz Rei Neierungen am ganzen Domän vun der Drogékämpfung:

Säit leschtem Mee gétt et an der Direktioun vun der Santé en zentrale Regéster, kontrolléiert vun der Methadonsubstitutiounskommission, wou all Dokter den Ufank an d'Enn vun engem Substitutiounstherapie muss matdeelen. Dat, fir ze verhënneren, dass d'Leit bei verschiddenen Doktere ginn, oder soubal se da bei deem engen erausgeflu sinn, probéiere sech en neien ze sichen.

Et gétt och ewell en extrae Carnet à souche, dat sinn d'Prescriptioun fir Drogen a fir Rauschmittel fir d'Substitutiounstherapie, deem seng Philosophie eng ganz nei an eng ganz aner ass, wéi deen traditionelle Carnet à souche, dee bei der Prescriptioun zum Beispill vun Opiate bei Leit, déi eng Schmerztherapie brauchen, benotzt gétt. En fait geet et hei net ém d'Kontroll vum Dokter, mä et geet ém d'Kontroll vum Patient. D'Methadonkommission kann zu all Moment de Suivi vun all eennellem Substitutiounspatient maachen.

Et ass och net méi, dass d'Krankeesien déi Substitutioun finanzéieren, mä de Gesondheetsministère.

Vun deem Total, vun den 900 Substitutiéerten, déi mer hei am Land hinn, sinn der ongefíer 160 am Methadonsprogramm, deen vun der Jugand- an Drogenhéllef gériert gétt.

Op d'mannst an zwee Spideeler funktionéiert neierdéngs eng pluridisciplinär Équipe mat Anästhesist, Pediater, Psychiater a Gynäkolog, déi sech ém déi Schwéierdrogenofhängeg an hir Kanner kénneren. Well dee Misère, deen do op een zoukénnt, dat ka kee Mensch sech virstellen. Dir wésst jo, dass déi Poppelcher heroinofhängeg op d'Welt kommen; vun all deene soziale Problemer, déi kee Schoss méi brauchen, déi därfen och net eran.

Den CHNP huet nei Projeten an Zesummenaarbecht mat der Jugend- an Drogenhéllef entwéckelt fir déi méi chronesch a sozial Problemer, während méttlerweil - an och dat ass nei - all Akutspideeler, déi iw- wer eng Psychiatrie verfügen, och Sevrageplazen hunn. Ech wéll och do den Här Bettendorf a senger Terminologie verbesseren: En Drogéschütege gétt net op Entzuch gesat, well mir wéssse méttlerweil, dass dat net fonctionnéiert ouni den Accord vum Drogéschütegen. U sech gétt eng Sevragetherapie am Accord vun zwee Leit a mat en- gem Kontrakt ugefaangen.

Vun all deene Feststellung wollt ech gären nach eng Kéier kuerz op d'Substitutiounstherapie agoen, well si huet e ganz besonesch grousse Succès ze verzeechnen. De Létzebuerg „Methadonprogramm“ - e gétt nach émmer esou genannt, obwuel och aner Medikamente kénne méttlerweil agesat ginn - ass a ville Punkten e Beispill fir aner Länner. Vun der Planung bis op den heitege Lafrhythmus si bal 20 Joer vergaangen, mä ech géing mengen ze soen, e verleeft haut beispillhaft.

Déi Objektiver, fir déi bis dohin ongeregelt Methadonverschreiwung duerch eng Offer ze ersetzen, déi zentraliséiert ass, déi reglementéiert ass an déi no klore Kritäre funktionéiert, koume vu Jugend- an Drogenhéllef zesumme mat e puer engagéierten Acteuren aus der Médecine générale an dem Ministère vun der Santé. Den éischt Patient ass am Abréll 1989 an de Programm komm. Et waren deemoos 15 Plaze virgesinn. Dës Zuel ass awer schon no sechs Méint net méi duergaangen. 1991 ass déi éischt Evaluatioun gemaach ginn, an d'Zuel vun de Patienten ass op 25 ergesat ginn.

D'Konditiounen fir vun der multidisciplinär Équipe vu Jugend- an Drogenhéllef zesumme mat deem Dokter vu sengem Choix en charge geholl ze ginn, ware kloer definiert. Zouglouss waren némme volljähreg Patienten. Si hu missen zwee Joer IV-Carrièren hannert sech hunn. Si hu missen zwee Sevrageplazen. Si hu missen hire Methadon all Dag siche goen an énnere Opsicht hue- len. A si hu missen eemol d'Woch fir en therapeutesch Gespräch, wou se dann evaluéiert gi sinn, untrieben. Si kruten och regelméisseg Pippiskontrollen am Labo gemaach, ob se náisch anescht géif donieft huelen, an zwar esou, dass se net am Viraus woussten, wéini dass se se hu missen ofginn.

Dës Konditiounen sinn 1991 e bësse gelockert ginn aus Aarbechts- a familiären Ursachen, well e Patron, dee sech da bereet erkläret fir en Drogéschütegen anzestellen, ass net vrou, wann en all Moie muss um eelef Auer an d'Apdikt tréppelen, fir sái Methadon ze kréien. D'Prescriptiounen sinn also

der Uni Nanzeg presentéiert ginn, an déi Leit ware ganz begeeschert dovunner. An ech mengen, dass déi Responsabel dovunner an déi, déi sech doranner engagéiert hunn, och kënnen houfreg drop sinn.

Mir hunn éischtens de Punkt vun der Sozialiséierung. Mir hunn de Punkt vun der Normaliséierung vum Aarbechts- a Familljelieren. A wa mer emol dovunner ofgesinn, ass d'Zuel vun den Drogendoudougen, déi vun 1985 bis 1994 schéi propper an d'Lucht gaangen ass, an zwar vun zwee op 28 pro Joer - dat war de Rekord -, sáithier erém schéi regelméisseg eroftaangen. 2003 waren et der némmen nach 14.

Doriwwer eraus huet dës Prise en charge en aneren Avantage, deen ech lech jo net muss schmackhaft maachen, als Responsabel fir d'Finanzen: Si ass wesentlech méi präiswäert wéi Sevageplazen an de Spideeler. A si huet wahrscheinlich - mir hunn do zwar kee rich-tege Verglach, well dat och eng geméscht Populatioun ass, déi souwuel op dár engér wéi op dár anerer Plaz evaluéieren, an et kann een och net dat eent duerch dat anert ersetzen - wierklech gräifbar medezinesch Resultater.

Wat feelt ons elo nach hei zu Létzebuerg? Nun, et ass nach émmer déi kontrolléiert Heroinzoudeelung u Schwéierstofhängeger, déi net realiséiert ginn ass. Dëst wier sécher en zousätzleche Moyen, fir notamtment géint d'Beschafungskriminalitéit virzegoen. An och am Prisong wier dat e géeegenten Outil, fir d'Prise en charge vu Schwéierstofhängegen.

Auslännesch Modelle weisen, dass egal wéi némmen eng Minoritéit vun dëse Leit d'Konditiounen erfällen, fir an esou e Programm ze kommen. Ech wéllt also dat widherhuelen, wat ech schonn d'lescht Joer hei gesot hat: D'Posté fir d'Aarbecht ze maachen, si budgétiséiert. Allez, Här Gesondheetsminister, realiséiert ons dësen Deel och nach! Dir hutt jo elo vum Vize-president vun der Santékommissiou héieren, wéi schaarf dass mer drop sinn, fir virunzekommen an dësen Dossieren.

Ech wéilt awer och am Kader vum Volet Preventioun ganz kuerz op déi legal Suchtdrogen agoen als Parallèle: Mir hunn 9.000 Alkoholiker hei am Land. Vun deene Voll-jahreng drénken d'Halschent vun de Leit een- bis véiermol pro Mount Alkohol. Ee Véierel vun hinne maachen dat awer een- bis fénnef mol an der Woch mat dár ganzer Panoplie derzwésschen. A bei deenen 12- bis 13-Jährige sinn der och schonn, déi den Alkohol een- bis véiermol am Mount probéieren; 10% vun hinnek.

Dés Zuelen énnersträichen, datt déi mannerjähreg Jugendlech e vill ze vill einfachen Zugang zum Alkohol hunn. Dofir begréisséit d'CSV-Fraktioun, dass steierlech Mesuré bei ons geholl gi sinn, fir de Verkaf vun Alkopops ze limitéieren. Dés Moosname gräifen och. Et huet dozou gefouert, dass d'Alkopops quasi ganz bei eis vum Marché verschwonne sinn. Vivement also dat nächst Gesetz iwwert d'Abgab vun Alkohol u Jugendlecher, an net ze vergiessen d'Antitubaksgesetz, well déi béis erwisenermoosseen déi heefgst Astiegsdroge bei Jugendleche sinn.

Ee Patentrezept fir eng effektiv Preventiounspolitik vun all dësen Domäner, zugeschnidden op déi Jugendlech, gétt et leider net, soss hätte mer déi Astiegszuelen net, déi mer hunn; an dat net némmen hei am Land, mä a ganz Europa an op der ganzer Welt. D'CSV-Fraktioun ass der Meenung, dass mer hei mussen ons Pisté weider tréppelen, dass mer se émmer erém dem aktuelle Stand upassen, an och net fäerten, se heiando a Froze stellen. Ech hunn och do ganz vill Hoffnung, wat d'Primärprevention ubelaangt, bei deem neie Gesetz iwwert d'Schoulmedezin, wou

ech hoffen, dass d'Drogeprevention mat e Kapitel dran ass.

Mir däerfen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op guer kee Fall d'Bengele bei d'Tromm geheien, am Intérêt vun onser Jugend.

Ech soen lech Merci.

#### Plusieurs voix.- Très bien.

**M. le Président.**- Merci, Madame Stein. Als nächste Riedner ass den honorablen Här Angel agedroen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert!

**M. Marc Angel (LSAP).**- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt dem Interpellant Merci soe fir déi interessant Debatt, déi hien hei an der Chamber ugefrot huet. Ech mengen, dat gétt eis d'Méiglechkeet déi gutt Aarbecht, déi d'Regierung op deem Plang mécht, vlächt eng Kéier ervirzesträichen. Ech wäert lech do e puer Saachen opzielen. Ech wäert awer net, well ech zu der Majoritéit gehéieren, d'Ae viru verschiddene Problemer zourmaachen, an nach op deen oder anere Problem hiwisein.

Ech wéll awer am Ufank eppes riicht stellen, wat den Här Bettendorf hei gesot huet, d'Santékommissiou hätt sech net mat dár Problématik befaasst. Ech hunn hei den Ordre du jour vun der Sitzung vum 17. Februar 2005, an do steet drop: «Présentation du deuxième plan pluriannuel de lutte contre les drogues et les toxicomanies». Do huet de Minister en Exposé gemaach. Am Rapport mécht dat dräi Säiten aus, wou deen Exposé résuméiert ass. Et däerf een also hei net op d'Tribün kommen a soen, et géing an dár Santékommissiou iwwert dee Problem geschwatt ginn.

Den Här Bettendorf an och meng Virriednerin hunn de Rapport Relis evirgestrich. Ech wollt soen, dass dat wierklech e wäertvollt Dokument ass, an deem mer wäertvoll Informatioun kritt hunn. Ech wollt dofir dem Drogokoordinator Alain Origer vum Ministère Merci soe fir déi gutt Aarbecht, déi hie mat villen anere gemaach huet, mat deem Rapport.

Ech wollt awer och all deene Leit Merci soen, déi Dag fir Dag um Terrain den Drogen de Kampf usoen, an och all deene Leit, déi Dag fir Dag den Affer vun den Drogen hellefen an hire Familjen. Sief dat déi Leit, déi op der Sait kämpfe vun der Reduktioun vun der Demande an der Reduktioun vun de Risiken - dat sinn all déi, déi a soziale Beruffer an an de Santésberuffer op deem Plang schaffen - , mä et däerf een awer net déi vergiessen, déi op dár anerer Sait kämpfen, fir d'Offer ze reduzéieren. An dat sinn d'Justiz an d'Police.

Dés Interpellatioun gétt eis och d'Méiglechkeet ze gesinn, dass zu Létzebuerg an deene leschte Jore scho vill geschitt ass. Den Här Bettendorf huet d'Budgetszuelen ugeschwatt. D'Madame Stein huet se och ugeschwatt. Am Joer 2005, d'lescht Joer, waren am Budget 6,2 Milliounen virgesinn, dat war op d'Joer 2004 eng Progressioun vu 7,2%. Mir haten en éischtens nationalen Drogelang vun 2000 bis 2004. Deen ass och gutt, praktesch ganz duerchgefouert ginn; bis zu 80%. Zwee vun deenen zéng grosse Projeten, déi dee beinhalt huet, konnte leider net duerchgefouert ginn: Dat war d'Fixerstuff an och d'kontrolléiert Abgab vun Heroin.

Bei dësem éischtens Aktiounsplang huet et sech haapsächlech ém Aktiounen an der Urgence gehandelt. Deen huet sech virun allem mam nidderschwellege Beräich befasst.

D'lescht Joer huet dann de jézegen LSAP-Gesondheetsminister während eiser Présidence vun der Unioun maassgeblech och um europäeschen Aktiounsplang 2005-

2008 matgeschafft. An ech wollt just drun erénnern, dass deen énner Létzebuerg Presidentschaft hei zu Létzebuerg approuvéiert ginn ass. E puer Deeg drop, Enn Juni, huet den Här Minister och dunn der Öffentlechkeet deen neien Aktiounsplang virgestallt, deen hien am Februar der Kommission scho virgestallt huet.

Erlaabit mer do eng Remarque, Här Minister: Ech hunn deen Aktiounsplang leider net um Site vun Ärem Ministère fonnt, ech hunn en iwwert de Site vu Lissabon vum Observatoire vu Lissabon seet och, dass eleng d'lescht Joer zwéischen 3 an 3,5 Milliounen Persoune Kokain probéiert hunn. Dovunner sinn 1,5 Milliounen regelméisseg Consommateuren. 12 Milliounen Consommateuren hu mer an Europa vu Cannabis, dovunner 3 Milliounen, déi all Dag consomméieren.

Deen zweete Plang ass also vill méi wält gefächert, wéi ech gesot hunn. E geet besonnesch op d'Therapie an op d'Posttherapie an, also op all déi Beräicher, déi den Här Bettendorf hei a senge siwe Punkten an am Bréif, wéi en dés Interpellatioun ugefrot huet, opgezielt huet.

Désen zweeten Drogenaktiounsplang hält awer och de Volet Justice a Police mat eran, a behandelt also och d'Reduktioun vun der Offer. Den neien Aktiounsplang ass also multidisziplinär. En definéiert Prioritéiten en fonction vun de constatéierte Besoinen.

43 konkret Aktiounen oder Projete sinn an deem Aktiounsplang virgessinn, déi zwéischen 2005 an 2009 realiséiert gi müssen. Den Här Bettendorf huet gesot, et géingen oft Sonndesdiene gehale ginn, mä an deem Aktiounsplang stéet och dran, dass en am Joer 2009 evaluéiert gi muss. Dat ass eng gutt Saach. Da gesi mer, ob et Sonndesdiene waren oder net. Ech hunn op jidde Fall vollt Vertrauen, dass deen Aktiounsplang duerchgezu gétt. Ech wénschen alle Ministeren, déi domat ze dinn hunn, hire Mat-aarbechter an de Leit um Terrain vill Succès. An ech hoffen, dass mer 2009 do gutt Resultater hunn.

43 Aktiounen, hunn ech also gesot, oder Projeten: Dat sinn der véier aus der primärem Preventioun; sechs Aktiounen, wou et ém Prise en charge an Traitementer geet; fénnef nei Aktiounen, wou et ém socioprofessionnel Réintégratioun geet; aacht Projeten, wou et iwwer Fuerschung, Evaluatioun an Information geet; siwe behandelndee wichtegen Aspekt vun der Reduktioun vun der Offer; an aacht Projeten oder Aktiounen, wou et ém d'Koordinatioun an déi internatio-nal Relatiounen geet, déi den Här Bettendorf jo och ugeschwatt huet.

Dee Plang fokusséiert sech also haapsächlech och op d'Offer vun dem Hébergement an dem Logement, op d'Reinsertioun an op d'Therapie. D'Drogepolitik verlaagt also elo vull Kooperatioun. Dofir ass et gutt, dass et dee Groupe interministériel gétt, wou déi verschidde Ministères dra sinn. Ech begréissen, dass et dee gétt an ech ruffen de Minister dozou op, dass dee Grupp weider an nach méi intensiv schaffe soll.

Létzebuerg ass wéi a ville Problematique keng Insel, och hei an der Drogeproblematik. Dofir, erlaabit Der mer eng klammer opzemaachen, Létzebuerg ze verloosen an an Europa ze kucken?

Den Här Bettendorf huet et scho gesot, an d'Madame Stein och, mengen ech: D'EU-Kommissiou wéllt eng besser Koordinatioun vun der Drogopolitik an huet dofir leschte Méindeg, de 26. Juni - an ech mengen, de 26. Juni ass och den internationalen Dag géint Drogeméssbrauch an Drogenhandel -, e Gréngbuch erausginn, a wéllt domadder fachspezifisch Ariaichtungen aus der Zivilgesellschaft

consultéieren. Dat heesch Dialog mat den ONGen aus der Zivilgesellschaft féieren an domadder dann d'EU-Drogebekämpfungs-strategie 2005-2012 an och den Aktiounsplang, deen, wéi gesot, énner Létzebuerg Présidence gemaach ginn ass, 2005-2008 ém-setzen.

Et ass scho gesot ginn: Mir hu jährlech 8.000 Drogendoudeger an Europa. Dat ass eng Ziffer, déi awer dräimol méi héich geschat gétt. Den Observatoire vu Lissabon seet och, dass eleng d'lescht Joer zwéischen 3 an 3,5 Milliounen Persoune Kokain probéiert hunn. Dovunner sinn 1,5 Milliounen regelméisseg Consommateuren. 12 Milliounen Consommateuren hu mer an Europa vu Cannabis, dovunner 3 Milliounen, déi all Dag consomméieren.

An Europa gétt et nieft dem Cannabis awer nach déi zweetmeesch benutzten Drog. Dat ass eng Drog, déi an Europa hiergestallt gétt: Dat ass den Ecstasy. Dat ass och e Problem. An ech mengen, Drogen eleng gi gemixt mat Alkohol a mat Medikamenten. Et kennt émmer méi zu der Polyconsommatioun. D'Madame Stein-Mergen huet eis dat jo aus hirer Praxis als Doktesch och virdru schonn erkläert.

Déi dräi Kommissären, déi zoustänneg sinn, wéllen also hir Efforté maache fir eng besser Koordinatioun. Awer, wat och wichtig ass, se wéllen um europäesche Plang och d'Engagement énnersträichen, fir Dréttländer ze énnerstétzzen, a besonnesch déi Länner, wou nach ganz vill Koka-Planze sinn. Dat sinn all déi Länner um südamerikanische Kontinent an den Anden, an och Afghanistan.

Wat ech interessant fannen an dësem Gréngbuch vun der Kommissiou, dat ass deen Dialog zwéischen der Zivilgesellschaft an den Organisations, déi mat um Terrain schaffen. An ech mengen, wann ech elo op Létzebuerg zréckkommen, a wann ech op de Rapport Relis an op de Létzebuerg Aktiounsplang aginn, dann ass grad deen Aktiounsplang opgebaut op deen Dialog mat der Zivilgesellschaft a mat den ONGen, déi um Terrain schaffen. Ech fannen dat ganz gutt.

Et ass wichtig ze énnersträichen, dass eng effikass Gesondheetspolitik - an ech mengen d'Drogepolitik ass en Deel vun der Gesondheetspolitik - net ouni Information an Énnerstézung aus der Praxis auskénnt. Aus dësem Grond muss d'Abanne vun net staatlechen Organisationen aus dem Drogenberäich émmer erém sécherstellt ginn. Dëst kann all eis Moosnamen némme verbesseren.

Erlaabit mer nach eng Kéier ganz kuerz op déi siwe Punkten, déi den Här Bettendorf a sengem Bréif un de Chamberspresident ugefouert huet, wéi hien hei d'Interpellatioun ugefrot huet, anzegoen:

En éischtens Punkt ass d'Prise en charge vun den Toxicomanen, an och d'Offre thérapeutique. Do sinn am Plan d'action, wéi ech virdru gesot hunn, vill Saachen dran. Och am Rapport Relis kënne mer dat noliesen. Et sinn der scho vill opgezielt ginn.

Ech wéll awer - well ech gesot hu virdrun, ech wéll d'Aen net zoumaachen - nach ee Problem opwerfen, an dat ass de Problem vum Sevrage, also vum Entzuch. Dat ass jo fréier zu Ettelbréck gemaach ginn. Dunn ass dat dezentraliséiert ginn. Dat war an ass, mengen ech, eng gutt Moosnam. Mä, ech mengen, mir hunn némme 15 Better an de Regionalspideeler fir déi akut Psychiatrie, fir déi do Fäll ze behandelen. An ech mengen, et ass net émmer Plaz.

Dëse Problem muss ugepaakt ginn. Well ech mengen, en Toxicomane, deen haut décidéiert, also haut de Wëllen huet, d'Krafft huet, fir an e Sevrage ze goen an deen duerchzeféieren, deen däerf net musse waarden, well soss kann

dee Wëllen an déi Krafft verluer goen. Ech mengen, d'Madame Stein huet dee Problem jo och schonn ugeschnidden. Hei bestinn also Besoiné fir do vlächt méi Plaze fir de Sevrage ze offréieren.

Wat d'posttherapeutesch Prise en charge ugeet, mengen ech, hu mer deelweis wierklech gutt Resultater hei zu Létzebuerg opzeweisen. Ech mengen, e Mensch, deen zu Manternach erauskénnt, huet d'Méiglechkeet, an dräi Haiser op Rouspert ze goen. Dat sinn Haiser besonnesch fir déi Leit, déi clean sinn, déi awer nach Problemmer hu fir dobaussen op de Féiss ze stoen oder fir dobausse Fouss ze faassen. Da gi se op Rouspert an déi Haiser, a wa se dann nach net 100%eg op de Féiss stinn, da gétt et nach émmer d'Méiglechkeet duerch de Projet «les niches», dat ass vun der Jugend- an Drogenhëlf eng Aart Agence immobilière fir Toxicomanen.

Dat gétt finanziéiert iwwert de Fonds de lutte contre le trafic des stupéfiants. Dat war jo och e Punkt, deen den Här Bettendorf uge-schnidden huet, wat deem seng Objektiver sinn. Eng ganz Rei Saachen, déi ech hei opzielen, ginn iwwert dee Fong finanziéiert. Mir hatten iwwregens de President vun deem Fong an der aussepolitescher Kommissiou, well och vill Projeten an der Kooperatioun am Développement doriwwer finanziéiert ginn. Wann Der wéllt, kann ech lech dee Bericht eng Kéier erausdrécken; deen ass interessant. Do gesäßt ee ganz kloer, dass och dee Fong eng Linn huet a senger Politik, Projeten hei zu Létzebuerg énnerstéztzt, zemeschafft mam Ministère de la Santé, an awer och Projete mam Ministère de la Coopération am Ausland énnerstéztzt.

De Wee fir erauszekommen aus den haarden Drogen ass besonnesch haart an oft laang, deir fir eis Gesellschaft. Mä ech mengen, et lount sech, all Mensch déi Chance ze ginn erauszekommen, well ech sinn iwwerzeegt, een, dee clean ass an dee clean bleift, kascht eis Gesellschaft herno finallement vill manner wéi deen Opwand, dee mer maache fir d'Leit nees clean ze kréien.

Ech wéll dem Här Minister vun der Santé awer och félicitéieren a senger Fonction als Minister vun der Sécurité sociale, well ech weess, dass ganz vill Leit och an d'Ausland Therapié maache ginn, besonnesch déi Laangzäittherapien, déi iwwer annerhalte Joer bis zu 24 Méint daueran. Do gétt et ganz bekannt Zentren am Süde vun Italien, an do weess ech, dass d'Kollaboratioun zwéischen de Leit, de Patienten, mat de Krankees excellent geregelt ass. Ech mengen, och dat muss een an dësem Kontext ervirsträichen.

Den Här Bettendorf geet och a sengem zweete Punkt op den Encadrement des plus jeunes an; schreift Der. Ech huelen un, Här Bettendorf, dass Der d'Mineure domadder mengt. Dat ass e wichtige Punkt, an ech sinn och frou, dass Der deen ugeschwatt hutt. Ech mengen, do gétt et nach eng gewesse Grauzon.

Do stelle sech námlech um Terrain eng ganz Rei Problemer. Mineure falen énnert de Jugendschutz, an oft si Situations um Terrain: Zum Beispill, e jonkt Meedche vu 16 Joer wéllt an de Foyer Nuetseil eraléissst, dat si Problemer, a wann een eng Persoun esou owes am Wanter net an de Foyer Nuetseil eraléissst, da kann ee sech jo froen: Ass dat Non-assistance à personne en danger?

Ech mengen, dat ass e Problem, dee mer eng Kéier mussen upaken, well et si jo grad déi Jonk, déi déi meeschte Besoinen hunn, an déi mussen Accès kréien. Do muss een e Modus vivendi fannen, fir dass déi och kénne vun all deene Strukturen, déi mer hunn, profitiéieren.

Wat déi Jonk ubelaangt, gëtt awer scho ganz vill gemaach um Terrain, an do wollt ech dees Projekt vu Médecins sans frontières «Solidarité jeunes» ervirsträichen an de Projekt „Choice“, deen iwwregens och deelweis finanzier gëtt vun deem Fong, deen ech virdrun ugeschwat hinn. Et ass e Projekt, deen ähnlech nom däitsche Projekt FreD, „Frühintervention bei erstauffälligen Drogenkonsumenten“, opgebaut ass. Dat ass e Projekt wou et haapsächlech ém Mediatioun geet zwësche Leit, déi Cannabis oder Ecstasy geholl hinn, an déi déi éischté Kéier opfale bei der Police. Et ass e Projekt vu Mediatioun zwësche Police, Justiz, Schoul an Elteren, an och dee Projekt, mengen ech, huet gutt Resultater opzeweisen, an dee soll een énnerstëtzten.

Ech wëll awer hei och d'Aen net zoumaache virun enger Realitéit, déi et gëtt, a mir sollen dat net verstoppfen. Et ginn am Moment 120 bis 150 Mineuren, déi un der Sprätz hänken an deelweis dönder och an d'Prostitution verwéckelt sinn. Dat muss een zur Kenntnis huelen, an ech mengen, dat wëssen déi Responsabel um Ministère a vun den ONGen och. An do gëtt et och schonn éischt Usätz, an e gudden Usaz ass dee Projekt, deen elo deemnächst wäert zu Ettelbréck ulafen, wou eng Unitéit kreeiert gëtt, déi «Adolescent en crise» heesch.

Do kenne 15 Jonker an enger Structure semi-fermée traitéiert ginn, behandelt ginn, hinne gehollef ginn. Wat ech esou gutt un deem Projekt fannen, Här President, leif Kolleginnen a Kollegen, dat ass, dass et keen zweet Dräibur ass, mä eng therapeutesch Institutioun. Et handelt sech do net ém eng Mesure de placement, mä ém eng Mesure de protection. Ech mengen, dat ass déi richteg Philosophie, an ech fuerderen d'Regierung op, an där Philosophie do, déi mir schéngt déi richteg ze sinn, weiderzefueren.

D'Preventioun an der Schoul huet den Här Bettendorf och a sengem Bréif ugeschwat, an hien huet mat Recht drop higewisen, dass do och d'Gemengen eng grouss Responsabilitéit hinn. De CePT huet säit dem Joer 2000 zwee Coffretten, Coffrets de prévention, souguer een, dee fir Kanner vun dräi bis fënnef Joer geduecht ass, an ee fir Kanner vun eelef bis 15 Joer. D'Stad Lëtzebuerg huet eng excellent Zesummenarbecht - an ech schwätzen hei énnert der Kontroll vun der zoustänneger Schoulschäffin - mat der Police, déi an all 6. Schouljoer och e Programme de prévention mat de Kanner mécht. Dat ass eng gutt Saach.

Et gëtt och de Projekt Suchtprevention an der Gemeng. De SCRIPT huet vum Ministère e Projekt ausgeschafft, „Wat soll dat?“. Et gëtt eng Rétsch Problemer. All Schoul, all Primärschoul an all Lycée ka matmaachen. Et gi souguer iwwert de Ministère de l'Éducation nationale mat der Santé zesumme Formatione fir d'Enseignants ugebueden, an ech maachen hei en Opruff un all d'Direkteschen an d'Direktore vun der Lycéeën, d'Aen net zouzemaachen, mä vun deene ville Moyene Gebrauch ze maachen an der Drogeprevention d'Diere vun hire Schoule grouss opzemaachen.

De Prisong, Här Bettendorf, hutt Der och ugeschwat, a mir hate jo viru sechs Méint hei eng Heure d'actualité vum Här Bettel zu deem Thema. Dat war ähnlech verlauf wéi geschter déi Heure d'actualité zur Prostitution. Den Här Bettel hat deemoos gemengt, Drogenhennéngéingen de Problem léisen, esou wéi hie geschter gemengt huet, e puer Dusche géingen de Problem vun der Prostitution léisen. Dat ass leider net esou.

De Prisong ass leider e Spiegelbild vun der Gesellschaft, an den Här Frieden hat deemoos och gesot: Et gëtt kee Prisong ouni Drogen. Et däerf ee sech awer net doranner

erginn. Ech wollt hei eng ganz perséinlech Remarque douzou maachen, eng Proposition maachen, wou ech mengen, wat vlächt hellefe kéint. Wann een émmer erém Uschälllegungen oder Rumeuren héiert, dass d'Personal vum Prisong mat an esou Drogegeschichte géif hänken, da sinn dat ganz schlëmm Beschlëlliegungen, déi ee muss eescht huelen am Senn, dass ee muss all Zweifel aus dem Wee raumen. Ech mengen, d'Gardienen an de Prisongen hu bestëmmt keng einfach Aarbecht, an an deem Senn hinn och si Intérêt, dass hir Reputatioun wäissgewäisch gëtt.

An deem Senn soll systematesch jiddfereen duerchsicht ginn, deen eran- an erausgeet an dee Prisong, a falls da schwarz Schof drënner wieren, dobäi sinn, déi Handyn oder Drogen eraschmuggelen, da ginn déi découragéiert. Dat kann eis vlächt hellefen, wéi gesot, dése Problem an de Gréff ze kreien. Ech mengen, et sollen déiselwecht Regelen do gëlle fir all Mënsch, deen erageet, ob Visiteur, Personal, den Direkter, Affekoten, Deputéiert, de Minister, wa se eng Visite am Prisong maachen.

Ech mengen, wa mer op internationale Sëtzunge sinn, da musse mer alleguer kontrolléiert ginn, egal ob mer Deputéierte sinn, Minister sinn. Ech war op enger, do waren zwee Statspresidenten, déi sinn all duerch d'Kontroll gaangen. Dat ass heiando lästeg, mä ech mengen, wann een domadder kann d'Reputatioun vu Leit wäisswassen, déi oft beschélllegt ginn, si géingen do matmaachen, wann et némnen ee schwarz Schof ass, da kann dat vlächt hellefen.

Doriwwer eraus gëtt awer am Prisong och ganz vill Aarbecht vun der Jugend- an Drogenhellef gelescht, an do gëtt et och dee bekannte Projekt „Tox“, deen ech deemoos beim Här Bettel senger Interventioun jo genau erkläert hinn, deen och vum Fonds de lutte finanziert gëtt, an de Projekt leeft souwuel zu Giwenech wéi zu Schraasseg. Et ass e Projekt, deen aacht Méint dauert. Do gëtt individuell Gruppentherapie gemaach, Sport an och aner Aktivitéiten.

2005 hunn 102 Clientë sech interesséiert, dorënner 15 Fraen. D'Resultater, déi do erauskommen, rentière sech, well déi Leit, déideen d'Problematik vun den Drogen, besonnesch dem Cannabis. Do ass, mengen ech, den THC-Wäert elo immens, immens héich. Et ass net méi esou wéi dat fréier gemengt ginn ass, een, deen en Joint dämpft, fréier waren déi da ganz roueg, hinn do e bësse meditéiert. Oft ass dat haut de Contraire. Well ganz héich THC-Wäert dra sinn, ginn d'Leit schrecklech nervös, an d'Schied fir d'Gesondheet sinn och vill méi uerg; den Här Bettendorf huet se ugeschwat.

Beim Heroin hu mer dat nämlecht. Do ass ganz schlechten Heroin am Moment um Maart, wou, an dat soen och déi Leit, déi an der Fixerstuff schaffen, déi Ofhängeg schrecklech nervös sinn a vill méi séier flippen. Et ass also kee gudde Stoff, an dofir, fannen ech, misst ee vlächt nees eng Kéier iwwert déi kontrolléiert Abgab diskutéieren.

Och dat ass zwar ganz schwéier, well och do huet d'Experienc am Ausland gewisen, dass, wann s de eng ganz gutt Qualitéit, eng „proper Qualitéit“ vun Heroin hëls,

d'Leit guer net méi dorunner gewinnt sinn, dass se dann do kënnen eng Overdose maachen. Also do musse wierklech ganz, ganz, ganz streng Kritäre fonnt ginn. An ech mengen, et wier derwäert vlächt eng Kéier dee Modell wéi d'Stad Zürich en huet ze kucken. Ech mengen, d'Schwäiz ass jo bekannt, et ass e strengt Land, en ordnungsliebend, professionell Land. Et soll ee sech vlächt eng Kéier un deem Projekt orientéieren, wa mer iwwert dee Sujet an Zukunft diskutéiere wellen.

D'Fixerstuff, Här Minister, do muss ech lech op d'Schëller klappen, do hutt Der de Courage gehat, déi duerchzéien, mat dem Support iwwregens och vun der Stad Lëtzebuerg, dat wëll ech awer hei énnerrsträichen. Mäi gudde Frénd Xavier Bettel war och, wéi hien neie Sozialschäff war, ganz Enthusiast. Hien huet dee Projekt wierklech énnertstzt, hie wollt souguer, hien huet viru lafende Kameraen op RTL gesot, hie géing och finanziell dee Projekt énnertstztzen. Dofir ass et schued, ech weess net wien et war, ob et de Buergermeeschter war oder de Finanzschäff, de gréngé Finanzschäff, ech weess net, wien en zréckgepaff huet,...

#### (Hilarité)

...mä d'Gemeng mécht leider finanziell do net mat. Mä bon, de Minister muss also dann méi Efforté maachen, dass d'Fixerstuff nach méi laang opbleift.

Mä ech wëll awer soen, dass d'Gemeng Lëtzebuerg deem Projekt wierklech fréndlech entgéintgekuckt huet an deem Projekt, wou et eng grouss Siten-Diskussiouen gouf, keng Steng an de Wee geiect huet. An ech mengen, och déi Leit, déi vill Kritike gemaach hinn, sinn elo berouegt. Ech mengen iwver 200 Kontrakter si mat Leit gemaach gi. Et ass och net zum Drogentourismus komm, wat émmer gesot ginn ass: Da kënn hallef Thionville, hallef Metz, hallef Saarbrécken an Tréier bei eis. Dat ass net esou. D'éi Leit, déi do schaffen, soen, et komme keng nei Gesichter derbäi, an ech mengen d'Zuel vun den Overdosene huet sech d'lescht Joer zu Lëtzebuerg reduzéiert. Also dat ass e grousse Succès,...

#### (Interruption)

...an do kenne mer eis némnen driwwer freeën.

Den Här Bettendorf huet och de Problem vun Holland ugeschwat, a besonnesch déi hollännesch Südgrenz. Hien huet och Recht, dass dat ganz problematesch ass. An, gesot Der, d'Beneluxparlement huet awer heiando seng Avantages, do gëtt ee Saache gewuer, an ech si fru mol eng Kéier eppes rapportéieren ze kënnen, iwwert dat mer do laang diskutéiert hinn. Do gëtt et ganz vill Kooperatioun zwéschent de Benelux-Länner an do huet sech Frankräich och mat ugeschloss, well och Nordfrankräich do beträff ass.

Do gëtt et e Grupp „Hazeldonk“ - dat ass eng Stad, ech weess net ob se a Flandern läit oder an Holland, deen ass duerno benannt - an do gëtt et och de Projekt „Joint hit“, wou d'hollännesch Polizei, déi belsch Polizei an och déi lëtzebuergesch Polizei mat de Fransoussen zesummeschaffen, ganz vill Kontrolle maachen, Filiären noginn, an déi och scho ganz vill Succèsen haten. Dat wollt ech awer just hei énnerrsträichen. Et ass also net esou wéi wann um internationale Plang oder grenziwwergräifend do net geschafft géif ginn. Do gëtt ganz vill geschafft.

De Stroosseverkéier, Här Bettendorf, do wësse mer jo, Dir hutt et och ugesot, mir kréien en neit Gezet, et ass beim Statsrot, wou mer beim Alkohol d'Promillgrenz erof-

setzen. Do ass och e Kapitel Drogen dran. Mir wäerten dann d'Geeleéneet kreien, nach eng Kéier doriwwer ze schwätzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et kann een d'Drogen an den Drogoproblem net aus der Welt schafen. Dat ass esou an dat muss een akzeptéieren. Et kann een awer probéieren, de Problem ze ignoréieren, en énnert den Teppech ze kieren. An ech mengen, dat ass laang hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn, mam bekannte Resultat.

#### Une voix.- Ooohhh!

**M. Marc Angel (LSAP).**- Dofir sinn ech fru, dass an deene leschte Joren en anere Wee gaange ginn ass. Dat ass elo iwver sechs, siwe Joer hier, dass mer nei Weeér ginn, an ech wëll drun erënneren, dass Drogen an den Drogoproblem den Ausdrock si vun engem gewëssene Mal-être an der Gesellschaft. Si sinn e Fluchtwéi, e Versuch fir Drock ofzeloose fir Leit, déi net méi mat oder an der Gesellschaft eens ginn.

Mënschen, déi drogenofhängeg sinn, dat wëll ech awer och nach énnerrsträichen, sinn net kriminell, si hunn e Problem, si si krank an an Nout a brauchen Hellef. D'Gesellschaft muss also alles maache wat se ka fir ze verhënneren, dass Jonker a manner Jonker an d'Drogenbeschaffung erafalen. D'Preventioun ass en éischtens essenzielle Punkt, mä dat eleng schaft de Problem leider net aus der Welt. Dofir musse mer deenen Drogenofhängegen, déi aus hirer Sucht erauskommewellen, déi néideg Hellef an déi néideg Énnertstzung ginn. Den Aktiounsplang ass jo e gudden Usaz dofir.

Fir de Rescht geet et drëm, de Schued ze begrenzen, am Intérêt vun den Drogoschütege selwer an awer och am Intérêt vun der ganzer Gesellschaft a vun der Allgemeinheit. Ech soen lech Merci fir Äert Nolauschteren.

#### Plusieurs voix.- Très bien.

**M. le Président.**- Merci, Här Angel. Déi nächst Riednerin ass déi honorabel Madame Loschetter. Madame Loschetter!

**Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).**- Merci, Här President. Et ass schwéier zu méi spéider der Stonn iwver Drogen ze schwätzen, mä ech mengen et ass e wichteg Thema. Dofir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dem Här Bettendorf Merci fir d'Interpellatioun zu désem Thema, wat scho laang an oft heibannen debattéiert ginn ass, wat awer nach émmer esou brandaktuell ass, wou dést Haus an déi verschidde Reglungen sech nach émmer schwéier gedoen hinn a schwéier dinn, Léisungen ze fannen.

En Théma, wat eminent wichteg ass fir d'Gestaltung vun der Gesellschaft, déi vun haut, déi vu muer, an en Théma, wat viru allem eis Jugendléch an eis Kanner. Dat ass hei vu jidderengem, dee virdru geschwat huet, scho gesot ginn. Viru 30 Joer hinn d'Eltere gefaart, hiet Kand géif am Lycée oder an der Disco en Joint fëmme, hu sech opperegt iwver eng Moudevague, déi zimlech libertär mat den doucen Drogen émgaangen ass. Haut si mer an enger ganz anerer Dimensioun, Här President.

Dat occasiell Fëmme vu Cannabinis - obwuel den Eegekonsum énnert enger Form dépénaliséiert ass - ass haut och e Problem ginn, viru allem déi Jugendléch. Wann eng Kategorie extrem gefährdet ass, da sinn et viru allem déi Jugendléch an eis Kanner.

Dat ass hei vu jidderengem, dee virdru geschwat huet, scho gesot ginn. Viru 30 Joer hinn d'Eltere gefaart, hiet Kand géif am Lycée oder an der Disco en Joint fëmme, hu sech opperegt iwver eng Moudevague, déi zimlech libertär mat den doucen Drogen émgaangen ass. Haut si mer an enger ganz anerer Dimensioun, Här President.

Dat occasiell Fëmme vu Cannabinis - obwuel den Eegekonsum énnert enger Form dépénaliséiert ass - ass haut och e Problem ginn, viru allem déi Jugendléch.

Mir kënnen den Drogenkonsum bei Jugendléche gläichstellen, a menge Aen, mam Alkoholkonsum: Béid sinn zu engem grousse Problem an eise Schoule ginn. Béides gëtt net genuch an éierlech thematiséiert. Den Alkohol spillt bei deem Problem vun der Toxicomanie eng wichteg, wann net eng wesentlech Roll. An ech komme spéider nach eng Kéier dorop zréck. Mir sinn haut an der Situations, datt et nach émmer immens schwéier ass eng effikass an eng éierlech Preven-

tiounspolitik am Alldag bei de Kanner a bei de Jugendlechen ze maachen. Dofir ginn et verschidde Grénn:

Éischtens, mir ginn eben net éierlech mat dem Thema Drogen an Drogepolitik ém. Et fánkt eben u mat der Fro: Wat sinn Drogen? Sinn Drogen némme Cannabis, Kokain oder Heroin? Oder sinn och schoonns Drogen Elementer wéi Alkohol, Alkopops, Zigaretten, Medikamente? Oder, nach méi wäit ausgeholl, Séissageetens, PlayStation, an esou weider? Jee, alles, wat engem sái Liewen esou an d'Offhängegeet ka bréngen, alles, wat d'Grenz tésche Genoss a Sucht iwwerschreit, datt ee kee ge-regelten Alldag méi féiere kann.

Ech géif gären hei zwou Publikatiounen géigenwerstellen, déi allen zwee eng Etüd iwwer Kanner a Jugendlech am Kontext Drogé ge-maach hunn:

Éischtens - an dat ass schonn e puermol hei zitéiert ginn -, déi all-jährlech Relis-Editioun, publizéiert ebe vum CRP-Santé a Kollaboratioun mat verschidde Interne-nanten. A puncto Preventioun stéet an deem Kapitel «Les actions préventives»...

#### (Interruption)

...an deene verschidde Sous-Kapitelen, an ech zitéiere se: «Interventions au cours de la prime enfance», «Programmes de prévention en milieu scolaire», «Les programmes pour jeunes», «La prévention par le sport» - déi Saachen do an dat, wat drénnner stéet -, zumindest déi drái lescht Joer hoergenee deeselwechten Text dran.

Et ginn eng halfe Dose vu gutt gemengte Sensibilisatiouns- an Informationscampagnen dran ernimmt, déi stattonnt hunn, sief et a Form vu Konferenze fir de Personnel encadrant, oder fir d'Elteren oder fir se direkt mat de Jugendlechen an der Schoul duerchzéieren. Den Här Angel hat der jo och schonn e puer ernimmt. Dat sinn esou Nimm wéi „D'Schoul op der Sich“, „Wat soll dat?“, „D'Schoul um Wee“, „ExtraTourSucht“ an esou weider, an esou fort. Bei engem eenzege vun deene selleche Projeten, déi Joer fir Joer fréisch gedréckt ginn, stéet geschriwwen, datt «un rapport sur la mise en oeuvre du projet pilote pendant la période a été publié».

Déi zweet Publikatioun ass déi vum Ministère vun der Santé a vun der Éducation nationale. Si haten ugefaang am Joer 2002 eng ganz intéressant a vill aussoend Etüd eraus-zéiginn, „Das Wohlbefinden des Jugendlichen in Luxemburg“, eng Etüd iwwer Jugendlecher am Post-primaire. Am Joer 2005 sinn zwou nei Etüden dozou publizéiert ginn iwwert d'Wuelbefanne vun de Kanner am 5. an am 6. Schouljoer an iwwer Jugendlecher am Postprimaire am europäesche Verglach.

Aus désen Etüde kann een eng Rei vu beonrougegende Konklusiounen zéien, op alle Fall Konklusiounen zéien, déi zu kongruente politischen Aktiounen féiere missen. Et sinn der zum Deel och an désen Etüde suggéréiert. Rieds geet an désen Etüden, wéi vill Kanner respektiv Jugendlecher Gewalt er-liewe respektiv sexuell ugepaakt gi sinn, an esou weider, an esou fort, wéi vill Jugendlecher respektiv Kanner staark Verhalensstéierungen opweisen, wéi vill vun hinne potenziell Kandidaten a Kandidatinnen sinn, fir an d'Isolatioun ze flüchten.

Op Franséisch heesch dat «Problèmes d'externalisation». Dat heesch, wann een décidéiert aus der Gesellschaft erauszeklammen, wann een éinnerlech gekennegt huet. Dést sinn déi potenziell Ju-gendalecher, déi riskéiere sech mat Hélf vu legalen oder illegalen Drogen zréckzezéien. De Familljemu-lieu, d'Schoulsituatioun an d'Relation mat de Glächaltrege spiller derbäi eng wesentlech Roll.

D'Relis-Broschür publizéiert dann eben och Joer fir Joer déiselwecht Resultater, déiselwecht Statistiken, déi zimlech kloer aussoen, datt ob-wuel mer Toxicomanie aus alle soziale Schichten erémfannen - dat en nombre absolu, an och an de Pourcentages -, mir eng ronn 70% Létzebuerger do erémfannen, plus ou moins, mä datt proportional ge-sinn d'Zuel vun de Jugendlechen a jonken Erwuessen aus der portugisescher Communautéit stän-neg klémmt.

An der Relis-Broschür kann een dann och Joer fir Joer liesen, wéi den Niveau d'études vun den Toxicomanen ass. Déi allermeesch hu kee Schoulofschloss. Meeschters sinn et Jugendlecher, déi de Post-primaire ugefangen hunn an d'Schoul ouni Zertifikat ofgebrach hunn. Dat sinn déi sou genannt „early leavers“.

Bei deenen, déi en Ofschluss hunn, hélt de Pourcentage dann och considérabel zou, wann een da vu lénks no riets, vu riets no lénks, vum Classique iwwert den Technique an de Professionnel eriwwergeet. Bei de jugendalechen Toxicomanen ass statistesch bewisen, dass den Émgang mat Alko-hol virun allem an der Famill, dat heesch do, wou se hir Virbiller - zumindest déi éischt Virbiller - hunn, e wichtige Faktor ass fir sel-ler op legal respektiv illegal Drogen zréckzegräfen. Souwuel d'Statistique vun der Relis-Broschür wéi och d'Etüden iwwert d'Wuelbe-fanne vun de Jugendlechen énner-sträichen dést ganz kloer.

Här President, ech kommen net derlaanscht e puer vun de Konklusiounen, déi an der Etüd vum internationale Verglach vum Wuelbefanne vun eise Kanner a Jugendlechen stinn, och nach zu déser spéider Stonn kuerz ze ernimmen. Si si vill aussoend:

Éischtens: „Die Untersuchungsdaten ergeben, dass bei der Gesundheitsförderung der Zeitplan von Präventivprogrammen sehr wichtig ist. Das Ausmaß an regelmäßigem Rauchen sowie Alkoholmissbrauch bei 13-Jährigen weist darauf hin, wie wichtig eine frühe Intervention an den Grundschulen ist. Die Entwicklung, Evaluation und Dissemination von Projektmaterial für Grund- und Vorschule sollte in Zukunft eine wichtige Priorität sein.“

Zweetens: „(...) obwohl spezifisch problemorientierte Einzelaktionen nicht unterschätzt werden sollten, so ist doch die Entwicklung von Initiativen, die darauf abzielen, ganzheitlich Gesundheit zu fördern oder Gesundheitsschäden vorzubeugen, effizienter bei Jugendlichen.“

Dréttens: „Die Daten weisen klar auf die Herausforderung hin, ein positives schulisches Umfeld zu schaffen und den Jugendlichen mehr positive Erfahrungen zu ermöglichen. Im Allgemeinen deuten die Befunde der Studie darauf hin, dass die Jugendlichen, im Laufe ihrer Schulzeit, sich immer nur ihrer Schule entfremdet fühlen und dass Jugendliche mit negativen Schulerfahrungen, wahrscheinlich eher gesundheitsgefährdende Verhaltensweisen entwickeln.“

A véiertens, als lescht: „Zur Maximierung des Gesundheitspotentials der Jugendlichen werden also nachhaltige und koordinierte Aktionsprogramme benötigt.“

Hei da meng konkret Froen un d'Regierung am Kontext Drogepre-ventioun:

Éischtens: Gétt et eng fiabel oder iwwerhaapt Evaluatiounen iwwert déi selleche Projets pilotes aus dem Primaire an dem Postprimaire? Wann ech Evaluatioun soen, da mengen ech net Rapport, mä Evaluatioun.

Ass dru geduecht ginn, fir en een-heetleche Preventiounprojet ze élaboréieren, dee souwiel fir de Primaire wéi fir de Postprimaire ge-duecht ass?

Dréttens: Gétt dru geduecht fir der Preventioun an de Schoule méi Moyenen zur Verfügung ze stellen, souwuel finanziell wéi virun allem an de ménscleche Ressourcen?

A véiertens: Gétt et eng regelméis-seg Kommunikatiounsebene, souzesoen eng Plattform oder Ähn-leches, téschent de verschidde Ministères de tutelle fir déi do Politiken am Kader vun der Preven-tioun ze koordinéieren? Ech den-ken do u Santé, Educatioun oder Ähnleches.

Obwuel mer können a müssen duerch Preventiounarbecht respek-tiv duerch kleng Reparatiounsaar-becht dofir suergen, datt virun al-lem eis Jugendlecher net aus der Gesellschaft erausfalen, musse mer och realistesch zouginn - dat huet jo och jiddfereen hei viru mir gemacha -, datt mer émmer wäerte mat enger Zuel, mat engem Pourcentage un Drogenhängen an eiser Gesellschaft ze dinn hunn. Wat awer net heesch, datt mer eis do erlabe kenne fatalistesch ze sinn!

Och an désen traurege Fäll hu mer eng Verflichtung fir déi Concer-niéert selwer, mä awer och fir déi Gesellschaft, an dár se net méi eens ginn. An ech erkläre mech. Et gëllt deene Leit, déi aus der Ge-sellschaft ausgetruede sinn, déi schwéier toxicomane sinn, eng Hélfstellung unzébidden, fir datt se méiglechst ménsclech-würdeg liewe können. Mä doriwvereraus gëllt et och, datt eis Gesellschaft net Dag fir Dag muss erliewen, datt déis Leit einfach, oder net einfach, op der Strooss liewen a sech sel-ler iwwerlooss sinn.

Dat si genee déi Situationsen, wou d'Onsécherheetsgefill klémmt, munchnol zu Recht, awer munchnol och zu Onrecht. Problemer, wéi d'Augmentation vun der Mendicitéit, vun der Augmentation vun der Beschafungsprostitution; émmer méi mannerjähreg jond Meer-cher, mä mëttlerweil och émmer méi jond Männer, musse sech pros-tituéieren, fir sech kenneen hire Stoff ze kafen. Émmer méi jond Leit sinn op der Strooss, op der Strumm. Si hu keng 25 Joer. Si hunn nach net geschafft. Si hu keen Utrecht op RMG. Si hunn násicht!

De Kommissär Schmit vun der Police hat am leschte Comité de prévention vun der Stad Létzebuerg dëse Phenomeen vun deene Ju-gendalechen, déi násicht hunn, déi op der Strooss sinn, beschriwwen mat folgende Wieder: „Mir sinn do hélfellos!“ An, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann den Organe répressif hélfellos ass vis-à-vis vu jonke Leit, déi hélfellos sinn, da si wuel e puer Etappen iwwersprunge ginn. Oder ass et, well dést Land keng oder net genuch Alternativen unzéidden huet?

Hei muss ech lech och drun erénen-neren, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt an dár leschter...

#### (Interruption)

Et ass en nationale Problem, men-gen ech, ech kommen nach dorop zréck.

Mä ech wollt lech awer elo soen, Här Minister, datt an dár leschter Legislaturperiod eng Commission spéciale «Jeunesse en détresse» och existéiert huet, déi op ganz vun dëse Problemer, déi nationaler Natur sinn, higewisen huet, an déi och eng ganz Rei vu kompetente Leit an Associationen defiléiere gelooss huet, fir schlussendlech en extrem minimalistesche Rapport ze adoptéieren, deen an de wesent-liche Gesellschaftsproblemer léi-her - knapp ee Joer virun de Wah-len, muss ee jo zouginn - de Kapp an de Sand gestach huet.

D'Argument, wat da ganz oft kënnt, ass dat vun der Opzielung vun deene ville Projeten, déi én-

nerstézt oder konventionéiert ginn, a vun enger Opléschtung vum Budget, deen dofir virgesinn ass. Mä, Här President, vlächt muss d'Regierung sech einfach ee fir alle-mol agestoen, och wa se de Bud-get ém 300 an eppes Prozent erhéicht huet, datt et net duergeet mam Budget, datt muss méi a vlächt besser finanziell an déis sozial Problematik investéiert ginn.

Vlächt ass et och héich Zäit fir geographesch sektoriel ze den-ken, an d'Gemengen, déi vum Drogéproblem concrétiert sinn, mat anzebanen. Vlächt ass et och héich Zäit...

**M. Mars Di Bartolomeo,**  
Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.- Wann d'Gemengen eng Demande maachen.

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Elo passt awer op wat Der sot, well soss erklären ech lech d'Haltung vun Äre Leit an der Stad an deem Dossier! Dat wier awer ganz interessant a spannend!

**M. Mars Di Bartolomeo,**  
Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.- Huet een un Ärem Käfeg gerappt, Här Bausch?

#### (Hilarité)

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Ech hunn un Ärem ge-rappt!

**Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).**- Här President, kënnt Der kucken, dass ech d'Wuert erémkréien?

**Coups de cloche de la Présidence)**

**M. le Président.**- Jo, Här Bausch, et ass Är Fraktionskollegin, déi de Moment d'Wuert huet, d'Madame Loschetter. Och den Här Minister soll sech dat virun A feíieren.

**Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).**- Mä ech komme sel-ler nach op dat Thema ze schwätzen. Loosst mech just mäi Gedanke färderig ausbreeden. Well ech mengen, datt et vlächt och héich Zäit ass fir d'Gemengen an déi kompetent Associationen, sech zesumme mat de Ministére-de-tutellen un een Dësch ze setzen an e gemeinsame Strategieplan ze entwerfen, wou d'Gemengen zwar hir Verantwortung missten huelen, mä wou si och déi noutwendeg Énnerstétzung géife kréien, fir um Terrain, an dat zwar dezentraliséiert, déi noutwendeg Strukture kennen ze offréieren.

An der Belsch fonctionnéiert dat schonn zimlech gutt an iwwer e puer Jorzéngten. Hei mengen ech si mir amgaang den NIMBY-Effekt just nach ze promouvéieren duerch eng schlecht koordinéiert, wann iwwerhaapt koordinéiert Drogépolitik. An ech muss éierlech zouginn, datt wéineg Konkretes - do sinn ech net d'accord mam Här Angel - an hi-remp Plan d'action 2005-2009 en matière de lutte contre les drogues et les toxicomanies erémzfannen ass.

An der Rubrik «Situation actuelle» fanne mer folgend Introduktioun: «Selon les dernières estimations, le Grand-Duché se place parmi les pays qui présentent les taux de prévalence d'UPD» - dat sinn eben déi Usagers Problématiques de Drogues - «les plus élevés de l'Union européenne. On constate également que les taux d'admission rapportés par les structures bas seuil n'ont cessé de s'accroître au cours des années récentes.»

Dëse Plan d'action huet dann herno drái Sous-titren. En huet - et ass och schonn hei gesot ginn - d'Ziler: Réduction de la demande, Réduction de l'offre a les axes transversaux, wat ech ganz wichteg a ganz interessant fannen. Mä et sinn, wann een et liest, éischtener eng Rei vu globalen a wéineg de-tailiéierte Beschreibunge vu bonnes intentions.

Do hunn ech e leschte Saz, an ech zitéieren deen: «A l'heure actuelle le présent document constitue en premier lieu un inventaire des besoins prioritaires en matière d'intervention dans le domaine des drogues et des toxicomanies.» Also mir sinn um Punkt vun engem Inventaire vu Prioritéiten. An da kënt: «Les contraintes budgétaire qui s'en dégageront définiront en fin de processus les contours réels du plan d'action.»

**(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)**

Voilà, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Situatioun ass an eisen Aen extrem beonrougelegend:

Éischtens, an der Preventiounspolitik si mer zimlech schwaach op der Broscht, woubäi mer Donnéeën hunn, déi eis opfuerderen, séier an direkt an der Preventioun um Niveau Primärschoul ze interve-nierer.

Eis Repressionspolitik ass an deene meeschte Fäll hélfellos, well et sech hei ganz einfach ém Sozial-politik handelt u kranke Leit, an net ém kriminell Leit un éischtter Stell, dést obwuel mir dat oft esou considérieren.

Dréttens: Eise Plan d'action - spric ech eis Aktiounspolitik - ass net kloer definéiert a staark vu finanzielle Moyenen ofhängig. Fir e Land, wat un der Spëtz vun den Top Ten vun Usagers problématiques de drogues ass, ass dat dach awer eng relativ dramatesch Situations.

Mir hunn d'Drogeproblematik de Moment net am Gréff, an dést huet énner anerem net némme Réper-cussionen op déi concernéiert Leit, mä och op eis Gesellschaft. An do géif ech och nach gären zwee Wieder soen. Well mir hunn duerch d'Drogeproblematik an dësem Land Problemer an der Schoul, Problemer bei de Jugendlechen, Problemer mat Gewalt, Beschafungsprostitution, Beschafungskriminalitéit, Drogendealer, déi mafiéisen Organisations ugehéieren, an esou weider an esou fort. Et feelt u klorer Informatioun a Sensibilisatioun.

An anere Länner, notamment an der Belsch, an der Schwäiz oder an Däitschland, fénnt een énner anerem flott a gutt Internetsiten, déi d'Leit, d'Elteren, d'Léierpersonal, d'Éducateurs an esou weider informéieren. Et gëtt hei am Land émmer méi schwéier de Bierger an d'Biergerin ze sensibiliséiere fir eng Akzeptanz vun deem Problem, fir eng objektiv Informatioun ze maachen.

An do huelen ech gären, Här Minister, d'Beispill vun der Fixerstuff respektiv vum Nuetsfoyer Nuetsfeil, deen am Moment zu Bouneweg vum CNDS bedriwwen gëtt an deen ebe mat Ärem Ministère, mengen ech, konventionéiert gëtt. Dëse Foyer ass op, wann ech mech net iren, vu méindes bis freides vu véier Auer méttes bis zwielef Auer owes. Et besteet d'Méiglechkeet ebe fir sur place haart Drogen ze konsuméieren. Sái Stoff muss een allerdéngs selwer matbréngen.

42 Better stinn zur Verfügung, do-vunner eng Rei, déi fir d'Frai reservéiert sinn. Dat ass - an dat ass och schonn hei gesot ginn, dat wësse mer all - eng transitoresch Léisung, bis dann och déi effektiv richteg Fixerstuff vis-à-vis soll gebaut ginn, wéi och elo décidéiert ginn ass, a wou mer hoffen, datt et séier wäert virugoen. Des Weideren ass en ähnlechen Nuetsfoyer zu Esch-Uelzecht geplant, deen Enn 2008 soll seng Dieren opmaachen.

D'Resultater vun dár transitoresch Léisung zu Bouneweg hu wuel e puer positiv Effekter, mä hunn der och, déi negativ sinn.

Positiv, wann een dat esou kann nennen, ass, datt émmer méi Leit de Wee dohinner fannen, zumindest während den Öffnungszeiten, an datt se do breitett ginn.

Negativ ass, datt déi Struktur op ass esou wéi e Geschäft an der Stad, eben aacht Stonnen den Dag, de Weekend ass se zou. Et ass enk dobannen, et kénnt eng gewéssen Nervositéit bei de Clienten op, an et feelt drastesch u Personal. Ronderém den Nuetsfoyer huet sech e Marché vun Drogen an Drogenhändler, déi dohi kommen, organiséiert. Duerch eng hallescher Politik a Saache Fixerstuff gétt do eng onéierlech Politik bedriwwen.

Hei hu mer et ze di mat Clienten, déi ganz oft mussen - et muss ee sech einfach emol dee Wee virstelle bis an d'Fixerstuff, et muss ee wierklech sech dat virstellen - iwwert de Wee vu Beschafungskriminalitéit an nach vill méi oft vu Beschafungsprostitution un d'Sue kommen, fir da mat deene Sue gläich e puermol am Dag bei engem mafiéisen Dealer en oft on-renge Stoff ze kafen, fir sech dann an d'Fixerstuff ze bewegen, fir do kénnen hire Stoff ze consomméieren. Datt der dann nach émmer vill de Wee net bis dohinner fannen an dann an den Agäng vun engem Parking oder an engem Eck um Trottoir hänken, kann een deelweis och verstoen.

Déi kollateral Schied vun dësen negativen Aspekter sinn enorm fir d'Sensibilisatioun vun der Gesellschaft am noen Émfeld, mä awer och fir d'Gesellschaft an deenen anere Gemengen, déi och missten oder sollten esou eng ählech Struktur kréien. Et kann net sinn, Här President, datt eng transitoresch Léisung vun enger Struktur op esou eng provisoresh an amateuristesches Aart a Weis muss schaffen.

An dofir welle mir eng Motioun déposéieren, wou mir d'Regierung dran opfuerden, dës provisoresh an transitoresch Struktur esou ze adaptéieren an organiséieren ze loessen, datt se siwen Deeg op siwen a 24 Stonnen op 24 op ass, datt mer elo schonn op de Wee vun enger kontrolléierter Distribution vun Heroin an dår Struktur ginn, an datt mer dofir dat noutwendeg Personal an déi noutwendeg finanziell Moyenen zur Verfügung stellen. Mir sinn iwwerzeegt, datt dës Mesuré kuerzfristig émsetzbar sinn, wuel méi Sue kaschten - dat ass och schonn hei gesot ginn -, mä bei wäitem manner Sue kaschte wéi déi Leit d'Gesellschaft elo kaschten, ouni datt mer iwwerhaapt eng Plus-value dovunner hunn.

An anere Groussstied, wou esou eng Fixerstube opgaangen ass, war och vill Opreegung bei de Leit. Do huet och den NIMBY-Effekt geplitt; an dëst och aus verständleche Grénn. Mä a villem anere Stied notamment an Däitschland mä virun allem an der Schwäiz zu Biel, an och zu Zürich, ass et duerch eng intelligent an eng effikass Informatiounspolitik a virun allem duerch e gutt préparéierten a geplante Programm färdeg bruecht ginn, d'Population positiv ze iwwerraschen, well hir Stad respektiv hire Quartier eng visibel erfaassbar Plus-value herno gesi konnt.

Et muss een och wëssen, datt dee Problem vun der Drogoproblematik, an notamment dee vun dem eischen Experiment vun der Fixerstube, deen elo eben an der Stad ass, en nationale Problem ass. An och do erém eng Kéier weist d'Relis-Broschür, déi jo Joer fir Joer déiselwecht Statistiken opweist, datt déi Leit mat Drogoproblemer méi aus dem Süde komme wéi aus der Stad. Dat heesch, uewen an der Hitparad - Dir wësst et besser wéi ech - hu mer de Süden, dann d'Stad, den Norden an dann den Osten.

Hei am Land mussen och endlech d'Regierung an den zoustännege Ministère hir Verantwortung iwwerhuellen a sech endlech déi noutwendeg Moyenen dofir ginn, souwuel um Niveau vun der Drogoproblematik selwer wéi och vun der

Koordinatioun téschent de verschidde Ministères de tutelle an och de verschidde Gemengen. Et kann net sinn, datt d'Zesummenaarbecht mat de Gemenge sech reduzéiert op d'Verhandlunge fir en adequate Site an datt d'Gemenge mat engem nationale Gesellschafts- a Sozialproblem eleng geelsgaang.

Dëst gesot, wënscht sech meng Fraktioun, datt mer gläich befaast wäerte gi mat engem konkreten Aktiounsplang souwuel um Niveau vun der Preventioun bei eise Kanter wéi och bei deene Leit, déi um Wee aus den Drogen sech net méi eleng erémfannen.

Här President, ech ginn lech déi Motioun an domadder wär ech färdeg.

#### **Motion 4**

*La Chambre des Députés,  
considérant*

- que, selon les dernières estimations, le Grand-Duché de Luxembourg se place parmi les pays qui présentent le taux de prévalence d'usagers problématiques de drogues le plus élevé de l'UE;

- l'échec éminent des politiques prohibitionnistes quant à l'objectif initialement proclamé de restaurer la santé publique en diminuant l'usage de drogues par des moyens répressifs de plus en plus lourds;

- que la toxicomanie est avant tout un problème de santé et que des mesures concrètes visant une réduction des risques s'imposent;

- la nécessité de centres d'accueil pour personnes toxicomanes afin de permettre la consommation de drogues sous des conditions optimales d'hygiène;

- que l'instauration d'une salle d'injection se concrétise sous peu sur le territoire de la ville de Luxembourg;

- qu'un foyer d'accueil d'urgence pour personnes toxicomanes existe actuellement à Luxembourg ville qui, outre la fonction de foyer de nuit, leur offre pendant certaines heures de la journée la possibilité de consommer des drogues;

- que le problème de la toxicomanie ne se limite pas uniquement à la ville de Luxembourg, mais s'étend à d'autres régions du pays;

- que la région sud du pays compte le nombre le plus important d'usagers problématiques de drogues et que l'ouverture d'un foyer d'accueil y est prévue pour fin 2008;

- que le programme de coalition du Gouvernement prévoit une augmentation des structures d'accueil pour toxicomanes et le développement d'un projet de mise à disposition de drogues sous contrôle médical,

invite le Gouvernement

- à améliorer d'urgence les conditions de fonctionnement du foyer d'accueil par l'extension de la structure et par une augmentation substantielle du personnel encadrant afin que les personnes toxicomanes puissent bénéficier d'un accès interrompu au foyer;

- à y entamer à court terme le programme de distribution de certaines drogues sous contrôle médical;

- à mener une campagne de sensibilisation concernant l'importance et la nécessité de telles structures afin de mieux faire accepter l'implantation de ces locaux auprès du public;

- à mettre à disposition tous les moyens nécessaires pour que la salle d'injection projetée sur le territoire de la ville de Luxembourg fonctionne d'une façon optimale, notamment en y affectant dès le début les ressources humaines et financières indispensables;

- à réaliser dans les meilleures délais le projet d'un centre d'accueil d'urgence prévu au sud du pays;

- à prévoir, à l'instar des modèles appliqués en Belgique et en Suisse, la décentralisation de l'implantation de structures d'accueil pour personnes toxicomanes;

- à préparer cette décentralisation par la création d'une plate-forme regroupant les différents ministères et toutes les communes concernées pour élaborer une stratégie et un plan d'action coordonné tout en veillant à mettre à disposition des communes les moyens nécessaires.

(s.) Viviane Loschetter, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Henri Kox.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

**M. le Président.** - Merci och. Den nächste Riedner ass vun de Kollegee vun der ADR, den Här Roby Mehlen.

**M. Robert Mehlen (ADR).** - Merci, Här President an Här Interpellant, wann ech mer dat esou erlaben däarf.

Ech froe mech wann ech deen Débat haut de Méttens hei bis elo verfollegt hunn, wat d'Leit dobausse vun eis halen, déi an deene leschten zéng, 15 Joer eng ganz Partie därf Débaten hei an der Chamber erlieft hunn a leider musse feststellen, datt an der Situatioun dobausse vun der Drogoproblematik sech net ganz vill beweegt huet, mä datt ausser e puer Usätz - kosmetesch wär vläicht e bësse krass gesot -, fir punktuell verschidde Situatiounen ze erliichten, fundamental un déser Problematik bis elo net vill geännert huet.

Här President, ech wollt lech Merci soen, selbstverständlich och wéi meng Kollegee virdrun, fir Är Initiativ an am Ufank drop hiweisein, datt 1993 mäi Kolleg a Fraktiounschef de Gast Gibéryen eng Interpellatioun hei hat iwwert d'Drogoproblematik, datt et doropshin am November 1993 zur Asetzung vun enger Spezialkommissiou komm ass, déi sech speziell mat dår ganzer Problematik befasst huet. De Mäerz 1996 ass de Rapport vun därf Spezialkommissiou eraus komm an d'Konklusiounen waren, mir missten op nei Weeën goen, mir missten aus den ausgetréppelte Pied eraus.

An et war eng Debatt den 23. Mee 1996 hei am Parlament, eng Motioun, déi eestëmmeg ugeholl ginn ass, an do ass festgestallt ginn, datt eng «urgence certaine existe à engager une véritable politique en matière des stupéfiants» an d'Regierung ass invitéiert ginn «à faire siennes les conclusions de ce rapport et à tout mettre en œuvre pour les réaliser dans les meilleurs délais».

Nach eng Kéier, villes, wat deemoos gesot ginn ass, ass op der Streck bliwwen a leider musse mer haut feststellen, datt d'Situatioun sech net wesentlech verbessert huet.

Et ass sech hei beklot ginn driwwer, datt Zuelematerial géing feelen. Ech muss soen, Här Minister, et huet ee jo net émmer Zäit fir déi ganz Rapporten - déi sollen theoretesch de Mäerz erauskommen, déi awer elo am Laf vun der Zäit émmer méi spéit erauskommen - ze liesen, mä ech hunn e bësselche Basismaterial och an Ärem Rapport iwwert d'Situatioun vun der Toxicomanie hei zu Lëtzebuerg vermess. Ech sinn op d'Sich gaangen an ech hunn en internationale Verglach fonnt, deen op verschidde Quelle baséiert, deen awer leider schonn e bësse méi al ass.

Do muss ech soen, wann ee Lëtzebuerg do némme mat eisen Nopeschlännner vergläch, déi Etüd kénnt bei eis op 5% vun der Popu-

latioun, déi vun der Toxicomanie betraff wären. An der Belsch sinn dat 1,8%, a Frankräich 2,5%, an Däitschland 1,3 bis 1,5%, an Holland 1,6%. Wann déi Zuele richteg sinn, esou wéi se hei stinn - an et sinn awer Zuele vun der Weltgesondheetsorganisatioun, der europäescher Communautéit an esou weider -, da weist dat, wéi schro de Problem hei zu Lëtzebuerg ass. Well laut deene leschten Informationen, déi mer hunn, ass déi Zuel vun 2.000 Ofhängeger, déi hei opgefouert ass, jo entre-temps nach eng Kéier e gudde Krack an d'Lucht gaangen.

Här President, well ech net vill Zäit hunn, wollt ech direkt op d'Haaptuleies kommen, well et kéint ee ganz vill zu därf Problematik hei soen.

D'Haaptuleies oder eng zentral Considératioun: Mir kénne schrecklech vill maachen a Saache Preventioun, mir kénne schrecklech vill maachen a Saachen Therapie, Notherapie a Begleedung an ech weess net wat nach alles. Wann et eis net geléngt, de Moter vun deem Ganzen, deen am Geschäft läit wat mat den Drogéemaach gëtt, ofzestellen, da wäerte mer émmer der Problematik hanndru lafen. Dat ass e Problem, deen net némme sech hei zu Lëtzebuerg stellt, dat ass e Problem, dee sech weltwält stellt.

Mir wëssen alleguer, datt d'Drogégeschäft eent vun deene gréissste Geschäfteweltwält ass. An den internationalen Drogenhandel wäert esou laang fonctionnéieren a probéiere sech iwwerall breet ze maache wéi Geld domat ze verdéngen ass. Dofir ass den Usaz, fir d'Drogoproblematik zum gréissen Deel iwwer Repressioun ze bekämpfen, falsch. Mir müssen et färdeg bréngen dem Geschäft, dat heescht dem Handel, d'Waasser ofzegrueren.

Ech si bei menger Sich no Material fündeg gi bei enger, soe mer emol ONG, déi heescht „Bundesarbeitsgemeinschaft kritischer Polizistinnen und Polizisten“ an Däitschland. An ech hunn do ganz interessant Saache fonnt. Et deet mer Leed, datt ech dat net alles hei kann ausféieren, mä do gi Leit zitéiert, wéi zum Beispill den Nobelpreisträger Milton Friedman, dee seet: „Die Verelendung der Drogensüchtigen hängt mit der Kriminalisierung der Drogen zusammen.“ Oder e Professor a ganz bekannte Verfaasser vu Bicher, de Samuel Britton, dee seet: „Das Drogenproblem wird durch die repressiven Gesetze eher verursacht als gelöst.“

An ech denken, no all deenen Echecen, déi mer erlieft hunn - a meng Virriednerin huet jo och dorop higewisen an ech mengen de Marc Angel virdrun och zum Deel -, datt mer do müssen innovéieren an datt mer dat wierklech müssen iwwerdenken; an hei ass jo och d'Schwäiz schonn ugefouert ginn.

Den ADR huet schonn oder d'ADR haut - ech muss mech och émgevinnen - huet schonn...

#### **(Interruptions diverses)**

**Une voix.** - Et ass net esou einfach.

**M. Robert Mehlen (ADR).** - D'Alternativ Demokratesch Reformpartei, Här President, huet scho virun enger Rei vu Joren drop higewisen...

**Une voix.** - Do ass et d'ADR nach net ginn!

**M. Robert Mehlen (ADR).** - Dat ass richtig, et war awer du schonn den ADR, deen huet schonn deemoos drop higewisen, datt an der Schwäiz op Basis vun Universitéitsstudien, déi sech iwwer Joren erstreckt hunn, ganz positiv Erfahrung gemaach si gi mat der kontrolléierter Verofreechung vun Heroin. Déi ganz Experienc ass och némme op Basis vum Heroin gemaach ginn.

Et ass eng Etüd gelaf 1994 bis 1996 fir emol ze kucken, wéi dat fonctionnéeire keint.

Den Oktober 1998 ass an der Schwäiz e Bundesbeschluss komm fir dat anzeféieren. De Mäerz 1999 ass d'Veruerdnung erauskomm iwwer „ärztliche Verschreibung von Heroin“. An de Juni 2003 ass dee Programm bis Enn 2009 verlängert ginn. E fonctionnéiert de Moment an 19 Stied an an zwee Prisongen.

D'Resultater sinn absolut positiv. Zwee Drëttel vun deene, déi heinothängen sinn, sinn haut a Behandlung. D'Gesondheet an d'sozial Integratioun vun deene Betrifenden ass bedeutend verbessert ginn. E groussen Deel vun hinnen ass erém an d'Erwerbsliewen zréckkomm. Den Infektionsrisiko vun HIV an Hepatitis B an C ass wesentlech erofgesat ginn. Nei offen Zeene sinn net méi entstanen.

Dann e Punkt, dee fir eis awer ganz wichteg ass, dat ass, datt d'Beschafungskriminalitéit ganz massiv zréckgaangen ass. Aus deem Dokument vun de kritischa Polizisten an Däitschland geet ervir, datt zwee Drëttel vun allen Eigentumsdelikter an Däitschland eleng op d'Beschafungskriminalitéit zréckzeféiere sinn. An do kommen ech net derlaanscht fir festzestellen, datt mer vill Drogenohängeger, déi allgemeng als Kranker considéréiert ginn, awer an de Prisonge sätzen hunn, well se stroffalleg gi si bei hirer Beschafungsaktivitéit; wann ech dat emol esou däarf nennen.

Dat heesch, déi Leit ginn da kriminaliséiert a se sinn eigentlech an der falscher Struktur énnerbruecht.

An der Schwäiz ass festgestallt gi bei deem Versuchsgrupp - well et waren zwee Versuchsgruppen, déi niewentenee gelaf sinn; woubäi déi eng da kontrolléiert den Heroin kritt hunn an déi aner einfach lafe geloon gi sinn -, datt deen ee Grupp wéi gesot vill besser situéiert war herno, datt der och vill méi nach gelieft hunn no zéng Joer wéi déi, déi net énnerstëtzzt si ginn, awer datt d'Beschafungskriminalitéit bal op null zréckgaang ass.

Wann ee sech dat fir Lëtzebuerg iwwerleet, wou mer d'Prisonge voll sätzen hu Leit, déi eleng duerch d'Beschafungskriminalitéit opfälleg gi sinn; wann ee bedenklt datt déi, déi richtig ofhängen sinn, am Fong geholl de ganzen Dag soss näisch färdeg bréngt wéi drun ze denken, wéi se dann elo erém un d'Sue komme fir sech déi nächst Dosis ze verschaffen; da kénnt Der och keng sénnothaben Therapie mat deene Leit maachen. Dofir, mir müssen aus dem Däiwelskrees eraus.

Mir hunn dat scho viru Jore verlaagt. Et ass bis elo an därf Bezieitung quasi nach näisch geschitt.

Här Minister, ech wëll lech soen, datt op Basis vun den Erfahrungen an der Schwäiz - Dir wësst dat wahrscheinlech och - de Moment an Holland, an Däitschland, an Groussbritannien, a Spuenien, a Kanada an an der Belsch Essaië lafen, fir och op dee Wee ze goen.

An der Schwäiz ass festgestallt ginn, datt dee Programm natierlech kascht - et kritt een näisch fir näisch -, mä datt awer an der Endofrechnung 60 Euro pro Dag vollekswirtschaftlichen Notzen alles abegraff bei der Operationeraus komm sinn. An der budgetärer Situatioun, an därf mer haut sinn, misst ee jo dann direkt soen: Ma komm, mir ginn op dee Wee, well insgesamt gesi kénne mer jo némme Geld spueren.

Ofgesi vum Schnéiballeffekt, deen dora besteet, datt déijéineg, déi ofhängen sinn a Geld brauchen, fir sech hire Stoff kénnen ze leeschten, soss näisch maachen, zu engem groussen Deel, wéi probéiere selwer erém nei Konsumenten ze fannen an der mat eranzeéien, déi vläicht guer net wéilles haten oder guer net esou direkt an der Gefor waren, fir drogenohängen ze ginn.

D'Fro, déi ee sech muss stellen - se ass zwar haart gestallt, mä si gëtt och vun deem Grupp do, vun där „Bundesarbeitsgemeinschaft kritischer Polizistinnen und Polizisten“ gestallt -, dat ass, awéiwäit datt weltwält iwwerhaapt e politeschen Interessi besteht, fir deem ganzen Drogengeschäft do d'Waasser ofzegruewen.

Ech menge mir hu ganz sécher als Vertrieder vum Vollek, an Dir och als Regierung, e gewalteschen Interessi, fir esou séier wéi méiglech déi beschtméiglech Resultater ze hunn. Mä wann een awer weltwält duerch d'Landschaft kuckt, da stellt ee fest, datt net mat där néideger Konsequenz virgaange gëtt.

Hei zu Lëtzebuerg kënnt émmer d'Argument, an dorriwwer musse mer eis énnerhalen: Ass esou eng isoléiert Virgehensweis, déi ee kënnt fir den Urfank emol vläicht op den Heroin limitéieren, op engem nationalen Alleingang méiglech? Da verweisen ech op d'Schwäiz. Et ass sécher méiglech.

An déi zweet Fro, déi ee muss handnendrun hänken: Kann een et net, wann ee beim Heroin scho positiv Erfahrungen huet - mir brauchen déi Etüd net nach eng Kéier ze maachen, well se läit vir, an allen Detailer -, och nach op déi aner Drogen auswälten?

Bei där Stellungnahm, déi déi Leit hei gemaach hunn, kommen déi ganz kloer zum Resultat, datt ee misst op de Wee goen déi Drogen, déi elo kriminaliséiert sinn, total ze dekriminaliséieren, well een némme iwwert dee Wee ka virukommen.

Här President, et wär nach villes ze soen. Natierlech stellt d'Fro sech: Wat beweegt jenk Leit derzou fir an den Drogokonsum eranerhëtschen? Natierlech musse mer och um Gebitt vun der Preventioun schaffen. Dat fänkt an de Familljen un, dat leeft awer och zu engem ganzen Deel iwwert d'Schoulen. Dat leeft iwwer eise System vu Geellschaft, wou ganz vill Leit énnert d'Rieder kommen, wou Leit - besonnesch déjéineg, déi keng Aarbecht fannen, Jonker - op eng Kéier an en État de détresse geroden, wou se dann zu Drobe gräffen, well se mengen dat wär den Auswee a wat awer do den Auswee net duerstellt.

Här President, meng Zäit ass esou wäit ofgelaft. Ech wollt mech, ob-schonn een zu ganz vill Punkten nach hätt kënne Stellung bezéien, op deen Aspekt hei limitéieren.

Et muss Schluss si mat der Flickschusterei. Domadder wëll ech net soen, datt alles, wat elo gemaach gëtt, Flickschusterei ass.

Mir müssen deenen hëlfelen, déi de Moment ofhängeg sinn. Mir müssen alles maache fir den Däiwelskrees ze duerchbriechen, an dat kann némme iwwert d'Dépénalisation vun den Drobe goen an iwwer eng Kontroll. An do kann een haut mat der moderner Technologie sech ganz intelligent Léisungen afale loessen, wou een dat och perséinlech ganz genee kontrolleiert. Duerfir mengen ech och, datt eng isoléiert national Léisung méiglech wär per elektronesch Kaarten, wou een dat effektiv kontrolléiere kann.

Ech erwaarde vun Iech, Här Minister, kuerzfristeg e positiven Usaz an där Problematik.

Merci.

**Une voix.** - Très bien.

**M. le Président.** - Merci, Här Mehlen. Leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Jaerling. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

**M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Merci, Här President. Ech wëll och lech als Interpellant, Här President, félicitiéiere fir Är engagéiert Interpellatioun.

Ech hunn hei an der Chamber där schonn zwou matgemaach, eng Kéier souguer virun engem volle

Sall. Ech hunn och matgemaach, datt émmer erém duerno versicht ginn ass iergendeppe ze bewegen, mä d'Resultat war medioker. Mir hunn zum Beispill versicht vum repressive Wee e bëssen ewechzekommen, fir de Cannabis e bësser méi liberal ze behandelen, an hunn domadder leider, muss ech soen, nach méi Konfusioun geschafen, wéi mer der virdru schonn haten.

Mir hunn hallehärzeg Deelléisunge verabschiet, déi kee Kapp a kee Schwanz haten. Mir hu Gesetzestexter verabschiet, wou draaste: Et duerf ee Cannabis ongestroft konsuméieren; et duerf een awer keen am Besétz hunn. Et duerf een haart Drobe mat an d'Fixerstuff eranhuelen; et duerf een awer keng am Besétz hunn, an duerfir kann ee virun der Fixerstuff gepétzt ginn, wéinst Besétz vun illegale Substanzen.

Do versteet souguer een, dee bedämpft ass, d'Welt net méi!

Déi Onkonsequenz, mat där an der Suchtproblematik vu verschidde Regierungen operiert ginn ass - net némme vun engen, mä vu verschidde - , huet mat sech bruecht, dass mer haut nach bal esou do sti wéi virun 20 Joer.

Wa mer wëssen, dass d'Drogengeschäft e Véierel vum Weltwirtschaftsbudget ausmëcht; wa mer wëssen, dass mat Suen aus der Drogekriminalitéit Kricher finanziéiert ginn; wa mer wëssen, dass mat Drogegelder d'Politik bestach gëtt an déi wierklech Verantwortlech an de Chefetage vun de Konzerner d'Drogegelder wäisswäischen; da brauche mer eis net allze vill Illusioonen als klengt Lëtzebuerg ze maachen an da bleiben eis um Terrain nach zwou Alternativen:

An déi éisch - dat ass fir mech déi wichtigst - ass esou vill Mënsche wéi méiglech vum Drogokonsum ewechzehalen. An dofir brauche mer weiderhin an nach méi effizient Preventiounskonzepter, besonnesch fir déi Jugendlech, well et net némme méi jugendlech Súchteger gëtt, mä et gëtt och émmer méi jugendlech Dealer. An dat muss och emol eng Kéier gesot ginn, datt déi Drogekriminell sech och émmer méi Jonker eraussehen, fir ze dealen, ebe well se déi mam Fric lackelen; och Kanner, déi besonnesch aus aarme Kreesser kommen, déi vun deem Fric ugezu ginn, an dann irgeleet ginn.

Et muss awer och besonnesch eng méi déifgräifend Koordinatioun vun alle Strukturen, déi am Drogoberäich schaffen, getätegt ginn. Mir däerfen och net spueren, wa mer méi Strukture brauchen. Mir musse wierklech doranner investéieren, ganz besonnesch an d'Preventioun a ganz besonnesch am Schoulberäich. Awer net némme bei de Kanner, well hei schéngt et och, datt d'Elteren - dat, wat mer scho Jore versichen, mä nach émmer musse feststellen - heiansdo méi Opklärung brauche wéi hir euge Kanner, déi heiansdo méi iwwer Drobe wësse wéi hir Elteren.

An dann hu mer awer do derbäi eng zweet Aufgab, an dat ass déi um Liewen ze halen, déi der haader Sucht verfall sinn, déi ni méi erauskommen an ouni Hélfel stierwen. Et ass also eis Aufgab Liewen ze retten. An do soen ech: La fin justifie les moyens. An all déi Weeër a Mëttelen, déi mer bis elo versicht hunn, hunn net geograff. Dat huet mäi Virriedner och scho gesot. Déi hallehärzeg Entkriminalisierung vun de Cannabis-Produkter huet keng Erfollegger ze verzeichnen.

Am Contraire, d'Produzente vun deem Dreck mëschen elo statt 10% THC bis zu 25% énnert den Tubak. Domadder gëtt d'Suchtgefhor verduebelt an de Risque, fir méi déif dranzerutschen, gëtt émmer méi flagrant. Dofir ass et hei scho wichteg, ze probéieren eng proper kontrolléiert Wuer an alle Beräi-

cher unzebidden. Ech si weiderhi fir eng total Entkriminalisierung fir déi douce awer fir déi haart Drogen iwwert de Wee vun engen staatech kontrolléiter Ausgab vun de Produiten; och vum Cannabis. Den illegale geféierleche Maart kréie mer némme zerstéiert, wa mer eng Alternativ ubidden, déi net némme méi bëllieg ass, mä déi och do derniewent propper a kontrolléiert Produiten ubitt, an déi och mathëlleft d'Veutraue bei deene Concernéierten opzebauen.

Här President, gëschter hate mer eng Disküssiou iwwert d'Prostitution, énner anerem och iwwert d'Beschafungsprostitution. Mir waren eis all hei eens, datt dat eng duebel geféierlech Prostitution ass: Engersäits, well se derzou déngt, fir deen nächste Schoss ze erwirtschaften, an dofir zu engen Liewensnoutwendegkeet fir de Súchtege gëtt. Anerersäits awer och, well déi Aart vu Prostitutionen onzourechnungsfäeg sinn a sech de Gefore fir hir Gesondheet guer net bewosst sinn. Déi liewen nach just fir den nächste Schoss, wéi all anere Súchtege vun haarden Drogen och, a vergiessen alles ronderem sech.

Ech hunn uganks gesot, datt et eis Flicht ass, Mënscheliewen ze erhalten. Hei ass duebel Handlungsbedarf. Hei handelt et sech ém Persounen, déi a flagranter Gefor sinn an do derbäi och riskéieren, nach anere Persounen gesondheetlech Schied zozufügen. Wa mer als Verantwortlech hei - a besonnesch zu Lëtzebuerg - net schnellsméiglech agräifen, dann ass dat Non-assistance à personnes en danger. Dat ass strofbar. Da si mer alleguer Verbriecher, well mer wëssen, datt déi Persounen engen duebeler Gefor ausgesat sinn a permanent a Liewensgefhor sinn. Dofir musse mer esou schnell wéi méiglech reagéieren.

Awer net op déiselwech hypokritesch Aart a Weis, wéi et elo haapsächlech geschitt ass mat Repression a Schäininitiativen, mä ganz einfach konsequent a mat geziilte Konzepter, fir datt grad an deem Beräich do, wou duebelen Handlungsbedarf besteet, de Betraffenen dat schnellsméiglech kann zougestane ginn, wat se um Liewen hält. Well et geet an alleréischter Stell ém hiert Liewen. Se um Liewen ze halen ass eng éisch Priority, fir se da lues a lues erém an d'Gesellschaft zréckzeféieren. Dofir musse mer iwwer eise Schiet sprangen an endlech agesinn, datt et fir déi, déi dragerutscht sinn, keng Alternativ ausser den Doud gëtt, wa mer net nei Weeër ginn.

Här President, wa mer periodesch hei Interpellatiounen iwwert d'Drogengesucht kréien, dann ass sécher e Problem do. An dann ass vun all Interpellant gewünscht an och sécher haut vum Här President, vum Här Bettendorf, datt mer endlech handelen. A fir dat kënne maachen, däerfe mer d'Drogengesucht net méi niewebäi behandelen, mä separat. Separat an deem Sënn, datt mer déi zoustänneg Kommission opfuerderen de Problem konsequent an net némme niewelaanscht unzegoen.

Ech sinn awer der Meenung, datt d'Gesondheetskommission dat net packt, well de Problem émmer méi grouss gëtt. Mir müssen also erém eng Spezialkommissionen schaffen, déi sech net némme mat der Drogekriminalitéit, mä och mat der Prostitution befasst, well déi zwou Saachen enk zesummenhängen, an dat net némme am Beräich vun der Beschafungsprostitution, mä och am Kader vum Proxénétismus.

Dee Cumul ass duebel geféierlech. Duerfir däerfen déi zwee Problemer net an zwou verschidde Kommissionen behandelt ginn, mä

gemeinsam an engen eegener; fir d'Gesondheet vun deene Betraffenen, awer och vun deenen, déi se fréquentéieren. Mir müssen endlech vun der verklempter Philosophie ewechkommen, datt mer mat Repressioun alles léise können. Mënscheliewe rett een net mat Repressioun, mä mat Repressioun dreiwe mer déi, déi mer rette wëllen a mussen, émmer méi an d'Anonymat an da kréie mer se net méi erfaasst. Dann dränge mer se an eng Zeen eran, wou se net méi erauskommen. Dat wësse mer alleuguer.

Dës Chamber ka sech en Denkmal setzen an an d'Geschicht agoen, andeem se d'Moyené kreéiert mat deenen déi Súchteg wierklech als Kranker behandelt ginn, an hinnen déi Substanzen zougestane ginn, déi se um Liewen hale können. Ech begréissen et dofir, datt de Courage opbruecht ginn ass, fir Fixerstuffen ze schafen. Mä d'Madame Loschetter huet et scho gesot, datt dat och iergendwéi némme hallefärzeg fonctionnéiert, och wann Erfollegger ze verzeechne sinn an émmer méi Beträffener dohinner ginn. Mä et ass ganz wichteg, fir mat deene Betraffenen, déi dohinner ginn, och e soziaalt Vertrauen opzebauen a se iwwert dee Wee énner Kontroll ze hunn, se kënne medezinesch a psychologesch ze betreien, an iwwert dat dauerhoch verschafent Vertrauensverhältnis se mol endlech erém u sech gleewen ze loessen.

Deen eenzege Problem, deen do besteet, ass deen, datt déi Súchteg fir hir Wuer musse matbréngen, anstatt datt se do proper Wuer gratis ugebuede kréien, fir net méi der Beschafungskriminalitéit ausgeliwert ze sinn, a fir net méi um Wee fir an d'Fixerstuff duerch e Spaléier vun Dealer ze goen, déi némme drop waarden, fir hinnen dee leschten Dreck unzebidden. An da wëlle mer och, datt mer se vum Wee vun der Beschafungskriminalitéit ewechkréien, wou se iwwert d'Prostitution oder soss énnerwerfung leiden.

Dofir musse mer am Beräich vun der Beschafungsprostitution Strukture schaffen, déi proper Wueren ubidden, bis mer déi Betraffenen iwwert de Wee vu luesem Erauskommen oder se iwwer maner geféierlech Ersatzsubstanzen erém an d'Gesellschaft zréckföhren. Dat ka funktionnéiere fir d'éisch iwwer Streetworking, an duerno iwwer adequat fest oder mobil Strukturen.

Dofir brauche mer awer Zivilcourage a müssen derfir suergen, datt déi Súchteg och als Mënschen akzeptéiert ginn, well och dat ass e Problem. Och wa mir eis hei de Mond fusseleg schwätzen dorriwwer, esou wëssen mer awer wéi et an der Gesellschaft funktionnéiert, an datt dat net de Fall ass. Mir müssen hinnen de Wee opmaachen, fir datt se als vollwäerteg Mënsche mat hirer Sucht liewe können, an an der Gesellschaft erém akzeptéiert ginn. Dat fänkt am Kapp un.

Dofir, Dir Dammen an Dir Hären, maacht Äre Kapp fräi. Gehäit Är klengkaréiert Denkweis an Är Vüruerleer op d'Mësch, a sidd do-mat d'accord, datt an engen Spezialkommissionen esou schnell wéi méiglech déi néideg Akzenter kenne gesat ginn, fir alles an d'Weeër ze leeden, fir e Maximum u Liewen ze retten. Wa mer dat färdeg bréngen, da kënne mer houfreg sinn. Wa mer awer weider nokucken, oder de repressive Wee wëlle bâibehalen, da si mer selwer Verbriecher. Da gehéiere mer an déiselwech Këscht niewent d'Dealer an d'Zuhälter.

Ech soen Iech Merci.

**M. le Président.** - Merci, Här Jaerling. Elo huet d'Regierung d'Wuert. Här Minister, Dir sidd wëll-komm hei um Pult. Här Minister, Dir hutt d'Wuert!

**M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.* - Merci, Här President an duebeler Hisiicht: als President ff. do uewen an als Interpellant bei déser Geleeënheet. E Merci fir déi Aart a Weis, wéi d'Disküssiou hei gefouert ginn ass, an deen éierchen Engagement, fir um Terrain am Kampf géint d'Drogen a beim Schutz vun deene Jonken a maner Jonke virun den Droege virunzukommen. Mir brauchen déi Énnerstzung vun der Chamber. Mir brauchen déi Evolution am Denken, fir Dieren opzékriéien, déi an der Vergaangenheit fest zu wa-ren.

Et sätzen der heibannen, déi sech iwwer Joren engagéiert henn a widder déi Gummiswann gestouss sinn, déi et gi si bei neie Gedanken, neien Iwwerleegungen an neie Pisten an der Drogepolitik. Ech si frou festzestellen, datt an deem dote Beräich eng seriö Evolution do ass, déi sech net némme mat Wieder beginigt, mä déi och bereet ass mat unzepaken. Ech sinn dofir ganz vrou dorriwwer, dass vun alle Säiten déi Bereetschaft hei ugekënnegt gëtt.

Wann ech héieren, dass een d'Gemeinde soll énnerstzeten, fir op deem dote Wee matzemaachen, dann tréfft dat bei mir op ganz positive Buedem, well ech déi zwee éisch Joren oder déi annerhalfe éisch Jore vu menger Amtszeit net émmer déiselwech Bereetschaft fommt henn, an ech freeë mech dorriwwer fir déi Zesummenaarbecht ze fannen an engen kohärenten Approsche, déi mer ustriewen. Eng kohärent Approsche zesumme mat alle Partner, eng multidisziplinär Approsche, well weder e Gesondheetsminister nach e Force-publique-s-Minister nach en Educationssminister nach Gemengen eleng nach Familljen eleng bréngen et färdeg, deen dote Problem an de Gréff ze kréien.

Mir brauchen déi kohärent Approsche, mir brauche Réseauen a mir brauchen eng zesummenhängend Approsche vis-à-vis vun all Zorte vun Drogen. Wann et eis esch gemitgert ass mat der Preventioun, der primärer Preventioun, fir d'Kanner staark ze maachen, fir Nee kennen ze soen, da brauche mer och eng konsequent a kohärent Approsche vis-à-vis vun deene salonfäegen, net salonfäegen, deenen haarden an deene manner Drogen.

Et muss een also kloer Aussoen henn, an ech stelle mech all deenen an de Wee, déi soen, hei müsse mer Toleranz vis-à-vis vun déser Drogen an do müsse mer Toleranz vis-à-vis vun d'r doter Drogen. Ech mengen, dass ee sech e groussen Dénsgcht leescht, wann een eng kloer Positioun huet an Neen zur Ofhängegkeet seet an Neen zu dem Wee an d'Ofhängegkeet, deen iwwer all Zorte vun Drogen, déi salonfäeg an déi net salonfäeg, féiert.

Dat ass eng Approsche, déi dës Regierung huet, konsequent huet a Saachen Tubak, konsequent huet a Saachen Alkohol, konsequent huet a Saache sou genannte Softdrogen, déi net méi esou soft sinn - an dat ass e puermol hei énnerstrach ginn, duerfir wëll ech net méi dat Wuert „Softdrogen“ héieren am Zusammenhang mat Cannabis -, a virun allem och vis-à-vis vun deenen haarden Drogen. Mir hunn eng konsequent Approsche fir d'Offer ze reduzieren.

De Kolleg Frieden léisst sech entschëllen, well hien aner Verflüchtigungen nach huet, mä hien huet sech mat mir ofgeschwat an där heiter Debatt, grad ewéi mer dat och an där Approsche um Terrain zesumme maachen an deem interministerielle Grupp, deen iwwregens an deem leschten annerhalwe Joer dräimol zesumme-komm ass an dee mer reorganiséieren, well mer méi kloer Approsche, méi zesummenhängend Approsche wëllen aus deem Grupp erauskréien, an och duerhaus be-

reet sinn aner Ministèrë mat an deen dote Grupp ze engagéieren.

Mir hunn an der Zwëschenzäit den zweeten Aktionsplan géint Drogen. Et ass also en éischten do gewiescht, wou extrem vill Efforté gemaach gi sinn - an dat önnesträichen ech - an deene Jore virdrun a wou zu 80% dat realiséiert ginn ass, wat ugekennegt gi war. De Carlo Wagner, mäi Virgänger, weess, dass ee vun deene Punkten, deen och him um Häertz louch, net realiséierbar war, well déi Dieren zou waren: d'Fixerstuff oder den „Drogenkonsumraum“. Et kann een him net de Reproche maachen, hien hätt et net gewollt, mä d'Zäit war dee Moment net räif. Déi Fénster ass an der Zwëschenzäit opgaang, an ech menge mir freeën eis zesummen, dass déi Fénster opgaang ass.

Elo kann ee soen, déi Fixerstuff - a Motioune gëtt se ganz ignoréiert -, mir wären amgaang se opzebauen. Neen, si besteet! Den „Drogenkonsumraum“ besteht zénter engem Joer niewent dem Dages-an niewent dem Nuetsfoyer, dat ass e Ganzt. 13 an eng hallef Persounen schaffen - Persounen, dat ass dat falscht Wuert -, engagéiert Terrainsarbechter schaffen an deem dote Gebai, maachen extrem gutt Aarbecht. A wann een eis seet, mir hätten eng hallefhäerzeg Approche: Neen, mir hu keng hallefhäerzeg Approche, mä mir hunn hei e Beräich wou mer eis keng Feeltrétt erlaben däerfen.

Wann Der wësst, wéi schwierig et war fir deen Ufank do ze maachen, wéi vill Widdersränn et gi sinn, och bei der Gemeng, hu mir d'Optioun geholl fir lues opzebauen, fir Erfahrungen ze sammelen, fir dat Ugebuet auszebauen, a mir wäerten dat Ugebuet auszubauen. Am nächste Budget wäert èmre se riën Effort gemaach ginn, fir deen Drogenkonsumraum méi laang fonctionnéieren ze loessen, well - an dat soen ech bei där Problematik, wou ee schlecht vu Succèsé ka schwätzen - déi Fixerstuff, deen Drogenkonsumraum huet sech bewährte. Et sinn an der Zwëschenzäit 230 Persounen, déi dovu profitéieren.

Ech ginn lech eng Donnée wou ech net soen, dass et den Drogenkonsumraum eleng war, deen dozu bäägedroen huet, mä d'Zuel vun den Doudegen duerch Iwwerdosen ass vun engem Joer op dat anert nach eng Kéier halbéiert ginn. Mir leien an der Zwëschenzäit fir 2005 nach bei aacht Iwwerdosen, déi déidlech waren. Dat sinn der nach èmmer aacht ze vill. Mä et gesäit een awer eng seriö Tendenz no ènne wann ee weess, dass an de Spëtzejoren 2000 an an den 90er Jore Spëtzje bis zu 30, 28, 29 Affer erreicht gi sinn. Dat heesch also, et kann een net soen, dass do keng Efforté gemaach gi sinn, dass net geschafft ginn ass op dem Terrain.

Et gëtt èmmer gesot: schafft mat den ONGen! Dat maache mer, mer schaffe mat engagéierten ONGen, an déi ONGe kenne schaffen, well se déi nouwendeg Méiglechkeete vum Statsbudget kréien. Wéi gesot, vervéierfacht hu sech d'Mëttelen innerhalb vun aacht Joer, och an deene leschten zwee Budgetsjore sinn nach eng Kéier bal eng Millioun Euro dropgeluecht ginn. Mir leien am Moment bei 68 Leit, déi an deem dote Secteur vun de Strukture schaffen, mä ouni déi ze zielen, déi elo an deene Spidolsberäicher schaffen. Et kann een also net soen, dass an deem heite Beräich keng Efforté gemaach ginn.

Mir sinn hei an engem Beräich wou et dee Knäppchen net gëtt, wou ech kéint drécken, dass d'Problematik fort wär. Dat hei ass eng Problematik, do gëtt et 100 Knäppercher, an et weess een net èmmer wou se leien. Also muss ee se si chen, et muss ee sech eruntaaschen, et muss een Alliéierter fannen. An dat ass d'Problematik. Et kann

een net einfach soen: Man müsste ja nur.

Et gëtt eng ganz Rei vu Pisten, a mir si bereet, déi Pisten ze goen. Dat geet u mat der Förderung vun der Krafft vun deenen, fir Nee kënnen ze soen. An da geet et weider bei der Preventioun, an et ass och do net esou wéi wann et keng Initiative géif ginn. Ech nenne just déi fantastesch Aarbecht, déi vum Drogepreventiounscentrum gemaach gëtt, dee Formationen ubitt, wou enk mat de Gemengen zesummeschafft gëtt, wou e ganze Réseau vu Gemenge sech erëmfonnt hunn am Drogepreventiounscentrum. An ech sinn dankbar fir all Gemeng, déi sech weider doranner engagéiert an dem Drogepreventiounscentrum vlächt eenzel Aufgaben ofhëlt, well mir hunn alleguer eng Verantwortung do, net némmen de Stat.

Och d'Gemengen, wou d'Kanner draliewen, och déi Autoritéiten, déi sech èm d'Primärschoul këmmern, hunn eng Responsabilitéit, zesumme mat eis selbstverständlichkeit, mä et kann een net èmmer némmen de Ball un de Stat weiderginn. Och wann et drëm geet fir Strukturen opzebauen ass et net èmmer némmen de Stat, deen do muss seng Verantwortung iwwerhuelen.

Ech hat zum Beispill - an de Marc Angel huet drop higewisen - eng Kéier owes d'Televisioun uge maach an do hat ech de Sozial schäff vun der Stad Lëtzebuerg am Bild, dee gesot huet: Jo, et gi Leit an d'r Fixerstuff gebraucht; jo, mir als Stad Lëtzebuerg si bereet, dat Personal zur Verfügung ze stellen. Dat sot den Här Bettel, dee Sozial schäffen an der Stad Lëtzebuerg ass.

Den Dag duerno oder zwee Deeg duerno huet de Buergemeeschter - deen ech awer schätze fir seng Zesummenarbecht an deem heite Beräich, dat wëll ech extra soen, deen de Courage hat fir deen heite Wee matzegoen - gesot, dat war falsch vum Här Bettel verstanne ginn an dat war net esou gemengt, d'Gemeng wëllt sech do net substituéieren. Ech hunn dat zur Kenntnis geholl, verstinn och all Argumenter, hat mech also just e bëssen eis vill fréi gefreet. Bon, et ass ni ze spéit. D'Offer vu mir stéet jidfalls nach èmmer: All Gemeng, déi bereet ass, do matzemaachen, ass wëllkomm.

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Här President, entschëllelegt, et gëtt jo awer eng Differenz, wann Dir de Gemengen eppes ofréiert a se dann opfuerert matzemaachen. Dat hei war e bëssen eppes Ëmgédreites. Hei wär einfach verlaangt ginn, datt d'Gemeng Lëtzebuerg...

**M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Mir hunn dat net verlaangt!

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Neen.

**M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Also ech wëll lech nach eng Kéier soen,...

**M. le Président.** - Een nom aneren.

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Ech wëll lech just soen, déi Struktur, déi zu Bouneweg steet, dat wësst Der ganz genau: Dir hätt am lénfste selwer - natier lech - scho fir dëst Joer méi Gelder zur Verfügung gestallt, wann dat méiglech gewiescht wär, mä aus budgetäre Grénn hutt Der déi Gelder net kritt. Dat wësst Der ganz genau.

**M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Neen, dat ass esou net wouer.

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Dach, dach!

**M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Neen!

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Dach, dach. Dir hutt et missen échelonnéieren, an do louch de ganze Problem an därganzer Geschicht, an duerfir hutt Der et op e puer Joer opgedeelt. Ech mengen, dat ass Är Responsabilitéit, a wann ech gelift,...

**M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Ech iwwerhuelen déi och. Mä dat ass net wouer. Éischtens hu mir net gefrot vun der Stad Lëtzebuerg, fir dat dote Personal ze kreien.

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Jo, mä Dir wësst, datt et gebraucht gëtt.

**M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - De Sozial schäffen huet dat aus eegene Stecker ugebude gehat.

An zweetens muss ech lech soen, dass mir eng gewëssen Zuel vu Leit erausgeschloen hunn am Budget an dass mer dat maache wéi Dir dat och maacht an de Gemengen.

(*Interruption*)

Dir hutt dat jo elo an der Zwëschenzäit och geléiert, dass d'Politik d'Konscht ass vun de Choixen, dass, wann een eng gewëssen Zuel Personal zur Verfügung huet an et huet een zéngmol esou vill Demanden, een da probéiert dat esou opzedeelen, dass et e Sënn gëtt. Dat maacht Dir och esou.

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Jo, awer dat hänkt prioritär...

**M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Majo, ech soe jo net de Contraire. Ech géif awer men gen, dass och dee viregte Schäfferot mer do den Accord ginn hätt an dass et net un deem neien Element am Schäfferot hänkt,...

(*Interruption*)

...dass mer den Accord kritt hunn. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Niki Bettendorf huet eng ganz Rei vu Froen opgeworf, wou ech lech erspueren an all Detail drop anzegoen, well d'Zäit forteeft. Ech wëll lech awer soen, dass, wann den Niki Bettendorf bedauert huet, dass vlächt de Kampf géint d'Drogen net eng éischt Prioritéit an der politescher Ausenanersetzung wär, et fir d'Regierung eng éischt Prioritéit um Terrain ass a mir eis Corps et âme an déi dote Problématik erawerfen, an et sinn der heibannen, well se selwer Projete promouvéieren, wou mer bei deene Projeten zesummeschaffen.

Et gëtt bedauert, dass mer hei en Aktionsprogramm hätten, deen sech iwwer fénnef Joer histreckt, mä mir missten awer elo nach d'Moyenen do derfir kréien. Abee, een, deen déi budgetär Aarbecht hei am Stat kennt, dee weess, dass mer am ordinäre Budget net pluriannel Finanzierungspläng maachen, mä dass mer Budget fir Budget an d'Diskussiounen eraginn an dann déi verschidden Etappen an deem Aktionsprogramm realiséieren. Näisch aneschters maache mer an näisch aneschters stéet an deem Aktionsplan dran.

Dee leschte Plang ass zu 80% realiséiert ginn. Also sinn 80% vun deenen ugekennigte Moosnamen och budgétiséert ginn. An ech gi mat Vertrauen dovun aus, dass mer an dësem Aktionsprogramm datselwecht wäerte fäerde bréngen.

Ech wëll op eng wichteg Fro agoen, well déi mer och um Häierz läit. Wann een en Drogekonsumraum mécht, wou ee sech seng Drogé muss matbréngen an, wéi dat am Ausland och de Fall ass, déi Drogen net kontrolléiert ginn op hir Qualitéit, dann däerf ee sech ganz seriö Froe stellen. An da muss ee soen, déi nächst Etapp muss déi si vun enger kontrolléierter Ofgab vun Drogen u schwéier Ofhängeger. Dat ass virgesinn. Dat ass virgesinn am Koalitiounsprogramm, mä dat, wann ech gelift, mécht een eent nom aneren, wa mer eisen Drogekonsumraum solidiéiert hunn.

Ech hunn lech virdru gesot, et ass esou e kriddelechen Thema, och hei zu Lëtzebuerg, dass ee sech e Feeltrétt net erlabe kann. Ech hätt jidderee vun lech gär gesi bei déi éischten Zwëschefall, deem éischt seriöen Zwëschefall an deenen éischt puer Wochen an der Fixerstuff, well do war den Accord nach ganz zerbréchlech, wéi d'Reaktioun gewiescht wär, wa mer déi éischt Problemer gehat hätten. Mir, Holz upaken, hate bis elo keng an, Holz upaken, hoffen, dass mer och an Zukunft esou gutt iwwert d'Ronne kommen. An deem Drogekonsumraum si Leit opgegaange ginn, déi dobausse grousse Risiken ausgesat waren. Et sinn och Problemer entstanen, mä mir hu se erëmkritt doduerch, dass se am kontrolléierte Milieu waren.

Duerfir gitt eis Zäit fir deen nächste Schratt gradesou gutt ze préparéieren, wéi mer den Drogekonsumraum préparéiert hunn. A mir hunn dat super préparéiert. Mir hunn dat préparéiert mat der Gemeng, mir hunn dat préparéiert mat allen Acteuren, déi um Terrain aktiv sinn, mat der Polizei, mam Parquet, mat de Sozialarbechter, mat deene Leit, déi d'Strukture bis elo betreit hunn.

Mir hunn a Saache medizinesch kontrolléiert Zur-Verfügung-Stellung vun Drogen Erfahrungen wéi dat am Ausland gemaach ginn ass, mir ginn eis do inspiréieren a mir wäerten dat an deenen nächstens zwee Joer maachen. Ech hat lech d'leschte Kéier beim Drogekonsumraum gesot, dass mer dat innerhalb vu Méint géife maachen. Innerhalb vu Méint stoung en. An ech soen lech dës Kéier, dass mer innerhalb vun deenen nächstens zwee Joer - ech ginn dovun aus fir 2008 - do e Pilotversuch hunn, fir dat ze realiséieren. Do kënnt Dir mech och beim Wuert huelen.

Vis-à-vis vun de Schoulkanner, ob dat elo am Primaire oder am Post-primaire ass, fillen ech mech ganz beträff. Do gëtt et eng ganz Rei vun Initiativen, déi mer zesumme mam Schoulministère, zesumme mam Justizminister, zesumme mat anerer maachen, an ech ginn der Madame Loschetter honnertprozenteg Recht, dass, wa mer déi vill Initiativen, déi mer maachen, müssen evaluéieren. Dat ass eppes wat et leider net genuch hei zu Lëtzebuerg gëtt. Net némmen am Beräich vun den Drogen, mä an alle Beräicher.

D'Evaluatioun ass dat wou mer am leschten drun denken. Et ass awer dat Allerwichtegst, well een opgrond vun der Evaluatioun kuckt, wéi déi eenzel Politike gegraff hunn, wéi ee se muss korrigéieren, wéi ee ka virufueren, an dass een net déi Mëttelen, déi een huet, ouni Wirkung verbëtzt. Dat ass eppes wat a Fleesch a Blutt muss iwwer gehen. Ech sinn honnertprozenteg mat lech d'accord, dass een dat an dësem Beräich muss maachen.

D'Koordinatiounsplattform gëtt et. Et gëtt se mam Terrain. Do gëtt extreem gutt koordinéiert, an den Numm ass e puer mol hei genannt ginn, den Alain Origer, den nationalen Drogekoordinator, mécht do eng gutt Aarbecht mat de Leit vum Terrain alleguer, well et ass net einfach an deem dote Secteur ze schaffen, well et kritt ee méi Récksléi wéi Erfollegsmeldungen.

Well d'Zäit forteeft, wollt ech just zwou, dräi Saachen ervirsträichen, déi an deem leschten annerhalwe Joer geschitt sinn. Mir hunn also en Drogenaktiounspogramm wou mer 2005 an 2006 ronn 30 nei Aktiounen entweder realiséiert hunn, entaméiert hunn oder préparéiert hunn. Dir hutt virdrun héiere wéi vill Mesurë virgesi sinn. Déi, déi am meeschten an d'Ae stiechen:

Dat ass den Drogekonsumraum; en ass realiséiert an e gëtt ausgebaut.

Et ass den zweeten Projet „Choice“, e ganz wichtige Projet zesumme mat Médecins sans frontières, wou d'Primo-Consommateuren, déi déi

fir d'éischt a Kontakt mat den Droege kommen - ganz Jonker - op-gaange ginn. Zesumme mam Parquet, zesumme mat der Polizei, zesumme mat den Acteuren um Terrain ginn déi Jonk récupéréiert, an der Hoffnung, dass mer se aus der Ofhängigkeit erém an d'Fräi-heet kënnen zréckbréngen. Dorém geet et jo.

Dann een Duerchbroch a Saache fehlplacéiert Jugendlech am Prisong, dee mer kritt hunn, wou hei vlächt net esou oft d里wer diskutéiert ginn ass, mä wou an der Öffentlechkeet d里wer diskutéiert ginn ass, dat ass iwwert déi Jugendlech, déi am Prisong gelant sinn, well et keng entspreechend Strukture gi sinn. Mir sinn eis eens, fir e Pilotprojet do ze realiséieren, wou mer eng éischt Struktur elo kréien, wou awer den Accord schonn do ass fir d'Foyer, déi hennendru solle kommen, opzебauen. Zesumme mam CHNP, mat enger multidisziplinärer Équipe, well dat net némmen Toxicomanë sinn; dat si Kanner, Jugendlecher, déi vill Stéierungen hunn.

Mir ware mam Ombudscomité fir d'Kanner déi virlescht Woch déi geplangten Infrastruktur kucken. A mir sinn amgaang den Accord ze ginn, fir déi Embauaarbechten, déi an der Orangerie zu Ettelbréck ge-maach solle ginn, virunzedreiwen. Da gi mer dervun aus, dass déi Struktur bis zum Enn vum Joer steet. Zesumme mat der Famille, zesumme mat der Justiz maache mer e Projet, dee begréisst gëtt vun de Jugendriichteren, well se dann eng Alternativ hunn, fir komplizéiert Fäll - Kanner, net Fäll -, Kanner aus dem Prisong an eng adaptéiert Struktur mat enger Perspektiv, fir eng Kéier herno erém Fouss ze faassen, ze placéieren.

Dat si lauter Saachen, wou een net ka soen, dat wier náisch. Dat sinn d'Duerchbréch! An ech insistéieren: Dat sinn d'Duerchbréch! Dat si Fénsteren, déi opgaang sinn. Dat si Problemer, déi mer ugepaakt hunn. Ech wéll hei insistéieren, dass et net de Verdéngsch ass vun deem engen oder aneren aleng, mä dass mer vill Leit gebraucht hunn, déi ugepaakt hunn. Et sinn Dieren opgaangen, déi zou-geneelt waren, a wou keen et gewot huet se opzestoussen. Am Beräich vun deenen assistéierte

Strukture gëtt et Besoinen, an déi Motiounen, déi fuerderen, dass mer weider ausbauen, déi leie rich-teg.

Ech kommen herno ganz kuerz op d'Motiounen ze schwätzen. Ech géif mengen an zwou Minutte kënen ofzeschléissen.

Mat dem Logement encadré si mer amgaang d'Ugebuet auszawéiten. Schaffplazen, Posttherapie-Plazen - well Schaffplazen, «réinsertion par le travail», gëtt et an deem dote Beräich quasi net - si mer amgaang ze realiséiere mat engem Acteur um Terrain, wou erém eng Kéier déiselwecht Problematik ass: Jo, d'accord, mä awer wann ech gelift beim Noper. Wou mer awer och op Gemenge getraff sinn, déi Wäitsiicht hunn, an déi och bereet sinn eng Hand mat unzepaken, wou mer en Duerchbroch maachen, fir an der Posttherapie net némmen de Logement - extrem wichteg -, net némmen d'psychologesch Weiderbetreuung - extrem wichteg -, mä och erém d'Perspek-tive schafen, duerch d'Aarbecht en normaal Liewe kënnen ze féieren.

Well wann déi jonk Leit aus der Therapie erauskommen a si dréinen d'Daumen, da komme se iergendwann eng Kéier erém mat deenen a Kontakt, déi se dohi bruecht hunn. Dofir probéiere mer och do vernetzt Ugebueten ze maachen.

Mir si sécher net um Enn an eiser Approche, fir esou mann wéi méig-lech Kanner, Jugendlecher an de Kontakt mat Drogen ze bréngen. Mir si sécher net um Enn, fir deenen, déi et net gepackt hunn, ze héllefen. Mir brauche vill Moyenen. Mir brauche vill Strukturen. Mä, ech mengen awer, dass een net dat soll verniedlechen an ewechrieden, wat um Terrain geschitt dank villen engagéierte Leit.

Well wann ee seet: „Et geschitt náisch!“, da verkennt een den Engagement vun honnerten engagierte Leit, déi vill méi einfach an engem anere Beräich kéinte schaffen, wéi an deem heiten! An dat loosseñ ech net zou vis-à-vis vun deene villen Initiativen, vun deene villen ONGen. ONGen, dat sinn net némmen d'Bénévoler, déi héllefen, mä et sinn och Profien, déi vun eis mat énnerstétzt ginn, an déi ouni eis Héllef, ouni de Budget vum

Stat, ouni de Budget vun deenen, déi d'Konventiounen hunn, dat do-tan net maache këint.

**(Interruption)**

Et ass keng Faveur, mä et soll een einfach net verschweigen, dass mer riseg Efforten an deem dote Beräich maachen.

Ech mengen, virdrun ass vun de Sprétsze geschwat ginn - ech wéll nach ee Wuert just dorriwwer soen -, d'Zuel géif an d'Lucht goe vun de Sprétsze, déi verdeelt ginn. Dat heesch net onbedéngt, dass d'Zuel vun deenen Ofhängegen an d'Lucht geet, mä et heesch, dass der émmer méi - bal all - vun deem doten Ugebuet profitéieren. D'Resultat gesäßt een: manner Doudeger, manner Toxicomanë beim Sida; bal keng méi. Dee Problem ass bal komplett ewechkomm duerch den Échange vun Nolen. Am leschte Joer waren et der 434.879, déi verdeelt gi sinn. D'Zuel vun den Drogenohängege bleift stabil. Déi geet net an d'Lucht. Dat Eenzegt, wat besuerniserregend ass - an dat huet den Niki Bettendorf virdrun och richteg gesot -, dat ass, dass d'Drogekonsumente méi jonk ginn, dass émmer méi jonk ugeaange gëtt.

Ech wéll lech just dann nach dräi Saache soen: Dass mer bei der Behandlung vun der Problematik bei deene Jonken op d'Prevention setzen; dass mer mat der Police zesumme verstärkt Kontrolle ronderém déi méi problematesch Kreesser organiséieren, ronderém d'Schoulen an d'Parken, ronderém d'Garen, an esou weider an esou fort. Ech wéll och soen, dass d'Zesummenarbeit mat de Corpsen aus den Nopeschlänner exzellent fonctionnéiert. Dee Réseau klappt an der Zwëschenzäit, an dass a Saachen Drogekonsum am Prisong eng Task force vum Justizminister agesat ginn ass, déi am Hierscht hir Propositionen - e schwéiere Problem ganz sécher - wäert maachen.

Ech kéint mat deene Projeten, déi mer ugereizt hunn, elo nach weiderfueren, mä ech wéll dat net maachen, wat jo dann heiansdo reprochéiert gëtt, dass ee Moossnamen opzielt, dass ee Budgetskreiditer opzielt, dass ee Personal opzielt. Dat wéll ech net maachen.

Ech wéll awer soen, dass dat och wichteg ass an dass wa mer kee Personal hunn, wa mer keng budgetär Mëttelen hunn, da maache mer och keng Politik an deem dote Beräich.

Ech wéll zum Schluss Stellung huelen zu deene véier Motiounen. Déi zwou éischt Motioune vum Niki Bettendorf, sech bezéidend op d'Douane, kann d'Regierung an där doter Form net akzeptéieren.

Déi drëtt Motioune géif ech ganz gär unhuellen, wann den Auteur géif op deen drëtten Tret vum Considérant verzichten, well - ech wéll dat just soen - déi Offre thérapeutique gëschter, haut a mar ni grouss genuch wáert sinn, mä dass mer alles solle maachen, fir déi Offre thérapeutique auszebauen. Dat ass déi Bitt, déi ech un den Auteur géife stellen.

Bei där véierter Motioune, och wann ech mat enger ganzer Rei vu Punkten dovu ka liewen, sinn eng Rei vun Objektiven, falschen Tireten dran. Et gëtt gemaach wéi wa mer en Drogekonsumraum eréisché geífe préparéieren. En ass do!

**Mme Viviane Loschetter**  
(DÉI GRÉNG).- Neen.

**M. Mars Di Bartolomeo,**  
Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.- En ass do!

**Mme Viviane Loschetter**  
(DÉI GRÉNG).- Här Minister, mir hunn dat geschriwwen, fir ze soen, dass déi richteg Fixerstube, net déi transitoresh, op Franséisch «salle d'injection» - wann den Term net richteg ass, da musse mer de richtegen Term dramaachen ...

**M. Mars Di Bartolomeo,**  
Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.- Voilà!

**Mme Viviane Loschetter**  
(DÉI GRÉNG).- Mä wat mer wollte soen, dat ass: Déi richteg Fixerstube esou séier wéi méiglech ze bauen. Voilà.

**M. Mars Di Bartolomeo,**  
Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.- Ech hunn domat kee Problem. Dann hutt Der lech falsch am Text ausgedréckt oder net prezis genuch.

**(Interruption)**

Ech sinn net à même, aus enger Rei vun Ursachen, déi Motioune unzehuelen. Zum Beispill gëtt d'Regierung invitéeert, fir de Programm de distribution de drogues an dem Drogenkonsumraum ze entaméieren, wou ech guer net sécher sinn, dass dat déi bescht Méiglechkeet ass. Et kann ee sech duerchaus virstellen, dass een dat mat anere Partner mécht. An enger Rei vun anere Saachen, do gi mat der Motioune oppen Dieren age-rannten.

Mir hunn eis engagéiert, fir déi zusätzlech Mëttelen zur Verfü-gung ze stellen. A wann d'Regierung souwéissou eppes wéles huet, brauch se sech net nach eng Kéier dozou opfuerden ze loessen, esou dass ech der Chamber géif soen, dass d'Regierung net gewéllt ass, déi dote Motioune ze énnerstétz-en.

Dat gesot, soen ech lech en häerz-leche Merci, dass Der et esou laang ausgehalen hutt. Ech sinn e bësse méi laang gi wéi ech geduecht hat, mä ech hat awer gemeigt, dass ech net d'Chamber no all deene wichtegen Interventiounen sollt mat enger lapidar Ried offäerdegen an hir déi Informatiounen ginn, déi se vu mir gewollt huet. Ech hoffen, dass ech deem eenegermoosse Rechnung gedroen hunn an ech sti jiddfer Zait, wann d'Chamber dat wéllt, zu all eenzelhem Projet, deen an deem Programm hei virgeholl ginn ass, zur Verfügung.

Merci.

**Plusieurs voix.**- Très bien!

**M. le Président.**- Merci, Här Minister. Dir hutt lech kuerz gefaasst, Dir hat 40 Minuten Zait, Dir hutt der némmen 32 gebraucht.

Folgendes: Dir hutt Stellung geholl zu de Motiounen. Well mer net méi en nombre sinn, wäerte mer muer iwwert déi Motiounen ofstëmmen an dorriwwer diskutéieren.

Domat si mer um Enn vun eisen Aarbechte vun haut. Ech weisen drop hin, dass déi nächst Sëtzung muer de Mëtten um hallwer dräi ass.

D'Sëtzung ass elo zou.

**(Fin de la séance publique à 20.14 heures)**



Chambre  
des Députés  
LUXEMBOURG

d'Chamber online op

**www.chd.lu**

mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

**Ordre du jour****1. 5515 - Projet de loi portant approbation**

- du Traité entre le Royaume de Belgique, la République tchèque, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, la République de Hongrie, la République de Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de Pologne, la République portugaise, la République de Slovénie, la République slovaque, la République de Finlande, le Royaume de Suède, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (États membres de l'Union européenne) et la République de Bulgarie et la Roumanie, relatif à l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne

**- de l'Acte final**

signés à Luxembourg, le 25 avril 2005

(*Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Résolution - Vote*)

**2. Interpellation de Monsieur Niki Bettendorf au sujet du phénomène de la drogue au Luxembourg (suite)****(Motions - Votes)****3. Question avec débat N°8 de Monsieur Patrick Santer relative aux négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne****4. Interpellation de Monsieur Marco Schank sur le tourisme (Discussion générale)**

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; MM. Fernand Boden et Luc Frieden, Ministres.

(*Début de la séance publique à 14.30 heures*)

**M. le Président.** - D'Sitzung ass op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Här Ausseminister, huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration. - Neen, Här President.

**M. le Président.** - Mir kommen dann direkt zur Diskussioun vum Projet de loi 5515 iwwert den EU-Bäitritt vu Bulgarien a Rumänien. D'Riedezaït ass nom Modell 2 festgeluecht. Bis elo sinn age-schriwwen: den Här Mosar, den Här Helminger, den Här Bausch, den Här Jaerling an den Här Fayot. D'Wuert huet elo direkt d'Madame Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madame Lydie Err.

Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

**1. 5515 - Projet de loi portant approbation**

**- du Traité entre le Royaume de Belgique, la République tchèque, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, la République de Hongrie, la République de Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de**

**(Coups de cloche de la Présidence)**

...a Finnland, an 2004 déi zéng PECO-Länner, dat heescht aacht PECO-Länner an deem Fall mat Zypern a Malta. Rumänien a Bulgarien waren natierlech och virgesi bei deem Élargissement, mä wéinst de Schwierigkeiten an deenen zwee spezielle Länner sinn déi am Fong dissociiert ginn, esou dass mer zwar nach émmer am fénneften Élargissement sinn, mä an der zweeter Tranche vun deemselwechten.

Lëtzebuerg - an ech mengen, dass dat och wichteg ass an dësem Parlament ze soen - war vun Ufank u ganz no associéiert mat der Adhésioun vun de PECO-Länner, an notammt donc och mat Rumänien a mat Bulgarien, well et ass énner lëtzebuergescher Présidence wou énnerschriwwen ginn ass, dass d'Adhésioun sollt kommen, an et ass och énner lëtzebuergescher Présidence wou d'Négociatiounen mat deene Länner do ugaange sinn.

Eppes aneschters - an dat ass fir meng perséinlech Geschicht am Fong och interessant -: 1996/97 waren déi Représentanten aus de Parlementer aus de Länner vun Ost- an Zentraleuropa fir d'éischt bei de COSACen derbäi. Och dat war énner Lëtzebuergescher Présidence, an 2005, wéi gesot, ass och den Traité d'adhésion...

**(Coups de cloche de la Présidence)**

...zu Lëtzebuerg énnerschriwwen ginn.

Wat steet an deem Traité d'adhésion? Natierlech fir d'éischt emol de Respekt virun de Critères de Copenhague. Si si bekannt, mä si sinn esou wichteg, dass et émmer erën eng gutt Geleeënheet gëtt fir se ze widderhuelen. Eischents d'Demokratisatioun, zweetens de Respekt vu Mënscherechter, Rechtsstaatlichkeit, Économie de marché, an natierlech kënnst nach derbäi den Acquis communautaire. Och wann dat némnen ee Saz ass, esou ass dat op jidde Fall fir déi concernéiert Länner, déi hir Kandidatur gestallt hunn, e volle Programm während Jore Virbereedungsarbecht. Virbereedungsarbecht, déi natierlech, wat den Délai vun der definitiver Adhésioun méi no kënnst, nach émmer mä grouss gëtt.

Duerfir däarf een net verkennen, dass, wéi och émmer d'Situatioun haut an deene Länner ass, den Drock vum Acquis communautaire a vun de Critères de Copenhague esou war, dass eng Aktivitéit an all deene Memberstaten do développéiert ginn ass, déi némme profitabel ass, déi némme profitabel ka si fir d'Land selwer, seng Bierger an natierlech och fir d'Europäesch Unioun.

Wéi geet deen Négociatiounsprozess dann elo vir sech? Dee geet vir sech, dass e Monitoring gemaach gëtt fir ze kucken, a verschiddenen espacéierten Délaien, wéi d'Progrès vun deene Konditiounen, déi ech elo grad opgezielt hunn, an deenen eenzelne Länner ze verzeechne sinn. Dee virleschte Monitoring ass ofgi ginn am Oktober d'lescht Joer, an eng vun deenen Ursachen, firwat Lëtzebuerg de Moment bei deene puer Leschten ass, déi d'Adhésioun vu Rumänien a Bulgarien hei akzeptéieren, erkläert sech doduerjer, dass d'Kommissioun gesot hat, am Mee wier en zweete Rapport de monitoring, an eis huet et logesch geschéngt, dass, wéi d'Regierung den Text am Mäerz hei déposéiert huet, mer net géinge virun de Won lafen, mä dass mer géifen den Avis vun der Kommissioun ofwaarden, fir dorauser am Fong Konklusiou-

nen ze zéie fir d'Opstellung vun dësem Rapport.

Eis Iwwerschung war deement-spriechend grouss, wéi am Mee d'Kommissioun kee richtige Rapport ofginn huet, mä am Fong just de Rapport de monitoring ausge-sat huet op den Oktober. Dat ass eis awer dunn ze spéit ginn, well mer kee falscht Zeeche wollte ginn doduerjer, dass mer déi Adhésioun oder d'Approbatioun vun der Adhésioun nach eng Kéier géifen op-schieben.

Mir hunn eis dunn an der Kommissioun décidéiert, och well den Avis vum Statsrot relativ schnell koum, fir dee Rapport elo ze maachen, aus politeschen Ursachen selbst-verständlech, mä och aus technischen Ursachen, déi mam Contenu vun der Convention d'adhésion ze dinn hunn, an ech erklären mech an zwee Wieder de Moment iwwert dëse Phenomeen, ob-schonn ech zum Schluss nach eng Kéier am Detail wëll drop zréckkommen.

Et gëtt gesot, et ass fest, dass d'Adhésioun vun deenen zwee neie Memberstate soll passéieren, am Prinzip den 1. Januar 2007 an excepionell eventuell 2008. Do gëtt da villes gemengt, wann en d'Zeitung liest an d'Berichter kennt, fir ze soen, dass eng Méig-lechkeet besteet, dass et eventuell net kënnst si fir den 1. Januar 2007, mä fir 2008, an dass et dofir even-tuell kënnst als e falscht Zeechen interpretéiert ginn, wann d'Länner elo alleguerte géifen approuvéieren, d'Parlementer alleguerte géi-fen approuvéieren an d'Regierun-ge ratifiéeire virdrun, well dann am Fong den Drock, den Hand-lungsdruck géing ophalen dee Mo-ment wou déi lescht Approbatioun eriwwer wier. Deem ass awer net esou, an obschonn dat onlogesch ass, wëll ech et ganz kuerz erklären.

Et ass virgesinn, dass, wann d'Ra-tifikatioun fäerdeg sinn, dee Mo-ment d'Kommissioun kann una-nime froen, dass de Report vun dem Ufank vun der Adhésioun kënnst, mä ouni dass dee Moment nach eng Kéier d'national Parlementer gefrot ginn. Souguer d'Europaparlament ass dem Kontrakt no net mat agebonnen.

Et ass awer elo esou: De Conseil muss unanime op Proposition vun der Kommissioun dat unhuelen, an d'Wahrscheinlichkeit, dass eng Unanimitéit am Conseil iwwer e Report ass, ass, mengen ech kann ee soen, relativ kleng. An och do men-gen ech ass et wichteg ze soen, dass weder d'Europaparlament nach d'national Parlementer eppes doríwwer ze soen hunn, dass am Fong eis Roll vum nationale Parlement sech elo domadder of-schléisst, dass mer déi Approba-tioun do virhuelen. De Rescht, d'Appréciatioun iwwert de Moni-toring, déi gëtt dann um Niveau vun der Europäischer Gemeinschaft gemaach, a mir hunn am Fong do kee Matsproochrecht mäi.

D'Europaparlament huet duer-chgesat, contrairement zu deem wat am Traité selwer stoung, fir en Avis kënnen ofzeginn, sollt e Report an der Diskussioun sinn, mä ech men-gen do si mer haut net. An haut geet et net drëm, déi zwee nei Memberstaten ze découragéieren, mä se ze encouragéieren, hir Ef-forté fir hir Kritären, hir Konditiounen, Conditions de négociation ze erfëllen, weiderzedreiwen, fir dass mer am Intérêt vun eis alleguerten déi Adhésioun do packe fir den 1. Januar 2007.

**(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)**

Elo muss een dozou soen, dass d'Opinion publique an Europa mit-géiert ass fir Élargissement. Net némme fir Élargissement, déi ei-gentlech net mäi contestabel sinn, wéi déi vu Rumänien a vu Bulgarien, mä en général, well - Dir erën-ner lech nach un déi Diskussioun

nen, déi mer beim leschten Élargis-sement haten - d'Ängschte grouss sinn, dass d'Aarbecht an eise Län-ner manner gëtt, well se méi deier ass, an dass d'Entreprisé riskéiere sech ze delokaliséieren an déi nei Länner wou eben d'Aarbecht an d'Stëiere viäicht méi en interessant wirtschaftslecht Ëmfeld bidde wéi dat hei de Fall ass.

An duerfir ass, mengen ech, och ganz kloer fir deenen Ängschten ze begéinen déi Clause de sauve-garde générale agesat ginn, eben och fir ze soen, dass d'Mondialisatioun souwisou, an net den Élargis-sement, dee Phenomeen do erklärert, an dass och deen Élargis-sement, dee mer am Mee virun zwee Joer haten, ganz kloer bewi-sen huet, dass dat wat gefaart ginn ass net passéiert ass, dass au contraire et sécherlech en Dével-loppelement ginn ass, deen am Intérêt ass vun der Unioun wéi vun deene Memberlännner, ém déi et geet.

Ech mengen, dass et och wichteg ass an dësem Kontext ze soen, dass mat deenen zwee Länner, be-sonnesch mat engem vun deenen zwee, Rumänien, Lëtzebuerg ganz enk verknäppt mat Rumänien, well am 13. Jorhonnert scho verschidde lëtzebuergesch Familljen ausge-wandert sinn a sech a Siwebiergen etabliert hunn, wou Lëtzebuerg och am Kär vun der Haaptstad vun dëser Region, zu Sibiu, d'Häerz vun der Stad restauréiert huet, an et ass sécherlech och duerfir keen Zoufall, dass d'nächst Joer Lëtze-buerg zesumme mat Sibiu a Rumä-nien Capitale européenne de la culture fir 2007 ass.

Ech fannen och, dass dat beweist, dass et keen Zweifel kann dru ginn, dass déi Länner, vun deene mer haut schwätzen, enk un Europa ugebonne sinn, sief dat duerch d'Geschicht, duerch d'Relioun, duerch d'Kultur, a wat Rumänien ubelaagt méi speziell och nach duerch d'Sprooch, well jiddfereen, deen a Rumänien war, dee weess, dass een noe puer Deeg a Rumä-nien Rumänesch verstéet, well et eng Mixtur ass aus Franséisch, Itali-enesch a Latäin, an dass een duerfir ganz kloer Heemtgsfüller huet, wann een och, a sief et fir d'éischt, an deene Länner do sech déplacéiert.

Rumänien, fir eng ganz kuerz Vir-stellung ze maachen, huet eng Po-pulatioun vun 22 Millioune Leit. Si hunn eng Verfassung, déi gesäßt e Système bicaméral vir. Si hunn also zwou Chamberen, an, wat speziell ass a wat och sécherlech e Mérite vun Europa ass, zwar net vum Europa vun der Unioun, mä vum Conseil de l'Europe, dee se be-gleet huet, deen an all deene Länner deenen neien Demokratien am Zentrum vun Europa gehollef huet, d'Législatiounen no dem Fall vun der Berliner Mauer opzerichten: Rumänien huet e Système bicaméral, deen op ganz gläichem Fouss gesat ass mat hirer Chamber. Dat heescht, dass de Système électoral fir déi zwou Chamberen d'sel-wecht ass an och d'Pouvoirs vun deenen zwou Chamberen dëisel-wecht sinn. Dat heescht, dass kee Gesetz kann duerhgoen an engem vun deene Länner do, wann et net an deenen zwou Chambere gläichzäiteg unerkannt gëtt.

De Fonctionnement vun der Demo-kratie huet och duerch de Wiessel un der Spëtz bewisen, dass d'De-mokratie a Rumänien fonctionnéiert, well regelmäisseg bei deene leschte Wahlen e Change-ment an der Majoritéit komm ass. Och d'Presidente selwer sinn net déiselwecht bliwwen, esou dass ee ka soen, dass, och wann et jonk Demokratie sinn, et Demokratie sinn, déi mat Texter funktionnéieren, déi fir Demokratie gemaach sinn, an dass se deementspri-chend am Fong och fonctionnéieren.

Den Taux d'alphanétisation ass mat 98% also gradsou héich wéi bei eis, an och wat d'Relioun ubelaangt si mer a Presenz vu Chrëschten, well 87% vun der Bevölkerung Orthodoxe sinn an de Rescht Katholiken a Protestant. Et kann een also souzesoe soen, dass net némme d'Geschicht an de Fonctionnement vun hirem Regime, mä am Fong och d'Kultur an alles zesumme ganz kloer in europäesch Land ausweisen.

Elo war ee Moment - an ech denken, dass een och d'Problemer net soll énnert den Dësch kiere bei Geleeënheete wéi haut - bei de Base vun der CIA den Numm vu Rumänien am Gespréich. Dës Woch - an e puer Kolleegen, déi zu Stroossbuerg waren, sinn haur erém hei - ass en neie Rapport iwwert d'Basen an d'Flich vun der CIA an Europa zustane komm, an et gesäßt aus wéi wann déi Virwërf fir Base vun der CIA a Rumänien sech net erhäert hätten, sou dass am Fong och dat Argument, mengen ech kennen ze soen, net méi um Dësch läit.

Wat huet Rumänien fir e Fonctionnement vu senger Ekonomie? Et muss ee soen, dass ganz vill Agrikultur nach do ass, awer leider Agrikultur fir Selbstversuergung, déi mat esou klenge Propriétéité muss schaffen, dass déi weinigste Baueren et färdeg bréngen, och de Maart par ailleurs ze versueren. Duerfir ass de Moment och eng grouss Politik amgaang, fir, wéi soll ech soen, de Regroupement rural ze maachen, fir dass d'Exploitation vun der Agrikultur méi rationnell an och méi effikass kénnt sinn.

Mat de Critères économiques sinn ech am Fong scho bei dem Exame vun de Konditioun vun der Adhésioun, deen émmer agedéelt ass an dräi: Fir d'éischt d'Critères économiques, d'Critères politiques, déi hunn ech analyséiert, an da par ailleurs Exigenzen op deene Gebidder wou d'Situatioun vun de Kandidatelänner besonesch schwaach war.

Et ass entre-temps kloer, an dat ass méi kloer bei Rumänien wéi bei Bulgarien, dass et eng Économie de marché ass, déi sech hält, déi sech wiederentwéckelt, déi Obligationen huet, déi et färdeg bruecht huet, e fiskale System ze imposéieren, deen awer nach net evident fonctionnéiert, och sécherlech well duerch d'Privatisatiounen an eng grouss Zuel vu Failliten dee ganze System net ganz einfach war.

Problemer gëtt et op verschiddene Gebidder, notamment an der Agrikultur an am Domaine vétérinaire, wat jo d'Liewensmëttelsécherheet och bei eis hei ubelaangt. An et sinn do, mengen ech kennen ze soen, ganz grouss Efforten énnerrhol ginn, fir eben och déi Sécherheet vun de Liewensmëttel an der Produktioun, wat Rumänien ubelaangt, an de Gréff ze kréien. D'Pollution industrielle, do sinn och grouss Ustrunge gemaach ginn, an et ass sech ze erwaarden, dass op deene Gebidder, déi ech elo opgezielt hunn, am Oktober, wann dann deen nächste Bericht vun der Kommissiou komme soll, den Okay zu dëse Problemer kénnt.

D'Administration fiscale an de Système informatique fir d'Interopérabilité vun den Donnéeën a virun allem och d'Distribution vun de Fonds structurels sinn och nach problematesch. Et ass also och am ureegenen Intérêt vu Rumänien selwer fir déi Saachen ze verbesseren, well et evident ass, dass vun Europa aus keng Sue kérne fléissen, wann net kloer ass, dass kann notracéiert ginn, wou se higaange sinn an dass se dohi gaange sinn, wou se de Konditioun vun der Unioun no hätte missen hikommen.

E grosse Problem ass a Rumänien, an zwar net némme do eleng, an der Justiz, an dat och well eben déi Kultur vun engem Système judiciaire indépendant, wéi dat an eise Länner de Fall ass,

duerch dee laange Regime, dee si haten, an dee gezeechent war duerch Oppression an duerch am Fong eng Décisioun vun engem allmächtige President, net den Développement vun enger Justiz erlaabt huet, esou dass dat, trotz Texter, déi an der Rei sinn, de Moment nach émmer schwierig ass fir ze fonctionnéieren. Wat am Fong abstrus ass, ass Folgendes: Dass se am Fong d'Lektioun, besonesch och a Rumänien, esou gutt verstanen hunn, dass d'Justiz misst indépendant sinn, dass se entre-temps esou indépendant ass, dass se komplett aus der Kontroll geroden ass.

Dat heescht, et ass keen Organ méi do, an duerfir ass och elo e Projet énnereewee fir e Conseil supérieur de la magistrature ze installéieren - si sinn also eis an d'r Hi siicht scho viraus -, deen derfir suerge soll, dass an aller Indépendance, mä trotzdem énnere Kontroll d'Justiz soll esou fonctionnéieren, dass eng Uniformitéit vun den Décisiounen ervirként an dass d'Qualitéit vun de Jugementen plus ou moins iwwerall am Land soll déiselwecht sinn.

Et schéngt eis wéi wann op dësem Gebitt haapsächlech d'Justizministerin enorm grouss Mériten hätt, déi awer entre-temps och, well ebe ganz vill Poursuité wéinst Korruption an Ähnlechem énnert hirer Responsabilitéit erausgaange sinn, de Moment a Schwierigkeiten ass, well ee sech natierlech, wann ee Leit inculpéiert, déi héich gestallt sinn, net iwwerall beléift mécht. Ech mengen awer trotzdem, dass et derwáert ass fir ze soen, dass d'Justizministerin a Rumänien sécherlech e grouss Mérite huet. Och si war eng Expertin vum Europarot, déi a Sarajevo geschéckt gi war als Juristin, fir hire System ze evaluéieren. Vu hir Nationalitéit, ass se herno zu dëse Fonctiounen komm, an ech mengen, dass och perséinlech Mériter an engem Regime derwáert sinn énnerstrach ze ginn.

Eppes aneschters, wat mer ganz wichteg schéngt, Här Minister, an ech hoffen, dass mir och hei zu Lëtzebuerg mat deem Räsonnement, wat ech elo wéilles hunn hei ze développéieren, e Meter oder en hallwe Meter virukommen: Rumänien ass bekannt fir eng grouss Mixtur vun Ethnicitéiten. Si hunn e Problem net némme mat Roma, mä si hunn 20 unerkannte Minorités nationales, a si hunn eppes färdeg bruecht oder si sinn amgaang ze probéieren eppes färdeg ze bréngen, wat mir zu Lëtzebuerg nach net färdeg bruecht hunn, an ech schwätzen do méi prezis vun zwou Saachen:

Éischtens, d'Convention-cadre de la protection des minorités nationales. An dorriwwer eraus ass a Rumänien e Gesetz, e Projet de loi énnereewee «sur le statut des minorités nationales vivant en Roumanie», als Verbesserung par rapport zur Convention-cadre, déi Lëtzebuerg leider, Här Minister, an et ass net fir d'éischt wou ech lech dat soen, énnerschriwen huet mat der Remarque, dass Lëtzebuerg se zwar géing énnerschreiwen, mä dass mir keng national Minoritéiten hätten.

Dobái hu mir weder um internationale Plang eng Definitioun vun enger Minorité nationale nach um nationale Plang eng Definitioun vun esou enger Minoritéit, esou dass bei d'r Démarche do, besonesch well entre-temps och de Projet vun déser Convention-cadre nach émmer net déposéiert ass, et esou ausgesäß wéi wa Lëtzebuerg net wéilles hätt, déi Convention-cadre do ze ratifizéieren.

Net méi spéit wéi dës Woch - an ee vun deene Kolleegen, déi zu Stroossbuerg waren dës Woch, kennen eis dat vláicht soen - war de Suivi vun déser Convention-cadre an der Assemblée parlementaire um Ordre du jour, an all Kéiers wann iwwert déi Convention-cadre Rieds geet, gëtt Lëtze-

buerg un de Pranger gestallt, dass se hir Hausaufgaben do net erfélلن.

Wa Länner, déi eréischt an Europa erawëllen, wéi Rumänien, et färdeg bréngen, e Projet de loi sur le statut des minorités nationales ze maachen, wa se der méi wéi 20 schonn offiziell unerkannt hunn, da mengen ech misst et och bal méiglech sinn, zu Lëtzebuerg déi minimal Hausaufgaben ze maachen, déi d'Obligationen vum Europarot eis géifen imposéieren.

Interessant ass et fir ze wéissen, dass dee Projet de loi iwwert de Statut vun den nationale Minoritéité bei d'Commission de Venise gaangen ass, déideen akzeptéiert huet, an ech wollt lech, Här President, eng Kopie gi vun deem Avis iwwert dat Gesetz, fir dass och Lëtzebuerg eventuell bereet wier, sech un d'r Démarche vu Rumänien an dësem Fall ze inspiréieren a mindestens dozou ze komme fir eng kloer Décisioun ze huele wat d'Convention-cadre ubelaangt.

Ech kommen dann, Dir Dammen an Dir Häre Kolleegen, zu Bulgarien. Bulgarien, mat aacht Milliounen Awunner en État unitaire, eng République à direction parlementaire, wéi et an hirer Verfassung steet, mat engem Taux d'alphanétisation, deen d'selwecht ass wéi a Rumänien, vun 98%. A Bulgarien hu mer 85% Orthodoxen an 3% Musulmanen, esou dass et relativ kloer ass, dass d'Situatioun, och wat d'Kultur, d'gemeinsam Kultur, d'Relioun an och d'Sprooch ubelaangt, e bësselchen aneschters ass. Et bleibt, dass, och wann ee fir d'éischt e Fouss a Bulgarien setzt, et evident ass, dass ee sech an en europäesche Kontext placéiert.

D'Revenuen oder den Développement économique ass 57% an de Servicer, 29% Industrie a 14% Agrikultur, an och a Bulgarien huet d'Praxis erwisen, dass déi Verfassungstexter, déi mat Hélfel vun den Organer vum Conseil de l'Europe ausgeschafft gi sinn, sech an der Praxis als effikass erweise. Zénter 2004 Member vun der NATO, kann ee vláicht soen, dass an deenen zwee Länner - dat hunn ech virdrun och vergiess ze soen - am Fong net némme den Domän vun der Agrikultur gemeinsam ass, mä och den Tourismus, deen nach ausbaufäeg ass, an zwar net némme an deem engen, mä och an deem aneren Land.

Elo hate mer eng grouss Chance, Dir Dammen an Dir Hären, well mer am Mee eng Délégation parlementaire vu Bulgarien hei zu Lëtzebuerg op Besuch haten, an duerch deen direkte Kontakt mat d'r parlementarescher Delegatioun hu mer viru kuerzem, ech menge virun ongefíer zwou Wochen, eng Lëscht kritt vun de Kolleegen aus Bulgarien, notamment vun hirem Ambassadeur, deem ech bei d'r Geleeënheit wéll Merci soe fir déi wichteg Informationen, mat der Oplëschung vun all deenen Efforten, déi a Bulgarien gemaach gi sinn zénter dem Mee wou se bei eis op Besuch gewiescht sinn, dat heescht an deene leschte puer Wochen. An ech wéll lech se virleissen, obschon dat net ganz oprogend ass, mä just fir lech ze weise wat fir eng appréciabel Efforten an deene Länner gemaach ginn, wou enorm Problemer sinn, mä wou awer och enorm Efforte gemaach ginn, fir se an de Gréff ze kréien.

Sou ass zum Beispill e Problem gewiescht fir e Système intégré de gestion et de contrôle dans l'agriculture ze etabléieren, an dat hänkt zesummen, wéi bei Rumänien och, mat deene Schwierigkeiten bei der Interopérabilité vun den Donnéeën iwwert de Computer fir d'Ausschéddung vun de Fonds structurels bei der PAC.

### (Coup de cloche de la Présidence)

**M. le Président.**- Madame Err, e Point d'ordre, wann ech geflipt. Als Rapporteur hätt Der an dësem Gesetz némme 20 Minuten zegutt. Ech géif awer elo mengen, Dir géift elo och am Numm vun der LSAP schwätzen, well déi der nach vill duernt huet an den Här Fayot déi bestëmmt net alleguerte brauch. Ech géif also proposéieren, dass déi Zäit, déi elo dodriwwer geet, der LSAP géif ugerechent ginn.

Här Fayot?

**M. Ben Fayot (LSAP).**- Här President, ech mengen, fir dass mer ons richteg verstinn: D'LSAP gëtt der Madame Err als Berichterstatterin Zäit, mä si schwätzet awer nach émmer als Berichterstatterin.

**Mme Lydie Err (LSAP), rapporteuse.**- Selbstdéndlech. Just op de Sproochekredit vun der Fraktioun.

**M. le Président.**- Op de Kredit vun der LSAP.

**(Hilarité)**

Här Wolter, wann ech geflipt.

**Mme Lydie Err (LSAP), rapporteuse.**- An ech wäert dee Kredit och notzen. Pardon!

**M. Michel Wolter (CSV).**- Här President, dat do ass e bëssen eng gelunge Prozedur. Mir haten an der Conférence des Présidents driwwer geschwatt an hate gesot, dass compte tenu vun der Natur vun deem Projet mer der Meenung wären, dass, obschon mer deen dote Modell zur Verfügung zréckbehalen hunn, d'Rapportrice als Rapportrice méi Zäit zur Verfügung géift kréien, well et sech ém e ganz wichteg Projet géift handelen. Sou datt ech einfach aus der Diskussion vun der leschter Woch wéilt soen, dass d'Madame Err als Rapportrice kénnt weiderschwätzen an net d'Zäit vun der LSAP géif huefen.

**M. le Président.**- Ech si fru wann d'Conférence des Présidents déi do Meenung huet, well ech fanne och, dass mer elo eréischt mat Bulgarien ugefaangen hunn, dass dat hei wichteg ass, an dass d'Madame Err kann hei weiderschwätzen. Ech soen lech Merci fir déi Prezisioun.

### (Interruptions diverses)

**Mme Lydie Err (LSAP), rapporteuse.**- Ech soen lech Merci. Op wiem sain Zäitkredit och émmer ech schwätzen, et ass kloer, dass ech als Rapporteur hei schwätzen an net als Member vun der sozialistischer Fraktioun, wat ech par ailleurs och mat grousser Iwwerzeugung sinn.

Fir dann awer op Bulgarien zréckzkommen, wollt ech virufuere bei deem Système intégré de gestion et de contrôle dans l'agriculture. Do ass eng Lëscht gemaach gi vun all deene Leit um Terrain, déi vun de Fonds structurels kénnte profitéieren an déi eleng vun deene Fonge kénne profitéieren, esou dass déi Software, déi par ailleurs ausgeschafft ginn ass, ganz sécher bei deene Leit ukénnnt, fir déi se no den Dispositiounen vun der PAC no geménzt sinn. An dann ass, wat och sécherlech wichteg ass, eng Informationscampagne gemaach gi bei de Bauer, fir dass se sollen informéiert ginn iwwert déi Méiglechkeiten, déi se hu fir un d'Fonds structurels do ze kommen.

Mise en place d'installations d'équarrissage et de traitement conformément à l'acquis sur l'EST et les sous-produits animaux. De Centre d'équarrissage, dat ass eppes ganz Onappetitliches, mä et ass eppes Wichteges fir d'Liewensmëttel. De Buergermeeschter vu Steesel, dee weess eppes do-

vunner, well deen huet ganz no bei senger Gemeng esou e Centre, deen existéiert. Et ass wichtig fir d'Liewensmëttelsécherheet, an och dee Punkt ass ugefaange ginn.

Dee Centre d'équarrissage, dee bemängelt ginn ass, soll färdeg si bis de Mäerz 2007, a fir dass dat kann erreecht ginn - an esou einfach kann et sinn, Här Ausseminister -, ass dee Centre d'équarrissage als national Prioritéit definiert ginn, fir eben dann och extraordinaire Budgetsmontanten op esou e Projet ze bréngen, fir en zur Zäit färdeg ze maachen. Et ass Kloer, dass och a Bulgarien an deem Kontext Mesuré geholl gi sinn, fir de BSE besser ze détectéieren, an och dat interesséiert natierlech net némme Bulgarien, mä eis alleguerten.

Dann ass virun allem e grousse Problem gewiescht an ass natierlech och nach émmer a Bulgarien d'Criminalité organisée. All Mensch, dee regelméisseg d'Zeitunge liest, dee weess, dass dat do guer net esou ohne ass, dass öfters gesot gëtt, dass d'Criminalité organisée de Fonctionnement vun den Institutionen dominéiert. Fir deem bázekomme muss ee soen, dass an der leschter Zäit ganz vill Plainten déposéiert gi sinn, ganz vill Instruktions gemaach gi sinn, Condamnatiounen vun och héich gestaltene Leit vun der Gerichter zénter sinn, an dass am Fong elo zénter dem Mee eng besser Ze summenaarbecht téschent der FIA, der Financial Intelligence Agency, an der Police dozoukénnnt, well et geet natierlech net duer, dass een déi adaptéiert Moyen huet, wann déi verschidde Moyen net mateneen zesumme kénne schaffen, an och méi eng spezifisch Formation op organiséiert Kriminalitéit fir d'Police.

Dir wësst alleguerten, dass och zu Lëtzebuerg eng nei Zort Kriminalitéit, eng Criminalité économique zénter enger Zäitchein ass, an dass och eis Leit an der Police an op der Justiz eng speziell Ausbildung op déi speziell Zort Kriminalitéit gebraucht huet, fir deem Phenomeen ze probéiere bázekommen. Hei ass also déi námlech Démarche gemaach ginn, an ech mengen, dass dat absolut ze begréissen ass. Wat dozoukénnnt, dat ass, dass an allem, wat mat Criminalité organisée zesummenhänkt, regelméisseg e Suivi gemaach gëtt zu Bréissel, esou dass déi Efforten, déi am gaang sinn énnerrholle ze ginn, net relâchéiert däerfe ginn.

All déi Mesuré solle bis de September spéitstens ulafen, esou dass ee kann dovunner ausgoen, dass, wann deen nächste Rapport soll passéieren am Oktober, déi Échéances do natierlech och wäerte respektéiert ginn.

Dann ass dat nächst Kapitel eng ganz Oplëschung vu Mesuren, déi geholl gi sinn am Domän vun der Fraude a vun der Korruption, wat een am Fong kann am Zesummenhang gesot mat der Criminalité organisée. Do gëtt zum Beispill als Measure zénter dem Mee opgezielt, dass all Mensch, dee Responsabilitéiten a verschidde Institutionen huet, seng Revenüe muss deklaréieren, dee Moment wou e seng Fonctiounen hält an och die Moment wou en déi Fonctiounen ofgëtt, fir ze évitéieren, éischtens, dass e Conflit d'intérêts do ass, a fir en Enrichissement ze évitéieren oder ze évitéieren, dass e massiven Enrichissement géing während engem Mandat passéieren, wat natierlech géing kénnen op Korruption schléissee loessen.

Och de Finanzement vun de Partei soll iwwer e Gesetz geregt ginn a ganz staark kontrolléiert ginn, esou dass am Fong all Viraussetzungen, fir dass déi Situation sech géing verbesseren, zur Zefriddeneheit existéieren.

Dee leschte Punkt ass e Renforcement vun de Dispositiounen géint d'Wäisswäschen, an och do geet et ém eng Ännierung vum Gesetz

iwwert de Secret bancaire an d'Formatiouen fir d'Personal vum Inneministère fir d'Finanzkriminalitéit besser ze déctectéieren. Esou, mengen ech, dass ee ka soen, dass och hei alles gemaach gétt wat eigentlech op deenen Haaptproblemsgebiddet ugesot ass ze maachen.

Souwält zur Virstellung vun de Rapporten, wéi mer se vum leschten Oktober u vun der Kommissiouen presentéiert kritt hunn, zesumme mat deene Renseignementer, déi mer vun de Kolleggen aus deene verschidde Länner matgedeelt kritt hunn. Ech wollt awer vun déser Diskussiouen och profitéieren, fir lech ze erklären, wéi an anere Länner déi Prozedur vun der Adhésion oder vun der Approbatioun gehandhaabt ginn ass.

Am belsche Senat zum Beispill ass d'Diskussiouen iwwert d'Adhésion ugaange mat engem Exposé vum Representant vum Minister vun den Affaires étrangères, en présence vum Ambassadeur vun deene Länner, déi concernéiert sinn. Dat ass eppes wat mir zu Lëtzeburg bis elo ni gemaach hunn, wat ech sécherlech awer géif eng interessant Initiativ fannen, well et mer evident schéngt, dass d'Ambassadeuren, wat d'Problemer an d'Progrès op deene Problemer ugeet, sécherlech déi Leit sinn, déi am beschte placéiert sinn, fir Erklärungen ze liwweren.

Ech mengen, dass ee sech utilement kénnt un esou enger Prozedur inspiréieren, net onbedéngt an deenen neien Adhésionen, well däer sti jo elo esou séier keng méi un, mä an Dossiere wou eben Informationen iwwer aner Länner néideg sinn, déi mir eis hei mat ee-gene Moyenen net esou gutt kenne beschafen.

An der Assemblée nationale a Frankräich ass et erém aneschters gaangen. Do ass zum Beispill den Ausseminister aus Bulgarien an der Kommissiouen gehéiert ginn an huet Ried an Antwort gestan an enger Diskussiouen. Dozou kénnt, dass et a Frankräich - an ech wéll net onbedéngt, dass mer dat normaachen, mä ech wéll just am Fong domadder erklären, dass et evident ass, dass a Länner, déi sech déi Moyene ginn, am Fong och aner Resultater erauskommen - e Groupe d'amitié mat verschidene Länner gétt, an duerfir ass et notamtment bei Bulgarien a Frankräich op der Assemblée nationale e Rapport d'information de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le suivi de l'adhésion de la Bulgarie à l'Union européenne ginn.

Dat heescht, do ass eng ganz Delegatioun vun Députéierte gruppéiert an e Land gaangen, hat Entretien do mat all den Institutionen a sécherlech och mat de Forces vives de la nation, fir sech selwer e Bild ze maachen, fir duerno hirer Chamber e Bericht vir-zestellen an am Fong dann en connaissance de cause vun den Elementer um Terrain eng Décision ze proposéieren.

Mir hunn dat net gemaach. Et ass awer trotzdem mat därselwechter Convictioun wou ech lech proposéieren, deen Text, deen haut zum Vote virlässt, unzehuelen, net well mir déiselwecht Enquête gemaach hunn, mä well mir natierlech iwwert de Wee vun den Documents parlementaires konnte vun deem Wësse profitéieren, wat an deenen anere Länner iwwert dësen Dossier zsummegedroe ginn ass.

Duerfir wéll ech lech och net eng Partie virentahlen, déi mech besonnesch impressionéiert huet an deem franséische Rapport d'information, dee ganz zum Schluss Folgendes seet - an domadder wéll ech dann och hei ophalen deemnächst -, dass ee sech an deem Dossier vu Rumänien a Bulgarien net däerf iren an der Debatt, déi mat engem Vote soll hei ofgeschloss ginn.

D'Opportunitéit vum Élargissement steet bei Rumänien a Bulgarien net zur Diskussiouen. Déi Diskussiouen iwwert d'Grenze vun der Unioun, d'geographesch Grenze vun der Unioun, déi steet eréischt u bei deenen iwwernächsten Élargissementer, déi ugesot sinn, esou dass et ganz kloer ass, dass dat, wat haut ofgestëmmt gétt, keng Debatt ass iwwert d'Grenze vun Europa oder iwwert d'Kompatibilitéit, well déi Décisiounen iwwer Rumänien a Bulgarien, déi si geholl an déi stinn, mengen ech, net méi zur Dispositioun.

Dat Eenzegt, wat à la rigueur nach zur Dispositioun steet, dat ass d'Entrée en vigueur vun deenen Adhésionen, an do hu mir als nationaal Parlament am Fong keng Décisioun méi matzehuelen, esou dass mer dat wëllen oder mussen oder bëides un déi europäesch Institutioun weiderginn, déi dem Traité no hei eleng déi Kompetenz hunn dat ze évitéieren.

Et ass duerfir, mengen ech och, zum Schluss nach eng Kéier wichteg fir ze soen, dass et sech bei deenen zwee Länner, ém déi et hei geet, ouni Contestatioun ém zwee europäesch Länner handelt, net némme geographesch gesinn, mä och kulturell, reliounsméisseg, geschichtlech natierlech, a souguer, wat eent vun deenen zwee Länner ubelaangt, sproocheméisseg. Iwwregens sinn déi zwee Länner och an der Francophonie vertrueden, an dat wäert jo och fir déi Leit vun heibannen, déi an der Francophonie aktiv sinn, sécherlech en Argument sinn.

Duerfir wollt ech lech elo nach just eng Kéier soen, dass déi Ratifikatioun, déi mer haut virhuelen, déi 21. ass. Am Rapport stinn der nach 17. Entre-temps hunn nach dräi Länner no eis, d'lescht Woch zum Beispill, approuvéiert, esou dass mir am Fong elo dat 21. Land vu 25 sinn, wat hei approuvéiert, fir d'Ratifikatioun kenne virzehuelen.

Zum Schluss wollt ech lech nach vläicht dräi Wieder soen, déi iwwert d'Clause de sauvegarde générale erausginn, déi jo némme vum Conseil ka geholl ginn. Nieft deene Clauses de sauvegarde générales gétt et dräi Clauses de sauvegarde sectorielles, notamment wat d'Économie générale, de Marché intérieur an d'Justiz an d'Affaires intérieures ubelaangt. Dat heescht also, sollt sech erausstellen, dass sech am Laf vun der Zäit, a souguer da wann d'Adhésion bis den 1. Januar 2007 ugeholl ginn ass, an engem vun deenen dräi Secteuren e Problem géif stellen, ass et émmer nach méiglech, op deem Secteur eng Clause ze maachen, eng Suspension, an eben den Drock op deene Problemgebiddet oprechzeerhalen.

Dat gesot, am Fong just fir deene Leit ze soen, déi vläicht éischtet geduecht hunn, de Maintien vun der Pressioun kënnt utile sinn, dass et nieft däer genereller Clause och aner Méiglechkeete gétt heirobber zréckzkommen.

A ganz zum Schluss wollt ech am Fong just soen, dass dat wat eis virun engem Joer ganz vill gehäit huet, an zwar déi Geschichtelche beim Traité iwwert d'Constitutioun, do ass émmer gesot ginn, net némme a Frankräich, mä och hei ass émmer den Däiwel un d'Mauer geomolt ginn: Elo géife mir, wann alles géif op goen a wann den Élargissement géing kommen, nach aner Länner derbäkommen, an dësem Deel vun Europa iwwerschwemmt gi mat Aarbechter aus hire Länner, déi fir vill méi bëllekt Geld wéi dat, wat hei ka verdéngt ginn, schaffe géinge kommen. Et huet sech dobäi a mengen Aen awer ganz kloer erwisen, dass, ob-schonns mer am Fong den Débai reportéiert hunn, wou de Marché du travail komplett opgaang ass, dass dat net de Fall war.

Et ass net de Fall, well Lëtzebuerg souwisou eng Légalisation huet, déi e Mindestloun virgesait, an

dass, och wa Leit aus dem Ausland heihinner schaffe kommen, déi natierlech énnert deeneselwechte Konditiounen misse rému-néréiert ginn. Et ass och net pas-séiert, well et evident ass, dass déi Leit, déi auswanderen, emigréieren an en anert, sief et en europäesch Land, dat némme maache wann et eng absolut Nécessitéit ass. Et huet sech erwisen, dass dat net de Fall ass, well soss wier dat sécherlech vill méi massiv de Fall ge-wiescht.

Et sinn also falsch Ängschten, déi dorëmmer zirkuléieren, an et ass sécherlech net duerch d'Erweiderung vun der Europäischer Unioun, mä duerch de generelle Phenomeen vun der Mondialisatioun, wou eben Delokalisatiounen an aner Phenomeener kommen, déi d'Situatioun generell gesi schwierig maachen an Europa, an zwar net némmen an Europa. Do muss een am Fong ganz kloer trennen, dass dat, wat en Élargissement, eng nei Adhésion an d'Europäesch Unioun bréngt, net némme gutt ass fir déi Länner, déi viséiert sinn, mä et ass och gutt fir dat Ganzt. Well wat mer zu méi ze-summe sinn, wat mer méi staark sinn, an ech mengen, dass et dat ass wat an der Welt vun haut, déi och op d'Gréisst an op d'Importenz vun der Economie haapsächlech baséiert, gefrot ass, esou dass ech iwwerzeegt sinn, dass dat, wat mer haut maachen, dat Richteg ass.

Ech géif lech allegueren opfuerden, deen Text, deen hei zur Of-stëmmung virläit, matzedroen. Ech soen lech Merci.

#### Plusieurs voix.- Très bien!

**M. le Président.-** Nächste Riedner ass den Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

#### Discussion générale

**M. Laurent Mosar (CSV).-** Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut ass e wichtegen Dag am europäischen Erweiderungsprozess. Ee Kéier nodeem eist Land den Europäische Verfassungsvertrag iwwer Referendum guttgeheescht huet, gétt haut duerch de Bäitrett vu Bulgarien a Rumänien deen Erweiderungsprozess, deen am Joer 2004 mam Bäitrett vun aacht Länner aus dem fréiere kommunistesche Block esou wéi och vu Malta an Zypern ugefaange gouf, ofgeschlossen. Dëse Bäitrett, deen also an der Logik vum Erweiderungsprozess vun der EU läit, ass a groussen Deeler vun der öftlecher Meening net onémstridden, wat an Zäiten, wou e gewëssenen Euroskeptizismus d'Iwwerhand kritt, d'Diskussiouen net onbedéngt méi einfach mécht.

D'Missioun vun der Rapportrice vun dësem Projet, der Madame Lydie Err, war an ass keng einfach gewiescht, an ech wéll hir dofir och en ausdréckleche Merci soen, net némme fir hiren ausféierleche schriffléchen a mëndleche Rap-port, mä besonnesch fir déi Manéier, wéi si déi Diskussiouen iwwert dës schwierig Problematik ugaangen ass an och sécherlech an Zukunft wäert weiderféieren.

Här President, elo ass et schonn iwwer e Joer hier, datt de Bäitretts-vertrag téshent der EU engersäits a Bulgarien a Rumänien aner-säits de 25. Abrëll 2005 énner-schriwwen gouf. Als Lëtzebuerg Land hu mir vis-à-vis vun deem Bäitrettsvertrag eng ganz besonnesch Responsabilitéit an awer och Sensibilitéit. Éischtens well déise Vertrag zu Lëtzeburg énner-lëtzebuergescher Présidence énner-schriwwen gouf, an awer och well mir mat engem vun dëse Bäitrettländer, námlech Rumänien, a ganz besonnesch der Provënz Sibiu, enk historesch a kulturell Lie-nen hunn.

De Wonsch vu menger Fraktioun a vu mir wär dann och, wa mer eis och sécherlech eng ganz Rei vu Froe par rapport zu deenen zwee neien EU-Länner stellen - an ech wäert och nach méi spéit op dës Froen agoen -, dass mer elo net de Feeler solle maachen, dee Kloegesang, dee vun engem groussen Deel vun der öffentlecher Meening ugestëmmt ginn ass, matzesan-gen.

Ech wéll duerfir nach eng Kéier, esou wéi d'Madame Rapportrice et och schonn an hirem schriffléchen a mëndleche Rapport viru mir ge-maach huet, déi staark Bedeutung vun déser Erweiderung énnersträichen, déi op symbolesh Aart a Weis eise Kontinent, deen duerch den Zweete Weltkrich zerstéiert an duerno duerch de Kale Krich ge-deelt ginn ass, zesumférert, dëst souwuel um politesche wéi och um wirtschaftleche Plang.

Bulgarien a Rumänien sollen den 1. Januar 2007 vollwäerteg Membere vun der EU ginn. Datt dëst dann awer och wierklech geschéie wäert, steet am Moment nach an de Stären an eng Verschiebung vun engem Joer kann zur Zäit net ausgeschloss ginn. Mir wäerten eréischt fréistens am Oktober vun dësem Joer méi kloer gesinn, ob den 1. Januar 2007 weider als Datum fir die Bäitrett vun dësen zwee Länner realistesch bleift, well jo d'Kommissiouen eis an engem Rap-port fir Bewäertung iwwert d'Er-féierung vun de Kopenhagener Kritäre vu béide Länner matdeelee wäert.

Ech muss lech agestoen, dass ech net esou richtig gesinn, wéi esou eng Verschiebung vun engem Joer mat eisem Vote zum Bäitrettsvertrag an Aklang ze bréngen ass. Wann een dës Prozedur géif an eng juristesch Notioun versichen anzekleeden, esou kéint ee vun engem Contrat sous condition suspensive schwätzen. Ech wär duerfir och frou herno vum Ausseminister ze héieren, wéi et mat der Ratifikatioun vun deem Text, deen d'Chamber haut an hei soll stëmmen, weider geet, sollt d'Europäesch Kommissiouen am Oktober zur Konklusioun kommen, et misst een d'Erweiderung ém ee Joer aussetzen.

Eng zweet Méiglechkeet, déi de Bäitrettsvertrag virgesait, am Fall wou d'Authoritéit a béide Länner hire Verpflichtungen net géifen nochkommen, wär, datt d'Kommissiouen als sou genannte Gardienne vun de Verträg déi sou genannte Clauses de sauvegarde géif ausléisen. Dës eigentlech originell Léi-sung géift der Kommissiouen námlech d'Méiglechkeet, fir preventiv oder korrektiv Moosnamen ze huelen, fir d'reibungslost Fonction-néiere vun den europäesche Politiken ze garantéieren.

An dësem Fall kéinte Bulgarien esou wéi Rumänien zwar der EU bättrieden, mä verschidde Rechter kéinten hinne virleefeg entzu ginn, an zwar viru allem am Beräich vum Bannemaart oder der Justiz, mä awer och wat d'Allocationen vu communautäre Fongen ubelaangt.

Här President, an hirer Recommandatioun vum 16. Mee dëses Joers hunn d'Stats- an d'Regierungscheffen d'Kommissiouen zu Recht bestätigt, datt Bulgarien esou wéi och Rumänien nach bis dato net déi noutwendeg Konditioun fir hire Bäitrett erfëllt hunn. Et bleiwen nach eng Rei Ustrengunge vun dëse Länner ze maachen, fir deene sou genannten europäesche Standardé gerecht ze ginn, viru allem wat d'Onofhäng-gekeet vun der Justiz, d'Gestioun vun de Subventiounen oder awer och de Kampf géint d'Korruption ubelaangt, an dëst viru allem a Bulgarien.

Et kann een der Kommissiouen sécherlech net virwerfen, op de strikte Respekt vum sou genannten Acquis communautaire ze pochen. Nach soll een awer a fairer Manéier énnersträichen, datt zénter dem leschte Rapport vun der Kommissiouen vum Oktober 2005 villes vun

deenen zwee Kandidatelänner ge-leescht gouf, fir den europäeschen Normen a Wäerter méi no ze kom-men.

Esou huet sech d'Unzuel vun de Kritike vu Säite vun der Kommissiouen un d'Adress vu Rumänien vu 14 op véier reduziert, a vu Bulgarien vu 16 op sechs.

Fir Bulgarien - fir domadder un-zefan - konzentréiere sech d'Häaptkritike virun allem op de Beräich vun der Justiz. Hei gi méi konkret a Kloer Resultater am Kampf géint dat organiséiert Ver-briech verlaagt, eng méi effikass a systematesch Uwendung vun de Gesetzer géint d'Fraude an d'Korruption, esou wéi méi eng effizient Aktioun géint d'Wäisswäsche vu Suen. Besonnesch de leschte Punkt schéngt mir vun eminenter Wichtegkeet ze sinn, well ganz besonnesch Bulgarien émmer erém an deenen diverse Rapporté vum GAFI optaucht. Hei schéngt et mer also absolut noutwendeg ze sinn, datt all Direktiven iwwert d'Wäisswäsche vu Suen an déi bulgaresch Légalisation transposéiert ginn, awer och all Direktiven an Dispositiounen iwwer international Rechts-hélf.

Déi aner Kritike par rapport zu Bulgarien bezéie sech op d'Gestioun vun de strukturelle Fongen am Beräich vun der Landwirtschaft, dem Schutz vun der Êmwelt wéi och der Sécurité alimentaire.

Et ass awer besonnesch am Beräich vun de Ménscherechter, wou Bulgarien nach vill Efforten ze maachen huet. Esou dénoncéiert Amnesty International a sengem jährlech Rapport vun 2006, datt Tortur a schlechte Behandlung vu Gefaangenen nach émmer zum trauregen Alldag a Bulgarien gehéieren. D'Diskriminatioun géint d'Zigeiner bleiwe bestoen, obwuel hei am Beräich vun der Justiz eng Partie Décisiounen zu Gonschte vun der Uwendung vun Antidiskriminéierungsgesetzgebung geholl goufen. Hei stécht besonnesch een Uerteel vum Distriktribunal vu Sofia vum Oktober 2005 eraus, wat d'Gläichheit vun de Rechter vun den Zigeinerkanner am Beräich vun der Education festleet.

Suerge maachen zudeem Amnesty International esou wéi och der europäescher Kommissiouen d'Situatioun an de Psychiatrien an an de sozialen Opfangstelle fir Kanner. Hei loosse sech d'Konditiounen fir ze lieuen als mënschenonwierdeg an erniddregend beschreiwen.

D'Kopenhagener Kritären hale fest, datt all EU-Kandidat stabil Institutiounen muss opweise kënnen, déi d'Demokratie, de Rechtsstat, de Respekt vun de Ménscherechter esou wéi och de Respekt an d'Protektioun vun de Minoritéité musse kënnen garantéieren.

Fir meng Fraktioun a fir mech ass et net zoututbar, dass an engem Land, wat wéllt - a muer och wahr-scheinlich wäert - neie Member vun der Europäescher Unioun sinn, elementar Ménscherechter mat de Féiss getruede ginn. Duerfir énnerstétié mir d'Kommissiouen an all hire Bestriewungen, émmer erém de Fanger op d'Wonne vum Net-respekt vun de Ménscherechter ze leeën, well besonnesch hei kenne mir eis et net leeschten, och némme ee Millimeter nozeginn, an dëst ganz besonnesch am Interessi vun deene Leit, déi an deene Länner Affer vu Ménscherechtsverletzunge gi sinn.

Am Géigesaz zu Bulgarien géift a Rumänien d'Korruption net méi als Obstakel ugesi fir e Bäitrett an d'Europäesch Unioun. D'éi véier Beräicher, déi der Kommissiouen hei nach Suerge maachen, sinn, wéi fir Bulgarien, déi richteg Gestio-nen vun de strukturelle Fongen am Beräich vun der Landwirtschaft, der Êmwelt an der Sécurité alimentaire. Am Fall vu Rumänien kommen dann och nach Defiziter, wat d'Informatiatioun bei der Andriewung vun de Steiergelder uebaangt, derbäi.

Am Beräich vun de Mënscherechte bleift a Rumänien virun allem och d'Situatioun vun den Zigeiner bedenklich. D'Zigeiner bleiwen nach émmer vill ze vill oft Affer vun diskriminéerenden Handlungen an Agressiounen.

D'Situatioun an de Psychiatrie bleibt och an désem Land e Grond zur Besuergnis.

En anere Problem ass déi oft diskriminéierend Haltung vis-à-vis vun der homosexueller Communautéit.

Trotz all dése schwéierwiegende Kritiken, ganz besonnesch wat de Respekt vun de Mënscherechte betréfft, ass et dach wichteg drop hinzuweisen an ze énnersträichen, datt sech an deenen zwee Länner an deene leschte Joren dach munches an déi richteg Direktioune beweegt huet. Dëst alles an engem Kontext, wou an deenen zwee Länner, awer ganz besonnesch a Rumänien, et importent ethesch Minoritéité gétt, wat d'Léisung vun de Problemer och net onbedéngt méi einfach mécht. Et ass fir mech duerfir och extrem wichteg, datt mer an där ganzer Diskussiounn émmer erém mat der néideger Sensibilitéit un all déi Froen eruginn an émmer erém am Hannerkapp behalen, datt niewent enger extrem schwiereger wirtschaftlecher Situatioun och de politeschen Zesummenhalt vu Länner mat esou grousse Minoritéiten net émmer einfach ass.

Doniewent kënnt, datt den Iwwergank zu engem demokratesche System mat enger Maartwirtschaft keen einfachen ass a vill Sacrificé vu Säite vun der Bevölkerung gefrot ginn.

Wichteg ass et och ervirzehieren, datt d'Kommissioun am Oktober d'lescht Joer scho bestätigt huet, datt esouwuel Bulgarien wéi och Rumänien déi politesch Bäitrétskritären erféllen, an datt dës Länner dem Zil vum integrale Respekt vun der wirtschaftleche Kritären an deenen, déi de sou genannten Acquis ubelaangen, ganz no sinn. Et ass evident, datt d'Reformen, déi vu Bréissel gefuerert goufen a ginn, dës Länner an hir Efforten, den europäeschen Normen a Wäarter méi no ze kommen, staark énnerstézt henn.

An hirer Evaluatioun vum Mee 2006 schléisst d'Kommissioun andeems se virsiichteg festhält, datt se spéitstens am Ufank vum Mount Oktober e Rapport iwwert déi réalisiert Fortschritte a béide Länner maache wäert, wat déi bestoed Problemer ubelaangt. Op déser Basis wäert d'Kommissioun dann examinéieren, ob de Bäitrétsdatum vum 1. Januar 2007 nach ka festgehale ginn.

Ech géing op déser Platz gär soen, Här President, datt mir Vertrauen hunn an d'Kommissioun, datt si d'Evaluatioun vun deene realiséierte Fortschritte a béide Länner op eng gréndlech an dettailléiert, awer och objektiv Manéier maache wäert, an dëst virun engem äusserst schwierege politeschen a wirtschaftlechen Hannergrond. Mir hunn dofir och Verständnis, datt d'Kommissioun an désem Dossier mat ganz besonnescher Virsiicht virgeet. En Exercice, deen engem Drotseelakt ganz no kënnt.

Här President, Zweifel un der EU-Erweiderung si kloer an däitlech bei de leschte Referendumscampagnen zur Europa-Konstitutioun a Frankräich an an Holland zum Ausdrock komm. Dëst war och bei ons de Fall, an och an anere Länner, wou d'Wieler sech net zu désem Text a Referenden ausgedréckt hunn. Mir doen eis schwéier, fir déi richteg Wieder ze fannen, fir eise Matbierger déi fréier Erweiderunge vun der EU ze erklären, a bremsen elo déi zukünfteg Erweiderungen, déi virun der Dier stinn. Mat déser Haltung welle mir eise Matbierger weisen, datt hire Message bei eis ukomm ass, an datt mir hir Meenung zur Kenntnis huelen. Mir befanen eis also an dár sou genannter Reflexiounspas.

Ech mengen, et muss een awer drop hiweise, datt et zum groussen Deel d'Adhésiounsperspektiv zur EU war, déi der Reformprozess an dése Länner wält no vir bruecht huet. Ech deelen an désem Kontext d'Meenung vu sellechen Analysten, déi der Meenung sinn, datt d'Feele vun engem europäesche Projet an dése Länner den Iwwergank zur Demokratie an zum Wirtschaftsmaart e gutt Stéck méi schwéier gemaach hätt, oder en souguer onmégilech gemaach hätt. De Bäitrétt zu Europa bleibt dat virragegt Zil vun der politescher Klass an all dése Länner, an och déi dreiwend Kraaft, fir weider Reformen anzeleeden.

Am Numm vun désem Projet hunn d'Populationen an dése Länner all méiglech Sacrificer, déi hinne vun hirer Regierung operleucht goufen, akzeptéiert, wéi d'Reduzéierung vun den öffentlechen Ausgaben, steierlech Reformen an e budgetären Defizit, deen heiansdo énner der Schwell vun 1% vum PIB läit. Wougéint eng ganz Partie vun dése Moossnamen hätte kënnten a méi westleche Länner Grond zu sozialen Opstänn ginn, sinn dës am Osten als Präis akzeptéiert ginn, deen ze bezuelen ass fir en Entréesticket an d'Europäesch Unioun.

Déi skeptesch Astellung vis-à-vis vun de Bäitrétskandidaten innerhalb vun der Europäescher Unioun gétt dése Länner wahrscheinlich och ze bedenken a wéi eng Unioun si do báitriede wäerten. De sou genannten okzidental Eurokeptizismus fánkt och un, sech an deene Länner ze verbreeden, a kann dem Nationalismus erém en nahrhafte Buedem verschaffen. Dës Haltung bréngt de Risque mat, datt dës Länner énner Émstänn an hir traditionell Schwächten zréckfale kéint. E konkret Beispill heifir sinn déi rezent Wahlen a Polen an an der Slowakei, wou Parteie mat europaskepteschen Téin et erém bis an d'Regierung bruecht hunn, an et do zum gudden Toun gehiéert, géint d'Politik vu Bréissel ze wiederzeverbreeden.

Dësen Euroskeptizismus erkläert sech och domadden, datt dës nei Länner wuel Membres à part entière sinn, mä awer mat engem ganz begrenzten Zugang zum Arbechtsmaart. Dofir musse mer eis émmer erém virun Aen halen, datt d'Verlängerung vun allen Derogatiounen an désem Secteur dësen euroskepteschen Téin weider Opdrift wäerte ginn, an domadder och de Gruef zwéischen alen an neien EU-Membere méi déif gétt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech et scho virdrun erwähnt hunn, stécht d'Europäesch Unioun momentan an enger déiwer Kris. Fir kënnten dës Kris ze iwverwannen, ass et a mengen Ae wichteg, kloer ze definéieren, wéi a wouhi sech d'Europäesch Unioun weiderentwécke soll, a wou sech hir Grenze befannen.

E Schrétt no hannon ze maachen an d'Direktioune zum Beispill vun enger bessere Fräihandelszon, duerf keng Optioun sinn. Den aktuelle Stand vun der Integratioun muss net némme báibehale ginn, mä e muss weidergefouert ginn. D'Kohesioun, d'Efficacitéit an d'Aktiounskapazitéit vun der Unioun musse gestärkt ginn, an hirer Integratiounsprozess verdéift ginn.

A mengen Aen ass dëst némme mat enger déif gráfender Reform vun den Europeainstitutiounen méiglech. D'Europäesch Unioun muss fit gemaach ginn, fir de Bäitrétt vun neie Memberlännern kënnten um institutionelle Plang ze verkraften. Et ass kloer, datt de Bäitrétt vu Bulgarien a Rumänien de Fonctionnement vun den Institutioounen nach méi wäert erschwéieren. A spéitsens beim Bäitrétt vum nächsten EU-Kandidat lafe mer Gefor d'EU-Aarbecht komplett ze paralyséieren. Dëst kéisst d'Europäesch Unioun op en Neits an eng existen-

ziell Kris geheien, déi hir Zukunft kéisst fundamental a Fro stellen.

De Vertrag vun Nice ass en vue vun enger maximaler Unzuel vu 27 Memberen ausgehandelt ginn. Vu datt de Bäitrétt vun anere Kandidaten, wéi Kroatién oder Mazedonién, virun der Dier steet, en vue datt aner Staten aus der Region vum Westbalkan un d'Dier klappen, brauche mir déi institutionell Architektur, esou wéi se de Verfassungsvertrag virgesait, déi mat enger héijer Unzuel u Membere fonctionnéiere kann.

Wéi och émmer den Émgang mat dem Konstitutiounsvertrag weidergeet, plädéiert meng Fraktioune dofir, datt eis Regierung zesummat hire Partner um europäesche Plang all méiglech Efforten énnerhëlt, fir déi verschidde Reformvirschléi, déi am Projet zur Verfassung heizou festgehale goufen, op déi eng oder aner Aart a Weis émzeseten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer iwver en EU-Bäitrétt vu Rumänien a Bulgarien schwätzen, komme mer awer och net derlaanscht, fir eis Froen no de Grenze vun der Europäescher Unioun ze schaffen, fir méi transparent ze sinn, fir dem Bierger méi no ze kommen - ech schwätze vun däri Europäescher Verfassung -, haut op Äis géif leien. Mat désem Traité constitutionnel hate mer versicht enger EU mat 25 Memberstaten oder méi, ee méi adequate Kader ze ginn. D'éi Europäesch Unioun funktionéiert haut, an dat nach fir eng gewëssen Zäit, wéi et ausgesait, mat deene Regelen, déi fir 15 respektiv esouguer manner geöfft hunn, an déi sech eigentlech iwwerlieft hunn.

Deemools, virun zwee Joer, wousste mer nach net, datt dat Instrument, dat d'Europäesch Unioun ausgeschafft huet fir sech d'Moyenen ze gi fir méi effikass ze schaffen, fir méi transparent ze sinn, fir dem Bierger méi no ze kommen - ech schwätze vun däri Europäescher Verfassung -, haut op Äis géif leien. Mat désem Traité constitutionnel hate mer versicht enger EU mat 25 Memberstaten oder méi, ee méi adequate Kader ze ginn. D'éi Europäesch Unioun funktionéiert haut, an dat nach fir eng gewëssen Zäit, wéi et ausgesait, mat deene Regelen, déi fir 15 respektiv esouguer manner geöfft hunn, an déi sech eigentlech iwwerlieft hunn.

Op deen Niveau si mer deemno net weiderkomm, an trotzdem hu mer dann haut eng Unioun vu 25, déi tant bien que mal funktionéiert, déi probéiert virunzkommen. Den Élargissement vun 2004 huet och eng Rei Befierchtungen, déi bestanen hunn, jiddenfalls an eisem Land, net an deem Mooss erféllt wéi dat geduecht war. D'Invasioun vun de polnesche Plombieren an déi al Memberstaten ass gréissen-deels ausblínnen. Eigentlech war dat esou ze erwaarden.

Fir meng Fraktioune a mech selwer müssen op jidde Fall virun allem déi europäesch Institutione fit gemaach ginn an déi Notioun vun de geographesche Grenzen definéiert ginn, ier iwver weider Bäitrétt kann diskutéiert ginn. Ech sinn dofir och der Meenung, datt een net einfach Jo ka soen zu all Bäitréts-demande, an datt mer gutt berode wären, verschiddenen EU-Kandidaten net elo schonn Hoffnungen ze maachen, wou mer wëssen, datt mer déi zumindest net kuerz- oder mételfristeg kënnten erféllen.

#### (M. Lucien Weiler prend la Présidence)

Ofschléissend, fir erém zréckzukommen op de Bäitrétt vu Bulgarien a Rumänien, wéll ech lech net verstoppen, datt bei all deenen Defiziter, ganz besonnesch am Bäitrétt vun de Mënscherechte an deene béide Länner, esou wéi wahrscheinlich déi meesch Kolleegen heibannen, mech e bëssen e mulmegt Gefill beschläicht. Mä grad wéinst dësen Defiziter muss een dee Bäitrétt als eng grouss Chance fir déi zwee Länner unerkennen, awer ganz besonnesch fir hir Bevölkerungen. Dofir soe mir e kloere Jo zum Bäitrétt vu Bulgarien a Rumänien. Ech ginn och domaden eisen Accord zum Gesetzesprojet.

Ech soen lech Merci.

**Une voix.** - Très bien.

**M. le Président.** - Merci, Här Mosar. Nächste Riedner ass den honorablen Här Helminger. Här Helminger, Dir hutt d'Wuert!

**M. Paul Helminger (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géing fir d'eischt wölle dem Rapporteur, der Madame Err, Merci soe fir hir ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport. Si huet am Detail déi Froen, déi eis och um Häerz leien, opge-

graff. Ech brauch deem och net vill báizeflécken. Ech si mat dem gréissen Deel vun hiren Ausféierungen absolut d'accord.

Virun e bësse méi wéi zwee Joer, den 1. Mee 2004, huet d'Europäesch Unioun insgesamt fénneften Élargissement vollzunn. Zéng nei Memberen, haapsächlich aus dem Osten, aus deem fréiere communistesche Block, sinn an d'Europäesch Unioun opgeholl ginn, déi also domat vu 15 op 25 Unitéite geklossen ass. Vill Froe si sech bei de Leit am Virfeld vun déser Erweiderung gestallt ginn, wéi beispillsweis déi, ob a wéi mir dës territorial an demographesch Vergréisserung géife verkraften. Och um politesche Plang si Froen opkomm: Wéi kënne mer politesch eng Unioun vu 25 Memberstate funktionéieren dinn, wa mer scho bei 15 Schwierigkeiten henn?

Deemools, virun zwee Joer, wousste mer nach net, datt dat Instrument, dat d'Europäesch Unioun ausgeschafft huet fir sech d'Moyenen ze gi fir méi effikass ze schaffen, fir méi transparent ze sinn, fir dem Bierger méi no ze kommen - ech schwätze vun däri Europäescher Verfassung -, haut op Äis géif leien. Mat désem Traité constitutionnel hate mer versicht enger EU mat 25 Memberstaten oder méi, ee méi adequate Kader ze ginn. D'éi Europäesch Unioun funktionéiert haut, an dat nach fir eng gewëssen Zäit, wéi et ausgesait, mat deene Regelen, déi fir 15 respektiv esouguer manner geöfft hunn, an déi sech eigentlech iwwerlieft hunn.

Op deen Niveau si mer deemno net weiderkomm, an trotzdem hu mer dann haut eng Unioun vu 25, déi tant bien que mal funktionéiert, déi probéiert virunzkommen. Den Élargissement vun 2004 huet och eng Rei Befierchtungen, déi bestanen hunn, jiddenfalls an eisem Land, net an deem Mooss erféllt wéi dat geduecht war. D'Invasioun vun de polnesche Plombieren an déi al Memberstaten ass gréissen-deels ausblínnen. Eigentlech war dat esou ze erwaarden.

De fénneften Élargissement ass awer nach net ganz ofgeschloss. Zwee vun deenen insgesamt zwiefel Kandidate fir der Unioun báizetrieden hunn 2004 missen am Wartesall bleiwen. An ech soe ganz bewosst net „sétze bleiwen“, well déi zwee Kandidate précisément sollten net sétze bleiwen, mä se sinn opgefuerert ginn, fir ganz aktiv hire Retard opzeschaffen.

Dëst wor spéitstens am Dezember 2001 kloer, wéi de Conseil vu Läeken dem Rapport vun der Kommissioun zougestëmmt huet. Dee seet, datt all Kandidaten, ausser Bulgarien a Rumänien, Enn 2002 prett fir de Bäitrétt wären. An de Conseil vun Dezember 2003 gëtt dann deenen zwee Bäitrétskandidaten eng Perspektiv fir 2005.

Ee Joer méi spéit erkennt de Conseil d'Efforté vun deene béide Staten un a fixiert d'Énner-schreive vum Bäitrétsvertrag op den Abréll 2005. Et ass da finalement énner Lëtzebuerger Présidence zu däri Énnerschréft komm. An et ass jo mat der Approbatioun vun dem Traité wou mer eis haut beschäftegen.

Firwat Bulgarien a Rumänien hu méi laang waarde musse bis d'Diere vun der EU och fir si opgaange sinn, dat hu meng Virriedner schorn am Detail ausernee geluecht. Ech kommen net méi dorop zréck. Et ass ganz einfach festgestallt ginn, datt bei deenen zwee Kandidaten d'Fortschrëtter, engersäits fir den Acquis communautaire ze iwverhuelen a sech dem Niveau vun der Europäescher Unioun unzepassen, méi lues realiséiert gi si wéi bei deenen zéng aneren. Dofir gëtt et sécher eng Partie Ursachen, an notamment déi, datt d'Ausgangspositioun vun deenen zwee Länner ee gutt Stéck manner gutt war wéi dat vun hire Kollegen. De Retard wor deemno

méi grouss an ass och nach net zu dësem Zäitpunkt ganz combléiert.

Dee sou genannte „Monitorage“ erlaabt et de Memberstaten de Suivi vun deenen Efforten ze maachen, déi d'Kandidatelnner énnerholl hu fir d'Kritären ze erféllen, déi eng Adhésioun erméiglechen. Hei kann téshent politeschen an ekonomesche Kritären énnerscheet ginn. Dat henn och meng Virriedner scho gemaach. Ech kommen och do net am Detail op déi Analys zréck, fir op de Respekt respektiv den Netzrespekt oder den nach Netrespekt vun deene Kritären anzegoen.

Grosso modo muss ee feststellen, datt esouwuel Rumänien wéi Bulgarien schonn en héijen Alignementsniveau erreecht hunn, och wann nach de Retard a verschidene Secteuren als beonrougend agestuft gëtt, notamment wat d'Bekämpfung vun der Korruption an d'Wäisswäsche vu Suen a Bulgarien ueget. Och sinn nach eng Rei Efforten a puncto Schutz vu Minoritéiten, notamment d'Roma, a Menschenhandel a Rumänien ze maachen.

D'Kommissioun wäert eréischt am Oktober, an net wéi ursprünglech virgesinn am Mee vun désem Joer, fir Recommandatioun zu dësen Adhésiounen matdeelen. De Conseil muss dann décidéieren, ob den 1. Januar 2007, wéi virgesinn, oder awer eréischt 2008, esou wéi et an de Clauses de sauvegarde steet, d'Diere vun Europa fir Rumänien a Bulgarien definitiv opgemaach ginn.

Et ass a bleift an eisen Ae kloer, datt de Respekt vun de bestoenden Traitéen eng Conditió sine qua non vun all Bäitrétskandidat an all niem Memberstat muss duerstellen.

Mat désem neie Bäitrétt, dee schonn, wéi gesot, déi zweet Etapp vum fénneften Élargissement duerstellt, gëtt also d'EU op 27 Memberen opgestockt. D'Erweiderung no Osten ass domadder net ofgeschloss. No dem Vote vun désem Projet de loi ass jo eng Question avec débat um Ordre du jour, wou et ém d'Tierkei geet. Et sinn awer nach eng Rei aner Kandidaten do, déi méi no bei eis leien, wéi zum Beispill Kroatien.

Mir steieren deemno op eng Europäesch Unioun zou vun 30 oder méi Memberstaten. Wéi solle mer esou e politeschen Ensembel gérieren? Kënne mer mam Traité de Nice iwverhaapt nach eng konspektiv Europapolitik féieren? Ech mengen, datt de Besoin no engem neien Traité bei all Élargissement émmer méi akut gëtt. Dofir müssen déi europäesch Responsabel ufanken, d'Käpp beineene ze strecken, an net Zäit verspillen, andeems iwwer d'Opportunitéit vun enger Denkpaus nogeduecht gëtt.

Et däerf net an eisen Aen zu enger Denkpaus kommen, am Senn vun enger plus ou moins laanger Zäitspan, während däri mer versichten eis iwver Europa a seng Handlungscapacitéit Gedanken ze maachen. An deem Senn begréissee mer och déi Konklusiounen vun deem rezente Sommet, dee sech jo derfir ausgeschwatt huet, fir éischteens eng relativ kloer Zäitschinn festzeleeën, an zweetens en attendant eng Rei konkret Mesuren ze huelen, déi et missten erméiglichen, fir Europa no vir ze bréngen.

Laang Zäit ass am Laf vun der Geschicht vun der europäescher Konstruktioun iwwert d'Prioritéit vun Élargissement oder Approfondissement diskutéiert ginn. Et ass mengen Meenung no eng anachronistesch Approche, well déi zwou Saache kënnen haut net vuneneen dissociéiert ginn. Mir kënnen d'Europäesch Unioun net wuessen dinn, oun

gen, aner Realitéiten, den Euro-corps hu scho laang bewisen, datt et méiglech ass, an och an Zukunft muss méiglech sinn, datt déi Staten, déi op deenen eenzelne Punkte welle méi séier virugoen a méi wält an der Integration goen, mussen nach erlaabt kréien, fir dat ze maachen, à condition bien entendu, datt hir Koopération opbleift an datt Brécke méiglech bleiven, fir datt déi noréckelen, déi am Ufank nach net prett ware fir do matzemaachen. Dat war jo iwwregens och dat, wat formal an deem Traité constitutionnel verankert war.

En anert Stéchwuert, wat oft gebraucht gëtt, ass d'Stéchwuert vum Partenariat privilégié. Ech muss lech éierlech soen, historesch gesinn, wann en d'Rad vun der Geschicht kénnt zréckdréinen - mä dat kénne mer eben net -, wär et vläicht méi intelligent gewiescht, mer hätten ufanks den 90er Joren ugefaange vun engem Partenariat privilégié fir déi Bâitreitkandidaten ze schwätzen.

Mir hunn hinnen awer deemools an der Euphorie vun der Wiedervereenigung vun Europa, déi sech do virun eisen Ae vill méi séier gemach huet wéi iergendeen, weder a Westeuropa noch an Osteuropa, sech dat erdreemt hat, nun némmen eng Dier opgemaach. An dat ass d'Dier vun der voller Membership. An ech mengen, dat ass een Engagement, wou mer och haut net gutt kénnen - jiddefalls vis-à-vis vun deenen, wou mer dat Engagement geholl hunn - zréckstiechen.

D'Fro, déi ee sech awer muss a soll stellen, ass déi: Wéi vill welle mer, datt Europa wiisst? Musse mer deem Europa - den Här Mosar huet d'Fro schonn opgeworf virdrun - net iergendwa Konture ginn?

D'Erweiderung no Osten, wann een d'Geschicht vun eisem Kontinent kuckt, ass sécherlech eng positiv Evolution. Mir däerfen och net an d'Nostalgie verfale fir dat Europa vu virun 30 Joer a mengan, et wär deemools alles besser a méi schéin a méi einfach gewiescht, wéi mer némmen zu sechs, zu néng oder och zu zwielef waren. Mir däerfen och net vergiessen, datt an deene Joren - an dat ass nach net ganz laang hier - Europa an zwee Campé gegeelt war, an datt d'Population vun dár östlecher Halschent vun eisem Kontinent en halleft Jorhonnert laang, a verschiddener nach vill méi laang, énnert der Oppressiou vum Kommunismus gelieft a gelidden hunn.

A muss ech, well mer jo hauft vu Rumänen a Bulgarien schwätzen, drun erënneren, wat den Ceausescu-Regime a Rumänen d'Leit leide gedoen huet. Wien hätt deemools vun eis, an zumools vun deene Leit aus deenen deemolege kommunistesche Staten, geduecht, datt mer am Ufank vum 21. Jorhonnert eis an engem gemeinsamer Communautéit mat gemeinsame Valeure géingen erëmfanden?

Dofir ass et selbstverständliche, datt bei eis déi Länner 2004 mat oppenen Äerm empfaang gi sinn. Dat gëllt och fir Rumänen a Bulgarien, déi mer also spéistens 2008 an d'EU wäerten ophuelen. D'Perspektiv vun engem Bâitreit huet an deene Länner, wéi scho gesot, villes zum Positive beweegt. De Fall vum Kommunismus huet allerdéngs och aner Problemer mat sech bruecht: d'Ausbreitung vun der Korruption, d'Kriminalitéit, ier do e wierkleche Rechtsstat d'Chance iwwerhaapt hat, fir sech ze installéieren.

Dat erkläert och vläicht, firwat trotz deem positiven Aspekt vum Enn vun der europäescher Divisioun d'Öffentlechkeet den Élargissement no Oste méi negativ gesäit, jo esouguer mat engem gewëssener Angscht. Hei zu Létzeburg géifen engem Eurobarometer-Sondage no némmen 31% vun de Leit enger weiderer Erweiderung zoustëmmen. Och d'EU selwer stellt sech émmer méi Froen iwwer hir Capacité d'absorption.

Esou sot de Kommissiounsprésident Barroso d'lescht Woch virum belsche Parlament iwwert d'Erweiderung: «Nous avons pris des engagements. Nous les tiendrons. Ce qui ne nous empêche pas de parler sans tabou de notre capacité d'absorption. C'est un élément à prendre en compte. Ce qui importe, c'est que l'élargissement ne soit pas perçu comme une décision technocratique, mais démocratique.»

Wa mer awer Länner eng Perspektiv bis ginn, volle Member vun der Europäescher Unioun ze ginn, an déi Länner all d'Kritären, déi ee muss erfëlle fir der EU bázietrieden, och erfëllen, da gëtt et ganz delikat deene Kandidaten dee Moment oder kuerz virdrun d'Dier net opzemaachen.

An anere Wieder: Wou sinn d'Grenze vun Europa? D'Grenze vun Europa si sécherlech en Deele vu gemeinsame Wärter, déi mer nun eben hunn, déi sech haapsächlech ronderém d'Mënschewärter an d'Organisatioun vun eisem wirtschaftlechen a soziale System gruppieren. D'Grenze vun Europa erreeche mer awer och do, wou de Wëllen net méi besteet an och d'Capacitéit net méi besteet, fir un deene politeschen Zilsetzungen, déi mer Europa ginn hunn, matzemaachen.

Wéi gesot, dat sinn déi Kritären, déi zum Deel och an de Kopenhagen Kritäre jo festgeluecht sinn. Wann déi Kritären erfëlt sinn, menge ech, müssen déi Länner, déi déi Kritären erfëllen, och d'Chance kreie fir dat ze beweisen, an deemno och Member vun der Europäescher Unioun ze ginn. Datt dat net a 14 Deeg geschitt, an och net an zéng Joer, dat schéngt eis absolut räsonnable a verstänneg ze sinn.

Deen Traité d'adhésion fir Bulgarien a Rumänen ass scho vu 17 Länner ratifiziert ginn. Mir sollen den Traité haut ratifizieren. D'DP wäert deem Traité zoustëmmen.

Ech soen lech Merci.

**M. le Président**.- Merci, Här Helminger. Nächste Riedner ass den honorablen Här Ben Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert!

**M. Ben Fayot (LSAP)**.- Här President, ech wollt selbstverständliche och am Ufank vu menger Interventioun der Madame Err als Berichterstatterin vun désem Gesetz iwwert d'Adhésion vu Bulgarien a Rumänen Merci soen. Si huet op eng intelligent a sober Manéier et fäerde bruecht déi Problemer ze weisen, déi et sécher bei dëser Adhésion gëtt, mä och déi Fortschritte, déi gemaach gi sinn, an déi Argumenter, déi dofir plädéieren, dass d'Chamber de Mëttag deen Traité approuvéiert. Ech kommen also net méi op den Inhalt vun deem mëndlechen a schrifteleche Bericht zréck.

Ech wollt mech am Fong geholl a menger Interventioun fir d'éischt an eng Optik no der Adhésion stellen. Wann déi zwee nei Länner elo an der Europäescher Unioun sinn, dann hu se eppes erreecht, wat wichteg fir si ass, a fir dat ee se och ka félicitéieren, fir all déi Aarbecht, déi se an deene leschte Jore gemaach hunn, fir dass déi 25 Memberländer déi Adhésion acceptéieren.

Mä ech wéll hinne soen, dass se och domat eng grouss Verantwortung iwwerhuelen. Dat ass d'Verantwortung fir d'Europäescher Unioun selwer. Mir wëssen dass d'Europäescher Unioun eng Unioun vu fräien a souveräne Länner ass. Mir wëssen, dass doranner all Land seng Fräheit a seng Souveränitéit behält. Mir wëssen och, dass all Land doranner seng Avantagé sight an natierlech och ganz oft fénnt.

Mä well d'Europäescher Unioun esou eng Unioun ass, a keng Zwangsunioun wéi dat fréier bei der Sowjetunioun war, hält se och némmen

zesumme wann allegueren d'Länner dorunner schaffen. Si hält och némmen zesumme wann d'Länner allegueren déi Wärter héichhalten, déi d'Basis vun dár Unioun duerstellen. Mir däerfen ons dobäi keng Kompromësser erlaben. Ech muss zwar soen, dass dat am gaangen ass ze geschéien, wann ech gesinn, wat fir Iddiè bestëmme Parteien a verschiddene Länner émmer méi vertrieben. Dat geet heiansdo bis an d'Regierungen eran.

An der polnescher Regierung - fir se net ze nennen - gëtt et Kräften, déi vun absoluter Oppositioun géint d'europäesch Integration iwwer blanken Antisemitismus an extremen Nationalismus a Friemenhaass alles vertrieben, wat géint ons Grondwärter versteisst. De Respect virun de politesche Kritäre vu Kopenhagen, deen hält net op wann ee bis an d'Europäescher Unioun erantrétt. Dee geet virun, och no dem Antrétt an d'Europäescher Unioun.

Ech muss och soen, dass ech bei munche Länner, bei alen a bei neien, ee seriösen Engagement fir d'Europäescher Unioun vermëssen. Ech sinn émmer erëm erschreckt iwwert den Euroskeptizismus vun héich gestallte Leit; zum Beispill den tschechesche President, deen net wält dovunner ewech ass d'Europäescher Unioun carrément ze bekämpfen. Dobäi gëtt awer kee forcieret an d'Europäescher Unioun eranzegoen. Mä wann een dran ass, dann huet een eng Responsabilitéit, déi een énnerschriwwen huet, an déi een och wouerzuhuelen huet.

Munnech Länner siche ganz oft némmen hiren Avantage, bremse Fortschritte mat alle Mëttelen a sinn zefridde wann d'Europäescher Unioun esou schwaach wéi méiglech ass. Dat ass net, huelen ech un, an dëser Chamber ons Konzeptioun vun der Europäescher Unioun. Wann dës fragil Unioun soll liewen a sech entwéckelen, muss all Land sech dorém bekëmmeren. An dofir och mäin Opruff un ons bulgaresch a rumänesch Frénn, d'Europäescher Unioun als Friddens- a Fräheitsprojet ze respektéieren, an no hirer Adhésion matzehélfen se ze développéieren.

Här President, an deem Abléck och, wou mir ons Zoustëmmung zu dem Traité d'adhésion ginn an d'Europäescher Unioun vu 25 op 27 Membere klëmmt, musse mer ons och Gedanken iwwert d'Zukunft vun der Unioun maachen. Dat ass jo de Mëttag och vu menge Virrieder scho gemaach ginn, an ech wéll och mäi Pefferkär derbäimaachen.

Ech gesinn awer an der Haapsaach zwee grouss Problemer. Deen éische betréfft d'Grenze vun der Europäescher Unioun, an deen anere betréfft dat, wat mer dee sou genannten Débat constitutionnel nennen.

Ob d'Grenze vun der Europäescher Unioun jee genee festgeluecht kenne ginn, geographesch mat engem Stréch, hänkt méi vun der Geschicht of wéi vun ons selber. Wa mer bedenken, wat mer an den 80er Jore virun 1989, 1990 geduecht hunn: Dunn hu mer émmer geduecht, dass Europa sech géif iergendwou an der Mëtt vun Däitschland dorobber reduzéieren. Mir hunn ni dru geduecht, dass d'Europäescher Unioun jee kénént méi wält doríwer erausgoen. Dofir, mengen ech, soll een déi Diskussion vun den definitive Grenze vun Europa ganz virsiichteg ugoen.

Ech sinn awer mat all deenen eens, déi wëllen, dass en émmer méi grouss Europa och en émmer méi effikasst Europa muss ginn. Wa mer Europa erweideren, musse mer och Europa festegen, musse

mer seng Institutione verbesseren.

Ech sinn awer och komplementar dozou der Meenung, dass een niewent der einfacher purer Adhésion un d'Europäescher Unioun sech Partnerschaften muss afale loassen, déi méi wält gi wéi déi augenblécklech Partnerschaften, an déi Länner kënne un Europa bannen op eng aner Manéier wéi duerch déi einfache Adhésion.

Well d'Europäescher Unioun ass jo keng Fräihandelszon. Et ass e politesche Raum mat engem Gesellschaftsmodell a mat Wärter. A wa Länner an d'Europäescher Unioun wëllen, déi déi Wärter an dee Gesellschaftsmodell net unhuele wëllen, oder net ganz wëllen unhuele, da solle se dobausse bleiwen; wat awer dann net verhënnert, dass d'Europäescher Unioun friddlech a stabil Relatiounen op ville Pläng mat hinne kann hunn.

Zweete Problem, de sou genannten Débat constitutionnel. Wourém geet et dobäi? Et geet einfach drëm, d'Europäescher Unioun funktionsfäig ze erhalen an déi Funktionsfäigkeet nach ze verbesseren. Et geet och drëm, iwwert d'Institutionen eraus, Problemer ze léisen an dass d'Europäescher Unioun capabel gëtt Problemer ze léisen, fir déi se haut keng oder wéine Kompetenzen huet.

D'Leit dobaussen, d'Biergerinnen an d'Bierger verlaangen, dass d'Europäescher Unioun am Kampf géint de Chômage matmécht; si verlaangen, dass de Kampf géint de sozialen Dumping ugaange gëtt; si wëllen, dass Europa an der Globalisatioun besteet; si hätten och gären eng Maîtrise vun der Immigratioun, a si hätten och gären eng Sécherheet no bannen an no baussen. Si hätte gären eng besser Koordinatioun vun de Wirtschaftspolitiken, besonnesch och an der Eurozon niewent dár monetärer Koordinatioun.

Mä déi Aufgaben alleguerete kann d'Europäescher Unioun am heitegen Zoustand vun de Vertrag, a vun de Kompetenzen, déi se duerch dës Vertrag kritt, némmen deelweis oder guer net duerchzéien, an dofir muss een natierlech och dee Vertrag, dee mer hunn, politesch ugoen.

Natierlech huet dat wéi gesot mat Institutionen ze dinn, mä et huet och mat dem politesche Welle vun de Länner ze dinn, fir méi ambitiéis Ziler unzestriewen, an do läit natierlech déi grouss Schwierigkeit vun deem Verfassungsdébat.

Ech muss soen, dass deen Débat, sou wéi en haut stattfénn, mech déif beonruegt, well e weist, dass de Konsens iwwert déi europäesch Integration méi kleng gëtt, amplaz dass en am Fong geholl étant donné déi riseg Problemer, déi virun ons stinn, méi grouss misst ginn.

Mä natierlech gesait een am Abléck weder am Europäesche Rot nach an de Parlamente oder an der Politik insgesamt en Auswee aus deem Problem.

Létzebuerg huet jo viru knapps engem Joer, den 10. Juli 2005, e Referendum ofgehalen, a mir hu virun an hannendrun déi Voten iwwert d'Ratifikatioun an der Chamber virgeholl an och laang Debatte doríwer gehat. Doniewent hunn och nach 14 aner Länner fir Zoustëmmung, sieg et duerch hir parlamentaresch Zoustëmmung oder per Referendum, ginn. Dat 16. Land - Finnland - soll jo och nach derbäikommen.

Ech hoffe ganz staark, dass déi Prozedur weidergeet, well ech nach émmer iwverzeegt sinn, dass dee Verfassungsvertrag haut, no all deem, wat ech héieren hunn an deem vergaangene Joer, nach émmer dee beschtméigleche Kompromëss ass, deen Europa haut erreeche kann, wann en allegueren déi verschidden Tendenzen gesäit, déi et eben an Europa gëtt, déi et an de verschidene Memberländer

gëtt, vu Federalisten zu Souveränen, vun der Gauche bis zur Droite, vu Vertriebeden vun engem staark integréierten Europa an esou weider.

Mir mengen also, dass een deen Text soll halen, dee virläit, an deen Text soll vu sou ville Länner wéi méiglech ratifiziert ginn. Ech wéll awer drun erënneren, dass all Land vun der Europäescher Unioun dësen Text énnerezeechent huet. All Land, all Regierung huet also eng Verantwortung fir deen Text. Dat schéngt mer wesentlech ze sinn émmer erëm ze énnesträichen. Wann een déi Signatur net honoriert, da muss ee scho gravéieren und Ursachen hunn, fir dat net ze maachen.

Eng grouss Zuel vu Ratifikatiounen kann Drock op déi Länner ausüben, déi mat der Ratifikatioun haut zécken. Ech bedaueren iwwregens, dass dëst net méi op den europäesche Conseilen diskutéiert gëtt. Bon, ech si selwer net dobäi, den Här Ausseminister kann ons vläicht dovunner erzielen, mä ech hinn net d'Impressioun, wéi wann dat thematiséiert géif ginn. An ech héieren émmer erëm: Jo, d'Fransousen an d'Hollänner hinn Nee gesot an et kann een déi jo elo iwwerhaapt net méi forcieret sech iwwer esou een Text nach fir déi zweete Kéier auszeschwätzen.

Ech mengen d'Iren an d'Dänen hinn dat gemaach. D'Dänen hinn dat esouguer zweemol gemaach, do huet kee gesot: Déi kënne dat do net. Dat waren natierlech méi kleng Länner, während bei de Fransousen dat do vill méi schwierig ass. Mä ech mengen, wichteg ass, dass een dann déi Länner virun hir Responsabilitéit setzt. Ech weess, dass dat virum Abrëll 2007 elo net méiglech ass, mä trotzdem muss ee gutt oppassen, wat ee mat deem Verfassungstext mécht, wéi zum Beispill wann een relativéiert, well wa mer den Text do net méi hinn, sinn ech iwwerzeegt, dass mer keen aneren Text soubal wäerte fannen.

Här President, dat verhënnert net, dass - dat hu mer jo och schonn hei gesot - een net och aner Mëttel sicht, fir Europa de Bierger méi no ze bréngen. Sécher wësse mer och, dass dat net einfach ass, well dat Lokaalt fir d'Leit émmer méi interessant ass wéi dat Europäesch. Mir probéieren et zwar.

Ech wéll soen, dozou gehéiert och zum Beispill d'Manéier, wéi mer un d'Europawahlen erugginn. Do hu mer jo och nach Hausaufgaben hei als Chamber ze maachen, wéi d'Zuel vun de Kandidaten erofersetzen, an zum Beispiel och déi duebel Kandidatur elo ze verhënnern; mer kënne se net verbidden, mä se eventuell duerch e politeschen Accord verhënnern. Et gëtt also do och nach Aufgaben ze maachen.

Mir müssen och d'Manéier, wéi déi europäesch an déi national Politik d'europäesch Dossiere behandelt, iwwerdenken; mir müssen un d'r sou genannter europäescher Gouvernance vun onsem Land schaffen. Mir hätten och gäre méi Transparenz, méi Demokratie, méi Matbestëmmung, an dat alles hänkt natierlech vun der Manéier of, wéi mer allegueren do erugginn.

Här President, déi puer Remarqué gemaach, well ech am Numm vu menger Fraktioun soen, dass mer deen Traité d'adhésion vu Bulgarien a Rumänen wäerte stëmmen, an dass mer och iwwerzeegt sinn, dass déi zwee nei Länner gutt Membere wäerte ginn an d'Europäescher Unioun wäerte stärken, dass se wichteg Apporté fir net némmen déi politesch, mä och déi wirtschaftlech, kulturell a sozial Integratioun bréngen, an domat also onse Jo zu dësem Traité.

**Plusieurs voix**.- Très bien!

**M. le Président**.- Merci, Här Fayot. Nächste Riedner ass den honorablen Här François Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

**M. François Bausch (DÉI GRÉNG)**. Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, déi gréng Fraktiou ass der Iwwerzeegung, datt dat, wat mer haut maachen, e weidere Schratt ass an enger Strategie, an enger Logik, déi d'Europäesch Unioun an deene leeschte Jore verfollegt huet - ech géing soe bei wäitem déi meeschten Diskussiouen haten iwwert d'EU-Erweiderung, an net némnen iwwert déi, déi nach virun der Dier stet, Westbalkan oder eventuell Tierkei, mä och virun allem iwwert déi, déi schonn ofgeschloss ass. Dat heesch déi Länner, déi haut scho Member sinn. Mir hu misse feststellen, datt eigentlech d'Leit e kuerzt Gediechtes hunn an eigentlech net esou richteg virun Ae gefouert kritt wat geschitt wär, wat fir onstabl Verhältnisser a wat fir domat verbonne friddens- awer och wirtschaftspolitesch Risiken dat mat sech bruecht hätt fir d'Europäesch Unioun, wann dat net gemaach gi wär.

Et ass esou, datt natierlech kloer ass, datt den Iwwergank vun enger Diktatur zu enger Demokratie, vun enger Plan- zur Marktwirtschaft eng schwierig Iwwerganksphas war fir d'Länner aus Mëttel- an Ost-europa, mä déi schwierig Phas konnt némnen op eng friddlech Aart a Weis oder op esou eng friddlech Aart a Weis an op esou eng geuerdnet Aart a Weis geschéien, well den Drock bestanen huet vun der Perspektiv vun engem Bäitrott zu der Europäesch Unioun.

An an deem Senn ass et esou, datt hei d'Europäesch Unioun eng absolut positiv Roll gespilt huet oder konnt spille. Si huet eigentlech eng fürend, eng regéierend Roll gespiltt an deene Länner selwer, awer op eng positiv Aart a Weis, fir deene Länner ze hëllefen, sech an esou engem kuerzen Zäitraum ze wandelen. Et muss ee sech jo awer emol eng Kéier bewosst ginn a sech nach eng Kéier virun Ae feieren, wéi déi Länner um demokratischen, um wirtschaftleche Plang virun 1989 dostoungen. Dat heesch, dass et net méiglech gewiescht wär, fir bannent 15, 16 Joer dee Wee do ze goen ouni déi begeend, fürend Aart a Weis vun der Unioun.

Dat heesch, déi Perspektiv vum Bäitrott huet wesimaltech dozou bädgroen, datt mer net zousätzlech Konflikter kritt hunn...

#### (Interruption et coups de cloche de la Présidence)

...op de Grenze vun der fréierer, der aler Europäesch Unioun; Konflikter, vun deene mer jo konnte feststelle virun allem um Westbalkan, dass se extrem bluddeg waren, déi och duerno d'Europäesch Unioun vill kascht hunn, vill Asaz kascht hunn, zwar dunn op eng zimlech onproduktiv Aart a Weis, fir erém Fridden do hierzestellen.

An eigentlech ass déi Bäitrottsperspektiv vu Rumänien a Bulgarien den Ofschloss och deementsprechend vun der künstlecher Trennung, déi Europa kannet huet hauptsächlech duerch de Kale Krich, dat heesch nom Enn vum Zweete Weltkrich. Et ass eigentlech den Ofschloss vun der sou genannter Osterweiderung, et ass eigentlech d'Wiederherstellung vun Europa wéi een et virdrun, vrum Krich, kannet huet. Verschidden nei Länner sinn natierlech entremetts entstanen, mä insgesamt, mengen ech, ass dat erém zesummegehéiert.

Et feelen elo nach d'Länner vum Westbalkan, déi een eigentlech och ganz kloer zur europäescher Famill muss zielen, wou do Bäitrott eng Kéier muss ustoen. Dat ass natierlech eng nach vill méi schwierig Affär wéi dat, wat mer elo amgaange sinn hei zu engem gudden Enn ze feieren. Mä och do ass ze soen, dass d'Perspektiv vun der Memberschaft muss oprochrehe ginn eiser Meenung no, fir datt déi Länner weiderkommen, fir datt se können hir Entwécklung um demokrateschen, wirtschaftleche Plang weiderbréngen.

Et ass ganz däitlech, datt wéi gesot ouni déi Perspektiv do dee Reformprozess net hätt können an deem Mooss stattfannen, an duerfir ass et och émmer erém wichtig, datt een dat betount.

Mir hu misse feststellen, datt mer am Kader vun den Diskussioune mat de Biergerinnen a Bierger hei am Land ronderém d'Verfassung vili Diskussiouen haten, ech géing souguer soe bei wäitem déi meeschten Diskussiouen haten iwwert d'EU-Erweiderung, an net némnen iwwert déi, déi nach virun der Dier stet, Westbalkan oder eventuell Tierkei, mä och virun allem iwwert déi, déi schonn ofgeschloss ass. Dat heesch déi Länner, déi haut scho Member sinn. Mir hu misse feststellen, datt eigentlech d'Leit e kuerzt Gediechtes hunn an eigentlech net esou richteg virun Ae gefouert kritt wat geschitt wär, wat fir onstabl Verhältnisser a wat fir domat verbonne friddens- awer och wirtschaftspolitesch Risiken dat mat sech bruecht hätt fir d'Europäesch Unioun, wann dat net gemaach gi wär.

Här President, fir déi gréng Fraktiou ass et kloer, ob een neit Land Member an der Europäescher Unioun gétt oder net, do ziele fir eis absolut d'Kopenhagen Kritäre vun '93. Dat si fir eis déi zentral Bäitrottskritären, an déi sinn och fir eis net verhandelbar.

Och wa mer wéissen, datt zum Beispill Rumänien a Bulgarien en enorme Fortschritt gemaach hunn, fir déi können anzhalen, esou musse mer feststellen haut, datt hauptsächlech an der Innen-, an der Rechts- an an der Wettbewerbspolitik, oder awer och an der Émweltpolitik an an der Sécurité alimentaire et nach staark Defiziter gétt. Virun allem natierlech an der Fro vun de Menscherechter an dem Minoritéiteschutz, déi an deenen zwee Länner eng grouss Roll spiller, do gétt et enorm Defiziter.

Et ass ze hoffen, datt bis Joresenn, dat heesch bis den Oktober, bis d'Kommission mat deem Rapport kënnt, déi Defiziter do kënne behuewe ginn oder zumindest e Plang ka virgeluecht ginn, wéi se schnellstens kënne behuewe ginn. Ansonste menge mir, datt effektiv d'Europäesch Unioun als Kommission misst op de Wee goe fir Schutzklausele fir dës sensibel Beräicher auszehandelen, déi eigentlech géingen awer flankéieren wierken, datt duerno déi dote Beräicher effektiv op en Niveau bruechte ginn, fir datt se de Kopenhagener Kritären entspriechen.

Dat Beispill vu Rumänien a Bulgarien, wou mer alleguer wéissen, datt de Prozess fir déi zwee Länner vill méi schwierig war wéi fir déi Länner, déi elo scho Member sinn, aus deene Grénn virun allem, déi ech virdru genannt hunn, dat mécht awer och eppes däitlech, an zwar datt mer d'Bäitrottspolitik, dat mer am Moment hunn, iwwerdenke müssen. Iwwerdenke musse virun allem an engem Senn, datt an Zukunft, wa mer mat neie Kandidate verhandelen iwwer e Bäitrott, net en Termin einfach festgeluecht gétt a mer dann op en Termin fixiéert sinn, deen eigentlech determinéiert, wéini déi Länner bäikommen, mä datt ausschliesslech d'Erféllung vun de Kritären den Datum vum Bäitrott gétt, dat heesch Bäitrottspunkt gétt.

Dat ass extrem wichtig, well bei deene Länner, déi elo nach virun der Dier stinn, hauptsächlech wéi gesot de Westbalkan a virun allem natierlech d'Tierkei, do spiltt dat nach méi eng grouss Roll. An ech mengen och, datt et déi eenzeg Méiglechkeet ass, fir datt mer weider Akzeptanz behale bei de Bevölkerungen an Europa, wa mer de Bäitrottspolitik festleeën, net en funktion vun engem einfachen, willkürlechen Termin, mä wierklech just op Basis vun der Erféllung vun de Kritären.

Mir müssen awer och eng Rei aner Froe schnellstens geléist kréien, en vue vun enger weiderer Vergréisserung vun der Europäesch Unioun. Dat sinn natierlech déi institutionell Reformen, déi elo zum Deel stieche bliwwen sinn duerch déi Kris, déi ausgeléist ginn ass

ronderém d'Oflehnung vun der Europäescher Verfassung an zwee europäesche Länner, wou wichteg institutionell Reformen dran enthalte waren.

Mir müssen eis awer och Froe stellen, wéi mer an Zukunft émgi mat der EU-Finanzierung, mat de Perspectives financières. Wann ech gesi wéi armséileg dat ofgefah ass ronderém dee leschten Accord, wat d'EU-Finanzierung ubelaangt; deen Egoismus, dee sech émmer méi breet mécht, wou et souguer esou wält ass, datt Länner, déi haut schonn zu den ale Länner gehéieren a viru Joren, wéi si d'Chance kritt hu bázietrieden, extrem vu Finanzierungsmechanisme profitéiert hu fir sech können op e gewëssenen Niveau ze bréngen, haut awer eigentlech dann net méi anere vergonnen, datt si elo vun deenen nämlechte Konditiounen solle profitéieren.

Dat ass eng äusserst zweifelhaft Tendenz, déi sech do breet mécht. Ech wéll mol guer net doriwver diskutéieren, mä iwwer aner Iwwerleeven, déi matspillen, déi natierlech éischter mat innenpolitischen, wirtschaftleche Schwierigkeiten, wie dinn hunn, firwat datt bei de Perspectives financières et émmer méi schwéier gétt.

Mir müssen eis bewosst sinn, niewent der Erféllung vun de Kopenhagener Kritären, fir iwwerhaapt bázietrieden, ass et wichteg fir herno d'Akzeptanz vun deene Länner an deenen ale Memberstaten ze kréien, also an deenen heitege Memberstaten. Bei deene Bevölkerungen ass dat Wichtegst jo, datt déi Länner sech méiglechst schnell op en Niveau entwéckelen, datt se - an deenen ale Memberländer zum Beispill - net émfonnt ginn als Länner déi zum Sozialdumping eventuell bädroen. A fir datt dat kann de Fall sinn, do spiller nun eemol d'Finanzierungsperpektiven eng wichteg Roll. Dat heesch, do musse mer dann all solidaresch och hëllefen, déi Länner ze énersteréten, datt se och méiglechst do packen,

Dat heesch, am Endeffekt ass d'EU-Finanzierungsdiskussiouen och e wesentleche Bäitrag zu enger besserer sozialer Harmoniséierung oder méi enger schneller sozialer Harmoniséierung von Europa, zu enger méi schneller wirtschaftleche Harmoniséierung fir Europa.

Et ass och esou, datt déi gréng Fraktiou awer der Iwwerzeegung ass, datt mir, wat déi institutionell Reformen ubelaangt, déi wichteg sinn en vue vun zukünftegen Erweiderungen, warne virdrun - an ech mengen den Här Fayot huet dat och schonn zu Recht virdrun hei gesot -, datt eenzel Elementer géingen erausgeléist ginn aus dem Verfassungsprozess oder dem Grondsaazdiskussiounsprozess, dee mer féieren, well wa mer dat maachen, riskéiere mer effektiv, datt mer deen Text - wou ech effektiv dem Här Fayot seng Meenung deelen -, deen e gudden Text ass a wou mer soubal kee bessere wäerte kréien, effektiv net können émsetzen; da riskéiere mer éischter esou eenzel Filetsstécker do erauszezéien, déi eis de Moment arrangéieren a wou mer och eventuell déi können ouni gréisser Diskussiouen duerchsetzen, wat dann natierlech fir déi méi mëttel- a laangfristeg politesch Perspektive vun enger politescher Unioun e grousse Problem duerstellt.

Mir mengen awer och, datt - an dat muss ee soen - net némnen entremetts de Bericht vun der Kommission, deen am Oktober dëses Joers erauskönn, eng Roll wäert spiller, mä mir fannen, datt mer virun allem bei Rumänien a Bulgarien kënne feststellen, datt d'Europaparlament hei säi Rôle besonnesch gutt gespilt huet. Mir kruten

alleguer heibanne permanent vill Informatiouen, och iwwert d'Diskussiouen, déi am Europaparlement kontinuéierlech gefouert gi sinn. Do gesäßt een och, datt an der Erweiderungsdiskussiouen d'Europaparlement wierklech émmer méi hire politesche Rôle effikass spiltt.

Wat elo déi Diskussiouen ubelaangt, déi natierlech hei druhänkt, iwwert d'Fro „Grenze vun Europa definéieren oder net“ respектив „Wéi wält gi mer bei der Erweiderung?“, do ass et fir eis Fraktiou op alle Fall kloer, datt et kee Senn mécht eng Diskussiouen ze féieren iwwer eng Festleeung haut vu geographesche Grenzen.

Mir sinn an enger Situatioun, datt d'Welt rapid ännert. Denkt mol zréck, viru 15, 16 Joer, wéi Europa do ausgesinn huet. Do hätt kee Mensch sech kënne virstellen, datt mer haut net némme mat d'r Erweiderung konfrontéiert géife ginn, mä och mat der Entstehung vun enger ganzer Rei neie Länner, déi et virdrun als souverän Länner net gi sinn.

Duerfir ass dat eng geféierlech Diskussiouen. Et gétt sécherlech gewëssé Limiten. Haapsächlech awer gesi mir déi och an engem Senn fir datt et iwwerhaapt nach méiglech ass, datt déi Unioun ka fonctionnéieren.

Ech fannen et och wierklech, an do ginn ech dem Här Fayot Recht, relativ abenteuerlech, datt vu verschidene Länner aus, och vu verschidene Regierungsmemberen a verschidene Länner aus émmer erém nei abenteuerlech Saache lancéiert ginn, déi dann erém zur Veronschécher bädroen.

Dat ass méi problematesch wéi elo eng Diskussiouen ze féieren, fir geographesche Grenzen ze definéieren. Iwwerhaapt mengen ech, datt déi Diskussiouen, datt ee misst elo iergendwéi Grenzen definéieren, eréischt doduerch entsteet, well verschidde Leit och erém esou abenteuerlech Diskussioune lancéieren.

Wat wichtig ass, dat sinn d'Wäarter, déi mer hunn, op deene mir eis déi Unioun opgebaut hunn. Dat ass dat, wat essenziell ass. A mir sollen och weider op deenen diskutéieren an dann en oppene Prozess maachen. A virun allem bei deene Länner, déi mer nach wällen ophuelen an Zukunft, wéi gesot, net einfach e Stéchdatum als Kritär huelen, mä wierklech d'Erféllung vu Kritären an d'Anhale vun de Wäarter als de Stéchdatum setzen.

An da mengen ech och, dann hu mer besser Zäit, wéi vläicht bei verschidene aneren Opnahmen, déi mer bis elo haten, fir ze diskutéieren mat eisen eegenen Émfannungen. Da mengen ech och, datt duerfir d'Akzeptanz eng aner ka sinn, oder wäert sinn, wéi dat vläicht am Moment de Fall ass.

Dat gesot, Här President, ass et fir eis selbstverständliche, datt mir dësen Traité wäerte stëmmen.

**M. le Président**.- Merci, Här Bausch. Den Här Jacques-Yves Henckes huet elo d'Wuert. Här Henckes!

**M. Jacques-Yves Henckes** (ADR).- Merci, Här President, fir d'éischt e Wuert vu Merci un d'Madame Rapporteur vun dësem Projet de loi, déi ganz eingehend op déi eenzel Problemer agaangen ass, déi sech stellen, wat de Bäitrott vu Bulgarien a Rumänien ugeet, an déi och soss d'ganz Problematik vun dem Élargissement kloer émrass huet.

Vill Bierger an Europa an och zu Lëtzbuerg hunn Angscht virun der Globalisierung. Si gesinn an der Europäesch Unioun e Schutz géint d'Globalisierung. An op eng Kéier hunn d'Bierger awer och misse feststellen, datt d'Globalisierung an hirer Métt wor. Duerfir d'EU-Erweiderung op déi zéng nei Länner, an notammt déi aus dem Osten, sinn op eng Kéier De-

lokalisatiounen komm, et ass Dumping fiscal entstanen. An dat huet bien entendu an onser Bevölkerung eng etlech Ängschten ervirgeruft.

Do muss een och kloer festhalten, datt de ganzen Élargissement de Bierger dobaussen net - oder op jiddfer Fall ongentugend - erkläert gouf, an datt och verschidde wirtschaftlech a sozial Bedingungen net erfëllt waren, wéi et zu dem Élargissement komm ass. Woufir? Well mer ons méi op d'Stéchdatumer festgeluecht hate wéi op d'Konditiounen.

Déi grouss Etappen an der Erweiderung sinn op den europäesche Conseile vu Kopenhagen 1993, Lëtzeburg 1997 an Helsinki 1999 décidier ginn. D'Négociatiounen an d'Décisiounen goufe vun de Statsministeren a Statspresidente geholl. D'Parlamenteuren waren an d'r Debatt do net mat agebonnen. Si sinn eréischt mat agebonne ginn deen Ablack wou et geheescht huet, den Traité ze ratifizéieren. An dat ass eppes, wat et an Zukunft net méi däerf ginn.

Dat ass och eppes, wat mir als ADR - an net nure mir als ADR - permanent monéiert hunn, a wou mer gesot hunn: Dat däerf et net méi ginn! Mä et geet net nuren ém d'Mängel an der Erklärung vis-à-vis vum Bierger, wat d'Erweiderung ugeet. D'Bierger müssen och wëssen, wéi et weidergeet: Wat fir en Europa soll gebaut ginn? E fédéraal Europa, wou alles zu Bréissel décidier gét? En Europa vun den Natiounen, wou déi eenzel national Komponenten nach eng Roll ze spiller hunn? Oder geet et just nu en ém e fräie Maart?

Wat sinn d'Grenze vun Europa? Déi, wéi de Generol De Gaulle gesot huet, vum Atlantik bis zum Ural? Oder gehéieren och d'Tierkei, d'Balkanländer, d'Ukraine, Georgien an Aserbaidschan derbäi? Dat ass dach eng Debatt, déi muss gefouert ginn. A mir mengen, an do sinn ech mat mengen Virriedner net esou d'accord, datt ee muss soen, wou d'EU hir Grenzen huet, an datt een och deene Länner, deenen een da seet, datt se net Member ginn, awer och deen Ablack privilegiert Partnerschafe kann ubidden. Dat si mer och deene Länner schélleg.

A mir bedaueren e bëssen, datt d'Europäesch Unioun déi ganzen Zäit hir Aussepoltik esou étofféiert, esou presentéiert, wéi wann dat Eenzegt, wat se de Länner kéinte bidden, eng Memberschaft wier. Or, bei verschidene Länner wësser mer, datt dat an den nächstten zéng, 20 Joer net geschitt. Si bereede sech awer drop vir a si sätzen op eng Kéier herno zwëschen zwee Stíl. Ech wéll nuren un d'Problematik vun der Ukraine erënneren, wou et esou zwëschen der EU a Russland geet. Et ass net gutt, wann een d'Leit an esou Situatioun setzt. Et ass net gutt, wann een d'Bierger an esou eng Situatioun setzt, an och d'Länner net.

#### (Interruption)

D'Konditiounen...

#### **M. le Président**.- Jo?

**M. Jean Asselborn**, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.- Ech wollt dem Här Henckes soen, dass mer zum Beispill mat der Ukraine énnier eiser Présidence en Aktiounsplang énnerschriwwen hunn, wou mer eng ganz enk Ze-summenaarbecht, grad wéi mat Moldawien, mat deem Land hunn. Dat besteet also. Et besteet eng Politique de voisinaage an Europa. An do gétt et Instrumenter, wou mer ganz kloer eis Relationounen domadder können opbauen.

**M. Jacques-Yves Henckes** (ADR).- Ech si frout, Här Statsminister, datt dat esou ass.

#### **Plusieurs voix**.- Ooohhh!

**M. Jacques-Yves Henckes** (ADR).- Här Ausseminister! Entschäellegt!

**(Hilarité)**

Ech wor elo e bësselchen...

**M. Jean Asselborn**, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.- Elo gitt Der awer ze wält!

**M. Jacques-Yves Henckes** (ADR).- Mä dat kënnt vlächt nach eng Kéier.

**(Hilarité)**

Ech si frou, Här Ausseminister, datt et esou Saache gëtt. An dat ass och eppes, wat mir gutt fannen. Mä déi ganzen Zäit déi Perspective d'adhésion, et ass dozou wou ech meng Bedenken hunn, well déi gëtt heiansdo méssverstanen.

Dat Zweet, wat d'Bierger fäerten, dat ass, datt déi nei Memberschaften eng Harmoniséierung no ènne wäerte bréngen, wat dat Soziaalt ugeet, an net no uewen. An dat ass och eppes, wou et bis elo keng Äntwerten zefriddestellender Natur gi sinn. Doduercher ass jo och déi ganz Debatt bei dem Referendum mat entstanen.

D'Konditiounen, déi déi nei Memberlänner mussen erfällen, waren an der Vergaangenheit net kloer genuch festgeluecht. Nach eng Kéier: Et war méi op d'Stéchdatum gekuckt gi wéi op d'Konditiounen, déi se hu missen erfällen. Dëst ass mat Bulgarien a Rumänien manner de Fall wéi dat fir déi aner zéng Länner ass. Mä et gesäßt een awer, datt de Stéchdatum heeles Prioritéit huet.

Als ADR menge mir, datt d'Konditioun vun der Stee virun der Adhésion musse festgeluecht ginn, a wann déi erfällt sinn, datt se da kënne Member ginn.

Mä nach muss ee sech och verschidde Froe stellen, wann een zum Beispill d'Memberschaft am Eurogrupp virgesäßt: Slowenien ass jo elo akzeptiert ginn; zu Litauen ass en Nee gesot ginn, well se eng Inflatioun vun 2,7% hunn. Ech wéll awer drun erënneren, datt d'Inflatioun zu Lëtzebuerg iwwert deenen 2,7% läit. Dofir muss een also och do heiansdo sech munnech Froe stellen, wéi déi Décisiounen do geholl ginn.

Mir sinn als ADR och ganz kloer fir en Europa vun den Natiounen. En Europa, wou déi eenzel Natiounen nach e Rôle ze spiller hunn, wou d'Bierger nach kënne matdécidéieren. Mir gesinn net an engem federalen Europa, wou alles zu Bréissel décideert gëtt, déi richteg Äntwert op d'Zukunft. A mir gesinn och, datt bei engen etlechen neie Länner - a Polen, an Tschechien - och Stëmmen an deem Sënn kommen. An dat ass eng Iwwerleeung, déi een net däerf vergiessen, déi och richteg ass, well d'Leit Ängschten hunn iwwert déi Zukunft, an ech kann dat ganz gutt verstoen, datt déi Leit, déi aus dem sowjetesche Block, mat Moskau als Haaptstad, erauskomm sinn, net wëllen datselwecht énner enger anerer Form zu Bréissel hunn.

Als ADR bleiwe mir och nach kloer an däitlech - an dat wéll ech och nach eng Kéier widderhuelen, dat gëtt e Ceterum censeo hei - géint all Memberschaft vun der Tierkei an Europa. Well domadder hätte mer garantéiert dat gréissste Land an Europa als Member, mä och dat äermestent mat ganz ville Problemer. An och do menge mer, datt et besser ass elo der Tierkei ze soen: Dir gitt net Member, mä Dir kritt eng privilegiert Partnerschaft ugebuegen.

Dann, wat Bulgarien a Rumänien ugeet: De 25. Abrëll 2005 hu Bulgarien a Rumänien den Traité d'adhésion énnerschriwwen. Den Traité trëtt a Krafft, wa 25 Länner e ratifiziert hunn. Den Traité d'adhésion leet d'Lat fir dës zwee Länner méi héich wéi dat de Fall war fir déi zéng Länner virdrun. Den Traité

gesäßt vir, datt se Member kënne ginn den 1. Januar 2007 respektiv datt de Bäitritt reportéiert ka ginn op den 1. Januar 2008. De Conseil décideert, eestëmmeg fir Bulgarien a mat enger qualifizierte Majoritéit fir Rumänien, ob dës Konditiounen erfällt sinn.

Den Traité beinhalt och dräi Clauses de sauvegarde: Wirtschaftsschutz, Bannemaart an Unerkenne vun de Gerichtsuerteeier. D'Europäesch Kommissiou ka Schutzmoosname bis dräi Joer no der Adhésion geltend maachen. De 16. Mee huet d'Europäesch Kommissiou décideert, de Stéch datum vum 1. Januar 2007 am Prinzip oprechterhalen, wann déi zwee Länner an deenen nächste fënnef Méint géinge verschidde Konditiounen erfällen, déi se bis elo nach net erfällen. Bulgarien muss handelen a sechs Gebidder vu 16, a Rumänien a véier vu 14. D'Décisioun soll den 20. Oktober 2006 énner finnescher Présidence falen.

D'Memberschaft vu Bulgarien a Rumänien wäert eng Debatt ausléisen iwwert d'Kompositioun vun der Europäescher Kommissiou. An de Protokoll N°1 iwwert d'Erweiderung, deen zu Nice festgehale gouf, wäert voll spillen. Do ass virgesinn, datt et ee Member pro Land an der Europäescher Kommissiou gëtt, bis zu engem Maximum vu 27. Ee Land méi, a mir fallen an eng institutionell Diskussion. Do ass et awer elo wichteg, datt, wann nei Memberlänner bääkommen, déi Konditiounen dann och weider diskutéiert ginn. Et ass och gutt, wann een nei Memberlänner wéilt bäähuelen, datt een deen Ablack och mat hinnen d'Konditiounen ka festleeën.

Als ADR hu mir den Traité de Nice matgestëmmt. Mir sinn dofir och mat der Adhésion vu Bulgarien a vu Rumänien prinzipiell averstanen a mir wäerten och dofir d'Zoustëmung zu dësem Gesetz ginn.

Mä wa Lëtzebuerg dësem Traité zoustëmmt, da kritt et natierlech och d'Méiglechkeet fir den 20. Oktober gegebenfalls Neen ze soen an e Rapport ze verlaangen. Dat ass eng Méiglechkeet, déi musse mer als Land och notzen. Wann d'Konditiounen net erfällt ginn, déi virgesi sinn, da soll ee vu sengem Recht als Regierung Gebrauch maachen.

Dofir wier ech frou, wann den Här Ausseminister ons géing soen, wéi d'Regierung déi Problematik wéllt ugoen, ob mer déi Approche mat hinne kënnen deelen oder net.

Et muss awer och kloer sinn, datt an Zukunft all weider Debatten iwwer eng Erweiderung net méi laanscht de Bierger däerfe goen. Si mussen net némmen an Europa geschéien; si mussen och hei an onsem Land geschéien. D'Lëtzebuerguerinnen an d'Lëtzebuerguer müssen an Zukunft mat agebonne ginn an all eventuell Erweiderung.

Dat gëllt natierlech net némme fir d'Türkei, mä fir all déi Länner, déi dono nach solle bääkommen. Mir gesinn, datt d'Lësung vum Referendum zréckbeahle ginn ass an der franséischer Konstitutioun, wou d'Méiglechkeet besteet, fir vun der Türkei un all aner Memberschaften engem Referendum ze énnerwerfen.

Mir mengen och, datt dat och hei zu Lëtzebuerg misst esou sinn, an dofir déposéiere mer an deem Sënn eng Resolutioun. Dës Fuerderung, fir also iwwert de Wee vun engem Referendum nei Erweiderungen ze diskutéieren zesumme mat de Bierger, fir hir Adhésion zu deem neien Europa oder zukünftigen Europa matzeféieren, ass absolut richteg an déi stoung och an onsem Wahlprogramm.

Mat déser Resolutioun gi mer och déser Chamber d'Méiglechkeet fir ze soen, ob se wéllt an Zukunft Europa mat de Bierger maachen oder ob se wéllt nees erém hei némmen an der Chamber d'Diskussioun

féieren. Et ass e Message un d'Bierger, fir hinnen ze soen, ob de Referendum vum 10. Juli vum leschte Joer némmen eng Eintagsfliege war oder ob et an Zukunft och nach en demokratesch Europa gëtt, wou si mat agebonne ginn.

Dat gesot ginn ech nach eng Kéier den Accord vun onser Fraktioun fir dëse Projet de loi.

**Résolution 1**

*La Chambre des Députés,*

- considérant que la capacité d'absorption de l'Union européenne, telle que définie lors du Conseil européen de Copenhague en 1993, demeure l'une des conditions de l'adhésion de nouveaux pays et qu'il y a partant lieu de définir avant toute nouvelle adhésion la nature de l'Union européenne et ses limites géographiques;

- considérant que l'adhésion de nouveaux pays membres suppose un engagement sans réserve à l'égard des principes fondamentaux de liberté, de démocratie, de respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que de l'Etat de droit et qu'ils doivent en apporter la preuve;

- considérant que les Luxembourgeoises et les Luxembourgeois ont le droit de s'exprimer par la voie du référendum sur l'adhésion de nouveaux États membres et de dire s'ils estiment les conditions remplies pour devenir membre à part entière de l'Union européenne; s'engage

- à consulter dorénavant les Luxembourgeoises et les Luxembourgeois par la voie d'un référendum sur l'adhésion de tout nouvel État membre.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Gast Gibéryen, Jean-Pierre Koopp, Robert Mehlen.

**Plusieurs voix**.- Très bien!

**M. le Président**.- Merci, Här Henckes. Leschte Riedner ass den honorabelen Här Jaerling. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

**M. Aly Jaerling** (Indépendant).- Merci, Här President. Der Madame Rapportrice wéll ech fir hiren explizite Rapport félicitéieren an och fir déi richteg Décisioun, dass se méi laang Zäit kritt huet, fir hire Rapport awer mat allen Elementer vun dësem wichtegen Traité kënne virzebréngen.

Ech war nach ni géint d'Erweiderung vun Europa a wäert et och an dësem Fall net sinn. Ech hat awer nach émmer Problemer mat de Bäitrettkskritären, déi menger Usicht no besonnesch am sozialen Beräich vill ze vill large gehandhaabt gi sinn.

Fir mech stelle sech am Erweiderungsprozess vun Europa verschidde Froen. Froen, déi ech schonn mam Zesummenhang mam Verfassungstraité gestallt hat, a wou d'Äntwerte mech awer guer net konnten iwwerzeegen a mech dann awer och schlussendlech douz gefouert hunn, dee Verfassungstraité, esou wéi en do virioung, ofzelehn.

D'Fro, déi sech stellt, ass folgend: Wéi wält wëlle mer mat der Erweiderung goen, wéini leeë mer déi definitiv Grenze vun Europa fest? Den Här Statsminister huet mer eng Kéier op déi Fro geäntwert, d'Grenze vun Europa wieren d'Grenze vun den Ambitionen, vun de Visiounen.

D'Fro stellt sech awer: Wiem seng Ambitionen, der Wirtschaft hir, dem Kapital seng oder dem Bierger seng? Esou wéi et bis elo agebonne sinn, sinn et just dem Kapital an der Wirtschaft hir Visiounen an Ambitionen, awer ganz sécher net dem Bierger seng, an och net

d'Ambitionen vun der sozialer Entwicklung, well déi hippt émmer nach Joren hennendrun.

Dofir ass et fir mech wichteg, dass endlech kloer definéiert gëtt, wéi wäit dass d'Grenze vun Europa solle goen, an et ass fir mech nach méi wichteg, dass endlech méi strikt a kloer Bäitrettkskritären am Zesummenhang mat der sozialer Ofsécherung festgeluecht ginn an onbedéngt respektéiert musse ginn.

An datselwecht gëlt och am Zusammenhang mat de Konvergenzkritäre fir de Bäitrett an d'Währuungsunioun. Och do musse kloer sozial Kritäre mat festgeluecht ginn, fir datt net déi wirtschaftliche Entwicklung vun de Bäitrettkskritären op Käschte vum Sozialofbau bedriwwen gëtt, esou wéi dat ganz kloer a verschidene Länner festgestallt ginn ass an och nach weidergeet.

**(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)**

Et muss vun Ufank u kloer sinn, datt d'Bäitrettkskritären all Kritären erfällen, fir zu deem Datum prett ze sinn, wou se offiziell bäätrieden, an datt mer net, wéi mer dat elo mat deene leschten zéng Ostblockstaten hu misse maachen, Derogatiounen müssen zougestoen, well mer Angscht hu virun enger staarker Migration an awer och virun engem Sozialdumping, deen domat verbonne wäert sinn.

Wann déi Länner richteg op hire Bäitrett virebereit gewiescht wieren an dat besonnesch am Sozialberäich, dann hätte mer keng Angscht brauchen ze hunn, an dann hätte mer och keng Migration a kee Sozialdumping brauchen ze fäert.

Här President, och bei deenen zwee Länner, déi elo bäätrieden, schéngt et mer esou ze sinn, datt se vlächt ekonomesch e bësse prett sinn, sozial awer guer net. Well soss bräicht mer och an dësem Gesetz keng Clause de sauvegarde anzeseten, fir eis ofzesécheren, well mer fäerten iwwerannte ze ginn.

An et schéngt awer, dass se och ethnesch Konflikter hunn an domader mënscherechtliche gesinn nach net prett sinn. D'Marginalisierung vu Minderheiten huet násicht an engem mënscherechtliche orientéierten Europa verluer. An deem Beräich mussen vun deenen zwee neie Länner onbedéngt Efforté verlaangt ginn, awer mat Obligation de résultat.

Ech wäert déi Bäitrettksdemanden, déi haut hei virleien, gutheeschen, well se eben énnert déi Kritäre fallen, déi erwënscht sinn an déi jo elo virleien, an dofir déi Demande berechtegt ass.

Trotzdem muss awer d'Entwicklung iwwerwaacht ginn, well den Integrationsprozess ass net némmen eng Saach vun engem fixen Datum, mä dat ass eng Saach vu Generatiounen, net némme fir déi Länner, mä fir ganz Europa.

Ech wäert an Zukunft mech nach méi derfir asetzen, datt d'Bäitrettkskritäre méi sozial bestéckt ginn, esou wéi ech mech och wäert derfir asetzen, dass Europa endlech déi sozial Charta kritt, déi schon am Traité vu Maastricht intégréiert war an déi awer nach ni esou richteg Fouss konnt faassen.

Dat politesch, awer besonnesch och dat ekonomesch Diktat hunn et émmer erém verstanen, de soziale Fortschritt an Europa ze verhënneren. Ech wäert och an Zukunft kengem Bäitrett méi zoustëmmen, wann net virdrun d'Grenze vun Europa kloer definéiert sinn a wa keng kloer sozial Bäitrettkskritären d'Bierger an déi Schaffend ofschere virun d'r radikaler a rücksichtsloser Mondialiséierung vun der Ekonomie.

Mir kënnten némmen eng gesond Kohabitationen erreichen, wann all Wärter an Europa garantéiert sinn a wann et en Europa vun de Bier-

ger gëtt, an net wéi et elo ausgesäßt en Europa vum Kapital. An dat ass net némmen zum Virdeel fir eis, mä besonnesch zum Virdeel vun deen Bierger aus deenen neie Bäitrettkskritären. Well mer maachen hinne kee Gefale wa mer se onpréparéiert an dat Abenteuer Europa eralossen. Europa ass eng Chance fir eis all, e sozial Europa ass eng Garantie fir d'Kohabitationen an de Fritten. Exklusioun, egal wat fir enger Natur, duerf et an Europa net ginn; e rücksichtslose wirtschaftlechen Ausbau am Interesse vum Kapital och net méi.

Et duerf awer och keng Angscht méi geschiert gi virun deenen neie Bäitrettkskritären. Well dat ass eng Gefor net némme fir de soziale Fritten, mä dat ass ganz bestéimmt e gefonttent Friesse fir riextrem Kräften, déi op der Lauer lieien. A mer wëssen, wou se lieien.

Dofir Jo zu engem Europa mat klore Grenzen! Jo zu engem Europa mat staarker sozialer Ofsécherung a vum Vertrauen an déi nei Länner an hir Bierger, verbonne mat enger vun der Politik gesteierter a kontrolléierter ekonomescher Entwicklung! Dofir braucht mir awer eng couragéiert politesch Linn a keng politesch Acteuren, déi ronderém d'Wirtschaft an d'Kapital erëmschläimen an némmen d'Interesse vun deen Lobbyen am Viséier hunn, déi se dohinner bruecht hunn an déi dem Bierger an deene Schaffenden hir Interessen einfach vergiessen.

Fir datt de Bierger hir Interesse vertrude kënne ginn, braucht mer en Europa vun der direkter Demokratie, vum Referendum. Net némmen, wat de Bäitrett vun anere Länner betréfft, mä bei alle Politiken. An dat besonnesch am sozialen Beräich. Do muss de Bierger kënne Akzenter setzen, an net korrupt Politiker a Lobbye vum Kapital.

Ech wéll ofschléissen, Här President, mat deem fromme Wunsch an der Hoffnung, dass eis Kanner a Kandskanner an engem Europa vun de Bierger eng Zukunft fannen, déi fir all Mensch eng sozial Lievensaart garantéiert.

Ech soen lech Merci.

**M. le Président**.- Merci, Här Jaerling. Elo huet eisen Här Ausseminister d'Wuert.

D'Presidentekonferenz huet an hirer Sagesse gemengt, och den Ausseminister misst méi hu wéi 20 Minuten. Also, Här Minister, Dir hutt méi Zäit wéi 20 Minuten.

**(Interruption)**

Hei steet net wéi vill.

**M. Jean Asselborn**, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.- Merci, Här President, ech maachen all Ustregung, fir do drénnere ze bleiben, an net driwwer ze goen.

Ech géif fir d'alleréischt am Numm vun der Regierung e groussé Merci soe fir déi Dignité vun déser Debatt. Wann ech richteg verstanen hunn, gi mer op eng Unanimitéit zou. An ech mengen, dat ass och wierklech eppes, wat digne ass fir all deen Asaz, dee märl als Lëtzebuerger haten, fir de Länner aus dem Osten d'Méiglechkeet ze ginn, fir Member vun der Europäischen Union ze ginn.

Lëtzebuerg huet bei dësem Bäitrett émmer eng wichteg Roll gespielt. 1997 hate mer d'

mer bei d'Fraktiouen am Europa-parlament geträppelt sinn, fir se al- legueren ze iwwerzeegen deenen zwee Länner eng Chance ze ginn.

Deemools war Rumänien hanner Bulgarien. An haut solle mer och heibannen - dat ass och net geschitt - net elo Rumänien viru Bulgarien setzen, mä mir sollen déi zwee Länner als Tandem considé- réieren, an hinnek allen zwee och d'Méiglechkeet ginn, fir ab dem 1. Januar 2007 Member ze si vun der Unioun.

Här President, lEIF Kollegegen hei- bannen, och wa mer net zu deenen éischté Länner gehéieren - dat ass nun eben esou -, déi d'Ratifi- cationsprozedur elo hei ofschléis- sen, esou ass dëst jo awer net als eppes Negatives, mengen ech, par rapport zu eisem Engagement fir de Bäitritt vun deenen zwee Länner unzegesinn. Mir hu ganz gutt Relatiounen mat deenen zwee Länner, a mir sinn och iwwerzeegt, dass dës gutt Bezieungen duerch de Bäitritt nach weider verstärkt ginn. Duerfir setzt - ech soen et nach eng Kéier - d'Lëtzebuerg Regierung voll op eng definitiv Memberschaft vu Bulgarien a Rumänien op den 1. Januar 2007.

Der wësst, wéi mer dee Bäitritts- vertag mat deenen zwee Länner ausgehandelt hunn, och wéi en énner- schriwwé gouf, do huet d'Europäesch Unioun sech engagiert den Datum vum 1. Januar 2007 ze respektéieren, wann déi zwee Länner, an dat ass d'Bedingung, genuch préparéiert sinn. Mat der Ratifiatioun weist elo eist Land d'En- gagement do derzou. Esou wéi scho méi wéi 20 Länner si mir och elo drun. A mir kënnen némmen hei vun déser Platz, ouni mech an déi däitsch Politik anzemëschen, trotzdem eis däitsch Kollegegen a Frénn encouragéieren an hirem Bundestag och dee Schrëtt ze maachen. Well dat ass jo dat wichtegst Land nach, wat elo feels, fir dass déi 25 virum 1. Januar 2007 ratifiziert hunn.

Nun, am Mee huet d'Europäesch Kommissioune jo de sou genannte „Monitoring Report“ publiziéiert, an et ass jo elo esou, et ass e puer mol heibanne gesot ginn, dass a ver- schidde Beräicher nach Problemer bestinn. An deem Rapport ass eigentlech ee Oui conditionné fest- gehale ginn.

Éischter méi kritesch - dat muss ee scho soen - huet d'Kommissioune am Mee d'Situatioun a Bulgarien beuerteelt. Zwar huet dat Land a ville Beräicher Progrèsé gemaach op Gebidder, déi nach e puer Méint virdrun als ganz problema- tesch agestuut goufen. Mä d'Kom- missioune huet insgesamt sechs Beräicher identifiziéiert, an deene Bulgarien onbedéngt muss direkt an décisiv Schrëtt maachen: de Justizberäich, d'Korruptionssbekämpfung, d'Lutte géint d'organiséiert Kriminalitéit, d'Wäisswäsche vu Suen. Awer och d'Gestioun an de Kontrollsystème musse verbessert ginn, wat d'Landwirtschaft ugeet, viru allem och am Beräich vum BSE, dee jo och ganz, ganz wichteg ass, net némme fir Europa, mä ech mengen allgemeng gesinn. An ausserdeem muss Bulgarien och Efforté maachen am Beräich vun den administrative Strukturen, fir ebe kënnen d'Sozial- an d'Kohe- siounsfonten ze verschaffen.

A Rumänien huet et am Mee, aus der Siicht vun der Kommissioune, besser ausgesinn. An deem Land - dat gëtt beschäinlegt, dat ass jo remarquabel och no deene Wahlen, grad wéi och a Bulgarien, do ware jo Wahlen; dat weist och, dass déi Länner eng demokratesch Maturitéit kritt hunn - sinn och nach Fortschrëtt ze maachen, viru allem och an der Landwirtschaft. Mä och d'Steierverwaltung muss zum Beispill informatiséiert ginn an deem Land - dat ass de Moment nach net de Fall -, fir och téscht de Steierver- waltungen an dem Rescht vun der Europäesch Unioun kënnen ze schaffen.

Am Hierscht wäert d'Kommissioune héchstwahrscheinlich am Kader vun de reguläre Rapporten, déi iwwert d'Erweiderungslänner gemaach ginn, d'Fortschrëtt an déise kritisches Beräicher vun deenen zwee Länner nach eng Kéier énnersichen an dann eng Recommandatioun erausginn.

Et ass jo net oninteressant, wat den Här Mosar hei gefrot huet, an ech géif versichen esou kloer wéi méig- lech dorobber ze äntworten. Dat Éischt, dat ass, wann d'Kommissioune seet: Et ass den 1.1.2007, da si mer aus dem Schneider. Dann ass kee Vote méi, och am Conseil. Wann d'Kommissioune elo seet: Et ass den 1.1.2008, da muss een unanimé Vote am Conseil stattfanden.

Sou! D'Fro, déi den Här Mosar op- geworf huet, déi schéngt mer och evident ze sinn. Dee Report ass am Traité virgesinn, esou dass dee Moment, wou Dir als Chamber akzeptéiert, fir deen Text do unzuhuelen, d'Optioun vum Report Partie intégrante eigentlech vun dem Traité ass. Duerfir affektéiert en op kee Fall d'Validitéit. Ech mengen, ech war kloer doranner. Dat schéngt mer evident ze sinn. Dat sinn och d'Interpretatiounen, déi mer zu Bréissel selbstverständlichech och allen anere Länner ginn.

Well Rumänien - an dat ass e Punkt, dee vläicht net esou zum Virschäi komm ass hei - beim Of- schloss vum Bäitrittsvertrag nach e bësse méi schlecht do stoung an ze fäerte war, dass d'Land säi Retard vis-à-vis vu Bulgarien net kéint ophuelen, gesäit de Bäitrittsver- trag ausserdeem vir, datt d'Memberstate vun der Europäesch Unioun mat qualifiziéiter Majoritéit - net mat Unanimitéit, mä mat qua- lifiziéiter Majoritéit - kënnen de Bäitritt vu Rumänien ém ee Joer verréckelen, falls d'Land ver- schidde spezifesch Beräicher, viru allem am Domän JAI, also Justice an Intérieur, wéi och am Beräich vun der Konkurrenz, net respektéiert. Mä esou wéi et aus- gesait, dierft dat net de Fall sinn.

Dann och vu menger Siicht selbst- verständlichech: D'Clauses de sauve- garde, déi sinn dran. Dat ass e Moyen, fir ofzeschwächens. Ech hoffen, dass déi Clauses de sauve- garde net brauchen an hirer Pléni- tude do ugewannt ze ginn. Mä déi sinn am Beräich vum Bannemaart, am Beräich vun der Justitz.

D'BSE-Preventiounen, déi ech lech gesot hunn, déi kënnen da vun der Kommissioune décideert ginn. Zum Beispill kéint décideert ginn, dass d'Fleesch an derivéiert Fleeschprodukte aus deenen zwee Länner net an anere Memberstate kënnen an den Handel kommen. Dat ass also méiglech. A geneé esou kénnt och d'Kommissioune décideeren, d'Ausbezuele vun den euro- päesch Fongen auszeseten, wann déi néideg Gestionsstruktu- ren net bestinn.

Ech wéll och hei Problemer uschwätzen, well mer solle jo net némmen deene Länner op d'Schëller klappen, mä mir sinn némme Frénn vun deene Länner wa mer hinnen och riicht an d'A kucken an op d'Problemer opmiersam maachen.

Wat déi europäesch Préadhé- siounshëlle fir déi zwee Länner ugeet, déi se elo am Kader vum sou genannte Phare-Programm ausbezuelt kruten, esou huet dee rezente Rapport vun der europä- escher Cour des Comptes däitlech gemaach, datt et do an der Ver- gaangenheet Problemer an der Gestioun gouf. An désem Rapport seet d'Cour des Comptes, dass verschidde Mëttelen net émmer dofir agesat goufen, firwat se ge- duecht waren, an datt d'Projete mat deels déckem Retard émgesat goufen.

D'Cour des Comptes schreift och, dass dës Problemer viru allem drop zréckzefière sinn, datt d'ad- ministrativ Capacitéit vun deenen zwee Länner net grouss genuch

war an datt d'Objektiver vun de Projeten heiansdo ze héich ugesat waren. Nun, d'Europäesch Kommissioune huet mëttlerweil reagiert an och gemengt, dass Situatioun an deenen zwee Länner sech schonns e bësse verbessert hätt; allerdéngs musse si och nach wei- der Efforté maachen, well soss kéint d'Kommissioune zum Beispill décideieren, d'Ausbezuele vun den europäesch Fongen ze sus- pendéieren, wéi ech et ugedeit hunn.

Mä ech sinn awer komplett d'accord mat der Approche vun der Madame Err, déi hei e ganz gudde Rapport gemaach huet, oder viru allem och mat dem Geescht, dee se hei vermettelt huet, fir ze soen, mir sollen déi Länner hei net ier- gendwéi an d'Defensiv dreieren, mä se wierklech encouragéieren nach déi Schrëtt ze énnerhuelen, déi néideg sinn, fir dass se kënnen den 1. Januar 2007 Member ginn.

D'Entscheidung vun der Kommissioune iwwert de Bäitrittsdatum fält, wéi ech gesot hunn, elo am Hierscht. Ech sinn iwwerzeegt, dass déi zwee Länner dat packen, an ech sinn och iwwerzeegt, dass mer an deenen zoustännege Conseilen, viru allem am Conseil vun den Ausseministeren och do alles wäerde maachen, fir déi zwee Länner op d'Schinn se setzen, fir dass se den 1. Januar 2007 kënnen dobäi sinn.

Dat, wat Kommissioune gemaach huet, ass a mengen Aen och e Message vun Encouragement a vu Vertrauen, wat mer deenen zwee Länner entgéintbréngen. Ech wéll hei nach eng Kéier énnersträichen - a Verschidderen vun Iech hunn dat scho gemaach -, wéi wichteg dass et ass, dass mer wierklech unerkennen, wéi schwierig, wéi onkammoud, wéi penibel dee Wee heiansdo war, dee Bulgarien a Rumänien zréckzeleeën haten.

Ze liicht énnerschätzte mer, wéi schwéier et fir dës zwee Länner an och fir déi aner Länner aus Zentral- an Osteuropa war an et och bleibt an Zukunft, fir déi Reformen duerchezéien, déi um politeschen an um ekonomesche Plang néideg sinn, fir Member ze ginn an der Europäesch Unioun, a grad well mer wéissen, wéi schwéier dass et ass, musse mer se encouragéieren an énnertéitzen op deem Wee.

Bulgarien a Rumänien schéngent och ganz determinéiert ze sinn - dat gesäit een an alle Kontakter, déi ee mat de Regierungsmembren huet -, fir déi néideg Efforten ze maachen. Souwuel Bulgarien wéi Rumänien hunn eis konkret Aktionsplâng virgeluecht mat Lëschte vu Mesuren. D'Mme Err huet jo hei virgelies, wat Bulgarien zum Beispill gemaach huet par rapport zu der Chamber, souwéi déi Lëschte, déi virgeluecht ginn ass. Si hu sech virgeholl, déi Problémer ze léisent, déi d'Kommissioune am Mee detektiert huet, och mat engem Kalenner fir d'Émsetze vun deene Mesuren. Si liwweren och der Europäesch Unioun regelméisseg Rapporten doriwwer, wéi wáit se si mat den Efforten, an d'Europäesch Kommissioune én- nerstéitzen si och mat hiren Efforten, suivéiert permanent hir Progrèsen a gëtt de Länner Recommandatiounen.

Ech weess awer och, datt d'Erweiderung, an ech mengen, dat ass och de Mëtten hei ugeklungen, vun der Europäesch Unioun de Moment énnern kengem gudde Stär steet. Dat huet selbstverständlichech och mat der ganzer Situatioun an der Europäesch Unioun ze dinn, och mat der Kris, déi mer hunn, wéi de Ben Fayot dat richteg hei gesot huet. Sondagé weisen, datt d'Populatioun an der Europäesch Unioun a besonnesch och hei zu Lëtzebuerg - dat ass e Fait - der Erweiderung vun der EU skeptesch vis-à-vis steet.

D'Cour des Comptes schreift och, dass dës Problemer viru allem drop zréckzefière sinn, datt d'ad- ministrativ Capacitéit vun deenen zwee Länner net grouss genuch

Mir kennen d'Argument vun der Angscht, datt mir als klenget Land an engem émmer méi groussen Europa géifen énnergoen. Mä hei wéll ech nach eng Kéier vläicht betounen, datt d'Erweiderung fir Lëtzebuerg och immens vill Benefis- ser huet, souwuel déi lescht Erwei- derung vun 2004 wéi och déi kom- mend Erweiderungen. Dodurch, dass d'Europäesch Unioun méi staark gëtt, méi grouss gëtt, gi mir et als Lëtzebuerg eigentlech och.

Den 1. Januar 2007, dovunner sinn ech iwwerzeegt, huet d'Unioun praktesch 500 Millioune Leit an hire Grenze liewen. Wier Lëtzebuerg an deem ganze Kontext op sech eleng gestallt, da géif him keen no- lauschteren, geschweige dann géife mir gehéiert ginn. An an déi- ser staarker EU awer hu mer eng Stëmm, déi gehéiert gëtt, an net zulescht déi lescht Présidence huet awer gewisen, datt eist poli- tesch Gewiicht als Land inversé- ment proportionnel ass zu eiser physescher Gréiss, an dat dank der Europäesch Unioun.

Mir müssen d'Bedenke vun de Leit, wat d'Erweiderung ugeet, selbst- verständlichech eescht huelen. Ech denken, datt et grad awer un eis Politiker ass, ob mer am Parlament sinn oder an der Régierung, dass mer vun der Erweiderung net ném- men ee Gespenst molen, wat pejorative Zich huet, mä viru allem déi grouss Benefisser vläicht och vun eis aus besser erklären.

Ech gesinn, datt et déi politesch Bedeutung vun der Erweiderung ass, fir d'alleréischt also emol de Kontinent zesummegefouert ze hinn, an dass déi Positioun jo aus- ser Fro steet, mä mat der Erweiderung vun 2004 hu mer och endgültig d'Trennung vun Europa iwwer- wonnen a mir konnten d'Sphär vum Fridden a vun der Stabilitéit op ganz Europa ausdehnen.

Ech mengen, et ass keen heibannen, deen dat contestéiert. Dat däerfe mer och net vergiessen, och wa mer heiansdo dat unhuelen als eppes, wat eis wéi selbst- verständlichech vum Himmel gefall ass. Mat dem Bäitritt vu Bulgarien a vu Rumänien brénge mer dee Prozess elo zu Enn.

An och - do kommen ech op d'Grenze vun Europa -, l EIF Leit, ech gleewen net, dass ee Politiker an Europa capabel ass, fir d'Lineal ze huelen oder fir de Bic ze huelen an dann op der Kaart ze soen: Dat do ass Europa wéi et ausgesait am Joer 2010 oder 2020 oder 2030. Mir hinn als Europäesch Unioun als Friddensprojet, wat jo méi ass wéi eng wirtschaftliche Force, eis nach engem immens wichtiger Auf- gab ze stellen, déi vläicht gradso wichteg ass wéi den Euro: Dat ass de Fridden ze garantéieren an en- gem Deel, dee matzen an der Eu- ropäesch Unioun läit, dee mer de Balkan nennen, fir do wierklech déi Perspektiv, déi mer deene Länner 2003 ginn hinn, ze konkretiséieren.

Mam Paul Helminger sinn ech komplett d'accord wann e seet, dass d'Europäesch Unioun némme virukomm ass wa se op der duebel- ler Schinn gefuer ass: op der Schinn vun der Verdéiwung selbst- verständlichech an dann och op der Schinn vun engem Erweiderung, déi am Kontext ass vum Friddensprojet.

De Ben Fayot huet mech gefrot am Kontext vun der Fro iwwert d'Verfassung, iwwert d'Verdéiwung vun Europa, wéi et am Conseil euro- péen géif ausgesinn. Ech ka vläicht an dräi Sätz soen, dass et Länner gëtt am Conseil européen, déi, wann iwwert den Traité diskutéiert gëtt, soen, dass se deen Traité do net wéllen, a keen Traité wéllen. Dat sinn zum Beispill Polen an d'Tschechesch Republik. Da gëtt et Länner, an dat sinn déi aller- meesch glécklecherweis, déi wéllen een Traité de base, an déi soen dat och; an da gëtt et eng drëtt Zort vu Länner, déi wéllen den Traité, déi wéllen den Traité de base, mä si wéllen et net soen oder si däerfen et net soen.

Vergläiche mer de Volume vun den Échangen ugeet, esou stelle mer fest, dass deen am Verglach zu den Échangé mat alle 24 anere Memberstate vun der EU nach émmer némmen ee klengen Deel aus- mécht. Allerdéngs erkenne mer och do eng ganz positiv Evolu- tion, déi sech hoffentlech an deen- nenhäckste Jore verstärke wäert. Währénd den Undeel vun den Échangé mat den aacht osteu- ropäesch Memberstaten 1995 nach praktisch négligeabel war par rapport zu eisen Échangé mat allen anere 24 heitege Member- state vun der EU, esou stellen d'Lëtzebuerg Exporter an déi Länner haut émmerhin 3% vun al- len Exporter duer.

Dat ass déi ganz Komplexitéit, an däer mer do dra sinn, mä ech sinn iwwerzeegt, dass et genuch ganz staark europäesch Politiker gëtt, hei am Land an ausserhalb vun ei- sem Land, an de groussen Länner, fir de Geesch vun der Verdéiwung selbstverständlichech nieft der Erwei- derung virunzedriewen.

Vläicht och nach e Wuert zum Schluss iwwert d'Resultater aus enger anerer Siicht, an zwar der ekonomescher Siicht. Ech wéll den Här Jaerling vläicht direkt domad- der verbannen: Wa mer soen, dass mer ekonomesch Intérêten aus der Erweiderung erauszéien, da ver- stinn ech dorënner och sozial Avancéen a sozial Intérêten, déi mer kennen trotzdem do ver- zeichnen.

Wat Lëtzebuerg selwer ugeet, këinne mer feststellen, dass eis Ekonomie vum Élargissement ganz, ganz staark profitéiert huet. Dat këinne mer zum Beispill feststellen, wa mer d'Zuele vun den Handelsbezéiunge kucken. Eis Exporter an déi aacht nei europäesch Memberstate sinn téscht 1995 an 2005 ém dat Siwfach ge- wuess, während eis Exporter an déi 15 al EU-Memberstate genau wéi och eis Exporter weltwéit an deem nämlechten Zäitraum ném- men ém dat Zweefacht an d'Luucht gaange sinn. Och d'Importeur op Lëtzebuerg aus deenen aacht Länner téscht 1995 an 2005 ém dat Sechsfacht an d'Luucht gaangen. Domadden hu mer ganz, ganz séier zougeholl, mä wéi bei den Importeur an déi al 15 EU-Memberstaten an der näm- lechter Period; déi sinn némmen ém dat Zweefacht gewuess.

De Volume vun den Échangen ass besonnesch héich mat zwee Länner, an zwar mat Polen an Tsche- chien. D'Exporter an dës zwee Länner hinn 2005 65% vun allen Exporter an déi aacht osteu- ropäesch Memberstaten ausgen- mach, an d'Importeur aus dësen zwee Länner hinn 72,5% vun allen Importeur aus deenen aacht Länner zusummen duergestallt, also viru allem Tschechien nach eng Kéier a Polen.

Wat de Gesamtvolume vun den Échangen ugeet, esou stelle mer fest, dass deen am Verglach zu den Échangé mat alle 24 anere Memberstate vun der EU nach émmer némmen ee klengen Deel aus- mécht. Allerdéngs erkenne mer och do eng ganz positiv Evolution, déi sech hoffentlech an deen- nenhäckste Jore verstärke wäert. Währénd den Undeel vun den Échangé mat den aacht osteu- ropäesch Memberstaten 1995 nach praktisch négligeabel war par rapport zu eisen Échangé mat allen anere 24 heitege Member- state vun der EU, esou stellen d'Lëtzebuerg Exporter an déi Länner haut émmerhin 3% vun al- len Exporter duer.

Vergläiche mer de Volume vun ei- sen Échangé mat den aacht nei- osteuropäesch Memberstate mat deenen, déi mer zum Beispill mat China oder mat den USA hinn, esou gesi mer esouguer, dass eis Exporter an dës aacht Staaten 2005 esou héich ware wéi eis Exporter an d'USA - allen zwee hu sech ém 330 Millioune situéiert -, an dass se souguer zweeanhalleftmol méi héich ware wéi eis Exporter a China, déi bei 140 Milliounen Euro louchen. Och eis Importeur aus den aacht neie Memberländer waren 2005 mäi wéi duebel esou héich wéi déi direkt Importeur aus China.

Dat weist, dass eis Entreprise vill profitéiere këinne vum ekono-

mische Rattrapage vun deenen neie Memberstaten, an dass dës nei

Eis Exportatioun si säit 1995 èm iwwert dat Duebelt gewuess an d'Importatiounen esouguer èm dat 15-facht. Allerdéngs muss een dobäi soen, dass eis Échangé mat deenen zwee Länner nach émmer relativ niddreg bleiben.

Nun, Här President, vläicht nach ee leschte Saz zu deem leschte Conseil européen. Do ass jo en Usaz gewiescht vun der Debatt iwwert d'Poursuite vum Erweiderungsprozess. Dés Diskussioun wäert elo énner finnescher Présidence ganz staark verdeift ginn. Bis dohin huet d'Europäesch Kommissioun jo, wéi Der wësst, en Optrag kritt, fir eigentlech ze definéieren, wat déi sou genannte „Capacité d'absorption“ ass. An de Kritäre vu Copenhagen stet ganz kloer dran, wat ee muss erfölle fir Member kënnen ze gi vun der Europäescher Unioun: um ekonomesche Plang, um politesche Plang, als État de droit, an esou weider.

D'Capacité d'absorption, wéi et heiansdo falsch gesot gëtt, de Kritär vun der Capacité d'absorption ass kee Kritär aus de Kopenhagener Kritären, dee kéint derbäigesat ginn. Mer kënnen also net neie Länner soen: Dir musst elo de Kritär vun der Capacité d'absorption erfëllen.

Dat ass geschitt zum Deel an deene leschte Méint am Kontext vun der Türkei. An do ass et awer de President Barroso selwer am leschte Conseil, dee ganz kloer déi Trennung gemaach huet téscht de Kopenhagener Kritären an der Capacité d'absorption, wat eigentlech e Kritär un eis selwer ass, un d'Europäesch Unioun, d'Fitness vun der Europäescher Unioun, fir këinne weider Erweiderunge virze-huelen.

Mir hoffen, dass d'Kommissioun do eng gutt Aarbecht mécht. A mir wäerde mat vill Spannung op deen nächsten Dezember kucken, wou de Rapport wäert diskutéiert ginn.

Här President, d'Europäesch Unioun ass pret fir Bulgarien a fir Rumänen opzehuelen. D'Lëtzebuerg Regierung ass iwwerzeugt, dass den 1.1.2007 d'EU zu 27 Länner ass. Domadder gëtt d'Europäesch Unioun méi räich, mat deenen zwee Länner derbäi. Se gëtt och méi staark. A si gëtt virun allem och méi generéis. An dat ass voll op der Linn vun der eigentlecher Essenz vun der Europäescher Unioun als Friddensprojet an och als politesch Entitéit, fir dass all d'Europäer ee Liewen a sozialer Dignitéit an a kultureller Villfalt kënnen ustriewen.

Merci villmools.

**M. le Président**.- Merci, Här Ausseminister.

Domadden ass déi Diskussioun ofgeschloss.

Mir kommen elo zum Vote vum Projet. Duerno hu mer nach eng Resolutioun. Ech stellen also de Projet de loi 5515 zum Vote.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

De Projet de loi 5515 ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

**Ont voté oui:** Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Marcel Oberweis), Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par Mme Martine Stein-Mergen) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Ben Fayot), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goersens (par Mme Anne Brasseur), Henri Grethen (par M. Claude Meisch), Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koopp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Dann ass dat esou décidéiert.

**Résolution**

Da komme mer elo un d'Resolutioun, déi vun der ADR eragereecht ginn ass. Do sinn némme véier Énnerschrëften drop. Wien ass dee fënneften? Den Här Jaerling énner-schreift se nach. Ass déi Resolutioun nach ze explizéieren?

**(Négation)**

Da stellen ech d'Resolutioun zum Vote.

**Vote**

Déi Resolutioun ass verworf mat 5 Jo- a 55 Nee-Stëmmen.

**Ont voté oui:** MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koopp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

**Ont voté non:** Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Marcel Oberweis), Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par Mme Martine Stein-Mergen) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Ben Fayot), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goersens (par Mme Anne Brasseur), Henri Grethen (par M. Claude Meisch), Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koopp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

**Ont voté non:** Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Martine Stein-Mergen), Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Marc Spautz) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Ben Fayot), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goersens (par Mme Anne Brasseur), Henri Grethen (par M. Claude Meisch), Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koopp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

**Ont voté non:** Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Martine Stein-Mergen), Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Marc Spautz) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Ben Fayot), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goersens (par Mme Anne Brasseur), Henri Grethen (par M. Claude Meisch), Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koopp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

**Ont voté non:** Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Martine Stein-Mergen), Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Marc Spautz) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Ben Fayot), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goersens (par Mme Anne Brasseur), Henri Grethen (par M. Claude Meisch), Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koopp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Dann ass dat esou décidéiert.

**Résolution**

Da komme mer elo un d'Resolutioun, déi vun der ADR eragereecht ginn ass. Do sinn némme véier Énnerschrëften drop. Wien ass dee fënneften? Den Här Jaerling énner-schreift se nach. Ass déi Resolutioun nach ze explizéieren?

**(Négation)**

Da stellen ech d'Resolutioun zum Vote.

**Vote**

Déi Resolutioun ass verworf mat 5 Jo- a 55 Nee-Stëmmen.

**Ont voté oui:** MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koopp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

**Ont voté non:** Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Martine Stein-Mergen), Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Marc Spautz) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Ben Fayot), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goersens (par Mme Anne Brasseur), Henri Grethen (par M. Claude Meisch), Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koopp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Dann ass dat esou décidéiert.

**Résolution**

Da komme mer elo un d'Resolutioun, déi vun der ADR eragereecht ginn ass. Do sinn némme véier Énnerschrëften drop. Wien ass dee fënneften? Den Här Jaerling énner-schreift se nach. Ass déi Resolutioun nach ze explizéieren?

**(Négation)**

Da stellen ech d'Resolutioun zum Vote.

**Vote**

Déi Resolutioun ass verworf mat 5 Jo- a 55 Nee-Stëmmen.

**Ont voté oui:** MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koopp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

**Ont voté non:** Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Martine Stein-Mergen), Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Marc Spautz) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Ben Fayot), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goersens (par Mme Anne Brasseur), Henri Grethen (par M. Claude Meisch), Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koopp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Dann ass dat esou décidéiert.

**Résolution**

Da komme mer elo un d'Resolutioun, déi vun der ADR eragereecht ginn ass. Do sinn némme véier Énnerschrëften drop. Wien ass dee fënneften? Den Här Jaerling énner-schreift se nach. Ass déi Resolutioun nach ze explizéieren?

**(Négation)**

Da stellen ech d'Resolutioun zum Vote.

**Vote**

Déi Resolutioun ass verworf mat 5 Jo- a 55 Nee-Stëmmen.

**Ont voté oui:** MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koopp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

**Ont voté non:** Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Martine Stein-Mergen), Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Marc Spautz) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Ben Fayot), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goersens (par Mme Anne Brasseur), Henri Grethen (par M. Claude Meisch), Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koopp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Dann ass dat esou décidéiert.

**Résolution**

Da komme mer elo un d'Resolutioun, déi vun der ADR eragereecht ginn ass. Do sinn némme véier Énnerschrëften drop. Wien ass dee fënneften? Den Här Jaerling énner-schreift se nach. Ass déi Resolutioun nach ze explizéieren?

**(Négation)**

Da stellen ech d'Resolutioun zum Vote.

**Vote**

Déi Resolutioun ass verworf mat 5 Jo- a 55 Nee-Stëmmen.

**Ont voté oui:** MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes

- le règlement (CE) n°2320/2002 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2002 relatif à l'instauration de règles communes dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile;

- le règlement grand-ducal du 12 novembre 2005 portant désignation des agents habilités et fixant les conditions de reconnaissance des expéditeurs connus en matière de contrôles de sûreté aérienne;

- la nécessité de contrôles efficaces des marchandises transitant par l'aéroport de Luxembourg;

- que les vérifications et fouilles physiques s'avèrent fastidieuses;

- l'existence de moyens techniques performants comme des scanners permettant un contrôle rapide et efficace de cargaisons complètes;

- l'ampleur du trafic de stupéfiants par voie terrestre;

- l'ampleur du trafic de poids lourds transitant par le Luxembourg;

- la nécessité de contrôles efficaces des marchandises transitant par les routes luxembourgeoises;

- l'existence de scanners mobiles permettant de contrôler sur les routes et à tout moment les marchandises des poids lourds;

invite le Gouvernement

- à continuer à doter les services de sécurité de l'aéroport des moyens techniques dont ils ont besoin pour procéder au contrôle efficace des marchandises.

**M. le Président.** - Très bien! Kënne mer dann iwwert déi modifiziéiert Motioun par main levée ofstëmmen?

**Plusieurs voix.** - Jo.

**Vote**

**M. le Président.** - Wien ass mat däi Motioun d'accord?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domat ass däi Motioun ugeholl.

**Motion 3**

Mir kommen dann elo zu der Motioun Nummer 3, och vum Här Bettendorf, iwwert d'Therapieméiglechkeete fir déi Drogenofhängge. Den Här Bettendorf huet d'Wuert.

**M. Niki Bettendorf (DP), interpellateur.** - Wann ech gewosst hätt, dass déi viregt Motioun ugeholl géif ginn, dann hätt ech och nach eng orange Krawatt ugedoen. Ech hunn haut eng rout ugedoen, well de Gesondheetsminister géschter gesot huet, hie wär mat der Proposition vu menger dréitter Motioun averstanen, wann ech een Text am Considérant géif eraushuefen. An de Considérant, dee soll erauskommen, ass deen «que l'offre thérapeutique est actuellement insuffisante au Luxembourg». Dat soll ech eraushuelen an da wär hie mam Text d'accord «à prendre des mesures afin d'élargir l'offre thérapeutique destinée aux toxicomanes». Et ass herrlech, ech huele mat grousser Satisfaktiou mäi Considérant eraus an da kréie mer déi Offre thérapeutique, déi ech hei gefrot hunn. Selbstverständlichkeit sinn ech domadden averstanen.

**Motion 3 modifiée**

La Chambre des Députés,

- considérant que la politique en matière de drogues repose sur quatre piliers, à savoir la prévention, la thérapie, la réduction des risques et la répression;

- considérant que des efforts supplémentaires devraient être entrepris notamment dans le domaine de la thérapie;

invite le Gouvernement

- à prendre des mesures afin d'élargir l'offre thérapeutique destinée aux toxicomanes.

**Plusieurs voix.** - Très bien.

**M. le Président.** - Gutt, wann ech dat dann och richteg verstanen hunn, hëlt den Här Bettendorf déi Modifikatioun, déi géschter vum zoustännege Gesondheetsminister proposéiert ginn ass, un. Ass zu däi Motioun soss nach eng Wuertmeldung, soss géif ech déi dann och zum Vote par main levée virleeën?

**(Négation)**

**Vote**

Wien ass mat däi Motioun d'accord sou wéi se émgeänner ginn ass?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadde wär déi Motioun dann och ugeholl.

**Motion 4**

An da komme mer schlussendlech zur Motioun Nummer 4, déi Kéier net vum Här Bettendorf mäi vun der Madame Viviane Loschetter, iwwert d'Betreitung vun den Drogenofhänggegen.

Madame Loschetter, Dir hutt déi géschter exposéiert. Wëllt nach een dozou d'Wuert ergräifen? Den Här Bettendorf.

**M. Niki Bettendorf (DP), interpellateur.** - Här President, mir als Demokratesch Partei si mat däi Motioun averstanen énnert der Konditioun, dass den zweete Considérant géif erausgeholl ginn. Mir hunn och eng liicht Schwieregeet mam Text, dass eréischt eng Salle d'injection soll kommen. Mä mir wësse wat d'Madame Loschetter domadde gemengt huet. Si huet gemengt, dat wär déi definitiv Stell, déi soll gebaut ginn. Mir wëssen, dass mir schonn eng Salle d'injection hunn, an énnert der Konditiounen, dass déi gréng Fraktioun d'accord ass fir den Échec erauszehuelen wäerte mir déi Motioun och énnertétzten.

**M. le Président.** - Madame Loschetter.

**Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Jo, ech sinn d'accord domadden an ech wär och d'accord eng rout Krawatt unzedoen, wann d'Majoritéitspartie se da géife matstëmmen.

**(Hilarité et interruptions)**

**Motion 4 modifiée**

La Chambre des Députés,

considérant

- que, selon les dernières estimations, le Grand-Duché de Luxembourg se place parmi les pays qui présentent le taux de prévalence d'usagers problématiques de drogues le plus élevé de l'UE;

- que la toxicomanie est avant tout un problème de santé et que des mesures concrètes visant une réduction des risques s'imposent;

- la nécessité de centres d'accueil pour personnes toxicomanes afin de permettre la consommation de drogues sous des conditions optimales d'hygiène;

- que l'instauration d'une salle d'injection se concrétise sous peu sur le territoire de la ville de Luxembourg;

- qu'un foyer d'accueil d'urgence pour personnes toxicomanes existe actuellement à Luxembourg ville qui, outre la fonction de foyer de nuit, leur offre pendant certaines heures de la journée la possibilité de consommer des drogues;

- que le problème de la toxicomanie ne se limite pas uniquement à la ville de Luxembourg, mais s'étend à d'autres régions du pays;

- que la région sud du pays compte le nombre le plus important d'usagers problématiques de drogues et que l'ouverture d'un foyer d'accueil y est prévue pour 2008;

- que le programme de coalition du Gouvernement prévoit une augmentation des structures d'accueil

pour toxicomanes et le développement d'un projet de mise à disposition de drogues sous contrôle médical;

invite le Gouvernement

- à améliorer d'urgence les conditions de fonctionnement du foyer d'accueil par l'extension de la structure et par une augmentation substantielle du personnel encadrant afin que les personnes toxicomanes puissent bénéficier d'un accès ininterrompu au foyer;

- à y entamer à court terme le programme de distribution de certaines drogues sous contrôle médical;

- à mener une campagne de sensibilisation concernant l'importance et la nécessité de telles structures afin de mieux faire accepter l'implantation de ces locaux auprès du public;

- à mettre à disposition tous les moyens nécessaires pour que la salle d'injection projetée sur le territoire de la ville de Luxembourg fonctionne d'une façon optimale, notamment en y affectant dès le début les ressources humaines et financières indispensables;

- à réaliser dans les meilleurs délais le projet d'un centre d'accueil d'urgence prévu au sud du pays;

- à prévoir, à l'instar des modèles appliqués en Belgique et en Suisse, la décentralisation de l'implantation de structures d'accueil pour personnes toxicomanes;

- à préparer cette décentralisation par la création d'une plate-forme regroupant les différents ministères et toutes les communes concernées pour élaborer une stratégie et un plan d'action coordonné tout en veillant à mettre à disposition des communes les moyens nécessaires.

**M. le Président.** - Gutt, mir sinn also elo a Presenz vun enger liicht émgeännerter Motioun vun der Madame Loschetter. Wëllt d'Regierung dozou nach eng Kéier Stellung huelen?

**(Négation)**

Dat schéngt net de Fall ze sinn. Ass soss och keen aneren, deen dozou wëllt Stellung huelen?

**(Négation)**

Da stellen ech déi Motioun zum Vote? Kënne mer dorriwer par main levée ofstëmmen?

**(Négation)**

De Vote électronique ass gefrot.

**Vote**

Déi Motioun ass ofgeleht mat 22 Jo-Stëmmen, 38 Nee-Stëmmen a kenger Abstentious.

*Ont voté oui: MM. Xavier Bettel (par Mme Colette Flesch), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par Mme Anne Brasseur), Henri Grethen (par M. Niki Bettendorf), Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;*

*MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koopp et Robert Mehlen;*

*M. Aly Jaerling.*

*Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Ganterbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Michel Wolter), Norbert Haupert (par Mme Martine Stein-Mergen), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel*

Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Marco Schank) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Marc Angel), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry).

Domadde wär dése Punkt vum Ordre du jour ofgeschloss.

Mir kommen elo zu der Question avec débat Nummer 8 vum Här Patrick Santer iwwert d'EU-Bâitreßtsverhandlunge mat der Tierkei. Den Auteur vun der Questioun huet fénf Minuten Zäit fir seng Haaptfro an no der Antwort vum Minister seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minuten zou. Här Santer, Dir hutt elo d'Wuert.

### 3. Question avec débat N°8 de Monsieur Patrick Santer relative aux négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne

**M. Patrick Santer (CSV).** - Merci, Här President.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Bâitreßtsverhandlunge vun der Tierkei mat der Europäescher Unioun zur Kenntnis ze huelen a seng Grenz mat Armenien fir Leit a Gidder opzemaachen?

Ech soen lech Merci.

**M. le Président.** - Den Här Ausseminister Jean Asselborn huet d'Wuert.

**M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.** - Merci, Här President.

Den honorabelen Här Deputiéierte Patrick Santer huet richteg gesot, dass den 12. Juni dat éischte Kapitel - Wëssenschaft a Fuerschung - an de Verhandlunge mat der Tierkei ofgeschloss ginn ass, nodeem mer den 3. Oktober d'lescht Joer décideert haten, d'Bâitreßtsverhandlunge mat der Tierkei unzefänken.

An ech wollt vläicht hei dem Här Santer an och de Kolleegen, déi dat interesséiert, nach eng Kéier soen, dass mer décideert huet an der Europäescher Unioun zu 25 - dat heesch eestëmmeg - an enger memorabeler Sitzung, déi hei zu Lëtzebuerg den 3. Oktober bis an d'Nuecht stattfonnt huet, fir d'Kompatibilitéit - wann ech dat esou membréieren - dat d'Tierkei unerkannt huet, a mat deem een dach verhandele géif fir eng Membership an der Europäescher Unioun verhandelt gëtt.

Et kann een net Member an engem Club an an enger Gemeinschaft sinn, vun deenen een net all Memberstat unerkennt. Ech ka mer gutt eis Reaktioun virstellen, wann e Bâitreßtskandidat - wien dat och émmer wier - eist Land net géif unerkennt, a mat deem een dach verhandele géif fir eng Membership an der Europäescher Unioun.

Deen aneren Nopeschproblem, deen d'Tierkei huet, ass déi zoue Grenz mat Armenien an alles wat esou eng zoue Grenz bedeit. D'Tierkei imposéiert géint Armenien e wirtschaftliche Boykott, si refuséiert d'Opnahn vun diplomatisches Relatiounen a si refuséiert bis haut unzerkennen, datt an deene leschte Jore vum Osmanesche Räich - ech betounen Osmanesche Räich - deen deemolegen tierkesche Stat honnertdausende vun Armenier an den Doud gedriwwen huet. Sou eppes gouf

als Génocide vum Europaparlament an aneren nationale Parlementer unerkannt.

Et ignoréiert een als modernen demokratesche Stat net eent vun deene grausamste Kapitole vun der europäescher moderner Geschichte. Armenien ass en Deel vun der sou genannter Noperschaftspolitik vun der Europäescher Unioun, déi virdru bei dem Projet de loi iwwert de Bâitreßt vu Bulgarien a Rumänien ugeschwat gouf. Dëser Unioun wëllt d'Tierkei bâitreßden an deemno ka se net hir Grenz mat engem vun hiren direkten Nopern zouhalen, dee wirtschaftlich mat engem Embargo beleeën a sech weigeren diplomatesch Relationen mat engem ze énnerhalen.

Ech wéisst deemno gäre vum Här Ausseminister, wéi d'Europäescher Unioun wëllt d'Bâitreßtsverhandlungen mat der Tierkei gérérer, bis datt se déi zwee Problemer, déi ech elo grad beschriwwen hunn, geléist huet. Ass den Här Ausseminister mat mir der Meenung, datt net endlos ka mat der Tierkei weiter verhandelt ginn, wa se net Zypern unerkennt an hir Relationen mat Armenien normaliséiert?

Wéi gedenkt d'Lëtzebuerger Regierung sech am Kontext vun de Bâitreßtsverhandlungen mat der Tierkei ze positionéieren, wann déesse Stat weider refuséiert d'Existenz vun engem Memberstat vun der Europäescher Unioun zur Kenntnis ze huelen a seng Grenz mat Armenien fir Leit a Gidder opzemaachen?

An ass d'Regierung der Meenung, datt et Zäit gëtt der Tierkei onmëssverståndlech kloerzemaachen, datt et bestëmmte Spillregole gëtt, souwuel an der Unioun wéi um Wee fir eran, an datt deenen hir dauerhaft Verletzung net akzeptabel ass?

Ech soen lech Merci.

**M. le Président.** - Den Här Ausseminister Jean Asselborn huet d'Wuert.

Nun, e Verhandlungsmandat, Här President, dat d'Prinzipie vun de Bâitreßtsverhandlungen mat der Tierkei festleet, seet, dass de Verlauf vun de Verhandlungen sech baséiert op d'Fortschrëtter an d'Emsetze vun deene verschidde politischen an ekonomischen Kritären. An ee vun deene Kritären ass e Kloeren Engagement vun der Tier-

kei en faveur vu gudden noperschaftleche Relatiounen; dat ass een.

Deen aneren ass, datt d'Tierkei sech weiderhi fir eng global Léistung vum Zypernkonflikt am Kader vun der UNO assetzt a Fortschritter an der Normalisatioun vun hire bilaterale Relatiounen mat allen EU-Memberstaten, dorënner och d'Republik Zypern, mécht. Ech wéll och hei nach eng Kéier dem Här Santer widderhuelen, dass mer émmer mussen am Kapp hunn, dass d'Reunificatioun vun der Insel d'Affär ass vun der UNO, net vun der Europäischer Unioun, an dass mer jo ganz grouss Progrès gemaach haten am Joer 2004, déi jo leider dunn net konnte konkretiséiert ginn.

Den Här Deputiéierte konzentréiert sech a senger Fro och op d'noperschaftlech Relatiounen mat Armenien. Dat ass natierlech net déi eenzeg Fro, déi sech an deem Kontext stellt, wat d'noperschaftlech Relatiounen ugeet, virun allem och déi verstärkt Relatiounen mat Griichenland sti jo un. A wann Dir an der leschten Zait d'Zeitung gelies hutt, zum Beispill déi Kritiken iwwert déi griichesch Ausseministesch an deem Kontext - déi et awer, menger Meening no, ganz positiv mengt -, da gesitt Dir: A Griichenland selwer ass dat eng Fro vu ganz grousser Wichtegkeet.

Den Här Santer huet selbstverständliche Recht wann hie seet, dass d'Relatiounen téscht Armenien an der Tierkei bei wáitem net gutt sinn. D'Tierkei huet Armenien, wéi mer dat wéissen, 1991 unerkant, mä ni diplomatesch Relatiounen opgeholl an d'Grenz mat Armenien ass zénter 1993 zou. Et muss een awer betounen, dass all Dag souwuel vun Istanbul wéi vun Ankara aus regelméisseg Fluch e puer Mol am Dag op Eriwan, also an Armenien, ginn.

An deene leschte Méint kann een awer d'Efforten op deenen zwou Säiten némme begréissen. D'Tierkei an Armenien maachen Efforten - souwáit se dat kenne maachen -, fir lues a lues hir Relatiounen ze normaliséieren.

An ech kann lech soen dass ech an eiser Présidence dacks Zeie war vun de Reaktioune vun der tierkescher Sait dorobber. Op technesch-diplomatichem Niveau hu sou zum Beispill Konsultatiounen stattfonnt, fir ze kucke wéi et méiglech ass d'Differenzen an deene verschiddenen Domäner aus dem Wee ze raumen. Nodeems d'Evenementer vun 1915 laang eigentlech e komplett Tabu-Thema an der Tierkei waren, hunn elo zwou wissenschaftlech Konferenze stattfonnt zu Istanbul, déi eng am September d'lescht Joer an eng aner elo am Mäerz dést Joer, an et gétt tieresch, armenesch an och international Wéssenschaftler, déi iwwert déi Fro diskutéiert hunn.

Dat si Schrét, déi a mengen Ae komplett an déi richteg Richtung ginn. Déi Schrét sollte mer encouragéieren, bén Säiten encouragéieren, an dat ass selbstverständliche och dee Message, dee mer als Europäisch Unioun un d'Tierkei ginn hunn an deem Kontext.

Wat d'Fro elo vun Zypern ugeet, méi spezifesch d'Fro vun der Réunificatioun, wéll ech och nach eng Kéier drop insistéieren - ech hunn et virdru gesot -, dass mer jo hei eis am Kader vun der UNO befannen, wou eng global Léistung muss fonnit ginn. Dëser Deeg sinn och an deem Kontext positiv Entwicklungen ze notéieren. Den Här Kofi Annan, Generalsekretär vun der UNO, huet décidéiert eng héichrangeeg Delegatioun énnert der Leedung vum Secrétaire général adjoint fir politesch Affairen, den Här Ibrahim Gambari, mat sengem Envoyé spécial fir Zypern, dat ass eng dänisch Personalitéit, den Här Michael Möller op Zypern ze schécké fir ze sondéieren, awéiwáit déi zwou Säite bereet wieren nei Gepréicher opzehuelen. Am Kader

vun där Visite sollen den zyprischesche President Papadopoulos an de Chef vun den tierkeschen Zyprioten, den Här Talat, sech begéinen; wat jo extrem positiv wier, wann déi zwou Säite kéinten zusummekommen.

D'Europäesch Unioun énnerstétzt och hei, Här Santer, Här President, ganz kloer d'Effort vun der UNO; déi können dann an enger Richtung vun enger Globalléisung vum Zypernproblem zourullen.

Elo hunn ech lech schonn zwou positiv Nouvellé gesot an deem Kontext. D'Diplomatie ass eppes wat heiansdo vill Zait brauch, mä wou een awer geséit, dass et hei a Richtunge geet, déi ganz interessant kenne sinn.

Wat elo d'Normalisatioun vun de Relatiounen vun der Tierkei mat Zypern ugeet, huet d'Unioun émmer insistéiert, datt d'Báitrechtsverhandlungen eréischt kéinten ufánken, wann d'Tierkei de Protocole additionnel vun Ankara énnerschriwwen huet.

Wat ass de Protocole additionnel vun Ankara? Dat ass ee Protokoll, deen dehnt eigentlech d'Zollunioun, déi téscht der Europäischer Unioun an der Tierkei besteeht, op déi zéng nei Memberländer vun der Europäischer Unioun aus, also och op Zypern. Also ass dat op jidde Fall doduerch, dass dee Protocole additionnel énnerschriwwen ass, och eng Unerkenning vun allen zéng neie Memberländer, och vun der Tierkei.

Dir wéssst, et war an eiser Présidence leider net méiglech fir do de Knuet opzemaachen. Kuerz duerno war eng Présidence um Rudder, déi jo geschichtlech gesi mat Zypern ganz intensiv Kontakt huet, Groussbritannien, an d'Tierkei huet de Protokoll dunn énnerschriwwen am Juli 2005, mécht awer du glächzäiteg - an dat war net sou gutt - eng Erklärung, dass domadder d'Tierkei Zypern net unerkannt hätt.

Dir kenne lech dorun erénnern. Dat war jo an der Aktualitéit an déi ganz Fro huet eis, och während eiser ganzer Présidence, verfollegt.

D'EU huet déi unilateral Deklaratioun zur Kenntnis geholl, mä ganz kloer gesot - an dat ass déi berühmte Geschicht vum September wou mer eis drop baséieren, direkt vun 2005 -, datt d'Unerkennung vun allen EU-Memberstaten een noutwendeg Element vun de Báitrechtsverhandlungen ass an datt si erwaart, dass d'Tierkei hir Obligationen erféllt an d'Zollunioun mat alle 25 Memberstaten émsetzt.

D'EU huet deemoools och däitlech gemaach, dass si dës Émsetzung vun der Union douanière am Laf vun dësem Joer, also 2006, géif evaluéieren. Mir kommen esou lues un d'zweet Halschent vun 2006 an Dir kenne iwwerzeegt sinn, dass am Hierscht 2006 d'Europäisch Kommission an hirem Rapport, deen ech elo grad zitiert hunn, och an der Fro vu Rumänien a Bulgarien, wáert iwwert dës Fro selbstverständliche Bericht maachen.

Bis elo musse mer leider feststellen, dass d'Tierkei de Protokoll nach net am Parlament ratifizéiert huet. En ass énnerschriwwen, mä en ass net ratifizéiert am Parlament.

Dat ass eng Konditioun, déi wierlech muss bis Enn 2006 erféllt sinn. Do sinn ech ganz d'accord och mat lech, Här Santer, an och mat ville Politiker an der Europäischer Unioun, dass mer eis wierlech musse staark maachen do derfir, dass déi am Parlament muss ratifizéiert ginn an dass d'Tierkei dann och de fräien Handel vu Gidder zouléisst. Virun allem refuséiert d'Tierkei jo och weiderhin, wéi mer dat wéissen, den zyriotesche Schéffer a Fligeren den Zougank zu hiren Häfen an zu hire Flughäfen.

Bei de Báitrechtsverhandlungen den 12. Juni huet d'Europäisch Unioun

duerfir ganz däitlech gesot, datt d'Neterfélle vun den tierkeschen Obligationen eescht Konsequenzen op de Verlauf vun de Báitrechtsverhandlungen wáert hunn.

Wann Der e wéineg an der Diplomatesprooch doheem sidd, da verstitt Der, dass dat doten eng kloer Ausso war.

Wann d'Tierkei also e gréissere Problem an de Báitrechtsverhandlungen am Hierscht wéllt verhénneren, da muss se, op Létabueresch gesot, Wuert halen.

Ech soen lech Merci.

**M. le Président**. - Merci dem Här Ausseminister. Här Santer, wéllt Dir nach eng Kéier d'Wuert ergräfen?

**M. Patrick Santer** (CSV). - Här President, ech hätt nach eng ganz kuerz Zousazfro zu de Relatiounen mat der Republik Zypern.

Fir d'éischt gétt e Protokoll vun Ankara énnerschriwwen. Da kenne eng unilateral Erklärung. Do seet d'Europäesch Unioun: „Ouh! Do-vunner huele mer Akt.“ An da gétt an der Tierkei driwwer nogeduecht fir eppes ze maachen an da muss nach ratifizéiert ginn.

Här Minister, Dir hutt gesot, Enn 2006, also dést Joer nach - ech streiden net fir e puer Méint -, géif dann d'Anhale vun der Tierkei vu sengen Obligationen, fir d'Republik Zypern unzéerkennen, iwwerpréft ginn, soss géifen eescht Konsequenze geholl ginn.

Här Asselborn, virun zwee Joer hätt Der keng esou eng Diplomatesprooch oder diplomatesch Sprooch benotzt.

**Une voix**. - En huet vill bâigeiéert!

**M. Patrick Santer** (CSV). - Kenne Der elo soen, wann Enn 2006, Ufank 2007 keng kloer Unerkennung vun der Republik Zypern vun der Tierkei stattfénnnt, also offiziell, mat Ratifikatioun an alles, déi eescht Konsequenz heeschta a bedeit, datt d'Báitrechtsverhandlungen mat der Tierkei ophalen oder wéinstens suspendéiert ginn, bis datt déi Bedingung erféllt ass?

**M. le Président**. - Här Minister!

**M. Jean Asselborn**, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration. - Här President, ech war kloer genuch a menger éischter Ausso, mä ech widderhuelen et dann nach eng Kéier: Mir müssen en Énnerscheed maachen téscht der Unerkennung vun Zypern duerch d'Tierkei - dat muss een am Kontext gesi vun der UNO-Initiativ, wat d'Reunification vun der Insel ugeet - an der Ratifikation vun Protokoll vun Ankara. D'Konditioun war, dass de Protokoll vun Ankara net némme signéiert gétt, mä dass dee muss am Parlament ratifizéiert ginn.

Ech mengen dat ass dee Punkt, ech hunn dat jo elo virdrun däitlech gesot, wou mer drop poche müssen, dass dat am Parlament zu Ankara geschitt. Voilà.

**M. le Président**. - Sou, Dir Dammen an Dir Hären, domadder wier dëse Punkt ofgeschloss.

Als nächste Punkt op eisem Ordre du jour hu mer eng Interpellatioun vum Här Marco Schank iwwert den Tourismus. D'Riedezaít ass nom Modell 2 festgeluecht an et si schonn ageschriwwen: den Här Calmes, d'Madame Dall'Agnol an den Här Kox. D'Wuert huet elo den Interpellant, den honorabelen Här Marco Schank.

#### 4. Interpellation de Monsieur Marco Schank sur le tourisme

**M. Marco Schank** (CSV), interpellateur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Regierungsaccord vun 2004 huet am Kapitel iwwert d'Tourismuspolitik, ahnlech wéi schonnes dee vun '99, als Leitmotiv gehat: «Qualité de vie et qualité du tourisme».

Ech géif mengen, datt dëse Slogan eigentlech d'Grondiddi ass vun deem globale Strategiekonzept, deen och déi weider zukünfteg Entwicklung vum Tourismus zu Létabueresch soll steieren a charakteriséieren.

Just ganz kuerz, fir un den Accord ze erénnern, e puer Stéchwiederer vun der Virgehensweis; mir komme sécher am Kader vun dëser Interpellatioun drop zréck.

Engersäits steet do dran, datt nei touristesch attraktiv Produitie solle geschaf ginn. Virun allem soll de Marketing verbessert ginn.

- Dann e ganz wichtegen Tires: D'Dimensioun Kultur an der touristesch Offer soll verstärkt ginn. Mir gi jo op 2007 lass.

Eng nei Klassifizéierung fir den Hébergement, wou och Neel mat Käpp amgaange si gemaach ze ginn.

Dann nohaltegen Tourismus weider entwéckelen, mat Hélfel zum Bei-spill vum Label écologique, vun den Naturparken.

Dann, och ee wichtige Punkt, d'Abezéitung vun der Grande Région. Eng Politik, déi déi lescht Joeren och verfollegt gétt.

En anere wichtige Punkt ass eng nei a méi effikass Strukturéierung vum Tourismus an de Regionen. Eppes wat jo scho laang an der Diskussion ass a wat soll, am Norden zumindest, elo scho Realitéit ginn.

A last but not least och d'Asetze vun enger neier nationaler Tourismuskommision, déi virun zwee Joer entstanen ass an déi, mengen ech, och schonn eng ganz Partie Saachen opweises huet.

Här President, selbstverständliche a Gott sei Dank kommen nach émmer ganz vill Touristen op Létabueresch. 2005 louch Létabueresch mat 338 Arrivéeën pro km² europawáit un éischter Plaz. Duerno kommen Holland mat 232 Arrivéeën, Éistráich mat 231 an duerno d'Belsch mat 206.

Datselwecht Joer - 2005 - louch Létabueresch un dréitter Plaz an Europa wat d'Arrivéeën pro Awunner ugeet. Éistráich zielt 2,37 Touriste pro Awunner, op Zypern sinn dat der 2,24 an da kenne Létabueresch mat 1,94 Touriste pro Awunner, duerno Irland an esou weider.

**(Mme Anne Brasseur prend la Présidence)**

Besonnesch impressionnant sinn d'Zuele fir d'Haaptstad. Mir kenne frou sinn, datt mer um Niveau vun der Stat Létabueresch een ausgeprägten, gutt fonctionnéierende City-Tourismus hunn. An et muss een däitlech unerkennen, datt d'Stad mat dem LCTO hire Match, a mengen Aen, ganz clever, ganz professionell mécht. Derbäi kenne natierlech - ech soen emol - e gudde Fouss hannebäi: D'lescht Joer war d'Présidence, wat eng Partie Iwwernuechtunge bruecht huet.

D'Saison 2005 war den Zuele vum Statec no exzellent. An Termes absolus hat eist Land seng beschte Saison zénter 1995, wéi d'Stad Létabueresch deemoools Kulturhaaptstad war.

Elo kenne ee jo mengen, am Tourismus zu Létabueresch wier alles an der Rei a mir kenneen eis op deene Lorbeerren do ausrouen. D'éi plaké Zuele verstoppéen awer, datt et regional gekuckt grouss Énnerscheeder gétt, besonnesch wat d'Verdeelung an d'Zuel vun den Ar-

rivéeën respektiv d'Nuitéeën iwwert d'Land ubelaangt.

Wann een déi lescht zéng Joer kuckt, sinn d'Nuitéeën am Zentrum, un der Musel an am Süden erogaangen; an den Ardennen an am Mëllerdall si se zréckgaangen. Dobái si se am Süden, dee wuel natierlech némmen e Brochdeel vun den Nuitéeën, wéi mer se am Norden hunn, huet duerch nei Hotelen, déi opgaange sinn, spekulär an d'Lucht gaangen.

Da kenne derbäi, datt d'Ardennen an de Mëllerdall quasi ausschließend eng Vokatioun an eng Offer huet am Beräich vum „Fräzäitourismus“. Dat ass beispillsweis am Süden oder och an der Stad an deelweis op der Musel anescht, wou Businesstourismus an anerer derbäikommen. Duerfir wollt ech och soen, ech mengen, datt een, fir dëser Evolution ze begéinen, speziell Efforté muss maachen, vlächt iwwer an entsprechenden Aarbechtsgrupp, wou ee kuckt, fir do Saachen ze verbesseren.

Interessant sinn och nach hei d'Parts de marché vun de verschiddenen Type vun Hébergement. Hei fält op, datt an den Ardennen an am Mëllerdall, am Géigesaz zu deenen anere Regionen, d'Campingen dee gréissen Unde hunn; wou mer frou sinn driwwer, wat awer och natierlech een Deel vun de Schwankungen erklärt.

An och am Hébergement selwer gétt et Énnerscheeder: Hei hu beispillsweis d'Campinge par rapport zu hirem Rekordjoer vun 2003, wou mer deemoools geniaalt Wieder hatten, ronn 10% hänke gelooss. Hei ass natierlech, a mir wéissen dat, bei den Campingen d'Wiederhänggegeet am gréissen. Derbäi koum d'lescht Joer de Problem vun de Chantieren op de belschen an de franséischen Autobunnen.

Létabueresch huet zimlech fréi d'Weißen a Richtung vun engem selektive Qualitéitstourismus geset. Dat Konzept, deemoools Ufank der 90er, vun der ETI-Etud huet sech och op eng beschränktes Unzuel - deemoools véier - Segmenter beschränkt, wou ee staark Wuessentpotenzial dra war an och erwaart gouf. Dat sinn déi véier Segmente, déi Der kennt: de Geschäftstourismus, de Kulturtourismus, den Tourismus am ländleche Raum an eben och de Bannentourismus.

2001 gouf, an net fir d'lescht, am Kontext vun dár deemolegs Interpellatioun vu mengem Deputiéierte-kolleeg Robert Garcia eng Evaluationsetüd gemaach vun dem Europäischen Tourismus Institut vun Tréier, am Oprag vun der Regierung. Deemoools gouf eng Evaluation an och eng Rei Propositiounen gemaach, wéi eng zukünfteg touristesch Entwicklung kenne am Grand-Duché weidergoen.

Wat d'Émsetzung vun deem Tourismuskonzept zénter dem Ufank vun den 90er Joren ugeet, sot den ETI 2001, datt et gelonge wier am Kontext Professionalisierung, mä awer och am Kontext vun der Opwéartung vun den touristesch Infrastrukturen däitlech Fortschritter ze maachen. Náischtdestotrotz gouf awer och drun erénnert, datt d'Professionalisierung an de Regionen nach wichtig wier an net ofgeschloss ass.

Här President, ech erénnern drun, datt mer op nationalem Plang zwee Haaptacteuren am Tourismus hunn, wann ech mol de professionelle Secteur op der Sait loassen: Engersäits de Ministère mat deem politesche Volet, wou den Tourismus allgemeng gefördert gétt, an och am Kontext vun gesetzlechen a reglementäre Kader; dann aneres den ONT, deen als national Vermaartungsorganisatioun op nationalem Niveau awer och op internationalem Niveau gellt an och um Terrain vun der Angebotsgestaltung aktiv ass. Laut Statuten ass den

Eng kloer Aufgabendeelung an der Tourismuspolitik, dat ass eng Saach, déi wichteg ass. Wat mer awer zousätzlech brauchen, an dee Plädoyer hunn ech scho viru Jore gehal, dat si professionell regional Strukture fir eng méi koordinéiert Virgoensweis, datt mer d'Kräfte bündelen an de Regiounen, an och eng vernetzte Kooperatioun vun den Acteuren, souwuel op éierenamtlechem Niveau - déi Leit, déi an de Syndikater, an an den Ententen an doriuwer eraus d'Aarbecht maachen -, a virun allem awer och op haaptamtlechem Niveau, wann een déi verschidde Coordinateurs touristiques hält. An zwar wëlle mer esou eng Struktur an all touristescher Regiou zu Lëtzeburg.

Den Norden, an deem fir d'éischt esou eng Struktur mat deem provisoireschen Numm «Centrale touristique régionale des Ardennes luxembourgeoises» soll entstoen, ass vun dohier och predestinéiert, well hei scho méi laang dräi Enttë ganz enk um Niveau vun hire Presidenten, um Niveau vun hire Coordinateuren zesummeschaffen. Déi Kooperatioun garantéiert am Fong den Erfolleg vun esou enger Struktur an der Zukunft.

Dès Struktur soll op enger Platz am Norden zesummegezu ginn. Et soll d'Form vun enger A.s.b.l. kréien, mat engem Conseil d'administration, wou dann och all d'Acteure vertruede sinn, déi regelméisseg matenee schwätzen, matenee plangen: déi dräi Ententen ESIN, ESILAC, ESIMSO; d'Gemengen; d'Naturparken; de Secteur professionnel mat der Horesca, Campri-lux an esou weider; an awer och als Observateur dann den ONT respektiv d'Animation culturelle. Nach sinn d'Froen net all beäntwert. Awer de Prinzip ass net némmen akzeptéiert, de Prinzip gëtt begréisst vun alle Säiten, a virun allem och - dat ass mir wichteg - vu professioneller Säit.

Eng Fro ass sécher och d'Finanziering vun esou enger Struktur. De Ministère wëllt sech per Konvention engagéieren. D'Gemenge wëllen datselwecht maachen an hunn an de Stied an den Naturparken een Euro par tête d'habitant virgesinn. An och de professionelle Secteur wëllt sech hei abrénggen.

Bleive mer ee Moment bei de Suen. Och déi Fro stellt sech émmer erém nei, besonnesch wann d'Gemengen a méi Déppen müssen abezuelen: Engersäits an hire lokale Syndicat d'initiative, an d'Entente, an den ONT, an eng nei Struktur an der Regiou, eventuell och nach een Naturpark. Da stellt sech d'Fro, ob mer net definitiv müssen op de Wee goen, datt mer ee Modell zu Lëtzeburg kréien, fir eng Taxe de séjour respektiv eng Taxe touristique. Déi Fro ass jo och scho viru Joren opgeworf ginn. Ech erénnere mech un eng Motioun vum Kolleeg Robert Garcia, deen ech virdrun ernimmt hunn, a wou mer dann dunn am ONT och d'Aarbecht gemaach hu fir ze kucken: Wat gëtt et? Wéi eng Méiglechkeete gëtt et vun Taxen? Wéi gëtt dat am Ausland gehandhaabt, an esou weider, an esou fort?

An ech muss soen, datt et deen mools net méiglech war op ee Resultat ze kommen. Dowéinst wollt ech haut och nach eng Kéier proposéieren, via Motioun, fir mam Syvicol, wann dann deen neie Comité steet, zesummen ze kucke méiglechst séier ee Modell ze fannen. Well soss geschitt dat, wat ech schonn am Viraus gesot hunn, datt mer dann herno, ech soe mol, 116 verschidden Taxes de séjour kréien, oder 114. Well d'Stad Lëtzeburg respektiv och Néngsen huet eng. Et sinn aner Gemengen am Gespréich fir esou eng Taxe de séjour, fir datt mer do eng Virgoensweis kréien, déi Kapp a Fouss huet.

Duerfir wollt ech, Här President,...

(**Interruption**)

...entschëlleget, Madame Présidentin,....

**Mme le Président**.- Jo, d'Présidence huet geännert. Dir konnt dat net wëssen.

**M. Marco Schank (CSV), interpellateur**.- Très bien. Ech géi lech dann déi Motioun hei viruginn, wou mer froen, datt d'Diskussion iwwert d'Afierung vun enger Taxe de séjour an Zesummenaarbecht mam Syvicol soll relancéiert ginn.

#### **Motion 2**

*La Chambre des Députés,*

- constatant que les flux et activités touristiques saisonniers, généralement considérés comme de confortables sources de recettes pour les communes qui les accueillent, nécessitent de la part des communes des investissements extraordinaires et des dépenses qui se répercutent également au niveau du budget ordinaire des communes;

- constatant que maintes communes participent depuis longtemps au financement de structures touristiques locales, régionales et nationales;

- constatant que plusieurs pays européens ont instauré une taxe de séjour pour compenser les dépenses supplémentaires liées aux activités touristiques et promouvoir de manière plus professionnelle celles-ci;

- considérant que le produit d'une taxe de séjour permettrait aux communes de couvrir une partie des dépenses auxquelles les exposent leurs activités touristiques;

- soucieuse que les recettes d'une telle taxe de séjour au Luxembourg soient affectées au secteur du tourisme;

invite le Gouvernement

- à approfondir et à mettre à jour l'avis et l'étude de l'Office national du Tourisme sur l'instauration d'une taxe de séjour ou taxe touristique;

- à se concerter à cet effet avec tous les agents du secteur touristique;

- à relancer en coopération avec le Syvicol et au niveau du Conseil supérieur des finances communales la discussion au sujet de l'introduction d'un modèle de taxe de séjour.

(s.) Marco Schank, Marc Angel, Claudia Dall'Agnol, Henri Kox, Robert Mehlen.

Ee wessentlechen Aspekt bei der Afierung vun esou enger Tax ass natierlech, datt d'Sue sollten zréck an d'Tourismusförderung fléissen.

Mer kenne jo soen: Lëtzeburg ass och ouni esou eng Tax e Land, wat deier genuch ass. Mir sinn en Héichlounland. Abee, als Contre-partie zu esou enger Taxe de séjour kann ee soen, datt den öffentlechen Transport zu Lëtzeburg fir d'Touriste gratis ass op alle Réseaux, wa se beispillsweis d'Luxembourg Card kafen, déi am Verglach iwwregens mam Ausland wesentlech méi präiswäert ass an och ganz vill bitt eigentlech. Si bitt och iwwer Lëtzeburg eraus an der Groussregiou eng ganz Rei Attraktiounen.

Selbstverständlichkeit wollt ech och nach e puer Wuert soen zu deene véier Segmente, op déi den Tourismus axéiert ass:

- Bei eis ass et de Geschäfts- a Kongrestourismus, deen haapt-sächlech an der Stad stattfënnt; awer net némmen, wann ech Munneref kucken, wann ech lechter-nach kucken an eventuell nach anerer. Et ass e ganz wichtige Pilier. Émfroe vum ONT hu gewisen, datt den Undeel vum Businesses-tourismus am landeswáiten Duerch-schnëtt op zirka 46% geschat gëtt. Dat ass eng Émfroe, déi mer d'lescht Joer gemaach hunn.

Gott sei Dank no engem Déipunkt - no den terroristeschen Uschléi 2001 - an och no enger schwiereger Konjunktur weltwáit kann ee

soen, datt sech eppes deet, datt mer eng Erhuelung vun der Konjunktur hunn, wat sech positiv - dat mierke mer - op de Businesses-tourismus auswierkt. Mir kénnen net némme vun enger Stabiliséierung, mir kénnen och vun enger Verstärkung vun där Entwicklung schwätzen. An de Statec - dat ass och nach eng interessant Zuel - huet den direkten Impact vun der Présidence d'lescht Joer op net manner wéi 24.000 Iwwernuechtinge geschat.

- Een zweete Pilier niett dem Geschäftstourismus ass dee vum Kulturtourismus. Do sinn, mengen ech, och nach ganz vill Reserven dran. No 1995 stéet elo 2007 d'Kulturjoer virun der Dier. D'Zesummenaarbecht vum Tourismussecréteur mat der Kultur ass esou dense wéi nach ni. Dat kann een aus Erfahrung soen. Mir verfügen iwwer aussergewéinlech Infrastrukturen. Haiser wéi d'Philharmonie, Neumünster oder och elo de Mudam, schaffe ganz gutt mat an hunn och d'Wichtegkeet vun där touristescher Démarche erkannt. Dat ass wesentlech. Aner Haiser fokaliiséiere sech op den interne Marché. Eng gutt Saach wier et och eis Kulturhaiser, Muséeën, Theateren an och d'Festivale verstärkt unzeree-gen, mat op spezialiséiert Salonen ze goen, a fir och an international Reesprogrammer mat eranzekommen. An deem Kontext wollt ech och d'Fro stellen, ob et net sénnvoll wier, hei entspreechend Ureizer ze schafen, datt dat och geschitt.

Schonn 1993 huet den ONT sech agesat gehat fir d'Schafe vun enger Incoming-Agence. Den ETI huet datselwecht gefuerdert. Etüden hunn deemoos zwar gemengt, datt de Marché vun eisem Land ze kleng wier fir sou eng Infrastruktur op d'Been ze setzen. Deemo hunn eng Rei vu Gesellschaften dann och probéiert, fir niett aneren Aktivitéiten Incoming-Aufgaben ze iwwerhuelen. An 1994 ass och d'Journée nationale vum Incoming geschaf ginn.

Elo fir 2007 hu mer sou eng Incoming-Agence, déi bei engem be-stoenden „tour operator“ ugesiedelt ass an doduerch, datt se d'Grande Région mat abezitt, profitéiert Lëtzeburg vun neier Attraktivitéit zum Beispill vis-à-vis vu Metz oder vun Tréier, an d'Konkurrenz vun den Offrants an der Regiou ass méi grouss, wat fir de Client méi interessant ass.

D'Incoming-Agence schaft Arrangementer, zum Beispill de Vol, den Zuch, d'Rees op Lëtzeburg, den Hotel, Attraktiounen an Animatiounen, déi se un aner Revendeuren an direkt Clienté weiderverkeeft, a si garantéiert och iwwer Assuran-zen d'Leeschungen, déi offréiert ginn, iwwerwaacht dat Ganzt um Terrain, rechent mat de Partner of a mécht mam ONT oder ouni den ONT och hir Promotioun.

Si ass fräi selwer Attraktiounen ze schafen, wéi zum Beispill déi „Hop on - Hop off“-Bussen, de Péitruss-Express, an aner Beispiller ginn et vun där Zort. Si ka sech am Incentive-, Kongress- oder Kulturtourismus spezialiséieren.

Et soll een haart driwwer nodenken ob een net Intérêt hätt, déi Agence an en nei ze schafende Gremium mat anzebanne, an deem de Ministère du Tourisme, den ONT, d'Horesca, d'Luxair, d'CFL, Luxembourg Congrès an natierlech den LCTO, d'Luxexpo asw. vertruede wieren. Doduerch wier dës Agence sech net eleng iwwerlooss, mä och weider encadréiert, sou wéi d'Beispill vun 2007 et weist.

Et wier och wichteg, datt d'Erfahrunge vun der Promotioun vum Kulturtourismus net géinge verluer goen. Scho virun zwee Joer huet en Audit, deen den ONT gemaach huet, drop higewisen, datt een de

Marketing a Richtung Promotioun vum Kulturtourismus soll a wéllt konsequent ausbauen.

Och fir d'Erleedege vun deem Programm, deen déi nei ETI-Etüd iwwert de Kulturtourismus propo-séiert mat deenen iwwer 20 Moossnamen am kulturelle Beräich wéinstens, wier et net schlecht, wann een 2008 Moyenen hätt fir d'Leit vun 2007 ze halen. Wann den Know-how do ass a wa Relatiounen opgebaut sinn, däerf net alles an ee Koup falen, fir datt een erém muss bei null ufänken.

**(M. Laurent Mosar prend la Présidence)**

Duerfir wollt ech eng zweet Motioun eraginn, Madame Présidentin, pardon, Här President - ech hunn awer keng Chance -...,

**M. le Président**.- Et ass awer och net einfach haut de Mëtten, Här Schank!

**M. Marco Schank (CSV), interpellateur**.- Et ass net einfach.

...wou ech froen, datt engersäits Mesuré solle geholl gi fir d'Koordinatioun téschent deenen eenzelne grenziwwerschredenden Acteuren ze verbesseren, datt een den Dialog téschent de Partner weiderféiert - wat ech virdru gesot hunn - iwwer 2007 eraus a sech d'Moyené gëtt, datt een déi Strukture vu Koordinatioun a vu Kooperatioun mat der Incoming-Agence iwwer 2007 eraus kann operecht erhalten. An ech wollt déi Motioun hei viru-ginn.

**Motion 1**

*La Chambre des Députés,*

- saluant le fait que le Luxembourg, ensemble avec la Grande Région, sera «Capitale européenne de la Culture 2007»;

- constatant que des ressources financières d'envergure ont été dégagées pour en assurer le bon déroulement;

- constatant que différentes structures de coordination et de coopération ont été spécialement mises en place pour élaborer des concepts culturels et touristiques transfrontaliers;

- considérant que ces structures peuvent contribuer à l'avenir à un nouveau mode d'échange transfrontalier au niveau de la culture et du tourisme;

- considérant que les structures ainsi mises en place doivent rester opérationnelles au-delà de l'année culturelle 2007;

invite le Gouvernement

- à prendre des mesures pour améliorer la coordination des différents acteurs touristiques et culturels nationaux et transfrontaliers;

- à assurer que la coopération transfrontalière en matière de tourisme, voire de culture ne se cantonne pas à l'année culturelle 2007 proprement dite;

- à se donner les moyens nécessaires afin que les structures de coordination et de coopération susmentionnées ainsi que les acteurs touristiques de la structure «incoming» puissent poursuivre leur travail au-delà de l'année 2007.

(s.) Marco Schank, Marc Angel, Claudia Dall'Agnol, Henri Kox, Robert Mehlen.

Dann nach ee Wuert zum Tourismus am ländleche Raum, zumindest wat den Hébergementssecréteur ubelaangt. Do ass et esou, datt an deene leschte fénnef bis sechs Joer eng gewësse Saturatioun bei der Klientell festzestelle war. Wat d'Vakanzenhaiser am ländleche Raum ubelaangt, do ass d'Offer téschent 2003 an 2006 vun 143 op 107 Haiser erofgaangen. Bei der APTR gouf et eng Regressioun vun 23%.

D'Problemer sinn deelweis den Nouwess awer och deelweis d'Feele vun der Demande an domat geet

natierlech automatesch den Asaz vun den Ubudder zréck. An d'Fro, déi sech elo stellt, ass déi: Soll oder kann een do géigelen, well een déi Offer awer brauch?

Ech wollt awer zum Tourismus am ländleche Raum och soen, datt e ganz wichteg Argument d'Schafe vun eventuell engem weideren Naturpark ass; ech denken do un de Mëllerdall. No der Öewersauer an der Our mierke mer, datt dat en exzellent Instrument ka sinn, fir eng Regiou net némme touristesch weiderzeentwéckelen, mä och landwirtschaftlich, handwirklech, ekonomesch a kulturell. Insgesamt kann een domat eng Regiou opwàerten an d'Kréiere vun engem Naturpark, mengen ech, ass en exzellent Werbeargument. An ech weess, datt an deenen neie Schäffen- a Gemengeréit am Mëllerdall Bestriewunge sinn, fir an d'Richtung vun esou enger Kreatioun ze goen; do ass de Moment ganz vill Intérêt.

Ech wollt och dozou soen, datt d'Valoriséiere vun eisem geschichtlechen, architektoneschen, kulturellen agelieften Patrimoine e ganz wesentlechen Deel ass vun eisem Tourismus; ech denken zum Beispill un den Domaine touristique vu Munzen am Norden, un de Fond-de-Gras am Süden oder och un d'Leekollen zu Uewermaartel. Et gëtt nach aner Beispiller selbst-verståndlech.

Ech wëll och d'Wichtegkeet - an dat ass e Punkt, dee mer um Häerz läit - vum professionelle Guidage eraussträichen, datt eis Touriste professionell betreit ginn. An do gëtt et scho ganz sénnvoll Initiativen, wéi d'A.s.b.l. Guides des Ardennes. Émmerhin hunn 2005 33 Guiden 800 Gruppe mat 22.500 Touriste guidéiert, Tendenz steigend. Ech mengen, datt mer hei an der Stad ongefíer bei 5.000 bis 6.000 Gruppen d'Joer leien.

Wat d'Campingplazen ugeet, stellt een eng weider substanziell Verbesserung a Richtung Qualitéit fest. Vill Campinge beméie sech beispillsweis ém den Ecolabel. Niett enger méi staarker Erschléisung vum Campingcar-Tourismus, dee gemaach gëtt, brauche mer och eng Aart Hotelzëmmertandard op de Campingen a professionell Animation souwisou.

Och um Niveau Camping ass eng manner rigid Klassifizéierung - wou net némme d'Hardware mä och d'Software gekuckt gëtt - sécher sénvvoll, wat zu engem weidere Saut qualitatif feiert. D'Verloune vu Mobilhomeén a Caravanen op de Campinger läit weiderhi staark am Trend.

A wat mer am Kontext vun dem Campingtourismus nach afält, dat ass, wourobber de professionelle Secteur ganz dacks hiwest, nämlech d'Fragilitéit vun eisem Tourismus a Saachen Indoor-Aktivitéiten.

An do stellt ee sech effektiv d'Fro ob een do iwwerhaapt kann Akzenter setzen, ob vu staatlecher Säit ka ganz vill geschéien, well mer jo awer do och u privat wirtschaftlich Investissementer denken; obwuel wa mer de Kanton Réide beispillsweis kucken, do hunn d'Gemengen eng Initiativ geholl, fir awer eng ganz attraktiv Schwemm opzerichten.

Do si mer elo bei den Erlebnisbäder, déi déi lescht Jore staark am Gespréich sinn. Deelweis sinn nei Siten a Projeten am Gespréich, mä esou richteg geschitt näisch. Ech wollt awer op déser Plaz verroden, datt elo ee ganz konkrete Projet soll realiséiert ginn an zwar zu Heischen, wou dee gréissste Camping aus dem Land e Projet vun engem 3.500 m<sup>2</sup> groussen Erlebnisbad mat entspreechende Schikane wëllt maachen. Dee Projet ass sprochräif a soll am Hierscht der Öffentlechkeet presentéiert ginn.

A puncto Indoor-Aktivitéite wollt ech och nach eng Kéier d'Fro stellen, wéi wäit de Projet vun dem Schlass zu Bierg ass, fir et zougängeg ze maachen, well mer och

mengen, datt dat ee Projet ass, ähnlech wéi de Palais hei an der Stad, wat jo eng Initiativ vum Haff selwer war an ech mengen och, dass dat kénnt e ganz groussen Incentive sinn am touristesche Secteur.

Zénter Ufank vum leschte Joer ass och en neit Internetportail fir den Tourist, deen op Lëtzebuerg kénnt - oder och den inlänneschen Tourist -, opgaangen. Fir all Typ vun Hébergement ass eng Informations-, eng Réservierungscentral entstanen, natierlech an Zesummenarbeit mat dem Secteur. Sämtlech Broschüre stinn do a véier Sprooche fir downzelueden zur Verfügung.

En anert wichteg Instrument, wat awer eng Erfollegstory ass, dat ass d' „Luxembourg Card“, wou mer e kräftegegen Zouwuess vu Joer zu Joer hunn a wou een och eng besser Notzung vun där All-inclusive-Formule ka virunentwéckelen, besonnesch mat deem grenz-iwerschreidenden Aspekt, deen ech schonn ernimmt hunn.

Dann ee Wuert zu engem Beräich, dee sécher nach ausbaufäeg ass. Dat ass de Gesondheets- an de Wellnessberäich, dee jo immens am Trend läit an dee sech och net schlecht zu Lëtzebuerg entwéckelt. Déi Hotelen, déi hei investéiert hunn, hate Recht dat ze maachen. Den Domaine thermal vu Munneref huet beispillsweis dat lescht Joer am Beräich „Bien-être“ ém 9% zougeluecht an do sollen zousätzlech Investitiounen am Summer dobakommen, fir déi positiv Tendenz ze verstärken. An an deem Kontext gëtt et och eng interessant Zuel: Munneref als Uertschaft huet bal 50% vun all den Nuittéeën vun der Musel - 48,70% insgesamt.

E kuerzt Wuert, obwuel dat e wichteg Segment ass, zum Vélostourismus, wou mer jo iwwer 500 km Vélosweeér hunn, wou och an der Vermaartung selbstverständliche nach Verbesserunge méiglech sinn; awer och wat d'Verkafé vun der Formule vum Radwandern ubelaangt, mengen ech, kann ee sech nach besser verkafen.

An och d'Formule vum Wandern ass ganz sécher net ausgereizt. Besonnesch kann ee verstärkt den Erliefnischarakter ervirsträiche mat dem Patrimoine, deen een dem Tourist weist, an och am Nordic Walking an an anere Forme vu Wandertourismus si sécher nach Reserven.

Ee Wuert zu de Pauschalreessen, déi gewannen no engem Réckgang 2001 erém u Bedeutung. Et gëtt och vun engem grousse Potenzial, Wuesstumspotential do geschwat. D'Pauschalrees wäert an der Zukunft och émmer méi flexibiliséiert ginn, well d'Buchung iwwer Internet zouhëlt. Zu engem Deel ass den Trend am Kontext vun de Pauschalreese ganz däitlech a Richtung Baukastenreessen, dat heesch, datt eng individuell Gestaltung vun de Pauschalreese stattfinnt.

Just och do eng Zuel: Ee vun deene grousse Reesveranstalter, Kras SterVakanties, ass eleng fir 35.000 Iwwernuechtungen zu Lëtzebuerg responsabel. Eisen einheimesche Betriber ass kloer, dass mindestens een Deel vun hirer Zukunft iwwert déi Formule vun de Packagen leeft. Et soll ee vun deem Trend vun den All-inclusive-Offere profitéieren, also esou engem Mix téschent Point d'attrait, Gastronomie, Kultur, Sport an Natur. A sou Packagé müssen natierlech zu attraktiven an och kompetitive Práisser verkaaft ginn.

Ech wëll nach ee Moment bei de Betriber bleiwen. D'Qualitéitsmanagementer sinn e wichtegen Thema, wat och scho virun engen Réi vu Jore besonnesch vum ONT an d'Diskussioun bruecht gouf, an do ass elo am Kader vu engem entspreechenden Aarbechtsgrupp vun der nationaler Tourismuskommision eng Démarche geschitt,

wou ee sou genannte Q-Label nom Schwäizer Modell ageféiert soll ginn. Ech huelen un, datt de Minister herno eppes wäert dozou soen.

Op jidde Fall ass et wichteg, dass déise Label, deen d'Evaluatioun vun Hard- a Software beinhalt, basiert op engem Grondprofil, mat engem Sondage bei Mataarbechter a Clienten, an natierlech och enger Kontroll op Basis vun esou genannte „mystery checks“.

Eis Betriber wäert och interesséieren, datt a puncto Fiche d'hébergement e Projet de loi virläit.

Firwat nach eng Kéier sinn déi Fiches d'hébergement esou wichteg? Si si wichteg, well wann een intelligente Marketing wéllt maachen, da brauch ee virdrun eng uerdentlech Maartfuerschung. An eng Maartfuerschung kann een némme maachen, wann een entsprechend Donnéeën huet, fir Réckschlëss ze maache wat d'Besoiné si vun eise Visiteuren. An dat hänkt ebe ganz enk mat de Fiches d'hébergement zesummen, déi méi wéi 20 Joer net iwwerschafft goufen, an elo lält dann eng Léistung um Dësch. Ufanks Mee huet de Minister een entspreechende Projet de loi déposéiert; déi zoustänneg Chamberkommission wäert am Hierscht dorriwwer befannen. Mir hoffen, datt dat Ganzt am Januar 2007 kann ulafen. Selbstverständliche gëtt et och hei eng Application informatique.

Dann, wat d'Klassifizéierung vun den Hotelen ubelaangt, gëtt et och eng nei Démarche, nodeem dass Holland aus der Benelux-Klassifikatioun erausgeklomm ass. Nei wier och hei nach eng Kéier datselwecht, nämlech datt net némme d'Infrastrukturen eng Roll spille bei de Kritären, mä och d'Déngschleeschtungen an och d'subjektiv Kritären, wéi zum Beispill ob en Haus propper ass an ob d'Fréndelechkeet do herrsch. Ech huelen un, dass zu dár Klassifizéierung och de Minister ee Wuert seet.

Ech wollt eng Iddi opgräife vun dem ETI, wat ech eng ganz gutt Iddi fannen, nämlech d'Afierung vu engem touristeschen Innovatiounspräis fir Projeten, déi innovativ Weeér am Tourismus opweisen. All Joer kénnt een zum Beispill no engem speziellen Thema do ee Betriber oder méi priméieren. Op déi Manéier kíent een nieft dem Gewënner och innovativ Konzepter a Best-practise-Beispiller dobausse virstellen.

Da wollt ech ofschléissend soen, datt den touristesche Secteur d'Regierung énnerstëtzzt an hirer Démarche, fir d'nächst Joer eng grouss Marketingsoffensiv zesumme mat der Confédération du Commerce ze starten, fir Lëtzebuerg zur éischter Akafadress an der Groussregioun ze maachen. Och wa Lëtzebuerg een Héichlounland ass, hu mer awer eng nidreg TVA, mat dár ee méi bewosst soll wirtschaften.

Dat huet de Premier gesot den 2. Mee hei an der Chamber, an en huet och ee Saz gesot, dee mir ganz gutt gefall huet: „Mir mussen eis bewegen, ém all däitschen, belschen a franséische Client kämpfen, gutt Práisser ubidden, een Tram duerch d'Stad fuere losseen, fréndlech sinn am Geschäft an op der Strooss.“ An aus esou engem Saz kénnt ech jo scho bal ee Schlusssaz maache fir meng Interventioun.

Abee, Här President, ech wollt awer nach kuerz eng Konklusioun lassginn a soen, dass et dem Tourismus zu Lëtzebuerg eigentlech net schlecht geet. Méi kompetitiv kénne mer ganz sécher nach ginn, a mir brauchen dozou selbstverständliche een däitlechen, onverwiessbare Profil fir Lëtzebuerg als Tourismusdestinatioun, eng weider konsequent Professionalisierung an alle Beräicher, Qualitéitsmanagement fir eis Betriber respektiv och fir d'Points d'attrait selbstverständliche, eng konsequent Offer am Kontext Animatioun

fir den Tourist, mat enger Berodung vun de Betriber an deem Secteur.

Mir brauchen eng konsequent Regionalisierung mat Schafe vun deene Strukturen, wéi et elo am Norde geschitt, fir all déi aner Regionen am Land, an dat ass vläicht de Mot clé am Tourismus: Mir brauchen eng konsequent Kooperatioun vun allen Acteuren. Wa mer alles dat fäerdeg kréien - dovunner sinn ech iwwerzeegt -, da wäert Lëtzebuerg als Tourismusdestinatioun laangfristeg attraktiv bleiwen.

Ech soen lech Merci.

**M. le Président.** - Ech soen dem Här Schank Merci. Als éischte Riedner ass den Här Emile Calmes agedroen. Här Calmes, Dir hutt d'Wuert.

#### Discussion générale

**M. Emile Calmes (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Kolleg Marco Schank félicitéiere fir d'Initiativ, déi hie geholl huet, hei eng Interpellatioun ze maachen, mä eigentlech hätt hien als Haaptacteur, als Haaptkoordinator, als Haaptinitiator an als zweet Hand vum Minister hei am Land a Saachen Tourismus missen niewent dem Minister do éinne sétzen, fir datt mir hien hätte kénne mat interpelléieren an hien eis op eis Froen hätt kénnen äntwerfen anstatt selwer Froen hei ze stellen.

Ech gi jo dovun aus, datt den Dialog zwéshent deenen zwee net um Nullpunkt ass, wann net, kéinte si dat och op anere Plaze maache wéi onbedéngt hei.

Ech hoffen och, datt et net just een Event war an der touristescher Héichsaison am Kader vum Summer in the City hei, mä nujee, d'Interpellatioun gëtt eis d'Geleeënheet alles erém opzefréschen, wat mer schonn 20 Joer laang hei disutéieren.

Eis selwer, awer och dem Minister, deen dat heie schonn 20 Joer begleet, an och dem President vum ONT, deen dat hei scho siwe Joer laang begleet, ass wéi gesot dat alles an Erënnerung ze ruffen, wat virun 20 Joer schonn alles propoiséiert ginn ass, wat mer kénnen, missten oder solle maachen, fir d'Situatioun vum Tourismus hei am Land ze konsolidéiere respektiv auszubauen am Senn vu engem nohaltege Qualitéitstourismus, esou wéi dat 1992 an der virgananter Etud „Strategisches Tourismuskonzept für das Gro, herzogtum Luxemburg“ vum Europäischen Tourismus Institut propoiséiert ginn ass, eng Etud, déi eng ganz Rei wäertvoll Propositionen an Iwwerleeungen enthält, fir der Tourismusbranche hei zu Lëtzebuerg nees neien Élan ze vermëtelen.

Zéng Joer méi spéit huet deesewechten ETI en Update vun déser Etud erausginn, fir ze iwwerpréifen, wat a virum allem wat net vum deemole Konzept hei zu Lëtzebuerg émgésat ginn ass. D'Liese vun désen Etuden an och vun der leschter féiert zur Konklusioun, dass eng ganz Rétsch vu punktuelle Verbesserunge gemaach gi sinn, déi mer sécherlech begréissen, mä am groussen Ganze muss een awer feststellen, dass et Lëtzebuerg haut genau wéi viru bal 50 Joer un engem touristesche Gesamtkonzept feelt, ee Konzept, dat mer awer émsou méi op Grond vun de Schwäche vun der Tourismusbranche, déi eis jo zum gréisssten Deel bekannt sinn, brauchen.

Op Grond vun der leschter Etud, déi vum ETI gemaach ginn ass, sinn dann och elo emol kloer Prioritéité gesot ginn, an et sinn och déi Verantwortlech genannt ginn, déi zoustänneg si fir d'Emsetzung vun all deene Propositionen. Donielt

goufen ee Schema an een Zäitplang présentiert, esou datt a sech déem náischt méi am Wee steet, fir all déi gutt Propositionen op d'mannst, déi gemaach gi sinn, hei émzeseten.

Et muss een allerdéngs froen, firwat datt mer émmer némme Etüde beim ETI maachen zu Tréier. Huet dat elo domat ze dinn, well d'Lëtzebuerg Regierung do Partner ass, Aktionär ass an dár Geellschaft, fir deenen domat Beschläfung ze ginn?

Ech stelle mir a sech d'Fro, firwat datt mer eis déi Etud, déi vum ETI gemaach ginn ass, net vun engem aneren, Externen auditéiere gelossen huet, fir vläicht méi een neutralt Bild dorriwwer ze kréien. Et ass gelungen, dass, wann ee Betrieb déi Propositionen gemaach huet, e sech da finalment nach selwer auditéiert a selwer kontrolleert oder selwer jugéiert oder kritiséiert. Ech mengen, do muss ee sech fir d'Zukunft awer vläicht iwwerleeën aner Weeér ze goen.

Nun, am Virfeld hu mir eis dann och mat den Acteuren aus der Tourismusbranche énnerhal, an do kritt ee gesot, datt global gesinn et ém den Tourismus zu Lëtzebuerg awer net allze schlecht stéet. Wann een duerch d'Stad tréppelt oder lechternach oder Klierf oder Veianen oder wat och émmer, ech mengen, da kann ee sech iwwerzeegen, datt nawell vill Leit do sinn.

Mä ech mengen, dat soll awer net dorriwwer ewechäuschen, dass et och an deem Beräich hei eng Rei Problemer gëtt, eng Rei Saachen, déi net esou gutt lafen. Esou muss ee sech énner anerem bewosst sinn, datt een Deel vun deene gudden Zuelen, déi d'Gastronomie an och d'Hôtellerie zum Beispill 2005 verzeechne konnten, hire Schwong net onbedéngt an enger staarker, attraktiver Tourismusbranche hatten, mä aner Ursachen haten - an de President vum ONT huet dat elo hei gesot -, an oft Evenementer, wéi zum Beispill d'EU-Présidence, dat waren. Dat huet derzou bägedroen, datt déi Zuelen dach awer gutt ausgesinn hunn.

Eng vun de Schwäche vun dem Lëtzebuiger Tourismus ass a bleift natierlech d'Ofhänggekeet vum Wieder, virun allem am Beräich vum Campingtourismus, wéi zum Beispill 2005, och wann dat och net esou dramatesch zréckgaangen ass, wéi dat déi Jore virdrun de Fall war.

D'Problemer am Tourismus am ländleche Raum beschränke sech awer net némme op Lëtzebuerg. Och aner Länner si vun déser Entwicklung betrifft. D'Ursaache vun désem Phenomen sinn natierlech ee verstärkte Städte tourismus an d'Opkomme vu Last-Minute-Offerten a vu „low-cost carrier“ an deene leschte Joren.

De Marco Schank huet déi véier Beräicher schonn hei genannt am Virfeld, mat deene sech den ETI beschäftegt huet. Ech wëll och vläicht e puer Wieder dozou soen, énner anerem zum Geschäftstourismus. De Konferenz- a Geeschäftstourist basiert sech de Moment - an dat ass vu mengem Virriedner hei gesot ginn - praktesch némme op d'Stad Lëtzebuerg. An dat ass am Fong geholl schued, well et ginn och nach aner Méiglechkeiten an deem Land hei, fir Konferenzen oder Seminaren ofzehalen. Et misst een och vläicht drun denken déi an déi Offerte hei mat eranzehuelen.

Generell geet et drëm, datt Offerté geschafe ginn, zesumme mam Gastronomies- an Hotelliersberäich, déi aus Lëtzebuerg en attraktive Kongressstandort maachen. Et musse Packagen opgestallt ginn. D'Leit solle ganz einfach d'Geleeënheit kréien an notzen, fir un hire geschäftlechen Openthalt zu Lëtzebuerg een interessante verlängerte Weekend bei eis drunhänken.

Esou Formulé sinn awer némme méiglech, wann eis Hotelen och

zesumme mat internationale Partner ähnlech Offerten ubidden. An anere Wieder, dem Kongresstourist d'Propos maachen, datt e vu sengem Hotel an der Stadt aus einfach a schnell een Zémmer fir en, zwee Deeg op der Musel, am Mëllerdall, am Eislek oder soss iergendwou hei am Land ka kréien. «Luxembourg Congrès» ass de Moment de ma, geblechen Acteur an désem Beräich hei zu Lëtzebuerg. Ob déi Gesellschaft elo aktiv genuch ass oder net, an ob se aktiv genuch un internationale Foiré vertrueden ass fir de Standort Lëtzebuerg dobausse richteg ze vertrieben, dat sief emol dohiner gestallt.

An ech mengen, datt een hei awer ganz sécher nach ee klengen Effort ka maachen. An et ass eis an deene Gespréicher op d'Beispill vun der Stad Glasgow higewise ginn, déi sech voll dorop konzentriert huet an de Rendement och direkt erfuer huet, andeem datt hire Kongresstourismus sech praktesch verzéngfacht huet. Dat ass also ee Volet, deen ze förderen ass.

De Bannentourismus ass hei genannt ginn. Ech mengen, de Bannentourismus an énner anerem dann och den Dagestourismus zu Lëtzebuerg sinn allze oft énner-schat ginn. Iwwert den Dagestourismus zum Beispill ass eis gesot ginn, datt ee keng Zuele weider dorriwwer hätt, an datt een duerfir dat relativ schlecht kíent analyséieren. Dofir mengen ech, musse mer versichen den Dagestourismus ze erfaassen, well däers gëtt et jo awer wahrscheinlich ganz vill hei. An deen ass och ganz wichtig fir d'Restauratioun hei zu Lëtzebuerg. An ech mengen och, datt mer fir den Dagestourismus, a virun allem fir de Bannentourismus, missten Efforté maachen an nei touristescher Attraktiouen an deem Land hei schafen. Dat ass net némme gutt fir d'Lëtzebuerg, mä et ass och gutt fir déi auslännesch Touristen.

Et muss eis geléngéen de Lëtzebuerg verstärkt Ureizer ze bidden, fir och emol ee verlängerte Weekend hei zu Lëtzebuerg ze verbréngen. Ech si mer bewosst, datt een dofir déi néideg Infrastruktur och muss fannen. A vläicht kénne mer och net alles hei henn. Mä ech mengen, datt awer an dár Hisicht eng Partie Propaganda oder Prospektiouen ka gemaach ginn.

Den Tourismus am ländleche Raum ass sécher ze développéieren. De Marco Schank huet dat virdrun hei ernimmt. Et ass just an désem Raum, wou d'Zuel vun den Hotelen zréckgeet. All déi, déi verluer gaange sinn, sinn am Eislek respektiv am Mëllerdall verluer gaangen, wou dat praktesch lauter kleng Familljebetriben waren, déi vun déser Entwicklung betrifft si ginn, ouni ze schwätze vun all deenen, déi vu Chineesen iwwerholl gi si respektiv wou och drop zréckgegraff ginn ass, fir Flüchtlinge eranzehuelen.

Ech mengen, wann een déi och nach alleguer mat a Betracht zitt, da gesäßt et ém d'Hotelsbranche an désen zwou Géigende wierlech net gutt aus. Wéi een deen Trend hei kann entgéintwierken? Ech mengen, et muss een nei Perspektive schafen, fir datt Leit Appetit a Courage kréien, sech ze etabléieren.

Et muss een allerdéngs soen, datt een dat do och net forcéiere kann. Effektiv si potenziell Investoren do, mä déi sinn awer rar. Mäi Virriedner huet hei ee Beispill elo genannt, wat dann do uewen am Eislek énner Émstänn soll kommen. Am Virfeld vun deem waren aner Projeten do, vun deenen een awer an der Zwéshenzäit hei náischte méi hériert. Firwat datt sech net méi interessante virfannen, huet dat dermat ze dinn, datt Lëtzebuerg awer net interessant genuch ass, oder datt, wéi d'ETI hei seet, de Förder-system net differenzierert a spezifisch genuch ass? Ech mengen, och dat misst een a sech kucken.

Et muss een och vläicht drun denken, wann déi Situations sech mat den Hotelen net verbessert am ländleche Raum, ob een dann net awer op een Tourismus kann zréckgräifen, deen och eng Záit am Gespräch war, dee mer awer an der Zwëschenzäit vergiess hunn, nämlech dee vun esou engem Genre «Center Parcs».

Ech hunn elo gelies hei an enger Zeitung - ech hu mer vergiess dropzeschreiwen, wéi eng et war - vun dem Conseil général de la Moselle, Conseil régional de Lorraine, deen zum Beispill e Kontrakt, eng Absichtserklärung énnerschriften huet mam Grupp «Pierre et Vacances», fir dann esou ee Vakanzenduerf hei an der Lorraine ze maachen. Dat ass relativ no bái. Och dat, mengen ech, muss een énnerischen.

Well soss mécht et nämlech kee Wäert an deem Raum do nach weider Naturparken ze schafen oder d'Förderung vun Naturparken esou grouss ze maachen, wann d'Retombéeën null sinn. Wa keng Hotel méi do sinn, wou d'Leit ginn, oder si keng Restauranté méi do, ech mengen, da mécht déi ganz Investitioun net vill Senn. Duerfir muss dat Ganzt awer hei koordinéiert ginn.

Am ländleche Raum spilt aller-déngs de Campingtourismus ee ganz wichtegen a grousse Rôle. Emmerhi mécht de Campingtourismus awer 40% vun den Nuitéeën hei am Land aus. An ech mengen, hei soll ee sech och Gedanke maachen, fir dem Phenomeen entgéintzwerken, an dem Campingtourismus a sech ze héllefien, deen extrem ofhängig vum Wieder ass. Do sinn et der, déi dat selwer kenne maachen. Et sinn der, déi net grouss genuch sinn, fir dat ze maachen. An ech mengen, do muss ee kucken, datt Investitiounen an déi Géigende kommen, déi dem Campingtourist och bei schlechtem Wieder erlaben énnerdaach ze kommen.

Ech huelen d'Beispill aus eegener Erfahrung vun eiser Piscine zu Réiden, déi mer e bëssen op esou eng Fräizäitschwemm ausgerichtet hñn, an ech kann lech just soen, datt esoubal wéi d'Hollänner do sinn, mir dár Leit ganz vill hñn. An déi kommen eben aus dem Éislek gréissendeels aus engem ganz, ganz breede Raum. Deen Invest huet sech effektiv an dár Hisicht och bewäert. Net némmin, datt mer 40% bësch Clienten hu vu Virtion hier an Arel dohinner, mä och déi Leit vun de Campinge kommen dohinner.

Campingsbetrib - an dat hu mer och ze héiere kritt - musse sech permanent moderniséieren a weiderentwéckelen. Et komme jo wahrscheinlich keng weider bái. Et kënnten der nach héchstens ewechfalen. Mä déi, déi do sinn, musse sech kënnen entwéckelen. Hei bekloen awer d'Propriétairé sech ganz oft iwwert déi laangwierig a schwéierfälleg Prozeduren, déi se da musse matmaachen, fir hire Betrib ze moderniséieren, well déi eng an der Gréngzon leien an dodurch dem Environnement ausgeliwwert sinn, net némmin den Emweltgenehmegungen, mä awer och der Kommodo-Prozedur. An dat ass heiansdo awer eng Mer à boire. Ech mengen, dat wésser mer.

An ech mengen, déi Betriben missen awer do e bësse méi Versteesdemech entgéintbruecht kréie fir Investitiounen. Nun ass den Impakt eemol do an e gëtt jo och net verschlémmt. Gemengerhand gëtt e verbessert, andeem datt Investitiounen gemaach ginn, och am Beräich vun der Emwelt. Ech kann lech a sech d'Fro stellen, firwat datt een net un ee Plan sectoriel Campings denkt. Ech weess net, ob esou eppes méiglech ass. Mä fiktiv kínt een esou eppes maachen an eng Initiativ iwwert de Ministère de l'Intérieur zum Beispill huelen an déi zoustänneg Gemenge vläicht invitieren, Zones de loisir oder Zones de Camping ze maachen an

déi an hire Bebauungsplang ze integréieren. Dat gëif natierlech évitéieren, datt déi schwéierfälleg Prozedur émmer muss iwwert den Environnement gemaach ginn.

Kulturtourismus ass de véierte Völet, wou den ETI proposiert huet aktiv ze ginn. Hei gouf nu wierklich an deene leschte Jore vill investéiert: d'Philharmonie, de Musée d'Art moderne, den Neien Theater. Dést och am Hibleck vun 2007. An elo geet et drëm - de Virriedner huet dat och scho gesot - dës Infrastrukturen ze nutzen, fir Lëtzebuerg als Kulturstandeert am Ausland bekannt ze maachen. Dést wäert eis op laang Siicht awer némmin da geléngen, wann et eis geléngt grouss Ausstellungen oder grouss Manifestatiounen op Lëtzebuerg ze kréien.

An deem Kontext kínt een zum Beispill och un d'Usiedlung vun engem Musical denken, wat jo och méiglech ass, wat jo och, mengen ech, awer eng touristesch Attraktivitéit huet.

A puncto Kulturtourismus wëll ech dann och op déi Etüd vum ETI heweisen, déi uganks 2006 erauskomm ass. Dës Etüd beschäftegt sech haapsächlech mam Fonctionnement vu Lëtzebuerg am Hibleck op d'Kulturjoer 2007. Dës Etüd, déi vum Ministère an Optrag ginn ass, huet - ass eis gesot ginn oder hu mer erausfonnt - fir grouss Opreegung énnert de concernéierten Acteure gesuergt, eíschtens, well anscheinend vill vun de Concernéierten näisch vun dëser Etüd wossten a bis haut och nach net mat hinnen driwwer diskutéiert ginn ass, an zweetens, well d'Konklusiounen vun der Etüd net mat de Bedeelegten diskutéiert an analyséiert gi sinn. Ech weess net ob dat esou ass. De Minister kritt jo herno d'Geleeënheet dat hei ze soen.

Verschidde vum ETI propagéiert Recommandatiounen sollen direkt duerchgesat ginn, sou entre autre een neie Faarfcodes fir kulturell Institutionen, wann ech dat richtig verstanen hñn. Dat Eenzegt, wat schlussendlech konkret dobäi erauskomm ass, ass d'Tatsaach, datt de «Fleuron de Culture» vum Office national du Tourisme opgrond vun der Aféierung vun déensem neie Faarfcodes, deen anscheinend net mat deene concernéierten Institutionen ofgeschwätgi war, mat dräi Méint Verspëidung erauskomm ass. Hei weist sech nees eng Kéier - an ech mengen dat soll ee sech awer zu Häierz huelen - opgrond vun dár ganzer Etüd, datt dann awer ze vill punktuell gehandelt gëtt an do dat Globaltaal aus den Ae verluer geet.

Am Hibleck op d'Kulturjoer 2007 ass et awer virun allem wichteg - an do huet d'ETI och drop higewisen -, datt déi positiv Effekter laangfristeg benotzt ginn. Opgrond vun deem wat 1995 am Kulturjoer war, mengen ech, huet ee jo Erfahrunge gesammelt, an d'ETI weist effektiv drop hin, datt dat wat een doran investéiert, dat ass jo net wéineg, wann ech némmin dat huele wat d'Stad Lëtzebuerg hei och nach do drastécht, da muss ee jo awer wéissen, datt dat laangfristeg Retombéeën hei zu Lëtzebuerg huet. Also dat wat mer do investiéiere muss jo awer, mengen ech, émmer am Verhältnis zu de Retombéeën hei sinn. Duerfir mengen ech soll ee ganz gutt oppasse wat een do mécht.

De Virriedner huet och iwwert d'Vermaartung hei geschwät, iwwert de sou genannte Marketing, an ech mengen hei sollen a musse mer eis trauen an Zukunft nei an innovativ Weeér ze goen, fir déi Dynamik, déi e Secteur wéi den Tourismus u sech mat sech bréngt, och zu sengem Virdeel ze notzen. Fir dat ze erreeche gëtt et eiser Meenung no zwou Haaptrichtungen, déi ee berücksichtegen an ausbaue muss: éischtens, keng lokal, mä eng regional Regruppéierung vun den Attraktivitéiten, an zweetens, eng gutt a professionell

organiséiert Vermaartung vun eisen touristeschen Attraktiouen. Lëtzebuerg, an dat wésser mer alleger, ass e klenjt Land, an duerfir ass et wichteg, datt een no baussen énner engem zentrale Bild optrëtt.

Am Moment ass et eíschter esou, datt den Tourist, deen op Lëtzebuerg kënnt oder komme wéllt, mat engen Wull vun Informationsmaterial iwwerheeft gëtt. E fénnt do sende vun Déplianten, Publikatiounen, Broschüren iwwer e Schlass, e Musée, eng Region, eng Sehenswürdegkeet an eisem Land. Et wär dach, mengen ech, vill méi efikass, wann déi verschidden Acteuren, ob dat Gemengen, Syndikater oder privat Organisatiounen sinn, sech géifen zesummendinn an e cohären, flotte Message géiféen ausschaffen, deen dat regroupéiert, wat mer hei zu Lëtzebuerg am Allgemengen dem Tourist ze bidden hñn.

Och finanziell gesi kínt een eng Synergie, ee positiven Impact op eng besser Vermaartung vum Produkt Tourismus hñn. Schliesslech muss ee bedenken, datt vill kleng Gemengesyndikater oder Ententeen net iwwert déi finanziell Moyene verfügen, fir hiren eegenen touristesche Räichtum optimal ervirze-sträichen. Och d'ETI weist an hire Konklusiounen drop hin, datt Synergien zwéshent deenen ezelnenen Acteuren am Tourismusberäich, a speziell och am Beräich Marketing néideg sinn, fir dës Branche op zukünfteg Eraisfuerderungen effektiv virzebereeden.

Et sollt een awer och emol driwwer nodenken, ob ee Lëtzebuerg als Land no baussen net am beschten iwwert d'Stad Lëtzebuerg verkafé soll. Duerfir, mengen ech, gëtt et eng ganz Rei vu gudde Grénn.

Den Tourismus an der Stad Lëtzebuerg mécht wäit méi wéi 50% vum gesamten Tourismus hei zu Lëtzebuerg aus. D'Stad Lëtzebuerg a Lëtzebuerg als Land ginn am Ausland oft verwiesselt. Dat féiert oft zu Konfusiounen bei den Touristen, vun deenen déi meesch just an d'Stad kommen an d'Stad kennen. Drët tens, iwwer eng zentral Vermaartung vu Lëtzebuerg iwwert d'Stad kann een Touristen, déi an d'Stad kommen, och besser fir en Ausfluch an eng aner Region vu Lëtzebuerg usprüchen. Et geet, ähnlich wéi beim Kongress- a Bannentourismus, drëm derfir ze suergen, datt de Leit Méiglechkeete vu Packagé gebueude ginn, fir zum Beispill no e puer Deeg an der Stad nach een, zwee oder dräi Deeg am Mëllerdall, op der Musel oder am Éislek ze verbréngen. Gläichzäiteg soll och d'Méiglechkeet an d'Ae gefaasst ginn, fir an Zukunft d'Vermaartung am Ausland énner e bestëmmte Théma, énner ee bestëmmte Motto ze stelle.

Wéi uganks schonn ugedeit, spilleen déi sou genannte „low-cost carrier“ émmer méi eng grouss Roll an der Tourismusbranche. Net wäit vu Lëtzebuerg ewech, zu Hahn an zu Charleroi an der Belsch gëtt et Flughäfe wou esou Fluggesellschaften operéieren. Firwat erwähnen ech dat? Och hei sinn an eisen Aen nach Méiglechkeete gi fir eng besser Vermaartung vu Lëtzebuerg am Ausland ze maachen. Wann ee weess, datt d'Leit némmin ee gewëssen, ee bestëmmte Budget fir hir Vakanz aussetzen, wa se d'Méiglechkeet hu fir kënne bei der Urees Suen ze spueren, dann hu se méi Suen iwwreg fir d'Hotelen an och aner Attraktiouen.

Firwat ginn d'Méiglechkeeten, déi Hahn oder Charleroi a puncto Vermaartung bidden, net richtig genotzt? Eng Fro, déi ech stellen. Déi Leit, déi op deene Flughäfen ukommen, sollten op d'mannst d'Méiglechkeet hñn, sech awer

iwwer een Dagesausfluch op Lëtzebuerg kënnen ze informéieren. Mëttel- a laangfristeg mussé mer eis och Gedanke maachen, ob mer net „low-cost carrier“ hei op Lëtzebuerg kënnen uflie loessen. Dat wäert mat Sécherheet keng ganz einfach Diskussioun an Décisioun ginn, bedéngt och duerch d'Problemer an der Émstrukturéierung bei eiser nationaler Fluggesellschaft, mä d'Méiglechkeeten an d'Perspektiven, déi den Ausbau vum Findel mat sech bréngt, sollten allerdéngs déi Méiglechkeet hei net ongenotzt loessen.

Ech wollt dann och an deem Senn eng Motioun hei déposéieren.

### Motion 3

#### La Chambre des Députés,

- constatant que certains déficits relevés par les études de l'ETI subsistent et risquent de porter préjudice aux efforts de porter promotion à l'étranger, notamment au niveau de la collaboration interrégionale et du marketing;

- considérant qu'il serait utile de mieux coordonner les efforts de promotion touristique à l'étranger, le cas échéant sous la responsabilité d'une unique structure professionnelle spécialisée;

invite le Gouvernement

- à proposer à moyen terme un concept de marketing de la destination touristique du Luxembourg à l'égard des visiteurs potentiels et des opérateurs professionnels étrangers, ceci dans l'optique d'une plus grande efficacité et d'une meilleure cohérence.

(s.) Emile Calmes, Anne Brasseur, Colette Flesch, Paul Helminger, Claude Meisch.

Voilà, ech géif dann elo bëssen op d'Strukturen agoen an och op déi regional Strukturen. Wann een déi ETI-Etüd e bëssen duerchliest, datt fénnt een émmer erëm doran, datt et Kooperatiounsproblemer zwéshent deene verschiddenen Acteuren gëtt. „Hemmnisfaktoren“, nennt d'ETI dat. Do steet dann: „mangelnde Kooperationsbereitschaft“ oder „mangelnde Ab-sprache und Koordination zwischen den Auslandsbüros und dem ONT und den regionalen Tourismusorganisationen“. Mir fannen och eng Tabell hei vir, wou eng nei Organisationsstruktur vun der Tourismusorganisation hei zu Lëtzebuerg presentéiert ass. Mäi Virriedner huet dat hei proposéiert.

Ech mengen, datt et wichteg ass, datt mer d'Tourismusorganisationen hei zu Lëtzebuerg restrukturéieren, déi gesamt Tourismusbranche, net némmin d'Organisationen, mä och am Intérêt vun der Vermaartung. Dat ass wichteg fir datt se méi professionell kénéne schaffen. Och wann nach haut ganz vill op fräiwëller Basis funktionéiert, mengen ech ass et net méiglech, datt de Bénovolat dës enorm Missionen vun Organisationen, Marketing a Kreatioun vu Produkter eleng ka bewâlegen. Duerfir kénéne mer all deene Recht ginn, déi dëse Secteur wëlle restrukturéieren an deem Senn fir op Offices régionaux de tourisme wëllen ze goen.

Beim Opbau vun dëse Strukturen stelle sech natierlech eng Rei vu Froen. Och wann de Virriedner hei eng Erfollegsmeldung konnt maachen a sengem Raum, wou hñn Här doheem ass, mengen ech stelle sech dach awer bei villem anere bei der Ausfierung Problemer, déi sech dach op d'mannst politesch als zimlech kompliziéiert erweisen.

Eng ganz wichteg Fro an dësem Kontext ass déi vun der Zukunft vun den Ententeen. Bleiwen d'Entente bestoen? Wa jo, wat fir eng Aufgabe falen hinnen an Zukunft zou? Wat geschitt mam Personal, dat momentan an Entente schafft? Ginn dës Leit vun den Offices régionaux de tourisme iwwerholl? Wat geschitt mat den Animateurs touristiques an dëse Regionen? Et stellt sech natierlech och d'Fro vun

der Finanzierung, an et ass dat och wat déi Leit interesséiert, déi musse bezuelen. Wie muss d'Cotisatiounen bezuelen fir den Office régional de tourisme? Wann d'Entente bestoe bleiwen, müssen d'Gemengen da souuel an d'Entente berechnen?

Mir sinn der Meenung, datt d'ORT net onbedéngt méi musse kaschte wéi d'Entente. Mä virun allem, mengen ech, muss den double emploi hei verhennert ginn. D'Zil vun dár Operatioun kann net sinn, datt hei parallel Strukturen opgebaut ginn an datt et zu engem Niwentenee vu professioneller Arbeit hei kënnt. Ech mengen da muss schonn awer enk zesummeschafft ginn a professionell organiséiert ginn.

Mir hñn och esou e Schema do kritt, wéi dat hei soll organiséiert ginn. Ech vermëssen e bëssen an deem Schema hei d'Stad Lëtzebuerg. Bon, et kann awer sinn, datt déi énner Gutland leeft.

### (Interruption)

Déi hñn hñren Office régional. Mä ech mengen an engem Schema wéi deen hei kënnt deen awer mat fonctionnéieren.

D'Fro sief och genannt, ob am IVL e Volet Tourismus ass an ob déi Regionen de Gegebenheete vum IVL entspriechen, ob déi opgrond vun de Regionen, déi am IVL oder am Aménagement du Territoire eropgesat ginn, och deem entspriechen. Net datt do erëm organisatoresch Problemer bestinn; och dorïwwer kínt ee sech Gedanke maachen. D'Finanze spilleen natierlech émmer hei: Et sinn der ni genuch do, an duerfir ass oft an deene leschte Joren d'Méiglechkeet vun der Aféierung vun enger Kurtax hei zu Lëtzebuerg diskutéiert ginn. Ech mengen, datt et net esou einfach wäert ginn, eng Kurtax anzeféieren, och wann d'Stad Lëtzebuerg zum Beispill eng Tax d'hébergement hei huet, an dat aus enger Rei vu Grénn. Ech mengen, am Office national du Tourismus ass och dorunner scho geschaft ginn.

Déi léiss an enger eíschter Konklusioun net schrecklech optimistesch Konklusiounen zou, well éischtens net gekläert ass, wat fir eng Zort vun Tax iwwerhaapt soll agefouert ginn: eng Tax, déi sech eleng op d'Zuel vun den Iwwernuechungen bezitt, eng Tax, déi pauschal berechnet gëtt, oder pro Nuecht? Soll déi Tax fir jidderee gëllen? Maache mer Ausnahme fir Famillje mat Kanner? Wéi gesinn dës Ausnahmen aus?

Hei besteet dann och an eisen Aen ee Risque, dass eng kompliziéiert Gestioun vun dár Tax am Endeffekt méi kascht wéi se a sech era-bréngt.

Zweetens, énner wiem seng Kompetenz fält déi Kurtax hei? Wéi a vu wiem gëtt se agezunn? Sollen d'Gemengen dat maachen? Wie kontrolléiert, wéi vill Iwwernuechungen an engem Hotel waren?

A Frankräich si vill Gemengen esouwät, datt se den Hotele selber iwwerloassen, fir fräiwëllég a bestëmmte Montanten ofzeféieren, well eng effektiv Kontroll net méiglech ass.

Drëtens, gëllt d'Kurtax némme fir d'Hotelen oder gëllt se och fir aner Betriben? Zum Beispill profitéieren d'Souvenirsbutteker jo och vum Tourismus, d'Bistroen och, an all déi, déi domadder ze dinn hñn a Geld do verdéngt.

Véiertens huet d'Aféierung vun enger Tax mat Sécherheet en negativen Impact op den Image vu Lëtzebuerg; dat ass ganz sécher. Ech weess elo net, ob dat esouwät féiert, datt fidéliséiert Clientë géife verluer goen oder potenziell Clientë géifen ofgeschreckt ginn. Ech mengen, wa mir an d'Ausland fueren, da kucke mer net dono.

Wann, fenneftens, eng Kurtax agefouert gëtt, muss fir de Client awer eng erkennbar Plus-value do sinn, soss stellt ee sech d'Fro no der Be rechtigung vun iwwerhaapt esou enger Tax. Och d'Schafe vun esou enger Plus-value ass net evident an ass och bis elo net genannt.

Sechstens, an eisen Nopeschlänner, an deenen et eng Kurtax gëtt, gëtt driwwer nogeduecht, fir se of zeschafen. Firwat solle mir a sech eppes aféieren, woumat déi aner scho jorzéngtelaang Erfahrung hunn a wat se elo wëllen ofschaffen? Duerfir mengen ech, muss een och iwwert d'Grenz eraus kucken, ier een hei aktiv gëtt.

Da gëtt èmmer erém gesot, mir missten - a mäi Virriedner huet dat och gesot - nei touristesch Attraktiouen hei zu Lëtzebuerg kreéieren. Effektiv: Eis un déi vill eenzel Zilgruppen, wéi Jugendlecher, eeler Leit, Famillje mat Kanner an esou weider ze adresséieren, dofir ass eng Viraussetzung, déi eis dat muss erlaben a garantéieren, Lëtzebuerg Attraktivitéit beschéiglech auszebauen.

D'Zil kann net némme sinn, wieder onofhängeg ze ginn oder de Kongress- a Campingtourismus unzespriechen; mer musse wëssen, wat een Tourist, deen op Lëtzebuerg kënt, fir Erwáardungen a Besoinen huet. Mat Hëlfel vun Ëmfroen - a mäi Virriedner huet dat schonn hei gesot - geet et drëm, erauszfannen, wat d'Leit wierk lech a sech interesséiert. Wat wëllen d'Leit a wat siche se?

Lëtzebuerg huet dat néidegt kulturrell, familljefréndlech, sportlech a kulinairesch Potenzial, fir en dauerhaften an ofwiesslungsrächen Tourismus unzeéien. D'est Potenzial ass bis elo leider nach net richteg ausgeschöpft ginn.

Grad ee Fënnfjoresplang kéint ideal sinn, fir all puer Joer e grousse Projet kënnen ze énnerstëtzen. Mir hate schonn an enger Interpellatioun, déi ech, mengen ech, 1997 hat, drun erénnert, datt ee sech mat privaten Investisseuren, un deenen et vlächt net feelt, a mäi Virriedner huet e Beispill hei ginn, kéint zesusmesetze fir ze kucken, ob ee keng Projeten an deem Berächich do fénnt.

Mir haten deemools zum Beispill en Aquadrom genannt. D'Beispill ass elo grad genannt ginn. Eén Ökomusée zum Beispill à l'instar vun deem, wat am Elsass ass, Héichuewen, e Musée mat Attraktiouen - ech mengen, dorun denke mer alleguer a sinn awer bis elo nach net virukomm.

Wéi gesot am Ausland gëtt et genuch Beispiller, déi weisen, dass een an enger Regioun, déi u sech net schrecklech vill ze bidden huet, trotzdem duerch esou Aktiounen attraktiv ka ginn, wann een dat richteg mécht.

Eis Tourismusbranche ass nun emol gréisstendeels, an dat ass oft genuch elo hei erwähnt ginn, vum Wieder ofhängeg. Wa mer net wëllen, dass d'Leit eis an engem verreente Summer fortlafen, da musse mer och bereet sinn, hinnen eppes unzebidden, wat net onbedéngt vum Wieder bestëmmt gëtt.

Mä elo si mer awer och kee Land mat Sonn a Plagen oder héije Bierger, Elementer, déi virun allem bei deene jonke reesbegeeschterte Leit eng Roll spiller. Fir si sinn awer och oft Indoor-Aktivitéit, genau esou wichteg wéi Outdoor-Aktivitéiten, zum Beispill gutt a propper Mountain-Bike-Weeér. Virun allem wa mer wëssen, dass sech de Jugendtourismus momentan zu 50% op d'Stad Lëtzebuerg begrenzt, da musse mer eis drun erénnern, dass deene jonke Leit eppes gebueden muss ginn.

Wa mir bedenken, dass laut enger Ëmfro vum Office national du Tourisme d'Halschent vun den Touristen zu Lëtzebuerg iwwer 50 Joer al sinn, dann huet eist Land groussen Intérêt seng touristesch Attraktioune fir déi jonk Leit auszebauen.

Dat sinn d'Clienté vu muer, an et ass eng zousätzlech Chance dem Lëtzebuerg Tourismus eng nei Dynamik ze vermettelen, déi sech mat Sécherheet à long terme ausbezuele wäert.

Zu engem kompletten an attraktiven Tourismus gehéieren awer och eng usprieschend Hôtellerie a Gastronomie. Et muss een awer leider feststellen, datt an dësem Berächich nach esou munches ze verbessen ass.

Ee Beispill ass d'Muselgéigend. Iergendwou hunn ech elo gelies, ech mengen an dem Bericht vun dem „Incoming Day“, datt ganz, ganz vill Busser op der Musel operéieren, fir en Dag dohinner ze füren, mä datt et op der Musel praktesch onnméiglech ass, en Hotel ze fannen - där sinn anscheinend een oder zwee do -, fir iwwerhaapt do énnerdaach ze kommen, a wann d'Leit da gär iwwernuechten do, da musse se eriwwer an Däitschland fueren, wa se dann och do eppes fannen. Duerfir mengen ech, müssen Efforten an däri Hisiicht gemaach ginn.

Et muss een natierlech soen, datt den Touristeministère Efforté ka maachen a Subsiden offréieren, mä wa keen zougräift, dann ass et schwéier natierlech eppes ze maachen, an dann ass vlächt eppes anescht falsch. Da feelt vlächt eppes ronderëm, mä ech mengen, datt et awer der Wäert ass, hei aktiv ze ginn.

An ech mengen, fir dës Iddien ausbauen ze kënnen, muss ee vlächt de regionalen a lokale Gegebenheete gerecht ginn, an hei denkt een zum Beispill un Themenhoteler, Sporthoteler, Wellness-Hoteler, mä èmmer virausgesat, et sinn Amateuren do, fir dat ze maachen. Mä egal op wéi eng Manéier, mengen ech, kéinte mer en neien Élan an eis Hôtellerie bréngen.

Zousätzlech géinge mer eis touristesch Offer offensiv op all méiglech Zilgruppen ausbauen. Leit, déi haut reesen, wëllen och eppes erlieven, an deem muss all Land, dat den Tourismus wëll förderen, gerecht ginn. Am grousse Ganze gouf festgestallt, dass d'Leit sech verstärkt fir Attractions de loisirs interesséieren, ee Grond méi, fir an dëse Secteur vum Tourismus ze investéieren an dëi néideg Infrastrukturen ze stellen. Se sinn e besonnesch wichtige Bestanddeel vun engem bewosst modernen Tourismus, mä leider zu Lëtzebuerg èmmer nach staark verbessérungs-würdeg.

Besonnensch fir Kanner hu mer nieft dem Beetebuerg Park an dem Sessellift zu Veianen praktesch net vill unzebidden. Mä wa mer wëlle Famillje mat Kanner op Lëtzebuerg kréien, da muss d'Offer an dësem Berächich ausgebaut ginn.

Donieft ass et un der Zäit, dass mir aus dem Fënnfjoresplang een Instrument maachen, mat deem mer exakt definéiert Prioritéiten a Schwéierpunkte kënnne setzen. Virun der Opstellung vun engem Fënnfjoresplang musse kloer Ziler definéiert ginn. Wat wëlle mer eréechen, wou wëlle mer hin, wat fir eng Zilgruppe viséiere mer? Wéi musse mer eis Offer hiren Erwäardungen uppassen?

Ech mengen, de Moment si mer, wat d'Opstellung vun déise Fënnfjoresplang ugeet, nach wäit vun dësen Iwwerleungen ewech. Et géif elo ze wäit féieren, fir dat am Detail hei auszeféieren. Mir sinn awer der Meenung, datt dëst onerlässlech ass, fir d'Zukunft vun der Lëtzebuerg Tourismusbranche effektiv unzegoen, an ech géing dann och eng Motioun an deem Senn hei déposéieren.

#### **Motion 4**

##### **La Chambre des Députés,**

- considérant que des projets «phares» dans le domaine du sport «indoor», des découvertes thématiques ou des infrastructures dans le domaine du «wellness» peuvent constituer des attraits sup

plémentaires pour la destination touristique du Luxembourg;

- considérant que de telles infrastructures pourraient constituer des atouts supplémentaires pour l'attrait touristique du Luxembourg, invite le Gouvernement

- à étudier l'opportunité, la répartition régionale et l'impact environnemental et financier de telles infrastructures;

- à proposer dans le cadre du prochain programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique des formules de promotion financière publique raisonnables et efficaces à de telles structures.

(s.) Emile Calmes, Anne Brasseur, Colette Flesch, Paul Helminger, Carlo Wagner.

Den ETI mécht an all sengen Etüden drop opmierksam, dass ee groussen Deel vu sengen Propositionen net réalisiert gouf.

Well den Tourismus zu Lëtzebuerg net deen Zoulaf huet, deen en egentlech misst hunn, ass et eiser Meenung no elo wichteg, dass mer endlech versichen op nei a méi innovativ Weeér ze goen, fir d'Kompetitivitéit vun dëser Branche besser ze énnerstëtzen.

Et geet net méi duer, dass mir punktuell handelen, mä mir musse versische méiglechst koordinéiert virzegoen. All Acteure musse mat agebonne ginn; mir mussen endlech ewechkomme vun der Fléckaarbecht an ee Gesamtkonzept mat kloer definéierten Ziler opstellen. Némmeen esou ass et méiglech, datt Lëtzebuerg och an Zukunft en attraktiivt a gär besichtent Land bleibt.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix.** - Très bien!

**M. le Président.** - Ech soen dem Här Calmes Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Dall'Agnol agedroen. D'Madame Dall'Agnol huet elo d'Wuert.

**Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, nach sechs Méint, da gëtt hei zu Lëtzebuerg fir d'zweet, zénter dass déi Manifestation an d'Liewe geruff ginn ass, en europäesch Kulturjoer agelaut.

Wat kann elo den Tourismussec-

teur sech vun esou engem Kulturjoer 2007 erwaarden? Esou e Kul-

turjoer kann eng formidabel Ge-

léeënheet si fir eist Land, fir sech

emol dobaussen duerzestellen a

sech der Welt och emol eng Kéier

net als Zentrum vun der Wirtschaft,

de Finanzen oder awer och vun der

europäescher Politik ze weisen, mä

als Land mat engem enorme kultu-

rellen an och landwirtschaftleche

Räichtum. Esou e Kulturjoer ass

also och e Rendez-vous, deen eis

Tourismusbranche net därf an

och net soll verpassen. Dat huet jo

schonns - an e Virriedner ass

schon drop agaang - d'Kulturjoer 1995 bewisen, wat mat engem

ganz positive Bilan ofgeschloss

huet, souwuel wat dat Kulturpoli-

tescht wéi och den Tourismus ub-

laangt.

An den 90er Joren huet eigentlech de Begréff Kulturtourismus ganz prezis Inhalter kritt gehat. An zu deenen etablérierten Highlights am Kulturagenda, wéi d'Festivale vu Wolz oder awer och vun lechternach, sinn nei kulturell Attraktiouen dobäikomm: D'Festung vun der Alstad zu Lëtzebuerg ass op d'Lësch vum Patrimoine mondial vun der UNESCO gesat ginn. Kul-

turweeér, de Wenzelswee, de Vau-

banswee si geschafe ginn. An de

Stater Musée feiert jo méttrlerweil

och dëst Joer sain zéngte Ge-

buertsdag.

Mir sinn eis awer och bewosst ginn, datt mer mat eiser industriel Vergaangenheit - Héichiewen, Musée national des Mines zu Rëmeleng, Fond-de-Gras, Leekaulen, Kofferminn an esou weider, an esou fort - e ganz wäertvolle Patri moine industriel hunn, deen eigentlech némmeen drop waart, datt e vun nach méi Leit entdeckt gëtt an zougänglech gemaach gëtt.

Mer hunn dann och an deene leschte Jore geléiert eise Patri moine endlech ze notzen, en och ze animéieren, an och erließbar ze maache fir de Grand public.

D'Kulturjoer 1995 war eng Première fir Lëtzebuerg. Do hu mer fir d'éischt en Evenement vun däri Envergure organiséiert. Mer hunn deemools misse feststellen, datt mer Defizitter hätten, notamment och am infrastrukturelle Berächich.

D'Situatioun vun haut, déi ass awer eng aner. An déi infrastrukturell Defizitter um kulturelle Plang si jo dann och zu engem groussen Dëmpt behuewen, well mer an deene leschte Jore massiv an eis kulturell Infrastruktur investéiert hunn, speziell an der Haaptstad, mä awer och uechtert d'Land. A fir némmeen e puer Beispiller hei ze nennen: de Pei-Musée, d'Philharmonie, d'Rockhal, de CAPe zu Ettelbréck oder awer och de Centre culturel vun lechternach, et j'en passe.

Déi Projeten hu jo nach laang net d'Unanimitéit gemaach, och net hei an deem héijen Haus, a scho guer net énnert de Leit dobaussen. Mä ech mengen, datt dat elo e Passé ass. Et ass kale Kaffi. Mir sollen elo mat deem Mobilier schaffen, dee mer hunn, en och kulturell a virun allem dann och touristesch exploitéieren an en och weider valoriséieren.

Den Challenge fir d'Kulturjoer 2007 besteet - méi nach wéi 1995 - dörranner, en Effet durable erauszeéie fir eis Kulturzeen a fir d'Image de marque vu Lëtzebuerg als e Land, wou sech op kulturellem Plang eppes deet, wou eppes bougéiert, wou kreativ och geschafft gëtt, an domat och eppes Positives ze bewierke fir eis Ekonomie an eise Secteur touristique am Speziellen. An dësem Zesummenhang gouf jo och scho vun däri sou genannter Incoming-Struktur geschat, déi kreéiert ginn ass, an déi domat beoptraagt ginn, ass Kulturpauschale fir 2007 auszschaffen a se awer och ze vermaarten.

D'Fro kann ee sech och stellen, ob déi Struktur no 2007 net weider soll funktionéieren. Well wa mer 2007 haaptsächlech Leit ulackelen, déi Wäert op Kultur leeën, da solle mer awer och net verpassen hinnen eist Ländchen eigentlech am Allgemeine méi no ze bréngen, fir datt se och an deene Joren dono vlächt de Wee aus anere Grénn hei op Lëtzebuerg fannen.

En zweete wichtegen Aspekt vun deem Kulturjoer 2007 ass sonnergläichen och säi grenziwwergräifende Charakter. Well mir zelebréieren 2007 jo net eleng d'Stad Lëtzebuerg als europäesch Kulturhaaptstad, mä dat Evenement nennt sech jo «Luxembourg et Grande Région, Capitale européenne de la Culture 2007». D'Kulturjoer 2007 gëtt deemno keng lokal Veranstaltung, mä d'ganzt Land a seng Nopeschregioun si mat am Boot. A fir d'éischt gëtt also 2007 eng ganz Regioun mat fénnef Deelgebiddher, véier Länner an och dräi Sproochen zur Kulturhaaptstad. Dat ass also an däri Form eng

Première fir dat europäesch Kulturjoer, a mat Sécherheet och en enormen Défi fir all déi implizéiert Partner, a ganz besonnesch natierlech fir de Coordinateur général a seng Equipe.

Ech wëll och hei Sibiu, och bekannt als Hermannstadt a Rumänien, net vergiessen, déi och mat am Boot sinn. An ech hoffen, datt de Minister och eppes vun dem Austausch mat hinnen am Kulturjoer an dann och dem Tourismus gëint soen.

A fir erém op d'Groussregioun zréckzekommen, mengen ech, ass den touristesch Interêt vun dësem regionale Konzept vum Kulturjoer en duebelen:

Zum engen hu mer als Regioun zsumme mat eisen Nopere méi ze bidden. Dat heescht, mir sinn och méi interessant fir auslännesch Visiteuren op Lëtzebuerg ze zéien. Allerdéngs musse mer och bedenken, datt eis Präispolitik hei kann e Problem duerstelle wa mer wëssen, datt d'Präis-Leeschtungs-Verhältnis, virun allem och an der Gastronomie, an der Grenzregioun leider oft besser ass wéi dat bei eis de Fall ass.

Mä en aneren Avantage, dee läit awer och doranner, datt mer eben innerhalb vun däri Groussregioun den Tourismus de proximité ukueble kéint. Ech explizéiere mech: Weder mir als Lëtzebuerg, nach eis Nopere an der Lorraine, an der Wallonie oder och déi Säit der Musel kënnne mat deenen Tourismusdestinatiounen am Süden an der Sonn ronderëm d'Mëttelmier mathalen - an et gouf jo och scho gesot -, net a puncto Wieder, mä virun allem awer och net a puncto Präis. An duerfir ass et menger Meenung no émsou méi wichteg, datt mer eben an dee regionalen Tourismus investéieren an deen och stimuléieren.

Déi kuerz Séjouren, Weekendreesen, si Forme vun Tourismus, déi eng héich Valeur ajoutée fir eis Ekonomie kënnne hunn. An dee Public, dee mer ebe grad an deem dote Segment vum Marché uschwätzen, deen huet och eng grouss Kafkraft. Dat si fir gewéinlech Leit, déi sech fir Kultur interesséieren, déi vill Wäert op d'gastronomesch Offer leeën, déi och an der gehuewener Kategorie vun Hoteler logéieren, etc., bref, et s

Mir hu jo mëttlerweil eng Hällewull Manifestatiounen, Ausstellungen, Festivalen, Concerten, an esou weider, an esou fort, esou datt et émmer méi schwéier gëtt fir den Iwwerbléck ze behalen, wat, wou, wéini dorëmmer lass ass. A wa mer allegueren déi Evenementer erfaassen a se och richteg vermaarte wëllen, da brauche mer onbedéngt méi professionell Strukturen am Land.

De Volontariat, op deem haut nach e groussen Deel vun der Aarbecht berouf, ass an där Form net méi zunftsfäeg.

Wat fir eng Zukunft hunn zum Beispill lokal Syndicat-d'initiativen? Wéi kënne mer si professionell énnerstëtzten, encadréieren, fir datt se awer weiderhin hir Aarbecht, hir wichteg Roll och kënnen erfëllen?

Mir mussen eis och d'Fro stellen, ob den ONT an dësem Émfeld nach senger Roll, esou wéi en elo ass, gerecht ka ginn. Wa mer de Secteur touristique als e wichtige Secteur fir eise Méittelstand ausbaue wëllen, da mussen mer eis och Strukture bis an d'Spëtzt vun der administrativer Hierarchie ginn an déi konsequent professionaliséieren.

Mir brauchen awer och regional Cellulë fir d'Koordinatiounsaarbecht téschent den Acteuren am Tourismusberäich ze maachen, fir eben déi touristesch Offer ze erfaassen, se esou wäit wéi méiglech och openeen ofzestëmmen a kohärent ze vermaarten. Hei, mengen ech, ass a bleift nach vill ze dinn.

D'ETI, zu där mäi Virriedner jo schonn déi eng oder aner pertinent Remarque gemaach huet, huet an hirer Evaluatioun vun 2001 folgend Haaptproblemer an eisem Tourismussecteur ervirgestrach:

Eischentens, am Beräich vum Kulturtourismus musse mer eist Profil weider schäerfen a méi staark differenzierer téschent Stad a Land, internationalem Highlights oder awer Saache mat engem éischter regionale Charakter.

Zweetens, am Geschäfts- a Kongreßtourismus hu mer zwar gutt Ausgangsbedéngungen, mä mir hinn awer e Manktem u Koordination zwëschent deenen eenzelnen Acteuren. Fir der némmen e puer ze nennen: LuxCongrès, LCTO, ONT, Privatsecteur.

Drëttens, mir mussen dann eisen Tourismussecteur och onbedéngt professionaliséieren.

D'Präis-Leeschtungs-Verhältnis stellt oft e Problem duer.

A schliesslech feelt et eis nach émmer laut ETI un der néideger internationaler Visibility. Et feelt eis am Fong och e spezielle Cachet, eppes, wat Lëtzebuerg vun der enormer Offer, déi et mëttlerweil um Marché gëtt, énnerscheet. Firwat verkafe mer net zum Beispill eist Land méi staark als e kosmopolitesch, als e weltoppent Land mat eben och ganz villem internationale Flair?

Den „Plan quinquennal pour l'amélioration de l'infrastructure touristique“ gëtt alles an allem positiv bewäert, notamment well en och dozou bâigedroen huet, eis Hotel- a Campinginfrastrukturen op en internationale Standard ze hiewen. Mir wëssen awer och, datt d'Cour des Comptes an hirem Rapport spécial vum leschte Joer d'Émzung vun deem Plang op engere Rei Punkte kritiséiert huet.

E weidere Problem ass och dee vun der ongläicher Verdeelung vum Tourismus uechtert d'Land. D'Stad Lëtzebuerg dominéiert de Secteur, a fir de Rescht vum Land bleiwen eigentlech just nach d'Grimmele vum Kuch iwwreg. D'Fro musse mer eis also och stelen, wéi sech déi aner Regionen vum Land och an Zukunft nach kënnen e Stéck vun deem Kuch erofschneiden.

Fir déi ländlech Regionen hat d'ETI-Etud vun 1992 de ruralen Tourismus als eng Form vu véier

zréckbehalen, op déi Lëtzebuerg bei der Entwécklung vu sengem Secteur soll setzen. Mat eiser attraktiver an och ofwiessungsräicher Landschaft hu mer en Atout, dee mer touristesch kënnen an och müssen notzen. De ländlechen Tourismus limitiéiert sech awer net némmen op déi sou genannten „Ferien auf dem Bauernhof“. D'ETI huet 1992 folgend Pisten opgezeichnet: d'Natur- an d'Erluelungsparken, alles ronderëm de Camping an, wéi gesot, dann och de Bauerhaff, de Vélo an d'Randonnées pédestres, kombinéiert émmer mat der Gastronomie.

Wat d'Gastronomie ubelaangt, mengen ech, kíinte mer hei zu Lëtzebuerg nach vill méi maache wéi dat elo de Fall ass. Mir missten nach vill méi geziilt Lëtzebuerg Produiten an d'Vitrine stellen an de Label „Produit du terroir“ och als Qualitéitslabel nach méi vermaarten.

En Trend, dee sech och deemoos schonn ofgezeechent huet, ass dee vum nohaltegen, dem sou genannte „sanften“ Tourismus. Tourismus heescht och, an dat apaart am ländleche Raum, am Respekt mat der Natur schaffen. Wann ech dann awer am Rapport d'activités 2005 vum Département du Tourisme liesen, dass némmen elef Hotelen, néng Campingplazien a ganzer siwe Gîtes ruraux den Eco-Label dierfe féieren, da stellen ech fest, datt mer an deem dote Beräich vum nohaltegen Tourismus nach en enorm Potenzial hunn.

Wann ech vun Émwelt schwätzen, da schwätzen ech och vun der Waasserqualitéit. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass eigentlech intolerabel, datt Lëtzebuerg am europäesche Verglach esou miserabel ofschneit bei der Qualitéit vu senge Buedgewässer, an dat elo schonn zénter engere Rei Joren. Dëst ass natierlech keng Reklamm fir eist Land als Tourismusdestinatioun, an och do muss eppes geschéien!

Wien Tourismus seet, dee seet Classes moyennes. Um Tourismus hänkt e ganze Wirtschaftssektor drun, an et hänken natierlech och ganz vill Aarbechtsplazien drun. A vum Tourismus profitéieren net némmen d'Hôtellerie an d'Gastronomie, mä och d'Sports- an d'Fräizäitinstallatiounen oder d'Liewensmëttel- an och d'Gedrénksproduzenten, fir elo némme si hei opzeielen.

Last but not least profitéieren dann och mir allegueren als Résidenté vun den Investissementer, déi am Tourismussecteur gemaach ginn. Wann eis Dierfer verschéinert, Vélosweeër a Promenaden ugueluecht ginn, wann d'Sensibilitéit och fir den Natur- a Landschaftsschutz zouhëlt, de Patrimoine architectural énnerhale gëtt, dann ass dat och e grosse Plus u Liewensqualitéit fir eis allegueren.

Fir ofzeschléisse wéilt ech nach e puer Wuert soen zu de Motiounen, déi den Här Schank hei déposéiert huet an déi och vun der LSAP-Fraktioun énnerstëtzzt ginn. Ech weess, wéi kíint et anescht sinn, vun engem eminente Member vun eiser Fraktioun, datt am Ministère schonn zénter engere Zäit laang eng Etud läit, déi sech mat der Refinanzierung vun den Tourismusgemengen, a méi speziell och mat der Fro vun der Kurtax befasst. Ech géing den Här Minister froen oder proposéieren, ob et méiglech ass, déi Etud dann eng Kéier an der Kommissioun am Hierscht këinne virzestellen an och mat eis diskutéieren.

**M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.**- Dat hu mer dach scho gemaach!

**Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).**- Dat war da wahrscheinlich viru menger Zäit. Dat deet mer Leed.

**Une voix.**- Dann ass se net méi aktuell.

(Hilarité)

**Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).**- Jo, esou kann een dat och gesinn, datt se net méi aktuell ass.

Fir eis als LSAP-Fraktioun ass et och wichtig, datt an noer Zukunft awer och driwwer diskutéiert gëtt, wéi een et fäerdegt bréngt, déi Gemengen, déi mer als typesch Tourismusgemengen ugesinn, finanziell ze énnerstëtzten, fir eben ze verhënneren, datt si hei déi Dommsinn, just ebe well se Tourismus hinn. An deem Senn géif ech lech alleguerete Merci soe fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix.**- Très bien!

**M. le Président.**- An ech soen der Madame Dall'Agnol Merci. Als nächste Riedner ass den Här Henri Kox agedroen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

**M. Henri Kox (DÉI GRÉNG).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass virdru scho kuerz erwähnt ginn; ech hu mer déi Fro selwer gestalt virdrun, oder op jidde Fall wéi ech mech virbereet hinn zu déser Interpellatioun. Ech mengen, dass all Députéierten d'Recht huet, eng Interpellatioun unzefroen, stet jo och am Chambersreglement. Wann dësen Députéierten natierlech President vum ONT ass, also engere Organisation am Secteur vum Tourismus ass, ass déi Saach dach schonn e bësse méi kompliziéiert.

Ech weess elo net esou richtig, ob den honorabelen Här Schank elo den Tourismusminister wollt interpelléieren, oder sech selwer dann hei wollt froen.

(Interruption)

Dofir ginn ech dovun aus, dass ech a menger Interventioun vun haut de Mëttetg souwuel den Här Tourismusminister wéi och de President vum ONT dann interpelléieren.

(Interruptions)

Ech muss lech op dëser Platz awer vläicht preziséieren, dass den Tourismusminister den Haaptgeldgeber vum Office national du Tourisme ass. An do kann ee sech natierlech d'Fro stellen, wéi objektiv ee géintiwer engem Ministère ka sinn, wann ee finanziell vun him esou ofhängeg ass.

Wuel hinn déi zwee Acteuren énnerschiddlech Aufgaben. Esou soll de Ministère de politesche Volet mat deene méi gesetzlechen a reglementäre Kader iwverhuelen, an den Office national du Tourisme méi de Vermaartungsdeel vum Tourismus um Terrain. Allen zwee hunn awer datselwecht Zil, nämlech eng kohärent Lëtzebuerger Tourismuspolitik zu verschwätzen, spréch téschent Tourismusministère, ONT an anere regionale a lokale Strukturen.

D'Debatt vun 2001 hat a sech scho ganz vill Piste virgezeechent an och Virschléi proposéiert. Fénnef Joer dono stelle mer fest, datt e groussen Deel nach émmer net richtig émgesat ass. Motiounen, déi deemoos eestémmeg ugeholl goufen, kommen haut erém zur Ofstëmmung.

Eppes huet sech trotzdem par rapport zu 2001 géannert: Et gouf alt erém eng weider ETI-Etud an Optrag ginn, dës Kéier mat Schwéierpunkt op därfourtouristischer Positionéierung am Zesummenhang mam Kulturjoer 2007.

(Interruption)

Jo, oh Mamm, et gëtt souguer eng Etud iwwert d'Schwemmen am Osten, dausend Säiten déck, also een, deen déi liest, dee géif ech gäre gesinn!

Dës Kéier mat Schwéierpunkt also um Kulturjoer 2007, am Ganzen dës Kéier némmen 230 Säite schwéier. Par rapport zu der Post-Etud vun 2002 also bal 100 Säite manner. Dës Kéier kann een dovun ausgoen, dass se da vun de richete Leit och gelies gëtt. Vill vun deene Virschléi aus därfourtouristischer Positionéierung am Zesummenhang mam Kulturjoer 2007.

Dat sinn némmen e puer vun deene Froe respектив Informatiounen, déi een an esou engem Rapport misst zréckfannen. Besonnesch well de Beräich vum EkoLabel exzellent an d'Philosophie vum Lëtzebuerger Tourismus passt: En émweltverträglichen an nohaltegen Tourismus mat héijer Qualitéit. Um Beispill vum EkoLabel kann een deen Exercice fir sámlech Secteuren aus dem Tourismus duerchspillen, vun den Hotelbetriben iwwert d'Campingen, bis hin zu de Fräizäitinfrastrukturen an de Gemengen.

Eppes kann een déser Interpellatioun vun haut zumindeszt zou-schreiwen, dat ass, datt elo endlech eng Réunioun mat de Concernéierten duerchgefouert gëtt, fir iwwert d'ETI-Etud vum Kulturjoer 2007 diskutéieren. De Bréif ass virun zwee Deeg deenen Zoustännegen zougestallt ginn. Firwat musse mer émmer esou laang waarden, bis dann endlech Bewegung an esou en Dossier kénnt?

Interessant ass awer och trotzdem, dass elo, wann een déi nei Etud méi genau analyséiert, de Ministère mengem fréiere Kolleg Garcia vorschreift, wéi hien d'Kulturjoer 2007 ze vermaarten huet. Awer vill Zeile sinn net verluer gaangen, wéi si sech selwer ze vermaarten hunn. Ech kommen nach dorop zréck.

Niewent deene voluminéisen Etüden, déi ech bei der Virbereedung vun dësem Débat konnt bestaunen, ass mer awer nach e weidere wichtegen Detail opgefafft, deen et net grad einfach mécht, sech an deem ganzen Tourismus hei zu Lëtzebuerg zréckzfannen.

Esou muss ech feststellen, dass de Rapport d'activités aus dem Tourismusministère net onbedéngt zur Opklärung an zum Verständnis bädérit. Méi wéi eng Oplëschung vu Projekte respектив Aktivitäeten ass net dran ze fannen. Och d'Rapporté vun anere Ministère kéint eng Schépp uleeën, fir méi eng informativ a proaktiv Approche an hirer Duerstellung an Informatioune wielen. Eng Kopie vum Joer virdru mat liicht geännerten Zuelen ass oft d'Resultat vun esou engem Rapport d'activités. Dat schéngt mir besonnesch de Fall fir den Tourismusministère ze sinn.

Flott wär et aus esou engem Rapport eraus ze lesen, wien, wou a wat sech alles énnert dem Tourismus esou verkeeft - eng Aart Organigramm vum Lëtzebuerger Tourismus mat sámlechen Acteure wär eng grouss Hélfestellung. Esou hätt ech mech och iwwert méi Informationen aus der Commission nationale du Tourisme gefreet, wéi zum Beispill iwwert d'Zesummestellung, d'Aufgabestellung oder och nach d'Resultater vun deen eenzelne Gruppen.

Niewent dem Organigramm sinn awer och gläichzäiteg déi eenzel Créneauen...

**M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.**- Dat steet am Rapport d'activités vum Joer 2005.

**M. Henri Kox (DÉI GRÉNG).**- Ech hinn dee gelies, dee vun 2005 an 2006...

...vum Tourismussecteur méi transparent an offensiv duerzestellen.

Huele mer elo zum Beispill den EkoLabel fir d'Tourismusbetriben eraus - et ass scho virdru genannt ginn. Hei muss ee schonn e puer Rapporten niewentee leeën, fir en Iwwerbléck an deem Beräich ze kréien. Hei stelle sech och eng Rei vu Froen.

Wéi hëlt d'Zuel vun de Betriben mat EkoLabel zou? Wéi séier ass déi Entwicklung? Wéi vill Prozent vum Secteur hinn haut den EkoLabel? Gi mer eis mat deenen Zuelen ze fridden? Wéi eng Efforté sollte mer nach maachen, fir méi esou Betriben ze kréien? An esou weider.

Dat sinn némmen e puer vun deene Froe respектив Informatiounen, déi een an esou engem Rapport misst zréckfannen. Besonnesch well de Beräich vum EkoLabel exzellent an d'Philosophie vum Lëtzebuerger Tourismus passt: En émweltverträglichen an nohaltegen Tourismus mat héijer Qualitéit. Um Beispill vum EkoLabel kann een deen Exercice fir sámlech Secteuren aus dem Tourismus duerchspillen, vun den Hotelbetriben iwwert d'Campingen, bis hin zu de Fräizäitinfrastrukturen an de Gemengen.



**(Interruptions diverses)**

Ech mengen, wat d'Kommissiou majoritär zréckbehalen huet an dat wat deen Eenzelne vun där Saach hält oder eng Fraktioun vun där Saach hält, dat ass natierlech eppes anesch. Neen, et geet jo awer ganz kloer dorauz ervir, Här Minister, datt et u kloren a prezise Regele feelt, datt do Saache subventioniéert si ginn, déi eigentlech net énnert d'Gesetz falen, datt Är Kontrollen insuffisant sinn. Dir kritt ganz kloer recommandéiert, Är Kontrollen ze intensifiéieren an och méi um Terrain nozekucke wat do geschitt. Et huet ee ganz kloer d'Impressioun, datt net no fixe Regele verfuer gëtt.

A mech stéiert dat, well ech weess, datt mer zum Beispill am Agrargesetz ganz contraignant Regelen hunn, wou jiddereen zimlech genau weess, wann en eng Investitioun mécht a senger Situatioun, wat hien zugutt huet.

**M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.**- Et ass geene datselwecht! Genee datselwecht!

**M. Robert Mehlen (ADR).**- Dir magt lech entre-temps deem conforméiert hunn,...

**(Interruption)**

...mä hei war et ganz sécher net esou, well jo och recommandéiert ginn ass, datt sollen, an zwar an déser Period, ganz kloer Regelen opgestallt ginn, fir datt dat an Zukunft net méi sollt sinn.

Ech komme jiddefalls zur Konklusioun, datt dat wéi et an der Vergaangenheit war, ech drécken dann och hei nach eng Kéler d'Hoffnung aus, datt dat an Zukunft ganz no transparenten an équitable Regele gehandhaabt gëtt, well soss si mer ganz séier am Arbiträr, an ech hoffen, datt Dir dat och net wëllt, well et ass zwar fir e Minister, kann ech mer virstellen - ech hat bis elo d'Chance net fir dat kennen aus eegener Erfahrung nozvollzéien,...

**(Interruptions diverses)**

...ech kréie se och vläicht oder wahrscheinlech ni -,...

**Une voix.**- Dir hätt solle fir d'éisch Buergermeeschter ginn.

**M. Robert Mehlen (ADR).**- ...fir mat öffentleche Gelder do-baussen d'Leit ze beglécken, dat ass jo awer eng fei Saach. Ech froe mech heiando, an d'Kolleegen hebanne si bestémmt mat mer d'accord, all Kéiers da wann eppes agewéit gëtt an de Minister kritt Merci gesot fir säi Subsid, ob d'Leit dann och drun denken, datt dës Chamber dem Minister déi Kreditter och virdru gestëmm hat. Ech war bis elo nach ni dobäi, datt d'Chamber Merci gesot kritt huet, datt si d'Kreditter zur Verfügung gestallt huet. Dat némmen als Niewenaspekt.

Här President, ofgesinn dovu sollte mer jo haut, denken ech, dat war jo och den Objet vun déser Interpellatioun, d'Orientéierung vun eiser Touristikpolitik diskutéieren. Mir sinn an engem Land - dat ass scho vu menge Viriedner gesot ginn -, wou d'klimatesch Konditioun sécher net déi allfavorabelst sinn, a wou d'Leit émmer d'Tendenz hunn, besonnesch am Summer, an de Süden ze goen, oder am Wanter, wou mer kee Schnéi méi hunn, dann dohinner ze goe wou nach Schnéi ass, soulaang wéi et es dann nach gëtt.

Ech war virun zwee Deeg an engem Virtrag vun engem Klimawëssenschaftler, deen eis awer fir déi nächst 20 Joer esou importent Klimachangementer virausgesot huet, datt et méiglech ass, datt d'Leit aus dem Süden an Zukunft heihinner an eis Géigenden an d'Vakanz kommen, well et hei nach besser auszehalen ass wéi am Süde vun Europa. Jiddefalls wann een déi Klimamodeller gesäit, dann ass dat net méi vun der Hand ze

weisen. Dat wär jo da fir eis e positiven Aspekt vum Klimachangement...

**(Interruption)**

...an da misste mer eis duebel Gedanken driwwer maachen, wéi mer eis dann dorobber astellen.

**M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).**- Eng Schipzt zu Buerschen, Här Mehlen! Da kéimen se erop gerannt.

**M. Robert Mehlen (ADR).**- Tjo, wann an den Alpe kee Schnéi méi ass, da kann een natierlech drun denke fir de Leit hei eng Alternativ unzebidden, wa se dann, do sinn ech mer awer och konsequent, énner ökologesche Konditiounen ze bedreiwen ass.

**(Interruption)**

Här President, eis Atouté sinn - ech gesinn, meng Zäit, déi leeft relativ séier of - eng Landschaft, déi attraktiv ass, an do wëll ech an deem Zesummenhang d'Bedeitung vun der Land- a Forstwirtschaft awer énnersträichen. Ouni déi Landwirtschaft, déi émmer erëm kritiséiert gëtt, datt se esou vill zum Onwee géing dobausse maachen, déi awer eng flott Kulturlandschaft, déi ee wierklech als agréabel emfënnt, géing énnerhalen an an der Rei halen, wär déi Landschaft net esou attraktiv wéi se elo ass. Duerfir ass d'Hélfel fir d'Landwirtschaft och zum Deel Hélfel fir den Tourismus.

Et däarf een an deem Kontext och de Wäibau net vergiessen, well en och mat senger typescher Landschaft en Attrait touristique duerstellt an och an där Symbios mam Wain. An do kommen ech leider net derlaanscht fir dat Wuert Erofsetze vun der Promillgrenz vun 0,8 op 0,5 hei falen ze loassen, ouni weider am Detail drop anzegoen. De Vélostourismus wollt ech och nach kuerz hei uschneiden. Et ass eppes wat iwwerall am Ausland enorm um Zouhuelen ass. Et léiert een e Land eigentlech net besser kennen, wéi wann ee mam Vélo ka roueg derduerchfueren, wann een Zäit huet dat alles ze kucken, wann ee kann ouni Problemer stallhalen. Do muss een awer soen, datt dat némme geet, konsequent, mat deem ganze Service, deen domat verbonnen ass, wann de Réseau komplett ausgebaut ass. Soss kann dat net richtig fonctionnéieren. Mir hunn do nach villes virun eis. Dat sinn nach, wann ech dat richtig hei rechnen, iwwer 300 km, déi musse gebaut ginn. Ech hunn och am Rapport gesinn, do sinn Tronçonen derbäi, déi schwierig ze realiséiere sinn, mä mer däerfen do net noloessen, soss kann dat Konzept net richtig fonctionnéieren.

Ech sinn och net frou wann ech ließen, datt e groussen Deel iwwert d'Stroosse leeft. Mir müssen do kucken dann op d'allermannst d'Cyclisten ze protegíieren, Här Minister. Tësch Mäertert a Gréiwemacher ass dat gemaach ginn, well et halt net anesch gaangen ass, mat enger kalifornescher Mauer. Sou soll et sinn, well wann ee muss dauernd fäerten, datt ee vun iergendgem op d'Schëpp geholl gëtt, da mécht et och keng Freed méi.

Mir müssen och oppassen op de Feldweéér - wat deemools gesot gouf wéi d'Gesetz gestëmm ginn ass -, fir d'Konflikter ze vermeiden. Notamment an de Wéngerten, wou d'Traktere riicht eraus op d'Piste kommen a se eréischt de leschte Moment wa se erausfuere gesinn, ob dann elo ee mam Vélo kénnt.

**(Interruption)**

Et huet ee mer dat geflüstert, Här Kox.

Här President, och d'Vernetzung mat de Pisten am Ausland an och den Entretien, deen de Moment bei de Gemenge läit, do muss wierklech méi duerno gekuckt ginn.

Madame Dall'Agnol, ech wollt lech allerdéngs soen, mat der Gewässerqualitéit, do sinn ech honnert-prozenteg mat lech d'accord.

**Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).**- Merci.

**M. Robert Mehlen (ADR).**- Mä do waren aner Leit déi Zäit an der Regierung. Vläicht kénnt Der lech emol informéieren, wien dann do un der Énnerloossung schélleg ass.

Här President, ech gesinn, ech muss zum Schluss kommen. Wichteg ass - dat wollt ech awer ofschléissend nach soen -, datt d'Koordinatioun verbessert gëtt téscht dem Ministère an dem ONT. Datt et net geet, datt zum Beispill de Chef vun eisem Büro zu Bréissel ofgezu gëtt, an op däri anderer Säit - ech wëll den Här Schank net interpellieren, mä awer froen - hien awer da virgesäit, hei even-tuell zwee Universitaire fir en Office régional du Tourisme anzestellen. Ech weess net, do ass dann awer och net grad déi néideg Kohärenz.

Ech soen als Konklusioun, et feelt sécher net um gudde Wällen. Et muss een deene Leit och Merci soen, déi um bénévolé Plang do schaffen, mä et feelt deelweis u kloren Ziler a Konzept. Et ass eng Strukturreform néideg, wann et soll virugoen, an duerfir muss weider dran investéiert ginn. Virun allem - nach eng Kéier - däerfe mer déi privat Acteuren net aus den Ae verléieren.

Ech soen lech Merci.

**M. le Président.**- Ech soen dem Här Roby Mehlen Merci. An als leschte Riedner ass den Här Marc Angel agedroen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Angel (LSAP).**- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu mech extra hei age-schriwwen an ech wëll haut zwou Kapen undoen, éischtens déi als Stater, well ech och fannen, dass d'Stëmm vun der Stad hei muss gehéiert ginn, well dat jo dee gréissen Tourismusmagnéit ass, dee mer hei am Land hunn. D'Zuele weisen et. Mir hu méi Arrivée wéi de Rescht vum Land a mir hunn och méi Iwwernuechtinge wéi am Rescht vum Land. Meng zweet Kap ass awer déi als Députéierte vum Bezirk Zentrum, well niewent der Stad ass dat eng grouss Region, déi ech fannen e bëssen d'Stéifkand ass am Létzebuerg Tourismus. Ech wäert zum Schluss vu menger Interventioun op deen Aspekt zréckkommen.

Et ass haut vill vu Kulturtourismus geschwat ginn. Ech wëll net vill widderhuelen. Ech wëll vläicht eng provokativ Fro an de Raum stellen, ob déi Offer vum Hébergement zésumme klappt mat däri Offer, déi mer hunn an der Kultur. Eis Hôtellerie - ech wëll déi net kritiséieren, déi ass excellent wat den Tourist ubelaangt, deen als den Homme d'affaires oder d'Femme d'affaires kénnt. Also de Geschäftstourismus, do mengen ech ass eis Hôtellerie ganz gutt ofgestëmm mat deenen hire Besoinen. Mä ech froe mech ob eis Hôtellerie zésumme klappt mat deenen Besoinen, déi Leit hunn, déi mer wëllen unzéien an e Mudam, déi mer wëllen unzéien an eng Philharmonie.

Wann ech géing karikaturiséieren, géing ech soen: Ass dat e Client, dee wëll eng geblummelech Ta-péit oder Skandateux un de Mauren? Wann ech kucken an de Broschüre vun den europäischen "tour operators" an am Städtetourismus, wann do Kulturpackagé verkauft ginn, wéi eng Genre Hotelen do matverkauft ginn: Dat sinn Art-Hotelen, Design-Hotelen, Hôtel-de-charmes. Ech stellen och positiv fest, dass eis Branche, dass an der Stad zumindest émmer méi Hotelieren ufänken an déi do Richtung ze goen, an ech hoffen, dass deen Trend do énnerstéztzt gëtt.

Ech wëll eng zweet Fro an de Raum stellen, an dat ass eng wichteg Fro, dat ass déi vun der Kommunikatioun am Tourismus. Ech froe mech ob mer do net heiansdo Problemer hunn, well wann een an der Kommunikatioun émmer versicht jiddereen ze erreechen, mengen ech, erreachet ee letztlech keen. Well da fillt och am Fong kee potenzielle Client - an am Tourismus ass et de Client, de Gaascht - sech ugesprach, an da schafft ee laanscht d'Zilgruppen. Ech hunn d'Gefill, dass mer e bëssen an der Kommunikatioun, wat den Tourismus ubelaangt, ze vill eng Kommunikatiounen maachen, déi vu bannen no bausse geet an déi sech mat der Fro beschäftegt: Wat wëlle mer am Fong duerstellen? Anstatt dass mer eng Kommunikatioun géinge maachen, déi vu baussen no banne geet, dat heescht bei der Kommunikatioun schonn op de Gaascht, also op d'Zilgrupp hin denken an driwwer nodenken, wéi eng Bedierfnisser dee Gaascht huet a wéi eng Bedierfnisser mer musse befriddegen.

De Marketing baséiert eben op der Erféllung vu Bedierfnisser. Mir müssen also verstärkt erausfannen, wat eis Zilgruppe sinn, se wierklech definéieren an dann och erausfanne wou hir Bedierfnisser sinn; dat mécht jo d'Marktforschung. Mir müssen awer och onse Gáscht méi nolaschteren, mengen ech, a mir müssen zu eise Gáscht och Bezéiungen opbauen.

An da musse mer d'Infrastrukture schafen - mir hunn der vill geschaافت - a se verkafen, a mir müssen dann herno virun allem erëm driwwer kommunizéieren, an esou kommunizéieren, dass de potenzielle Gaascht dat och versteet. Duerfir nach eng Kéier: Déi falsch Kommunikatioun ass et, wann ee versicht zésummegewürfelt ze kommunizéieren, wou een alles wëllt duerstellen, nom Motto „émsou méi, émsou besser“. An der Kommunikatioun, hunn ech d'Gefill, stelle mer eis e bëssen esou duer: Wa mer alles soen, dann tréfft schonn iergendwéi dee richtige Message déi richteg Persoun. Duerfir mengen ech ass et wichteg, iwwer eis Kommunikatioun nozedenken.

Ech hätt dräi ganz kuerz konkret Froen un de Minister. Eis Auslandsbüroen, déi, mengen ech, eng ganz gutt Aarbecht maachen - ech hunn der vill vun deene besicht - an déi och mat kompetentem Personal besat sinn: Bleift Der bei deem Konzept? Gëtt do deen een oder deen anere vläicht zouge-maach? Oder denkt Der drun deen een oder deen aneren derbäi ze maachen?

Dann hu mer haut iwwer grenziwerschreidende Tourismus geschwat am Kader vum Kulturjoer, an do gouf et virun e puer Joer dee Projet Gütik, dat ass „Grenzüberschreitendes touristisches Informations- und Kommunikationsnetzwerk“. Wou si mer domadder drun? Grenziwerschreidend, do wëll ech awer och d'Benelux nennen: D'Benelux huet eng immens gutt Réputation no baussem, an ech mengen déi dräi Länner, déi d'Benelux duerstellen, wéissen net émmer wéi e gedde Ruff se no baussem hunn.

A wann ech kucke wéi déi baltesch Länner sech verkafen an den internationale Broschüren, do gëtt dat oft als eent verkauft, an ech géing hoffen, dass mer vläicht verstärkt an deem groussen Europa, wat émmer méi grouss gëtt, op d'Kaart Benelux setzen. Op der ITB gi jo scho gemeinsam Aktiounen gestart mat deenen aneren zwee Länner, mä ech fannen et wàr net schlecht, e bëssen op de Wee ze goen nom Modell wéi déi baltesch Länner et maachen.

Eng drétt Fro, Här Minister. Äre Ministère huet en interessante landesinterne Benchmarking gemaach, deen d'Situatioun vun eise Bureau-d'accueilen a Bureau-d'informationen analyséiert, an do soll jo bei däri Etud herno e Réseau

erauskommen, e kohärente Réseau an e strukturéierte Réseau vu Büroen, déi dann och labeliséiert ginn. Do wollt ech lech froen, wou Der mat däri Labeliséierung do drusidd.

Ech fannen déi Iddi, wou de Ministère oft driwwer nodenkt an déi jo och vun der ETI kénnt, fir Offices régionaux de Tourisme ze schafen, eng ganz gutt Iddi, eng richteg Saach. Ech mengen d'ETI huet déi jo schonn 1992 ugeschwat, a vu menger Fraktioun wáieren all d'Bestriewungen, déi an déi Richtung gi fir ORTEN ze professionaliséieren, ze kreéieren, énnerstéztzt ginn.

Mir hunn am Moment déi fénnef touristesch Regiounen, d'Ardenne, de Mëllerdall, d'Musel an dann d'Rout Äerd oder d'Terre Rouge. An dann hu mer déi Regioun, déi schonn dräiomol den Numm geänner huet, déi huet am Ufank Bon Pays geheescht, wou d'Stad Létzebuerg den Zentrum doven ass. Dunn huet se geheescht le Cœur du Bon Pays, an elo gëtt se vermaart énnert dem Numm Capitale et ses environs. Si huet also dräiomol den Numm chángiert. Et ass och schwéier dann eng Identitéit ze kréien.

Ech hunn elo d'Kaart vergiess, wou dat ganz schéi faarweg duergeträsst ass, gréng d'Ardenne, an dann énne rout, d'Musel blo an de Mëllerdall brong, an dann ass an der Métt déi grouss Flaatsch giel, dat ass da le Cœur du Bon Pays oder d'Capitale et ses environs; do ass d'Stad Létzebuerg eng Regioun. An d'ETI schwätzt nämlech émmer vu sechs Regiounen, an ech zitéieren hei de Bericht vum ETI, dee schreift am Joer 2002:

„Die Stadt Luxemburg wird entgegen der ETI-Empfehlungen aus dem Jahr 1992 weiterhin nicht als eigenständige Region vermarktet, sondern als das „Luxemburg Stadt und Herz des Gutlandes“. Die herausragende Rolle, die die Stadt Luxemburg im nationalen Tourismussektor einnimmt, wird somit nicht ausreichend kommuniziert bzw. gefördert. In den ONT-Prospekten und in den regionalen Imaprospekten des Tourismusministeriums wird vielmehr das offensichtlich vorhandene Stadt-Land-Gefälle nivelliert. Eine solche Verfahrensweise wird in anderen europäischen Staaten nicht angewendet. Vielmehr werden dort die Hauptstädte als besondere Magnete des (Incoming)Tourismus begriffen und entsprechend vermarktet.“

An da soe se weider, dass och déi énnerschidde Motiver vun de Gáscht, déi an d'Stad kommen oder an d'Gutland, oft aneschters sinn: Dat eent ass méi en Tourismus rural an dat anert ass méi e Städtere-tourismus. Ech wëll awer net soen, dass d'Stad net soll zésummeschaffe mat deene Regiounen. Ech fannen am Tourismus kann eist Land náscht ouni d'Stad an eis Stad kann och ouni d'Land náscht maachen. An et war émmer esou e bëssen en Trend, dass een d'Gefill hat, do géing géintene geschafft ginn. Ech fanne mir sollen deen Trend émderéinen. Et geet némme wa mer zésummeschaffen, an ech ruffen hei duerfir all d'Acteuren aus dem Tourismus op, dass Stad a Land wierklech zésummeschaffen.

Ech hu gesot, dass dat Konzept vun den ORT ganz gutt wär, mä do werft d'ETI awer eng Fro op, an ech menge se ass schonn ugeschwat ginn, dat ass déi vun eisen Enttenten, déi entspriechen, wéi d'ETI schreift, weder organisa-toresch nach vun hirer raimelecher Zoustän-negeet dem Konzept vun dem ETI sengen ORTEN. Ech mengen, dat ass e Problem, deen een och eng Kéier soll diskutéieren a fir deen et gëllt Solutiounen ze fannen.

Ech si ganz frou, dass den Tourismus sech an deene leschte Joren zu Létzebuerg staark professionaliséiert huet. Et si Formationen organiséiert fir d'Acteuren um Terrain, souwuel fir déi professionell wéi och fir déi bénévol. Dat ass

eng gutt Saach an eng Richtung, an déi mer weider musse goen.

Ech sinn awer och frou, dass mer eng Formatioun fir Jonker hu säit e puer Joer, an zwar am Lycée technique hôtelier Alexis Heck, benannt nom Alexis Heck, dem Papp vum Lézebuerger Tourismus, deen zu Dikrech den Hôtel des Ardennes hat. Wann ee liest, wat dee Mann gemaach huet deemools, da war dat am Fong scho ganz modern. An där Schoul gëtt et jo och elo eng Sectioun Tourismus. Ech fanne, dat ass eng gutt Saach an déi soll een och énnerstëtzten.

Ech hu vollt Vertrauen an d'Acteure vum Lézebuerger Tourismus, sief dat déi national wéi och déi regional an déi kommunal, awer och en Acteur, ouni deen et net geet: Dat sinn all déi Privat. Do sinn d'Autocaristen ervirzesträichen, well d'Autocariste sinn déi, déi hei zu Lézebuerger virun allem d'Roll vum „tour operator“ spiller a sech vill ém den Incoming-Tourismus bekümmeren am private Secteur.

An dann net ze vergiessen all déi vill gutt Horesca-Betriben, déi mer am Land hunn, déi do sinn, fir eis Gáscht ze verwinnen, an déi eis Gáscht och weiderhi wäerte gutt verwinnen.

An all déi, déi ech elo opgezielt hunn, mussen zesummeschaffen an d'Kommunikatioun zwëschent deene muss optimal fonctionnéieren; da maachen ech mir fir de Lézebuerger Tourismus keng Sueren.

Merci.

**Plusieurs voix.** - Très bien!

**M. le Président.** - Ech soen dem Här Angel Merci. D'Regierung huet elo d'Wuert. Den Här Tourismusminister Fernand Boden.

**M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.** - Sou, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, jo, ech kucke ronderëm, ech gesinn, datt d'Begeeschterung net méi allgemeng sou grouss ass an datt Dir frou sidd, wann ech...

(Interruptions)

Et ass d'Qualitéit - ech weess dat! ... datt Dir frou sidd, wann ech schnell maachen.

**M. le Président.** - Dir iert lech, Här Minister. Fuert lass.

**M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.** - Ech weess dat.

Wann ech schnell maachen, kann ech och net op alles dat agoen, wat hei gesot ginn ass. Ech wëll also versichen, fir op e puer méi grondleeënd Akzenter anzegoen, ouni awer ze vergiessen déi Punkten unzeschwätzen, déi hei virun allem ervirgestrach gi sinn.

Fir d'éischt emol géif ech all deene Merci soen, déi sech hei un déser Debatt bedeelegt hunn, virun allem dem Interpellant.

Ech mengen, et besteet en allgemeine Konsens dorriwwer, datt den Tourismus e ganz wichtige Wirtschaftssektor ass an och en aarbechtsintensiven, wat jo och net onwichteg ass an Zäiten, wou mer mat der Aarbechtslosegkeit ze kämpfen hunn.

Mir wëssen, datt den Tourismussektor e ganz staark konkurrenzierter Secteur ass. Et duerf een also net rouen a schlofen. Et muss ee versichen, fir émmer no vir ze schaffen. De Marco Schank huet jo och hei eng Rei vun Zuele genannt, déi drop hiweisen, datt mer net esou schlecht do stinn. Dat ass och vun aneren erwähnt an unerkant ginn.

Hien huet eng Zuel nämme genannt, déi och ech hei soe géif: 2005 hate mer 135 Touriste pro km<sup>2</sup>, an domat si mer europawäit un der Spëtzt. Ech weess, datt een émmer esou Statistike kann interpretiere wéi ee wëllt, mä an engem aneren Indicateur, deen den Här Schank genannt huet, si mer

un drëtter Platz a gesinn domadder, datt mer eis trotz allem an engem staark konkurrenzierter Émfeld net schlecht schlofen.

Ech wëll och soen, datt mer d'Entwicklung vum Tourismus net dem Zoufall iwwerlooss hunn, mä datt mer versicht hunn, an engem gewëssene Konzept no enger gewëssen Strategie ze schaffen.

Et ass hei schonn e puer Mol gesot ginn, datt den ETI op Optrag vun dem Tourismusministère 1992 e Konzept entwéckelt huet. Ech wëll awer hei ganz kloer eppes soen: Et ass net den ETI eleng, deen de Konzept entwéckelt huet, mä dorriwwer ass annerhalte Joer laang mat allen Acteuren, mat alle Concernéierten diskutéiert ginn. Dat huet och dozou gefouert, datt am Fong dat Konzept, wat ausgeschafft ginn ass, eng breit Basis hat.

Net all Moosnamen, déi den ETI virgeschriften huet, si vu jidderengem approuvéiert ginn, mä d'Konzept, d'Richtung ass gedroe ginn; an dat huet et och erlaabt an deene 15 Joer eng zilorientéiert Tourismuspolitik ze maachen.

D'Visioun Liewensqualitéit an Tourismusqualitéit gëtt haut nach - mengen ech - vu jidderengem, deen heibanne geschwät huet, als déi richteg dohinnestellt. Mer mussen also an där Richtung weiderfueren.

Ech wëll op déi véier wichteg Segmente agoen. Et ass jo gesot ginn, datt mer zéng Joer duerno erëm eng Kéier den ETI beoptraagt hunn, fir eng Analys ze maachen, fir ze kucke wéi d'Entwicklung an deenen zéng Joer geschitt ass. Sinn déi véier wichteg Segmente, déi mer gemengt hu missen ze fördern, nach émmer déi richteg? Ass d'Visioun nach émmer déi richteg? D'Resultat an d'Konklusioun vun d'r Analys sinn, an déi sinn och hei an der Chamber virgedroe ginn, dass déi Visioun gutt war an déi véier Segmente nach émmer déi richteg sinn. Mir musse konsequent an déi Richtung do virfueren.

Den Här Kox huet jo och zitéiert, datt den ETI selwer gesot huet, datt déi Politik do, dat Konzept, déi Strategie dem Tourismus e kräftegen Impuls ginn hunn. Et ass eng ganz gutt Entwicklung komm. D'Saison ass verlängert ginn, besonnesch d'Vir- an d'Nosaison si ganz staark ausgebaut ginn. D'Wäertschöpfung ass gewuss, och dat wëll ech soen. Den Tourismus ass och e Wirtschaftszweig, wou een also muss kucken, fir Wäert ze schafen. Duerfir hu mer jo och déi Créneauen erausgesicht, well mer gemengt hunn, do géif am meeschte Méiwäert geschaf ginn.

Mir hunn den Trend vun de Kuerzvakante voll a ganz ausgenutzt. An de Statistiken, dat ass och émmer nees gesot ginn, kënnt den Dagestourist net zum Virschäin. Och d'Zuel vun deenen huet ganz staark zougeholl an deene leschte Joren. Wann een dat och moosse kéint! Ech hoffen, datt mer eng Kéier europawäit op déi d'Comptes Satellites tourisme kommen, sou datt een och den Impakt vum Tourismus op aner Secteure moos kann, an net nämmen d'lwwernuechtunge moosst. Da géif ee gesinn, datt den Tourismus sech ganz staark a gutt entwéckelt huet. An ech géif och soen, datt mer mussen versichen, fir an déi Richtung virunzelzen.

D'Fénnefjoresplang hunn d'Tourismusinfrastruktur ganz wesentlech verbessert. Ech mengen, dat ass vu jidderengem och unerkant ginn. Ech wëll och soen, datt mer no kloren transparente Prinzipie verfueren, wéi mer subsidiéieren. Do gëtt et eng ganz Rei vu Reglementer, wou genau Tauxé fixéiert sinn, wou och differenzierter Tauxé fixéiert sinn. Deemno wat ee mécht zum Beispill an der Hôtellerie, deemno wat ee mécht am Campingsektor, kritt ee verschidde naarteg Tauxen. Et ass genee an dem Reglement fixéiert, an ech

kann net dee Reproche unhuelen, datt do gesot gëtt, do géifen einfach esou op Gutdünke vum Minister Suen ausgedeelt ginn. An dat Ganz muss och émmer an Aklang stoe mat deem Konzept, wat mer entwéckele wëllen.

Ech wëll nach eng Kéier soen, datt mer eis touristesch Infrastruktur konsequent a geziilt weider musse verbesseren an ausbauen. An duerfir wäerte mer och en nächste Fénnefjoresplang maachen.

Ech wëll och soen, datt ech d'Motivoun 4 vun der DP net unhuole kann, well se net gesinn an de Prinzip net erkennen wéile wéi d'Fénnefjoresplang opgebaut ginn. Hei gëtt net vun uewen erof esou e Plang gemaach: Do gëtt dat an dat an dat gemaach.

Am Tourismus ass et esou, datt d'Initiative vun den Acteure musse kommen. Entweder d'Acteuren um Terrain, déi a Syndikater schaffen, vun de Gemengen, oder awer vu Privatinvestisseuren, déi an d'Hôtellerie, de Camping oder aner touristesch Infrastrukturen investéiere wëllen.

Mir hunn e Bréif elo geschriwwen un d'Gemengen an un déi Leit, déi concernéiert sinn, fir datt se eis ididié scho sollen eragi fir deen nächste Fénnefjoresplang, deen 2008 uleeft. Wéi gesot, d'Konzept an d'Strategie sinn nach émmer déi nämlecht wéi virdrun. Mir waarden elo, datt mer vun deene Projete virgeluecht kréien, an da wäerte mer mat hinnen diskutéieren, an dann ass do eng Kommission, déi da kuckt, ob dat mat dem Konzept stëmmeg ass oder net. Esou maache mer also, wéi gesot, och deen nächste Fénnefjoresplang. Mir wäerten och versichen, fir genuch Suen dofir ze kréien, fir eben déi touristesch Infrastruktur weider auszubauen.

Mir wäerten eis och an Zukunft konzentréieren op déi wesentlech an erfollegversprechend Geschäftsfelder, déi jo hei e puer Mol ernimmt gi sinn. Ech wëll och soen, datt wesentlech weiderhi bleift, datt mer op d'Qualitéit pochen an op d'Nohaltegeeket.

Et ass hei vum EcoLabel geschwät ginn. Mir hunn den EcoLabel zessumme mat dem Öko-Fonds vun Ufank un opgestallt no ganz strenge Kritären, déi émmer nees kontrolléiert ginn a fir eng Zäitdauer valabel sinn. Mir versichen d'Leit ze forméieren. An ech géif soen, de Prozentsaz vun deene Betriben, déi hei am Land matmaachen, ass éischter méi héich wéi manner héich wéi deen am Ausland. Wann ech elo d'absolut Zuel kucken, dann ass dat net gewaltig. Dat ginn ech zou. Mä si ass awer permanent an d'Luchtgaang.

Ech mengen, déi, déi sech doranner engagéiert hunn, dat si Leit, déi motivéiert sinn an déi dat och gutt maachen. Et ass kaum een, dee versicht do erëm erauszefalen, ob-schonn de wirtschaftlechen Impakt fir hien net émmer ganz evident ass. Ech mengen, et ass en Image de marque ginn. Een, deen den EcoLabel huet, kritt eng gewëssen Zort vu Clientèle, déi anerer net kréien. Dat war och de Senn an den Zweck dervun.

Mir hu versicht d'„Luxembourg Card“ ze schafen. Et ass geschwät gi vun enger auslännischer Kurtax, do kéint ee fir náischt mam Bus fueren. Hei kënnt Der fir náischt duerch d'ganz Land fuere mat d'r „Luxembourg Card“. Dat ass e flotte Succès, deen och an dee Prinzip geet, fir net iwwerall mam Auto müssen hinzuverfahren, wou een och net all Kéiers muss de Portmonni zéien, wann een iergendwou wëll eragoen. Op ville Plazzen kann ee vun der „Luxembourg Card“ profitéieren. Déi soll jooch elo ausgebaut ginn an der Groussregioun am Kader vun 2007. An ech hoffen,

datt dat no 2007 och weider bestoe wäert. Datt mer also eng groussregional ausgericichte „Luxembourg Card“ kënnten derbäkréien.

Naturparke si geschafe ginn, och vun den Acteuren um Terrain. Do gi regional Qualitéitsprodukte vermaart. Alles dat geet an d'Richtung vum nohaltegen a vum Qualitéits-tourismus. Den Domän Munzen ass hei ernimmt ginn. Do ass wierlech eppes opgebaut ginn, wat formidabel ass, wat just an d'Richtung vum ländlechen nohaltegen Tourismus geet. Mir wäerten och an déi Richtung weiderfueren.

Et ass hei gesot ginn, datt d'Vélos-pisten an d'Wanderweeër eppes sinn, wat fir den Tourismus wesentlech ass. Och do wäerte weider Efforté gemaach ginn, fir datt Lézebuerg am Fong zu enger Destination, fir ze wanderen a fir mam Vélo ze fueren, soll gemaach ginn. LEADER-Programmer sinn am gaangen am Mëllerdall dorunner ze schaffen.

Wat de Vélostourismus ubelaangt, do musse mer d'Ugebuet méi attraktiv maachen. Et geet do net duer - dat wëll ech och soen -, fir nämnen Vélos-pisten ze schafen, mä et muss ee kucken e ganz Produkt doraus ze maachen, fir datt déi Leit, déi heihinner kommen, och eng Prise en charge kréien. Den ONT, an och déi regional Enttenten sinn de Moment amgaangen un esou Produkter schaffn ze schaffen, fir d'Ugebuet méi interessant ze maache fir Leit, déi heihinner welle mam Vélo fuere kommen oder gäre wandere ginn. Esou kann een ouni Zweifel am beschten eis flott Landschaft genéissen.

Ech sinn d'accord mam Här Mehlen, wann hie seet, datt d'Landschaft an och eis kulturell Attraktiouen, déi an där Landschaft sinn, eis wesentlech Trömp sinn, déi ee muss weider ausbauen. Ech wëll och evirhiewen, datt eis Baueren a Wénzer e wesentlechen Undeel dorunner hunn, datt mer déi Landschaft esou kenne genéisse wéi mer se hunn.

All Kéiers wann een d'Touriste freet: Wuerfir kommt Der op Lézebuerg?, da soe se: Dir hutt eng fantastesch Landschaft, dir hutt fantastesch Dierfer, an da kann een an d'Buergen a Schlässer goen. Jee, et kann ee ganz flott Saache maachen a Liewensqualitéit hei genéissen. An dofir mengen ech, ass dee Slogan „D'Kultur läit an eiser Natur“ nach émmer een, deen ech ganz ubruecht fannen, deen och soll weiderhin e wesentlech Leitmotiv si fir d'Förderung vum Lézebuerger Tourismus.

Den ETI huet och eng Rei vu Verbesserungsvirschiéli gemaach an där Etud vun 2003, déi d'ailleurs an der Chamberskommissioun presentéiert ginn ass. Och déi Kurtaxen, déi verschidde Méiglechkeete vun Taxenaféierung, si genee presentéiert ginn an et ass och dorriwwer diskutéiert ginn. Am Virfeld hat Der souguer schonn hei an der Chamber - Dir hutt dat gesot, Här Kox, mä da misst Der och konsequent bleiben - eestémmeg, mengen ech, eng Motivoun gestëmmt, fir an zwou Etappen eng Kurtax anzeifeieren.

An zwar fir d'éischt eng, déi op d'lwwernuechtunge géif goen, fir schnell virunzekommen, déi einfach wier; an an enger zweeter Etapp dann ze kucken, ob een dat sollt méi allgemeng maachen, wéi et an engem Land - wéi Der sot, Tirol - ass. Mä si ass ganz komplizéiert. Dat verlaangt eng Gesetzgebung, déi net esou einfach ass a wou och e ganzen administrativen Opwand drun hänkt. An ech wëll och nach op déi Kurtax ze schwätzen kommen, well dat jo e wichteg Element ass, wann ee wëllt munich Saachen hei änneren a verbesseren.

Also, den ETI huet éischtens emol gesot, mer solle kucke méi an d'Ressources humaines ze investéieren, an d'Software. Dat hu mer am Kader vum aktuelle Fénnefjoresplang och scho gemaach. An dësem Fénnefjoresplang kenne

mer déi éischté Kéier, wa gréisser Projete gemaach ginn, och d'Fonctionnementskäschte mat considérerien. An ech denken, datt dat och eng Méiglechkeet gëtt, fir iwwerhaapt déi ugepeilten Tourismusagenturé meiglech ze maachen,

Naturparke si geschafe ginn, och vun den Acteuren um Terrain. Do gi regional Qualitéitsprodukte vermaart. Alles dat geet an d'Richtung vum nohaltegen a vum Qualitéits-tourismus. Den Domän Munzen ass hei ernimmt ginn. Do ass wierlech eppes opgebaut ginn, wat formidabel ass, wat just an d'Richtung vum ländlechen nohaltegen Tourismus geet. Mir wäerten och an déi Richtung weiderfueren.

Dann ass proposéiert ginn, fir déi regional Tourismusagenturen ze schafen. An et ass och proposéiert ginn, fir d'Qualitéit vun den Déngschtleschtungen ze verbesseren. Dat ass och vun e puer Leit ugeschwät ginn, duerfir wëll ech vlächt och dorobber agoen.

Mir hunn eng national Tourismuskommissonsion geschaf, an déi huet dräi Aarbechtsgruppe gemaach. Déi dräi Aarbechtsgruppen hu sech eben ém dräi Domäner bekëmmert: Dat eent ass d'Fiche d'hébergement, well et wichtig ass, datt ee besser Statistike kritt. Och wann ee wëllt eng Kurtax maachen, muss dat e bëssen anesch fonctionnéieren, datt een also e bësser méi Iwersiicht kritt iwwert den Hébergement, wéi vill Nuitéen et dorëmmer sinn.

An dat ass och wichtig fir den ONT, wann ee wëllt besser vermaarten, muss ee gudd Informationen hunn: Vu wou kommen d'Zilgruppen hier? Sinn dat Famillje mat Kanner, déi kommen? Oder wéi gesäßt dat aus? Datt mer also bëssert Statistiksmaterial kréien. Dofir hu mer, wéi gesot, des Projekt de loi der Chamber virgeluecht. Ech hoffen och, datt e méiglechst schnell ka gestëmmt ginn.

Dat Zweet, dat war d'Qualitéitszertifizierung a -klassifizierung. Do huet den Här Angel, mengen ech, nogefrot iwwert déi Bureaux d'information reconnu. Mir hunn d'Analys vun de Kritäre fir esou Büro elo praktesch ofgeschloss. Et ware jo d'Kritären opgestallt ginn. Den Europäischen Tourismus Institut huet dat analyséiert, ass bei d'Büro gaang an huet mat en diskutéiert. Ech denken, an engem Mount ongeférer wäerten dann och déi Büro hire Logo kréien, datt se unerkannt Bureaux d'informations sinn. Da weess de Client och: Hei, ech fannen déi an déi Déngschtleschtungen an deem Büro do vir.

Wat elo d'Qualitéitszertifizierung ubelaangt, welle mer och an de Schwäizer Q-Label goen. Et hat een - ech mengen den Här Schank - dovunner geschwät, fir ze kucken, fir déi Betriben, déi am Tourismus schaffen, ze motivéieren, fir méi qualitéitsorientéiert ze schaffen.

De Schwäizer Q-Label, do gétt et dräi Stufen.

Dat eent ass, wou méi op den Accueil an de Service opgepasst gëtt. Do gétt eng Formation gemaach fir déi, déi sollen am Betrib kucken, datt dat no deene Kritäre gefrot. Da kritt een zwee Qen.

Déi zweet Stuf, do geet et méi ém de Qualitéitsmanagement. Do gétt also méi eng laang Formation gemaach. Déi ginn och méi Kritäre gefrot. Da kritt een zwee Qen. A wann ee gären dräi Qen hätt, da muss een eng ISO-Zertifizierung maachen. Dat ass éischtir fir Betriben. Mer hunn am Land hei een Tourismusbetrieb, deen déi ISO-Zertifizierung gemaach huet, an ech hoffen, datt där nach weider nokommen.

De Q-Label ass en Zeechen, wat unerkannt ass, wat bekannt ass. Rheinland-Pfalz zum Beispill, huet dee Schwäizer Q-Label och elo adopt

Dann e Wuert zur Klassifizierung. Dir wësst, datt mer versicht hunn, fir eng Benelux-Klassifizierung ze maachen an der Hôtellerie an am Campingsecteur. Mir hunn elo e gréissere Problem kritt, well d'Hollänner einseitig e bëssen aner Kritären agefouert hunn a sech net méi un déi Benelux-Klassifizierung halen. Mir ware mat den Hollänner zesummen, fir ze kucke wéi si et maachen. Hire Modell ass och net oninteressant. Si orientiere sech e bësse méi um däitsche Modell, fir niewent objektive Kritären, wat d'Infrastrukturen ubelaangt, och subjektiv Kritären dran ze maachen, wat den Accueil, d'Déngschtleeschung an esou ubelaangen. An ech mengen, datt mer solle versichen, fir eben och lues a lues mat hinnen an déi Richtung ze goen.

Ech hätt awer gären - ech wëll dat soen -, datt mer e Benelux-Label bääbehalen. Eis Haaptclientë sinn d'Hollänner an et sinn d'Belsch. Et ass wichtig, datt mer eng Zertifizierung hunn, wou d'Hollänner an d'Belsch sech dran erëmfannen, déi se kennen. Duerfir, mengen ech, wär et wichtig och an enger Aart Benelux-Klassifizierung fir d'Hôtellerie a fir de Camping ze bleiwen.

Dann, wéi gesot, hu mer e Grupp gemaach, fir regional Tourismusagenturen ze schafen. Dat ass eng Saach, déi den ETI scho méi laang proposéiert huet, fir ze kucken, fir d'Kräften ze bündelen a fir op dräi Stufen ze schaffen.

D'national Stuf, dat ass den ONT an den Tourismusministère.

D'regional Stuf wären dann déi ORTen, wou versicht gëtt alleguer déi, déi haut schonn an de Regiounen a fir d'Regioun schaffen, beienen ze kréien. E Büro ze kréien, wou eng ganz Rei vun Know-how a Professionneller beienee sinn, déi versichen eng besser Koordinatioun ze maachen an där Regioun; fir d'Aktiounen vun de regionalen Acteuren ze koordinéieren, ze stimuléieren; fir e bessere regionalen Tourismusmarketing kënnen ze maachen; fir nei Produkter auszeschaffen, wat d'Regioun ubelaangt; fir gréisser Manifestatiounen an der Regioun ze organiséieren; an natierlech och fir déi kulturell, déi natierlech, déi historesch Ressourcë vun der Géigend besser touristesch en valeur ze setzen.

Also, ech wëll soen, datt den ORT am Fong méi ass wéi d'Zesummeleeë vun dräi Ententë vum Norden. Do soll also eng Struktur geschaf ginn, wou eng substanzuell Plus-value derbäi soll erauskommen. Dat soll méi professionell gemaach ginn. An an där Struktur sollen och déi aner Acteuren, déi fir den Tourismus täteg sinn - ech soen elo emol d'Transportentreprisen, Horesca ass souwéisou derbäi, mä LEADER zum Beispill, kulturell Agenten, déi an der Regioun täteg sinn -, mat abezu ginn a mat agebonne ginn; datt do eng koordinéiert Politik gemaach gëtt, fir och kulturtouristesches mél staark kënnen an der Regioun täteg ze ginn. Also, wou versicht gëtt, fir méi Produkter, déi cibléiert sinn op gewëssen Zilgruppen, kënnen an der Regioun ze schafen an ze vermaarten. Dat verlaagt natierlech - et ass scho gesot ginn - och méi Suen.

Wat een hei nach muss klären, dat ass: Wéi sinn d'Relationounen elo zum Beispill téschent den Enttenten, déi haut bestinn, an téschent där Struktur ORT. Déi Diskussiounen müssen nach weidergehouert ginn. An dann och wann ee Produkter wëllt schafen, wann een nei Leit wëllt drakréien, déi qualifiéiert sinn, dat ass och wichtig, da brauch ee méi Suen. Wéi gëtt dat finanzéiert? Ech mengen, dat ass émmer gesot ginn: ORTe schafen an och finanzéieren ass e Ganzt. Et muss ee kucke wéi een de Refinanzement ka maachen. Ech si bereet - ech hunn dat och schonn emol gesot -, esou wéi ech den ONT praktesch zu 60% finanzéieren, fir och déi heiten ORTEN zu 60% ze fi-

nanzéieren, mä da feelen awer nach 40%.

Bis elo ass am Norde probéiert ginn a gefrot ginn: Wat kënnen d'Gemenge bâileën? Een Euro pro Awunner. Dat geet awer net duer fir dat Ganzt ze finanzéieren! Dat heesch, do feelen nach aner Suen, déi ee muss kréien. Dat kann op bénévole Basis gemaach ginn, datt ee bei d'Hotele geet a seet: Lauschtert emol, Dir profitéiert jo och dovun, sidd Der bereet an der Regioun esou e Montant opzebréngen, fir hei ze finanzéieren? Datt ee bei Busentreprisë geet an déi freeet.

Dat kann een op volontärer Basis maachen, oder awer et esou maache wéi och an d'Ae gefaasst ginn ass, datt ee seet, mir mussen eng Aart Kurtax aféieren, fir datt d'Gemengen net ze vill Dépenses hunn. Et ass schonn esou, datt d'Gemengen, déi am Tourismus täteg sinn, oft méi Dépenses hu wéi se Suen duerfir erakréien. Dat heesch, datt ee versicht hinnen finanziell Méglechkeeten ze gi fir kënné méi Efforté fir den Tourismus ze maachen.

Wéi gesot, do hu mer scho laang driwwer diskutéiert. 2001 hu mer eng Motioun ugeholl, 2003 ass déi Etüd vun der ETI komm. De Marco Schank als President vum ONT an ech selwer, mir hunn dem Syvicol 2002 e Bréif geschriwwen, wou mer eng Rei vu Pisten ugedeit hunn, déi ee kënné maachen. Kloer war et, datt mer mussen emol schnell eppes kréien, an net jiddfer Gemeng soll eppes aneschters maachen. Mir mussen e Schema kréien, dee fir d'Land gutt ass, an dee sollt de Syvicol ausschaffen, well si hate sech deene Saachen ugeholl fir déi do ze maachen. Wéi gesot, mir hunn e Bréif geschriwwen. Mir hunn awer och drop higewisen, an ech mengen dat ass och eng zweet Saach, déi menger Meenung no parallel muss och vum Syvicol weidergedriwwen ginn.

Duerfir sinn ech frou, datt an der Motioun 1 och vun de Finances communales Rieds geet, datt a Kooperatioun mam Syvicol a mat dem Conseil supérieur des Finances communales doriwwer soll diskutéiert ginn, well ech si scho ganz laang derhannert. Ech mengen et wär berechtegt, datt ee bei der Verdeelung vun de Statsgelder un d'Gemengen den Tourismusgemengen hire spezifische Problemer misst besser Rechnung droen, datt se méi Sue misste kréie wéi dat haut de Fall ass.

Well wa si z.B. eng Waasserleitung oder e Kanal leeën, maache se dat net némme fir hir Awunner, mä och fir d'Spätzte vun der Saison. Dat heesch, eng ganz Rei vun Dépenses, déi op den Tourismusgemengen leien, gi wäit iwwer d'Besoien vun hirer Bevölkerung eraus. Duerfir misste mer menger Meenung no zwou Saache matenee maachen: Eemol kucken, wéi kann een d'Tourismusgemenge bei där Verdeelung vun de Statsgelder besser berücksichtegen; an dat Zweet ass eng Kurtax aféieren, déi méiglechst einfach soll sinn, datt se schnell ka gemaach ginn. Da muss een ebe kucken, wéi kann ee vläicht dono méi eng sophistiquiert kréien, fir d'éischt op fräiwëller Basis an duerno vläicht dann doriwwer légiféréieren. Mä mir wëssen alleguer, dat ass eppes, dat dauert e bësse méi laang, a wa mer net schnell eppes Einfaches maachen, da kréie mer náisch.

Well ech hunn hei dem Här Calmes nogelauscht, hien huet némme Problemer a Froen opgeworf, eng Léisung hunn ech net gehéiert. Et ass einfach, effektiv kann ee bei deenen dote Problemer op ganz vill Schwierigkeiten hiwisein, a wann ee fir d'éischt muss eng Eenegung mam Secteur fannen, déi fénnt een net, ech soen lech dat. De Marco Schank huet als ONT-Präsident jo Diskussiounen gehat mat dem ganze Secteur. Do kritt ee keng Eenegung. Ech mengen, mir hunn hinnen nogelauscht. Mir wësser wat hir Meenung ass. Mir

wëssen och wat déi eenzel Acteuren an deem Secteur vun Iddien hunn, an duerno muss eng Décisioun geholl ginn.

An ech mengen, d'Décisioun war hei an der Chamber am Prinzip geholl ginn, datt mer solle mat dem Syvicol zesummeschaffen, datt mer sollen an der éischter Etapp kucke fir eppes Einfaches ze maachen, wat am Fong op den Iwwernuechtinge géif leien. An der zweeter Etapp emol kucken, ob een net kënné e Schrëtt weider maachen. An ech mengen, dat soll een duerfir och realiséieren.

Wéi gesot, ech kann déi Motioun 1 ganz gären - oder 2 ass et, pardon - unhuelen, mä et ass schonn e groussen Deel vun deem wat do gefrot gëtt gemaach ginn. Ech mengen, elo musse mer kucken, soubal wéi de Syvicol konstituéiert ass, an ech denken, datt dat jo awer schnell wäert de Fall sinn, fir do Neel mat Käpp ze maachen, an datt mer an déi Richtung ginn, datt, wann eng Gemeng, et gëtt keng Gemeng obligéiert et ze maachen, mä wann eng Gemeng eng Kurtax aféiert, datt se dat no engem gewëssé Schema soll maachen. Ech mengen, dat ass de Senn an den Zweck vun deem Ganzen, a wa se do Suen erakréien, mussen déi natierlech, dat ass evident, och an den Tourismus erëm investéiert ginn. Dat kënné mer awer och net an engem Reglement virschriften. Mä et ass normal, datt d'Gemengen, wa se duerfir Suen erakréien, déi och erëm an den Tourismus investéieren. Esou vill Fidenz muss een an d'Gemengen hunn.

Mir hu jo ee Beispill oder zwee Beispiller, wou et scho besteet. An der Stad Lëtzebuerg gëtt vläicht net all Frang, dee se erakréien, an den Tourismus investéiert, mä si soen, mir hunn awer och eng ganz Rei Dépenses, well mer Touristestad sinn, an déi Suen, déi mer kréien, dovun huele mer e klengen Deel fir déi Dépenses do matzefinanzéieren, mä e groussen Deel geet awer an de Luxembourg City Tourist Office, an déi kënnen duerfir och seriö a professionell schaffen. A si maachen dat da jo och ganz gutt.

Iwwerhaapt wëll ech och hei soen, datt ganz vill Bénévolat am Tourismus täteg ass. Et muss een oppasse bei alle Strukturänderungen, déi ee mécht, datt een déi mat am Boot behält. Wann déi aus dem Boot eraussprangen, dann erleide mer Schéffbroch. Duerfir muss een émmer oppassen, datt mer versiche mat hinnen zesummen déi Schrëtt do ze maachen, an ech menge schonn, datt dat och méiglech wär.

Gutt. Dann ass geschwat gi vun deene véier Achsen. Ech wëll net op dat alles nach eng Kéier agoen. Ech mengen, de Kongresstourismus ass e wichtige Créneau, do sinn Akzenter gesat ginn. Mir hu gudd Infrastrukture, wou et - leider Gottes, muss ech soen - bei där enger um Kierchbierg nach e bëssen dauert, ier se erëm eng Kéier fäerdeg ass. Dat si Constrainte vun der EU a vun der Présidence, déi mer haten, mä mir denke schonn, datt do och déi Infrastruktur, wa se fäerdeg ass, optimal ass.

Mir kréien nei Kulturzentren, wou kënné Kongresser oder Seminären ofgehale ginn, a wichtegen Tourismus-Uertschaften. Mir hunn der d'ailleurs schonn eng Partie. Ech mengen also schonn, datt de Kongresstourismussecteur ka weider ausgebaut ginn. Do ass nach Loft dran, an dat ass dee Secteur wou am meeschte Suen ausgi ginn. Duerfir soll ee kucke fir dee weider esou ze pousséieren an ze forcéieren wéi dat an der leschter Zäit gemaach ginn ass.

Natierlech gëtt et och aner Saachen, déi parallel dozou geschéie müssen, wéi de Findel. Do muss munches sech e bëssen ännernen,

do si jo och Projeten amgaangen. D'Ubannung un den TGV kann och sécher, wat de Kongresstourismus ubelaangt, eppes bréngen. Also do si scho Saachen, déi sech maachen, déi kënné an déi Richtung do bähëllefen.

Tourismus am ländleche Raum, do sinn ech frou, datt unerkannt ginn ass, datt ganz wichteg a richteg Schwéierpunkte geschaf gi sinn, déi och schonn ernimmt gi sinn: Munzen, Naturparken, Cornelyshaff, LEADER-Regionen, a wat do flott ass, dat ass, datt déi do Saache meeschents bottom-up gemaach gi sinn. Dat heesch, d'Leit aus der Regioun hu versicht fir déi Saachen do ze schafen an och esou wäit wéi méiglech derhannert ze stoen. Da gëtt et en Erfolleg, anescht ass et net méiglech.

D'Muselschëffsfahrt, d'Thermalbad, de Parc merveilleux, de Musée des mines, Train 1900; ech wollt der elo zwee, dräi aus dem Süden nennen, well heiansdo déi aus dem Süde mengen, do wier náisch geschitt. An de leschte Joren ass villes am Süde geschitt. An och dee ganze Beräich vun der Industriekultur, wëll ech och soen, dat ass e wichtige Beräich, deen och ausbaufäeg ass, grenziwwerschreidend ausbaufäeg ass, och do wäerte mer nach weider dru schaffen.

Am Campingsecteur musse mer natierlech kucken, datt mer wéi gesot d'Qualitéit fördieren. Dat ass och esou virgesinn an der Subsidiatioun, déi mer ginn. Beim Eco-Label hoffen ech, datt der do nach méi matmaachen. Mir si weider do drun. An der Hôtellerie besteht e Problem fir déi kleng Hotelen an den Touristeregiounen. Do musse mer also kucken, och weider Investitiounen ze fördieren. Bei deene méi grousse Betriber, do hu mir Gott sei Dank e puer Lokomotiven an den ezelne Regiounen kritt, déi Leit unzéien, de Wee weisen. Et sinn anerer, déi maachen dat no. Ech hoffen, datt mer der vill kréien a méi kréien, déi dat nommachen, an et si jo Beispiller do genannt ginn, déi an de Wellnessberäich investéieren. Dat ass ouni Zweifel richtig.

Also ech menge schonn, datt mer och an Zukunft müssen d'Hôtellerie encouragéieren ze investéieren, an ech mengen déi Bähëllefen, déi mer do ginn, déi sinn, ech wëll net soen eemoleg an Europa, mä awer ganz grosszügig, well mer wëssen, datt do muss permanent vill investéiert ginn, well d'Uspréch vun de Clientë ginn émmer méi héich.

Ech sinn d'accord mat der Madame Dall'Agnol, déi seet, et misst een de Client an de Mëttelpunkt setzen. Dat ass och ganz richteg. Dat versiche mer och ze maachen, well alles dat wat investéiert gëtt, dat kënné opgrond vun Uspréch, déi d'Clientë stellen. Well wa mir et net maachen, da gi se enzwousch aneschters hin. D'Ugebuet an d'Konkurrenz sinn námlech ganz grouss, duerfir muss ee permanent investéieren. Mir wëllen och am Kader vun Fénnefjoresplang Investitiounen weider fördieren, wéi gesot no geziilt Kritären.

Et ass geschwat gi vun Defiziter. Ech soen nach émmer, datt ech net derfir si fir e groussen Centerpark ze maachen, deen e geschlossene Circuit ass, wou d'ganz Ekonomie náisch doven huet an d'Regioun och náisch doven huet. Dat hu mer schonn oft hei an der Chamber diskutéiert. Ech mengen, déi meescht waren émmer der Meenung, datt mer net sollen an déi Richtung goen, och wann do eng gutt Auslaaschtungsquot ass. Ech si mer däers bewosst, datt een do vill Leit kann unzéien. Mä dat si geschlosse Réseauen, wou am Fong d'Regioun méi Nodeeler wéi Virdeeler doven huet.

**Une voix.** - Très bien.

**M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.** - An et gi

Leit doranner beschäftegt, ech sinn och souguer d'accord domat, mä dat si meeschents Leit, déi se selver matbréngen, a si importéiere praktesch all hir Wuere vun do wou se hierkommen. Also mir hunn déi Systemen do analyséiert. Bis elo war keen interessanten dobäi.

Ech hunn e puer Leit d'Offer geomach: Mä mir hunn dach hei eng gudd Hôtellerie, déi ass net émmer beluecht. Am Contraire, déi kënn besser beluecht ginn. Woufir kann een déi net mat abannen, datt och déi Leit, déi an deen Hotele sinn, kënné vun Ären Infrastrukture profitéieren? Bis elo wollte sie dat net. Si hunn en anert Konzept. Si wëlle sech net opmaachen. Wa mer emol ee fannen, dee bereet ass, an déi Richtung do matzegoen, hu mer kee Problem fir esou Saachen ze akzeptéieren, wann et vernünfteg ass an de Prinzip vun der Qualitéit an der Nohaltegeet derbäi awer och gewahrt bleibt.

Et ass vun engem Erlebnisbad geschwät ginn. Mir maachen Etüden, ech wëll dat och soen. An eng Etüd, et ass vun dausend Säite geschwät ginn, ech weess net genee wéi déck datt se ass, mä se ass vun engem Mann, dee scho laang fir de Sportsministère schafft, deen also weess wat fir eng Schwemmen hei am Land gebaut gi sinn oder nach a Planung sinn, an deen huet och fir den Tourismusministère gekuckt: Kënné mer nach en Erlebnisbad gebrauchen? Wa jo, wou? Wéi soll dat eventuell gemaach ginn? Wéi kann dat rentabiliséiert ginn? A wéi gesot, hie kënn zur Konklusioun, datt, wa mer eis et wëlle leeschten, eent nach géif duergoen.

Erlebnisbad an Erlebnisbad kënné awer zweeërlée Saache sinn. Wann ech vun esou Erlebnisbäder um Camping héieren, ass dat wat hie gemengt huet eppes ganz aneschters. En denkt un eent wéi dat wat zwësche Stroossen a Bar-treng gemaach gëtt. Esou en Erlebnisbad ass eppes wat vill Leit unzéitt, ouni Zweifel, an ech menge schonn, mir kënnént esou eppes nach an enger Touristeregioun gebrauchen.

Mä och dat geet némme wa mer Leit fannen, déi et finanzéieren. Do muss een also menger Meenung no onbedéngt privat Promoteure mat an d'Boot kréien. Datt déi net alles finanzéieren, ass vläicht méiglech, mä et muss een op d'mannst kucken, datt do e gewëssene Finanzement kënnnt. Datt dann herno och Schoulklassen dovu profitéieren, ass jo och net falsch, well dat muss souwisou an der Regioun ugebuede ginn, mä ech mengen do wär nach eng Méiglechkeet fir och eng Indoor-Aktivitéit ze kréien, déi interessant ass an déi effektiv hei am Land feelt.

Da wat de Bannentourismus ubelaangt, ech mengen, do ass jo eis Optik émmer, datt mer wëlle versichen, Infrastrukturen ze schafen, déi interesserant sinn, wou och d'Lëtzebuerger kënnént dohinner goen. Dat gëtt jo och émmer méi staark profitéiert. Ech wëll och nach eng Kéier soen: Eng vun eise Visiounen an eise Strategien ass jo, datt mer sollen och Infrastrukturen schafen, déi wuel den Touristen zegutt kommen, mä awer och de Leit hei aus dem Land zegutt kommen, déi och hir Liewensqualitéit verbesseren, fir datt d'Akzeptanz vun de Lëtzebuerger vis-à-vis vum Tourismus gutt ass.

Déi ass hei am Land iwwrigens gutt. Wa mer Vélospisté bauen, do fueren och vill Lëtzebuerger driwwer an déi profitéieren och dovenner. Sou ass dat richteg fir ganz vill Infrastrukturen, déi am Fong fir den Tourismus geschaf ginn, mä deen Eenzelnen awer och zegutt kommen, an ech wär frou wann nach méi Leit géifen zum Beispill vun der Muselschëffsfahrt a vun anere Saachen, déi geschaf gi sinn, profitéieren. Och vun de Museen, obschonn ee gesäßt, datt dat lues a lues zouhëlt.

Da kommen ech un de Kulturtourismus, well dat jo och e Problem ass, deen oft ugeschwat ginn ass. De Kulturtourismus huet ouni Zweifel eng ganz grouss Entwécklung gemaach. Dat ass och hei gesot ginn. 1995 war Lëtzebuerg déi éischte Kéier Kulturhaaptstad. Mir hunn 1995 déi héchsten Iwwernuechtungszuel gehat sät jeehier. 2005 war déi zweethéchsten. Mä et huet ee gesinn, datt dat Kulturjoer 1995 eppes beweegt huet. A mir ginn dovun aus, datt dat Kulturjoer 2007 méi Iwwernuechtunge bréngt wéi 1995. Dat ass emol d'Zil wat mer eis gesat hunn a wou mer och mengen, datt et realistesch wier. Mä dat ass awer némmen ee vun de Kritären, déi ee kucken däerf.

Wat ass 1995 geschitt? Mä 1995, do hu mer och esou eng Etüd maache gelooss am Virfeld fir ze kucken: Wéi kënne mer 1995 touristesch notzen? An deemoos war net vill Versteedemech do, datt den Tourismus sech iwwerhaapt wollt ém esou eppes bekémmeren. An dunn ass en Déclic komm, datt vun de Kulturinteresséierten an de Kulturacteuren erkannt ginn ass, datt och si dovu profitéieren, wann net némme Lëtzebuerg, mä vill anerer dohinner kommen, wann dat do kann agebonne ginn an touristesch Produkter, déi vu Reesagenturen am Ausland vermaart a verklaft ginn a Leit heihinner bréngen. A wann déi eemol hei waren an et huet hinne gefall, da soe se hire Kolleegen dat, da komme se och erém eng Kéier heihinner, déi Saache kucken a bewonneren.

Dat wat ech am Fong am meeschte vun 1995 behalen hunn, ass, datt mer éischtens emol e Saut qualitatif kritt hunn an dem Tourisme culturel. Lëtzebuerg ass op d'Landkaart komm wou kulturellen Tourismus ka gemaach ginn, an ech géif soen et ass eng vill besser Zesummenaarbecht komm an e vill besert Versteedemech komm téschent den Acteuren am Tourismusberäch an den Acteuren am Kulturberäch.

Datt do heiansdo net alles iwweree stëmmt, dat ass och déi Kéier de Fall gewiescht. An, Här Kox, ech ka guer net akzeptéieren, datt d'ETI an dár Etüd, déi et gemaach huet elo dëst Joer, hätt wëllen de Kulturleit soen, wéi se sollen d'Kulturjoer organiséieren. Ganz a guer net! Déi Kéier ass et bei der Organisatioun vum Kulturjoer nämlech ganz aneschta gaang. Et sinn zwou Kommissioune geschaf ginn, déi sech ém Tourismus bekémmeren am Kader vum Kulturjoer, eng national an eng fir d'Groussregioun. Do waren d'Acteure vum Tourismus mat dran, an déi Kommissioune bekémmerre sech ém d'Vermaartung vum Kulturjoer.

A wat mir hei an eiser Etüd gemaach hunn ass fir ze kucken: Wat kann een elo profitéieren am Kulturjoer fir no 2007 erém eng Kéier eppes Nohalteges ze kréien? Fir datt mer erém eng Kéier e Saut qualitatif am ganzen kulturellen Tourismus maachen. Dat ass am Fong d'Optik gewiescht vun dëser Etüd, an ech muss soen, datt ech frou sinn, datt am Fong déi Etüd zu Diskussioun féiert. Si ass jo op Internet veröffentlicht ginn, jiddferee konnt se nokucken, an eng ganz Rei vu Weeér gi jo opgewisen, wat ee ka maache fir no 2007 und touristesch vun deem Kulturjoer weider ze profitéieren.

Et ass ouni Zweifel esou, datt d'Image de marque vun der Stad a vum Land als kulturell Destinatioun muss weider ausgebaut a konsolidéiert ginn an datt een also duerfir muss eng Rei vu Saache maachen. An d'ETI huet e Vorschlag ausgeschafft fir Lëtzebuerg zum Beispill méi staark als kulturtouristesches Destinatioun ze positionéieren a vun aneren ofzegrenzen, déi och am kulturellen Tourismus täfte sinn. Si soen: Mir sinn der Meenung, datt ee Lëtzebuerg kann eraussträichen als e Land wat am Fong eemoleg ass, wou ganz vill europäesch Villfalt op klengstem Raum ugebueude gett.

An datt Lëtzebuerg am Fong e Land ass, wat eng ganz staark national Identitéit huet, déi duerf dee groussen an intensiven Afloss vun deene villen Auslännner, déi hei zu Lëtzebuerg lieuen oder déi hei zu Lëtzebuerg emol waren, net verluer gaangen ass, am Contraire, datt déi Lëtzebuerg Identitéit sech am Fong aus eegener Wuerzel an aus deem externen Afloss staark mécht. Dat ass eppes wat eemoleg ass, dat soll een eraussträichen, an duerfir schloe se vir, dat do a véier Zukunftsthemen ze maachen. An zwar soll Lëtzebuerg vermaart ginn als kulturtouristesches Destinatioun mat engem staarken eegene Profil. Duerfir soe se: Mir géife vorschloen, een Domän „Lëtzebuerg-typesch“ ze maachen, an do muss een dann Highlighten eraussuchen, wat do dat Lëtzebuerg-Typesch ass.

Ee Beispill wat si genannt hunn ass d'Sprangprozessioun vun lechternach, e Weltkulturierwen. Do ronderém ass villes ze maachen, fir de kulturell interesséierten, reliéis interesséierten Tourist hei an d'Land ze kréien. En zweeten Domän ass „Schmelztiegel Europa“. Mir sinn eng Finanzplatz, gewëss, mä mir sinn awer och eng Europa-Hauptstadt. Mir hunn do Eemoleges unzibidden. Lëtzebuerg-Stad ass och UNESCO-Weltkulturierwe ginn, mir hunn hei formidabel Saachen unzibidden. Duerfir kénnt een am Fong dat zu engem Thema maachen, woumat ee Leit kénnt unzien.

D'Industriekultur hat ech scho genannt. Och do ass eppes wou ee ka grenziwerschredend villes bewegen. Eventen, do hu mer eng ganz Rei vu flotten, groussen, wichtegen Eventer, an 2007 ginn der erém eng Partie gemaach. Et muss een elo kucken: Wat fir eng si gutt gewiescht? Wat fir eng sinn nohalteg? Wat fir eng muss een iwwer 2007 och weiderféieren, fir eben do eng gewësse Kontinuitéit a gewësse Saachen ze kréien? Wéi gesot, et gett scho ganz villes hei ugebueden.

Dann huet d'ETI awer och, géif ech soen, eng Rei vu Virschléi gemaach, wat een 2007 scho ka maache fir duerno ze profitéieren, zum Beispill eng Gästedenbank huet hie proposéiert ze maachen. Datt also alleguer déi Leit, déi bei eis kommen, iergendwéi identifiziert ginn, andeem datt een Datebanke mécht - an do gett et der jo, souwuel am kulturelle Beräch wéi och am Tourismusberäch - fir datt een déi all zesumme kritt.

Mir hunn am kulturelle Beräch och eng Datebank, de Plurionet. A mir hu beim ONT den Agendalux. Wann een do en Interface mécht,

da kritt een herno eng Datebank vun all deenen, déi am Joer 2007 hei waren, an déi kann een uschreiwen, déi kann ee fidéliséieren. Och dat do sinn also Préalables, déi ee maache muss fir kënnen, wéi gesot, vun deenen ze profitéieren, déi hei waren, fir datt een déi weider kontaktéiere kann.

Da proposéiere se och - an ech mengen, dat ass jo och an dár Motioun hei zum Ausdruck komm -, fir datt een dat wat sech elo bewährt, souwuel un Eventer wéi och u Strukturen, versicht méiglechst bääzebalen. Dat heescht net, datt een elo, ech gesinn an der Motioun geet Rieds vun Incoming-Struktur, dat soll genee sou bääzebalen. Do muss ee kucken, do si Leit, déi schaffen dorunner, déi kréien en Know-how.

Elo muss een also kucken, Incoming ass normalerweis eng Saach vu Privatacteuren, géif ech soen. Ech hat scho Kontakt viru laanger Zait mat der Luxair, déi hunn erém méi Intérêt bewisen, fir sech méi am Incoming ze investéieren. Ech ka mer virstellen, datt d'CFL interesséiert dorunner ass. Ech kánt mer och virstellen, datt deen, deen elo de Cahier des charges am Kulturjoer exekutéiert, och vläicht Interessi drun huet. Do kánt een also eng Privatstruktur oppauen. Do sinn déi Leit natierlich, déi Know-how hunn, ganz wëllkomm, an déi gi vun deene jo sécher gesicht. Oder et mécht een, wéi och even tuell ugedeit, eng Mixstruktur, datt een dem ONT d'Stad Lëtzebuerg an anerer mat dorunner hét an datt déi sech dorémmer bekémmeren.

Wat een awer vermeide muss, dat ass, datt eng déloyal Konkurrenz kánt téschent dem staatleche Secteur an dem Privatsecteur. Wann de Privatsecteur sech wëll dorunner investéieren, mengen ech soll een deem do awer de Virrang loassen. Also ech mengen, dat soll ee weiderféieren esou gutt wéi et méiglech ass, an ech denke schonn, datt, wéi gesot, d'Kulturjoer 2007 eis e weidere Sprong an déi Richtung erlaabt, an ech si gudder Hoffnung, datt mer am kulturellen Tourismus weider Zoulaf kréien an eis och do verstärke kénnen.

Ech wëll nach eng Kéier belobegend ervirsträichen, datt och am Kader vun dár Diskussioun, déi an der A.s.b.l., Luxplus2007 gemaach ginn ass, eng Rei vun touristesche Besoiné scho festgehale gi sinn. Zum Beispill gett e Planning Guide gemaach, e Sales Guide fir professionell Acteure wéi Busentreprisen, Reesagencen an der Groussregioun. Ech hoffen, datt déi grenziwerschredend Zesummenaarbecht och ka weider bestoe bleiwen an ausgebaut ginn. Do misst ee kucken, ob een net an dat Haus vun der Groussregioun, wat hei zu Lëtzebuerg ass, kénnt eng Persoun drakréien, déi sech ebe just ém déi do Problemer géif bekémmeren.

D'„Luxembourg Card“, mengen ech, dat hat ech scho gesot, gett ausgewiéit op d'Groussregioun. Et ass immens wichtig, datt mer versiche fir d'Groussregioun als Tourismusregioun dobause besser bekannt ze maachen. Et ass e Mobilitéitsbeoptraagten agestallt ginn, fir de Flux vun den Awunner énnerhalb vun der Groussregioun emol ze examinéieren - D'Leit aus der Groussregioun, wou gi se am Joer 2007 hin? Wat huet se ugezunn? -, fir och duerno dee kulturelle Bannentourismus an der Groussregioun weider fördern ze kénnen.

Wéi ech gesinn, ass meng Zait eriwer. Ech géif lech also Merci soe fir Äert laangt Nolauscheren. Ech denke schonn, datt den Tourismus sech an de leschte Jore gutt geschloen huet. Wa mer koordinéiert zesummeschaffen, denken ech och, datt mer dat an Zukunft kénne maachen, an eis Trëmp ausspillen.

## Sommaire des séances publiques

5356 - Projet de loi relatif aux procédures d'identification par empreintes génétiques en matière pénale et portant modification du Code d'instruction criminelle pages 498-507

Heure d'actualité demandée par le groupe CSV au sujet des pratiques commerciales de la Coditel pages 507

Interpellation de Monsieur Niki Bettendorf au sujet du phénomène de la drogue au Luxembourg pages 507-517 pages 526-527

5515 - Projet de loi portant approbation

- du Traité entre le Royaume de Belgique, la République tchèque, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, la République de Hongrie, la République de Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de Pologne, la République portugaise, la République de Finlande, le Royaume de Suède, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (États membres de l'Union européenne) et la République de Bulgarie et la Roumanie, relatif à l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne

- de l'Acte final signés à Luxembourg, le 25 avril 2005 pages 518-526

Question avec débat N°8 de Monsieur Patrick Santer relative aux négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne pages 527-528

Interpellation de Monsieur Marco Schank sur le tourisme pages 528-538

undiskutéiert ginn. Fir d'éischt wär ech emol vrou, wa mer emol zwee ORTe stoen hätten. Et ass jo virgesinn, deen am Norden an deen am Möller dall ze maachen. Well wat jo och vu verschidde Leit gesot ginn ass, am Norden an an der Möller dall-Region si Problemer wat d'Iwwernuechtungen ubelaangt. Do muss eppes méi gemaach gi wéi dat bis elo de Fall war. Do muss méi gebündelt ginn. Duerfir mengen ech soll een emol do ufanken. An dann ass d'Stad Lëtzebuerg ganz sécher eng egee Region. Dat ass hiren LCTO, dee fonctionnéiert haut schonn als ORT. An da muss ee kucken: Wou mécht een déi aner?

**M. le Président.** - Här Minister, den Här Angel wëllt lech eng Fro stellen.

**M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.** - Jo, direkt. Ech wëll just nach heirobber äntwerfen. Den Här Calmes hat se net erkläret, duerfir weess ech net genau wat da richteg domat gemengt war, mä esou wéi ech se hei liesen, mengen ech, wier se absolut net akzeptabel. An déi véiert hunn ech gesot, datt mer déi och net akzeptéiere kénnen, well mer eng aner Optik hu wéi e Fénnefjoresplang zustane kénnt.

**M. le Président.** - Sou, elo stellt den Här Angel seng Fro.

**M. Marc Angel (LSAP).** - Jo, Här Minister, Merci fir Är excellent Erklärungen an Äntwerften. Ech hat just d'Fro och gestallt vu fénnef oder sechs Regionen, an ech hu jo gesot, do gett et eng Region, déi soll sech emanzipéieren, déi soll Profil schafen. Oft gett gesot, do ass náischt an dofir gett et keng Region. Ech wollt eréhneren, do si schéi Kulturlandschaften, do ass d'Atterdall, d'Aischdall, d'Vallée des Sept Châteaux, Miersch, Buer-glinster, wonnerbar Vélopisten, Autopédestren, Colmar-Bierg, d'Schlass, wann dat opgeet, gehéiert och an déi Region.

Sidd Dir der Meenung, dass déi Region soll en eegenen ORT kréien an och en Animateur touristique, oder mengt Der, et soll alles beim Ale bleiwen, dass mer net dem ETI-Konzept folgen a sechs Regionen definéieren, mä némme fénnef? Wéi ass Är Positioun dozou? Oder kann een do nach spéiderhin driwwer nodenken? Sidd Dir do...

**M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.** - Ech menen, do soll een nach driwwer nodenken. Dat ass och schéi Kulturlandschaften, do ass d'Atterdall, d'Aischdall, d'Vallée des Sept Châteaux, Miersch, Buer-glinster, wonnerbar Vélopisten, Autopédestren, Colmar-Bierg, d'Schlass, wann dat opgeet, gehéiert och an déi Region.

**M. le Président.** - Sou, domadder ass dëse Punkt ofgeschlossen. Iwwert d'Motioun wäerte mer an enger nächster Sitzung ofstëmmen. Mir sinn domadder och um Schluss vun eiser Sitzung. Déi nächst Sitzung si programméiert fir den 11., den 12. an den 13. Juli. Den Ordre du jour gëtt lech schrifftlech zoukomme gelooss.

D'Sitzung ass domadder opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 20.20 heures)**

## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

#### Supplément commun aux quotidiens:

d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

#### Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés Service des relations publiques de la Chambre des Députés Tél. 466 966-1

#### Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Differdange

#### Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMpte rendu N° 14 / 2005-2006

## Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1055	Mme Viviane Loschetter	Affectation du site de la WSA (Warehouse Service Agency) à Bettembourg/Dudelange
1068	M. Robert Mehlen	Subventionnement des installations photovoltaïques
1070	M. Laurent Mosar	Frais de fonctionnement des fonds d'investissement
1071	Mme Sylvie Andrich-Duval	Brochure «Du personnel engagé dans votre ménage»
1072	Mme Claudia Dall'Agnol	Archives de RTL Group
1073	M. Aly Jaerling	Subventionnement étatique des communautés religieuses «Marge d'environnement» accordée aux exploitants de stations de service
1074	M. Claude Meisch	Contrat de travail d'une aide socio-familiale en formation
1075	M. Aly Jaerling	Réputation du secteur financier luxembourgeois
1076	M. Lucien Thiel	Classes modulaires
1077	M. Claude Adam	Protocole d'Action Qualité Scolaire (PAQS)
1078	M. Claude Adam	Partis politiques d'extrême droite au pouvoir dans l'Union européenne
1080	M. Charles Goerens	Faillite d'une société aérienne
1081	M. Marc Spautz	Accord du Luxembourg à la dénonciation de la Belgique de la convention du 6 mai 1963 sur la réduction des cas de pluralité de nationalités et sur les obligations militaires en cas de pluralité de nationalités
1082	M. Patrick Santer	Interdiction générale de doubler pour les poids lourds >7,5 t sur le contournement entre Mamer et Bettembourg
1085	M. Roger Negri	Détention de supports mettant en scène des actes de cruauté ou de barbarie, ainsi que des viols ou des assassinats en direct à des fins commerciales et utilisation des nouvelles technologies de l'information à des fins d'exploitation sexuelle
1086	M. Patrick Santer	Hébergement des demandeurs d'asile déboutés
1087	M. Xavier Bettel	Fonctionnement 24h/24h du Centre de Coopération policière et douanière
1089	M. Aly Jaerling	Accès au marché national du travail pour les ressortissants des nouveaux États membres de l'Union européenne après la première période transitoire
1090	Mme Viviane Loschetter	Réalisation du projet d'infrastructure «tangente ouest»
1091	M. Charles Goerens	Délocalisation des détenus préventifs du Centre pénitentiaire de Luxembourg
1093	Mme Colette Flesch	Absence d'un établissement pénitentiaire à régime semi-ouvert pour les femmes
1094	Mme Colette Flesch	Taux d'alcoolémie
1095	M. Carlo Wagner	Libre accès du bétail aux cours d'eau
1096	M. Marcel Oberweis	Plate-forme «Santé mentale et réforme de la psychiatrie»
1097	Mme Claudia Dall'Agnol	Confiscation d'objets de nature à troubler l'ordre scolaire
1098	M. Aly Jaerling	Lutte biologique contre l'eupoecilia ambiguella dans le domaine de la viticulture
1099	M. Robert Mehlen	Congé parental
1100	M. Romain Schneider	Accusations contre des membres du personnel du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique d'Ettelbruck
1101	M. Ben Fayot	Conseils de discipline des lycées
1102	M. Claude Adam	Procédure d'expropriation pour la construction d'autoroutes
1103	M. Robert Mehlen	Réaménagement du passage à niveau à Leudelange-Gare
1105	M. Niki Bettendorf	Bateau assurant la sécurité sur la Moselle
1108	M. Xavier Bettel	Audit de sûreté et de sécurité de l'Aéroport du Findel
1110	M. Xavier Bettel	Accès aux trains de personnes en fauteuil roulant
1113	M. Xavier Bettel	Application de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection
1114	M. Xavier Bettel	Accès aux trains de personnes en fauteuil roulant
1115	Mme Claudia Dall'Agnol	Emplacements de stationnement des entreprises
1116	M. Paul Helminger	Déroulement des élections au Congo
1117	M. Aly Jaerling	Aménagement communal et développement urbain (procédure d'approbation des dossiers PAG/PAP)
1119	M. Claude Meisch	Organisation du trafic transfrontalier avec l'Allemagne (ligne ferroviaire Trèves-Luxembourg)
1120	M. Xavier Bettel	Présence du mouflon sur le territoire du Luxembourg
1124	Mme Françoise Hettendorf-Gaasch, M. Marcel Oberweis et M. Marco Schank	Moyens de détection du taux d'alcoolémie
1129	M. Xavier Bettel	Statut fiscal des SICAR
1131	M. Laurent Mosar	Malades en unité psychiatrique attachés par des lanières à leur lit
1134	M. Xavier Bettel	Ouverture par l'État de comptes bancaires auprès d'établissements bancaires autres que l'Entreprise des Postes et Télécommunications
1140	M. Claude Meisch	

**Question 1055** (4.5.2006) de **Mme Viviane Loschetter (DÉI/GRENG)** concernant l'affectation du site de la WSA (Warehouse Service Agency) à Bettembourg/Dudelange:

Suite à la fermeture de la WSA (Warehouse Service Agency) de Bettembourg/Dudelange et la suppression de 215 emplois, j'aimerais savoir:

- Quelles sont les obligations contractuelles de la WSA?
- Un plan social est-il actuellement en cours de négociation?
- Sachant que le personnel de la WSA est employé sous différents statuts, Monsieur le Ministre peut-il me les préciser et quantifier?
- Actuellement le Ministère des Affaires étrangères est en charge de la gestion de ce site. Est-ce qu'à l'avenir cette gestion sera également assumée par ce Ministère?
- Existe-t-il un inventaire complet et actualisé des différents équipements et infrastructures

se trouvant sur ce site permettant d'évaluer le potentiel de sa future affectation?

- L'implantation d'un centre logistique sur ce site ne pouvant régler que partiellement le problème des licenciements annoncés par la WSA, Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les mesures envisagées par le Gouvernement pour garantir l'emploi de ces salariés?
- Il a été question d'établir une partie du service de maintenance de l'armée et de la gendarmerie sur le site. Où en est le projet? Combien d'emplois ce projet pourrait-il sauver?

**Réponse** (11.7.2006) de **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:**

La présente réponse est fournie en concertation avec Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi, et se base sur mon intervention lors de l'Heure de questions le 20 juin 2006.

- Les obligations contractuelles de la WSA à l'égard du personnel sont régies par deux Conventions collectives, l'une couvrant les employés, l'autre les ouvriers, chacune conclue pour la durée de deux ans. Conformément à l'article 4.6 de ces Conventions collectives «...toute suppression d'emploi due à des raisons économiques ou structurelles oblige la WSA d'entamer avec les syndicats représentatifs sur le plan national la négociation d'un plan social...». Il importe cependant de signaler dans ce contexte aussi les obligations incombant, conformément au «Memorandum of Understanding» conclu en 1978 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis à la partie américaine, et au respect desquelles celle-ci s'est engagée dès l'annonce de la cessation des activités à Bettembourg/Dudelange le 17 mars dernier.
- Un plan social n'est pas encore en cours de négociation.
- À la date du 1<sup>er</sup> juillet 2006, 205 personnes étaient employées sur le site de la WSA-Bettembourg/Dudelange dont 116 ouvriers et 89 employés.
- Le Ministère des Affaires étrangères n'est et n'a jamais été en charge de la gestion du site de Bettembourg/Dudelange. Suite à l'accord conclu en 1978 concernant la construction de deux dépôts de matériel militaire de réserve l'un à Bettembourg-Dudelange, l'autre à Sanem, la société à responsabilité limitée «Agence de gestion de dépôts - Warehouse Service Agency», (W.S.A. s.à r.l.) a été constituée et mandatée par le Gouvernement pour agir pour le compte de l'Etat vis-à-vis de l'OTAN, de l'armée américaine ou de toute autre autorité militaire ou civile concernée pour tout ce qui a trait à la construction, au financement et à la gestion des dépôts ou autres installations militaires ou civiles et de réaliser les infrastructures locales requises.

- Suite à l'annonce de la décision américaine de cesser toute activité au site de Bettembourg/Dudelange au 30 septembre 2006 des inventaires complets et actualisés des différents équipements et infrastructures ont été établis par la Direction de la WSA en vue de servir aux discussions en cours.
- Tel qu'annoncé déjà à la Chambre des Députés, le

Gouvernement s'est prononcé en faveur de l'établissement d'un centre pour activités logistiques sur le site de Bettembourg/Dudelange. Cette solution semble à moyen terme présenter le potentiel le plus important en termes économiques et d'emploi. Néanmoins, au vu de la formation spécialisée d'une partie du personnel et au vu des infrastructures existant à Bettembourg, et en particulier du centre de maintenance, la conclusion d'un contrat d'entretien entre la WSA et l'Armée luxembourgeoise en vue de l'entretien et de l'entreposage du charroi de l'Armée est envisagée. Il serait ainsi possible de continuer à occuper une quarantaine de personnes sur le site de la WSA Bettembourg/Dudelange. La conclusion d'éventuels autres contrats de prestation de services est actuellement à l'étude. À noter enfin que les 36 salariés de la WSA engagés actuellement à des travaux extraordinaires d'intérêt général continueront à évoluer dans ce contexte.

**Question 1068** (9.5.2006) de **M. Robert Mehlen (ADR)** concernant le subventionnement des installations photovoltaïques:

A leschter Zäit ass grouss Oprengung énnier enger Partie Leit, déi eng Installation fir nohalteg Stromproduktioun op Basis vu Photovoltaik opgeriicht hunn. Et geet konkret ém de staatleche Subventionnement op der Investitioun, deen - den Aussoe vun de Beträffen no - deelweis géif a Fro gestellt ginn, a wou déi zoustänneg Instanzen d'Spillregeln nodréig-lech géif aneschappliziéiere wéi dat an Aussicht gestallt gi war. Ech wéll dobäi kloerstellen, datt et sech mengen Informatiouen no net ém Fäll handelt, wou versicht ginn ass, énnier anerem d'Sanierung vun engem Daach an d'Rechnung vun der Photovoltaikanlag ze integréieren.

Duerfir géif ech lech, Här Minister, gären dës Froe stellen:

1. Gëtt et eng Ännierung an der Uwendung vun de Regele betreffend de Subventionnement vun de Photovoltaikanlagen, a wa jo, kénnt Dir mir dozou Detailer matdeelen?
2. Gëtt et vläicht aner Gréenn, déi a lescher Zäit zu Kontroversen an désem Beräich gefouert hunn, a wa jo, wat fir eng?
3. Wann dat net de Fall ass, kénnt Dir mir versécheren, datt de Subventionnement vun dësen Anlage weiderhin esou applizéiert gëtt, wéi dat bis elo geschitt ass?
4. Kénnt Dir mir soe wat de leschte Stand vun den Dossiere betreffend de Subventionnement vu Photovoltaikanlagen ass?

**Réponse** (22.5.2006) de **M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement:**

Nom modifizierte Règlement grand-ducal vum 17. Juli 2001 kënne Privatpersounen een Antrag stelle fir staatlech Bäihällef en Usproch ze huële bei Investitiounen wann d'Anlag op engem Wunnehäus installéiert gëtt. Deeselwechten Artikel erlaabt dem Privatmann, seng Anlag anerwäerteg opzerrichté wéi op sengem Domicile. Maximal Hélfle sinn op 5.000 Euro pro kW, an déi maximal éligibel Anlag ass op 4 kW pro Persoun begrenzt.

D'Reglement lësst ausserdeem zu Kollektivanlagen opzériichten, soufern déi virdru genannte Kriterien erfëllt sinn; am Speziellen ass och hei d'Participatioun op maximal 4 kW pro Persoun begrenzt.

Bei de Photovoltaikanlagen op Eefamiljenhaiser ass et einfach Propriétéitsverhältnisser respektiv Notznéisser vu staatlechen Aiden ze bestëmmen; dat ass bei Kollektivanlagen, wou méi Particulieré bedelegt sinn, net méiglech mat deenen Énnerlagen, déi bei der Verwaltung eragereecht gi sinn. Sou goufe Copropriétéitskonstrukten entwéckelt vun de Particulieren, wou déi maximal éligibel Participatioun vu 4 kW pro Persoun net méi iwwerpréifbar ass.

Well et nun emol Flucht ass vun der Verwaltung dofir ze suergen, datt d'Veerdeele vu staatleche Gelder konform no de Kriterie vum Reglement ofleeft, huet d'Verwaltung bei deene Kollektivanlagen, wou d'Propriétéitsverhältnisser vun der Anlag respektiv d'Notznéisser net kloer determinéiert sinn, dès spezifesch Énnerlagen nogefrot. Dés Nofro ass konform mat dem Artikel 20, Punkt 3 vum modifizierte Reglement vum 17. Juli 2001.

Wat d'Situatioun vun den Dossieren ubelaangt, sou sinn nach momentan 1.247 Dossieren en suspens, well d'Verwaltung nach op Informatiounen vun den Antragsteller waart.

Cette brochure, émise par le Centre commun de la Sécurité sociale, informe les personnes physiques qui souhaitent engager du personnel de maison sur la procédure administrative à suivre lors d'un tel engagement. Tant la brochure que la procédure administrative simplifiée introduite en janvier 1999 ont pour objet de faciliter l'embauche de personnel domestique du moins d'un point de vue «sécurité sociale». Force est de constater que la brochure occulte complètement le volet «Droit du travail». Or, il s'agit d'un volet particulièrement important qui touche à des questions essentielles. Ainsi, à moins d'avoir accompli des études en droit ou de consulter un avocat, la plupart des personnes ne savent pas comment rédiger correctement un contrat de travail, elles ignorent souvent tout de la procédure de licenciement et n'en connaissent partant pas les conséquences économiques.

Cette ignorance ou méconnaissance risque de constituer un sérieux frein à l'embauche de personnel dans un ménage privé.

Dans ce contexte la soussignée souhaiterait poser les questions suivantes au Ministre de la Sécurité sociale:

- Le Gouvernement ne pense-t-il pas qu'il faudrait, dans l'intérêt des personnes concernées et afin de favoriser encore davantage l'occupation de personnel domestique, compléter la brochure précitée d'un volet «Droit du travail» qui répondrait aux principales questions et difficultés qui peuvent se poser en la matière?
- Ne serait-il pas au moins utile de prévoir dans la brochure un renvoi aux principaux textes de lois qui régissent la matière voire de se référer aux différents documents qui existent d'ores et déjà et qui sont émis soit par le Ministère du Travail et de l'Emploi ou encore la Caisse des Employés privés voire différentes organisations syndicales?

**Réponse** (7.7.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Suite à l'entrée en vigueur de la loi du 19 juin 1998 portant introduction d'une assurance dépendance qui a mis en place une procédure administrative simplifiée pour les personnes souhaitant engager du personnel de maison, le Centre commun a élaboré une brochure destinée à en informer les personnes concernées. À cette occasion, il s'est limité à intégrer les seules informations relatives aux dispositions afférentes de ladite loi et relevant de sa propre compétence.

S'il peut a priori sembler intéressant de prendre en compte également les principales questions qui peuvent se poser en matière de droit du travail pour les personnes engageant du personnel de maison, il est évident que ce volet relève de la compétence du Ministère du Travail et de l'Emploi. En cas d'intégration d'un volet «Droit du travail» dans la brochure en question, option qui répondrait certainement le mieux aux attentes des personnes visées, il faudrait envisager une publication commune sous l'égide des deux départements compétents.

Je me suis concerté à cette fin avec Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi.

Il paraît toutefois être difficile d'isoler en droit du travail les dispositions spécifiques s'appliquant au personnel de maison, alors que le droit commun est largement applicable.

La lecture du droit du travail sera cependant grandement facilitée avec l'entrée en vigueur du nouveau Code du Travail qui sera prévisiblement adopté par la Chambre des Députés lors de la semaine du

11 juillet 2006. Des renvois au Code du Travail seront ainsi possibles.

Lors d'une prochaine édition, les spécialistes pourront décider s'il est possible d'isoler des dispositions très spécifiques au personnel de maison.

#### Question 1072 (9.5.2006) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant les Archives de RTL Group:

Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que les archives de RTL Group (ancienne CLT), déposées au Centre National de l'Audiovisuel (CNA), cédées à l'Etat luxembourgeois, qui a payé alors la restauration, l'archivage, le stockage et la digitalisation de ces fonds, sont entièrement publiques et disponibles pour être utilisées par toute personne intéressée.

**Réponse** (29.6.2006) de **Mme Octavie Modert**, Secrétaire d'Etat à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:

La question posée par l'honorable Députée Claudia Dall'Agnol en rapport avec les archives de RTL Group appelle de ma part les précisions suivantes:

L'Etat a signé le 12 février 1996 et le 19 mai 1999 trois conventions avec la S.A. CLT-UFA relatives à la sauvegarde du patrimoine audiovisuel de la société.

Alors que les deux premières conventions concernent les supports film et vidéo, la troisième est consacrée exclusivement aux documents de la magnétothèque.

Dans les deux premières conventions l'Etat luxembourgeois s'est vu accorder, en contrepartie des investissements pour la mise en valeur des collections film et vidéo, les droits «d'utiliser librement les enregistrements d'archives de la CLT dans les limites des droits détenus par celle-ci pour réaliser de nouvelles productions audiovisuelles et à les exploiter sur tout support au Luxembourg uniquement» et d'y engager également, sous certaines conditions, des co-productions avec des producteurs luxembourgeois. Ceci presuppose la conclusion d'un contrat de co-production en bonne et due forme avec l'institut. En matière de télévision «les droits TV pour le Grand-Duché de Luxembourg sont exclusivement réservés à la CLT qui peut céder ces droits de cas en cas».

Les documents en question deviennent la propriété physique du CNA alors que la CLT-UFA «continue à être le détenteur exclusif des droits d'exploitation et de l'ensemble des droits intellectuels rattachés à ces enregistrements».

Il ressort de ce qui précède que les archives film et vidéo de RTL Group ne sont pas «entièrement publiques et disponibles et» ne «peuvent être utilisées par toute personne intéressée» malgré les investissements de l'Etat dans la restauration, l'archivage, le stockage et la digitalisation de ces fonds, qui ont été et sont produits aux frais de la société. Les deux conventions ont cherché à allier la sauvegarde d'un patrimoine national avec les exigences d'une société commerciale privée, productrice des documents constituant ce même patrimoine.

Ceci dit, le CNA renseigne chaque demande de la part du secteur privé (producteurs, stations de télévision locales, etc.) sur ces dispositions et respecte bien entendu les accords conclus. À cet effet, une collaboration s'est établie entre le CNA et RTL Group dans l'information, la recherche et le tra-

tement relatif à chaque demande individuelle.

La convention relative aux archives sonores, quant à elle, distingue plusieurs cas de figure:

L'Etat s'est vu accorder, comme pour les documents film et vidéo, la possibilité «d'utiliser librement les archives sonores pour réaliser de nouvelles productions sonores ou audiovisuelles et les exploiter sur tout support au Luxembourg uniquement».

Sous réserve de certaines conditions et en contrepartie des droits de diffusion dans les programmes radio de RTL Group, il est également convenu «que le CNA, en y associant ou non d'autres services de l'Etat luxembourgeois, peut utiliser les enregistrements d'archives sonores de la CLT-UFA pour la réalisation de coproductions avec des producteurs luxembourgeois dans le domaine sonore ... et audiovisuel».

«La diffusion de documents d'archives dans le cadre des programmes des diffuseurs luxembourgeois peut être autorisée par le CNA après information préalable de la CLT-UFA et à condition de l'assortir de l'obligation d'une citation appropriée de la source et d'interdire toute reproduction ou commercialisation.»

Il faut néanmoins préciser que si d'une part le CNA s'est efforcé à faire ouvrir les archives sonores en faveur des diffuseurs luxembourgeois, ceux-ci, à l'exception de la radio socioculturelle 100,7 et DNR, ont peu profité de cette offre. Par contre le CNA est confronté à de nombreuses demandes privées (compositeurs, stations de radio étrangères, producteurs, réalisateurs) qui ont toutes été satisfaites en collaboration avec les moyens techniques et le personnel de RTL Group, et ceci dans le respect de la convention conclue le 19 mai 1999.

#### Question 1073 (9.5.2006) de **M. Aly Jaerling** (Indépendant) concernant le subventionnement étatique des communautés religieuses:

An de rezente Réuniounen vun der Tripartite sinn eng Rei Spuermooosname proposéiert ginn, fir énner anerem och de Statsbudget ze sanéieren. Eng Rei Automatismë sinn a Fro gestallt ginn, duerch déi eng Rei Sozialausgaben net méi sollen zu deene virgesinnenen Délaien ausbezuelt ginn.

De Käschtepunkt, deen de Stat awer de Reliounsgemeinschaften zougesteet, ass net diskutéiert ginn. Dat obwuel datt dës Ausgaben och vun Netgleewegen iwwer hir Steierofgabe matfinanzéiert ginn an och an deem Senn missten iwwerdeucht ginn.

De Bäitrett an eng Reliounsgemeinschaft misst dem Eenzelne seng Privatsaach sinn an dierft deemno net vun der Allgemengheet matfinanzéiert ginn.

Des Weidere misst driwwer nogeduecht ginn, ob, nodeem datt émmer méi Reliounsgemeinschaften déi gesetzlech zougestane staatech Énnerstëtzung verlaangen, dat nach zäitgeméiss ass an net misst iwwerdeucht ginn.

Kann den zoustännege Här Minister mer duerfir dës Froe beäntwerfen?

1. Wéi héich ass déi staatech Bedelegung un de Reliounsgemeinschaften elo, a wéi wierkt se sech an de Joren 2007 bis 2009 op de Statsbudget aus?

2. Wär et net sénnvoll am Kader vun den allgemenge Spuermooosnamen och dës staatech Bedelegung nei ze iwwerdenken?

3. Ass d'Regierung net och der Meenung, datt de Bäitrett an eng Reliounsgemeinschaft eng Privatsaach misst sinn an net méi dierft vum Stat subventionéiert ginn?

4. Wat kënnt am Statsbudget agespuert ginn, wann eng kloer Trennung vu Reliounsgemeinschaften a Stat géif ageleet ginn?

**Réponse** (12.6.2006) de **M. François Biltgen**, Ministre des Cultes:

Den honorablen Deputéierten Aly Jaerling stellt seng parlamentaresch Ufro iwwert de Budget vum Kultusdepartement a Form vu véier Froen:

1. De „budget des dépenses“ vum Jor 2006 gesäßt énnert der Sektion „00.7 - Cultes“ e Montant vun 20.522.169 € vir. Dorënner falen d'Traitementer vun de Ministres des Cultes, d'Käschte vum Séminaire de Luxembourg, d'Subsiden un déi verschidde konventionéiert Kulen an d'Bourses d'études un d'Schüler vum Séminaire.

D'Traitementer eleng belafe sech fir d'Joer 2006 op 20.387.449 €. Dés Käschten énnerleien deeneselweschte Konditiounen wéi déi allgemeng Traitementer an der Fonction publique. Et handelt sech allerdingz bei de viséierte Persounen net ém Statsbeamten, mä ém Privatbeamten, déi direkt vum Stat bezuelt ginn an dår hire Statut op verschidde Punkten dem Statsbeamteregime ugepasst ass. Eventuell Spuermooosnamen ergi sech deemno aus der Evolution vun de Gehälter am Statswiesen.

2. Am Budgetprojet fir 2007 ass um Niveau vun der Sektion 00.7 eng Gesamtdépense vun 21.584.321 € virgesinn, dovu falen 21.419.848 € énnert d'Traitementer (+5,06%). Et sief bemierkt, dass d'Propositounen zum Deel Avancementer an der Carrière virgesinn, déi awer nach net agetraff si respektiv och vläicht am Joer 2007 nach net wäerten antreffen, mä déi een awer op d'mannst muss arechnen. Et sinn also deels hypothetesch Extrapolatiounen, déi zu der Erhébung vu 5,06% féieren, ouni datt et awer an der Exekutioun vum Budget esou wäit muss kommen.

Déi verschidde Subsidie bleiwen dobäi stabel oder huele souquer liicht of.

Et sief nach ze bemierken, dass am konventionelle Kader de Culte catholique nach deen een oder anere Posten opstoen huet.

En gros kann ee soen, dass den Ausgabebudget vum Kultusdepartement stabel ass a mat den allgemeine konjunkturelle Bedéngungen evoluéiert, besonnesch wat d'Traitementer betréfft.

3. De gréissten Ausgabeposte vum Kultusdepartement, an zwar 99,23%, besteet, wéi gesot, aus de Gehälter vun de Ministres des Cultes vun deene verschidde Reliounsgemeinschaften, déi am Kader vun engger gesetzlech bestätiger Konvention mam Stat regléiert sinn. Dorunner ass náischt ze ánneren. De Budget muss dës Ausgabe virgesinn. Wann ee wéilt dorunner eppes ánneren, misst ee souwuel déi eenzel Konventionen wéi déi verschidde Approbationsgesetzer ánneren. Dat ass net virgesinn.

Dés Konventionen sinn explizit an eiser Verfassung virgesinn (Artikel 22) a musse vun der Deputéierte-chamber avaliséert ginn. Et ass also eis Verfassung selwer, déi eng gewesé Form vu Relatiounen téscht Stat a Reliounsgemeinschaften net némmen zouléisst, mä souguer einfach viraussetzt. D'Chamber huet 1998 eng ganz Rei Konventionen uegholl.

D'Chamber huet an deem Kontext eestëmmeg „à main levée“ eng Motioun uegholl, déi d'Regierung opfuerert, dëse System auszubauen. Dái Motioun setzt eng Rei vu strikten a klore Kritäre fest, déi

et erméiglechen, weider Reliounsgemeinschaften ze konventionéieren a se esou ze integréieren. Ee vun de Kritären ass de Respekt vum „ordre public“.

Erlaabt mer déi drëtt Fro an déi véiert Fro mateneen ze beäntwerfen:

3. et 4. D'Verfassung garantéiert a protegier ganz kloer d'Reliounsträheit (Artikel 19), an et ass keng Diskussioun, datt de Glawen oder Netglawe respektiv d'Zougehéiregheet zu enger Reliounsgemeinschaft eng eminent Privatsaach sinn. D'Separatioun téscst Stat a Gemeinschaften ass deemno garantéiert.

De Stat gesäßt awer a senger Verfassung de reliéise Phenomeen als e gesellschaftliche Phenomeen un, dee soll iwwer Konventionen regléiert ginn, fir datt d'Reliounsgemeinschaften zum integrativen an net zum segregative Faktor ginn. Dofir déi Regelen, déi eng gewëssen Interaktiouen téscst Stat a Kulthen erméiglechen ouni dobäi d'Reliounsträheet a Fro ze stellen an ouni datt d'Relioun sech an de Stat amësch. Déi Relatiounen resultéieren exklusiv an enger finanzieller staatlecher Partizipatioun un de Käschten, déi Reliounsgemeinschaften droen. D'Verfassung garantéiert och d'Assoziatiounsträheet, an trotzdem hu mer Gesetzer, déi dës Dispositioun regléieren. Et gëtt vill däer Beispiller a si résultéieren all aus enger Statsphilosophie, déi et erméiglecht, all Form vun „Phénomène de société“ als Integratiounsfaktor ze traitéieren an esou eng „communautarisation“ ze évitéieren. Dès Philosophie garantéiert och virun allem, datt d'Bierger an hire verschidde Aktivitéite gläichberechtegt behandelt ginn an datt se déi néidegar Garantien hunn, hire Choix kënnen iwwerhaapt fräi an transparent auszeüben.

Wéi gesot, de Stat intervenéiert a ville sou genannte private Beräicher vum Liewen, déi eng gewësse communautaresch Dynamik opweisen, mä némmen esou huet de Mensch d'Garantie op e fräit Erliewe vu sengen privaten Uleien. Et ass d'Basis vum „contrat de société“, deen eist Zesummeliewen erméiglecht.

**Question 1074** (10.5.2006) de **M. Claude Meisch** (DP) concernant la «marge d'environnement» accordée aux exploitants de stations de service:

En 1995 le Ministre de l'Économie a accordé aux exploitants de stations de service une marge supplémentaire (marge «environnement») destinée à couvrir les frais liés aux mesures de protection de l'environnement. Cette marge est basée sur un délai d'amortissement de douze années, sur un nombre de 284 stations hors autoroutes ayant existé au 1<sup>er</sup> janvier 1995 et sur les ventes réalisées en 1994. La marge se chiffrait à 37 centimes (LUF) soit 0,917 cents (EUR) par litre d'essence respectivement à 20 centimes (LUF) soit 0,495 cents (EUR) par litre de diesel.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Est-ce que la marge a été ré-négociée et, dans l'affirmatif, quel en est le montant actuel?
- Quel est le montant de la réserve constituée par cette marge au cours des dernières années et quelles sont les dépenses engagées par les propriétaires des stations de service pour l'assainissement de leurs terrains? Quel est le nombre de propriétaires ayant engagé des dépenses en vue de l'assainissement de leurs terrains?
- Considérant que la marge, lors de son introduction en 1995, a

été basée sur un délai d'amortissement de douze années pour les 284 stations hors autoroutes ayant existé au 1<sup>er</sup> janvier 2005, Monsieur le Ministre entend-t-il supprimer la marge au 1<sup>er</sup> janvier 2007 et par là diminuer le prix des carburants? Dans la négative, quelles en sont les raisons?

**Réponse** (26.6.2006) de **M. Jeannot Krecké**, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

En réponse à la question parlementaire susmentionnée, j'ai l'honneur de vous fournir les renseignements suivants:

Ad 1

Depuis son introduction en date du 1<sup>er</sup> août 1995, la marge «environnement» est toujours de 9,1721 €/1.000 litres pour les essences et de 4,9579 €/1.000 litres pour le carburant Diesel. Ces montants ont d'ailleurs été repris dans les structures de prix retenues dans le contrat de programme signé en date du 20 juillet 2004 entre le Ministre de l'Économie et les associations professionnelles du secteur pétrolier.

Ad 2

Le montant perçu par les propriétaires/distributeurs hors autoroutes depuis le 1<sup>er</sup> août 1995 au 1<sup>er</sup> janvier 2006 peut être évalué à 56 millions d'euro pour les essences et à 27 millions d'euro pour le carburant Diesel, soit au total à 83 millions d'euro.

Le coût unique pour l'assainissement de 284 stations a été évalué au moment de l'octroi de la marge «environnement» à 63 millions d'euro et l'impact du coût des contrôles périodiques à 2,8 millions d'euro par an, soit en l'espace de 10 ans et demi à 29 millions d'euro, ce qui fait un total de 92 millions d'euro.

Ad 3

À l'expiration du délai de douze ans à la date du 31 juillet 2007, il y aura lieu de réexaminer le dossier à la lumière des chiffres définitifs, tant en ce qui concerne les frais uniques réellement exposés que pour ce qui est des frais périodiques engendrés par la réglementation en matière de protection de l'environnement avant de pouvoir se prononcer sur l'ampleur d'une éventuelle réduction ou modification conformément à l'article 9 du contrat de programme.

**Question 1075** (10.5.2006) de **M. Aly Jaerling** (Indépendant) concernant le contrat de travail d'une aide socio-familiale en formation:

Mengen Informatiounen no ginn a verschidde Beräicher Aides socio-familiales en formation während hirer Véierjäreger Ausbildung énner Aarbechtskontrakter als Aide métagère beschäftegt, anstatt datt se e Kontrakt als Aide socio-familiale en formation ausgestallt kréien.

Si mussen awer déiselwecht Interventiounen verriichte wéi eng Aide socio-familiale.

Obwuel datt an engem groussherzogleche Reglement vum 10. am Wäimount 1996 festgehalte gouf, wat déi generell Attributiounen vun den Aides socio-familiales sinn, ass nach émmer net kloer, wat hir spezifesch Aufgabe sinn, déi jee no Etablissement a Chefetage variéieren.

Et misst - eleng scho fir déi Leit, déi dëse Beruff ergräifen, ofzesécheren - iwwer e groussherzogleche Reglement festgeluecht ginn, wat déi genau Aufgabe vun den Aides socio-familiales sinn.

Kënnen déi zoustänneg Ministerinne mir duerfir dës Froe beäntwerfen:

- Ass der Regierung bekannt, datt Aides socio-familiales en formation énner Aarbechtskontrakter als Aide-métagère während hire véier Joer Léierzäit beschäftegt ginn?

- Wa jo, wat sinn d'Ursaachen dofir, a wat gedenkt d'Regierung ze énnerhuelen, fir datt déi Beträffen énnert dem Statut vun Aide socio-familiale en formation beschäftegt ginn?

- Wat sinn déi spezifesch Aufgabe vun den Aides socio-familiales a wéini gi se kloer iwwer e groussherzogleche Reglement no spezifeschken an der Entwécklung ugepasste Kritären definéiert?

**Réponse commune** (16.6.2006) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, Ministre de la Famille et de l'Intégration et de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

Ier mer op dem Här Jaerling seng Froe wëllen äntworten, wollte mer e puer generell Informatiounen zur Formation vum Aide socio-familial kloerstellen.

D'Ausbildung vun dem Aide socio-familial gëtt am groussherzogleche Reglement vum 21. Mee 1999 definiert. Si dauert zwee Joer an ass berufsbegleedend. Hei sinn och d'Konditiounen opgezielt énnert deenen eng Persoun d'Formation dierf matmaachen: iwwer 18 Joer hunn; Lëtzebuergesch schwätzten an Däitsch oder Franséisch; eng Erfahrung hu vun zwee Joer am sozio-familiäre Beräich asw.

- Bei der éischter Fro musse mir och nees e puer Explikatiounen ginn.

Den Aarbechtskontrakt an d'Astufung an eng Carrière hängt vum Kollektivvertrag of. Et ginn e puer Kollektivverträg, wou d'Ausbildung zum Aide socio-familial spezifesch ernimmt ass. Et handelt sech hei, mengem Wëssen no, ém de Kollektivvertrag vum Secteur d'Aide et de Soins (SAS) an de Kollektivvertrag vun de Stataarbechter.

Beim Kollektivvertrag SAS ass et normal, dass dës Leit während hirer Formation den ale Kontrakt bääbelan. Et ass keng Carrière virgesi fir en Aide socio-familial en formation. Et handelt sech bei der Formation ém eng Weiderbildung, wou een eréischt no der Formation en Utrecht huet, fir an eng aner Carrière ze kommen.

De Kollektivvertrag vun de Stataarbechter huet eng méi favorabel Approche, andeems d'Leit hei schonns während der Formation anescht agestuft ginn. Wa si den Exame gepackt hunn, klamme si nees an eng aner Carrière.

Et gëtt also just eng Plaz, wou Leit këinte falsch agestuft ginn, dat wier beim Stat oder awer an engem Établissement public (wei zum Beispill Servior). Meng Servicer hunn hei nogefrot, an et ass net bekannt, dass eng Persoun, déi d'Formation mécht, net an déi Carrière kënn, déi duerfir virgesinn ass.

- Zu der zweeter Fro musse mir dem honorablen Députéieren Aly Jaerling soen, dass de Stat de bestehende Kollektivvertrag SAS net kann ännernen. De Kollektivvertrag gëtt ausgeschafft téscst dem Patronat an de Gewerkschaften. D'Regierung passt just op, dass d'Gesetzer agehale ginn. Et ass näischt virgesinn, dass et e Statut „Aide socio-familial a Formation“ muss ginn.

- Zur drëtter Fro: D'Aides socio-familiales ginn net als héich spezialiséiert Personal ausgebilt. Duerfir hu mir aner Beruffer. Hei geet et dorëms dése Persounen e Basiswëssen a-kennen matzeginn, fir dass si hir Aufgaben am Beruff meeschtere kënnen.

Déi Kommissioun, déi sech ém d'Formatioun Aide socio-familial bekëmmert, huet awer e Pabeier ausgeschafft, wou en Deel vun den Aktivitéité beschriwwen ass, déi dës Leit këinte maachen. D'est soll dem Patron eng Iddi ginn, wat dës Persoun capabel ass ze maachen. Des Lëscht ass just eng Opzählung, déi weder extensiv noch exklusiv ass.

Nieft dësem Pabeier ass den Aide socio-familial als Minimalqualifikatioun an der Fleegeversécherung virgesinn. Hei sinn eng Partie Akten opgezielt, déi hien dierf maachen a wou d'Union des Caisse de Maladie (UCM) des Akte rembourséiert.

Et ass also kloer, dass d'Chargen, jee no Plaz a Besoin, anescht sinn. De Patron soll d'Méiglechkeet hunn, se op diverse Plazzen anzesetzen. D'Leit sollen och d'Méiglechkeet hunn, eng breet Palette vun Aktivitéité kënnen ze maachen an och hiren Aarbechtsberäich kënnen ze wiesselen.

Et ass net virgesinn e Reglement ze maachen, wou Akten opgezielt ginn, déi den Aide socio-familial dierf maachen. Dat géif dës Formation ganz staark aschränken an et net erlaben op verschidde Besoien anzegeoen. Doniet ass et och onméiglech alles opzeziel, well den Aide socio-familial an e puer Beräicher aktiv ass (al Leit, handicapiert Leit, Kanner a Familjen).

- Bei den Äntworten hu mir eis op folgend Texter bezunn:

- règlement grand-ducal du 21 mai 1999 instituant une formation aux fonctions d'aide socio-familiale
- tâches de l'aide socio-familiale
- relevé-type des aides et soins requis de l'assurance dépendance
- convention collective du secteur d'aides et de soins
- convention collective des ouvriers de l'État.

prises phares en particulier et d'intervenir en conséquence auprès des autorités francaises.

**Réponse** (20.6.2006) de **M. Luc Frieden**, Ministre du Trésor et du Budget:

Le Gouvernement regrette évidemment que certains journaux français font occasionnellement référence à une société luxembourgeoise et à la place financière luxembourgeoise dans le contexte de ce qu'ils appellent «l'affaire Clearstream». S'agissant d'une affaire strictement française et ne pouvant évidemment avoir une quelconque influence sur le contenu d'articles de presse dans une société libre, le Gouvernement a surtout, dans un souci d'information objective du public, informé la presse et le public que cette affaire française n'a aucun rapport avec la société luxembourgeoise Clearstream et que les enquêtes menées à l'époque par les autorités judiciaires françaises et luxembourgeoises avaient permis de conclure que les allégations antérieures au sujet de Clearstream étaient dénuées de substance. Par ailleurs, il me semble essentiel de continuer mes nombreux efforts des deux dernières années visant, à travers de nombreuses missions de promotion à l'étranger, de bien expliquer la réalité de la place financière à l'étranger.

**Question 1077** (11.5.2006) de **M. Claude Adam** (DÉI GRËNG) concernant les classes modulaires:

Le règlement grand-ducal du 14 juillet 2005 déterminant l'évaluation et la promotion des élèves de l'enseignement secondaire technique et de l'enseignement secondaire prévoit dans son article 9 que «le nombre total de redoublements est limité à deux au total pour l'ensemble des classes suivantes: 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> de l'enseignement secondaire technique, 7<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> de l'enseignement secondaire».

Des élèves de classes modulaires, ayant terminé leur obligation scolaire sans avoir redoublé une seule classe durant le cycle inférieur, se sont cependant vu refuser le redoublement de la classe de 9<sup>e</sup> modulaire et ce sans avoir eu de quelconques problèmes de discipline. Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- La situation décrite ci-dessus, ne va-t-elle pas à l'encontre de ce règlement?
- Dans l'affirmative, est-il garanti que pour l'année scolaire 2006-2007 les élèves des classes modulaires ne risquent plus d'être défavorisés par la non-application de ce règlement?

**Réponse** (14.6.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

L'enseignement au régime préparatoire est organisé de façon modulaire. L'avancement des élèves est défini en fonction de la réussite de ces modules; il ne peut donc être question de redoublement. L'élève qui réussit six modules en mathématiques et douze modules au total pour les deux langues peut accéder en classe de 9<sup>e</sup> pratique.

L'élève qui accède du régime préparatoire vers la classe de 9<sup>e</sup> pratique peut redoubler cette classe en cas d'échec. Mais le conseil de classe peut aussi décider d'orienter directement un élève de la classe de 9<sup>e</sup> - qu'il provienne du régime préparatoire ou non - vers une formation adaptée, selon les dispositions de l'article 8 paragraphe 9 du règlement grand-ducal du 14 juillet 2005 déterminant l'évaluation et la promotion des élèves de l'enseignement secondaire technique et de l'enseignement secondaire:

«Si les enseignants constatent pour l'élève âgé de 15 ans ou plus qu'il n'est admissible dans aucune des différentes voies de formation sanctionnées par un diplôme de fin d'études ou un certificat d'aptitude technique et professionnelle ou qu'il ne profite plus des enseignements qui y sont dispensés, le conseil de classe, en concertation avec les organismes institués à cet effet, oriente l'élève vers une formation qui prépare au Certificat d'Initiation Technique et Professionnelle (CITP) ou au Certificat de Capacité Manuelle (CCM). L'admission à une formation CITP ou CCM est soumise à l'autorisation des commissions spéciales compétentes.»

On ne peut donc pas dire que les élèves des classes du régime préparatoire soient défavorisés.

**Question 1078** (12.5.2006) de **M. Claude Adam** (DÉI/GRENG) concernant le **Protocole d'Action Qualité Scolaire (PAQS)**:

Selon le bulletin EDUNews de mars 2006, l'évaluation externe et interne des lycées et lycées techniques publics est mise en oeuvre dans le cadre du Protocole d'Action Qualité Scolaire (PAQS) depuis janvier 2005.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- Quels sont les membres de l'équipe d'évaluation du Ministère qui ont la charge de dresser les rapports lycées?
- Vu l'intérêt signalé par quatre écoles privées et vu le large subventionnement de la plupart des écoles privées par l'Etat, ne serait-ce pas impératif d'intégrer les lycées privés dans cette mesure d'évaluation?
- Est-ce que les objectifs à atteindre et les mesures à prendre, qui sont consignés dans le PAQS, seront rendus publics?
- Est-ce qu'il y a, à côté des taux de notes insuffisantes, des taux de réussites et d'absences d'autres indicateurs retenus, notamment en ce qui concerne la motivation et le bien-être des élèves et des enseignants?

**Réponse** (30.6.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

ad 1) Depuis janvier 2005 l'évaluation externe et interne des lycées et lycées techniques publics est mise en oeuvre dans le cadre du Protocole d'Action Qualité Scolaire (PAQS). Une équipe d'évaluation du Ministère dresse, pour chaque établissement, un rapport lycée (RL). Le RL rend compte des ressources humaines et matérielles, des projets d'établissement et d'innovation ainsi que des résultats en langues et en mathématiques obtenus par les élèves lors des épreuves communes et au cours des trois trimestres de l'année écoulée.

L'équipe présente au lycée lors d'une première entrevue un bilan des forces et faiblesses du lycée et l'invite à procéder à son autoévaluation. Sur la base des conclusions de l'autoévaluation l'équipe d'évaluation fixe ensemble avec le lycée les objectifs à atteindre et les mesures à prendre, qui sont consignés dans un Protocole d'Action Qualité Scolaire (PAQS).

Ces travaux sont assurés principalement par deux agents du Ministère qui sont un professeur chargé de mission et une statisticienne diplômée de l'Université de Southampton.

ad 2) Le Ministère a contacté les écoles privées pour leur suggérer de participer au PAQS. Quatre d'entre elles ont annoncé leur par-

icipation. Toutefois l'évaluation de la qualité scolaire n'étant pas prévue dans les dispositions de la loi du 13 juin 2003 régissant les relations entre l'Etat et l'enseignement privé il n'y existe pas de possibilité pour obliger toutes les écoles privées à s'intégrer dans ce protocole d'action.

ad 3) Dans une démarche avant tout formative et axée sur le dialogue et la concertation, la publicité n'est pas le premier but recherché.

Toutes les écoles du Luxembourg étant différentes à bien des égards, mais surtout du point de vue des origines socioculturelles des élèves, il ne sera établi ni comparaison, ni hit-parades.

L'évaluation appartient aux lycées comme celle des élèves leur appartiennent. Cependant elle n'est ni secrète ni confidentielle. Dès le début, le Conseil d'Éducation est non seulement mis au courant, mais participe à l'évaluation. C'est lui aussi qui fixe d'un commun accord avec les représentants du Ministère et dans le cadre de l'autonomie des lycées les objectifs locaux à atteindre et les moyens à mettre en œuvre.

ad 4) Au début de l'année scolaire 2006/2007, il est prévu de compléter les indicateurs retenus par celui d'un questionnaire adressé aux enseignants, aux parents et aux élèves. Ce questionnaire portera sur d'autres aspects que les indicateurs déjà mentionnés, notamment sur les méthodes didactiques et d'évaluation les plus couramment employées, mais aussi sur les façons d'apprendre des élèves.

En 2005/2006, un questionnaire sur la motivation des élèves a été passé dans toutes les classes de septième. Il est évalué en collaboration avec l'Université du Luxembourg. Il convient de ne pas oublier non plus les questionnaires personnels adressés aux élèves et à leurs parents dans le cadre de l'enquête PISA. Finalement, les écoles peuvent proposer des indicateurs par l'intermédiaire de leur Conseil d'Éducation.

**Question 1080** (16.5.2006) de **M. Charles Goerens** (DP) concernant les **partis politiques d'extrême droite au pouvoir dans l'Union européenne**:

Au terme d'un accord de coalition, la Ligue des familles polonaises (LPR, extrême droite) et le parti populaire Samoobrona (Autodéfense) ont officiellement rejoint le vendredi 5 mai le Gouvernement polonais du conservateur Kazimierz Marcinkiewicz.

L'arrivée au pouvoir de l'extrême droite en Pologne n'a pas encore suscité de réaction de la part de l'Union européenne, alors qu'il y a six ans des sanctions avaient été prises contre l'Autriche lorsque le parti de Jörg Haider (FPÖ) était entré au Gouvernement.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

- Est-ce que des initiatives sont prévues au niveau du Conseil européen en réaction à l'entrée au Gouvernement polonais de l'extrême droite?

- Un Comité des Sages, tel qu'instauré en l'an 2000 par la Cour européenne des Droits de l'Homme pour faire un rapport sur la situation politique autrichienne, le respect des droits de l'Homme et des minorités en Autriche ainsi que sur l'évolution de la nature du FPÖ, ne devrait-il pas être institutionnalisé et se voir accordé un droit d'auto-saisine afin de pouvoir à tout moment vérifier le respect des principes démocratiques de l'UE

par les partis politiques au pouvoir dans les États membres?

**Réponse** (30.5.2006) de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

Le 5 mai 2006 la coalition du Gouvernement polonais, jusque-là minoritaire, a été remodelée pour regrouper le Parti Droit et Justice du Premier Ministre Marcinkiewicz, le parti populaire Samoobrona (Autodéfense) et le parti nationaliste catholique de la Ligue des familles polonaises (LPR).

Le Gouvernement luxembourgeois voit avec une certaine inquiétude ce développement en Pologne. Il compte rester très attentif aux développements sur la scène politique polonaise et attend de voir les premières initiatives et travaux du nouveau Gouvernement polonais. Il portera une attention particulière sur les positions du Gouvernement polonais par rapport aux valeurs défendues par l'Union européenne. Pour l'instant, aucune initiative émanant du Conseil, de la Commission ou du Parlement européen n'est prévue en vue du Conseil européen de juin 2006.

La proposition de l'honorable Député d'instaurer un Comité des Sages permanent pour veiller au respect des principes démocratiques par les partis politiques de l'Union européenne mérite d'être étudiée de près. Dans ce contexte je tiens à attirer l'attention de l'honorable Député sur les efforts actuels de l'Union européenne en vue de la création d'une Agence européenne des droits fondamentaux à la suite de la décision de principe du Conseil européen de décembre 2003 d'étendre le mandat de l'Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes, créé en 1997. La mission de cet organisme d'expertise indépendant consisterait à fournir aux institutions et organes communautaires ainsi qu'aux États membres de l'Union européenne, dans le cadre de la mise en œuvre du droit communautaire, une assistance ainsi que des compétences en matière de droits fondamentaux, de façon à les aider à respecter pleinement ces derniers lorsqu'ils prennent des mesures ou définissent des actions dans leurs domaines de compétences respectifs. Le suivi des développements politiques internes dans les États membres de l'Union européenne et de leur respect des valeurs démocratiques européennes me semble pouvoir s'inscrire dans ce cadre, et il importera d'examiner les possibilités de charger l'Agence de telles missions lors de la définition du mandat de la future Agence.

**Question 1081** (17.5.2006) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **faillite d'une société aérienne**:

En mars 2005 le Tribunal administratif a rendu un jugement en matière de garantie de salaires par lequel il a annulé une décision implicite de refus de garantie de créances salariales que le Directeur de l'Administration de l'Emploi avait été amené à prendre dans le cadre de la faillite d'une société aérienne.

L'État du Grand-Duché de Luxembourg a par la suite interjeté appel contre cette décision qui l'aurait amené à garantir les créances résultant des contrats de travail en question alors même que les créanciers concernés étaient des travailleurs non communautaires ne disposant pas de permis de travail valable.

Dans ce contexte j'aurais souhaité avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi.

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des informations sur les conséquences, entre autres financières, que de telles affaires ont ou risquent d'avoir notamment au niveau de la sécurité sociale et du Fonds pour l'emploi luxembourgeois.

**Réponse** (26.6.2006) de **M. François Biltgen**, Ministre du Travail et de l'Emploi:

Comme l'honorable Député le relève à juste titre l'État du Grand-Duché avait interjeté appel contre un jugement du Tribunal administratif en matière de garantie de salaires en cas de faillite alors que celui-ci avait annulé une décision du Directeur de l'Administration de l'Emploi qui avait refusé de prendre en charge les créances salariales de certains membres du personnel d'une entreprise d'aviation civile au motif qu'il s'agissait de personnes non communautaires qui ne disposaient pas d'un permis de travail.

Dans ses récents jugements la Cour administrative a confirmé la décision du Directeur de l'Administration de l'Emploi au motif qu'aucune des personnes concernées n'était couverte par un permis de travail valable et que la majorité d'entre elles n'était pas affiliée auprès de la sécurité sociale luxembourgeoise.

Cette décision de la Cour démontre à suffisance que le Gouvernement a fait un choix judicieux en décider de faire appel contre le jugement de première instance conformément auquel l'État aurait dû garantir, par le biais du Fonds pour l'emploi, les salaires des personnes concernées par la faillite.

De manière plus générale cette affaire révèle clairement la question de l'emploi fictif créé au Luxembourg.

En effet, en l'espèce il s'agissait d'une entreprise d'aviation civile qui, bien qu'ayant son siège à Luxembourg, n'a jamais fait exécuter du travail sur le territoire national, ni aucun avion de l'entreprise, ni les membres du personnel volontant n'ont jamais touché le sol luxembourgeois.

Malheureusement il y a lieu de constater que de plus en plus de tels cas de figure se présentent au Luxembourg.

De ce fait le Grand-Duché risque de devoir supporter des coûts importants d'autant plus que la grande majorité des salariés concernés sont ou vont devenir des ressortissants communautaires affiliés à la sécurité sociale luxembourgeoise de sorte que les motifs invoqués par la Cour administrative, à savoir l'absence de permis et l'absence d'affiliation au Grand-Duché, ne seront plus de mise dans la grande majorité des cas.

Il s'agit surtout mais pas uniquement de sociétés de transport, par air, mer, fleuve et route qui, principalement à cause des avantages de notre système de sécurité sociale, s'installent au Luxembourg et y affilient leurs salariés, sans que ceux-ci ne travaillent sur notre territoire et évidemment sans embaucher des salariés du marché de l'emploi national ou régional.

Il est évident que dans les années à venir l'établissement de telles entreprises et l'affiliation de leurs salariés à la sécurité sociale luxembourgeoise risque d'avoir des répercussions financières importantes, dont l'envergure n'est pas encore chiffrable, tant pour notre sécurité sociale que pour le Fonds pour l'emploi.

Par ailleurs, déjà à l'heure actuelle, les frais qui sont payés par la Caisse de Prestations familiales à des ressortissants de certains nouveaux États membres, travaillant en tant que bateliers rhénans, sont très importants.

De plus, comme il s'agit principalement d'entreprises de transport, il est probable qu'à l'avenir ces entreprises interviendront également auprès du Ministère du Travail et de l'Emploi pour pouvoir appliquer les dispositions relatives à la pré-retraite pour travail posté ou de nuit dont les frais sont totalement à charge du Fonds pour l'emploi.

Le Gouvernement, qui avait déjà traité de la question, entend y revenir pour éviter au mieux les risques relatifs.

**Question 1082** (16.5.2006) de **M. Patrick Santer** (CSV) concernant l'**accord du Luxembourg à la dénonciation de la Belgique de la convention du 6 mai 1963 sur la réduction des cas de pluralité de nationalités et sur les obligations militaires en cas de pluralité de nationalités**:

Dans le cadre du dépôt en Belgique d'une proposition de loi afin d'y introduire la double nationalité, Madame la Ministre belge de la Justice, Madame Onkelinx, a indiqué récemment que la Belgique avait l'intention de dénoncer le premier chapitre de la convention précitée du 6 mai 1963, adoptée dans le cadre du Conseil de l'Europe.

D'après Madame Onkelinx, cette dénonciation nécessitait l'accord de tous les États qui y sont parties et le Luxembourg attendait d'avoir adopté sa propre législation sur la double nationalité avant d'y donner son consentement.

- Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent confirmer que l'accord du Luxembourg à la dénonciation par la Belgique du premier chapitre de la convention du 6 mai 1963 dépend de l'adoption par le Luxembourg d'une législation sur la double nationalité?
- Quelles sont les raisons, qu'elles soient politiques, juridiques ou autres, qui justifient cette position, compte tenu du fait que la très grande majorité des autres États parties à cette convention ont déjà donné leur accord à la dénonciation voulue par la Belgique?

**Réponse** (16.6.2006) de **M. Luc Frieden**, Ministre de la Justice:

La question doit être analysée dans le cadre général des conventions du Conseil de l'Europe.

En effet plusieurs États du Conseil de l'Europe, qui connaissent actuellement le principe de la double nationalité mais ayant par le passé signé et ratifié la convention du Conseil de l'Europe du 6 mai 1963, souhaitent dénoncer le chapitre 1<sup>er</sup> de cette convention qui limite les cas de double nationalité.

Sur initiative de ces États, le Secrétariat du Conseil de l'Europe a lancé une procédure écrite demandant aux États membres liés par la convention de 1963 de donner leur accord écrit à la dénonciation du chapitre 1<sup>er</sup> de la convention de 1963. Conformément aux principes de droit international des traités, il faut un accord unanime de tous les États liés par cette convention pour dénoncer le chapitre 1<sup>er</sup> de la convention de 1963.

Le Grand-Duché de Luxembourg n'a pas pu donner jusqu'ici son accord à la dénonciation, alors qu'il estime qu'une telle dénonciation créerait un vide juridique au niveau international. Car les renonciations, voire perte, à la nationalité d'origine en cas d'acquisition volontaire de la nationalité luxembourgeoise par un étranger sont réglées entre les États sur base du chapitre 1<sup>er</sup> de la convention de 1963. Si le Luxembourg se déclarait d'accord à l'heure actuelle avec une telle dénonciation, il deviendrait impossible dans un dossier d'acquisition de la nationalité par un étranger ré-

sistant au Luxembourg d'obtenir de la part de ses autorités d'origine un document attestant la perte ou la renonciation à la nationalité d'origine. Dans ce cas aucun dossier d'option ou de naturalisation ne pourrait plus être accordé, car la condition de la perte de la nationalité d'origine, inscrite dans la loi sur la nationalité luxembourgeoise, ne serait plus remplie.

Au vu de ce qui précède, le Grand-Duché de Luxembourg a fait savoir au Secrétariat du Conseil de l'Europe qu'il pourra donner son accord à une dénonciation du chapitre 1<sup>er</sup> de la convention de 1963 lorsque le principe de la double nationalité, en cas d'acquisition volontaire de la nationalité luxembourgeoise, aura été consacré en droit luxembourgeois.

**Question 1085 (18.5.2006) de M. Roger Negri (LSAP) concernant l'**interdiction générale de doubler pour les poids lourds >7,5 t sur le contournement entre Mamer et Bettembourg:****

Dans sa déclaration sur l'état de la nation, Monsieur le Premier Ministre a expliqué entre autres que les autoroutes A6 et A3 entre Mamer et Bettembourg ne seront pas élargies de deux à trois voies.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre:

- Pour des considérations tenant à la sécurité et à la fluidité du trafic est-ce qu'il ne serait pas opportun d'imposer une interdiction générale de doubler pour les poids lourds > 7,5 t sur le contournement entre Mamer et Bettembourg?

**Réponse (12.6.2006) de M. Lucien Lux, Ministre des Transports:**

Dans sa question, l'honorable Député s'enquiert sur l'opportunité d'imposer une interdiction de dépassement générale pour les poids lourds d'une masse maximale autorisée supérieure à 7.500 kg sur le contournement entre Mamer et Bettembourg (autoroutes A6 et A3).

J'ai chargé la Commission de circulation de l'Etat d'analyser si une interdiction de dépassement généralisé pour les poids sur les autoroutes est réalisable ou non.

Lors de cette analyse le groupe de travail de la commission va prendre en considération les dispositions du Code de la Route actuellement en vigueur ainsi que les possibilités infrastructurelles des autoroutes afin d'analyser les tronçons autoroutiers où soit la topographie soit l'aménagement routier pourraient justifier une pareille disposition.

**Question 1086 (18.5.2006) de M. Patrick Santer (CSV) concernant la **détention de supports mettant en scène des actes de cruauté ou de barbarie, ainsi que des viols ou des assassinats en direct à des fins commerciales et utilisation des nouvelles technologies de l'information à des fins d'exploitation sexuelle:****

Si notre Code pénal sanctionne la détention d'objets à caractère pornographique impliquant ou représentant des mineurs âgés de moins de 18 ans, force est de constater que le cadre législatif est muet quant à la possession de matériel photographique, cinématographique ou autre concernant des actes précisés peu importe que ces actes impliquent des enfants ou des adultes.

Cette absence de législation concerne non seulement le contenu des actes répréhensibles, mais également le support par lequel ces actes sont diffusés. Je vise ici plus particulièrement l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication, en particulier Internet, à des fins d'exploitation sexuelle. L'industrie du sexe a normalisé l'exploitation sexuelle des femmes; des quantités vertigineuses de pornographies sont directement accessibles sur le web, images, de transgression, de violence et d'avilissement illimités; les femmes qu'elles montrent sont toujours souriantes, ce qui laisse supposer qu'elles sont consentantes et prennent plaisir aux actes, même lorsque ceux qu'elles subissent sont douloureux et humiliants. (Rapport final du Groupe de spécialistes sur l'impact de l'utilisation des nouvelles technologies de l'information sur la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle (EG-S-NT) institué par le Conseil de l'Europe en date du 16 septembre 2003).

Il appartient à notre état de droit de garantir le droit des êtres humains d'être protégés contre le crime que constitue la traite aux fins d'exploitation sexuelle.

Dans ce contexte j'aurais souhaité savoir de Monsieur le Ministre de la Justice:

- Si le Gouvernement entend compléter le Code pénal en prévoyant des dispositions spécifiques en matière de détention d'images, de photographies, de films ou autres supports mettant en scène des actes de cruauté ou de barbarie, ainsi que des viols ou des assassinats en direct de personnes à des fins commerciales?

- Si le Gouvernement entend également intervenir au niveau de l'utilisation des nouvelles technologies au regard de ce crime particulièrement odieux que constitue la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle? Quelles sont les mesures que le Gouvernement entend entreprendre tant au niveau national qu'au niveau international dans ce domaine?

**Réponse (19.6.2006) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:**

J'ai l'intention de proposer au Gouvernement de modifier l'article 383 du Code pénal pour incriminer, à côté des contenus sexuels, également la diffusion et vente des contenus violents qui sont de nature à porter atteinte à la dignité humaine lorsque les messages en cause sont susceptibles d'être vus ou perçus par un mineur. J'entends m'inspirer à cet effet de la législation et de la doctrine française (art. 227-24 du Code pénal français).

En ce qui concerne la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle, un avant-projet de loi est en élaboration pour adapter notre législation aux instruments UE et internationaux (Conseil de l'Europe et ONU) qui ont été adoptés ces dernières années et qui rendent compte de la façon dont ce phénomène a évolué. Ce texte vise surtout à préciser la définition de ce crime, à étendre la notion d'exploitation et à protéger davantage les victimes de la traite.

**Question 1087 (19.5.2006) de M. Xavier Bettel (DP) concernant l'**hébergement des demandeurs d'asile déboutés:****

Dans un article publié dans un quotidien luxembourgeois en date du 19 mai 2006 Monsieur le Procureur général d'Etat critique le fait que les demandeurs d'asile déboutés sont hébergés au Centre pénitentiaire à Schrassig.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre est-il au courant des propos de Monsieur le Procureur général d'Etat?
- Dans l'article susmentionné, Monsieur le Procureur général d'Etat plaide pour une solution provisoire rapide en ce qui concerne l'hébergement des personnes concernées. Monsieur le Ministre partage-t-il cet avis? Dans l'affirmative, quelle pourrait être cette solution provisoire envisagée par Monsieur le Procureur général d'Etat?

**Réponse (30.6.2006) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:**

Les propos de Monsieur le Procureur général d'Etat, qui sont identiques à ceux exprimés à maintes reprises par différents membres du Gouvernement, au sujet du placement d'étrangers en situation irrégulière au centre de séjour provisoire prévu par le règlement grand-ducal du 22 septembre 2002 reflètent le souci de trouver une solution au surpeuplement du Centre pénitentiaire de Schrassig.

Pour remédier à cette situation le Gouvernement a décidé la construction d'un centre de rétention qui est la seule alternative valable au centre de séjour actuel, celui-ci étant par ailleurs, selon la jurisprudence des juridictions administratives, un établissement approprié pour retenir temporairement des étrangers en situation irrégulière.

Monsieur le Procureur général n'a pas indiqué en quoi pourrait consister une «solution provisoire rapide», qui semble aux yeux du Gouvernement difficilement réalisable en pratique.

**Question 1089 (22.5.2006) de M. Aly Jaerling (Indépendant) concernant le **fonctionnement 24h/24h du Centre de Coopération policière et douanière:****

Fir d'grenziwerschreidend Zesummenaarbecht vun der Polizei ze garanteieren, gëtt et zu Lëtzebuerg e grenziwerschreidenden Informatiounscenter fir Donnéeën aus de Länner Belgien, Däitschland, Frankräich a Lëtzebuerg ze empfänken, ze koordinéieren an esou schnell wéi méiglech weiderzeeledee fir eventuell Enquêteen ze beschleunegen.

Dësen Zenter fonctionnert währing de Bürosstonnen, also némme zu engem Drëttel vun der méiglecher Dageszäit. Dëst bremst deelweis d'Iwwerdroe vun evenuell wichtegen Informatioune fir internationale ageleeten Enquêteen.

Den interregionale Parlamentarierrot aus deene virzitéierte Länner ass der Meenung, datt dès Koordinéiersplatz fir international polizeilech Zesummenaarbecht misst 24/24 Stonne fonctionnieren, fir nach méi effizient kënnen ze schaffen.

Dofir misst dësen Informatiounscenter awer zousätzlech Moyenen zur Verfügung gestallt kréien a mat méi Personal besat ginn.

Kann den Här Justizminister mer duerfir dës Froe beantworten:

- 1) Ass dem Här Justizminister bekannt, datt den interregionale Parlamentarierrot bestrieft ass, fir den iwwerregionalen Informatiounscenter 24/24 Stonne fonctionnieren ze loosseen?
- 2) Huet d'Regierung sech mat dësem Thema befaasst, a wat

sinn hir Konklusiounen zu engem Ausbau vun dësem wichtegen Informatiounscenter an zum Fonctionnée vu 24/24 Stonnen?

**Réponse (20.6.2006) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:**

Le Bureau de Coopération policière et douanière regroupe les pays du Benelux ainsi que la France.

Actuellement, le Bureau de Coopération policière et douanière est ouvert pendant les heures de bureau. Cependant, lors de contrôles transfrontaliers organisés avec les pays voisins ou lors d'affaires policières d'envergure, les horaires de fonctionnement des bureaux sont adaptés à la situation de terrain.

Pour l'instant, il n'est pas envisagé de modifier les horaires de fonctionnement ainsi définis. Il est évident que la coopération transfrontalière fonctionne, en cas de nécessité, 24 heures sur 24, par le biais du Centre d'Intervention National (CIN), respectivement par le biais des permanences des services nationaux de la Police grand-ducale.

**Question 1090 (23.5.2006) de Mme Viviane Loschetter (DÉGRÉNG) concernant l'**accès au marché national du travail pour les ressortissants des nouveaux États membres de l'Union européenne après la première période transitoire:****

Le 30 avril 2006 venait à terme la première période transitoire permettant aux États membres de l'Union européenne de limiter l'accès de leur marché de l'emploi aux ressortissants des nouveaux États membres depuis mai 2004.

Le Gouvernement luxembourgeois a désiré maintenir ce dispositif restrictif en facilitant l'accès à certains secteurs comme l'agriculture, la viticulture et l'Horesca.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Pourquoi est-ce le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration et non pas le Ministère du Travail qui est responsable pour les questions d'emploi des ressortissants arrivant des nouveaux États membres? Ne suggère-t-on pas de ce fait deux catégories de salariés européens?

- Le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration a-t-il informé les acteurs des secteurs concernés sur ces nouvelles dispositions leur permettant de recourir à cette main-d'œuvre? Dans l'affirmative, sous quelle forme?
- Le Ministère du Travail ne pouvant certainement pas être totalement écarté de ce processus, de quelle façon la coopération et la coordination entre votre Ministère et celui du Travail est-elle assurée?

**Réponse (3.7.2006) de M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:**

Les ressortissants originaires des nouveaux États membres de l'UE qui désirent travailler au Luxembourg ont actuellement besoin d'un permis de travail pour exercer un emploi rémunéré au Luxembourg.

Or, depuis l'arrêté grand-ducal du 7 août 2004 portant constitution des Ministères, c'est en effet le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration qui est compétent pour l'entrée et le séjour des étrangers, donc également pour la délivrance des permis de travail.

Le Gouvernement a décidé de maintenir en vigueur les mesures nationales appliquées depuis le 1<sup>er</sup> mai 2004 concernant la libre circulation des travailleurs des nouveaux États membres. Ces restric-

tions ont été mises en place par la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant l'entrée et le séjour des étrangers, le contrôle médical des étrangers et l'emploi de la main-d'œuvre étrangère et le règlement grand-ducal modifié du 12 mai 1972 déterminant les mesures applicables pour l'emploi des travailleurs étrangers sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. Toutefois, en maintenant le dispositif transitoire, il a également été décidé que pour certains secteurs le permis de travail sera accordé avec bienveillance absolue aux ressortissants des États membres concernés, en fonction d'une procédure minimale et simplifiée, sans cependant abolir l'exigence de permis de travail. Les secteurs visés par cette ouverture sectorielle sont l'agriculture, la viticulture et l'Horesca. À la fin du mois d'avril la Chambre d'agriculture et la Fédération de l'Horesca ont été informées par lettre de la nouvelle approche ainsi que de la procédure applicable à partir du 1<sup>er</sup> mai 2006, avec prière de diffuser les informations à leurs membres concernés.

Le Ministère du Travail et de l'Emploi et le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration se sont concertés lors de plusieurs réunions pendant les mois de janvier à avril 2006 aussi bien lors de réunions au niveau fonctionnaire que pendant des entrevues avec la participation des deux Ministres compétents, à savoir le Ministre du Travail et de l'Emploi et le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.

En plus, les mandats des membres titulaires et suppléants des Comités consultatif et technique de l'Union européenne pour la libre circulation des travailleurs ont été renouvelés en mai 2006. Les deux Ministères se sont partagés les postes qui ont été réservés aux représentants du Gouvernement luxembourgeois.

Le Gouvernement luxembourgeois se propose d'ailleurs de procéder à une première évaluation de la situation et de la pratique au plus tard en mai 2007, en vue d'examiner d'éventuelles adaptations au régime. Cette évaluation sera bien sûr faite, entre autre, en étroite collaboration avec le Ministère du Travail et de l'Emploi.

**Question 1091 (23.5.2006) de M. Charles Goerens (DP) concernant la **réalisation du projet d'infrastructures «tangente ouest»:****

Dans un communiqué de presse du Mouvement écologique datant du 3 mai 2006 ce dernier se félicite de l'abandon définitif de plusieurs projets d'infrastructure routière et notamment de celui concernant la «tangente ouest»: „Positiv sei des Weiteren, dass der Premierminister sowie auch der Umweltminister deutlich Stellung zu Gunsten einer Priorität für den öffentlichen Transport und im Besonderen für die moderne Stadtbahn bezogen und ein klares ‘Nein’ zu weiteren Straßenbauprojekten ausgesprochen haben: von einer Westtangente bis hin zu Umgehungsstraßen.“

Ainsi, je souhaiterais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres des Travaux publics et de l'Environnement:

- Est-ce que Messieurs les Ministres confirment l'abandon définitif du projet de la «tangente ouest» étant donné que Monsieur le Premier Ministre a encore affirmé lors de sa déclaration sur la situation économique, sociale et financière du pays le 2 mai dernier que la réalisation de ce projet d'infrastructure parmi d'autres ne serait remis qu'à un moment ultérieur?

**Réponse commune** (11.7.2006) de **M. Claude Wiseler**, Ministre des Travaux publics et de **M. Lucien Lux**, Ministre de l'Environnement:

Pour ce qui est de la position du Gouvernement concernant la «tangente ouest», l'honorable Député a raison de se référer à la déclaration de Monsieur le Premier Ministre qui a précisé lors de la Déclaration du Gouvernement sur la situation économique, sociale et financière du pays que certains projets routiers, dont notamment la «tangente ouest», ont été reportés.

Cela signifie que pour le projet dont s'agit, d'éventuels travaux ne pourraient commencer qu'à moyen, voire à long terme.

L'état d'avancement actuel du dossier «tangente ouest» se résume comme suit:

L'avant-projet sommaire de la «tangente ouest» fait actuellement l'objet d'une étude d'opportunité et d'impact territorial sous la régie du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.

Dans une prochaine étape l'avant-projet sommaire, accompagné des résultats de l'analyse territoriale, fera ensuite l'objet d'une enquête publique dans les communes concernées.

Sur base des résultats de l'enquête publique, des avis des communes et de la recommandation du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le Gouvernement prendra sa décision quant à la réalisation éventuelle de la «tangente ouest» et, le cas échéant, se prononcera quant au tracé à retenir pour l'élaboration de l'avant-projet détaillé.

**Question 1093** (23.5.2006) de **Mme Colette Flesch** (DP) concernant la délocalisation des détenus préventifs du Centre pénitentiaire de Luxembourg:

Dans son rapport de janvier 2006, la déléguée du procureur général d'État pour la direction générale des établissements pénitentiaires estime que le CPL est une prison fourre-tout. Pour remédier à la situation, elle estime nécessaire notamment de délocaliser les détenus préventifs (quelque 350) vers un établissement séparé, à savoir une maison d'arrêt.

- Le Ministre est-il disposé à procéder à une telle délocalisation?
- Dans quel délai estime-t-il pouvoir procéder à ladite délocalisation?

**Réponse** (20.6.2006) de **M. Luc Frieden**, Ministre de la Justice:

Comme je l'ai annoncé à plusieurs reprises déjà et suite à une décision de principe du Gouvernement en Conseil en automne 2005, une maison d'arrêt sera construite pour quelque 400 prévenus.

Le délai dans lequel cette maison d'arrêt sera construite est notamment fonction de la recherche d'un terrain approprié.

J'espère pouvoir avancer rapidement dans ce dossier.

**Question 1094** (23.5.2006) de **Mme Colette Flesch** (DP) concernant l'absence d'un établissement pénitentiaire à régime semi-ouvert pour les femmes:

Dans son rapport de janvier 2006, la déléguée du procureur général d'État pour la direction générale des établissements pénitentiaires estime que le CPL est une prison fourre-tout. Elle déplore, en particulier, l'absence d'un établissement à régime semi-ouvert pour les

femmes. Elle souligne qu'à l'heure actuelle les femmes sont amenées à purger de courtes peines dans le milieu fermé au CPL et sont soumises à un régime plus strict pendant toute la durée de la détention sans avoir la possibilité d'évoluer en milieu semi-ouvert. Elle est d'avis qu'il s'agit de remédier à cette situation de discrimination.

- Le Ministre peut-il préciser les raisons de cette discrimination?
- Peut-il indiquer s'il entend mettre fin à cette discrimination?
- Dans quel délai estime-t-il pouvoir mettre fin à cette discrimination?

**Réponse** (20.6.2006) de **M. Luc Frieden**, Ministre de la Justice:

À l'heure actuelle il n'existe pas de prison semi-ouverte pour les femmes, à l'instar du Centre pénitentiaire agricole de Givenich pour les hommes.

Au cours de la présente législature il est prévu de remédier à cette situation, soit qu'on crée les conditions nécessaires pour que les femmes susceptibles de bénéficier d'une mesure d'exécution des peines puissent séjourner au CPA de Givenich, soit qu'on s'oriente vers une solution où les femmes en question puissent loger dans des conditions similaires à celles de Givenich.

**Question 1095** (23.5.2006) de **M. Carlo Wagner** (DP) concernant le taux d'alcoolémie:

Dans sa réponse à ma question parlementaire N°1005 relative à l'abaissement du seuil d'alcoolémie légal (*cf. compte rendu N°11/2005-2006*), Monsieur le Ministre souligne que «la Commission européenne estime que les conducteurs ayant un taux d'alcool excessif sont responsables d'environ 10.000 décès chaque année sur les routes européennes».

1. Monsieur le Ministre considère-t-il un taux d'alcoolémie compris entre 0,5 et 0,8 g d'alcool par litre de sang comme excessif? Dans la négative, qu'entend-t-on par taux d'alcool excessif?

Plus loin, Monsieur le Ministre affirme que «d'après un sondage effectué en Autriche en 2000, 41% des personnes interrogées se prononçaient pour un taux d'alcool maximal de 0,5 g/l par rapport à 29% seulement en 1997».

2. Quelle thèse Monsieur le Ministre entend-t-il étayer par cette affirmation?
3. Quel a été l'échantillon de ce sondage autrichien?
4. Ce sondage ne montre-t-il pas que 59% des personnes interrogées se prononçaient contre un taux d'alcool maximal de 0,5 g/l?

Monsieur le Ministre parle en outre de «recherches confirmant que le risque relatif d'implication dans un accident augmente de façon sensible lorsque l'alcoolémie dépasse 0,5 g par litre de sang».

5. Monsieur le Ministre peut-il me préciser de quelles recherches il s'agit exactement?

Selon Monsieur le Ministre «pour un conducteur moyen une alcoolémie comprise entre 0,5 g/l et 0,8 g/l entraîne (...) un risque d'accident environ deux fois supérieur à celui d'un conducteur ayant un taux d'alcool dans le sang de 0,0 g/l. Ce risque est quatre fois plus élevé avec un taux de 0,8 g/l.»

6. Que faut-il entendre par «conducteur moyen»?
7. Comment expliquer qu'un taux de 0,8 g/l entraîne un risque d'accident deux fois supérieur à un taux compris entre 0,5 g/l

et, précisément, 0,8 g/l?

Monsieur le Ministre évoque également l'entrevue du 25 avril 2006 avec les représentants des milieux professionnels concernés.

8. Est-ce que les représentants des milieux professionnels concernés partageaient les vues de Monsieur le Ministre?

Finalement j'aimerais poser la question suivante:

9. Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'une étude avec statistiques à l'appui sur l'impact réel d'une baisse du taux légal d'alcoolémie de 0,8% à 0,5% pourrait, le cas échéant, renforcer le degré d'acceptation de la part de la population d'une telle mesure?

**Réponse** (3.7.2006) de **M. Lucien Lux**, Ministre des Transports:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député sollicite des informations supplémentaires suite à ma réponse à sa question parlementaire N°1005 ayant trait au même sujet de l'abaissement projeté du seuil légal d'alcoolémie au volant de 0,8 à 0,5 g d'alcool par litre de sang.

Ci-après, mes réponses aux questions soulevées.

ad 1

Oui, je considère un taux d'alcoolémie compris entre 0,5 et 0,8 g d'alcool par litre de sang comme excessif.

ad 2

Le sondage effectué en Autriche met à jour un revirement de l'attitude des usagers de la route face au taux légal d'alcoolémie de 0,5 g d'alcool par litre de sang dont l'acceptation par le public est passé de 29% en 1987 à 41% en 2000.

ad 3

Des données relatives à l'échantillon de l'étude effectuée en Autriche ne sont pas disponibles.

ad 4

Au 41% des personnes interrogées il y a lieu d'ajouter celles qui soit se sont prononcées en faveur d'un seuil légal d'alcoolémie inférieur à 0,5 g d'alcool par litre de sang, soit qui ont adopté une position neutre à ce sujet.

ad 5

La réponse à cette question se trouve dans la Recommandation de la Commission européenne du 17 janvier 2001 concernant le taux maximal d'alcool dans le sang autorisé pour les conducteurs de véhicules à moteur (JO L 43 du 14 février 2001 p. 31). Ladite recommandation ainsi que l'exposé des motifs afférent renvoient aux recherches et études qui ont servi de base à la Commission européenne pour formuler sa recommandation.

ad 6

Dans le contexte du sujet on peut qualifier de conducteur moyen une personne d'un poids de 75 kg, d'une taille de 1,75 m et d'un bon état de santé général.

ad 7

Voir sous ad 5.

ad 8

Lors de l'entrevue du 25 avril 2006 il s'est avéré que les vues des représentants des milieux professionnels concernés n'étaient pas opposées à celles du Gouvernement alors qu'il a été convenu de part et d'autre d'une série d'initiatives concomitantes à la mesure envisagée de l'abaissement du seuil légal d'alcool au volant (amélioration de l'offre des transports publics, extension du «Late night bus», promotion du covoiturage, renforcement des campagnes de sensibilisation du conducteur désigné).

ad 9

Non, les résultats d'étude et de recherche plaident en faveur d'une telle mesure, disponibles, en particulier au niveau communautaire, sont éloquents à tel point de rendre superfétatoire une évaluation statistique sur le plan national.

len Störungen durch Tritt und Fraß ähneln den stochastischen Einflüssen der Megaherbivoren, welche natürlich vorkommen würden, wären sie vom Menschen nicht zurückgedrängt oder ausgerottet worden. An Bachufern kann dies zur Entstehung von amphibischen Zonen und zur lokalen Entfaltung von Schlammlurgesellschaften (Bidentetalia) führen.“ (Reisinger et al., 2002 - Landschaftspflege in Thüringen: Extensive Beweidung mit Rindern und Pferden. - Thüringer Landesanstalt für Umwelt und Geologie & Thüringer Landesanstalt für Landwirtschaft, Jena, 12 S.)

Contrairement au pâturage conventionnel, où la densité se situe à environ 2,0 UGB/ha/an, dans les projets de pâturage extensif comme moyen de gestion de réserves naturelles et de zones Natura 2000, la densité de pâturage varie effectivement entre 0,3-0,6 UGB/ha/an pour générer précisément ces effets écologiques positifs et pour éviter des conséquences négatives pour la qualité de l'eau. En effet à une densité tellement réduite, une détérioration de la qualité de l'eau n'est pas à attendre. Je tiens à souligner que la densité de 2,0 UGB/ha/an de l'agriculture conventionnelle donne lieu à une induction en erreur. En effet il convient de prendre en considération que

- les 2,0 UGB/ha s'appliquent à la densité moyenne pour l'année entière sur toute la surface fourragère de l'exploitation agricole,
- pour la période de pâturage, soit en général 6 mois, la densité est donc beaucoup plus élevée, soit 4,0 UGB/ha,
- comme seulement une partie de la surface fourragère est pâturée en même temps, la densité effective équivaut à un multiple de 4 UGB/ha.

Il faut également mentionner que comparé aux répercussions de l'agriculture conventionnelle (Ackerbau) et notamment l'utilisation d'engrais organiques et chimiques et de pesticides qui polluent les eaux souterraines ainsi que les cours d'eau, l'impact du pâturage est minime.

Je rappelle que même dans l'agriculture conventionnelle la disposition concernée de la «cross-compliance» ne s'applique pas pour l'obtention des primes comme l'a précisé Monsieur Zewen, chef de l'unité de contrôle de l'Administration des Services techniques de l'Agriculture, lors de la journée de la Chambre d'Agriculture en date du 9 février 2006 au Lycée technique agricole d'Ettelbruck:

„Herr Zewen nutzte insbesondere die Gelegenheit, ein paar Missverständnisse, wie er unterstrich, zu klären.

Zum einen geht es um die Aussagen betreffend den Zugang bzw. das Tränken des Viehs in fließenden Gewässern. Bei der Informationsversammlung am vergangenen 24. Januar war bekanntlich von einem Vertreter der Kontrollbehörde behauptet worden, jeder Zugang von Vieh zum Gewässer sei inakzeptabel und demnach in den Kontrollberichten festzuhalten.

Diesbezüglich stellte Herr Zewen klar, dass wohl im Prinzip keine Ausscheidungen ins Gewässer gelangen sollen, dass der Zugang des Viehs zu fließenden Gewässern auf Weiden bzw. das Tränken des Viehs im fließenden Gewässer auf einer Weide jedoch nicht sanktionsrelevant sind.“ (Citation du «De Lützeburger Bauer», N°7: Prämien, Prämienansprüche und Transferts, S. 3 - 17 février 2006).

**Question 1097** (24.5.2006) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant la plate-forme «Santé mentale et réforme de la psychiatrie»:

Dans sa réponse à ma question parlementaire N°0774 du 1<sup>er</sup> décembre 2005 (*cf. compte rendu N°6/2005-2006*), Monsieur le Ministre de la Santé s'est référé à la plate-forme «Santé mentale et réforme de la psychiatrie» aux travaux de laquelle sont associés entre autres l'Union des Caisses de Maladie et les différents hôpitaux concernés.

Dans ce contexte j'aimerais poser à Monsieur le Ministre les questions suivantes:

- Quelle est la composition de la plate-forme «Santé mentale et réforme de la psychiatrie»?
- Quel est l'état actuel des travaux de ladite plate-forme?
- Dans quel délai peut-on s'attendre aux conclusions de ces travaux?
- Monsieur le Ministre compte-t-il présenter le moment donné les conclusions des travaux de la plate-forme à la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale de la Chambre des Députés?

**Réponse** (16.6.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Étant donné que certains éléments de la question parlementaire N°1058 de Monsieur le Député Jean Huss sur la réforme de la psychiatrie (*cf. ci-dessus*) se retrouvent dans la présente question, je puis me permettre de reproduire ici l'un ou l'autre passage de ma réponse à la prédictive question.

Comme suite au rapport Rössler, présenté en novembre 2005 à la Commission Santé et Sécurité sociale de la Chambre des Députés, le groupe de travail antérieurement mis en place par le Ministre de la Santé pour faire avancer la réforme en psychiatrie - et qui avait notamment abouti à la décentralisation des placements à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2005 - a été élargi aux représentants des prestataires extrahospitaliers, des patients, des médecins et des autres professionnels de santé et restructuré en plate-forme de concertation et sous-groupes de travaux sectoriels flexibles.

La plate-forme, qui réunit des délégués des groupes de travail et pour laquelle le rapport Rössler sert de guide, comprend un ou des représentants

- des médecins (délégués par le Collège médical et l'AMMD ainsi que différents établissements hospitaliers),
- des autres professionnels de santé (délégués par le Conseil supérieur des Professions de santé),
- des hôpitaux (désignés par l'Entente des Hôpitaux),
- des patients (désignés par la Patientevertriebung et de l'«Ombudscomité» pour les droits de l'enfant),
- des Ministères de la Santé et de la Sécurité sociale, de la Direction de la Santé et de l'Union des Caisses de Maladie.

En tout une quarantaine de personnes, mulplicateurs par rapport à ceux qui les ont déléguées, collaborent ainsi au sein de la plate-forme, qui s'est réunie cinq fois à ce jour ainsi qu'au sein des différents groupes de travail, et préparent un plan d'action que le soussigné présentera volontiers à la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale de la Chambre des Députés, si celle-ci le juge utile.

Les travaux de la plate-forme et des sous-groupes avancent bien. En ce qui concerne les premiers résultats, je peux informer l'honorable Députée de ce qui suit:

- une infrastructure pour une clinique psychiatrique de jour auprès du CHEM, site d'Esch/Alzette, vient d'être au-

torisée par le Gouvernement en conseil, de même

- qu'une unité fermée au CHNP pour adolescents en difficultés, actuellement mal placés, faute d'autres structures, aux établissements pénitentiaires.

Pour ce qui est d'autres infrastructures, j'attends d'être saisi de la part des maîtres d'ouvrage concernés:

- d'une demande en autorisation de création d'une clinique de jour pour adultes auprès du Centre hospitalier de Luxembourg;
- des plans et devis:
- pour une clinique de jour au Kirchberg, approuvée par le Gouvernement en Conseil, pour les besoins du service national de psychiatrie juvénile,
- pour un foyer de suite à l'unité fermée des jeunes en difficultés dont question ci-dessus,
- pour un foyer thérapeutique décentralisé pour adultes au CHNP.

J'attends également d'être saisi très prochainement d'un cahier des charges pour une étude pour cerner la problématique d'ensemble au Grand-Duché des enfants en difficulté en amont et autour de la psychiatrie infantile et juvénile.

S'agissant des résultats des groupes de travail précités:

- Un consensus sur la nécessité et la mise en place rapide d'un centre psychosocial au Nord du pays se dessine.
- Les discussions autour des foyers thérapeutiques et des logements protégés, y compris les soins à domicile en psychiatrie, sont en cours et sur le point d'aboutir à un concept englobant l'Union des Caisses de Maladie et, le cas échéant, l'Assurance dépendance.
- Par ailleurs un sous-groupe comprenant des magistrats est en train de travailler sur une réforme plus fondamentale de la loi de 1988 en matière de placements involontaires. Ce sous-groupe a entre autres déjà abordé des questions telles que le traitement involontaire, l'isolement et la contention.

À l'heure actuelle il serait prématûr de vouloir fixer une échéance pour les conclusions définitives en matière de réforme de la psychiatrie qui doit en fait rester un processus continu. Pour cette raison j'entends d'ailleurs laisser en place ladite plate-forme.

**Question 1098** (26.5.2006) de **M. Aly Jaerling** (Indépendant) concernant la **confiscation d'objets de nature à troubler l'ordre scolaire**:

An de Lycée gëtt net selte Schüller hiert Eegentum (Handy oder mp3-Playeren) vun den zoustänneg Direktere beschlagnahmt.

Beruff gëtt sech op den Artikel 25 vum groussherzogleche Reglement vum 23. am Chrëschtmount 2004, dee Folgendes seet:

«Sont soumis à l'autorisation préalable du directeur toute vente, toute distribution, tout affichage et toute manifestation dans l'enceinte du lycée. Toute publication et tout objet trouvés en possession d'un élève peuvent être confisqués s'ils sont de nature à troubler l'ordre scolaire.»

Aus dem Artikel geet awer net kloer ervir, wien e Géigestand ka beschlagnahmen, wat fir eng Géigestänn a wéi lang eppes ka beschlagnahmt ginn.

Hei besteet e juristesche Vide opgrond vun deem déi zoustänneg Direkteren, ouni menger Usicht no «qualité d'agir» ze hunn, no eegeom Gutdünke kënnen handelen. Sou datt och, jee no Persoun, e Géigestand kann eng Woch oder souguer e Mount respektiv nach méi lang beschlagnahmt ginn.

Déi Responsabel vu verschidde Lycéeën, sou zum Beispill de Lycée technique vu Bouneweg, stellen en eegene Code de bonne conduite op, dee vun den Elteren énnerschriwwen muss ginn. Am Bouneweger Code steet dran, datt Géigestänn, déi d'Schouluerdnung perturbéiere kënnen, tëschent enger Woch an engem Mount këinne beschlagnahmt ginn.

Dat vir zitéiert groussherzoglecht Reglement gëtt a sengen Artikelen 28 bis 33 inclus just dem Conseil de discipline d'Recht fir Mesuré géint e Schüler ze ergräfen. An deenen Artikelen ass awer d'Beschlagnahme vu Géigestänn, déi dem Schüler gehéieren, net opgezielt. Deemno besteet och do e juristesche Vide.

Kann d'Madame Unterrechtsministesch mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Ass der Madame Ministesch bekannt, datt verschidde Lycéeën, opgrond vum Artikel 25 vum groussherzogleche Reglement vum 23. am Chrëschtmount 2004, eegé Codes de bonne conduite opstellen, déi vun den Eltere müssen énnereschriwwen ginn?
2. Ass d'Madame Ministesch net och der Meenung, datt an all Lycée missten déiselwescht Schouluerdnungskritären agefouert ginn?
3. Ass et erlaabt Eegentum vu Schüler némnen oprond vun engem interne Schoulreglement ze beschlagnahmen, wa sou eng Mesure net am groussherzogleche Reglement explizit festgehalen a kloer definéiert ass?
4. Wier et net séennvoll, de vir zitéierten Artikel esou emzeänneren, datt definitiv kloer ass, ob kënné Géigestänn beschlagnahmt ginn, wat fir eng, a wéi laang?
5. Widdersprécht de vir zitéierten Artikel net der normaler Zivilgesetzgebung aus därr ervirgeet, datt némnen d'Police an d'Police judiciaire d'Recht hunn eppes ze beschlagnahmen an dann nach némnen am Fall vu flagrant délit respectiv op riichterlech Unerdnung hin?

**Réponse** (12.7.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

1. Den Artikel 4 vum Gesetz vum 25. Juni 2004 iwwert d'Organisation vun de klasseschen an technesche Lycéeën d'Méiglechkeet vir, sech mat enger Charte scolaire ze dotéieren, déi énner anerem d'Verhalensregele festleet, déi op de Rechter a Flichte vun de Partner vun der Schoulgemeinschaft baséieren. Dës Regele kënné méi wäit goe wéi d'Verhalensregelen, déi d'Reglement iwwert den Ordre intérieur an d'Disziplin, dat am Lycée a Krafft ass, virgesäit. D'Charte scolaire gëtt vum Conseil d'éducation vum Lycée ugeholl.

2. De Règlement grand-ducal vum 23. Dezember 2004 iwwert den Ordre intérieur an d'Disziplin an de klasseschen an technesche Lycéeën schreift d'Grondregele vir, déi an alle Lycéeën vum Land gëllen.

Weí am viregten Punkt vermerkt a mat der Beméitung fir de Schoulen eng gewëssen Autonomie ze ginn, kënné si eng Charte scolaire unhuellen, déi Verhalensregelen ent-

hält, déi méi wäit gi wéi d'Regelen, déi den uewen zitéierte Règlement grand-ducal vum 23. Dezember 2004 festgeluecht huet.

3. Den Artikel 25 vum uewen zitéierte Règlement grand-ducal vum 23. Dezember 2004 gëtt den Autorité-scolairen d'Autorisation, fir Publicationen an Objeten, déi de Schüler bei sech huet an déi den Ordre scolaire stéiere kënnen, ze beschlagnahmen. Et schéngt schwierieg, fir eng limitativ Léscht opzestelle vun den Objeten, déi beschlagnahmt kënné ginn; de Kritär duerfir ass de Fait, dass dës Objeten d'Coursé stéieren. Wat d'Dauer vun der Konfiskatioun ubelaangt, déi spéitstens dann ophéiert wann d'Schoul eriwer ass, sou schéngt et ubruecht, datt ee sech an dëser Saach op de gesonde Mënscheverstand vum Direkter vum Lycée verléisst.
4. D'Autorisation, déi d'schoulesch Autorité conféreert krute fir Objeten ze konfiskéieren, déi d'schoulesch Uerdnung stéieren, ass a mengen Aen eng Ergänzung, déi sech op d'schoulesch Émfeld beschränkt, par rapport zu den allgemenge Bestëmmungen, déi de Code pénal an därr Saach virschreift.

ad 1 et 4

Pour les années 2004 et 2005, une somme de deux fois 31.802,06 euros a été ordonnancée début juin. Pour 2004, il reste à traiter encore les demandes nouvellement introduites pour un montant d'environ 30.000 euros et pour 2005 un montant d'environ 43.000 euros est en souffrance, montant qui se rapporte à des modifications apportées aux contrats en cours par les bénéficiaires des aides. Les procédures de contrôle de toutes ces demandes sont en cours et il est escompté que le paiement de ces aides pourra se faire au mois de septembre prochain.

ad 2

Si effectivement un certain retard s'est accumulé dans le traitement des demandes et dans le paiement des aides, ce retard est dû au concours des circonstances suivantes:

- le nombre élevé des différents programmes prévus au règlement grand-ducal du 9 novembre 2001 précédent, leur degré de complexité et le succès impressionnant des différentes mesures ont sérieusement retardé la gestion administrative des demandes;
- les contrôles d'éligibilité des parcelles se sont avérés très fastidieux en raison du fait que bon nombre des dossiers présentés étaient incomplets au niveau des plans et extraits cadastraux;
- concernant plus particulièrement la mesure visée dans la question parlementaire, le défaut d'une documentation graphique directement utilisable pour une gestion administrative simple a entravé un traitement rapide des demandes. À noter que le nouveau système d'information géographique et le référentiel du parcellaire viticole de 2005 faciliteront sensiblement les contrôles administratifs à l'avenir.

ad 3

À l'instar de toute autre mesure d'aide, le service en charge des programmes prévus au règlement grand-ducal du 9 novembre 2001 est obligé de procéder aux contrôles administratifs usuels de toutes les demandes d'aides, contrôles qui nécessitent inévitablement certains délais. En l'espèce, les circonstances décrites ci-dessus, amplifiées par un manque de personnel au début de la mise en œuvre des différents programmes, ont conduit à certains retards déplorables. Toujours est-il que des nouveaux moyens informatiques et le renforcement du personnel ont permis de rattraper la majeure partie des retards encourus au point qu'à l'avenir toutes les demandes pourront être traitées dans des délais raisonnables.

**Question 1100** (29.5.2006) de **M. Romain Schneider** (LSAP) concernant le **congé parental**:

La loi modifiée du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales prévoit dans son article 3, paragraphes (4) et (5):

«L'un des parents doit prendre son congé parental, sous peine de la perte du droit au congé dans son chef, consécutivement au congé de maternité ou au congé d'accueil. L'autre parent peut prendre son congé parental jusqu'à l'âge de cinq ans accomplis de l'enfant.»

En ce qui concerne le deuxième congé parental, on peut lire sur le site Internet et dans les brochures d'information de la Caisse Nationale des Prestations Familiales (CNPF): «Le deuxième congé doit être entamé avant que l'enfant n'ait

atteint l'âge de cinq ans accomplis» et „Der zweite Elternurlaub muss begonnen werden, bevor das Kind das 5. Lebensjahr vollendet“.

Or, il paraît que la CNPF s'emploie à une interprétation restrictive du texte de la loi précitée, interprétation qui est en contradiction avec le texte des brochures d'information quant à la question s'il faut avoir pris le deuxième congé parental en entier avant que l'enfant ait atteint l'âge de cinq ans ou s'il suffit de l'avoir entamé avant l'âge de cinq ans de l'enfant. Ainsi la Caisse Nationale des Prestations Familiales refuse l'octroi du deuxième congé parental si la partie prépondérante du congé ne se situe pas avant l'âge de cinq ans de l'enfant en question. Ceci a comme conséquence que de nombreux parents, qui demandent le deuxième congé dans les délais légaux mais selon les informations véhiculées par les brochures et le site Internet de la CNPF, perdent tout simplement leur droit, étant donné qu'il est trop tard pour prendre le congé selon l'interprétation appliquée par la CNPF.

À noter que lors de ses travaux concernant le projet de loi 5161 portant modification du congé parental, la Commission de la Famille de la Chambre des Députés a mis en évidence le caractère équivoque du texte de loi en ce qui concerne ce point. Afin de clarifier la situation concernant ce point, elle a proposé un amendement «conférant à l'article I sub article 3 (4), tel qu'il résulte de l'amendement gouvernemental N°5 du 21 juillet 2005, la teneur suivante: «L'autre parent peut prendre son congé parental jusqu'à l'âge de cinq ans accomplis de l'enfant. Le congé doit être pris au moins à raison de la moitié des mois avant que l'enfant n'ait atteint l'âge de cinq ans accomplis.»

Dans ce contexte j'aimerais poser à Madame la Ministre les questions suivantes:

- Madame la Ministre a-t-elle connaissance de la contradiction flagrante entre le texte des brochures d'information de la Caisse Nationale des Prestations Familiales et le texte de loi, respectivement l'interprétation et l'application du texte de loi par la Caisse Nationale des Prestations Familiales?
- Madame la Ministre estime-t-elle correcte la pratique de la Caisse Nationale des Prestations Familiales, pratique qui à la limite et selon l'interprétation peut sembler conforme au texte de la loi actuellement en vigueur, mais qui est en contradiction avec les informations véhiculées par la Caisse Nationale des Prestations Familiales sur son site Internet et dans ses brochures d'information?
- Madame la Ministre ne pense-t-elle pas qu'étant donné les informations propagées par la Caisse Nationale des Prestations Familiales et d'autant plus que ses bureaux ne sont pas joignables par téléphone, il y aurait lieu de faire preuve d'une certaine tolérance à l'égard des parents jusqu'à l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions et de l'adaptation des supports d'information de la CNPF?

**Réponse** (11.7.2006) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Romain Schneider, j'ai l'honneur de fournir les réponses suivantes:

ad 1) La Ministre de la Famille a été informée des problèmes relatifs à l'application de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales, et notamment du problème relatif au délai pour

prendre le congé parental jusqu'à cinq ans.

À cet effet, lors de l'entrée en vigueur de la loi sur le congé parental, un groupe de travail composé de représentants des syndicats, du patronat et des ministères concernés avait été institué, afin de clarifier les problèmes d'interprétation pratique. Une des recommandations de ce groupe avait été d'interpréter les dispositions légales en faveur des travailleurs. La politique de la Caisse nationale a été de suivre initialement ces recommandations.

Aussi, la Caisse a adopté une approche tolérante à l'égard du parent demandeur du «deuxième» congé parental et n'a pas sanctionné le dépassement de la durée des cinq ans. Or, si la Caisse appliquerait strictement les dispositions légales en la matière, elle devrait rejeter dans tous ces cas l'octroi de l'indemnité de congé parental en entier, même s'il ne s'agissait que d'une seule journée du congé parental dépassant le cinquième anniversaire de l'enfant. C'est d'ailleurs cette interprétation conforme à la loi stricte qui a été retenue par les juridictions sociales.

Pour entériner l'interprétation administrative initiale donnée à l'article 3 (4) de la loi en question, le Gouvernement a entendu préciser dans son amendement N°5 du 21 juillet 2005 une telle approche. La proposition de l'amendement concerné se lisait comme suit:

«Art. 3. (4) L'autre parent peut prendre son congé parental jusqu'à l'âge de cinq ans accomplis de l'enfant. Le congé doit être pris au moins à raison de la moitié des mois avant que l'enfant n'ait atteint l'âge de cinq ans accomplis.»

Entre-temps, la Caisse se vit confrontée à de nombreuses demandes qu'elle a considérées à juste raison comme abusives. En effet, certains parents demandèrent leur congé parental quelques jours seulement avant l'échéance légale de cinq ans. Les employeurs étaient mécontents de cette évolution et la Caisse a du faire face à de nombreuses réclamations de leur part. Dans sa séance du 17 novembre 2005, le comité directeur a décidé qu'il n'accorderait plus d'indemnité de congé parental que si la part prépondérante du congé parental se situe avant le cinquième anniversaire de l'enfant. Il a estimé que dans notre système juridique une simple tolérance n'entraîne pas la création d'un droit.

En effet, le législateur n'a pas prévu d'accorder une indemnité de congé parental jusqu'au sixième anniversaire de l'enfant mais jusqu'au cinquième anniversaire de celui-ci.

La Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse de la Chambre des Députés a également analysé la situation dans le cadre du projet de loi N°5161 et est venue à la conclusion de proposer le 26.10.2005 l'amendement suivant:

«L'autre parent peut prendre son congé parental jusqu'à l'âge de cinq ans accomplis de l'enfant. Le congé doit être pris au moins à raison de la moitié des mois avant que l'enfant n'ait atteint l'âge de cinq ans accomplis.»

Si le législateur adopte cette disposition, le délai de tolérance sera inclus dans les dispositions légales et la Caisse devra impérativement respecter cette limite.

ad 2) La politique d'information de la Caisse nationale a été de faire part aux personnes concernées des décisions de son comité directeur dès leur adoption. À cet effet, toutes les brochures d'information en possession de la Caisse ont été modifiées manuellement sur le point concerné. Depuis cette date, la Caisse n'a distribué que des brochures modifiées. Il en a été de même des informations sur le site

Internet. Il y a lieu de faire remarquer à l'honorable Député que le site Internet de la Caisse - qui a été exclusivement créé par des bénévoles de la Caisse et sans aucune rémunération - comprend une clause de non responsabilité libellée comme suit:

«Les textes et informations fournis sur le site Internet de la Caisse Nationale des Prestations Familiales sont disponibles gratuitement à des fins d'information du public. Ils ont un caractère purement indicatif et n'engagent pas la responsabilité de la CNPF. Ils ne peuvent en particulier être invoqués pour revendiquer des prestations en l'absence de droit reconnu par la caisse en application des dispositions légales et réglementaires applicables, dont seul le texte publié au Journal Officiel (Mémorial) fait foi.»

ad 3) La direction tout comme le comité directeur de la Caisse Nationale des Prestations Familiales dans lequel siègent des représentants des syndicaux les plus représentatifs sur le plan national sont assez tolérants comme le prouve justement le cas mis en exergue. Cependant, ils se doivent de donner une ligne de conduite claire afin d'éviter un traitement inégal entre les différentes familles. Ce n'est véritablement que dans des situations abusives ou franchement contraires à la loi que les demandes d'indemnisation du congé parental sont rejetées. Une dernière remarque s'impose par ailleurs. Si le comité directeur de la Caisse n'avait pas été aussi tolérant, le problème invoqué par l'honorable Député n'aurait pas vu le jour.

**Question 1101** (29.5.2006) de **M. Ben Fayot** (LSAP) concernant les accusations contre des membres du personnel du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP) d'Ettelbruck:

Récemment un article paru dans un hebdomadaire luxembourgeois a suscité de vives réactions. Il s'agissait de témoignages de patients et d'un ancien membre du personnel du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique d'Ettelbruck qui constituent des accusations graves contre certains membres du personnel ayant apparemment maltraité des patients.

Tout en sachant que Monsieur le Ministre de même que le directeur de cet établissement ont réagi à ces accusations, j'aimerais avoir des précisions sur les questions suivantes:

- Est-ce que les accusations avancées feront l'objet d'une enquête interne, voire externe? Dans l'affirmative, quel sera l'organe chargé de cette enquête?
- À quelles suites - surtout pour les personnes lésées - peut-on s'attendre si l'avènement que les accusations sont exactes?

**Réponse** (3.7.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Je puis tout d'abord informer l'honorable Député Ben Fayot que suite aux affirmations mentionnées le CHNP a entamé une enquête interne.

En ma qualité de Ministre de tutelle du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique j'ai d'autre part mis en place une commission ad hoc avec la mission de s'informer sur les accusations relatives dans l'article de presse auquel se réfère l'honorable Parlementaire et de me faire rapport. Cette commission est à qualifier d'externe par rapport au CHNP, alors qu'aucun membre de

la direction ou du personnel de cet hôpital n'en fait partie.

Il sera bien entendu loisible à la commission de contacter l'auteur de l'article de presse pour obtenir davantage de détails, si ce dernier veut bien les fournir. Je ne manquerai pas le cas échéant de saisir les autorités compétentes des conclusions de la commission ad hoc.

**Question 1102** (30.5.2006) de **M. Claude Adam** (DÉI GRENG) concernant le conseil de discipline des lycées:

La loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques prévoit que certaines infractions sont portées devant le conseil de discipline du lycée.

À ce sujet j'aimerais savoir:

- Combien de fois des conseils de discipline ont été saisis depuis que la loi de 2004 les a créés?
- Par quels verdicts se sont-ils conclus (nombre de renvois définitifs, renvois devant le conseil de classe, acquittements)?
- Existe-t-il des statistiques dénombrant les infractions commises par les élèves convoqués au conseil de discipline de leur lycée?
- Existe-t-il des statistiques concernant les causes des renvois définitifs?
- Madame la Ministre a-t-elle connaissance d'élèves ayant plusieurs fois été renvoyés définitivement? Dans l'affirmative, combien?
- Combien d'élèves tombant sous l'obligation scolaire ont été contraints de rester à la maison pendant une période prolongée n'ayant plus été acceptés dans un autre lycée suite à des renvois successifs? Quelles sont les mesures prévues pour contrecarrer cette situation?
- Est-ce qu'un suivi est effectué pour les élèves renvoyés définitivement et qui ne tombent plus sous l'obligation scolaire?

**Réponse** (12.7.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

ad 1) Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques, les conseils de discipline ont été saisis 140 fois.

ad 2) Les conseils de discipline ont prononcé 79 fois le renvoi définitif et dans trois cas ils n'ont prononcé aucune sanction à l'égard de l'élève.

Dans les autres cas, les conseils de discipline ont renvoyé l'élève devant le conseil de classe qui a pris une mesure disciplinaire d'une moindre envergure (travail d'intérêt pédagogique, retenue en dehors des heures de classe, exclusion temporaire des cours).

ad 3) Le nombre des infractions commises varie en fonction de la gravité des faits. Dans certains cas, l'élève n'avait commis qu'une seule infraction, dans d'autres il en avait commis plus d'une dizaine. Des statistiques précises n'ont pas été établies.

ad 4) Les causes les plus fréquentes ayant entraîné un renvoi définitif sont:

- consommation et trafic de stupéfiants;
- voies de fait et actes de violence commis à l'égard d'un membre de la communauté scolaire;

- refus réitérés d'assumer les mesures disciplinaires décidées antérieurement par les conseils de classe respectifs;

- absences trop nombreuses et non excusées.

ad 5) Depuis 2004, six élèves ont été renvoyés plusieurs fois de suite d'un lycée.

ad 6) Les élèves renvoyés définitivement par le conseil de discipline d'un établissement scolaire et tombant sous l'obligation scolaire sont inscrits dans un autre établissement pour y poursuivre leur scolarité.

ad 7) Les élèves renvoyés définitivement et ne tombant plus sous l'obligation scolaire peuvent s'adresser au Centre de Psychologie et d'Orientation Scolaires ou, s'ils continuent leur scolarité dans un autre lycée, au Service de Psychologie et d'Orientation Scolaires de cet établissement. Finalement à partir de cette année ces élèves considérés comme ayant prematurely quitté l'école sont également contactés par l'Action Locale pour Jeunes (ALJ).

**Question 1103** (31.5.2006) de **M. Robert Mehlen** (ADR) concernant la procédure d'expatriation pour la construction d'autoroutes:

An engem Uerteel vum 12. Mee 2006, wat am Mémorial A N°96 publiziert ginn ass, huet eist Verfassungsgericht festgestellt, datt d'Artikel 27, 34 a 35 vum Gesetz vum 16. August 1967 iwwert d'Schafung vun eisen Autobunnen a vum „Fonds des routes“ net konform mat dem Artikel 16 vun der Constitutionen wär. Et geet konkret ém d'Enteegungsprozeduren, wou d'Constitutionen seet, datt de Stat en Terrain eréischt dann däarf an de Genoss huelen, wann déi betreffend Entscheidung integral un de Propriétaire bezuelt ass.

Dëst Uerteel ass gesprach ginn am Kontext vun der Enteegungsprozedur betreffend dat nach net fäerdeg gestalltent Stéck vun der Saarautobunn bei Helleng. Duerfir erlaben ech mer dës Froen ze stelen:

1. Wat sinn aus der Siicht vun der Regierung déi generell Konsequenzen, déi sech aus dësem Uerteel erginn, a wéi wëllt d'Regierung dorop reagéieren?
2. Wat sinn déi direkt a praktesch Konsequenzen op de Litige am konkrete Fall Saarautobunn?
3. Gëtt et nach aner gréisser staatech Projeten, déi duerch d'Konsequenzen vun dësem Uerteel beträffend sinn, a wa jo, wat fir eng?

**Réponse** (13.7.2006) de **M. Claude Wiseler**, Ministre des Travaux publics:

Zu Punkt 1: Laut Deklaratioun vum Premier Minister Jean-Claude Juncker zur Lag vun der Nation soll de Punkt 16 vun der Constitution nei verfaast ginn. Déi zoustänneg Chamberkommissiou hat dëse Punkt schon um Ordre du jour vun hirer Sitzung.

Zu Punkt 2: Bis zum Ofschloss vun der Enteegungsprozedur zu Helleng an der definitiver Fäerdegestellung vun der Saarautobunn bleibt de Bypass vun Helleng weiderhin a Betrib.

Zu Punkt 3: Am grousse Stroossebau ass de Fall Helleng deen eenzegen deen zurzäit um Geriicht verhandelt gëtt. An anere schwierigen Dossieren probéieren d'Membere vum Comité d'acquisition Léisungen um Verhandlungswee erbäizeféieren.

**Question 1105** (1.6.2006) de **M. Niki Bettendorf** (DP) concernant le **réaménagement du passage à niveau à Leudelange-Gare:**

Dans le cadre du réaménagement du passage à niveau à Leudelange-Gare, la construction d'un passage souterrain a pour conséquence le déplacement de la route CR163 en direction des réservoirs de carburants installés auprès de la ligne ferroviaire Luxembourg-Pétange.

D'ailleurs, dans le cadre de ces travaux une partie de la forêt a déjà été déboisée à cet endroit.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer quelle est la distance prévue entre les réservoirs de carburants et le nouveau tracé ainsi que le nouveau passage souterrain?
- Est-ce que cette distance est suffisante pour respecter les critères de sécurité imposés par l'Inspection du Travail et des Mines lors de la planification de la RN34 à Bertrange dont le tracé a dû être modifié?
- Dans la négative, quelles en sont les raisons?

**Réponse** (10.7.2006) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Niki Bettendorf relative à la suppression du passage à niveau PN6 sur le CR163 à Leudelange-Gare, je puis fournir les précisions ci-après:

- L'axe du nouveau tracé routier servant de suppression du passage à niveau PN6 à Leudelange-Gare se situe à un endroit à une distance de 126 mètres du centre du réservoir de carburant Est, tandis que le passage pour piétons sous les voies ferrées se situe à 135 mètres par rapport à ce réservoir.
- Pour le dépôt de gasoil et de pétrole à Leudelange-Gare le rayon à risques en cas d'accident grave relatif au flux thermique de 3kW/m<sup>2</sup> mesure 162 mètres depuis le centre de chaque réservoir.
- Selon l'avis des responsables de l'Inspection du Travail et des Mines, cette situation est acceptable par rapport au risque en cas d'accident à caractère majeur, vu que dans la zone empiétant dans le rayon de sécurité, le tracé routier se trouve en souterrain sur une longueur de 84 mètres et le reste de la nouvelle route en contrebas par rapport au terrain naturel.

**Question 1108** (1.6.2006) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant le **bateau assurant la sécurité sur la Moselle:**

Dans une question parlementaire du 4 juillet 2005 (cf. compte rendu N°1/2005-2006), Monsieur le Ministre de la Justice m'avait répondu d'une manière très évasive à une question concernant l'achat, par la Police grand-ducale d'un bateau pour pouvoir naviguer sur la Moselle.

En effet, il m'était revenu lors de l'assemblée générale du syndicat de la police qu'aucun membre de la Police grand-ducale ne disposait des permis nécessaires pour pouvoir naviguer le bateau et que de ce fait celui-ci se trouvait à l'époque bloqué dans un hangar. Cependant Monsieur le Ministre

m'avait affirmé le contraire et répondu que «la Police grand-ducale s'est dotée de moyens nécessaires tant en ce qui concerne le personnel et sa formation que les équipements».

Il me revient cependant par la presse que le bateau a été officiellement mis en fonction en date du 30 mai 2006.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que le bateau a été mis en fonction le 30 mai 2006?
- Pourquoi attendre près d'un an si Monsieur le Ministre m'affirmait le 1<sup>er</sup> août 2005 que le bateau et le personnel étaient prêts?
- À quelle date les membres de la Police grand-ducale affectés au bateau ont-ils obtenu les permis nécessaires pour la navigation?

**Réponse** (12.7.2006) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice:*

Le bateau de la Police grand-ducale a été immatriculé le 3 juin 2005, la remorque afférente le 11 juillet 2005. La mise en fonction officielle s'est opérée le 30 mai 2006.

Les fonctionnaires de police désignés ont obtenu leur permis de navigation le 11 juin 2005.

Cependant, dans un souci d'être en mesure d'accomplir l'ensemble des missions policières, les fonctionnaires ont suivi des formations supplémentaires spécifiques, à savoir:

- formation en vue de l'obtention des certificats radios (2005),
- formation théorique et pratique auprès de la Wasserschutzpolizei Rheinland-Pfalz entre novembre 2005 et mars 2006. La formation pratique a été effectuée moyennant le bateau de la Police grand-ducale.

Si la Police grand-ducale a été en mesure d'assurer des patrouilles de police en 2005, elle s'est donné des moyens supplémentaires afin de pouvoir exécuter l'ensemble des missions de police fluviale de manière optimale.

La date de l'inauguration a coïncidé avec la reprise des activités estivales de la saison 2006 sur la Moselle.

**Question 1110** (7.6.2006) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant l'**audit de sûreté et de sécurité de l'Aéroport du Findel:**

Il me revient que récemment un nouvel audit de sûreté et de sécurité a été effectué par des instances de contrôle internationales à l'Aéroport du Findel.

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces faits et m'indiquer quand et par qui cet audit a été réalisé?
- Quelles en sont les conclusions et quels sont en particulier les points forts et les faiblesses détectés par les experts dans le système de sûreté et de sécurité en place?
- Quelles sont les initiatives entreprises ou projetées pour remédier aux failles identifiées dans le rapport?
- À quel degré les conclusions de l'étude McKinsey, effectuée début 2004 pour compte du Gouvernement, ont-elles été mises en œuvre?
- Quels sont les points de cette étude qui restent à réaliser?
- D'autre part, Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'effectif actuel de la Police grand-ducale assurant la sécurité de l'Aéroport du Findel? Suite à la mise en service de la

nouvelle aérogare, est-ce que Monsieur le Ministre n'estime pas que les effectifs de la Police grand-ducale présents sur ce site devraient être augmentés?

- Le Gouvernement dispose-t-il par ailleurs d'un plan d'ensemble pour mettre notre aéroport en conformité avec les standards exigés de la part de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI) et de la Commission européenne?

**Réponse** (7.7.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports:*

Des audits sont effectués à intervalles réguliers par les autorités communautaires et internationales dans les différents domaines de l'aviation civile.

Ainsi, la Commission européenne a-t-elle effectué à deux reprises des inspections visant à vérifier l'application par le Luxembourg des règles communes dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile. Une première inspection eut lieu du 19 au 23 juillet 2004 et une inspection de suivi du 23 au 25 mai 2005. Les deux rapports ont fait état de certaines déficiences au niveau de la sûreté aérienne à l'Aéroport de Luxembourg. Il y a lieu de relever que la grande majorité des déficiences ont pu être redressées depuis.

Il convient d'ajouter que l'OACI a effectué un audit entre le 21 février et le 2 mars 2006 concernant la mise en œuvre des normes internationales en matière de sécurité aéroportuaire. Cet audit, réalisé selon une approche systémique globale, tenait aussi compte des meilleures pratiques constatées dans d'autres États. Les constatations provisoires de l'OACI font eux aussi état d'un manque de ressources humaines pour s'assurer de la mise en œuvre de l'intégralité des obligations internationales de réglementation et de supervision.

Afin d'évaluer avec précision les besoins en personnel de l'Administration de l'Aéroport et de la Direction de l'Aviation civile découlant de ces obligations internationales et communautaires, une étude d'évaluation des effectifs requis pour le Luxembourg a été mandatée à Eurocontrol. Parallèlement, une task-force comportant des agents de tous les services concernés a été mise en place afin, notamment, d'élaborer un plan correctif aux constatations provisoires de l'OACI.

Afin de renforcer davantage la capacité de supervision de l'État par un renforcement organisationnel et une augmentation des ressources en personnel des autorités aéroportuaires, je viens de saisir le Comité national de Sûreté de l'Aviation civile.

Monsieur le Député s'enquiert encore sur la mise en œuvre des conclusions de l'étude McKinsey qui a été mandatée par le Gouvernement en 2004 et qui visait à évaluer la situation des autorités aéronautiques luxembourgeoises et d'examiner quelles adaptations devraient éventuellement être apportées à l'organisation interne de la Direction de l'Aviation civile pour faire face aux exigences actuelles et à venir. Au niveau du renforcement des effectifs préconisés par l'étude McKinsey, l'inspecteur sûreté vient d'entamer ses fonctions depuis le mois d'avril 2006 et l'entrée en fonction du coordinateur de la sécurité est imminent. L'audit McKinsey n'a cependant pas anticipé suffisamment les besoins supplémentaires en personnel nécessaires. Par ailleurs, le recrutement de personnel spécialisé de l'aviation civile ne s'est pas révélé des plus faciles. En conséquence, la Direction de l'Aviation civile étudie actuellement toutes les possibilités

lui permettant d'étendre sa collaboration avec les autorités des pays étrangers et des organismes spécialisés.

Pour ce qui est de l'orientation générale de l'étude McKinsey d'assurer un départage clair des compétences parmi les autorités aéronautiques, l'honorable Député n'est pas sans savoir qu'il s'agit en l'occurrence d'un effort continu, qui a été engagé par les services du Ministère dès la soumission des conclusions de l'audit McKinsey en mars 2004. Alors que la séparation des fonctions de régulation et de surveillance, incomitant à la Direction de l'Aviation civile, et des fonctions de prestataire de services aéroportuaires, incomitant à l'Administration de l'Aéroport et à la société lux-Airport, s'est améliorée substantiellement, la démarcation des missions parmi les prestataires de services se trouve en pleine gestation. À cet égard, l'honorable Député est certainement au courant du fait que j'ai organisé le 31 mai 2006 à Bettembourg le hearing «Fir en zukunftsfäege Findel» et que je suis en train de consulter les acteurs concernés dans le cadre de diverses tables rondes sur une éventuelle réorganisation des autorités aéroportuaires.

Quant à la question de l'effectif total de la Police grand-ducale à l'Aéroport de Luxembourg, il s'agit de 54 personnes qui se répartissent sur le Service Sécurité et Contrôle (SEC), le Service Contrôle Frontalier (SCF) et le Service Documents de Voyage (SDV). Il est évident que des besoins supplémentaires en personnel se feront ressentir avec la mise en service de la nouvelle aérogare en 2007. La Direction générale de la Police fixera ses besoins en temps utile tenant compte notamment du nombre de postes de contrôle de sécurité supplémentaires à surveiller ainsi que de l'évolution générale du trafic aérien.

En dernier lieu, l'honorable Député demande si le Gouvernement dispose d'un plan d'ensemble pour mettre l'Aéroport du Findel en conformité avec les standards internationaux et communautaires. Il convient de souligner à cet égard que les ministères et administrations concernés font preuve d'une collaboration permanente pour s'assurer de la conformité par rapport aux normes en vigueur et qu'une mise en œuvre cohérente et efficace est garantie par une coopération étroite et un échange d'informations continu entre autorités concernées dans les enceintes compétentes, tel que le Comité national de Sûreté de l'Aviation civile.

**Question 1113** (8.6.2006) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant l'**accès aux trains de personnes en fauteuil roulant:**

Il me revient que des membres du personnel des CFL ont refusé à des personnes handicapées assises dans des fauteuils roulants de monter dans des trains, ceci sous prétexte que les rampes dont disposent les CFL n'étaient pas conformes aux normes de sécurité.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits relatés ci-dessus?
- Dans l'affirmative, dans quels délais et de quelle manière Monsieur le Ministre entend-il remédier à cette situation?

**Réponse** (17.7.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports:*

Par sa question parlementaire du 8 juin 2006, l'honorable Député Xavier Bettel s'enquiert sur l'accès des personnes à mobilité réduite dans les trains CFL.

Le transport de personnes à mobilité réduite, et en particulier de celles qui sont contraintes de se déplacer en fauteuil roulant, n'est pas toujours réalisable pour les clients se présentant spontanément sans avoir recours aux moyens spécifiques que les CFL mettent à leur disposition. Ces moyens consistent notamment en la mise à disposition des clients à mobilité réduite d'un numéro de téléphone, en l'occurrence le (352) 4990-3342, permettant aux personnes nécessitant de l'assistance à annoncer leur intention de voyager au minimum un jour à l'avance.

Les voitures et automotrices à deux niveaux qui ont progressivement été mises en service depuis septembre 2004 tiennent compte des besoins spécifiques des personnes à mobilité réduite. En complément du plus de confort de voyage que ce matériel offre aux clients du transport en commun, le nouveau matériel roulant est également équipé de rampes d'accès pour fauteuils roulants. De plus, l'intérieur a spécialement été conçu pour accueillir les personnes à mobilité réduite, notamment en ce qui concerne les équipements sanitaires.

Par contre le matériel roulant étranger et une partie de l'ancien matériel roulant des CFL, telles que les automotrices du type Z2000, circulant également sur le réseau ferré luxembourgeois, n'est pas muni de telles facilités.

Étant donné que nous sommes en présence de deux types de quais à hauteur différente, les CFL sont, dans certains cas, contraints d'utiliser des rampes spécifiques pour permettre aux personnes à mobilité réduite l'accès aux trains en question.

Toutefois les CFL sont actuellement en train de rechercher d'autres solutions techniques plus adéquates permettant l'accès aux trains ne comportant pas les équipements à bord. Parallèlement les responsables d'Info Handicap ont été invités par les CFL à sensibiliser les personnes à mobilité réduite afin qu'elles aient recours à la procédure spéciale d'annonce préalable de leur voyage.

**Question 1114** (8.6.2006) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant l'**application de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection:**

La loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection pèche actuellement encore par des imprécisions d'où découlent des difficultés d'interprétation. Afin de remédier à cet état de choses, un guide destiné à donner les précisions nécessaires à l'application de la loi en question serait actuellement en élaboration. Il me revient que ce guide serait d'ores et déjà sous presse.

Or un certain nombre de règlements grand-ducaux visant à mettre en œuvre certaines dispositions de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection n'ont pas encore été publiés.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

- Un tel guide destiné à donner les précisions nécessaires à l'application de la loi en question est-il actuellement en élaboration?
- Un tel guide est-il d'ores et déjà sous presse?
- Dans l'affirmative, dans quels délais et de quelle manière Monsieur le Ministre entend-il remédier à cette situation?

de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection soient finalisés?

- Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration envisage-t-il de publier un guide supplémentaire après la finalisation des règlements grand-ducaux en question?

**Réponse** (20.6.2006) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

Une brochure intitulée «brochure d'information pour demandeurs de protection internationale» vient d'être élaborée par mes services et ce en langues française, allemande, anglaise, serbe, albanaise, arabe, farsi, turque, espagnole, portugaise et chinoise.

Contrairement aux affirmations de Monsieur le Député, ce guide n'a pas pour objet de parer à des «imprécisions» respectivement des «difficultés d'interprétation» de la loi, mais découle directement de l'article 6 (3) de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection qui prévoit que «le demandeur est informé par écrit et, dans la mesure du possible, dans une langue dont il est raisonnable de supposer qu'il la comprend, du contenu de la procédure de protection internationale, de ses droits et obligations pendant cette procédure et des conséquences possibles en cas de non-respect de ses obligations et de non-coopération avec le Ministre».

À l'heure actuelle ce guide existe déjà en langue française et est déjà sous presse dans les autres langues.

Étant donné que l'article 6 (3) de la loi est d'application immédiate aux nouvelles demandes de protection internationale, la finalisation immédiate de cette brochure s'est avérée nécessaire.

Pour le cas où le contenu des règlements grand-ducaux visés par Monsieur le Député l'exigerait, des informations supplémentaires seront mises à la disposition des demandeurs de protection internationale.

**Question 1115** (12.6.2006) de **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP)** concernant les numéros d'immatriculation:

D'après l'article 8 du règlement grand-ducal du 17 juin 2003 relatif à l'identification des véhicules routiers, à leurs plaques d'immatriculation et aux modalités d'attribution de leurs numéros d'immatriculation «un numéro d'immatriculation personnalisé octroyé au propriétaire ou détenteur d'un véhicule immatriculé à son nom peut être transféré du véhicule en question sur un autre véhicule à immatriculer au nom de ce même propriétaire ou détenteur».

Selon mes informations, le garagiste qui veut faire immatriculer une nouvelle voiture au nom d'un client qui désire garder son ancien numéro a besoin de la carte grise de la voiture immatriculée au nom de celui-ci. Il semble que certains garagistes donnent dans ce cas une copie de la carte grise à leurs clients en leur expliquant que cette copie leur permettra de conduire leur voiture jusqu'à ce que la nouvelle soit immatriculée. Il en résulte que ces clients, sans mauvaise foi, risquent un avertissement taxé de la part de la Police grand-ducale.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance du problème décrit ci-dessus?

- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut me fournir des explications quant à la procédure correcte à suivre lors du transfert du numéro d'immatriculation d'une voiture à l'autre?
- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une campagne d'information auprès des concernés pourrait éviter à l'avenir que des personnes qui se croient en règle soient pénalisées?

**Réponse** (11.7.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports:*

Dans sa question, l'honorable Député s'enquiert sur la procédure à appliquer en relation avec la carte d'immatriculation en cas du maintien d'un ancien numéro d'immatriculation sur un véhicule nouvellement mis en circulation.

Le premier paragraphe de l'article 92 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques (Code de la Route) dispose que tout véhicule automoteur (...) appartenant à une personne physique qui a sa résidence normale au Luxembourg ou appartenant à une personne morale qui a son siège social au Luxembourg doit être couvert par une carte d'immatriculation luxembourgeoise à partir de la première mise en circulation au Luxembourg jusqu'à l'exportation ou la destruction définitive du véhicule. D'autre part, l'article 70 du Code de la Route énumère les papiers de bord qui doivent être exhibés sur réquisition des agents chargés du contrôle de la circulation routière, dont entre autres une carte d'immatriculation provisoire ou définitive valable du véhicule. Une exception à cette règle, et, partant, l'acceptation d'une copie certifiée conforme par le Ministre des Transports ou son délégué, n'est tolérée que pour les véhicules donnés en location sans chauffeur, la copie devant par ailleurs porter une mention précisant qu'il s'agit d'un véhicule destiné à être loué.

À part l'exception précitée, la circulation avec une copie de la carte d'immatriculation n'est donc pas conforme aux dispositions actuelles du Code de la Route.

La délivrance d'une copie de la carte d'immatriculation par un garagiste à un client pour la période de la procédure de la nouvelle immatriculation avec transfert du numéro personnalisé n'est donc pas opportune alors que le client commet une infraction s'il conduit avec cette copie.

Alors qu'un numéro personnalisé ne peut être transféré d'un véhicule sur un autre qu'à condition que la carte d'immatriculation du premier véhicule ait été retournée au préalable à la Société Nationale de Contrôle Technique (SNCT), une personne ayant demandé le transfert d'un numéro personnalisé d'un «ancien» véhicule lui appartenant vers un «nouveau» véhicule se retrouve momentanément sans certificat d'immatriculation de son «ancien» véhicule (remis en vue de l'obtention du transfert de numéro) et est, par conséquent, dépourvu du droit d'utiliser encore ce véhicule sur la voie publique pendant la période (généralement de un à trois jours) durant laquelle il est procédé à l'immatriculation du «nouveau» véhicule.

La solution suivante à ce problème a été incorporée dans un projet de règlement grand-ducal qui se trouve actuellement pour avis au Conseil d'Etat et aux Chambres professionnelles:

Lorsque le certificat d'immatriculation d'un véhicule est restitué en vue de l'immatriculation d'un autre véhicule sous le même numéro d'immatriculation et au nom du même propriétaire ou détenteur, la personne concernée peut requérir que l'ancien véhicule reste valablement immatriculé à titre temporaire

pour une période comprenant trois jours ouvrables entiers. Dans ce cas, le requérant se voit délivrer, en échange du certificat d'immatriculation couvrant son ancien véhicule au moment de sa demande afférente, un certificat d'immatriculation temporaire dont la validité expire à la fin du troisième jour ouvrable suivant le jour de sa délivrance.

Le certificat d'immatriculation est restitué soit à la SNCT, soit à une personne déléguée à cette fin par la SNCT sur base d'un cahier des charges et titulaire d'une autorisation de faire le commerce de véhicules routiers dans un État membre de l'Espace économique européen.

Le certificat d'immatriculation temporaire mentionne au moins le numéro d'immatriculation, le numéro de châssis, la marque et la dénomination du véhicule concerné. Ce certificat est délivré par le Ministre des Transports et remis au propriétaire ou détenteur soit par la SNCT, soit par une des personnes que celle-ci a déléguées à ces fins. Ce certificat n'est valable qu'à condition d'être accompagné d'une copie du certificat d'immatriculation restitué, certifiée conforme par la SNCT ou par une des personnes déléguées.

**Question 1116** (12.6.2006) de **M. Paul Helminger (DP)** concernant les emplacements de stationnement des entreprises:

Il me revient que Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire a fait parvenir au cours du mois de mai à un échantillon d'entreprises un questionnaire relatif à leurs besoins d'emplacements de stationnement. Ce questionnaire soulignera que l'offre d'emplacements disponibles pour les entreprises telle qu'elle est réglementée par des règlements communaux serait inadaptée aux besoins réels des entreprises et que le but de l'enquête est de mieux répondre à ces besoins.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Quels renseignements Monsieur le Ministre escompte-t-il obtenir de cette enquête?
- Étant donné que le concept intégré du développement spatial et des transports (IVL), dans le souci d'atteindre un modal split national de 25/75 entre transports en commun et mobilité individuelle, prévoit des lignes directrices quant aux espaces de stationnement, est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire de quelle manière les résultats de cette enquête peuvent influer sur les recommandations retenues dans l'IVL?

- Vu qu'un certain nombre de communes ont d'ores et déjà commencé à mettre en place une politique des transports en commun et de stationnement conforme aux dispositions énoncées dans l'IVL, est-ce que Monsieur le Ministre peut me renseigner si et comment ces communes devront se plier aux nouveaux besoins d'emplacements de stationnement que les entreprises ne manqueront pas de faire valoir dans le cadre d'une enquête limitée pour l'essentiel aux seules considérations de mobilité individuelle?

**Réponse** (5.7.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Le questionnaire auquel fait allusion l'honorable Député Monsieur Paul Helminger fait partie intégrante d'une étude pilote sur la gestion des emplacements des places de parking, visant à définir un futur modèle de gestion permettant d'harmoniser à l'avenir cette problématique importante dans le cadre du développement des transports et du territoire dans notre pays.

En effet, la situation actuelle est caractérisée par des normes communales de stationnement fort hétérogènes dans des secteurs de notre territoire qui sont pourtant fort comparables de par leurs caractéristiques urbanistico-spatiales. Ainsi, la plupart des communes appartenant à des agglomérations urbaines pratiquent des normes très larges et peu dissuasives par rapport à l'automobile privée, alors que certaines comme notamment et surtout la Ville de Luxembourg suivent une politique courageuse et dissuasive en la matière. Il s'ensuit du point de vue du développement spatial durable promu par l'IVL une concurrence malsaine où l'attrait du site pour les entreprises dépend beaucoup trop du seul nombre d'emplacements de stationnement.

C'est donc pour acquérir une connaissance fine nécessaire au développement d'un nouveau modèle que les enquêtes en question sont réalisées par un bureau allemand expérimenté en la matière. Or, au niveau de la traduction en langue française de la lettre d'accompagnement des questionnaires des enquêtes, une erreur d'interprétation s'est produite. Si le texte allemand indique clairement que l'offre ne correspond pas à la demande en ce qui concerne la distribution actuelle des places de stationnement, le texte français laisse sous-entendre qu'une augmentation de places de stationnement s'avère nécessaire pour mieux répondre à la demande, ce qui ne reflète en effet ni l'esprit IVL, ni les objectifs poursuivis par le modèle à développer, qui sera somme toute plus dissuasif pour le transport individuel, tout en veillant à être pondéré par rapport aux besoins objectivement variés et à l'offre des transports en commun qu'il contribuera en définitive à promouvoir.

**Question 1117** (13.6.2006) de **M. Aly Jaerling (Indépendant)** concernant le déroulement des élections au Congo:

An engem vereenegte Pressecommuniqué vum 13. Juni 2006 vun enger kongolesescher Oppositiounspartei «l'Union pour la Démocratie et le Progrès social», Section Luxembourg an dem Groupe Migrations si ganz schaarf Virwërf formuléiert gi géint d'EU am Kontext mat de geplangte Wahlen an der «République Démocratique du Congo».

Beruff gëtt sech an deene Virwërf op e politesche Rapport vum Här Carlo de Filippi, Delegatiounschef, vum 12. am Broochmount 2006, aus deem ervirgeet, datt d'international Communauté nälscht énnerhuelen hätt kënnen oder nälscht énnerhuelen hätt wëlle géint déi Verzögerungsmanövere vun der aktueller kongolesescher Regierung am Zesummenhang mat de geplangten demokratesche Wahlen am Kongo.

Des Weidere gëtt verschiddenen EU-Politiker, énner aner och dem EU-Kommissär Henri Michel, Doppelzünggekeet virgeworf an-deem se dat kongolesesch Vollek an d'Ir wëllte leeden an him wäiss maachen, datt déi agelete Wahlprozedur déi eenzeg richteg wier.

Ausserdeem gëtt dem Här Henri Michel, awer och eisem Här Kooperationsminister Jean-Louis Schiltz, virgeworf, dem Här Joseph

Kabila, aktuelle President vum Kongo, passiv Énnerstëtzung zoukommen ze loosse fir seng Erëmwiel.

Am vir zitéierte Communiqué géit dann och opgefuerdert de Wahlprozess, deen amgang ass, ze stoppen, well gréisser Konflikter währing dem Wahlloflet gefaart ginn.

Kann den Här Ausseminister mer duerfir dës Froe beäntwerfen:

1. Huet den Här Minister Kenntnis vun dem politesche Rapport vum Här Carlo de Filippi?
2. Wa jo, wéi gesäßt d'Lëtzebuerger Regierung dëse Rapport?
3. Wéi steet d'Lëtzebuerger Regierung zu deenen Uschëllelegunge géint d'EU a besonnesch géint eise Kooperationsminister?
4. Besteet eng passiv Énnerstëzung vun der Lëtzebuerger Regierung fir d'Erëmwiel vum Joseph Kabila? Wann neen, gedenkt d'Regierung déi Virwërf dann awer och schärfstens zréckzeweisen?
5. Si gréisser Konflikter währing dem Wahlloflet ze erwaarden a wier et vlächt net besser vun EU-Sät anziewieren, de Wahlprozess ze stoppen an nei ze iwwerdenken, fir Konflikter ze vermeiden, därf dat gepéngelt Vollek am Kongo jo beilewe genuch huet?

**Réponse** (18.7.2006) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

- 1) D'Rapporté vun den Delegatiounsche vun der Kommissioune sinn intern Dokumenter a ginn an der Regel net un d'Memberstaten ausgedeelt.

2) Aus deem Grond kann ewell d'Lëtzebuerger Regierung net ufänken esou Rapporten ze kommentéieren.

3) D'Lëtzebuerger Regierung weist en revanche d'Énnerstellung vum Pressecommuniqué vum 13. Juni 2006 vun enger kongolesescher Oppositiounspartei an dem Groupe Migrations schärfstens zréck.

4) Vun der Sät vun der EU a vun der Lëtzebuerger Regierung besteeet weder eng aktiv nach eng passiv Énnerstëzung fir ergéngende Kandidat an de kongolesesche Presidentschaftswahlen. Der EU an der Lëtzebuerger Regierung geet et an der Demokratescher Republik Kongo (DRK) némmen dorën, dass fräi a fair Wahle stattfannen, an deenen d'kongolesesch Vollek fir d'éischte Kéier sät 40 Joer sái President a seng Regierung selwer ka wielen. Wien als Gewënnner aus deene Wahlen erausgeet, ass eenzig an eleng de Choix vum kongolesesch Vollek.

5) No fénnef Joer Biergerkrich an dräi Joer Iwergangsphas huet d'kongolesesch Vollek endlech d'Chance, seng Zukunft selwer ze bestëmmen. Währing deenen dräi leschte Joer ass vun der Sät vun der EU an der internationaler Communauté alles an d'Wéiér geleet ginn, fir datt déi Wahlen esou erfollegräch wéi méiglech kënnen ofgehale ginn. Den Europäische Rot huet sech am Mäerz 2006, op Ufro vum UNO-Generalsekretär Kofi Annan, bereet erkläert, fir der UN-Mission an der DRK (MONUC) militäresch zur Sät ze stoen, falls net virgesinne Problemer währing de Wahle géifen optauchen, mat deenen d'kongolesesch Polizei an d'MONUC net géifen eleng eens ginn. Et ass deemno wichteg, datt déi Wahlen, no laanger a suergfäliger Virbereedung, zu désem Zäitpunkt ofgehale ginn.

**Question 1119** (15.6.2006) de **M. Claude Meisch** (DP) concernant l'aménagement commu-

**nal et le développement urbain (procédure d'approbation des dossiers PAG/PAP):**

L'article 108 (2) de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain stipule que: «Pour les projets d'aménagement général ou particulier dont la procédure d'approbation est entamée d'après les dispositions de la loi du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, cette procédure est continuée et doit alors être achevée dans les douze mois qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi. Passé ce délai, une nouvelle procédure d'adoption doit être engagée conformément aux dispositions de la présente loi». C'est-à-dire que le 8 août 2006 constitue le dernier délai pour l'approbation des PAG/PAP établis sous les dispositions de l'ancien régime. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer combien de dossiers concernant des PAG et PAP non encore approuvés se trouvent actuellement encore dans la procédure d'approbation d'après les dispositions fixées par la loi, entre-temps abrogée, du 12 juin 1937? En ce qui concerne plus particulièrement les PAP, combien d'unités d'habitation les dossiers en question englobent-ils?
- Combien de dossiers, ventilés en PAG et PAP, risquent de ne pas être approuvés avant la date limite du 8 août 2006? Quelles en sont les raisons et comment Monsieur le Ministre entend-il agir pour approuver un maximum de dossiers avant ce délai?
- Quelle est, ventilée par PAG et PAP, la durée de procédure moyenne pour tous les dossiers introduits avant le 1<sup>er</sup> août 2005 et actuellement encore pendents, quelle est la durée la plus longue et quelle est la durée la moins longue pour les dossiers se trouvant actuellement en procédure sous les dispositions de la loi du 12 juin 1937? Comment ces délais s'expliquent-ils?
- Est-ce que Monsieur le Ministre considère qu'il y a un risque qu'il sera cité en justice pour paiement de dommages et intérêts par des particuliers/promoteurs qui doivent recommencer la procédure d'approbation de leurs PAP suite au fait que des PAP dûment introduits n'ont néanmoins pas reçu l'approbation ministérielle avant la date butoir du 8 août 2006?

**Réponse** (19.7.2006) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Actuellement la Direction de l'Aménagement communal est encore saisie de douze projets d'aménagement général dont la procédure d'approbation a été entamée sous l'empire de la loi de 1937. Je tiens néanmoins à souligner que parmi les douze projets d'aménagement général précités, il en reste neuf pour lesquels la Direction de l'Aménagement communal demeure toujours en attente d'une prise de position du conseil communal respectivement de la commission d'aménagement quant aux réclamations qui furent introduites contre les votes définitifs y afférents.

En ce qui concerne le volet des plans d'aménagement particulier, il y a lieu de relever qu'actuellement 23 dossiers se trouvent encore en attente d'approbation dont six devront encore faire l'objet d'un avis

de la commission d'aménagement relatif aux réclamations. Les projets d'aménagement particulier en question englobent 668 unités d'habitation.

- En principe aucun des dossiers précités ne risque de ne pas être approuvé après la date du 8 août 2006, alors que toutes les mesures nécessaires ont été prises en vue de l'évacuation de la totalité des dossiers.

Toutefois je tiens encore à vous rappeler que la loi abrogée du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes ne prévoyait ni délai, ni même l'obligation pour le collège des bourgmestre et échevins de présenter les projets d'aménagement au vote définitif du conseil communal. Ainsi, je me permets de vous signaler qu'au stade actuel 344 dossiers sont enregistrés auprès de mes services qui ont déjà fait l'objet d'un avis de la commission d'aménagement, mais qui n'ont jamais été renvoyés par les autorités communales aux fins d'approbation.

Afin d'éviter que la procédure d'approbation des dossiers en suspens ne doive être recommandée depuis le début, une circulaire a été adressée aux autorités communales en date du 6 mars dernier dans laquelle elles ont été priées de faire parvenir lesdits dossiers auprès de mes services pour la mi-juillet au plus tard, afin que la procédure d'approbation puisse être achevée en temps utile.

- En ce qui concerne la durée de la procédure d'approbation, cette dernière peut varier considérablement, de sorte qu'il est impossible de déterminer la durée moyenne pendant laquelle un dossier pourra être évacué. En effet, cette procédure peut varier entre 40 ans et quatre mois. Il existe effectivement encore des dossiers dont la procédure a été entamée dans les années soixante mais qui n'ont pas encore été menés à bonne fin par les autorités communales.
- Comme la totalité des dossiers dont le Ministre est saisi à l'heure actuelle sera approuvé en temps utile une éventuelle action en dommages et intérêts est non fondée. En tout état de cause, il appartiendra, le cas échéant, aux juridictions civiles de trancher cette question.

**Question 1120** (15.6.2006) de **M. Paul Helminger** (DP) concernant l'**organisation du trafic transfrontalier avec l'Allemagne (ligne ferroviaire Trèves-Luxembourg)**:

En matière de transports publics le trafic transfrontalier régional avec l'Allemagne connaît un des partages modaux les plus faibles. Une des raisons majeures est attribuée à la durée du trajet en train sur la relation Trèves-Luxembourg.

J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Transports quels ont été les effets des mesures récemment mises en place pour y remédier et consistant dans la prolongation de plusieurs trains régionaux au-delà de Trèves et dans l'organisation d'une correspondance à Munsbach avec des autobus en direction de Kirchberg.

- Quelles sont les données chiffrées concrètes de l'opération et pour combien les mesures en question ont-elles agi sur l'évolution du partage modal?
- Ces chiffres correspondent-ils aux objectifs préalablement définis et, dans la négative, à quoi faut-il attribuer la différence notée et le résultat effectif?

- Quel en a été le coût budgétaire?
- Quel est par ailleurs l'état d'avancement du projet concernant l'amélioration en territoire allemand de la ligne Trèves-Wasserbillig dont notamment la réfection du pont ferroviaire sur la Moselle?

**Réponse** (19.7.2006) de **M. Lucien Lux**, Ministre des Transports:

Par sa question parlementaire du 15 juin 2006, l'honorable Député Paul Helminger se renseigne sur les mesures prises en vue de l'augmentation du modal split en faveur des transports en commun sur la relation Luxembourg-Trèves.

À partir du 11 décembre 2005 deux trains à destination de Luxembourg prenant leur départ à Schweich (DB) ont été instaurés pendant la pointe matinale. Le soir, deux trains sont prolongés de Trèves à Schweich (DB). Il y a lieu de relever qu'aucune charge directe n'est engendrée par le prolongement de ces deux trains.

Les quatre trains précités donnent ou relèvent la correspondance routière en gare de Munsbach vers et de Kirchberg. Cette correspondance, qui dessert plusieurs arrêts du plateau de Kirchberg, est assurée par un service autobus sous le régime RGTR.

Parallèlement, le prix de l'abonnement mensuel Oeko-Pass, valable en Allemagne sur les parcours entre Schweich (DB) et la frontière ainsi que sur l'ensemble des transports publics luxembourgeois, est ramené à 75 euros, ce dans le but d'inciter la clientèle transfrontalière d'emprunter les transports en commun.

Suite aux mesures énumérées ci-dessus le trafic transfrontalier a augmenté de 67,73% pour les cinq premiers mois de l'année 2006 par rapport à la même période de l'exercice 2005.

**Question 1124** (20.6.2006) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch et MM. Marcel Oberweis et Marco Schank** (CSV) concernant la **présence du mouflon sur le territoire du Luxembourg**:

Depuis une bonne trentaine d'années, le mouflon rôde dans les forêts luxembourgeoises. Cette espèce animale non autochtone a été introduite en 1970, sur proposition du Conseil supérieur de la Chasse, par l'Administration des Eaux et Forêts en tant qu'enrichissement de la faune dans la partie nord de notre pays, notamment dans la région de Kaundorf.

L'introduction des mouflons dans le milieu naturel luxembourgeois s'est révélée problématique avec les années. En effet, il a été constaté très vite que les mouflons sont à l'origine de bon nombre de dégâts causés aux cultures sylvicoles et agricoles. S'y ajoute que l'état de santé du cheptel s'est considérablement dégradé avec les années, ce qui fait diminuer de manière significative la distance annuelle parcourue par ces animaux, avec comme conséquence une augmentation des dégâts causés.

Bien qu'il ait été possible de stabiliser la population de mouflon dans la partie nord du pays à environ 60 individus en 2000, après avoir atteint le pic de 200 au début des années 1990, leur nombre a connu une progression rapide dans la partie est du pays. En effet, suite à une introduction massive et illégale du mouflon au milieu des années 90 notamment dans la région d'Echternach, leur nombre s'y est accru de manière significative pour

atteindre le cap de 350 animaux en 2005.

Malgré les différents modèles de réduction de la population de mouflon élaborés par l'Administration des Eaux et Forêts en automne 2003 suite à deux réunions entre le Ministère de l'Environnement, les locataires et les représentants des syndicats de chasse de la région d'Echternach sur cette question, il s'est révélé en mars 2005 que la situation s'est empirée davantage.

L'expérience récente a démontré que les locataires de chasse suivent les recommandations du Gouvernement s'il leur demande d'accroître le tir d'espèces de gibier en vue d'en limiter le nombre si nécessaire. Ainsi, il n'est plus à tolérer qu'une poignée de chasseurs récalcitrants refuse tout tir supplémentaire et favorise par ce comportement une concentration dommageable des mouflons sur leurs lots de chasse.

Dans ce contexte nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Environnement Lucien Lux:

- vu l'opposition formelle du Conseil d'Etat concernant certaines dispositions du projet de loi N°5452 ayant comme objectif de donner au Gouvernement et à l'administration les moyens nécessaires pour organiser une chasse administrative,

- vu la détérioration constante de l'état de santé de cette espèce animale,

le Ministère de l'Environnement n'envisage-t-il pas voire ne dispose-t-il pas d'autres moyens lui permettant de trouver dans les meilleurs délais possibles une solution à la problématique de la présence des mouflons sur le territoire du Grand-Duché?

**Réponse** (20.7.2006) de **M. Lucien Lux**, Ministre de l'Environnement:

- Le Ministre de l'Environnement ne peut que confirmer la situation telle qu'elle est décrite par les honorables Députés et se rallie entièrement à leur façon de voir la problématique causée par des lâchers illégaux de mouflon.

- La législation actuelle sur la chasse ne confère cependant aucun droit d'initiative ni au Ministre de l'Environnement ni à l'Administration des Eaux et Forêts, en vue de la réduction d'une espèce classée gibier, une fois que les animaux se trouvent à l'état de liberté naturelle. Le Gouvernement est donc contraint de se borner à faire des recommandations.

- C'est la raison pour laquelle le Ministre de l'Environnement avait déposé le projet de loi N°5452 modifiant et complétant la législation sur la chasse. Suite à l'opposition formelle du Conseil d'Etat concernant différentes dispositions de ce projet, le Ministre de l'Environnement envisage de modifier le texte en tenant compte des remarques formulées par le Conseil d'Etat tout en garantissant l'efficacité des mesures envisagées.

- En ce qui concerne les possibilités d'intervention sur le cheptel de mouflons comme mesure sanitaire, suite à l'apparition d'épidémies, il appartient au Ministre de l'Agriculture, compétent en la matière, de prendre les mesures qui s'imposent.

**Question 1129** (21.6.2006) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant les **moyens de détection du taux d'alcoolémie**:

Le Ministre fédéral belge n'exclut pas l'introduction d'une alternative efficace à la déchéance du permis de conduire.

Il s'agit d'installer à bord du véhicule du récidiviste un testeur d'haleine électronique. Avant de pouvoir démarrer la voiture, il faut souffler une première fois. Il y a des tests supplémentaires qui peuvent être faits pour éviter la fraude.

Cet appareil a été mis à l'essai pendant un an par un consortium de cinq instituts de sécurité routière européens et les résultats ont été encourageants.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance d'un tel système?
- Monsieur le Ministre peut-il m'informer s'il compte introduire un tel système au Luxembourg?

**Réponse** (13.7.2006) de **M. Lucien Lux**, Ministre des Transports:

Dans sa question l'honorable Député s'enquiert sur le fonctionnement des éthylomètres antidémarrage («alcolocks») et sur une introduction éventuelle d'un tel système au Luxembourg.

Ces systèmes d'antidémarrage couplés à un éthylomètre obligent le conducteur à souffler dans un analyseur d'haleine avant de mettre en marche son véhicule. Si l'alcoolémie est trop élevée, le système bloque l'allumage et le moteur ne démarre pas.

Il a été démontré que ces dispositifs constituaient un moyen de dissuasion efficace. Toutefois il s'agit de systèmes à haute technologie dont la preuve de fiabilité reste à faire. Par ailleurs le coût actuel de ces appareils est actuellement encore trop élevé pour prévoir l'installation obligatoire dans tous les véhicules. D'où il résulte que l'introduction de ces appareils n'est actuellement pas prévue au Luxembourg.

Nonobstant, ceci n'exclut pas que ces systèmes pourraient à l'avenir être inclus dans l'arsenal des mesures pour combattre l'alcool au volant.

**Question 1131** (21.6.2006) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le **statut fiscal des SICAR**:

Selon mes informations la Commission européenne est actuellement en train d'enquêter sur le statut fiscal des SICAR de droit luxembourgeois, à la suite d'une initiative de la Belgique qui en contestera le régime. Dans le cadre de cette enquête, elle aurait demandé des informations au Gouvernement qui lui aurait adressé une lettre explicative.

Au vu de l'importance que peuvent revêtir les SICAR pour le développement de notre industrie des fonds d'investissement, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre quelles sont les contestations soulevées par la Belgique et, le cas échéant, la Commission européenne, et quelle est la teneur de la lettre explicative envoyée à l'exécutif communautaire?

**Réponse** (11.7.2006) de **M. Luc Frieden**, Ministre du Trésor et du Budget:

Par lettre du 13 février 2006 la Commission européenne a demandé aux autorités luxembourgeoises des informations sur le régime fiscal dont bénéficient les sociétés relevant de la loi du 15 juin 2004 relative à la Société d'investissement en capital à risque (SICAR). Ces informations ont été sollicitées par la Commission en vue de lui permettre d'apprécier

dans le cadre de l'examen d'une plainte si le régime fiscal en question pourrait contenir des éléments constitutifs d'aides d'État à la lumière des articles 87 et 88 du traité CE.

Ni le contenu de la plainte, ni l'identité de son auteur n'ont été communiqués par la Commission aux autorités luxembourgeoises.

Une réponse circonstanciée aux différentes questions soulevées avait été adressée par le Ministre du Trésor et du Budget à la Commission européenne le 27 mars 2006.

Il a été souligné sous ce rapport que le régime fiscal des SICAR devrait être situé dans un contexte plus large qui instaure un cadre réglementaire et prudentiel complet et spécifique pour des activités nouvelles à potentiel de développement élevé dans des domaines identifiés comme faisant partie des objectifs communautaires et qui ne font pas à ce jour l'objet d'une harmonisation.

Il a été en particulier précisé que l'aménagement du régime fiscal refléterait les particularités et la nature économique des activités poursuivies et viserait à éviter une double imposition économique, la neutralité fiscale étant une condition nécessaire pour leur développement.

À ce jour, les autorités luxembourgeoises n'ont pas encore été informées sur le résultat de l'enquête de la Commission.

psychiatrique par le biais de la lière à leurs lits.

Cependant il semble que cette pratique ne soit plus conforme aux méthodes de traitement modernes.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette pratique au Luxembourg?
- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que cette pratique devrait être abolie au Luxembourg?

**Réponse** (18.7.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Contrairement à ce qu'en pense l'honorable Parlementaire la pratique de la fixation au moyen d'une ceinture de contention de certains malades en unité de psychiatrie n'est pas considérée sur le plan international comme dépassée ou plus conforme aux méthodes de traitement modernes.

Elle s'avère incontournable dans certaines situations d'agressivité aiguë, lorsque le patient met en danger l'intégrité physique d'autres patients, du personnel, voire la sienne propre.

Ensemble avec le traitement médicamenteux involontaire et l'isolement la fixation est une forme de traitement sous contrainte.

La fixation ou contention est d'ailleurs réglementée à la Recommandation (2004)10 du Comité des Ministres aux États membres (du Conseil de l'Europe) relative à la protection des droits de l'Homme et de la dignité des personnes atteintes de troubles mentaux, et cela dans son article 27, ce qui prouve que sa pratique, dans des situations d'exception, est reconnue dans les enceintes internationales.

Aux termes du prédict article l'application de la contention ou fixation est subordonnée à plusieurs conditions. C'est ainsi qu'elle ne devrait intervenir que sous contrôle médical, dans le respect du principe de restriction minimale, et pour prévenir un dommage imminent pour la personne concernée ou pour autrui. Elle devrait être consignée par écrit et être documentée au dossier médical de la personne concernée ainsi que dans un registre ad hoc. Toujours d'après le prédict article ces conditions restrictives ne sont pas exigées dans le cas d'une contention momentanée.

D'après mes informations ces conditions sont d'ores et déjà appliquées dans les hôpitaux du pays.

Un groupe de travail composé de fonctionnaires de mon Ministère, de médecins psychiatres et de magistrats est en train de travailler sur une réforme plus incisive de la loi de 1988 relative au placement de malades mentaux, allant au-delà de ce qui est prévu au projet N°5490, actuellement déposé à la Chambre, qui a principalement pour objet la décentralisation des services fermés de psychiatrie. Cette réforme traitera entre autres du traitement sous contrainte, de l'isolation et de la contention.

**Question 1140** (29.6.2006) de **M. Claude Meisch** (DP) concernant l'**ouverture de l'État de comptes bancaires auprès d'établissements bancaires autres que l'Entreprise des Postes et Télécommunications**:

Étant donné que bon nombre de personnes privées et d'entreprises n'ont pas de compte en banque auprès de l'Entreprise des Postes et Télécommunications ces dernières sont contraintes de payer des commissions de transfert lors

de virements à l'État via une autre banque que le CCP. Or, l'article 35 paragraphe (4) de la loi du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État prévoit explicitement la possibilité pour l'État d'ouvrir des comptes auprès d'autres établissements bancaires: «Les comptes de l'État sont détenus auprès du service des comptes chèques postaux gérés par l'Entreprise des Postes et Télécommunications ou auprès d'établissements bancaires agréés à cet effet par le ministre ayant le budget dans ses attributions».

Ainsi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget:

- Est-il vrai que la Trésorerie de l'État dispose actuellement uniquement de comptes auprès de l'Entreprise des Postes et Télécommunications? Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut m'en expliquer les raisons étant donné que la loi du 8 juin 1999 a justement créé la possibilité pour l'État d'ouvrir des comptes auprès d'autres établissements bancaires?
- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que l'État devrait ouvrir des comptes auprès d'établissements bancaires à couverture nationale, ayant donc des agences à travers le pays, qui en plus paient des impôts allant de 2.111.363 à 67.410.081 euros (exercice 2005) et qui soutiennent donc de façon non négligeable notre économie sans compter les emplois qu'ils génèrent?
- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que le fait d'ouvrir des comptes auprès d'autres établissements bancaires que celui de l'Entreprise des Postes et Télécommunications permettrait non seulement d'éviter aux citoyens de payer en plus, entre autres, des avances et redevances sur impôt, des

commissions de transfert et améliorerait par cela même considérablement le service rendu par l'administration aux administrés d'autant plus que des nouvelles technologies telle «multiline», déjà utilisées par les entreprises ainsi que par les administrations communales, permettent une gestion simple et efficace des comptes?

**Réponse** (12.7.2006) de **M. Luc Frieden**, *Ministre du Trésor et du Budget*:

La Trésorerie de l'État, qui est tenue de gérer les avoirs financiers de l'État de la façon la plus efficace et rentable possible, centralise ces avoirs sur des comptes ouverts auprès de l'EPT, ainsi que cela est prévu non seulement dans la loi du 8 juin 1999 citée par l'honorable Député, mais surtout également à l'article 31 de la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux. La Trésorerie ne recourt en principe à d'autres comptes bancaires que pour des services qui ne rentrent pas dans l'éventail des opérations fournies par l'EPT.

L'application de la loi précitée du 15 décembre 2000 permet à la Trésorerie de disposer immédiatement, de façon regroupée et aux moindres frais de l'intégralité des soldes créditeurs sur ses comptes. Toute dispersion sur une multiplicité de comptes auprès de plusieurs établissements financiers compliquerait et surtout renchérirait significativement la gestion de la Trésorerie, aux dépens du budget de l'État.

En contrepartie, la possibilité offre aux particuliers et entreprises de ne pas devoir faire un virement d'une banque vers un CCP de l'État n'entraînerait guère d'économies pour les administrés, alors que les banques à agences offrent en général des formules qui comportent la possibilité de faire de tels virements à tarif zéro.



d'Chamber online op  
**www.chd.lu**

mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live